

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AIX

Date de Publication : 30/07/2020

N° : 2020/163

SOMMAIRE

↳ **Délibérations du Conseil du 28 novembre 2019** page 3

↳ **Délibérations du Conseil du 12 décembre 2019** page 69

Les Délibérations
Conseil du 28 novembre 2019

Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 28 novembre 2019

Ressources – Finances

2019 CT2 469

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Médiathèque de Pertuis Equipements et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La médiathèque de Pertuis répond au besoin du bassin de vie Pertuis Val de Durance et son objectif est aujourd'hui largement atteint avec à ce jour près de 8 300 adhérents.

Au fur et à mesure de la montée en puissance de l'établissement il a été nécessaire d'acquérir de nouveaux équipements essentiellement destinés aux services au public.

Aujourd'hui l'acquisition de mobilier, de machines outils pour l'atelier numérique, d'abonnements numériques, d'outils et de fournitures pour l'entretien du bâtiment conduisent à augmenter l'autorisation de programme relative à l'opération.

L'opération d'investissement Médiathèque de Pertuis Equipements d'un montant initial de 990 000 €. T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI430A doit être révisée pour un montant de + 400 000 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération Médiathèque de Pertuis Equipements autorisation de programme DI430A de 990 000 € T.T.C avant révision à 1 390 000 € T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14

décembre 2017 portant ouverture, affectations et modifications d'autorisations de programme du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 400 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI430A Médiathèque de Pertuis Equipements afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 400 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI430A Médiathèque de Pertuis Equipements.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI430A Médiathèque de Pertuis Equipements pour un montant de + 400 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI430A Médiathèque de Pertuis Equipements

Montant initial de l'AP : 990 000 € T.T. C.
Révision de l'AP : + 400 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 1 390 000 € T.T.C

Déjà financé : 210 218,40 € T.T.C.
CP 2019 (DM2 compris) : 296 103 € T.T.C.
CP 2020 : 540 440 € T.T.C
CP 2021 : 110 400 € T.T.C.
CP 2022 : 110 400 € T.T.C
CP 2023 : 122 438,60€ T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 470

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Subvention grands opérateurs et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La réalisation du programme de restauration des bâtiments de la Fondation du Camp des Milles, fondation reconnue d'utilité publique, consiste en des travaux d'aménagements intérieurs et extérieurs (création de nouveaux espaces muséographiques), un renforcement de l'accueil des publics scolaires et adultes.

Aussi, l'opération d'investissement Subvention grands opérateurs d'un montant initial de 640 000 €. T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI445AP, doit être révisée pour un montant de + 420 000 € T.T.C..

Cette révision porte le montant de l'opération Subvention grands opérateurs, autorisation de programme DI445AP, de 640 000 € T.T.C. avant révision à 1 060 000 € T.T.C..

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Métropole de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouverture, affectations et modifications d'autorisations de programme du Pays d'Aix

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 420 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI445AP Subvention grands opérateurs afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 420 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI445AP Subvention grands opérateurs.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI445AP Subvention grands opérateurs pour un montant de + 420 000 € T.T.C. .

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI445AP Subvention grands opérateurs

**Montant initial de l'AP : 640 000 € T.T.C.
Révision de l'AP : + 420 000 € T.T.C**

Montant final de l'AP : 1 060 000 € T.T.C

Déjà financé : 105 666,74 € T.T.C.
CP 2019 (DM2 compris) : 212 000 € T.T.C.
CP 2020 : 221 000 € T.T.C.
CP 2021 : 300 000 € T.T.C.
CP 2022 : 221 333,26 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 471

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Toutes zones, études et petits travaux Territoire du Pays d'Aix et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Des travaux sur Vitrolles (ZA Anjoly) et sur Venelles (secteur Verdon) sont envisagés.

Pour la ZA Vitrolles, les travaux ont pour objet de réhabiliter les rues d'Espagne et de Bruxelles ; ces voies sont très fortement dégradées et soumises à un trafic poids lourds très important. Le programme comprend également la sécurisation des chemins piétons.

Pour la ZA Venelles, les travaux consistent en la réalisation d'une voie nouvelle afin de desservir le secteur de Verdon.

Aussi, l'opération d'investissement Toutes zones, études et petits travaux Territoire du Pays d'Aix d'un montant initial de 1 000 000 €. T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI331AP, doit être révisée pour un montant de + 2 000 000 € T.T.C..

Cette révision porte le montant de l'opération Toutes zones, études et petits travaux Territoire du Pays d'Aix autorisation de programme DI331AP de 1 000 000 € T.T.C. avant révision à 3 000 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouverture, affectations et modifications d'autorisations de programme du Pays d'Aix.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 2 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI331AP Toutes zones, études et petits travaux Territoire du Pays d'Aix afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 2 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI331AP Toutes zones, études et petits travaux Territoire du Pays d'Aix .
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI331AP Toutes zones, études et petits travaux Territoire du Pays d'Aix pour un montant de + 2 000 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI331AP Toutes zones, études et petits travaux

Territoire du Pays d'Aix

Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix

Montant initial de l'AP : 1 000 000 € T.T.C.

Révision de l'AP : + 2 000 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 3 000 000 € T.T.C

Déjà financé : 227 405,22 € T.T.C.

CP 2019 (DM2 compris) : 625 000 € T.T.C.

CP 2020 : 1 000 000 € T.T.C

CP 2021 : 500 000 € T.T.C

CP 2022 : 500 000 € T.T.C.

Reste à financer : 147 594,78 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 472

**AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix
- Approbation de la révision de l'opération d'investissement Développement immobilier d'entreprises au Technopôle de l'Arbois et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Technopole de l'Arbois ayant pour vocation d'accompagner les porteurs de projet travaillant dans le secteur de l'environnement depuis leur

création (via la pépinière d'entreprise #Cleantech), jusqu'à leur développement industriel, se doit de proposer l'ensemble du parcours résidentiel aux entreprises innovantes dont la typologie (jeunes sociétés faisant des pertes d'exploitation les premières années pour financer leur R&D, avant leur développement commercial) effraie les promoteurs d'immobilier d'entreprises privés.

Or, c'est dans le passage de la Startup à l'entreprise plus mature (« Scale-up ») que le processus de créations d'emplois est le plus fort. C'est également grâce aux innovations développées par ces entreprises innovantes que le territoire est compétitif et conserve ses emplois face aux pays à bas coût salariaux.

Aussi, si le Technopole de l'Arbois bénéficie d'une pépinière d'entreprises innovantes, pour les sociétés en création et d'Hôtels d'entreprises qui accueillent leur développement, il ne remplit pas sa fonction pour les sociétés « primo industrielles ». En effet, le Technopôle de l'Arbois ne bénéficie pas de locaux « mixtes » proposant au sein d'un même espace les bureaux et les ateliers/laboratoires.

Ainsi, en ne jouant pas pleinement son rôle dans l'accompagnement des entreprises dans leur parcours résidentiel, le risque est double : ralentir les entreprises dans leur croissance, risquer de voir ces dernières quitter le territoire.

C'est la raison pour laquelle, le Technopôle de l'Arbois souhaite s'engager dans la réalisation de 3 nouveaux bâtiments :

- un bâtiment de 1 000 m² pour la société NOVADEM
- un bâtiment de 500 m² pour la société Qista
- un bâtiment de 500 m² pour anticiper les besoins de sociétés en croissance.

L'opération se décompose en deux projets structurants :

- la construction de locaux mixtes bureaux/petits ateliers (5 à 6) à la location dédiés aux startup innovantes. Dans un premier temps, il est envisagé la réhabilitation de la « Villa des Gardiens », inoccupée depuis la fin du marché de gardiennage. Ce bâtiment situé en entrée de site est de plain pied sur une surface de 130 m². Il convient de le réhabiliter pour proposer des équipements à minima permettant d'héberger des espaces d'ateliers à destination des structures implantées sur le site.

- la rénovation complète de la pépinière d'entreprises « #Cleantech » du Technopôle. Les locaux actuels (1 350 m²) sont vieillissants et ne correspondent plus à la dynamique d'entreprendre et d'innover : ils doivent être rénovés pour correspondre aux standards actuels et aux attentes des créateurs d'entreprises. Une première phase pourra porter sur la réhabilitation du rez de jardin (espaces d'ateliers d'environ 200 m²).

-

Ces opérations sont source de recettes (loyer annuel autour de 100 € le m² aux entreprises innovantes).

Le chiffrage de la réalisation de ces 2 000 m² supplémentaires a été évalué à 4 millions d'Euros. Aussi, l'opération d'investissement Développement immobilier d'entreprises du Technopole de l'Arbois d'un montant initial de 2 800 000 €. T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI9047 doit être révisée pour un montant de + 4 000 000 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération Développement immobilier d'entreprises Arbois autorisation de programme DI9047 de 2 800 000 € T.T.C avant révision à 6 800 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 012-5351/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 février 2019 portant Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement «Développement Immobilier d'Entreprise Zone d'aménagement concerté Petit Arbois ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 4 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI9047 Développement immobilier d'entreprises Arbois afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 4 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI9047 Développement immobilier d'entreprises Arbois.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI9047 Développement immobilier d'entreprises du Technopole de l'Arbois pour un montant de + 4 000 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI9047 - Développement immobilier d'entreprises Technopole Arbois

Montant initial de l'AP : 2 800 000 € T.T.C.
Révision de l'AP : + 4 000 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 6 800 000 € T.T.C

CP 2019 (DM2 compris) : 90 000 € T.T.C.

CP 2020 : 2 070 000 € T.T.C

CP 2021 : 2 340 000 € T.T.C

CP 2022 : 2 300 000 € TTC

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 473

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Pérennisation patrimoine bâti du Technopôle de l'Arbois (H.T. et T.T.C.) et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Technopôle gère actuellement la voirie de la ZAC du Petit Arbois et 14 bâtiments occupés par des entreprises et des laboratoires, soit environ 22 000 m² de locaux au sein d'une ZAC de 75 ha. Ce patrimoine comprend notamment 2 bâtiments classés en ERP : le FORUM (espace de conférence), le RESTAURANT INTER-ENTREPRISES. Sept autres bâtiments sont mis à disposition de l'Université Aix-Marseille et du Département. Le programme pluriannuel de pérennisation de ce patrimoine doit être maintenu, afin de conserver toute son attractivité et maintenir le niveau de service attendu aux entreprises hébergées.

En 2017, une enveloppe annuelle de 200 000 € avait été votée sur 3 ans, Il convient donc de poursuivre aussi bien la rénovation lourde des bâtiments les plus anciens, l'amélioration du confort pour les usagers, l'optimisation énergétique, tout en anticipant à la reconfiguration des locaux qui pourraient être libérés par leurs occupants et le développement des espaces extérieurs à proximité des bâtiments, accès, cheminements piétons, espaces verts, d'agrément.

Il s'agit ici de mener une réflexion en continu afin de pérenniser et d'anticiper les désordres dus au vieillissement des installations (thermique, étanchéité, façades, menuiseries extérieures, reprise de sols et de peintures, etc.), la remise à niveau de certaines installations de chauffage/climatisation et d'accroissement des performances thermiques de certains bâtiments.

Mais aussi, la création de parkings motos et vélos, la réhabilitation des accès de certains bâtiments, la reprise de l'éclairage extérieur (installation de têtes d'éclairage à led.....).

Coût de l'opération :

- DI9045TT : Montant initial : 810 000€ révision : 270 000 € Coût après révision : 1 080 000€

- DI9045HT : Montant initial : 270 000 € révision : 480 000 € Coût après révision : 750 000€

Cette révision porte le montant de l'opération Pérennisation Patrimoine Bâti Arbois autorisation de programme :

DI9045TT de 810 000 € T.T.C avant révision à 1 080 000 € T.T.C. et

DI9045HT de 270 000 € H.T. avant révision à 750 000 € H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 030-4079/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant Ouverture, modifications et affectations d'AP/CP, Budget Principal Métropolitain, Territoire du Pays d'Aix pour l'opération DI9045HT ;
- La délibération n°FAG 056-4512/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 portant Approbation des révisions des opérations d'équipements Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix pour l'opération DI9045TT.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de :
 - + 270 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI9045TT Pérennisation Patrimoine Bâti Arbois T.T.C
 - + 480 000 € H.T. de l'opération d'investissement DI9045HT Pérennisation Patrimoine Bâti Arbois H.T. afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total :
 - + 270 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI9045TT Pérennisation Patrimoine Bâti Arbois T.T.C
 - + 480 000 € H.T. de l'opération d'investissement DI9045HT Pérennisation Patrimoine Bâti Arbois H.T.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement :

- DI9045TT Pérennisation Patrimoine Bâti Arbois T.T.C pour un montant de + 270 000 € T.T.C.
- DI9045HT Pérennisation Patrimoine Bâti Arbois H.T. pour un montant de + 480 000 € H.T

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI9045TT - Pérennisation Patrimoine Bâti Arbois T.T.C

Montant initial de l'AP : 810 000 € T.T.C.

Révision de l'AP : + 270 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 1 080 000 € T.T.C

Déjà financé : 356 122,72 € T.T.C

CP 2019 (DM2 compris) : 212 000 € T.T.C.

CP 2020 : 331 000 € T.T.C

CP 2021 : 90 000 € T.T.C

CP 2022 : 90 877,28 € T.T.C

DI9045HT- Pérennisation Patrimoine Bâti Arbois H.T.

Montant initial de l'AP : 270 000 € H.T.

Révision de l'AP : + 480 000 € H.T.

Montant final de l'AP : 750 000 € H.T.

Déjà financé : 149 961,76 € H.T.

CP 2019 (DM2 compris) : 60 000 € H.T.

CP 2020 : 220 000 € H.T.

CP 2021 : 160 000 € H.T.

CP 2022 : 160 038,24 € H.T.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable

sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 474

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération Aménagement durable et prototypage et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Certifié ISO 14001 pour sa performance environnementale et labellisé PARC+ de niveau 3, le plus haut niveau de récompense des éco-parcs en Région PACA, le Technopôle de l'Arbois est reconnu pour le soin qu'il apporte à l'aménagement durable de son territoire.

Véritable espace d'innovation, le Technopôle de l'Arbois a toujours pris le parti d'aménager ses espaces de vie et de travail, comme autant de vitrines des technologies environnementales, particulièrement des entreprises qu'il héberge.

En effet, en s'appuyant sur les ruptures technologiques proposées par les startups de son territoire, le Technopôle de l'Arbois peut d'une part, répondre à ses besoins d'un aménagement de plus en plus soucieux de réduire son empreinte environnementale et d'autre part, être le premier utilisateur des innovations des entreprises qu'il accompagne.

Cette démarche permet à la Collectivité et au Technopôle de l'Arbois :

- d'aménager son territoire de façon emblématique en générant des économies (énergies, eau...),

- de bénéficier d'une image extrêmement dynamique et positive,

- de fidéliser et d'ancrer toujours plus les entreprises et les emplois créés sur le territoire.

Par ailleurs, en bénéficiant de la confiance de la collectivité, les entreprises en développement pourront mettre en avant dans la conquête de leurs marchés nationaux et internationaux, la confiance de puissance publique et du territoire qui les a vu naître.

Ceci lui permettra de répondre à un certain nombre de problématiques d'aménagement et de gestion du Domaine du Petit Arbois telles que : la réduction de la consommation électrique de son éclairage public, la mise en place de solutions d'économie d'eau dans les douches du site, la détection de fuite d'eau et la protection des réseaux d'eau face au gel, la mise en place d'une solution d'entretien des espaces verts et du jardin participatif, le traitement d'eau du robinet pour limiter l'usage de bouteilles plastiques jetables, la mise en place de ruches « connectés » pour favoriser la biodiversité sur le Domaine du Petit Arbois, la gestion de

l'assainissement de la pépinière par phytoremédiation...

Le montant de l'opération sur 3 ans est de 240 000 € T.T.C.

L'opération d'investissement Aménagement durable et prototypage d'un montant de 240 000 € T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix dans l'autorisation de programme DI906-1 doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 240 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI906-1 Aménagement durable et prototypage afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI906-1 Aménagement durable et prototypage pour un montant de 240 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI906-1 Aménagement durable et prototypage

Montant initial de l'AP : 240 000 € T.T.C.

CP 2020 : 80 000 € T.T.C

CP 2021 : 80 000 € T.T.C

CP 2022 : 80 000 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 475

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Tourisme subventions d'équipements et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il s'agit ici de participer au financement du déménagement de l'office de tourisme de Fuveau dans un local plus grand et mieux approprié à ses missions de chef de filière en développant notamment un espace de promotion des produits du terroir.

Le montant de l'opération est de 10 000 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération Tourisme subventions d'équipements autorisation de programme DI907 de 60 000 € T.T.C avant révision à 70 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 0062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant Ouverture, affectations et modifications d'AP/CP, Budget Principal Métropolitain , Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 10 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI907 Tourisme subventions d'équipements afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total + 10 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI907 Tourisme subventions d'équipements.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI907 Tourisme subventions d'équipements pour un montant de + 10 000 € T.T.C

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI907 - Tourisme subventions d'équipements

Montant initial de l'AP : 60 000 € T.T.C.

Révision de l'AP : + 10 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 70 000 € T.T.C

Déjà financé : 30 000 € T.T.C

CP 2019 (DM2 compris) : 30 000 € T.T.C.

CP 2020 : 10 000 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 476

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Plan de développement ESR Arbois et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération est inscrite au titre du CPER 2015-2020 pour un montant total de 2,2 M€, avec une participation de 0,2 M€ de l'État, 0,75 M€ de la Région et de 0,5 M€ pour le Département des Bouches-du-Rhône. Cette opération se décompose en deux projets structurants :

► Volet enseignement - la réhabilitation du bâtiment BELTRAM pour accueillir le MASTER "Sciences de l'environnement terrestre" actuellement éclaté sur plusieurs sites, en rapprochant les étudiants des laboratoires associés et des entreprises (coût 1,198 M€).

Après réception d'une grande partie des offres de travaux, on constate un léger surcoût sur les travaux envisagés sur le bâtiment, causé par le changement complet de l'ascenseur actuellement en service dans le bâtiment pour des raisons de non-conformité réglementaire.

► Volet recherche - la construction d'une halle technologique pilote (CIRENE) dédiée à l'étude du cycle de vie des matériaux contenant des nanomatériaux et au développement de nouvelles technologies de recyclage (coût 1,002 M€).

Au stade de la fin des études de conception, on constate un surcoût sur le montant prévisionnel des travaux à engager pour la construction du bâtiment, qui s'explique par :

- une augmentation de la surface utile du bâtiment par rapport au programme initial, à la demande des utilisateurs et surtout en raison de certaines contraintes techniques de construction ou d'implantation sur le terrain.
- la nécessité d'installer une pompe de relevage pour les eaux usées, du fait de l'impossibilité de raccorder le bâtiment gravitairement, ce qui n'a pu être apprécié que tardivement.

la nécessité de gérer à part les eaux sales manipulées par les pilotes d'expérimentation, car on ne peut pas les rejeter dans les égouts, ce qui nécessite des aménagements spécifiques qui n'avaient pas été identifiés en amont.

Soit un besoin de + 346 000 € T.T.C. non couvert par le budget actuel.

Cette révision porte le montant de l'opération Plan de développement ESR Arbois autorisation de programme DI9051AP de 2 200 000 € T.T.C avant révision à 2 546 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 049-2049/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 portant Ouverture, affectations et modifications d'AP/CP, Budget Principal Métropolitain Fractionné, Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 346 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI9051AP

Plan de développement ESR Arbois afin de permettre sa réalisation.

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total + 346 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI9051AP Plan de développement ESR Arbois.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI9051AP Plan de développement ESR Arbois pour un montant de + 346 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI9051AP Plan de développement ESR Arbois

Montant initial de l'AP : 2 200 000 € T.T.C.
Révision de l'AP : + 346 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 2 546 000 € T.T.C

Déjà financé : 102 234,55 € T.T.C
CP 2019 (DM2 compris) : 622 000 € T.T.C.
CP 2020 : 1 821 000 € T.T.C
Reste à financer : 765,45 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 477

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Voiries communales études d'opportunité et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin d'intégrer des nouvelles opérations dans le cadre des conventions de gestions avec les communes il convient de redimensionner financièrement cette opération.

Aussi, l'opération d'investissement Voiries communales études d'opportunité d'un montant initial de 500 000 €. T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI553AP doit être révisée pour un montant de + 5 000 000 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération Voiries communales études d'opportunité autorisation de programme DI553AP de 500 000 € T.T.C avant révision à 5 500 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Métropole de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouverture, affectations et modifications d'autorisations de programme du Pays d'Aix.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 5 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI553AP Voiries communales études d'opportunité afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 5 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI553AP Voiries communales études d'opportunité.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI553AP Voiries communales études d'opportunité pour un montant de + 5 000 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI553AP Voiries communales études d'opportunité

Montant initial de l'AP : 500 000 € T.T.C.

Révision de l'AP : + 5 000 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 5 500 000 € T.T.C

Déjà financé : 0 € T.T.C.

CP 2019 (DM2 compris) : 6 600 € T.T.C.

CP 2020 : 300 000 € T.T.C

CP 2021 : 300 000 € T.T.C

CP 2022 : 300 000 € T.T.C

CP 2023 : 300 000 € T.T.C.

Reste à financer : 4 293 400 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 478

**AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix
- Approbation de la création de l'opération Aide à la restructuration de caves coopératives et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Ce projet d'aide à l'agriculture prend la forme d'un soutien en investissement à la restructuration ou à l'extension de caves coopératives du Territoire du Pays d'Aix.

La subvention est versée après dépôt et études des dossiers de demande d'extension ou de restructuration, et attribution de permis de construire.

L'opération fait l'objet de cofinancements avec les partenaires publics tels que le Conseil Départemental 13, le Conseil Régional PACA mais également des fonds européens.

L'opération d'investissement Aide à la restructuration de caves coopératives d'un montant de 250 000 € T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix dans l'autorisation de programme DI302AP doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 250 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI302AP Aide à la restructuration de caves coopératives afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI302AP Aide à la restructuration de caves coopératives pour un montant de 250 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI302AP Aide à la restructuration de caves coopératives

Montant initial de l'AP : 250 000 € T.T.C.

CP 2020 : 50 000 € T.T.C

CP 2021 : 50 000 € T.T.C

CP 2022 : 50 000 € T.T.C.

CP2023 : 100 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 479

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Pépinières jeunes agriculteurs - couveuses agricoles et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération Pépinières jeunes agriculteurs – couveuses agricoles est ouverte pour un montant de 1 500 000 euros T.T.C.

Une réévaluation financière du projet comportant un hangar agricole, la réalisation d'un logement et de bureaux, la préparation et l'acquisition de tunnels froids, ainsi que l'acquisition de matériels agricoles conduit à une augmentation de + 400 000 € T.T.C.

Aussi, l'opération d'investissement Pépinières jeunes agriculteurs – couveuses agricoles d'un montant initial de 1 500 000 €. T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI462-4A doit être révisée pour un montant de + 400 000 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération Pépinières jeunes agriculteurs – couveuses agricoles autorisation de programme DI462-4A de 1 500 000 € T.T.C avant révision à 1 900 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 004-6472/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Pépinière jeunes agriculteurs – couveuses agricoles et de son affectation – Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 400 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI462-4A Pépinières jeunes agriculteurs – couveuses agricoles afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 400 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI462-4A Pépinières jeunes agriculteurs – couveuses agricoles.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI462-4A Pépinières jeunes agriculteurs – couveuses agricoles pour un montant de + 400 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI462-4A Pépinières jeunes agriculteurs – couveuses agricoles

Montant initial de l'AP : 1 500 000 € T.T.C.

Révision de l'AP : + 400 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 1 900 000 € T.T.C

Déjà financé : 15 860,48 € T.T.C.

CP 2019 (DM2 compris) : 260 000 € T.T.C.

CP 2020 : 265 000 € T.T.C

CP 2021 : 1 000 000 € T.T.C

CP 2022 : 359 139,52 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 480

**AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix
- Approbation de la création de l'opération
Création d'un hangar agricole à Pertuis et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole a acquis un terrain sur la commune de Pertuis, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière, afin de faciliter l'installation de futurs exploitants agricoles sortis de la couveuse agricole.

Ce projet complémentaire à la couveuse agricole vise à engager un renouvellement des générations et des exploitants agricoles sur le territoire. Il constitue une des actions de la Charte agricole du Pays d'Aix poursuivie à l'échelle de la Métropole.

L'objectif est de maintenir un socle productif et une économie agricole forte.

Le terrain « Réparade » de plus de 10 hectares est une faculté offerte par la Métropole aux porteurs de projets de s'installer sur la commune. Il sera mis à disposition au moyen d'une Convention de Mise à Disposition (CMD) Métropole / SAFER et d'un bail locatif aux futurs agriculteurs.

Après remise en état du terrain, il s'agit de créer un hangar de stockage avec une chambre froide pour faciliter l'installation des futurs agriculteurs immatriculés.

Le montant estimé de l'opération est de 400 000 € T.T.C.

L'opération d'investissement Hangar agricole Pertuis d'un montant de 400 000 € T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix dans l'autorisation de programme DI351 doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 400 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI351 Hangar agricole Pertuis afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI351 Hangar agricole Pertuis pour un montant de 400 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI351 Hangar agricole Pertuis

Montant initial de l'AP : 400 000 € T.T.C.

CP 2020 : 50 000 € T.T.C

CP 2021 : 350 000 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 481

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Travaux forestiers espaces naturels (ex PIDAF 2016-2019) et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'objectif de l'investissement porté est de permettre au Territoire du Pays d'Aix d'établir, en accord avec les Comités consultatifs des massifs forestiers de son territoire, les programmes des travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie à réaliser, conformément aux Plans de Massifs de Protection de la Forêt Contre l'Incendie (PMPFCI), anciennement appelés PIDAF.

Six massifs forestiers sont concernés :

- Montaignet et collines environnantes,
- Régagnas - Monts Auréliens,
- Quatre Termes,
- Arbois - Pas des Lanciers,
- Chaîne des Côtes – Trévaresse.

Ces programmations comprennent les travaux suivants :

- diminution de la biomasse,
- mise en sécurité des bords de piste DFCI,
- réalisation de pistes DFCI,
- installation d'équipements hydrauliques.

Ces opérations peuvent être subventionnées à un taux maximum de 80 % d'aides publiques par l'Union Européenne, l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône, notamment au titre du dispositif 8.3.1 du Programme de Développement Rural (PDR) régional relatif aux aides aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

Cette révision porte le montant de l'opération Travaux forestiers espaces naturels (ex PIDAF 2016-2019) autorisation de programme DI246AP4 de 3 500 000 € T.T.C avant révision à 5 366 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 0062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant Ouverture, affectations et modifications d'AP/CP, Budget Principal Métropolitain , Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 1 866 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI246AP4 Travaux forestiers espaces naturels (ex PIDAF 2016-2019) afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total + 1 866 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI246AP4 Travaux forestiers espaces naturels (ex PIDAF 2016-2019).
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI246AP4 Travaux forestiers espaces naturels (ex PIDAF 2016-2019) pour un montant de + 1 866 000 € T.T.C

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI246AP4 Travaux forestiers espaces naturels (ex PIDAF 2016-2019)

Montant initial de l'AP : 3 500 000 € T.T.C.

Révision de l'AP : + 1 866 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 5 366 000 € T.T.C

Déjà financé : 1 834 048,45 € T.T.C.
 CP 2019 (DM2 compris) : 581 000 € T.T.C.
 CP 2020 : 760 000 € T.T.C.
 CP 2021 : 730 000 € T.T.C.
 CP 2022 : 700 000 € T.T.C.
 CP 2023 : 760 000 € T.T.C.
 Reste à financer : 951,55 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
 Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
 Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
 Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
 Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 482

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Syndicat Sainte-Victoire Valorisation Territoire et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Grand Site Sainte-Victoire est un espace naturel de 35 000 hectares (demain 50 000 ha) qui présente une richesse patrimoniale remarquable. A ce titre, le patrimoine naturel est labellisé Natura 2000 et l'ensemble du périmètre est concerné par une démarche de labellisation nationale « Grand Site de France ».

Ces protections sont anciennes et ont fait de Concors et Sainte-Victoire un espace protégé au même titre qu'un parc national.

Cette richesse attire sur Sainte-Victoire près d'un million de visiteurs par an. Ce public exerce une pression importante nécessitant des aménagements de qualité, des mises en défens voire des restaurations, d'ouvrage ou de milieux naturels. De plus, ce patrimoine est sensible aux risques (incendie en tout premier lieu), comme aux évolutions des pratiques, aux altérations liées à la vétusté et aux conditions météo voire aux

pollutions ou aux dégradations volontaires (abattage d'animaux par exemple).

Les élus du Comité de gestion composé des maires, d'élus du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, du Conseil Régional PACA et de la Métropole se sont donc engagés à le protéger et à le valoriser.

Dans ce cadre, un programme d'actions de protection et de valorisation a été élaboré sur une période de 6 ans (seule la période 2019-2023 sera concernée par la présente révision d'opération).

Espace naturel majeur du Territoire Métropolitain et espace culturel, touristique à vocation également économique, les répercussions, mesurables ou non, sur l'ensemble d'autres politiques sont nombreuses.

Le maintien d'un site naturel de qualité est devenu une priorité pour tous. C'est donc dans ce cadre que la Métropole et la Direction du Grand Site ont mis en place de nombreuses actions qui s'échelonnent sur 6 ans dans le cadre du programme d'actions annexé au dossier de labellisation Grand Site de France et délibéré par le Conseil de Métropole le 13 décembre 2018 (délibération n°ENV 003-521118CM).

Pour que ce programme d'actions soit mis en œuvre, il est nécessaire de réviser cette AP-CP initialement prévue pour la période 2018-2021, et de la prolonger jusqu'en 2023.

Ce prolongement permettra à la fois de réaliser les actions prévues en 2017-2018, initialement jusqu'en 2021 et d'y ajouter les actions recensées, validées et programmées jusqu'en 2023 dans le cadre du projet label étudié en 2018.

C'est sur cette nouvelle base qu'il est proposé de modifier l'opération.

Il s'agit des dossiers supplémentaires identifiés précisément impliquant une augmentation des crédits à inscrire dans cette modification d'opération (pas d'acquisition, pas de subvention).

Valorisation du patrimoine : Poursuite du programme de sauvegarde aqueduc de Traconnade, Restauration de la Chapelle Sainte-Trinité.

Préservation des paysages : Poursuite du programme de suppression des points noirs paysagés (ancienne serre de Venelles), lancement du programme d'intégration du bâti agricole, intégration paysagère des délaissés routiers.

Conservation du patrimoine naturel : Entretien des habitats naturels de la jupe du Cengle, création d'aménagements en faveur d'espèces patrimoniales, restauration des ripisylves.

Aménager l'espace pour gérer la fréquentation des massifs : lancement du programme de réhabilitation du sentier Imoucha, poursuite de l'entretien et des aménagements des aires d'accueils du public

gérées par la direction, création d'aménagements pour favoriser l'accès aux espaces naturels des personnes à mobilité réduite, poursuite du développement de l'observatoire de la fréquentation (notamment sur le massif du Concors).

Promouvoir un développement maîtrisé des activités de découvertes : réalisation d'un schéma d'accueil du public en espace naturel (document cadre), développement de la signalétique et des équipements de plein air liés à l'accueil du public sur le massif du Concors, aménagement d'une structure d'information sur le site au barrage de Bimont, refonte de la scénographie de la Maison du Grand Site de Vauvenargues, création d'un stand illustrant l'esprit d'un Grand Site de France pour la présentation de Sainte-Victoire dans les manifestations.

Cette révision porte le montant de l'opération Sainte-Victoire valorisation territoire de 2 243 510 € T.T.C avant révision à 4 623 510 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant Ouverture, affectations et modifications d'autorisations de programmes du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 2 380 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI2471AP Sainte-Victoire Valorisation territoire afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total + 2 380 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI2471AP Sainte-Victoire Valorisation territoire.

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI2471AP Sainte-Victoire Valorisation territoire pour un montant de + 2 380 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI2471AP Sainte Victoire Valorisation territoire

Montant initial de l'AP : 2 243 510 € T.T.C.
Révision de l'AP : + 2 380 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 4 623 510 € T.T.C

Déjà financé : 366 549,45 € T.T.C
CP 2019 (DM2 compris) : 487 700 € T.T.C.
CP 2020 : 843 600 € T.T.C
CP 2021 : 649 000 € T.T.C.
CP 2022 : 776 000 € T.T.C.
CP 2023 : 839 000 € T.T.C
Reste à financer : 661 660,55 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 483

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Syndicat Sainte-Victoire Travaux Forestiers et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'objectif de l'investissement porté est de permettre au Territoire du Pays d'Aix d'établir, en accord avec le Comité de Gestion du Grand Site Sainte-Victoire, le programme des travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie à réaliser sur les massifs Concors et Sainte-Victoire, conformément au Plan de Massif de Protection de la Forêt Contre l'Incendie (PMPFCI), anciennement appelés PIDAF.

Cette programmation comprend les travaux suivants :

- diminution de la biomasse,
- mise en sécurité des bords de piste DFCI,
- réalisation de pistes DFCI,
- installation d'équipements hydrauliques.

A titre indicatif, ces opérations peuvent être subventionnées à un taux maximum de 80 % d'aides publiques par l'Union Européenne, l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône, notamment au titre du dispositif 8.3.1 du Programme de Développement Rural (PDR) régional relatif aux aides aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

En juin 2018, le marché public de travaux du Territoire du Pays d'Aix est arrivé à échéance. Dans l'attente d'un marché public métropolitain en 2019, une solution transitoire a été décidée en utilisant le marché public de travaux d'Aubagne pour l'ensemble des territoires de la Métropole. Cette solution mal adaptée, n'a pas permis l'exécution complète du programme de travaux 2018

De plus, la non attribution du marché de travaux métropolitain 2019 à ce jour, laisse envisager un retard l'exécution supplémentaire des travaux 2019.

De ce constat, il est prévu de lisser les travaux sur la période 2019 – 2023 afin de rattraper le retard de l'exécution de ces travaux et surtout de protection des massifs contre le risque d'incendie.

Cette révision porte le montant de l'opération Sainte Victoire Travaux Forestiers de 1 290 000 € T.T.C avant révision à 2 010 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant Ouverture, affectations et modifications d'autorisations de programmes du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 720 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI2472AP Sainte-Victoire Travaux Forestiers afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total + 720 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI2472AP Sainte Victoire Travaux Forestiers.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.
-

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI2472AP Sainte Victoire Travaux Forestiers pour un montant de + 720 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI2472AP Sainte Victoire Travaux Forestiers

Montant initial de l'AP : 1 290 000 € T.T.C.
Révision de l'AP : + 720 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 2 010 000 € T.T.C

Déjà financé : 223 658,40 € T.T.C
CP 2019 (DM2 compris) : 289 000 € T.T.C.
CP 2020 : 440 000 € T.T.C
CP 2021 : 350 000 € T.T.C.
CP 2022 : 350 000 € T.T.C.
CP 2023 : 350 000 € T.T.C
Reste à financer : 7 341,60 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 484

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération de fonctionnement Etude de fréquentation Grand Site Sainte-Victoire et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les espaces naturels Concors et Sainte Victoire bénéficient d'une renommée mondiale. Ils accueillent une fréquentation abondante et diversifiée estimée en 2010 à plus d'1,2 millions de visiteurs. La direction du Grand Site Sainte Victoire a notamment pour mission de maîtriser cette fréquentation. Pour atteindre cet objectif, diverses politiques sont développées : définition d'un schéma des sentiers de randonnée, aménagement d'aires d'accueil et de sentiers, mise en place d'une signalétique homogène, réflexion sur l'encadrement juridique des activités,...

Une connaissance qualitative et quantitative de la fréquentation est donc indispensable pour aider à la mise en œuvre de ces politiques.

Pour ce faire il est nécessaire de réaliser une étude de fréquentation à travers la mise en œuvre d'enquêtes quantitatives et qualitatives auprès du public, des prestataires de services et des sociaux professionnels, ainsi qu'au moyen de dispositifs de comptages automatiques.

Il convient à la fois d'estimer le nombre de personnes fréquentant l'espace naturel, mais aussi de comprendre à la fois la répartition spatiale de ces visiteurs, leurs attentes en terme d'aménagements

et d'équipements, ainsi que l'évolution des pratiques sur le site.

L'opération sera réalisée dans le cadre d'un groupement de commande avec le Département des Bouches du Rhône pour la partie de l'étude portant sur les Espaces Naturels Sensibles (ENS) et les parkings en propriété du Département.

L'opération est lissée sur 3 ans pour un montant global estimé à 90 000 €.

L'opération de Fonctionnement Etude de fréquentation Grand Site Sainte Victoire d'un montant de 90 000 € T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix dans l'autorisation de d'engagement DF247 doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 90 000 € T.T.C. de l'opération de fonctionnement DF247 Grand Site Sainte Victoire Etude de fréquentation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération de fonctionnement DF247 Grand Site Sainte Victoire Etude de fréquentation pour un montant de 90 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DF247 Grand Site Sainte Victoire Etude de fréquentation

Montant initial de l'AE : 90 000 € T.T.C.

CP 2020 : 30 000 € T.T.C

CP 2021 : 55 000 € T.T.C

CP 2022 : 5 000 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 485

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Opérations de travaux Eaux Pluviales et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite au transfert de la compétence « Gestion des eaux pluviales » le 1er janvier 2018, une Autorisation de Programme a été créée au Budget Supplémentaire de l'Etat Spécial de Territoire en 2018.

Les crédits budgétaires alloués à cette autorisation de programme s'avèrent insuffisants pour l'exercice de la compétence.

Aussi afin de pouvoir intégrer à l'opération initiale de nouvelles opérations et d'actualiser les montants

d'opérations existantes il convient d'augmenter le montant de l'opération d'investissement DI909 Opérations de travaux Eaux Pluviales de + 17 000 000 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération Opérations de travaux Eaux Pluviales de 14 454 000 € T.T.C avant révision à 31 454 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° DEA 025-5245/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement « Pluvial transfert » et du montant affecté du Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 17 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI909 Opérations de travaux Eaux Pluviales afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total + 17 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI909 Opérations de travaux Eaux Pluviales.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI909 Opérations de travaux Eaux Pluviales pour un montant de + 17 000 000 € T.T.C rattachée au programme PLUVIAL Code AP DI909

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI909 Opérations de travaux Eaux Pluviales

Montant initial de l'AP : 14 454 000 € T.T.C.

Révision de l'AP : + 17 000 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 31 454 000 € T.T.C

Mandaté antérieur : 5 160 015,58 € T.T.C
CP 2019 (DM2 compris) : 8 674 000 € T.T.C.
CP 2020 : 8 125 185 € T.T.C
CP 2021 : 3 000 000 € T.T.C.
CP 2022 : 3 000 000 € T.T.C.
CP 2023 : 3 494 799,42 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 486

**AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix
- Approbation de la révision de l'opération Trets
La Burlière et de sa désaffectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC de la Burlière à Trets est une opération d'aménagement de zone d'activités économiques.

Elle est destinée à accueillir des activités industrielles, artisanales et commerciales sur les 12,5 ha de surfaces cessibles créées.

Cette opération est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires. Les travaux de viabilisation sont terminés et la commercialisation est en cours.

La participation versée à l'aménageur sera totalement soldée en fin d'année 2020, il s'agit donc d'ajuster le montant de l'opération et de le porter à 4 515 000 € T.T.C. au lieu de 10 265 000 € initialement prévu.

Ce montant était destiné à permettre le versement des avances de trésorerie pour 8 millions d'euros. Une première avance de 2 millions d'euros a été versée à la SPLA. Depuis, cette dernière a contracté un emprunt pour assurer le financement de l'opération ce qui nous permet aujourd'hui d'ajuster son montant.

Cette révision porte le montant de l'opération Trets La Burlière de 10 265 000 € T.T.C avant révision à 4 515 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de – 5 750 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI334AP Trets La Burlière afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à la désaffectation de la révision pour un montant total -5 750 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI334AP Trets La Burlière.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et la désaffectation de l'opération d'investissement DI334AP Trets La Burlière pour un montant de – 5 750 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit

DI334AP Trets La Burlière

Montant initial de l'AP : 10 265 000 € T.T.C.

Révision de l'AP : - 5 750 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 4 515 000 € T.T.C

Déjà financé : 3 700 000 € T.T.C

CP 2019 (DM2 compris) : 300 000 € T.T.C.

CP 2020 : 265 000 € T.T.C

CP 2021 : 250 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	3
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

de BUSSCHERE Charlotte

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 487

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération d'aménagement ZAC de Pertuis Extension et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il s'agit d'une opération d'aménagement de ZAC pour l'extension de la zone d'activités économiques de Pertuis. Cette opération s'étend sur environ 80ha et permettra de répondre à la forte demande d'implantations d'entreprises.

Aujourd'hui, dans le cadre d'une convention, l'Établissement Public Foncier PACA a engagé une procédure de DUP pour acquérir le foncier nécessaire à la ZAC.

La création de l'autorisation de programme est rendu nécessaire pour la réalisation des études et la mise en œuvre de l'opération.

L'opération d'investissement Opération d'aménagement ZAC de Pertuis Extension d'un montant de 1 000 000 € T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix dans l'autorisation de programme DI6121AP doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI6121AP Opération d'aménagement ZAC de Pertuis Extension afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI6121AP Opération d'aménagement ZAC de Pertuis Extension pour un montant de 1 000 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI6121AP Opération d'aménagement ZAC de Pertuis Extension

Montant initial de l'AP : 1 000 000 € T.T.C.

CP 2020 : 250 000 € T.T.C

CP 2021 : 250 000 € T.T.C

CP 2022 : 250 000 € T.T.C

CP 2023 : 250 000 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 488

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération Aménagement, gros entretien et réparation sur les bâtiments du patrimoine bâti et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des aménagements et réhabilitations des bâtiments du patrimoine bâti, il est prévu de réaliser des travaux tout corps d'état permettant de répondre à la fois aux urgences d'aménagements et au gros entretien et renouvellement des installations techniques.

Cette opération représente la fusion des opérations suivantes (qui feront l'objet d'une clôture en 2020 après la clôture de l'exercice 2019) :

- Bâtiments administratifs : performance énergétique et signalétique (DI441 AP de 350 000 €) .

- Gros entretien renouvellement matériel technique (DI463 AP de 844 000 €) .

- Gros entretien renouvellement piscines (DI4612 AP de 950 000 €).

L'opération d'investissement Aménagement, gros entretien et réparation sur les bâtiments du patrimoine bâti d'un montant de 2 700 000 € T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix dans l'autorisation de programme DI477 doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 2 700 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI477 Aménagement, gros entretien et réparation sur les bâtiments du patrimoine bâti afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI477 Aménagement, gros entretien et réparation sur les bâtiments du patrimoine bâti pour un montant de 2 700 000 € T.T.C

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI477 Aménagement, gros entretien et réparation sur les bâtiments du patrimoine bâti

Montant initial de l'AP : 2 700 000 € T.T.C.

CP 2020 : 808 850 € T.T.C. CP 2021 : 810 000 € T.T.C. CP 2022 : 810 000 € T.T.C.
CP 2023 : 271 150 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 489

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Clôture d'Autorisations de Programme

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à des fins ou des fusions d'opérations il convient de clôturer les autorisations de programme suivantes :

DI50AP10 Entrées de ville 2010

Montant de l'AP : 4 500 000 € T.T.C.
Mandaté : 4 226 804,35 € T.T.C.

DI50AP11 Entrées de ville 2011

Montant de l'AP : 4 165 000 € T.T.C.
Mandaté : 4 091 725,35 € T.T.C.

DI305AP7 Aix Pôle d'Activités rue Eiffel

Montant de l'AP : 1 005 000 € T.T.C.

Mandaté : 988 753,76 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant intégration de la situation au 31/12/2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la clôture des autorisations de programme listées ci-dessus.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la clôture des autorisations de programme telle que proposée ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 490**Etat Spécial de Territoire – Territoire du Pays d'Aix – Vote du Budget Primitif 2020**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La métropole A.M.P. se démarque des autres métropoles de droit commun, du fait de l'existence de Territoires dotés d'une assemblée qui élit son président, de droit vice-président du conseil de Métropole.

Afin d'organiser les relations financières et comptables au sein de la métropole, le cadre réglementaire a été adapté par le législateur :

- Un cadre budgétaire prévoyant une procédure de concertation avec les conseils de territoire concernant les dotations de gestion des territoires, et l'adoption en équilibre réel par les conseils de territoire des états spéciaux de territoire (E.S.T.) ;
- La qualité d'ordonnateur de l'état spécial de territoire conférée au président du conseil de territoire.

L'Etat Spécial de Territoire retrace les dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement des compétences déléguées. Ce document est annexé au budget principal et est soumis au conseil de métropole lors de l'examen du budget

I. LE CADRE BUDGETAIRE 2020**1. Eléments de cadrage**

Le projet de Budget Primitif pour 2020 s'inscrit dans la démarche de recherche d'économies suite à la décision de l'Etat d'encadrer, sous peine de pénalités financières, l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des 322 plus grandes collectivités publiques.

L'effort important initié dès le Budget Supplémentaire 2018 et consolidé en 2019 doit être poursuivi en 2020.

Compte tenu du caractère incompressible de l'évolution de certaines dépenses, dont la masse salariale et les intérêts de la dette, il est demandé aux Territoires de réduire leurs charges de fonctionnement.

En conséquence, les propositions formulées par les territoires dans le cadre de l'Etat Spécial de Territoire doivent conduire à une **réduction des dépenses de fonctionnement de 10 % par rapport au Budget 2019.**

2. Les Dotations de gestion du Territoire du Pays d'Aix

Les dotations de gestion inscrites pour le territoire du Pays d'Aix au titre de 2020, au sein du Budget Principal Métropolitain sont les suivantes :

Dotation de Fonctionnement : 24 408 500 €
Dotation d'Investissement : 145 000 000 €

II. LES BUDGETS D'INTERVENTION DE L'ETAT SPECIAL DE TERRITOIRE**1. La section de Fonctionnement**

L'Etat Spécial de Territoire doit être adopté en équilibre réel. Pour 2020, il se présente ainsi :

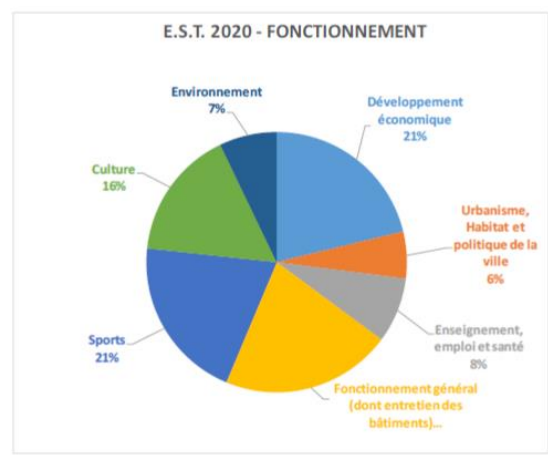
DEPENSES			RECETTES		
	INSCRIT 2019	BP 2020		INSCRIT 2019	BP 2020
Dépenses liées à l'exercice des compétences	33 910 128	30 410 000	Recettes liées à l'exercice des compétences	6 977 630	6 001 500
dont charges à caractère général	20 245 451	17 922 296	dont produits des services	4 995 900	4 236 600
dont subventions et participations	13 609 677	12 462 704	dont subventions et participations	541 880	158 787
dont charges exceptionnelles	55 000	25 000	dont revenus des immeubles	1 439 850	1 606 113
			Dotation de Gestion en Fonctionnement	26 932 498	24 408 500
TOTAL DEPENSES	33 910 128	30 410 000	TOTAL RECETTES	33 910 128	30 410 000

1.1. Les recettes de l'E.S.T.

Les recettes de l'Etat Spécial de Territoire sont constituées de la dotation de gestion de fonctionnement et des recettes liées à l'exploitation des services publics en vertu des compétences exercées.

Pour 2020, elles se répartissent ainsi :

RECETTES		
	INSCRIT 2019	BP 2020
Recettes liées à l'exercice des compétences	6 977 630	6 001 500
dont produits des services	4 995 900	4 236 600
dont subventions et participations	541 880	158 787
dont revenus des immeubles	1 439 850	1 606 113
Dotation de Gestion en Fonctionnement	26 932 498	24 408 500
TOTAL RECETTES	33 910 128	30 410 000



2. La section d'investissement

2.1. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'équipement sont exécutées sur l'Etat Spécial de Territoire, pour l'ensemble des compétences déléguées, au niveau des chapitres relatifs aux opérations sous mandat (chapitres 45 déclinés).

Elles font ensuite l'objet d'une intégration en comptes de classe 2 au niveau du budget métropolitain, afin de consolider l'actif.

La répartition par politique publique, telle qu'elle ressort, est la suivante :

La répartition des recettes liées à l'exploitation des services publics est la suivante :

- Droits d'entrée dans les piscines : 2.965.200 €
- Produits d'exploitation pépinières d'entreprises : 2.226.000 €
- Remboursement budget annexe du S.P.E.D. : 310.000 €
- Recettes espaces naturels et forêts : 63.500 €
- Produits d'exploitation CFA : 292.000 €
- Autres produits d'exploitation : 144.800 €

1.2. Les dépenses de l'E.S.T. :

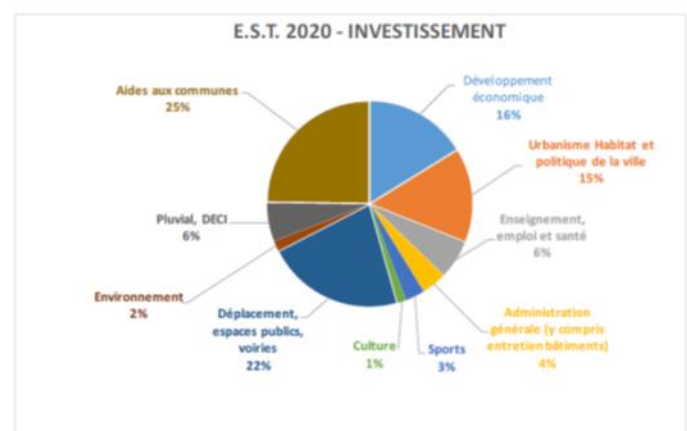
La répartition des dépenses de fonctionnement inscrites sur l'E.S.T. est la suivante :

DEPENSES		
	INSCRIT 2019	BP 2020
Dépenses liées à l'exercice des compétences	33 910 128	30 410 000
dont charges à caractère général	20 245 451	17 922 296
dont subventions et participations	13 609 677	12 462 704
dont charges exceptionnelles	55 000	25 000
TOTAL DEPENSES	33 910 128	30 410 000

Dépenses d'investissement	E.S.T. 2019	E.S.T. 2020
Développement économique	18 111 689	23 475 500
Urbanisme Habitat et politique de la ville	18 878 960	21 530 510
Enseignement, emploi et santé	13 126 942	8 901 272
Administration générale (y compris entretien bâtiments)	25 882 220	5 783 891
Sports	1 593 476	4 463 476
Culture	2 922 932	1 982 310
Déplacement, espaces publics, voiries	31 271 910	31 664 172
Environnement	1 669 500	2 364 200
Pluvial, DECI	9 201 000	8 834 669
Aides aux communes	42 804 535	36 000 000
TOTAL	165 463 164	145 000 000

La répartition par politique publique, telle qu'elle ressort, est la suivante :

Dépenses de Fonctionnement	E.S.T. 2019	E.S.T. 2020
Développement économique	7 432 584	6 451 454
Urbanisme, Habitat et politique de la ville	1 592 425	1 768 000
Enseignement, emploi et santé	3 154 200	2 465 850
Fonctionnement général (dont entretien des bâtiments)	7 419 189	6 443 074
Sports	6 400 685	6 196 069
Culture	4 999 795	4 923 015
Environnement	2 641 250	2 162 538
Aides aux communes	270 000	-
TOTAL	33 910 128	30 410 000



Au 1^{er} janvier 2019, le stock d'Autorisations de Programme du Territoire du Pays d'Aix s'élevait à 1 440 293 280 €.

L'ensemble des mouvements réalisés (ouvertures, modifications ou clôtures) représente un volume d'autorisations de programme de 64 677 059,97€.

Ainsi au 1^{er} janvier 2020 le stock des Autorisations de Programme du territoire du Pays d'Aix sera de 1 504 970 340,65€.

2.2. Les recettes d'investissement

Dans la mesure où les recettes d'investissement sont perçues sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné, les dépenses d'investissement sont entièrement financées par la dotation de gestion d'investissement.

CONCLUSION

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :

30 410 000 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :

145 000 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Ressources et Moyens du 26 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

L'Etat Spécial de Territoire 2020 du Pays d'Aix est adopté, par nature, tel qu'il vous est présenté ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	9
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre - CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle - POLITANO Jean-Jacques - SUSINI Jules - TALASSINOS Luc

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

BONTHOUX Odile - de BUSSCHERE Charlotte - LENFANT Gaëlle

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Néanmoins, au regard des nombreux courriers adressés à la Présidente de la Métropole par le Président du Territoire du Pays d'Aix (restés sans réponse) sur les besoins budgétaires nouveaux pour 2020, induits par de nouveaux équipements, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix demande au Président du Conseil de Territoire d'alerter la Présidente du Conseil de la Métropole sur cette problématique.

En effet, le montant de la dotation de fonctionnement pour l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ne permet pas de couvrir ces nouvelles dépenses qui sont pourtant la conséquence de délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire.

Habitat et aménagement du territoire – Habitat

2019 CT2 491

Modification des principes d'intervention du Territoire du Pays d'Aix pour la construction et l'acquisition-amélioration des logements locatifs sociaux

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de soutenir la production de logement social sur son territoire, le Conseil de Communauté de la CPA a déclaré d'intérêt communautaire les modalités de soutien à la production de logements

sociaux sous forme de forfaits selon le type de financement de l'opération et sa surface utile. Ces forfaits sont majorés en fonction des niveaux de performance énergétique atteints (délibération n°2013_A031 du 28 mars 2013).

En complément de ces aides forfaitaires, le Conseil communautaire s'est prononcé en faveur de la prise en charge de l'aide pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS, selon les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation (délibération n°2014_A217 du 14 octobre 2014).

Les aides se déclinent de la façon suivante :

- **En construction et VEFA :**

Subvention forfaitaire de 70 à 180€ par m² de surface utile selon le type de financement (PLUS - PLAI - PLS) et les labels de performances énergétiques (majoration de 5 à 10 %).

La subvention est plafonnée à 12 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

- **En acquisition-amélioration**

Subvention forfaitaire de 160 à 250 € par m² de surface utile selon le type de financement (PLUS - PLAI - PLS) et les performances énergétiques (majoration jusqu'à 10 %).

La subvention est plafonnée à 15 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

Chaque subvention allouée à une opération de logement social fait l'objet d'une convention de financement entre le Territoire du Pays d'Aix, et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire.

Aujourd'hui, la question des attributions des logements sociaux est centrale. En effet, la loi confie aux EPCI la mise en œuvre d'une politique intercommunale d'attribution des logements sociaux en articulation avec les politiques de l'habitat. Dès lors que la Métropole Aix-Marseille Provence aura approuvé son Programme Local de l'Habitat, elle devra se doter d'instances intercommunales dans l'attribution des logements sociaux.

Afin de définir au mieux les besoins et de tenir compte de la diversité de la demande, il est proposé que les financements accordés par le Territoire du Pays d'Aix soient soumis à une contrepartie réservataire de logements sociaux, étant entendu que le Pays d'Aix délèguera la gestion de ce contingent réservataire aux communes concernées.

Ainsi, en contrepartie de la subvention versée, à l'exclusion des subventions accordées au titre des résidences sociales et des opérations consacrées à l'hébergement et au logement temporaire, le Pays d'Aix demandera la réservation d'un logement par tranche de 50 000€ de subvention.

L'identification du logement sera réalisée en accord avec la commune et le Territoire prioritairement au sein du programme financé, ou à défaut au sein du parc de l'organisme, dans le respect du choix des stratégies en matière d'habitat menées par le

Territoire du Pays d'Aix (typologie, type de produit...).

L'organisme devra ainsi transmettre à la Direction Habitat du Pays d'Aix, trois mois avant la fin des travaux, une proposition de logements réservataires, ainsi que leurs plans, en précisant leur localisation (immeuble, étage...), et les montants mensuels des loyers et des charges.

A cette fin, l'organisme remplira et retournera à la Direction Habitat du Territoire, la fiche de réservation de logements qui lui sera remise à la signature de chaque convention.

Cette contrepartie réservataire s'appliquera à compter de la programmation 2020 des logements locatifs sociaux du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2013_A031 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 déclarant d'intérêt communautaire les principes d'intervention en faveur des opérations de construction de logements sociaux ;
- La délibération n° 2014_A217 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 confirmant la prise en charge des subventions pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de modifier l'intervention du Territoire du Pays d'Aix pour la

construction et l'acquisition-amélioration des logements locatifs sociaux afin que le Territoire participe à l'attribution de logements locatifs sociaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise en place d'un contingent réservataire en contrepartie des aides octroyées sur fonds propres du Territoire du Pays d'Aix pour la construction et l'acquisition-amélioration des logements locatifs sociaux.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182736, nature 4581, fonction 552, Autorisation de Programme DI736AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 492

Attribution de subventions d'équipement à la commune de Rousset dans le cadre des opérations façades

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Afin de maintenir la population résidente et d'attirer de nouveaux résidents, une attention particulière doit être apportée aux centres anciens afin de les préserver et les mettre en valeur notamment pour

résorber la vacance et améliorer leur aspect architectural.

Dans sa délibération n°2002_A020 du 25 mars 2002, le Conseil communautaire de la CPA a mis en place un fonds d'intervention venant en appui des "opérations façades" initiées par les communes.

Suite à cette délibération, il a été établi que l'aide apportée par la CPA représente le quart de la subvention totale versée aux propriétaires. La participation de la CPA est versée directement à la commune sur présentation de justificatifs.

Une demande a été reçue par le Pays d'Aix.

Au vu des justificatifs fournis, la participation du Pays d'Aix au titre des opérations façades est sollicitée à hauteur de 4 125 € pour la commune de Rousset :

Commune	Nbre de façades	Montant des Travaux subventionnables	Montant total de la subvention	Montant de la subvention accordée par la commune	Montant de la subvention accordée par le Pays d'Aix
ROUSSET	5	49 514 €	16 504 €	12 380 €	4 125 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A091 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative aux fonds de concours incitatifs ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'aider les communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée par le Territoire du Pays d'Aix, une aide d'un montant de 4 125 euros à la commune de Rousset, dans le cadre des opérations façades.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 50, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 493

Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Un prêt « bonifié » à hauteur de 25 000€ sur 12 ans**

Ce dispositif est suspendu en attendant le montage d'une convention avec un nouveau partenaire bancaire ; en effet, le Crédit Foncier, partenaire du Pays d'Aix depuis 2012, a dénoncé la précédente convention avec effet au 31 décembre 2018 suite à l'intégration de ses activités au sein du groupe BPCE.

- **Une aide directe à la personne**

D'un montant de 2 500€, cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 communes du Pays d'Aix ;
- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issus en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer :

- 22 aides directes à la personne, soit un montant de 55 000 euros ;

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans le tableau ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, dans le cadre des aides directes à la personne, le versement de subventions d'un montant total de 55 000 euros aux primo accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 553, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 494

Attribution d'aides pour la production de logements locatifs sociaux - Approbation de conventions de financement

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de soutenir la production de logement social sur son territoire, le Conseil de Communauté de la CPA a déclaré d'intérêt communautaire les modalités de soutien à la production de logements sociaux sous forme de forfaits selon le type de financement de l'opération et sa surface utile. Ces forfaits sont majorés en fonction des niveaux de performance énergétique atteints (délibération n°2013_A031 du 28 mars 2013).

En complément de ces aides forfaitaires, le Conseil communautaire s'est prononcé en faveur de la prise en charge de l'aide pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS, selon les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation (délibération n°2014_A217 du 14 octobre 2014).

Les aides se déclinent de la façon suivante :

- **En construction et VEFA :**

Subvention forfaitaire de 70 à 180€ par m² de surface utile selon le type de financement (PLUS - PLAI - PLS) et les labels de performances énergétiques (majoration de 5 à 10 %).

La subvention est plafonnée à 12 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

- **En acquisition-amélioration**

Subvention forfaitaire de 160 à 250 € par m2 de surface utile selon le type de financement (PLUS – PLAI – PLS) et les performances énergétiques (majoration jusqu'à 10 %).

La subvention est plafonnée à 15 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

Chaque subvention allouée à une opération de logement social fait l'objet d'une convention de financement entre le Territoire du Pays d'Aix, et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport, d'attribuer des aides pour les opérations éligibles et d'approuver les conventions afférentes.

Les aides sollicitées auprès du Territoire pour la production de logements locatifs sociaux, déclinées dans le tableau ci-annexé, s'élèvent à un montant total de 8 758 824 € pour 41 opérations représentant 929 logements locatifs sociaux, dont 357 logements PLAI, 398 logements PLUS et 174 logements PLS.

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la programmation 2019 des logements locatifs sociaux du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2013_A031 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 déclarant d'intérêt communautaire les principes d'intervention en faveur des opérations de construction de logements sociaux ;
- La délibération n° 2014_A217 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 confirmant la prise en charge des subventions pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir la production du logement locatif social sur le Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions pour un montant total de 8 758 824 € en faveur de la production de logements sociaux pour les 41 opérations décrites dans le tableau annexé.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et les bailleurs sociaux concernés.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer ces conventions de financement et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182736, nature 4581, fonction 552, Autorisation de Programme DI736AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 495

Opérations façades - Ajustement de l'intervention financière du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Afin de maintenir la population résidente et d'attirer de nouveaux résidents, une attention particulière doit être apportée aux centres anciens afin de les préserver et les mettre en valeur notamment pour résorber la vacance et améliorer leur aspect architectural.

Depuis 2002, la CPA a mis en place un fonds d'intervention venant en appui des "opérations façades" initiées par les communes.

L'aide apportée par la CPA représente le quart de la subvention totale versée par la commune aux propriétaires. La participation de la CPA est versée directement à la commune sur présentation de justificatifs.

En vue de soutenir les communes pour la rénovation de leur centre ville et noyaux villageois, le Département des Bouches du Rhône propose aux communes une aide à la mise en place d'un programme de rénovation des façades pour l'attractivité des territoires. Ainsi, le Département intervient à hauteur de 70% de la subvention accordée aux particuliers par la commune. La commune devra, quant à elle, attribuer une aide aux particuliers d'un montant minimum de 50 %.

Au regard de cette aide, le Pays d'Aix propose de redéfinir son taux de subvention et d'intervenir à parts égales de la commune.

Ainsi, la participation du Territoire s'élèverait désormais à 15 % de la subvention totale versée par la commune aux propriétaires, au lieu de 25 %.

Les modalités de versement restent inchangées. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A091 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative aux fonds de concours incitatifs ;

- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'aider les communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée par le Territoire du Pays d'Aix, dans le cadre des opérations façades, une aide représentant 15 % de la subvention totale versée par les communes aux propriétaires.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 2041412, fonction 4581, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – Politique de la ville / Cohésion sociale

2019 CT2 496

Attribution d'une aide financière à Pays d'Aix Habitat Métropole pour la résidentialisation et la requalification des espaces verts pour l'opération Saint Eutrope à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2012-A123 du Conseil de communauté du 12 juillet 2012, le Territoire du Pays d'Aix a déclaré d'intérêt communautaire au titre de ses compétences politique de la ville la mise en place d'un principe d'aide aux opérations d'Amélioration de la Qualité de Service rendu aux usagers. Les sites concernés sont les quartiers prioritaires du contrat de ville communautaire et les quartiers et les territoires de veille qui y sont déclinés.

Le Territoire du Pays d'Aix a ainsi déclaré d'intérêt communautaire l'octroi d'aides financières à la résidentialisation selon les critères suivants :

- Le financement des opérations d'investissement dans le cadre de l'amélioration de la qualité de service dans les secteurs identifiés au titre de la politique de la ville : Contrat urbain de cohésion sociale (CUCS), zone urbaine sensible (ZUS), zone de redynamisation urbaine (ZRU) et dans les quartiers d'habitat social du territoire concentrant des difficultés urbaines et sociales similaires aux quartiers inscrits en politique de la ville ;
- Le financement d'équipements spécifiques pour la pré collecte : logettes pour conteneurs à déchets ménagers ou autres ;
- Le taux de prise en charge à hauteur de 50 % du coût H.T avec un coût plafond de 30 000 € HT par point de collecte équipé ;
- La prise en compte de la qualité environnementale et du développement durable dans ces opérations en accompagnant la démarche des bailleurs ;
- L'intégration au titre de l'achat socialement responsable de la clause d'insertion

sociale pour les opérations d'un montant égal ou supérieur à 100 000 € HT ;

- Le conditionnement de l'obtention de la participation communautaire à l'engagement des bailleurs de ne pas opérer d'augmentation de charges ou de loyer du fait de la réalisation de ces équipements ;
- Le conditionnement de l'obtention de la participation communautaire à la signature d'une convention fixant les engagements de l'opérateur et de la CPA au titre de ses compétences politique de la ville et collecte des déchets ménagers.

Pays d'Aix Habitat Métropole a bénéficié d'un financement du Territoire du Pays d'Aix dans le cadre d'un programme de réhabilitation de la cité Saint Eutrope en 2015, et souhaite aujourd'hui pour finaliser l'ensemble de ce parc, réaliser la résidentialisation et la requalification des espaces extérieurs qui sont en mauvais état et contrastent avec la réhabilitation réalisée. Ce projet permettra d'améliorer le confort et le cadre de vie des locataires et permettra des économies d'énergie liées à l'éclairage.

Le programme de résidentialisation porte sur :

- Remplacement du réseau d'éclairage
- Rénovation complète des voiries et parkings
- Rénovation complète des trottoirs et chemins piétonniers et accessibilité pour les personnes à mobilité réduite
- Requalification des voies de circulation et création de places de parkings (134 nouvelles places dont 14 PMR)
- Aménagement d'une place piétonne aux abords des commerces
- Rénovation complète de l'aire de jeux des enfants
- Aménagement et mise en valeur des entrées de la résidence
- Mise en place d'un nouveau mobilier urbain et d'une signalétique
- Rénovation complète des espaces verts (avec compteur vert et plantes qui demandent peu d'eau)
- Aménagement de deux patios
- Reprise des clôtures
- Mise en place de pergolas sur certains espaces de stationnements

Les travaux se dérouleront en plusieurs phases sur une durée estimée de 17 mois et le coût global de l'opération s'élève à 3 133 365 € HT soit 3 458 976 € TTC répartis suivant les postes déclinés dans le tableau ci-dessous :

POSTES	COÛT TTC
Travaux VRD espaces verts	3 171 005,31€
Honoraires	141 975,71 €
Conduite d'opérations	78412,44 €
Actualisation	67 582,37 €
TOTAL	3 458 975,83 €

Le plan de financement est décliné dans le tableau ci-dessous, le montant sollicité auprès du Territoire du Pays d'Aix s'élève à 10% du coût HT de l'opération soit à 313 336 €.

	Taux	MONTANT HT
Territoire du Pays d'Aix	10 %	313 336 €
Pays d'Aix Habitat Métropole	90 %	2 820 029 €
Total	100 %	3 133 365 €

L'attribution de la subvention est conditionnée à la signature de la convention ci-jointe qui fixe les modalités de participation technique et financière du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que les engagements des deux parties.

Le versement de la subvention s'effectuera selon le planning de réalisation, au prorata de la dépense sur service fait et sur présentation des factures acquittées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2009_A060 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mai 2009 approuvant le principe d'une aide communautaire au titre de la résidentialisation dans les quartiers politique de la ville ;
- La délibération n°2012_A123 du Conseil communautaire de la CPA du 12 juillet 2012 relative à la déclaration d'intérêt communautaire des principes d'aide aux opérations d'amélioration de la qualité de service dans les quartiers inscrits en politique de la ville – modification de la délibération n°2009_A060 ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Cité Saint Eutrope concentre des difficultés urbaines et sociales similaires aux quartiers inscrits en politique de la ville.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 313 336 €, correspondant à 10 % du coût HT du coût d'opération estimé à 3 133 365 € HT pour la réalisation du programme décliné ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvée la convention bi-partite ci-jointe fixant les engagements de Pays d'Aix Habitat Métropole et du Territoire du Pays d'Aix.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182736, nature 4581, fonction 52, autorisation de programme. DI736AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 497

Approbation de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance de la ville d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant:

La Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD) de la ville d'Aix-en-Provence définit les grandes lignes de la politique municipale de prévention de la délinquance. Elle organise au sein du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) un espace de concertation permettant d'agir sur les problématiques d'insécurité et de prévention de la délinquance, au niveau communal. Cette nouvelle STSPD se veut la feuille de route des acteurs de la sécurité et de la prévention de la délinquance d'Aix-en-Provence de 2020 à 2025. Elle doit leur donner les moyens de répondre aux enjeux identifiés sur le territoire, sur cette période, de façon concertée et autour de valeurs communes. La stratégie 2020-2025 succède à la précédente, signée pour la période de 2013 à 2015 et prorogée jusqu'en 2018. Outre des éléments de diagnostic local, cette stratégie contient des axes et actions élaborés collectivement et validés par les partenaires.

Cette nouvelle stratégie met donc en avant les engagements prioritaires sur le territoire de la ville d'Aix-en-Provence pour les cinq prochaines années à partir de 3 axes stratégiques, de 2 plans d'actions spécifiques et de 16 fiches-actions prioritaires.

Les 3 axes stratégiques :

- Axe n° 1 - Agir sur les conduites à risque et l'entrée dans la délinquance.
- Axe n°2 - Renforcer l'accès au droit, l'aide aux victimes et la prévention des violences faites aux femmes.
- Axe n° 3 - Consolider la tranquillité publique et lutter contre toutes les formes d'incivilités.

Les 2 plans d'actions spécifiques :

- Plan d'actions sur le soutien à la parentalité et la coproduction du bien-être des jeunes.
- Plan d'actions sur la prévention des conduites addictives (alcool, drogue, jeux vidéo).

Dans le cadre de sa compétence sur la prévention de la délinquance, le Territoire du Pays d'Aix soutient les initiatives et les programmes d'actions des communes de son territoire.

Afin de permettre à Madame le Président ou à son représentant de signer ce document et de marquer l'engagement du Territoire du Pays d'Aix aux côtés des communes, il est nécessaire d'approuver la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la ville d'Aix-en-Provence.

L'approbation de ce document n'entraîne aucune incidence financière directe.

Les différentes actions répertoriées dans ce schéma feront l'objet chaque année, éventuellement de demande de subvention d'associations souhaitant s'inscrire dans cette démarche.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Le décret du 17 juillet 2002 instaurant le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) ;
- La délibération n°2013_B544 du Bureau communautaire du 5 décembre 2013 relative à la validation de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance pour Aix-en-Provence et de Vitrolles ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2015 (STSPD) de la commune d' Aix-en-Provence, signée le 10 octobre 2014 et prorogé jusqu'en 2017, par délibération du 03 décembre 2015 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la ville d'Aix-en-Provence
Délibère

Article 1 :

Est approuvée la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la ville d'Aix-en-Provence.

Article 2:

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la ville d'Aix-en-Provence ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – PLU, PLUi et urbanisme

2019 CT2 498

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire du Pays d'Aix - Débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un

statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire.

Par délibération n°002-3841/18/CM du Conseil de Métropole Aix-Marseille Provence du 18 mai 2018, le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Territoire du Pays d'Aix a été prescrit.

Le PLUi du Pays d'Aix couvrira le territoire des 36 communes membres, et se substituera aux documents d'urbanisme communaux existants.

Conformément aux articles L 153-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, le PLUi doit être le document stratégique qui traduit l'expression du projet politique d'aménagement et de développement du Territoire du Pays d'Aix. Il est également un outil réglementaire qui fixera les règles et les modalités de mise en œuvre de ce projet en définissant l'usage du sol.

Le PLUi du Pays d'Aix doit être garant d'une action publique de proximité et doit veiller au renforcement des liens de solidarité et de proximité avec les communes membres du Pays d'Aix, et avec ses habitants. Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix assure la préparation et le suivi de l'élaboration de toute la procédure du projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal conformément à l'article L 134-13 du Code de l'Urbanisme.

Conformément à l'article L151-5 du Code de l'Urbanisme, le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune. Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Territoire du Pays d'Aix s'est construit de manière itérative à partir du partage du diagnostic territorial et de ses enjeux.

Cette démarche a permis l'émergence d'un projet politique issu d'ambitions partagées et structuré autour de trois piliers liés à l'environnement, l'attractivité et la proximité, donnant ainsi corps à «un territoire éco-responsable conciliant attractivité et proximité».

Le PADD s'articule autour de 7 objectifs déclinés en orientations.

Ainsi, le pilier «environnement» concerne les deux premiers objectifs :

Objectif 1 : Inscrire le développement du Pays d'Aix dans une logique de gestion économe de l'espace et de mobilité responsable et partagée en affirmant son rôle majeur au sein du territoire métropolitain.

Objectif 2 : S'appuyer sur la richesse environnementale, paysagère et patrimoniale pour conforter l'identité du territoire.

Le second pilier lié à la «proximité» regroupe les objectifs 3 et 4.

Objectif 3 : Offrir à la population un cadre de vie plus sain et plus sûr face aux risques et pollutions et résilient aux impacts du changement climatique.

Objectif 4 : Permettre une mixité fonctionnelle et générationnelle répondant aux besoins quotidiens et proposer un habitat adapté à chaque étape de la vie.

Enfin, le pilier «attractivité» décline les objectifs 5, 6, 7.

Objectif 5 : Garantir le maintien et le développement d'une agriculture productive et durable.

Objectif 6 : Privilégier la revitalisation des tissus économiques existants et garantir les conditions d'accueil des activités productives sur le territoire.

Objectif 7 : Affirmer l'attractivité économique métropolitaine du Pays d'Aix et son rayonnement international en soutenant la diversité de ses filières porteuses d'emplois et d'identité.

Le PADD dans son ensemble est joint en annexe du présent rapport.

L'élaboration du PADD est le fruit d'un travail mené en étroite collaboration avec les communes du territoire et a fait l'objet d'une concertation étoffée.

Collaboration avec les communes

Par délibération n°2018_CT2_120 du Conseil de Territoire du 15 mai 2018, les modalités de collaboration avec les communes ont été définies.

Conformément à cette délibération l'élaboration du projet de PADD s'est déroulée en étroite collaboration avec les communes.

Dès l'automne 2018, une série de réunions a été organisée avec les maires du territoire.

Des ateliers thématiques à destination des élus et techniciens se sont déroulés le 13 et 14 mai 2019 afin de partager le diagnostic et les enjeux du territoire.

Conformément à la délibération du 15 mai 2018 fixant les modalités de collaboration avec les communes, avant la tenue du débat sur les orientations générales du PADD au sein de l'organe délibérant du conseil de Territoire, l'avant-projet de PADD a été soumis par le Président du conseil de Territoire aux maires des 36 communes lors du séminaire des Maires le 13 juin 2019.

La version de l'avant-projet de PADD présentée lors du séminaire PLUi a été transmise aux maires par courrier du 31 juillet 2019. Chaque maire a été invité à soumettre à l'avis de son conseil municipal, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables provisoire du PLUi.

Entre le 04 et 30 septembre 2019, a eu lieu, à nouveau, une série de réunions avec les maires du territoire.

Une conférence des Maires s'est tenue le 17 octobre 2019, avec la présentation du PADD provisoire, amendé des remarques émises lors des différentes instances de collaboration.

Concertation publique

Un Atelier grand public s'est tenu le 7 juin 2019 à Gardanne

Huit réunions publiques réparties sur l'ensemble du territoire ont eu lieu le :

- mercredi 2 octobre 2019 à la Roque d'Anthéron,
- jeudi 3 octobre 2019 à Vitrolles,
- vendredi 4 octobre 2019 à Rousset,
- lundi 7 octobre 2019 aux Pennes-Mirabeau,
- mardi 8 octobre 2019 à Pertuis,
- jeudi 10 octobre 2019 à Gardanne,
- lundi 14 octobre 2019 à Coudoux,
- mercredi 16 octobre à Aix-en-Provence.

Conformément à l'article L. 134-13 du Code de l'Urbanisme, le débat mentionné à l'article L. 153-12 a lieu au sein du Conseil de Territoire du Pays d'Aix au plus tard deux mois avant l'examen du projet de Plan Local d'Urbanisme. De plus, un représentant du Conseil de la Métropole participe au débat réalisé au sein du Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renové ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2018_CT2_120 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018, définissant les modalités de collaboration avec les communes ;
- La délibération n°002-3841/18/CM du Conseil de Métropole du 18 mai 2018, prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Territoire du Pays d'Aix. ;
- Le débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLUi par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a été établi.
- Que le débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables est prévu en Conseil de Territoire par le Code de l'Urbanisme.
- Que les membres du Conseil de Territoire ont débattu des orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, conformément au Code de l'Urbanisme.

Délibère

Article unique :

Il est pris acte du débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire du Pays d'Aix.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire prend acte du débat et transforme le rapport en délibération.

2019 CT2 499

Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence - Modification simplifiée n°1 - Définition des modalités de mise à disposition

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

La procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a fait l'objet d'une délibération du conseil municipal n°2017-113 du 31 mars 2017 portant définition des modalités de mise à disposition et d'une consultation des personnes publiques en date du 17 mars 2017.

Par délibération n°2017-596 du 13 décembre 2017, le conseil municipal d'Aix-en-Provence a donné son accord pour la poursuite de cette procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Conseil de la Métropole a confirmé la poursuite de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par délibération n°URB011-3569/18/CM du 15 février 2018.

Suite à la saisine au cas par cas de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale afin de connaître son éventuelle éligibilité à l'évaluation environnementale, cette dernière a estimé par décision du 14 février 2018 que ce projet de modification simplifiée n°1 devait faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Dans le cadre de cette modification simplifiée, un ajustement du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence s'avère nécessaire afin d'adapter le périmètre et la destination du Secteur de Taille et de Capacité Limitées (STECAL) A1, sans modifier les capacités d'accueil de ce secteur.

A cet effet, une procédure de modification simplifiée peut être engagée au titre de l'article L.153-45 du

Code de l'Urbanisme lorsqu'elle ne rentre pas dans les conditions prévues par la modification de droit commun, à savoir :

« 1° Soit de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer les possibilités de construire ;

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser, notamment lorsqu'elle ne modifie pas les possibilités de construire ; [...] ».

Le projet d'adaptation du Secteur de Taille et de Capacité Limitées A1 ne prévoyant pas de modifier les capacités d'accueil de ce secteur, il peut être modifié dans le cadre de la procédure de modification simplifiée.

Les pièces du Plan Local d'Urbanisme qui font l'objet de modifications sont le règlement et les documents graphiques du règlement, ainsi que l'actualisation du rapport de présentation. Ils sont adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

Il est proposé, conformément aux dispositions de l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme, de déterminer les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée, de l'exposé de ses motifs et le cas échéant, des avis émis par les personnes publiques associées et consultées pour permettre au public de formuler ses observations.

Les modalités de la mise à disposition au public proposées sont les suivantes :

- publication d'un avis précisant l'objet de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, les dates et le lieu auxquels le public pourra formuler ses observations sur le site Internet du Territoire du Pays d'Aix, www.agglo-paysdaix.fr, et sur le site Internet de la Mairie d'Aix-en-Provence, www.aixenprovence.fr, au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition et pendant toute la durée de la mise à disposition, ainsi que dans un journal diffusé dans le Département au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition

- affichage d'un avis à l'Hôtel de Ville d'Aix-en-Provence et dans les mairies des quartiers du Jas de Bouffan et des Milles au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition et pendant toute la durée de la mise à disposition

- mise à disposition du dossier de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence pendant une durée d'un mois du 2 juin 2020 au 2 juillet 2020 :

- au Service Accueil du Plan Local d'Urbanisme de la Mairie d'Aix-en-Provence sis 3 rue Loubet, rez-de-chaussée, 13100 Aix-en-Provence aux horaires habituels d'ouverture, hors jours fériés

- sur le site Internet du Territoire du Pays d'Aix, www.agglo-paysdaix.fr, et sur le site Internet dédié, www.registre-numerique.fr/pluaixmadms1

- mise à disposition d'un registre pour le recueil d'observations au Service Accueil du Plan Local d'Urbanisme de la Mairie d'Aix-en-Provence sis 3 rue Loubet, rez-de-chaussée, 13100 Aix-en-Provence pendant une durée d'un mois du 2 juin

2020 au 2 juillet 2020 aux horaires habituels d'ouverture, hors jours fériés.

- mise à disposition d'une adresse électronique pluaixmadms1@mail.registre-numerique.fr et d'un registre dématérialisé destinés à recueillir les observations du public sur le site Internet dédié : www.registre-numerique.fr/pluaixmadms1

A l'issue de la mise à disposition, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en présente le bilan devant le Conseil de la Métropole qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017-596 du 13 décembre 2017 du Conseil Municipal d'Aix-en-Provence portant accord pour la poursuite de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n°URB002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant confirmation de la poursuite de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;

- Le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les présentes modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 500

Avis sur le projet de Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) de la commune de Bouc-Bel-Air

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par arrêté préfectoral du 18 janvier 2019, a été prescrite l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques inondation de la commune de Bouc-Bel-Air. Le projet de règlement et de zonage qui constituent les principales pièces du Plan de Prévention des Risques Inondation ont été élaborés dans le cadre

d'une association avec les collectivités en 2017 et 2018. Ils ont été présentés au public lors de la phase de concertation qui s'est déroulée du 15 Mars au 15 Mai 2019.

En application de l'article R.562-7 du Code de l'Environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence est consultée pour avis en tant que Personne et Organisme Associés sur ce projet de Plan de Prévention des Risques inondation de la commune de Bouc-Bel-Air.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence formule par la présente son avis sur le projet de Plan de Prévention des Risques inondation de la commune de Bouc-Bel-Air.

Le projet de Plan de Prévention des Risques inondation de la commune de Bouc-Bel-Air sera soumis à enquête publique à l'issue de cette phase de consultation.

Observations générales sur le projet de Plan de Prévention des Risques inondations de Bouc-Bel-Air

Le projet de zonage et de règlement du Plan de Prévention des Risques inondation de la commune de Bouc-Bel-Air permet de définir les conditions de constructibilité des terrains en tenant compte de l'intensité de l'aléa et de la nature de l'occupation des sols (enjeux). Le croisement de ces deux paramètres détermine, au sein de la zone inondable, le principe général d'inconstructibilité (zone rouge) ou de constructibilité sous conditions (zones bleue et violette).

D'une manière générale, le projet de Plan de Prévention des Risques inondation de la commune de Bouc-Bel-Air identifie au titre des zones soumises à un risque d'inondation des secteurs du territoire communal dont le caractère inondable était déjà connu du fait d'études antérieures. Parmi ces études, citons en particulier l'Atlas des Zones Inondables (AZI) qui correspond à une cartographie hydrogéomorphologique des zones inondables en région PACA (source : IPSEAU, 2004). Basée sur l'étude du fonctionnement naturel des cours d'eau et des formes fluviales mises en place lors des crues successives (analyse de terrain, photo-interprétation stéréoscopique, géologie, végétation, etc.), l'approche hydrogéomorphologique des zones inondables permet de comprendre les facteurs déterminants du fonctionnement des cours d'eau et de délimiter précisément les unités géomorphologiques significatives du système alluvial :

- le lit mineur (zone d'écoulement hors crue)
- le lit moyen (espace de divagation du lit mineur, façonné par les crues relativement fréquentes)
- le lit majeur (espace submersible façonné par les crues rares à exceptionnelles)
- les axes secondaires d'écoulement en période de crue
- les zones de ruissellement sur les piémonts (où les écoulements peuvent se concentrer ou au contraire s'étaler en nappe) et les cônes de déjection.

L'approche hydrogéomorphologique permet ainsi de délimiter l'enveloppe maximale du champ d'inondation, sans toutefois préciser les hauteurs, vitesses et périodes de retour associées, éléments pour lesquels une étude avec modélisation est nécessaire.

Sur la commune de Bouc-Bel-Air, cette étude avec modélisation a été réalisée en 2015 par le bureau d'études INGEROP sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA). Elle a été complétée en 2017 et 2018 par des études supplémentaires réalisées sous maîtrise d'ouvrage de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) des Bouches-du-Rhône, portant respectivement sur la définition de l'aléa et sur des analyses topographiques complémentaires. Toutefois, ces études menées en 2015, 2017 et 2018 ne couvrent pas l'ensemble des zones inondables de la commune telles que définies par l'Atlas des Zones Inondables.

Antérieurement, la commune de Bouc-Bel-Air s'est dotée en 2010 d'un Schéma Directeur des Eaux Pluviales (réalisé par le bureau d'études SOGREAH) parallèlement à la transformation du Plan d'Occupation des Sols (POS) en Plan Local d'Urbanisme (PLU). Cette étude a permis de cartographier les secteurs soumis à un aléa faible (zones bleu clair), moyen (zones bleu foncé) et fort (zones rouge) d'inondation ainsi que d'identifier les secteurs concernés par des risques de ruissellement pluvial. Cette étude a été intégrée au PLU, qui édicte pour chaque zone concernée par un aléa des dispositions réglementaires spécifiques.

Ainsi, le projet de Plan de Prévention des Risques inondations ne donne aucune information sur l'inondabilité de certains secteurs du territoire communal, ce qui est regrettable car en définitive, après approbation du PPRI, les différents secteurs de la commune ne seront pas soumis aux mêmes dispositions réglementaires.

Parmi les secteurs concernés par un risque inondation, identifié par l'Atlas des Zones Inondables ou par le Schéma Directeur des Eaux Pluviales, mais hors champ d'application du projet de PPRI, citons en particulier les quartiers de la zone d'activités des Chabauds – La Malle, le secteur du village Décathlon, certains secteurs du vallon des Pibou, ainsi que la partie amont du vallon en rive droite du Grand Vallat au niveau du quartier San Baquis (lieux-dits Le Clos des Pins, les Revenants, Montfinal).

Néanmoins, afin de remédier à cette insuffisance de connaissance des aléas inondations de certains secteurs du territoire communal de Bouc-Bel-Air, il est prévu, en lien avec l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays d'Aix, de lancer des études hydrauliques complémentaires sur les secteurs dans lesquels les risques d'inondation par débordement ou ruissellement pluvial sont insuffisamment expertisés.

Observations sur le règlement du projet de Plan de Prévention des Risques inondations de Bouc-Bel-Air

- Concernant les chapitres 1 et 2 consacrés au lexique et aux dispositions générales et effets du plan :

Le règlement du Plan de Prévention des Risques inondation et le règlement du Plan Local d'Urbanisme de Bouc-Bel-Air proposent chacun un lexique dont certaines définitions de mêmes mots diffèrent : « annexe », « emprise au sol », Il s'agira donc d'homogénéiser les définitions ou acceptions de ces termes et à minima, il conviendra de s'assurer qu'elles ne soient pas contradictoires.

De même il sera nécessaire de clarifier l'utilisation des termes « bâtiment » et « construction » dans le projet de règlement.

Parfois, les termes du règlement du Plan de Prévention des Risques inondation ne sont pas exactement ceux donnés dans le lexique : dans le règlement on parle de « locaux d'activités » et dans le lexique de « construction/bâtiments à usage d'activités ».

Dans le chapitre 2 (dispositions générales et effets du PPR), l'article 1 fait référence à l'arrêté préfectoral de prescription du Plan de Prévention des Risques inondation sur la commune de Bouc-Bel-Air mais ne précise pas la date de l'arrêté. Il convient de mentionner la date de cet arrêté préfectoral, à savoir le 18 janvier 2019.

- Concernant les chapitres 3 et 4 du projet de règlement du Plan de Prévention des Risques inondation :

Ces chapitres du projet de règlement concernent les règles applicables aux projets en fonction des zones réglementaires. Pour information, les zones aux tons bleus correspondent aux secteurs où s'applique un principe général de constructibilité sous conditions puisque soumis à un aléa fort, modéré ou résiduel. La zone rouge regroupe les secteurs où s'applique, sauf exceptions, un principe général d'inconstructibilité.

D'une manière générale, dans les articles 2 de chaque zone, le projet de règlement utilise le terme « Par dérogation ». Par souci de clarté, cette rédaction pourrait être précisée en mentionnant la règle à laquelle elle fait référence et les cas qui permettent de déroger.

Les chapitres 3 (règles applicables aux projets) et 4 (règles applicables aux constructions existantes) édictent des dispositions spécifiques pour les Établissements Recevant du Public (ERP) de 1ère, 2ème et 3ème catégorie qui sont les établissements susceptibles de drainer un grand nombre de personnes. En revanche, ces chapitres sont muets sur les établissements de 4ème et 5ème catégorie. L'explication figure dans le corps du texte de la définition des Établissements Recevant du Public

au sein du lexique (chapitre 1, page 5) : Les ERP de catégories 4 et 5 ne sont quant à eux pas visés par des règles particulières. Leur sont appliquées les règles relatives à leur usage (activité, hébergement, établissement sensible*, établissement stratégique*, etc). A titre d'exemple, un local commercial ERP de catégorie 4 se voit appliquer les règles concernant les « locaux d'activités », alors qu'un hôtel ERP de catégorie 4 se voit appliquer les règles concernant les « locaux d'hébergement ». Par souci de clarté et pour une meilleure sécurité juridique du règlement de Plan de Prévention des Risques inondation, cette explication devrait être reprise au sein des chapitres 3 et 4 du document.

L'article 2 (s) de la zone bleu clair et l'article 2 (r) de la zone rouge concernent le stationnement des véhicules et prévoient la création de « parking silos ». Le lexique ne propose pas de définition pour ce terme et devrait définir ce type de stationnement en ouvrage et ouvert au public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement, notamment l'article R.562-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'arrêté du Préfet de Département du 18 janvier 2019 prescrivant l'établissement du Plan de Prévention des Risques inondation sur la commune de Bouc-Bel-Air ;
- Le courrier de saisine en date du 26 juillet 2019 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt général de l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques inondation sur la commune de Bouc-Bel-Air.
- Le projet de Plan Prévention des Risques inondation sur la commune de Bouc-Bel-

Air transmis pour avis à la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre des Personnes et Organismes Associés.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix émet un avis favorable au projet de Plan de Prévention des Risques inondation sur la commune de Bouc-Bel-Air.

Article 2 :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix demande la prise en compte de ses observations sur le projet de Plan de Prévention des Risques inondations de Bouc-Bel-Air.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 501

Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau - Modification simplifiée n°1 - Définition des modalités de mise à disposition

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Locaux

d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par courrier daté du 6 mars 2019 adressé à Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, le Maire de la commune des Pennes-Mirabeau a sollicité l'engagement de la part de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune des Pennes-Mirabeau.

Par délibération n° URB 006-5996/19/CM du 16 mai 2019, le Conseil de la Métropole a sollicité, de la part de sa Présidente, l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune des Pennes-Mirabeau.

Conformément à l'article L.153-45 du Code de l'Urbanisme, cette procédure de modification peut être entreprise sous une forme simplifiée dès lors que les adaptations envisagées n'ont pour effet ni de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ; ni de diminuer les possibilités de construire ; ni de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ; et/ou, ne procède qu'à la rectification d'erreurs matérielles.

Il est donc proposé, en application des dispositions de l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme, de définir comme suit les conditions dans lesquelles le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune des Pennes-Mirabeau, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du même code, seront mis à la disposition du public afin de lui permettre de formuler ses observations.

Les modalités de la mise à disposition du public proposées, sont les suivantes :

- Publication d'un avis précisant l'objet de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune des Pennes-Mirabeau, les dates et lieu(x) auxquels le public pourra formuler ses observations, sur le site Internet du Territoire du Pays d'Aix, www.agglo-paysd Aix.fr, au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition et pendant toute la durée de la mise à disposition, ainsi que dans un journal diffusé dans le Département au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition ;
- Affichage en Mairie des Pennes-Mirabeau d'un avis précisant l'objet de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune des Pennes-Mirabeau, les dates et lieu(x)

auxquels le public pourra formuler ses observations ;

- Mise à disposition au Service de l'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau, situé 223 Avenue François Mitterrand, aux Pennes-Mirabeau (13170), du dossier papier du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune des Pennes-Mirabeau et d'un registre destiné à recueillir les observations du public pendant une période d'au moins 30 jours conformément aux dates de mise à disposition mentionnées dans les avis susmentionnés, à ses jours et heures habituels d'ouverture ;
- Mise à disposition du dossier susmentionné sous forme dématérialisée sur un site dédié, ainsi que d'une adresse électronique et d'un registre dématérialisé destinés à recueillir les observations du public ;

A l'issue de la mise à disposition, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence en présentera le bilan devant le Conseil de la Métropole qui en délibérera et approuvera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la

Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- Le courrier du Maire de la commune des Pennes-Mirabeau du 06 mars 2019 sollicitant la saisine du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue de l'engagement de la part de sa Présidente de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n°URB 006-5996/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, sollicitant, de la part de sa Présidente, l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune des Pennes-Mirabeau ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées en vigueur de la commune des Pennes-Mirabeau ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les présentes modalités de mise à disposition du public du projet modification simplifiée n°1 du PLU de la commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les modalités de mise à disposition du dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU de la commune des Pennes-Mirabeau telles que définies ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 502

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognes - Révision allégée n°1 - Conférence des Maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soumis à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun, qui s'est substituée, au 1er janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (article L.5218-1 du CGCT). Elle regroupe 92 communes, avec une population de 1.850.000 habitants et une superficie de 3150 km².

Le législateur reconnaît la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain, puisqu'elle est la seule métropole à être construite à partir de la réunion de plusieurs EPCI préexistants, pour être ensuite divisée en territoires, afin de tenir compte, selon les termes mêmes de la loi, des "solidarités géographiques préexistantes" (article L.5218-3 du CGCT).

Dans chaque territoire, il est créé un Conseil de Territoire composé des conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre du territoire (article L.5218-4 du CGCT). Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du CGCT, les Conseils de Territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et l'approbation du plan local d'urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes. Parmi les 6 anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

L'exercice de la compétence « urbanisme »

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

La révision allégée n°1 du PLU de la commune de Rognes

Par délibération n°2017-66 du 29 novembre 2017, la commune de Rognes a lancé la procédure de révision allégée n°1 de son PLU.

Le Conseil Municipal de la commune de Rognes a ensuite délibéré pour que cette procédure soit poursuivie et achevée par la Métropole Aix-Marseille-Provence (délibération n°2017-69 du 29 novembre 2017).

Le Conseil de la Métropole a délibéré le 15 février 2018, délibération n°URB 010-3568/18/CM, pour poursuivre cette même procédure.

Par délibération n°URB 001-5499/19/CM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole, après avoir dressé le bilan de la concertation, a arrêté le projet de la révision allégée n°1, en accord avec l'avis favorable émis au préalable par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix dans sa délibération n°2019_CT2_019 du 27 février 2019.

Le projet de révision allégée n°1 arrêté a été soumis, a fait l'objet d'un examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées (PPA) le 09 avril 2019. L'enquête publique s'est tenue du 19 août au 20 septembre 2019 inclus.

L'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit qu'« à l'issue de l'enquête publique, le Plan Local de l'Urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par :
- l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête aient [ont] été présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale ».

Ainsi, il est nécessaire, avant l'approbation de la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Rognes, d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête », ainsi que le projet de révision allégée qui sera soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser cette réunion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2017-66 de la commune de Rognes du 19 novembre 2017 engageant la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°2017-69 du 29 novembre 2017 du Conseil Municipal de la commune de Rognes donnant accord pour que la procédure de révision allégée n°1 soit poursuivie et achevée par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- La délibération n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune du 17 novembre 2017 ;
- La délibération n°URB 001-5499/19/CM du 28 février 2019 du Conseil de la Métropole, qui après avoir dressé le bilan de la concertation, arrête le projet de la révision allégée n°1 ;
- L'arrêté n°19_CT2_029 du 18 juillet 2019, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique qui s'est déroulée du 19 août 2019 au 20 septembre 2019 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs ;
- L'examen conjoint du projet de révision allégée n°1 arrêté en présence des Personnes Publiques Associées ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognes et ses évolutions successives en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.
- Que le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution de document d'urbanisme.
- Que l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit l'organisation d'une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune de Rognes examine avec le Président du Territoire « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête », ainsi que le projet de PLU qui sera soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Délibère

Article unique :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer la conférence intercommunale des Maires dans le cadre du projet de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Rognes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 503

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet - Révision allégée n°1 - Conférence des Maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soumis à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun, qui s'est substituée, au 1er janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (article L.5218-1 du CGCT). Elle regroupe 92 communes, avec une population de 1.850.000 habitants et une superficie de 3150 km².

Le législateur reconnaît la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain, puisqu'elle est la seule métropole à être construite à partir de la réunion de plusieurs EPCI préexistants, pour être ensuite divisée en territoires, afin de tenir compte, selon les termes mêmes de la loi, des

"solidarités géographiques préexistantes" (article L.5218-3 du CGCT).

Dans chaque territoire, il est créé un Conseil de Territoire composé des conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre du territoire (article L.5218-4 du CGCT). Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du CGCT, les Conseils de Territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et l'approbation du plan local d'urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes.

Parmi les 6 anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

L'exercice de la compétence « urbanisme »

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

La révision allégée n°1 du PLU de la commune de Mimet

La commune de Mimet avait prescrit avant le 1er janvier 2018, par délibération du Conseil Municipal n°2017/115 du 13 décembre 2017, une procédure initiale de révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme.

Suite au transfert de la compétence en matière d'aménagement du territoire métropolitain à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble du territoire de ses communes membres au 1er janvier 2018, le Conseil Municipal de Mimet par délibération n°2017/116 du 13 décembre 2017 a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1er janvier 2018.

En conséquence, par délibération n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, la Métropole a décidé de poursuivre la procédure ci-avant rappelée de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet. Il est à noter que cette délibération concerne la poursuite des procédures de révisions allégées engagées sur l'ensemble des communes du Pays d'Aix.

Toutefois, le Maire de Mimet a sollicité, par courrier, l'abrogation de la procédure initiale de révision allégée n°1 de son PLU.

Il est cependant nécessaire d'engager une nouvelle procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Mimet.

La procédure de révision allégée est, notamment, encadrée par les dispositions du Code de l'Urbanisme. L'article L.134-13 du Code de l'Urbanisme prévoit que le « *Conseil de Territoire est chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration et toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. Il prépare les actes de procédures nécessaires.*

Par dérogation à l'article L.153-8, le Conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes... ».

L'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit qu'« *à l'issue de l'enquête publique, le Plan Local de l'Urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par :*

- l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête aient [ont] été présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale ».

Ainsi, il est nécessaire, au cours de procédure de révision allégée, d'organiser deux conférences des maires du Territoire :

- la première, avant la prescription de la procédure de révision allégée n°1 du PLU de Mimet permettant d'examiner les modalités à retenir pour la mise en œuvre de cette collaboration,

- la deuxième, avant l'approbation, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du

public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête », ainsi que le projet de révision allégée qui sera soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser ces réunions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier du Maire de la commune de Mimet sollicitant l'abrogation de la procédure initiale de révision allégée n°1 de son PLU et sollicitant l'engagement une nouvelle procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Mimet ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet et ses évolutions successives en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme.
- Que le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution de document d'urbanisme.
- Que l'article L.134-13 du Code de l'Urbanisme prévoit que le « Conseil de Territoire est chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration et toute procédure d'évolution du projet de plan local

d'urbanisme. Il prépare les actes de procédures nécessaires. Par dérogation à l'article L.153-8, le Conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes...».

- Que l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit l'organisation d'une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune de Rognes examine avec le Président du Territoire « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête », ainsi que le projet de PLU qui sera soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Délibère

Article unique :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer les conférences intercommunales des Maires dans le cadre du projet de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Mimet.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – Opérations d'aménagement

2019 CT2 504

Opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires – Agrément d'acquéreur

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Une concession d'aménagement a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis en décembre 2010. Les priorités de l'opération sont d'une part de réhabiliter des îlots dégradés et d'autre part, de requalifier l'espace public du centre ancien.

Dans le cadre de cette concession, la SPLA a mené des acquisitions d'immeubles par préemption ou à l'amiable afin de réaliser des opérations de réhabilitation de logements.

Ainsi, en 2003, la SPLA est devenue propriétaire de l'immeuble sis 83 rue Notre Dame dans le cadre des objectifs fixés dans la concession d'aménagement (parcelle BV580). Ce bien très vétuste en R+2 est composé de 2 remises en rez de chaussée de 70 m² et de deux logements aux étages d'une surface de 74 m².

L'accès aux logements se fait par une cage d'escalier située dans l'immeuble mitoyen appartenant à un autre propriétaire (parcelles BV 579) d'une surface de plancher de 164 m². Le futur bénéficiaire se porte acquéreur des deux parcelles.

Il s'agit aujourd'hui d'agréer la cession de la parcelle BV 580 appartenant à la SPLA afin de réaliser les deux cessions concomitamment et que le futur acquéreur puisse être garanti de réhabiliter l'immeuble dans sa totalité. Ce bien est cédé au prix de 95 000 €.

Le futur acquéreur déposera en son nom un permis de construire conformément au règlement du PLU et des prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France inscrites dans la ZPPAUP, afin de réaliser 5 à 6 logements sociaux conventionnés par l'ANAH.

En conséquence, conformément à l'article 24 de l'avenant n°3 du traité de concession, il est proposé d'agréer la SCI LA GARANCE représentée par Monsieur François MAUREL domiciliée 402 rue Gourre d'Aure 84120 PERTUIS.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2007-A252 du Conseil communautaire de la CPA du 20 juin 2007 déclarant d'intérêt communautaire les objectifs habitat du contrat urbain de cohésion sociale de Pertuis ;
- La délibération n° 2013-A284 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 adoptant l'avenant n°2 à la concession apportant des modifications au programme, au périmètre et à la durée de l'opération ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°DEVT 001-4663/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 adoptant l'avenant n°3 à la concession apportant des modifications au programme et à la durée de l'opération ;
- Le traité de concession de l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis notifié le 12 janvier 2011 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la réalisation de cette opération de réhabilitation entre parfaitement dans les objectifs du contrat de concession et conformément à l'avis du comité de pilotage de l'opération du 5 septembre 2019.

Délibère

Article 1 :

La SCI LA GARANCE représentée par Monsieur François MAUREL domiciliée 402 rue Gourre d'Aure 84120 PERTUIS est agréée en qualité d'acquéreur de l'immeuble sis 83 rue Notre Dame (parcelle BV 580) pour la somme de 95 000 €.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Zones d'activités

2019 CT2 505

Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière à Trets – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires – Agréments d'acquéreurs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC de la Burlière, d'une superficie totale de 23 ha, est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis septembre 2010. Cette dernière a en charge l'aménagement et la viabilisation de la zone d'activités ainsi que sa commercialisation. Cette opération, qui va permettre de créer 12,5 ha de foncier d'activités cessible, est divisée en deux parties : un premier secteur en continuité de la zone existante dont la vocation est d'accueillir des activités commerciales, et un second secteur aménagé pour accueillir de petites activités industrielles et notamment celles situées à proximité du centre ville, sur le secteur Cassin, qui pourraient se délocaliser sur la ZAC.

Conformément à l'article 25 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, location seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC, examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise. Le comité de pilotage du 11 juillet 2019 a donné un avis favorable à l'implantation sur la partie industrielle de la ZAC à la société « Garage

ROSSO » qui souhaite réaliser un garage automobile (mécanique, réparation, dépannage) sur le lot 34 d'une surface de 3 808m² vendu au prix de 65€HT/m² conformément au prix de vente de la ZAC.

Par ailleurs, le comité de pilotage de la ZAC s'est également réuni le 24 septembre 2019 et a donné un avis favorable à l'implantation sur la partie commerciale de la ZAC à la société SELEURL portant un projet de pharmacie et de centre médical qui souhaite s'implanter sur le lot 4bis d'une surface de 2000m² vendu au prix de 135€HT/m² conformément aux prix de vente de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004_A180 du Conseil communautaire de la CPA du 25 juin 2004 de la CPA déclarant d'intérêt communautaire la ZAC de la Burlière à Trets ;
- La délibération n°2009_A106 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n°2010_B432 du Bureau communautaire de la CPA du 29 septembre 2010 décidant de confier la réalisation de la tranche 1 de la ZAC de la Burlière à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2013_A265 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2013_B532 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant l'avenant n°1 permettant d'étendre le périmètre de concession à la totalité de la ZAC ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix territoires notifié le 22 octobre 2010 et notamment son article 25 ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les Comités de Pilotage du 11 juillet 2019 et du 24 septembre 2019 ont donné un avis favorable à ces projets conformément aux critères de sélection de la ZAC de la Burlière.

Délibère

Article 1 :

Sont agréés :

- La société « Garage ROSSO » ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner comme acquéreur du lot 34 sur la ZAC de la Burlière à Trets au prix de 65€HT/m².
- La Société « SELEURL » ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner comme acquéreur du lot 4 bis sur la ZAC de la Burlière à Trets au prix de 135€ HT/m² ;

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ces affaires et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 506

Zone d'Aménagement Concerté de la Bertoire 2 à Lambesc – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires – Agréments d'acquéreurs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la première tranche de la ZAC de la Bertoire 2 située sur la commune de Lambesc et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite le Conseil de Territoire du Pays d'Aix pour donner quatre agréments d'acquéreurs en vue de céder quatre lots à quatre entreprises.

La SPLA est ainsi chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant, notamment dans le cadre des instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 25 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, locations...seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise. La première tranche de la ZAC est actuellement commercialisée à 75 % et les études pour le lancement de la seconde tranche sont en cours.

Le comité de pilotage du 18 octobre 2019 a examiné la demande des entreprises suivantes :

- Etudes Concepts Réalisations (ECR) spécialisée dans la fabrication et la pose de fermeture industrielle (portes rapides, coupe feu, portails) qui souhaite acquérir le lot 13 bis d'une surface avant bornage de 1 155m², au prix de 70€HT/m² afin de construire ses nouveaux locaux.
- ABAIPRO qui exerce dans le domaine du traitement des nuisibles déjà implantée sur le lot 14 de la zone et qui souhaite étendre son activité sur le lot voisin 15 bis d'une surface avant de bornage de 1 301m² au prix de 55€HT/m².
- DDP DECOBYME, centrale d'achat pour vins et spiritueux qui désire s'implanter sur le lot 19 bis d'une surface avant bornage de 1 664m² au prix de 55€HT/m² afin de créer atelier et bureaux.
- PSA spécialisée dans la conception, réalisation, maintenance de systèmes énergétiques performants (solaire, bois) qui souhaite acquérir le lot 15 d'une surface avant bornage de 1 138m² au prix de 70€HT/m² afin d'y implanter ses locaux.
- SCM VERO'S qui souhaite implanter un cabinet de kinésithérapie sur le lot 22 bis d'une surface avant bornage de 1 255m² au prix de 55€HT/m².

Les prix de cession de ces lots sont conformes à la grille de commercialisation de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A320 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de Bertoire à Lambesc ;
- La délibération n°2006_A296 du Conseil communautaire de la CPA du 20 octobre 2006 créant la ZAC ;
- La délibération n°2008_A077 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2008 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2011_B010 du Bureau communautaire de la CPA du 21 janvier 2011 décidant la concession d'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix territoires notifié le 21 avril 2011 et notamment son article 25 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que le Comité de Pilotage du 18 octobre 2019 a donné un avis favorable à ces projets conformément aux critères de sélection de la ZAC de la Bertoire 2.

Délibère

Article 1 :

Sont agréées les sociétés ABAIPRO, DDP DECOBYME, SCM VERO'S, PSA et ECR ou toute personne physique ou morale que ces dernières se

réservent de désigner comme acquéreur respectivement des lots 15 bis, 19 bis et 22bis au prix de 55€HT/m² et des lots 15 et 13bis au prix de 70€HT/m² de la ZAC Bertoire 2 à Lambesc

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ces affaires et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Interventions économiques

2019 CT2 507

Attribution d'une subvention à l'association MEDINSOFT au titre de la stratégie numérique de la French Tech - Approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le numérique est reconnu comme un des principaux leviers de compétitivité et d'attractivité des territoires. Les technologies digitales bouleversent le quotidien des citoyens et font désormais partie prenante des usages de tous. Le Pays d'Aix a inscrit l'essor du numérique dans sa stratégie globale de progrès économique et social.

Par délibération n°2013_B538 du 5 décembre 2013, le Bureau communautaire de la CPA approuvait les principes de la stratégie numérique du Pays d'Aix. Ainsi, il s'agit :

- d'une part, d'offrir à l'ensemble des acteurs et innovateurs du territoire, les outils et les conditions de l'émergence de leurs innovations ;
- et d'autre part, de soutenir le développement de projets numériques innovants au bénéfice des entrepreneurs et des citoyens.

Le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'Euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, Aix-Marseille est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique.

L'association MEDINSOFT, créée en 2004 et membre du PRIDES Économie Numérique, met en œuvre un programme d'actions en vue d'accompagner des entreprises du territoire à la transition numérique. Elle est l'un des animateurs de la première heure de la dynamique de la French Tech Aix-Marseille, partie prenante dans toute la phase de co-construction de la candidature avec l'État, et gestionnaire du label pendant ses 3 premières années d'obtention.

Durant ces 3 années d'animation du label French Tech, Medinsoft a notamment créé des événements à succès sur le territoire, parmi lesquels les French Tech Weeks (grand rassemblement du numérique proposant 3 semaines d'événementiel varié sur tout le territoire métropolitain), ainsi que l'inauguration de ces French Tech Weeks, à savoir le Grand Opening.

Medinsoft est depuis sa passation à la nouvelle gouvernance French Tech, repositionné comme cluster de la transition digitale sur le territoire.

Le Grand Opening est une soirée festive et haut de gamme qui réunit chaque année en septembre plus de 2000 membres et acteurs de l'écosystème numérique. Fort de son succès, celui-ci a été maintenu par l'association Medinsoft.

Startups, TPE, PME, grandes entreprises locales, élus et représentants des institutions publiques sont présents à cette soirée économique qui, au fil des années, est devenue un rendez-vous incontournable sur le territoire. Réunissant networking, business, rencontres professionnelles et animation culturelle, cette soirée permet aux multiples acteurs du numérique et de l'innovation de se rencontrer, d'échanger, de faire grandir leur activité et de découvrir les nouvelles innovations qui y sont exposées. Depuis 2016, cet événement rencontre chaque année un franc succès. Organisé alternativement sur Aix-en-Provence ou Marseille, et l'édition 2019 ayant eu lieu au château Saint Victor à Marseille, l'édition 2020 sera organisée sur le Territoire du Pays d'Aix.

Pour 2020, Medinsoft propose une édition ambitieuse dans un lieu emblématique du Territoire du Pays d'Aix. Pour ce faire, l'association doit lancer au plus tôt une consultation, suivie d'une étude en vue de développer un projet d'aménagement sur le lieu qui aura été retenu à l'issue de cette étude.

Medinsoft sollicite aujourd'hui du Conseil de Territoire du Pays d'Aix une subvention de 5 000€, représentant 50 % du budget de l'étude nécessaire aux préparatifs de l'action.

N°GU	Association	Budget Prévisionnel Global 2019	Budget Prévisionnel action 2019	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention oui / non
2019_1473	MEDINSOFT	532 000 €	10 000 €	10 000 €	5 000 €	OUI
TOTAL					5 000 €	

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, le Bureau de la Métropole a décidé par délibération n°ECO 014-6555/19/BM en date du 26 septembre 2019, d'attribuer à l'association Medinsoft une subvention totale de 65 000 euros, dont 15 000 euros au titre de l'action « 3 jours de l'intelligence collective » et 50 000 euros au titre de sa participation à l'animation de la filière numérique du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les projets portés en 2019 par l'association sont en adéquation avec la stratégie numérique du Pays d'Aix et entrent par ailleurs dans la dynamique de la French Tech Aix-Marseille dans laquelle le Pays d'Aix s'est engagé.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Medinsoft, une subvention d'un montant total de 5 000 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association Medinsoft.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Agriculture

2019 CT2 508

Attribution de subventions aux associations à caractère agricole

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux associations à caractère agricole dans le but de participer au développement de l'agriculture sur son territoire et de promouvoir les produits du terroir.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **7 500 €** aux deux associations suivantes :

- **COMITÉ DE LA FÊTE DU VIN COTEAUX D'AIX 3 500 €**
- **SYNDICAT AOP HUILE D'OLIVE D'AIX-EN-PROVENCE 4 000 €**

n°gu	Association	Action subventionnée	Objet de l'action	Budget prév action	Subv sollicitée	Subv proposée	Conv oui / non
2019_1385	COMITÉ DE LA FÊTE DU VIN COTEAUX D'AIX	35ème Fête des vins des coteaux d'Aix-en-Provence – mai 2019	Promouvoir les vins des vigneron de la région et l'appellation des « Coteaux d'Aix-en-Provence ». Présence de 50 exposants dont 30 producteurs des Coteaux d'Aix-en-Provence. Nombreuses activités organisées autour du vin, dégustation de produits du terroir, présentation de matériel viticole, défilé d'anciens tracteurs, jeux pour les enfants, organisation d'une tombola.	24 100	4 000	3 500	NON
2019_0154	SYNDICAT AOP HUILE D'OLIVE D'AIX-EN-PROVENCE	23ème édition de la Fête de l'Huile d'olive AOP Aix-en-Provence – décembre 2019	Promouvoir et faire découvrir la spécificité des produits du terroir, notamment l'huile d'olive d'Aix-en-Provence reconnue en AOP depuis 1999. Célébrer la nouvelle production. Démonstrations et dégustations culinaires. Vente directe des producteurs.	16 500 €	5 000 €	4 000 €	NON

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, il est précisé que les subventions mentionnées étant inférieures à 5 000 €, feront l'objet d'un seul versement, sitôt effectué le contrôle de légalité de la délibération y afférent par les services préfectoraux.

L'association quant à elle, a pour obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2019 ou au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2019 :

- un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier
- un rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021 -049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Délibère

Article 1 :

Est attribué aux associations sus-mentionnées un montant total de subventions de 7 500 €.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget 06 - État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Commerce et artisanat

2019 CT2 509

Approbation d'avenants aux conventions au titre du Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce (FISAC) sur la commune de Saint-Cannat

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 11 décembre 2015, Madame la Secrétaire d'État chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire, par décision n°15-0469, a accordé à la Communauté du Pays d'Aix une subvention FISAC de fonctionnement de 25 035,00€ pour le financement de la première tranche d'une opération urbaine sur la commune de Saint-Cannat.

Une convention qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix avec l'État et un avenant à la convention qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix avec la commune de Saint-Cannat et l'association des commerçants et artisans de Saint-Cannat « Vitrites et Métiers à Saint-Cannat » avaient été signés avec le plan de financement correspondant.

Lors du Conseil de Territoire du 29 novembre 2018, il a été demandé d'approuver deux avenants. Un avenant à la convention qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix avec l'État et un avenant à la convention qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix avec la commune de Saint-Cannat et l'association des commerçants et artisans de Saint-Cannat « Vitrites et Métiers à Saint-Cannat ». L'objet de ces deux avenants était le même : prolonger la durée du FISAC jusqu'au 31 décembre 2020.

En août 2019, les services de la Direction Générale des Entreprises, ont informé les services du Territoire du Pays d'Aix que la demande de prolongation du FISAC de Saint-Cannat jusqu'au 31 décembre 2020 était refusée mais que la

prolongation était acceptée jusqu'au 31 décembre 2019. Les avenants votés lors du Conseil de Territoire du 29 novembre 2018 n'ont donc pas été signés.

Il est donc demandé aujourd'hui d'approuver de nouveau ces avenants avec une date de prolongation au 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016_CT2_209 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016 approuvant un avenant et une convention au titre du FISAC sur la commune de Saint-Cannat – Tranche 1.
- La délibération n°2018_CT2_556 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018 approuvant les avenants aux conventions au titre du FISAC sur la commune de Saint-Cannat ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'avenant n°1 et l'avenant n°2 aux conventions au titre du FISAC sur la commune de Saint-Cannat.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les avenants annexés et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Tourisme et promotion du territoire

2019 CT2 510

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de Gardanne pour la création d'un nouvel outil de communication pour la filière Tourisme industriel et scientifique : un magazine TISlab

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tourisme est un pilier de l'économie de la Métropole et du Territoire Pays d'Aix. C'est l'un des principaux leviers de croissance définis dans le cadre de l'Agenda du Développement Économique métropolitain et la filière d'excellence « art de vivre et tourisme » est l'une des six filières qui participent activement à l'attractivité et la compétitivité de la Métropole.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a attribué aux métropoles des compétences en matière de tourisme et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a modifié le Code du Tourisme, d'une part, en réaffirmant et précisant les compétences des métropoles en matière de tourisme (article L.134-1 du Code du Tourisme) et, d'autre part, en leur permettant de créer ou maintenir un ou plusieurs offices de tourisme sur tout ou partie de leur territoire (article L.134-2)

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence « **promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme** », jusqu'alors communale, est transférée à la Métropole. Cette compétence a été déléguée aux territoires par délibération du conseil métropolitain du 28 avril 2016 (HN088-291 /16/CM) et réaffirmée lors de la délibération de cadrage du 19 octobre 2017 sur les « Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ».

Il doit être rappelé que, n'étant pas dotée d'une compétence tourisme transférée, la Communauté du Pays d'Aix s'était attachée, depuis 2010, dans le cadre du développement économique, à mettre en place des actions en faveur du développement touristique. Elle s'appuyait à cet effet sur les acteurs touristiques, bénéficiant de leur professionnalisme et de leur savoir-faire.

Ainsi, le Pays d'Aix a défini, dans le cadre de la mise en place d'un Schéma de Développement Touristique (SDT) 2012-2016, des actions en faveur du développement touristique structurées autour de quatre filières principales : la culture, l'agritourisme (dont l'oénotourisme), les activités de pleine nature et le tourisme industriel. L'Office de Tourisme de Gardanne est l'un des Offices pilier sur lequel s'est appuyé le développement de ce schéma puisqu'il a été identifié comme office pilote de la filière du Tourisme Industriel et Scientifique, filière d'excellence du territoire.

La thématique du Tourisme Industriel fait l'objet d'un intérêt notable qui ne cesse de croître en France mais aussi en Europe. L'Office de tourisme de Gardanne l'a bien compris à l'issue de la première édition des Indus'3days® organisé en 2016 puisque cet événement est devenu au fil des ans une véritable référence dans la Région : près de 500 visiteurs en 2016, 1700 pour l'édition 2019, soit une augmentation de plus de 300 % du nombre de visiteurs en l'espace de 4 ans.

Afin de valoriser l'offre touristique relative à cette filière sur le territoire du Pays d'Aix et permettre aux entreprises de toucher de nouvelles clientèles, l'office de tourisme souhaite créer, en collaboration avec l'office de tourisme d'Aix-en-Provence et les offices de tourisme du Pays d'Aix, un magazine promotionnel annuel.

Celui-ci permettrait d'une part de faire la promotion du tourisme industriel & scientifique sur le Pays d'Aix grâce au travail en réseau de l'ensemble des offices de tourisme du territoire et d'autre part permettrait à l'office de tourisme de Gardanne de développer de nouvelles formes de partenariats avec les entreprises du secteur et de les fidéliser au travers d'actions diversifiées sur l'année. Par ailleurs, ce magazine constituerait un véritable outil

de promotion et de valorisation des entreprises, des sites ouverts au public et des producteurs du territoire « Pays d'Aix » au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

N° GU	association	Subvention attribuée en 2019	Budget prévisionnel magazine 2019	Montant sollicité magazine	Montant proposé par la commission pour 2019	Taux de couverture
2019_014_62	Office de Tourisme GARDANNE	55 000 €	17 095,00€	8 000 €	8 000 €	46,80 %

La création de cet outil représente une dépense totale de 17 095 € ; pour mener à bien ce projet, l'office de tourisme de Gardanne sollicite le territoire du Pays d'Aix pour un soutien financier à hauteur de 8 000 € qui couvre 46.80 % de la dépense.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme
- La délibération TPV 001-4231/18/CM du 28 juin 2018 favorable au maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme »
- La délibération n° 2019_CT2_042 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 autorisant l'attribution d'une subvention de 55 000 € à l'Office de Tourisme de Gardanne ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'opportunité de ce magazine de promouvoir la filière Tourisme Industriel et Scientifique sur le Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 8 000 € à l'Office de Tourisme de Gardanne.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant à la convention 2019 portant le soutien financier du Territoire à l'Office de Tourisme de Gardanne à 63 000 € (55 000 € pour l'animation de la filière Tourisme Industriel et Scientifique – délibération 2019_CT2_042 du 27 février 2019).

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer l'avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2019 en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 6574, fonction 633.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 511

Approbation d'une convention de partenariat avec Provence Tourisme pour une destination touristique "Entre Durance et Etang de Berre, L'eau en Provence"

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le mois d'octobre 2016, un projet à vocation touristique, initié par le Directeur de l'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron et le service tourisme du Pays d'Aix dans le cadre du développement des loisirs de pleine nature sur le territoire, couvrait la partie Nord du Pays d'Aix.

Cet itinéraire dont le fil conducteur était « l'eau en Provence » se superposait le plus souvent au PDIPR.13 et s'inscrivait dans le cadre d'une collaboration entre le Territoire du Pays d'Aix et la Communauté Territoriale Sud Lubéron (COTELUB) par son Office de Tourisme, le Grand Site® Sainte-Victoire ainsi que les services des départements 13 et 84, et de Provence-tourisme.

Il mobilisait des élus, Offices de Tourisme et responsables de la communication des communes de Jouques, Peyrolles, Meyrargues, Venelles, Pertuis, Le Puy-Sainte-Réparate, Saint Estève Janson, La Roque d'Anthéron, Rognes, Lambesc et Saint Cannat.

De nouveaux éléments environnementaux sont cependant intervenus et ont conduit le comité technique à redéfinir le projet, ses objectifs et même son organisation et les partenaires associés :

1. Une nouvelle mission est actée par le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD) : l'aménagement des berges de la Durance pour un cheminement en modes doux. Cette attente sur un plan touristique est réelle. Le SMAVD serait chef de file sur les projets rattachés à la Durance.

2. L'Office de Tourisme sur le territoire COTELUB, auparavant très volontaire sur le travail d'une boucle passant par le Vaucluse perd l'interlocutrice impliquée dans le projet : Laure CHATEL Directrice de l'Office de Tourisme Intercommunal Luberon Côté Sud.

3. Enfin, le succès du GR de Pays « Provence, Mines d'énergies », qui couple les ravissements de l'environnement naturel et la culture de l'histoire du bassin minier de la formation du charbon au développement des énergies renouvelables, auprès des partenaires locaux et des élus du territoire a donné envie de reproduire un GR® de pays culturel sur le thème choisi au préalable : celui de l'eau. La thématique culturelle est effectivement une plus-value pour les randonneurs.

Il s'agira donc de développer, sous le même format que les GR® de pays « GR2013 » et GR® de pays « Sentier Provence, Mines d'énergies », un itinéraire qui allie la culture d'un territoire et son patrimoine naturel autour de trois pétales aux caractéristiques environnementales différentes :

- La vallée de la Durance et sa zone d'influence
- Les paysages Cézaïens des barrages aux bords de l'arc
- L'alimentation en eau du sud de la Provence et l'étang de Berre

Le centre du système sera la Ville d'Aix-en-Provence, ville d'eau.

Par ailleurs, dès 2014, un outil de communication – un pocket « Au fil de l'eau » - avait été développé afin de recenser le patrimoine du territoire et de proposer 4 circuits de découverte. (En annexe 1)

S'agissant de développer un itinéraire pédestre, Provence Tourisme a été très rapidement associé au projet pour son accompagnement, rejoint ensuite par la Fédération Française de la Randonnée Pédestre (FFRP), également partenaire du projet.

Le partenariat très constructif avec Provence Tourisme sur le GR « Provence, Mines d'énergies » nous conduit à réitérer cette association et à proposer une convention pour ce nouveau projet voué à devenir un GR® de Pays

Les enjeux sont nombreux :

- Une demande des randonneurs axée sur la découverte culturelle du territoire traversé.
- Un enjeu économique important et une offre d'itinérance en période estivale hors massifs forestiers
- Déjà deux GR de Pays qui adossent paysage et culture. Ce type d'itinéraire deviendrait notre « marque de fabrique »
- Une homogénéisation de l'offre avec une destination touristique autour de la Durance en plein développement grâce au portage de l'aménagement des bords de la Durance par le SMAVD
- Un projet commun qui relie les communes de plusieurs territoires.
- Un projet qui modifie l'image de la destination ouverte sur l'itinérance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_505 du Conseil de Territoire du 29 novembre 2017 approuvant la convention de partenariat avec Bouches-du-Rhône Tourisme pour la destination touristique « Provence, Mines d'énergies » ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Le développement d'itinéraires structurants et le partenariat croissant avec Provence Tourisme.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat GR® de Pays « entre Durance et Etang de Berre – l'eau en Provence ».

Article 2 :

Madame le Président du Territoire Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Collecte et traitement des déchets

2019 CT2 512

Approbation des tarifs 2020 d'élimination des déchets appliqués aux clients de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois, extérieurs à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois ne reçoit que des déchets produits sur le Territoire du Pays d'Aix ou des communes limitrophes. Les résidus qui y sont éliminés sont en grande majorité des déchets des ménages pris en charge financièrement par le service public et pour une partie mineure des déchets des clients extérieurs dont l'élimination est prise en charge par les producteurs.

Il convient de fixer, pour l'année 2020, les tarifs d'élimination appliqués aux clients extérieurs à la Métropole Aix-Marseille-Provence accepté par le Territoire du Pays d'Aix.

La politique tarifaire appliquée sur le site de l'Arbois doit être proportionnée au regard des tarifs constatés sur les sites similaires proches géographiquement afin de ne pas déstabiliser l'offre locale en matière d'élimination des déchets.

Compte-tenu de la croissance importante des tonnages de déchets éliminés dans le département des Bouches-du-Rhône due notamment à l'import massif de déchets en provenance des départements limitrophes (liées à la fermeture de site etc), des limitations de quantités admises en centre de stockage du fait de stratégie d'opérateur privé et public ou encore de limites administratives fixées, il est vraisemblable que les tarifs d'élimination des déchets augmenteront sensiblement en 2020.

Il est donc proposé d'augmenter les tarifs d'élimination appliqués aux Déchets d'Activité des Entreprise (DAE) et Déchets Industriels Banals (DIB), aux ordures ménagères ou aux encombrants des clients extérieurs à la Métropole Aix-Marseille-Provence de 45€ (hors TGAP) par tonne, ce qui représente une hausse de tarif de près de 55 %.

La mise en œuvre de ces considérations aboutit aux propositions de tarification suivantes :

Catégories de déchets	2019		2020		Evolution
	Apporteur < 500 t/an €/t*tonne	Apporteur > 500 t/an €/t*tonne	Apporteur < 500 t/an €/t*tonne	Apporteur > 500 t/an €/t*tonne	
DIB	82	80	127	125	+ 55%
DM	82	80	127	125	+ 55%
Encombrants	82	80	127	125	+ 55%
Gravats Valorisables	37,5	37,5	50	50	+ 33,33%
Gravats Non Valorisables	17,5	17,5	25	25	+ 42,86%

* Les tarifs s'entendent hors toutes taxes (TVA + TGAP). La TGAP et la TVA en vigueur en 2019 s'appliqueront aux déchets traités.

Les tarifs proposés devraient permettre au Territoire du Pays d'Aix de bénéficier en 2020 de recettes nettes (déduction faite de la TGAP et de la TVA) de plus ou moins de 3.700.000€ par an.

NB : Il est à noter que la TGAP sera versée aux douanes via notre prestataire, ces dépenses impacteront donc le budget de fonctionnement

Il convient de noter que cette politique tarifaire ne modifie pas le montant de la prestation

d'enfouissement prévue dans le marché 2017-002U en date du 27 juin 2017 conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société DELTA DÉCHETS pour l'exploitation du site de l'Arbois. La totalité des recettes est intégralement acquise au Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver des tarifs d'élimination des déchets pour l'année 2020 appliqués aux clients de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois, extérieurs à la Métropole Aix-Marseille-Provence, située sur le Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la grille tarifaire présentée ci-après qui sera appliquée aux clients de l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois extérieurs à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Catégories de déchets	2019		2020	
	Apporteur < 500 t/an €/t*tonne	Apporteur > 500 t/an €/t*tonne	Apporteur < 500 t/an €/t*tonne	Apporteur > 500 t/an €/t*tonne
DIB	82	80	127	125
DM	82	80	127	125
Encombrants	82	80	127	125
Gravats Valorisables	37,5	37,5	50	50
Gravats Non Valorisables	17,5	17,5	25	25

Article 2 :

Ces tarifs seront applicables au 1^{er} janvier 2020 et seront au préalable notifiés à l'entreprise exploitante de l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois.

Article 3 :

Les recettes seront constatées sur le Budget Annexe Service Public d'Elimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : nature 70688 fonction 7213 chapitre 70.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 513

Approbation des quotas 2020 de déchets des clients extérieurs admis sur l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois ne reçoit que des déchets produits sur le Territoire du Pays d'Aix ou des communes limitrophes. Les résidus qui y sont éliminés sont en grande majorité des déchets des ménages pris en charge financièrement par le service public mais également des déchets apportés par des clients extérieurs dont l'élimination est portée financièrement par les entreprises productrices.

Afin de maîtriser ces apports extérieurs, il convient de fixer, pour l'année 2020, le quota annuel des déchets des clients extérieurs accepté par le Territoire du Pays d'Aix.

Le volume d'activité annuel de l'ISDnD de l'Arbois est fixé à plus ou moins 160.000 tonnes toute nature de déchets confondue. Le volume maximal de déchets octroyé aux apporteurs extérieurs correspond à la différence entre ce volume d'activité et les prévisions de déchets des ménages à éliminer.

L'année 2020 sera marquée par la diminution des quantités de déchets ultimes produits par le Territoire du Pays d'Aix et éliminés sur l'ISDnD de l'Arbois du fait notamment de l'application de deux actions phares, conséquences directes des

évolutions réglementaires (Loi de Transition Écologique) en matière de prévention et de la valorisation des déchets, suivantes :

1. L'augmentation de la quantité de refus de tri issue des déchèteries du Pays d'Aix et envoyés en centre de tri dédié. Cette action permettra au Territoire de répondre aux exigences réglementaires visant à augmenter le taux de valorisation de ses déchets ;
2. L'arrêt du service de collecte en porte à porte dans les Zones d'Activités du Territoire. Cette action permettra au Territoire d'être vertueux vis à vis des objectifs de prévention des déchets (diminution des quantités collectées) et permettra aux entreprises d'améliorer la valorisation de leurs déchets grâce à des solutions adaptées à leur activité.

Dans ce contexte, le bilan prévisionnel des tonnages dont la collectivité a la charge et qui sont éliminés sur le site de l'Arbois en 2020 devrait être d'environ 130.000 tonnes. Compte-tenu de ces éléments, il est proposé d'augmenter le quota 2020 aux besoins des clients extérieurs de 20.000 à 30.000 tonnes.

La fermeture récente d'Installations de Stockage de Déchets au niveau régional a engendré une forte croissance des quantités de déchets éliminés dans le département des Bouches-du-Rhône provoquant de fait la saturation des sites existants. Au-delà d'être l'exutoire privilégié des déchets ménagers produits et collectés par le Territoire du Pays d'Aix, le site de l'Arbois doit également être une solution locale pertinente d'élimination des déchets générés par l'activité économique. Il est donc proposé de répartir le quota ouvert à l'Arbois de la façon suivante :

1. 20.000 tonnes dédiés aux besoins des producteurs locaux, qu'il est proposé d'attribuer de la façon suivante :
 - a. Refus d'opérations de tri émanant de prestataires travaillant pour le territoire ;
 - b. Refus de station d'épuration (refus boues de dégrillage) ;
 - c. Refus d'opérations de tri émanant d'opérateurs n'étant pas en contrat avec le Pays d'Aix ;
 - d. Déchets ultimes issus des collectes dans les entreprises.
2. 10.000 tonnes réservés pour les besoins d'élimination des déchets ultimes (après valorisation) produits dans les zones d'activités dans lesquelles le service public sera stoppé en 2020.

NB : aucune dérogation d'origine ou de nature ne sera octroyée. L'ordre de la liste tient compte de

l'ordre de priorité dans l'attribution des droits de tirage.

Il est à noter que ce quota est fixé à un niveau raisonnable correspondant à moins de 20 % de la capacité totale, permettant ainsi de garantir la priorité de l'utilisation de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux pour des besoins propres en terme d'élimination des Ordures Ménagères Résiduelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 2 octobre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les quotas 2020 de déchets des clients extérieurs admis sur l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois à 30.000 tonnes.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les quotas 2020 de déchets des clients extérieurs admis sur l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois à 30.000 tonnes.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les pièces relatives à ce dossier.

Article 3 :

Les recettes seront constatées sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : nature 70688 fonction 7213 chapitre 70.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive - Sports

2019 CT2 514

Soutien au sport de haut niveau - Attribution d'une subvention à Vitrolles Sport Volley-Ball pour la saison 2019/2020 - Approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix puis le Territoire du Pays d'Aix a engagé depuis 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Plusieurs dispositifs ont été délibérés afin de mieux répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelle autour notamment du soutien au sport de compétition de niveau national pour les sports collectifs comme pour les sports individuels.

Vitrolles Sport Volley-Ball est un des clubs phares de sport collectif soutenus depuis plusieurs années par le Pays d'Aix.

Au regard de ses résultats sportifs lors la saison 2018/2019 et du titre de champion de France de Nationale 2 féminine lui permettant d'accéder en division Elite Féminine de la Fédération Française de Volley-Ball mais également de charges exceptionnelles de fonctionnement pour la saison

sportive 2019/2020, le Territoire du Pays d'Aix souhaite lui attribuer une aide de fonctionnement en 2019.

Pour mémoire, le club Vitrolles Sport Volley-Ball a déjà obtenu une aide financière du Territoire du Pays d'Aix en 2019 au titre de sa saison sportive 2018/2019 dans le cadre du dispositif de soutien aux clubs amateurs de niveau national, telle que rappelée dans le tableau ci-dessous :

Clubs (Guichet Unique 2019)	BP des frais 2019	Subvention sollicitée 2019	Subv n-1	Conseil Territoire	Subvention attribuée 2019	Conven- -tion
Vitrolles Sport Volley-Ball (GU n°00313)	15.000 €	15.000 €	13.500 €	CT 21/03/2019 Délibération n°2019_CT2_001	13.500 €	Non

Compte tenu de l'augmentation de ses charges pour évoluer en Elite Fémine de la Fédération Française de Volley-Ball lors de la saison sportive 2019/2020, le Territoire du Pays d'Aix souhaite soutenir Vitrolles Sport Volley-Ball par l'attribution d'une subvention de fonctionnement comme défini dans le tableau ci-dessous :

Clubs (Guichet Unique 2019)	BP 2020	Subvention sollicitée 2019	Conseil Territoire	Subvention proposée 2019	Convention
Vitrolles Sport Volley-Ball (GU n°01472)	245.000 €	40.000 €	CT du 28/11/2019	12.000 €	Oui
Total				12.000 €	
Total des subventions 2019				25.500 €	

Ce qui porte la totalité des subventions allouées en 2019 à Vitrolles Sport Volley-Ball à 25.500 € comme indiqué dans la convention d'objectifs 2019 entre le club et le Territoire du Pays d'Aix, annexé au présent rapport qui permettra de consolider l'aide financière supérieure à 23.000 € apportée à ce club.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A340 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 relative au dispositif de formation des jeunes sportifs des clubs de haut niveau ;
- La délibération cadre n°2012_A006 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique

sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2019_CT2_142 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 relative à l'attribution de subventions aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 12.000 € à l'association Vitrolles Sport Volley-Ball.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2019 à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et le club bénéficiaire, Vitrolles Sport Volley-Ball.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer l'avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2019 en section de fonctionnement : Chapitre 65 / Fonction 30 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Les Délibérations
Conseil du 12 décembre 2019

Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019

Institution

2019 CT2 515

AVIS - Approbation de conventions de gestion avec les communes membres de la Métropole détenant les compétences "voirie" "signalisation" et "espaces publics"

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales définit comme métropolitaines les compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

L'article L. 5218-2 I du même code prévoit que les communes qui n'avaient pas transféré ces trois compétences à leur ancien Etablissement Public de Coopération Intercommunale continuent de les exercer jusqu'au 1^{er} janvier 2020. A cette échéance, ces compétences sont transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cependant, le projet de loi relatif à l'Engagement dans la vie locale et à la Proximité de l'action publique prévoit, dans sa forme provisoire et non définitive, un report du transfert de ces trois compétences au 1^{er} janvier 2023. Néanmoins, la date d'application de cette disposition reste incertaine et pourrait intervenir après le 1^{er} janvier 2020.

Dans cette éventualité, il convient donc de prendre les mesures adéquates afin d'assurer la continuité du service public et de permettre aux communes actuellement détentrices de ces compétences de pouvoir en poursuivre l'exercice entre le 1^{er} janvier 2020 et la promulgation du report de ces compétences. Ainsi, durant cette période, il est nécessaire que les communes puissent assurer au nom et pour le compte de la Métropole la gestion de ces compétences. Cette gestion transitoire nécessite l'adoption d'une convention de gestion dédiée avec les 74 communes détenant ces compétences.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au « statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'article L. 5218-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les communes qui n'avaient pas transféré les compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires » à leur ancien Etablissement Public de Coopération Intercommunale continuent de les exercer jusqu'au 1^{er} janvier 2020.
- Que le projet de loi relatif à l'Engagement dans la vie locale et à la Proximité de l'action publique, qui prévoit un report du transfert de ces compétences au 1^{er} janvier 2023, risque d'être applicable après le 1^{er} janvier 2020.
- Qu'il convient, dans cette éventualité, de permettre à aux communes concernées de poursuivre l'exercice de ces compétences après le 1^{er} janvier 2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions de gestion ci-annexées.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions.

Vu

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	67
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

L'assemblée à l'unanimité

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

L'assemblée à l'unanimité

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de voter contre le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 516

AVIS - Approbation des avenants n° 2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Bouc-Bel-Air

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du

CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 125-3144/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Bouc-Bel-Air des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les conventions relatives aux compétences Eau Pluviale et Défense Extérieure Contre l'Incendie ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par la délibération FAG 197-5014/18/CM du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de «l'opportunité de rendre aux communes les

compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences «Services extérieurs défense contre incendie» et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire», la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Bouc-Bel-Air.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 125-3144/17/CM du 14 décembre 2017 validant la convention de gestion avec la commune de Bouc Bel Air;
- Les délibérations n° FAG 110-4566/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 197-5014/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019 les

conventions de gestion avec la commune de Bouc Bel Air.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Bouc Bel Air.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Bouc Bel Air tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 517

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Cabriès

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 126-3145/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la

commune de Bouc-Bel-Air des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

– Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention de gestion relative à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale », « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenants approuvés par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de «l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences «Services extérieurs défense contre incendie» et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Concernant la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire», la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son

exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Cabriès.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 126-3145/17/CM du 14 décembre 2017 validant la convention de gestion avec la commune de Cabriès;
- Les délibérations n° FAG 106-4562/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 195-5012/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant les avenants aux conventions de gestion de la commune de Cabriès.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cabriès.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cabriès tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 518

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" et "Parcs et Aires de stationnement" et approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" pour la commune d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de

l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 123-3142/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Aix-en-Provence des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris voyageurs
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions de gestion ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Le 29 décembre 2017, la Métropole notifiait à la commune d'Aix-en-Provence, l'ensemble des conventions de gestion à l'exception de celle relative

à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire »

En effet, la commune d'Aix-en-Provence n'avait pas délibéré sur cette convention. L'identification des périmètres de zone d'activités sur la commune n'était pas validée.

Ces derniers clairement définis, la Métropole décidait de confier par délibération n° FAG 109-4565/18/CM du 18 octobre 2018 à la commune d'Aix-en-Provence une convention de gestion portant sur la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

La convention était conclue pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

En raison d'un contentieux en cours qui concernait la gestion des parkings, il n'avait pas été établi de convention de gestion avec la commune d'Aix-en-Provence concernant la gestion des parkings en ouvrage au titre de la compétence parcs et aires de stationnement.

La commune d'Aix-en-Provence assure l'exercice de cette compétence en ayant recours à des contrats de délégation de service public conclus avec la Société d'Economie Mixte du Pays d'Aix (SEMEPA).

- Un contrat qui concerne la gestion, l'exploitation et l'entretien des parkings Mignet, Carnot, Bellegarde, Pasteur, Cardeurs et Méjanès. Ce contrat a pour objet à la fois la gestion des parcs de stationnement en ouvrage et la gestion du stationnement payant sur voirie ;

- Un contrat qui concerne la gestion, l'exploitation et l'entretien du parking Rotonde.

Nonobstant l'absence de convention de gestion, dans le cadre des contrats de délégation de service public, la continuité du service, la sécurité des usagers, l'entretien et la conservation des ouvrages et des équipements ont été assurés depuis le début de l'année 2018.

Comme évoqué ci-dessus, il est prévu qu'un même contrat a pour objet à la fois d'assurer la gestion des parcs de stationnement en ouvrage et la gestion du stationnement payant sur voirie. Or, le stationnement sur voirie reste de compétence communale. En conséquence, il a été proposé que les contrats en cause ne soient pas transférés dans l'immédiat à la Métropole.

En conséquence, la Métropole décidait de confier par délibération FAG 165-4982/18/CM du 13 décembre 2018 à la commune d'Aix-en-Provence des conventions de gestion relatives à la compétence « Parcs et Aires de stationnement ».

Les conventions étaient conclues pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le

cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant les compétences «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire» et « Parcs et Aires de Stationnement », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire» et « Parcs et Aires de Stationnement » et d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » de la commune d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 123-3142/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune d'Aix-en-Provence;
- La délibération n° FAG109-4565/18/CM du 18 octobre 2018 validant la convention de gestion relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire» avec la commune d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n° FAG 165-4982/18/CM du 13 décembre 2018 validant les conventions de gestion relatives à la compétence « Parcs et Aires de stationnement » avec la commune d'Aix-en-Provence;
- La délibération n° FAG 219-5036/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant les avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » de la commune d'Aix-en-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire» et « Parcs et Aires de Stationnement » et les avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire» et « Parcs et Aires de Stationnement » et les avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aix-en-Provence tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 519

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Beaurecueil

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG 124-3143/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Beaurecueil des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par la délibération FAG 196-5013/18/CM du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le

prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Or, la Métropole et ses communes-membres sont actuellement en discussion pour investir les communes, par voie de convention de gestion et à compter du 1er janvier 2020, des missions matérielles concourant à l'exercice de la compétence voirie.

Dès lors, l'homogénéité de l'action confiée aux communes et la circonstance que les communes conserveront à titre transitoire les moyens matériels et humains communs à l'exercice des compétences « Défense extérieure contre l'Incendie » et « Eau Pluviale » justifient que les conventions de gestion conclues au titre de cette dernière compétence soient reconduites.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée les conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°2 aux conventions de gestion de la commune de Beaufort.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 124-3143/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Beaufort ;
- La délibération n°FAG 196-5013/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Beaufort.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants aux conventions de gestion avec la commune de Beaufort.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Beaufort tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 520

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Coudoux

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action

publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG 128-3147/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Coudoux des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par la délibération FAG 194-5011/18/CM du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et

dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Or, la Métropole et ses communes-membres sont actuellement en discussion pour investir les communes, par voie de convention de gestion et à compter du 1^{er} janvier 2020, des missions matérielles concourant à l'exercice de la compétence voirie.

Dès lors, l'homogénéité de l'action confiée aux communes et la circonstance que les communes conserveront à titre transitoire les moyens matériels et humains communs à l'exercice des compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » justifient que les conventions de gestion conclues au titre de cette dernière compétence soient reconduites.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre Incendie » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Voirie et Espaces publics ».

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Coudoux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 128-3147/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Coudoux ;

- La délibération n° FAG 194-5011/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Coudoux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Coudoux.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Coudoux tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 521

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion

des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", « Parcs et Aires de stationnement », "Défense Extérieure Contre Incendie" et "Eau Pluviale" de la commune d'Eguilles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG 129-3148/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune d'Eguilles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Tourisme
- compétence Parcs et Aires de stationnement

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » et « Parcs et Aires de stationnement » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenants approuvés par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenants approuvés par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant les compétences « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » et « Parcs et Aires de Stationnement », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à leur exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune d'Eguilles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 129-3148/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune d'Eguilles ;
- Les délibérations n° FAG 086-4542/18/CM du 18 octobre 2018 et n°FAG 193-5010/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune d'Eguilles.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune d'Eguilles.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Eguilles tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 522

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale", "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Fuveau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du

CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG 130-3149/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Fuveau des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale » « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Promotion du Tourisme dont la création d'offices de tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenants approuvés par la délibération FAG du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences «Services extérieurs défense contre incendie» et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Fuveau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 130-3149/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Fuveau;

- Les délibérations n° FAG 087-4543/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 192-5009/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Fuveau.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Fuveau.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Fuveau tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 523

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale", "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme", "Parcs et Aires de stationnements" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Gardanne

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 131-3150/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la

commune de Gardanne des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » ont été prolongés jusqu'au 31 octobre 2019 par avenants approuvés par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenants approuvés par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant les compétences « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » et « Parcs et Aires de stationnement », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels,

humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Gardanne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 131-3150/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Gardanne ;
- Les délibérations n° FAG 088-4544/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 191-5008/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Gardanne.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Gardanne.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gardanne tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 524

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" de la commune de Greasque

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 132-3151/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Greasque des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » ont été

prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

La Métropole décidait de confier à la commune de Greasque, par délibération n°FAG 189-5006/18/CM du 13 décembre 2018, la convention de gestion relative à la compétence « promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ». Cette convention a été conclue pour les exercices 2018 et 2019, les parties s'étant accordées pour lui conférer un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2018 date de transfert de la compétence Promotion du tourisme sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de «l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences «Services extérieurs défense contre incendie» et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Concernant la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire», la Métropole ne pourra pas disposer, au 1^{er} janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence « Promotion du tourisme

dont la création d'office de tourisme » et les avenants n°2 aux conventions de gestion "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" de la commune de Gréasque.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 132-3151/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Gréasque ;
- Les délibérations n° FAG 189-5006/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 189-5006/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Gréasque ;
- Les délibérations n° FAG 089-4545/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 189-5006/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Gréasque ;
- La délibération n° FAG 189-5006/18/CM du 13 décembre 2018 validant la convention de gestion relative à la compétence « Tourisme » avec la commune de Gréasque.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Gréasque.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gréasque tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 525

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Jouques

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI

fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 133-3152/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Jouques des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Eau Pluviale », « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenants approuvés par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Jouques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 133-3152/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Jouques ;
- La délibération n° FAG 190-5007/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Jouques.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Jouques.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion nentre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Jouques tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 526

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de La Roque-d'Anthéron

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés

conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 145-3164/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de La Roque d'Anthéron des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » a été

prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale », « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenants approuvés par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Concernant la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion. Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de La Roque d'Anthéron.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 145-3164/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de La Roque d'Anthéron ;
- Les délibérations n° FAG 090-4546/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 188-5005/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de La Roque d'Anthéron.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de La Roque d'Anthéron.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Roque d'Anthéron tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 527

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Lambesc

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du

comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 134-3153/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Lambesc des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale », « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenants approuvés par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels

associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Concernant la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire», la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Lambesc.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 134-3153/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Lambesc ;
- Les délibérations n° FAG 091-4547/18/CM du 18 octobre 2018 ET n° FAG 187-5004/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Lambesc.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Lambesc.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Lambesc tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 528

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Le Puy-Sainte-Réparate

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 143-3162/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Le Puy-Sainte-Réparate des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention de gestion relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale », « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Concernant la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire», la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Le Puy-Sainte-Réparate.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 143-3162/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Le Puy-Sainte-Réparate;
- Les délibérations n° FAG 092-4548/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 186-5003/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Le Puy-Sainte-Réparate.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Le Puy-Sainte-Réparate.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Le Puy-Sainte-Réparate tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 529

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale", "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Parcs et Aires de stationnement" et "Promotion du tourisme" dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Les-Pennes-Mirabeau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du

CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 138-3157/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Les Pennes Mirabeau des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » et « Parcs et Aires de Stationnements » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale », « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Concernant les compétences « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » et « Parcs et Aires de Stationnement », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1^{er} janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Les Pennes Mirabeau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 138-3157/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Les Pennes Mirabeau;

- La délibération n°FAG 093-4549/18/CM du 18 octobre 2019 et n° FAG 209-5026/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Les Pennes Mirabeau.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Les Pennes Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Les Pennes Mirabeau tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 530

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale", "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" et "Parcs et Aires de Stationnement" de la commune de Meyrargues

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 135-3154/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la

commune de Meyrargues des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » et « Parcs et Aires de Stationnement » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant les compétences « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » et « Parcs et Aires de Stationnements », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à leur exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des

compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Meyrargues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 135-3154/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Meyrargues ;
- Les délibérations n° FAG 094-4550/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 210-5027/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Meyrargues.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Meyrargues.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Meyrargues tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 531

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Meyreuil

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du

CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 136-3155/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Meyreuil des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des

excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire», la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Meyreuil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 136-3155/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Meyreuil;
- Les délibérations n° FAG 095-4551/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 211-5028/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Meyreuil.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Meyreuil.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Meyreuil tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 532

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale", "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Mimet

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 137-3156/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Mimet des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale », « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Concernant la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1^{er} janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion. Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Mimet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 137-3156/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Mimet ;
- Les délibérations n° FAG 212-5029/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 212-5029/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Mimet.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Mimet.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Mimet tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 533

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "GEMAPI" et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale", "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Parcs et Aires de stationnement", "Abris de voyageurs" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Pertuis

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se

prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 139-3158/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Pertuis des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » et « Parcs et Aires de Stationnements » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale », « Défense Extérieure Contre l'Incendie », « Tourisme » et « Abris de voyageurs » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces

aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Les abris de voyageurs publicitaires, considérés comme du mobilier urbain d'information, font l'objet de marchés communs avec d'autres mobiliers sur voirie. Ces marchés portent souvent sur plusieurs objets : mobiliers publicitaires, abris publicitaires ; leur scission peut s'avérer complexe et doit finement être étudiée afin de ne pas modifier l'équilibre économique des contrats qui en résultent.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Concernant les compétences « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » et « Parcs et Aires de Stationnement », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

S'agissant de l'exercice de la compétence « GEMAPI », le dossier d'autorisation du système d'endiguement initié par la commune de Pertuis depuis maintenant 10 ans a été déposé par la commune en décembre 2017 en accord avec la Métropole.

Les services de l'Etat en charge de l'instruction de ce dossier ont interrogé à plusieurs reprises la Métropole et la Commune qui ont répondu conjointement sur les volets techniques et organisationnels. Toutefois les différents échanges n'ont pas permis de faire aboutir le dossier avant la fin de 2018.

Dès lors, afin d'assurer la poursuite de l'instruction de ce dossier dans les meilleures conditions et de pouvoir répondre aux exigences des calendriers des différentes procédures liées à ce dossier :

- Calendrier de la révision du PLU,
- Calendrier de la révision du PLUi du CT d'Aix
- Calendrier de la révision du PPRI que la Préfecture a accepté de lancer pour une modification des cartographies des zones inondables et donc de la possibilité de développement d'urbanisation (passage de zone AUE en zone UE) et a donc un Arrêté de Prescription le 7/12/2018.

- Obtention de l'Autorisation du système d'endiguement

Il est apparu primordial de conclure une nouvelle convention de gestion pour l'exercice 2019 permettant de confier à la commune la poursuite de l'instruction de ce dossier et, notamment :

- le pilotage et le suivi du dossier d'autorisation du système d'endiguement au titre de l'article R.562-14 du Code de l'environnement et des stipulations de l'arrêté ministériel du 7 avril 2017,
- des conventions d'intervention foncière sollicitées auprès des exploitants de réseaux,
- des conventions d'entretien et de travaux sur ces digues coordonnées avec la Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance,
- le pilotage et la gestion du règlement d'exploitation des ouvrages, des consignes d'exploitation des ouvrages et du plan de gestion des ouvrages en périodes de crues,
- la rédaction et le suivi de la demande d'engagement de la procédure de révision du PPRI.

Cette convention a été approuvée par délibération n° FAG 010-5487/19/CM du 28 février 2019 pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2019.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence « GEMAPI » et les avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale", "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Parcs et Aires de stationnement", "Abris de voyageurs" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Pertuis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° FAG 139-3158/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Pertuis ;
- Les délibérations n° FAG 213-5030/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 213-5030/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Pertuis ;
- La délibération n° FAG 010-5487/19/CM du 28 février 2019 validant la convention de gestion « GEMAPI » avec la commune de Pertuis.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Pertuis.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Pertuis tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 534

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Peynier

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 140-3159/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Peynier des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau Pluviale
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1^{er} janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications

législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Peynier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 140-3159/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Peynier ;
- Les délibérations n° FAG 098-4554/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 214-5031/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Peynier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Peynier.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peynier tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 535

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre incendie", "Eau Pluviale", "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Peyrolles-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont

continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 141-3160/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Peyrolles-en-Provence des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale », « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de

la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Concernant la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1^{er} janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Trets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 141-3160/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Peyrolles-en-Provence ;
- La délibération n° FAG 215-5032/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 215-5032/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Peyrolles-en-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Peyrolles-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peyrolles-en-Provence tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 536

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Puyloubier

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de

certaines équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 142-3161/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Puyloubier des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Eau Pluviale », « Défense Extérieure Contre l'Incendie » "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par la délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Puyloubier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 142-3161/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Puyloubier ;
- La délibération n° FAG 216-5033/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Puyloubier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Puyloubier.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Puyloubier tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 537

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale", "Parcs et Aires de stationnement" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Rognes

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 144-3163/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Rognes des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- ☐ compétence Parcs et Aires de Stationnement
- ☐ compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- ☐ compétence Eau Pluviale
- ☐ compétence Planification Urbaine
- ☐ compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence « Parcs et Aires de Stationnements » a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale », « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Concernant la compétence « Aires et parcs de stationnement », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Rognes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 144-3163/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Rognes ;
- Les délibérations n°FAG 111-4567/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 217-5034/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Rognes.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Rognes.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Rognes tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 538

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Rousset

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui

n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 146-3165/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Rousset des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de

« l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1^{er} janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion avec la commune de Rousset.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de la commune de Rousset.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 146-3165/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Rousset ;
- Les délibérations n°FAG 100-4556/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 218-5035/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019,

les conventions de gestion avec la commune de Rousset.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Rousset.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Rousset tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 539

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale", "Création, aménagement et gestion des zones d'activité

industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" et "Promotion du tourisme" de la commune de Saint-Cannat

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 148-3167/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Cannat des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine

- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale », « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Concernant la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée les conventions de gestion avec la commune de Saint-Cannat.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Saint-Cannat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 148-3167/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Cannat ;
- Les délibérations n° FAG 101-4557/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 198-5015/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Saint-Cannat.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Saint-Cannat.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Cannat tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 540

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Saint-Estève-Janson

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 149-3168/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Estève-Janson des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Par délibération n° ECO 009-3893/18/BM du 28 juin 2019, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Estève-Janson la gestion de l'éclairage public sur la ZAE des Vergeras.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des

excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Saint-Estève-Janson.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 149-3168/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Estève-Janson ;
- La délibération n° ECO 009-3893/18/BM du 28 juin 2018 validant la convention de convention de gestion de l'éclairage public avec la Commune de Saint-Estève-Janson dans le cadre de la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Saint-Estève-Janson.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Estève-Janson tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	65
Contre	1
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

CESARI Martine

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à la majorité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 541

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 150-3169/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Marc-Jaumegarde des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre

l'Incendie » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par la délibération FAG 200-5017/18/CM du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Or, la Métropole et ses communes-membres sont actuellement en discussion pour investir les communes, par voie de convention de gestion et à compter du 1^{er} janvier 2020, des missions matérielles concourant à l'exercice de la compétence voirie.

Dès lors, l'homogénéité de l'action confiée aux communes et la circonstance que les communes conserveront à titre transitoire les moyens matériels et humains communs à l'exercice des compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » justifient que les conventions de gestion conclues au titre de cette dernière compétence soient reconduites.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre Incendie » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Voirie et Espaces publics ».

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 150-3169/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Marc-Jaumegarde ;
- La délibération n° FAG 200-5017/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Marc-Jaumegarde tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 542

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article

L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 151-3170/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Paul-Lez-Durance des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son

exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion avec la commune de Saint-Paul-Lez-Durance.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 151-3170/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Paul-Lez-Durance;
- La délibération n° FAG 102-4558/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 202-5019/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Saint-Paul-Lez-Durance.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Saint-Paul-Lez-Durance.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Paul-Lez-Durance tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 543

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Tourisme" de la commune de Simiane-Collongue

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 152-3171/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Simiane Collongue des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Eau Pluviale », « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par la délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le

prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Simiane Collongue.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 152-3171/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Simiane Collongue ;
- La délibération n° FAG 203-5020/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Simiane Collongue.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Simiane Collongue.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Simiane Collongue tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 544

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale", "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Trets

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58

du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 154-3173/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Trets des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant

approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Eau Pluviale », « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Concernant la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1^{er} janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Trets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 154-3173/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Trets ;
- La délibération n°FAG 103-4559/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 204-5021/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Trets.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Trets.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Trets tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 545

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Vauvenargues

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article

L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 155-3174/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Vauvenargues des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par la délibération FAG 205-5022/18/CM du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Or, la Métropole et ses communes-membres sont actuellement en discussion pour investir les communes, par voie de convention de gestion et à compter du 1er janvier 2020, des missions matérielles concourant à l'exercice de la compétence voirie.

Dès lors, l'homogénéité de l'action confiée aux communes et la circonstance que les communes conserveront à titre transitoire les moyens matériels et humains communs à l'exercice des compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » justifient que les conventions de gestion conclues au titre de cette dernière compétence soient reconduites.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Eau Pluviale » et « Défense Extérieure Contre Incendie » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Voirie et Espaces publics ».

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Vauvenargues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 155-3174/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Vauvenargues ;
- La délibération n° FAG 205-5022/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Vauvenargues.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Vauvenargues.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Vauvenargues tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 546

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale", «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » et « Parcs et Aires de stationnement » de la commune de Venelles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du

CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 156-3175/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Venelles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Parcs et Aires de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de «l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant les compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à leur exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion avec la commune de Venelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 156-3175/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Venelles ;
- Les délibérations FAG 104-4560/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 206-5023/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Venelles.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Venelles.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Venelles tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 547

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Parcs et Aires de stationnement" de la commune de Ventabren

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés

conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 157-3176/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Ventabren des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence « Parcs et Aires de stationnement » a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » ont été

prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Aires et parcs de stationnement », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1^{er} janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Ventabren.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° FAG 157-3176/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Ventabren ;
- Les délibérations n°FAG 108-4564/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 207-5024/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Ventabren.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de gestion avec la commune de Ventabren.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ventabren tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 548

AVIS - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Vitrolles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe. Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 158-3177/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Vitrolles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 18 octobre 2018 et celles relatives aux compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion avec la commune de Vitrolles.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune de Vitrolles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 158-3177/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Vitrolles ;
- Les délibérations n° FAG 105-4561/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 220-5037/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune de Vitrolles.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion avec la commune de Vitrolles.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Vitrolles tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 549

AVIS - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces

procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 147-3166/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- ☐ compétence Planification Urbaine
- ☐ compétence Eau et Assainissement
- ☐ compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par la délibération FAG 201-5018/18/CM du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux, et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence «Services extérieurs défense contre incendie» recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Or, la Métropole et ses communes-membres sont actuellement en discussion pour investir les communes, par voie de convention de gestion et à compter du 1^{er} janvier 2020, des missions matérielles concourant à l'exercice de la compétence voirie.

Dès lors, l'homogénéité de l'action confiée aux communes et la circonstance que les communes conserveront à titre transitoire les moyens matériels et humains communs à l'exercice des compétences « Défense extérieure contre l'incendie » justifient que les conventions de gestion conclues au titre de cette dernière compétence soient reconduites.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée de la convention de gestion de la compétence « Services extérieurs défense contre incendie » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 147-3166/17/CM du 14 décembre 2017 validant la convention de gestion avec la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon ;
- La délibération n° FAG 201-5018/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention de gestion de la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 550

AVIS - Délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée le rapport actant de la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

I) Le cadre législatif d'exercice des compétences de la Métropole

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé de Conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « La Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de

l'article L.5218-1 du présent code », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concédante de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par délibération n° HN 088-219/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sur la base des articles L. 5218-7 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales. Cette délégation de compétences au profit du Conseil de Territoire s'étend jusqu'à la fin de l'année 2019.

En effet, Les prérogatives propres des Conseils de territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L. 5218-7 qui dispose particulièrement que :

« (...) le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence (...) délègue, jusqu'au 31 décembre 2019, à chaque Conseil de territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par les communes membres, à l'exception des compétences en matières de... » :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaine ;

2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma de l'ensemble de voirie ;

5° Abrogé ;

6° Programme locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et service qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions(...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la (section 2, du chapitre VIII du titre 1^{er} du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales) ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

II) L'application du cadre d'exercice des compétences

Afin de garantir les modalités de déconcentration optimales des prérogatives au profit des conseils de territoire, en vue de garantir continuité et proximité de l'action publique intercommunale dans les périmètres, devenus territoires, de chacun des anciennes EPCI, la Métropole a mis en œuvre un dispositif transitoire.

Ce dispositif, conformément à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales, a permis d'établir une délégation de compétences au profit des Conseils de Territoires durant la phase transitoire de 2016 à 2019.

Dans ce cadre, les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par la Métropole sont exercées en stricte conformité avec les orientations et objectifs fixées à l'échelon Métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément à l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales, disposant que « A compter du 1er janvier 2020, le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II », il est nécessaire de renouveler ces délégations.

Compte tenu du calendrier électoral et jusqu'au prochain renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est acté de la reconduction à l'identique des compétences déléguées, à l'exception des compétences restituées aux communes en 2017 et dans le respect des délibérations cadres adoptées par le conseil Métropolitain quant aux modalités d'exercice de certaines compétences et de la définition de l'intérêt métropolitain.

Sont concernées à ce titre les compétences en matière de :

- Développement économique : la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activités économique déclarées d'intérêt métropolitain, ainsi que la réhabilitation des zones d'activités, les actions de développement économique déclarées d'intérêt métropolitain ;
- Aménagement de l'espace : les périmètres d'études, création et réalisation d'opérations d'aménagement, sous forme de zones d'aménagement concertée, d'action ou d'équipements publics d'intérêt métropolitain ;
- D'équilibre social de l'habitat : la politique du logement déclarée d'intérêt métropolitain, les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt métropolitain,

actions déclarées d'intérêt métropolitain en faveur du logement des personnes défavorisées par des actions d'intérêt métropolitain, amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt métropolitain ;

- Création, aménagement et entretien de la voirie déclarée métropolitaine ;
- Création, aménagement ou gestion de parc de stationnement d'intérêt métropolitain ;
- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- Réalisation d'une politique culturelle sur le territoire,
- Réalisation d'une politique sportive sur le territoire,
- Apprentissage de la natation pour les élèves de l'enseignement élémentaire dans les équipements du territoire,
- Adhérer au projet de l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois,
- Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel des espaces,
- Contribuer à mettre en œuvre une charte intercommunale de l'environnement,
- Contribuer au maintien et au développement de l'agriculture, en partenariat avec les organismes compétents.

Par ailleurs, les compétences exercées en vertu de l'intérêt métropolitain sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire.

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000 € HT ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public, il convient d'autoriser le Conseil de Territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'Etat spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances.

La délibération précitée arrivant à échéance le 31 décembre 2019, il est proposé de délibérer pour prolonger les délégations de compétences du Conseil de la Métropole aux profits du Conseil de Territoire du Pays d'Aix jusqu'au prochain renouvellement du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La délibération n° HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 du approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 042-1773/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain ;
- La délibération n° URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant généralisation de l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° TRA 002-2741/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant précisions concernant la consistance de la compétence - parcs et aires de stationnement - transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n° CSGE 001-3395/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels et socio-éducatifs ;
- La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 092-3111/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt

métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires ;

- La délibération n° FAG 100-3119/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant Restitution des compétences facultatives en matière de "Requalification des décharges brutes recensées sur le territoire communautaire" et "Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire" des communes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° DEA 052-3360/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant sur l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
- La délibération n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 003-3561/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 005-3563/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 006-3564/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du

patrimoine (AVAP) et à la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- La délibération n° URB 007-3565/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 001-3635/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs - Abrogation de la délibération n° HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la délibération n° HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016, prise sur la base de l'article L. 5218-7 approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix arrive à échéance le 31 décembre 2019 ;
- Qu'afin d'assurer la continuité des missions de service public consenties par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, il convient de délibérer pour approuver la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix jusqu'au prochain renouvellement du Conseil de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Compte tenu du calendrier électoral et jusqu'au prochain renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est acté de la reconduction à l'identique des compétences déléguées, à l'exception des compétences restituées aux communes en 2017 et dans le respect des délibérations cadres adoptées par le conseil Métropolitain quant aux modalités d'exercice de certaines compétences et de la définition de l'intérêt métropolitain. Est ainsi délégué au Conseil de Territoire du pays d'Aix, conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en

stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain, tel qu'exposé précédemment :

1) Développement et aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements de recherche.

2) Aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L. 134-11 et suivants du Code de l'Urbanisme et des délibérations cadre n° URB 001-3559/18/CM ; URB 002-3560/18/CM ; n° URB 003-3561/18/CM ; URB 004-3562/18/CM ; ° URB 005-3563/18/CM ; URB 006-3564/18/CM et URB 007-3565/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 et de la délibération URB 001-3635/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 ;
- b) Action de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;
- c) Création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, abris de voyageurs, parc et aires de stationnement ;
- d) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- e) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- f) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT.

3) Politique de l'habitat :

- a) Politique du logement, aides financières au logement social, actions en faveur du logement social, actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

- b) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- c) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

4) Politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

5) Gestion des services d'intérêt collectifs :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que la création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, marchés ;
- d) Service d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie.

6) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Construction, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- g) Construction, entretien des infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du CGCT.

Ainsi le Conseil de Territoire du Pays d'Aix reçoit délégation concernant les compétences en matière de :

- Développement économique : la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activités économique déclarées d'intérêt métropolitain, ainsi que la réhabilitation des zones d'activités, les actions de développement économique déclarées d'intérêt métropolitain ;
- Aménagement de l'espace : les périmètres d'études, création et réalisation d'opérations

d'aménagement, sous forme de zones d'aménagement concertée, d'action ou d'équipements publics d'intérêt métropolitain ;

- D'équilibre social de l'habitat : la politique du logement déclarée d'intérêt métropolitain, les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt métropolitain, actions déclarées d'intérêt métropolitain en faveur du logement des personnes défavorisées par des actions d'intérêt métropolitain, amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt métropolitain ;

- Création, aménagement et entretien de la voirie déclarée métropolitaine ;

- Création, aménagement ou gestion de parc de stationnement d'intérêt métropolitain ;

- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt métropolitain ;

- Réalisation d'une politique culturelle sur le territoire,

- Réalisation d'une politique sportive sur le territoire,

- Apprentissage de la natation pour les élèves de l'enseignement élémentaire dans les équipements du territoire,

- Adhérer au projet de l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois,

- Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel des espaces,

- Contribuer à mettre en œuvre une charte intercommunale de l'environnement,

- Contribuer au maintien et au développement de l'agriculture, en partenariat avec les organismes compétents.

Article 2 :

Pour l'exercice des compétences déléguées au titre de la présente délibération, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000 euros HT ;
- Pour les marchés de travaux lorsqu'ils sont inférieur au seuil de 1 000 000 euros HT.

Article 3 :

En application du premier alinéa du II de l'article L. 5218-7 du CGCT, les délégations définies aux articles ci-dessus sont consenties avec l'accord du Conseil de Territoire et ont pour objectif de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. L'exercice par le Conseil de Territoire des attributions qui lui sont déléguées est conforme aux prescriptions des schémas et aux orientations déterminées par le Conseil de la Métropole.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du Conseil de

Territoire et des attributions exercées par délibération de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son Président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'état spécial de territoire ;
- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son Président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors du chaque réunion du Conseil de Territoire, son Président rend compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire.

Article 4 :

Cette délégation est consentie jusqu'au renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 551

Délégations du Conseil de Territoire au Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

I – Les compétences du Conseil de Territoire

L'article L.5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la métropole d'Aix-Marseille-Provence est composé des territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires, un Conseil de Territoire composé des conseillers de la métropole d'Aix-Marseille-Provence, délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant la création de la métropole Aix-Marseille-Provence, en application du même article et des dispositions de l'article 51 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, dite loi NOTRe, siègent également de droit, au sein de chaque conseil de territoire, les conseillers communautaires en exercice des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale fusionné qui n'ont pas été désignés conseillers métropolitains.

Les prérogatives propres des conseils de territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le conseil de la métropole sont fixées au I, II et IV de l'article L.5218-7 du code précité qui dispose que :

« Sauf délibération expresse adoptée à la majorité des deux tiers du conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence, celui-ci délègue, jusqu'au prochain renouvellement du Conseil de Métropole, à chaque conseil de territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences en matière de :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques, et opérations métropolitaines ;

2° Schémas de cohérence territoriale et schémas de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution de réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma d'ensemble de voirie ;

5° (Abrogé)

6° Programmes locaux de l'habitat ; schémas d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

(...)

Pour l'exercice des compétences du conseil de territoire, le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux conseils de territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un conseil de territoire, elle est donnée à l'ensemble des conseils de territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le président du conseil de territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque conseil de territoire.

Pour l'application des dispositions du présent article, le président du conseil de territoire peut recevoir délégation du conseil de territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la métropole.

Le président du conseil de territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le conseil de territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité ».

Aussi, le conseil de métropole a délégué au conseil de territoire l'exercice des compétences dans les domaines suivants en date du 28 avril 2016:

1) Développement et aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, ainsi que participation au copilotage des pôles de compétitivité et au capital des sociétés d'accélération du transfert de technologie ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements de recherche ;

2) Aménagement de l'espace métropolitain :

a) Plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;

b) Création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement ;

d) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

e) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT ;

3) Politique Locale de l'Habitat :

a) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

b) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

c) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

4) Politique de la Ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5) Gestion des services d'intérêt collectifs :

a) Assainissement et eau ;
b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, marchés ;
d) Services d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du code général des collectivités territoriales ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Construction, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

g) Construction et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224- 37 du code général des collectivités territoriales ;

h) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement (seulement à compter du 1^{er} janvier 2018, conformément aux dispositions de l'article 76 de la loi n° 2015-991 susvisée).

Au regard de la définition de l'intérêt communautaire prévalant au 31 décembre 2015, et à compter du 1er janvier 2018, relevaient également de l'exercice des attributions déléguées :

- Les compétences en matière de développement économique : la création, l'aménagement, l'entretien, et la gestion des zones d'activité économique déclarées d'intérêt communautaire, ainsi que la réhabilitation des zones d'activités : les actions de développement économique déclarées d'intérêt communautaire ;

- Les compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire : les périmètre d'études, création et réalisation d'opérations d'aménagement, sous forme de zones d'aménagement concertées, d'actions ou

d'équipements publics d'intérêt communautaire ;

- Les compétences en matière d'équilibre social de l'habitat : la politique du logement déclarée d'intérêt communautaire ; les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ; actions déclarées d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt communautaire ; amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ;

- Les compétences en matière de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie déclarée d'intérêt communautaire ;

- Les compétences en matière de création, d'aménagement ou de gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ;

- Les compétences en matière de construction, d'aménagement, d'entretien et de gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ;

- Les compétences en matière d'aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire.

Etaient également déléguées au conseil de territoire les autres compétences antérieurement transférées, à titre facultatif ou optionnel, par les communes de ce territoire à la communauté d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence qui ne relèvent pas de celles énumérées au I de l'article L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales, à savoir :

- Définition d'une politique culturelle communautaire ;

- Définition et mise en œuvre d'une politique sportive communautaire ;

- Apprentissage de la natation pour les élèves de l'enseignement élémentaire dans les équipements sportifs de la communauté d'agglomération ;

- Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel des espaces forestiers par l'intermédiaire notamment de la participation aux structures intercommunales de massifs chargées de définir et réaliser les Plans Intercommunaux de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier ;

- Élaborer et contribuer à mettre en œuvre une charte intercommunale de l'environnement ;

- Contribuer au maintien et au développement de l'agriculture, en partenariat avec les organismes compétents ;

- Assurer la cohérence et la continuité du traitement des entrées de ville et de village ;

- Réaliser des études de diagnostic en matière de zonages relatifs à l'assainissement collectif et non collectif, permettant

aux communes de prendre les décisions nécessaires dans le cadre de la loi sur l'eau ;

- Élaborer et mettre en œuvre un système d'informations géographiques (SIG) communautaires ;

En outre, pour l'exercice des compétences déléguées, le conseil de la métropole a donné délégation au conseil de territoire pour adopter certains actes en matière de marchés publics limités à 209.000 € HT pour les fournitures et services et limités à 1.000.000 € HT pour les travaux.

Enfin, pour la mise en œuvre des délégations de compétences et de fonctions précitées, le conseil de territoire est autorisé à subdéléguer à son président une partie des attributions qui lui ont été déléguées à l'exception du vote de l'état spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le conseil de territoire peut également autoriser son président à subdéléguer par arrêté, les attributions confiées par le conseil de territoire aux vice-présidents et la signature de certains actes aux responsables de service placés sous son autorité.

L'ensemble des délégations du Conseil de Métropole au Conseil de Territoire étant reconduite à compter du 1er janvier 2020, il est proposé de reconduire également les délégations du Conseil de Territoire au Président du Conseil de Territoire à l'identique,

II – Transposition du cadre de délégation du conseil de la métropole

Par ailleurs, en vertu de l'article L.5211-10 du CGCT, le conseil de métropole peut déléguer une partie de ses attributions au Bureau et au Président de l'EPCI à l'exception de certaines compétences. C'est au regard de cet article que le conseil de la métropole a délégué un certain nombre d'attributions ou d'actes au Bureau et au Président de la métropole par délibérations n° HN 009-011/16/CM et HN 010-012/16/CM. Ces actes concernent les compétences exclusives qui sont exercées par le conseil de la métropole en vertu de la loi.

Il est proposé d'adopter les mêmes principes de délégations d'attributions et d'actes entre le conseil de territoire et le président du conseil de territoire que ceux mis en œuvre entre le conseil de métropole et l'exécutif métropolitain, pour les compétences exercées par le conseil de territoire en vertu de la loi et de la délégation de compétence du conseil de métropole au conseil de territoire.

En effet, à compter de la délégation des domaines de compétences du conseil de la métropole au conseil de territoire, le Président ou le Bureau de la Métropole ne sont plus compétents pour adopter des actes dans des domaines qui ne sont plus de la compétence du conseil de la métropole.

Aussi, pour ne pas ralentir la mise en œuvre des attributions du territoire et afin d'assurer à la fois la

sécurité et la fluidité du processus décisionnel, le conseil de territoire délègue à son président les attributions suivantes dans les domaines qu'il détient par la loi et par le conseil de la métropole :

- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les domaines de compétences du conseil de territoire et dans la limite de 209.000 € HT pour les fournitures et services et 1.000.000 € HT pour les travaux,
- Approuver les mandats spéciaux des conseillers de territoire en France ou à l'étranger inférieurs à 1.000 € par mandat et dans la limite des disponibilités de l'état spécial du territoire, dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire ; au-delà de ce montant le conseil de territoire sera saisi,
- Décider, dans le domaine budgétaire, en tant que de besoin et dans les limites fixées par la loi, des virements de crédits d'article à article à l'intérieur du même chapitre de l'état spécial du territoire, et abonder dans les mêmes limites, les chapitres et articles de l'état spécial du territoire à partir de la ligne budgétaire des dépenses imprévues du budget, lorsque l'imputation de cette ligne est autorisée par le Président de la métropole,
- Effectuer les demandes d'autorisation d'urbanisme et les demandes d'autorisation de démolir préalables et nécessaires à la réalisation de travaux dans les domaines de compétence exercés par le conseil de territoire,
- Effectuer le dépôt des demandes d'autorisation ou de déclaration au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement pour les opérations d'aménagements ou de travaux de la compétence du conseil de territoire,
- Notifier les subventions attribuées par le conseil de territoire, lorsque celles-ci relèvent des compétences exercées par le conseil de territoire et sont imputées sur l'état spécial du territoire ou sur le budget de la métropole,
- Demander à toute personne morale de droit privé ou public, l'attribution de subventions dans les domaines relevant des compétences exercées par le conseil de territoire,
- Approuver les conventions autres que celles qui relèvent de la catégorie des marchés publics et des délégations de service public, lorsqu'elles n'emportent pas de

conséquences financières, dans les domaines relevant des compétences exercées par le conseil de territoire,

- Mandater un notaire pour dresser un acte ou procéder à un enregistrement à la conservation des hypothèques, en dehors des cas usuels, lorsque cela concerne un domaine relevant des compétences exercées par le conseil de territoire,
- Mandater un huissier pour procéder à des constats, sommations ou tout type d'acte relevant de sa charge dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire,

En cas d'absence ou d'empêchement, un vice-président délégué, sera autorisé à remplacer le président dans l'exercice des fonctions qui lui ont été déléguées par le conseil de territoire et à signer les décisions.

Le directeur général des services et les responsables de services pourront être autorisés à signer les actes ainsi délégués au Président par le Conseil de territoire, dans les domaines de la compétence du conseil de territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-7, L2122-8, L5211-2, L5218-3 et suivants.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°012-014/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation de compétences du conseil de la métropole au Conseil de Territoire abrogée par la délibération n° HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 ;
- La délibération n°2016_CT2_027 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 avril 2016 portant délégations du Conseil de Territoire du pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

A compter du 1er janvier 2020, Madame le Président reçoit délégation du Conseil de Territoire, dans les domaines de compétences exercés par le Conseil de Territoire en vertu de la loi et des délibérations du conseil de la Métropole pour :

- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les domaines de compétences du conseil de territoire et dans la limite de 209.000 € HT pour les fournitures et services et 1.000.000 € HT pour les travaux,
- Approuver les mandats spéciaux des conseillers de territoire en France ou à l'étranger inférieurs à 1.000 € par mandat et dans la limite des disponibilités de l'état spécial du territoire, dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire ; au-delà de ce montant le conseil de territoire sera saisi,
- Décider, dans le domaine budgétaire, en tant que de besoin et dans les limites fixées par la loi, des virements de crédits d'article à article à l'intérieur du même chapitre de l'état spécial du territoire, et abonder dans les mêmes limites, les chapitres et articles de l'état spécial du territoire à partir de la ligne budgétaire des dépenses imprévues du budget, lorsque l'imputation de cette ligne est autorisée par le Président de la métropole,
- Effectuer les demandes d'autorisation d'urbanisme et les demandes d'autorisation de démolir préalables et nécessaires à la réalisation de travaux dans les domaines de compétence exercés par le conseil de territoire,
- Effectuer le dépôt des demandes d'autorisation ou de déclaration au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement pour les opérations d'aménagements ou de travaux de la compétence du conseil de territoire,
- Notifier les subventions attribuées par le conseil de territoire, lorsque celles-ci relèvent des compétences exercées par le conseil de territoire et sont imputées sur l'état spécial du territoire ou sur le budget de la métropole,
- Demander à toute personne morale de droit privé ou public, l'attribution de subventions dans les domaines relevant des compétences exercées par le conseil de territoire,

- Approuver les conventions autres que celles qui relèvent de la catégorie des marchés publics et des délégations de service public, lorsqu'elles n'emportent pas de conséquences financières, dans les domaines relevant des compétences exercées par le conseil de territoire,
- Mandater un notaire pour dresser un acte ou procéder à un enregistrement à la conservation des hypothèques, en dehors des cas usuels, lorsque cela concerne un domaine relevant des compétences exercées par le conseil de territoire,
- Mandater un huissier pour procéder à des constats, sommations ou tout type d'acte relevant de sa charge dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire,

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement du Président du Conseil de Territoire, un vice-président délégué est autorisé à remplacer le Président dans l'exercice des fonctions qui lui ont été déléguées par le conseil du territoire et à signer les décisions.

Article 3 :

En application de l'article L.5211-9 du CGCT, le directeur général des services, les directeurs généraux adjoints des services, le directeur général des services techniques et les responsables de service pourront être autorisés à recevoir délégation de signature du Président du Conseil de Territoire dans ses domaines de compétences.

Article 4 :

L'exercice effectif de chaque compétence déléguée au Président devra faire l'objet d'un compte rendu à l'organe délibérant à l'occasion de chaque réunion de cet organe.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	66
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources - Finances

2019 CT2 552

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM CDC Habitat Social pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 16 logements sociaux dénommée " Lesseps 2 " située Rue Jean Rostand Bâtiment K à Aix-en-Provence, 13100

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 16 logements sociaux dénommée « Lesseps 2 » située Rue Jean Rostand Bâtiment K à Aix-en-Provence, 13100.

Portée par la SA HLM CDC Habitat Social, cette opération d'un montant total de 2 143 056 euros est financée par un emprunt de 1 483 161 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville d'Aix-en-Provence.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 815 738,55 euros.

L'analyse financière de la SA HLM CDC Habitat Social, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 530 590 211 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 334 439 930 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 196 150 281 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 793 599 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;

- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 96874 en annexe signé entre la SA HLM CDC Habitat Social et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la SA HLM CDC Habitat Social a contracté un prêt d'un montant total de 1 483 161 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 16 logements sociaux à Aix-en-Provence, 13100.
- Que la SA HLM CDC Habitat Social a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM CDC Habitat Social.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM CDC Habitat Social.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 483 161 euros souscrit par la SA HLM CDC Habitat Social auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 96874.

Ce prêt, constitué de trois lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 16 logements dénommée « Lesseps 2 » située Rue Jean Rostand Bâtiment K à Aix-en-Provence, 13100.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM CDC Habitat Social dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM CDC Habitat Social pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM CDC Habitat Social est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM CDC Habitat Social opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM CDC Habitat Social.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 553

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM CDC Habitat Social pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 22 logements sociaux dénommée " Domaine des Cavaliers " située 1290 Route des Milles, Rue de l'Hippodrome à Aix-en-Provence, 13100

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 22 logements sociaux dénommée « Domaine des Cavaliers » située 1290 Route des Milles, Rue de l'Hippodrome à Aix-en-Provence, 13100.

Portée par la SA HLM CDC Habitat Social, cette opération d'un montant total de 3 174 709 euros est financée par un emprunt de 1 972 261 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville d'Aix-en-Provence.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 084 743,55 euros.

L'analyse financière de la SA HLM CDC Habitat Social, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 530 590 211 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 334 439 930 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 196 150 281 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 793 599 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 96835 en annexe signé entre la SA HLM CDC Habitat Social et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM CDC Habitat Social a contracté un prêt d'un montant total de 1 972 261 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 22 logements sociaux à Aix-en-Provence, 13100.

- Que la SA HLM CDC Habitat Social a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM CDC Habitat Social.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM CDC Habitat Social.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 972 261 euros souscrit par la SA HLM CDC Habitat Social auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 96835.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 22 logements dénommée « Domaine des Cavaliers » située 1290 Route des Milles, Rue de l'Hippodrome à Aix-en-Provence, 13100.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM CDC Habitat Social dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM CDC Habitat Social pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM CDC Habitat Social est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM CDC Habitat Social opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM CDC Habitat Social.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 554

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux dénommée « Les Méjeans » située Chemin des Méjeans à Ventabren, 13122

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24

logements sociaux dénommée « Les Méjeans » située Chemin des Méjeans à Ventabren, 13122.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 3 121 129 euros est financée par un emprunt de 2 252 375 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Ventabren.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 238 806,25 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 404 066 748 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 266 171 606 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 137 895 142 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 157 711 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et

conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 98664 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la SA HLM Famille et Provence a contracté un prêt d'un montant total de 2 252 375 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux à Ventabren, 13122.
- Que la SA HLM Famille et Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Famille et Provence.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Famille et Provence.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 252 375 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 98664.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements dénommée « Les Méjeans » située Chemin des Méjeans à Ventabren, 13122.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et

jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4:

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 555

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée " Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Les Méjeans " située Chemin des Méjeans à Ventabren, 13122

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée « Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Les Méjeans » située Chemin des Méjeans à Ventabren, 13122.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 1 120 563 euros est financée par un emprunt de 1 091 492 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Ventabren.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 600 320,60 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 404 066 748 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 266 171 606 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 137 895 142 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 157 711 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;

- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 98640 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la SA HLM Famille et Provence a contracté un prêt d'un montant total de 1 091 492 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux à Ventabren, 13122.
- Que la SA HLM Famille et Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Famille et Provence.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Famille et Provence.

Délibère

Article 1:

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 091 492 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 98640.

Ce prêt, constitué de trois lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements dénommée « Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Les Méjeans » située Chemin des Méjeans à Ventabren, 13122.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2:

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 556**AVIS - Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix – Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2020**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les Budgets Primitifs des budgets annexes du territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2020. Ces budgets annexes sont établis selon :

- la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour les budgets annexes « Gestion des déchets » et « Opérations d'aménagement » ;

- la nomenclature budgétaire et comptable M49 pour les budgets annexes « Eau en délégation » et « Assainissement en délégation ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après, les équilibres du Budget Primitif de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Budget annexe « Gestion des déchets » :
Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) :
68 335 184,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) :
10 663 350,00 euros

Budget annexe « Assainissement en délégation » :
Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) :
7 208 540,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) :
8 821 937,00 euros

Budget annexe « Eau en délégation » :
Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) :
6 301 940,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes) :
7 479 964,00 euros

Budget annexe « Opérations d'aménagement » :
Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) :
2 759 650,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes) :
1 379 825,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère****Article unique :**

Sont approuvés les Budgets Primitifs 2020 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 557

AVIS - Budget Annexe Service Public d'Elimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création et de l'affectation de deux autorisations de programme de traitement des déchets

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractères pluriannuels se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminés, acquises ou réalisées.

Il convient aujourd'hui :

- de créer deux autorisations de programme, une en TTC et l'autre en HT pour les travaux de rehausse du bassin numéro 2 de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois. Ces autorisations de programme répondent aux différents besoins de travaux de construction et d'extension du bassin n°2 du site nécessaires pour pérenniser l'exploitation du site post 2023. Le projet a été validé et autorisé par les services de la DREAL.

Le site de l'Arbois bénéficiant d'un assujettissement partiel à la TVA fiscale pour l'activité de traitement des déchets et de traitement vente de service, un coefficient de déduction est appliqué en accord avec l'administration fiscale. C'est la raison pour laquelle, deux autorisations de programme en TTC et HT sont demandées.

L'autorisation de programme TTC, relative à la rehausse du 2^{ème} bassin ISDnD de l'Arbois pour un montant de 17.400.000€ inscrite au Budget SPED 05 enregistrée dans le programme 16 de la Métropole doit être créée.

L'autorisation de programme HT, relative à la rehausse du 2^{ème} bassin ISDnD de l'Arbois pour un montant de 2.166.667€ inscrite au Budget SPED 05 enregistrée dans le programme 16 de la Métropole doit être créée.

Remarque : la somme des montants des AP TTC et HT indiqués ci-dessus correspond à un besoin de 20.000.000€. Le calcul du montant de l'AP HT est basé sur une répartition de 13 % HT et 87 % TTC. Ce coefficient entre le TTC et HT fait l'objet d'un calcul annuel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 122-4939/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 relative à l'ouverture et de modification d'autorisation de programme du budget annexes SPED du Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création de deux autorisations de programme ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création d'une autorisation de programme TTC relative à la rehausse du 2^{ème} bassin ISDnD de l'Arbois pour un montant total de 17.400.000€TTC à inscrire au Budget SPED 05.

Est approuvée la création d'une autorisation de programme HT relative à la rehausse du 2^{ème} bassin ISDnD de l'Arbois pour un montant total de 2.166.667€HT à inscrire au Budget SPED 05.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Service Publics d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire TTC à créer, nature 2128, fonction 7213, autorisation de programme à créer.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Service Publics d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire HT à créer, nature 2128, fonction 7213, autorisation de programme à créer.

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget Annexe Service Publics d'Élimination des Déchets - Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Nouvelle AP TTC à créer : rehausse du 2ème bassin de l'Arbois

CP 2020 : 43 500 € T.T.C
CP 2021 : 43 500 € T.T.C
CP 2022 : 87 000 € T.T.C
CP 2023 : 5 307 000 € T.T.C
CP 2024 : 11 919 000 € T.T.C

Nouvelle AP HT à créer : rehausse du 2ème bassin de l'Arbois

CP 2020 : 5 416 € H.T
CP 2021 : 5 416 € H.T
CP 2022 : 10 834 € H.T
CP 2023 : 660 834 H.T
CP 2024 : 1 484 167 € H.T

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 558

AVIS - Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision d'une autorisation de programme et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractères pluriannuels se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminés, acquises ou réalisées.

Il convient aujourd'hui de réviser le montant d'une autorisation de programme existante compte tenu

des modifications de la programmation des grosses réparations et des rénovations sur les déchèteries de Rousset, Eguilles, Meyreuil et Bouc-Bel-Air (mise en place de plate-formes pour les déchets verts, de caissons supplémentaires ...). Ces programmes de rénovation ont pour but d'assurer un meilleur accès aux services en déchèterie pour les habitants dans un cadre sécuritaire.

L'opération d'investissement 173, relative à l'extension rénovation déchèterie, d'un montant de 4.983.000€ au 1^{er} janvier 2019 (délibération FAG 122-4939/18/CM), inscrite au Budget SPED 05 enregistrée dans l'autorisation de programme 2015-3 (DI173AP) du programme 16 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 1.834.913€TTC.

Cette révision porte le montant de la DI173AP d'un montant de 4.983.000€TTC avant révision à un montant révisé de 6.817.913€TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 122-4939/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à l'ouverture et de modification d'autorisation de programme du budget annexes SPED du Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et l'affectation d'une autorisation de programme existante pour un montant de 6.817.913€TTC..
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1:

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'autorisation de programme 2015-3 (DI173AP)

relative à l'extension rénovation déchèterie pour un montant total révisé de 6.817.913€TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Service Publics d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 173, nature 2128, fonction 7213, autorisation de programme 2015-3 (DI173AP).

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Annexe Service Publics d'Élimination des Déchets - Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

DI173AP :

Mandats déjà émis au 1^{er} janvier 2019 : 2 747 913 €

CP 2019 inscrit (après BS et DM) : 1 020 000 €

CP 2020 : 1 850 000 € T.T.C

CP 2021 : 200 000 € T.T.C

CP 2022 : 500 000 € T.T.C

CP 2023 : 500 000 € TTC

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 559

**Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix –
Décision modificative de l'exercice 2019**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les décisions modificatives des budgets annexes du territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2019. Ces budgets annexes sont établis sur la nomenclature

budgétaire et comptable M49 développée pour les budgets annexes « Eau » et « Assainissement »

Ils sont votés par nature.

Les décisions modificatives présentées ont pour but de prévoir les crédits budgétaires qui permettent de clôturer définitivement les budgets annexes « Eau en régie » et « Assainissement en régie » dont l'activité est exercée par la régie d'Eau du Pays d'Aix et la régie du Bassin Minier et du Garlaban.

Sont présentés ci-après les équilibres de la décision modificative de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Equilibre de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2019 du budget annexe « Eau en régie » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 338 734,85 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 619 328,18 euros

Equilibre de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2019 du budget annexe « Assainissement en régie » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 189 592,37 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 250 518,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 096-4912/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le Budget Primitif 2019 des budgets annexes du territoire du Pays d'Aix
- La délibération n°FAG 005-7043/19/CM approuvant la Décision Modificative N°1 des budgets annexes du territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article Unique :

Sont approuvées les décisions modificatives N°2 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, par nature, telles qu'elles sont présentées ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources - Foncier

2019 CT2 560

AVIS- Convention de servitude entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et ENEDIS pour l'implantation d'un support métallique sur la parcelle cadastrée BB 167 sur la commune de Pertuis

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, ENEDIS envisage la réalisation de travaux qui vont impacter la parcelle BB 167 sise chemin de Malespine à Pertuis, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, sans pour autant remettre en cause les projets métropolitains.

A cet effet, ENEDIS propose la conclusion d'une convention de servitudes sur ladite parcelle pour l'implantation à demeure d'un support métallique.

Cette convention de servitudes est conclue à titre gratuit. Etant précisé que l'ouvrage ainsi réalisé

restera la propriété d'ENEDIS et que la Métropole conservera la propriété et la jouissance de sa parcelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 4 :

Est approuvée la convention de servitudes à constituer au bénéfice d'ENEDIS sur la parcelle BB 167, sise chemin de Malespine sur la commune de Pertuis, dont un exemplaire est annexé au présent rapport.

Article 5 :

Cette servitude est consentie et acceptée à titre gratuit.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention, l'acte authentique ainsi que tous les documents y afférents.

Article 7 :

Les frais d'actes et de publication au service de la Publicité foncière seront à la charge d'ENEDIS.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures

2019 CT2 561

Attribution d'une subvention 2020 à l'association Etincelle 2000

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Etincelle 2000, sollicite une participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de pérenniser les actions en faveur des personnes en situation de handicap pour faciliter leur insertion sociale : aides administratives, service d'aide à la mobilité, sensibilisation au handicap, ateliers participatifs.

La Métropole a conforté son soutien à cette association en lui attribuant une subvention de 6 000 euros en 2016, de 7 000 euros en 2017, de 8 000 euros en 2018 et de 10 000 euros en 2019.

Pour l'année 2020, l'association sollicite une participation financière de la Métropole à hauteur de 10 000 euros pour lui permettre à la fois de pérenniser et développer ses actions en faveur de la mobilité pour tous.

L'association Etincelle 2000, association de type loi 1901 basée à Gardanne, existe depuis décembre 1999. Elle compte 232 adhérents en 2018 et 167 sur le premier semestre 2019, sur l'ensemble des communes du Territoire du Pays d'Aix et plutôt sur le bassin minier de Provence ; elle intervient sur le périmètre du département des Bouches du Rhône.

Cette association propose aux personnes titulaires de la carte d'invalidité à 80 % résidant sur le Territoire du Pays d'Aix et adhérent de l'association, les services suivants :

- Aide administrative et aide de financement : 114 personnes ont pu bénéficier de ce service en 2018 (81 personnes recensées sur le premier semestre 2019).

- Sortie à thème et ateliers : 6 sorties à thème avec 27 personnes qui y ont participé et 23 ateliers ont été organisés en 2018 avec 10 adhérents qui y ont participé (11 sur le premier semestre 2019).

- Sensibilisation au handicap (déficience visuelle et personnes en fauteuil roulant) avec atelier adapté selon les publics : notamment, 15 interventions en milieu scolaire ainsi que des interventions grand public ont eu lieu en 2018 (16 sur le premier semestre 2019).

- Service d'aide à la mobilité : ce service fonctionne 7 jours sur 7 et est assuré par 4 chauffeurs accompagnateurs. Il assure des transports liés aux activités de loisirs, professionnelles et aux démarches administratives (hors scolaire et médical) sur Gardanne et sur le bassin minier et par extension en direction de l'ensemble du territoire du Pays d'Aix, voire départemental : 46 adhérents ont bénéficié du service d'accompagnement en 2018 et les déplacements professionnels quotidiens de 8 travailleurs handicapés ont pu être assurés. 3 032 accompagnements dont 317 le week-end ont été effectués en 2018 (2. 379 accompagnements sur le premier semestre 2019) et 49 267 kms parcourus en 2018 (42 397 kms sur le premier semestre 2019).

L'association Etincelle 2000 fonctionne sur la base du bénévolat (en dehors des conducteurs accompagnateurs salariés). Elle emploie également 6 salariés (dont 5 CDI et un contrat aidé répartis comme suit : 3 chauffeurs accompagnateurs, 1 secrétaire comptable, un directeur).

L'association est en contact avec d'autres associations comme le réseau PARCOURS et l'APAF (Association Provençale d'Aide Familiale) qui orientent vers elle, les personnes handicapées pour faciliter leur socialisation.

Au titre de l'année 2020, l'association a sollicité un montant total de financement de 133 877 euros (budget prévisionnel 2020) :

- la Métropole AMP 10 000 euros
- les communes 10 000 euros
- le Département 13 85 000 euros
- Agence de services et de paiement 4 173 euros
- Organismes sociaux 6 500 euros
- Autres établissements publics 18 204 euros

La demande de subvention auprès de la Métropole représente 7,469 % du budget prévisionnel 2020.

Il est proposé de soutenir l'association Etincelle 2000 au titre de ses actions menées en faveur de la mobilité dite « inclusive » auprès des personnes en situation de handicap, à hauteur de 10. 000 euros.

Les modalités de versement de la subvention, conformes au règlement budgétaire et financier de la Métropole, sont les suivantes :

- un acompte de 80 %

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

- le solde de 20% sera versé sur production, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par la Métropole. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objet de l'association Etincelle 2000, au travers de ses actions en faveur de la mobilité inclusive, s'inscrit dans les objectifs de développement de la mobilité portés par la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 10 000 euros à l'association Etincelle 2000 pour le soutien de ses actions en faveur de la mobilité et de l'insertion des personnes en situation de handicap. La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget annexe Transports de la Métropole pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section de fonctionnement du Budget annexe transport 2020 - sous politique C270- chapitre 65 - nature 6574.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2019 CT2 562

Calendrier, méthodologie et périmètre retenu pour la mise en œuvre d'une Zone à Faibles Emissions mobilité (ZFEm) sur le centre-ville élargi de Marseille pour améliorer la qualité de l'air de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Après avoir engagé deux procédures précontentieuses à l'égard de la France pour non-respect des valeurs limites de particules (PM10) et de dioxyde d'azote (NO2) et insuffisance des plans d'actions en vue de réduire cette pollution chronique, la Commission européenne a engagé en mai 2018 une procédure contentieuse de recours en manquement pour non-respect des seuils de dioxyde d'azote (NO2).

Puis par arrêt du 24 octobre 2019, la Cour de Justice de l'Union Européenne a condamné la France « pour manquement aux obligations issues de la directive qualité de l'air ». La justice européenne estime que « la France a dépassé de manière systématique et persistante la valeur limite annuelle pour le dioxyde d'azote (NO2), et ce depuis le 1er janvier 2010 ».

Douze agglomérations françaises sont concernées par ces dépassements principalement liés au trafic routier dont celle de Marseille-Aix. En effet selon AtmoSud, 12 % des habitants de la Métropole Aix-Marseille-Provence (227 000 personnes) sont exposés à des teneurs supérieures aux valeurs limites (polluants NO2 et PM10). Les secteurs les plus sensibles sont le centre urbain de Marseille (220 000 personnes exposées) et les quartiers sud-ouest d'Aix en Provence (7 000 personnes) ainsi que les autoroutes, les axes à forte circulation et les secteurs situés à proximité des pôles industriels.

La pollution chronique correspond à des niveaux de polluants dans l'air durant des périodes de temps relativement longues. Elle s'exprime généralement par des moyennes de concentration sur une année. Il s'agit de niveaux de pollution auxquels la population est exposée le plus longtemps et auxquels il est attribué l'impact sanitaire le plus important.

Un des axes majeurs de l'Agenda de la Mobilité, approuvé le 15 décembre 2016 par le Conseil Métropolitain, est lié aux enjeux que représente la qualité de l'air au niveau sanitaire, économique et réglementaire.

La politique de Mobilité de la Métropole se donne ainsi comme objectif la mise en œuvre d'actions permettant d'agir sur les flux de circulation routière et sur l'environnement, pour moins de congestion routière et moins de pollution sur son territoire.

Le 8 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée aux côtés de l'Etat, de France Urbaine et de quatorze autres territoires nationaux à déployer une première ZFEm.

Lors du Conseil Métropolitain du 18 octobre 2018, la Métropole a formalisé cet engagement par l'approbation d'une délibération qui a permis d'engager une étude de préfiguration pour évaluer les impacts d'un projet de mise en place d'une ZFEm notamment dans le centre de Marseille.

La mise en place d'une ZFEm est également actée dans de l'Agenda Environnemental, mis en œuvre conjointement par la Métropole et le Département des Bouches-du-Rhône.

Les Zones à Faibles Emissions mobilité sont des territoires sur lesquels est instaurée une restriction de la circulation avec :

- ✓ Un périmètre donné
- ✓ Des plages horaires ou de manière permanente
- ✓ Certaines catégories de véhicules, en fonction de leur vignette Crit'Air et donc de leur niveau de pollution.

Cette mesure vise à réduire la pollution chronique liée au trafic routier ainsi que le nombre d'habitants qui y sont exposés.

Portée lauréate le 16 avril 2019 de l'appel à projets national ADEME « Accompagnement pour déployer des ZFEm en vue d'améliorer la qualité de l'air », au même titre que 18 autres territoires, la Métropole Aix-Marseille-Provence définit actuellement dans le cadre d'une étude de préfiguration la stratégie de mise en œuvre de cette future ZFEm, et en particulier :

- ✓ Son périmètre et les jours ou plages horaires sur lesquels elle sera appliquée
- ✓ Son évolutivité dans le temps en matière de restrictions par vignettes Crit'Air autorisées à circuler pour chaque catégorie de véhicules
- ✓ Les modalités des éventuelles dérogations
- ✓ Les mesures d'accompagnement.

Il est actuellement possible de mettre en œuvre une ZFEm selon l'article L.2213-4-1 du CGCT et le décret 2016-847 du 28 juin 2016, sous l'appellation « zone à circulation restreinte (ZCR) ». Dans le cadre de la future loi d'orientation des mobilités, le gouvernement a proposé de remplacer ce terme par « Zone à Faibles Emissions mobilité », sans en modifier a priori le cadre réglementaire de mise en œuvre.

Les étapes obligatoires destinées à dimensionner une telle mesure aux enjeux locaux liés à la qualité de l'air du territoire sont les suivantes :

- ✓ Une étude de préfiguration
- ✓ La consultation réglementaire du public et des parties prenantes sur le projet
- ✓ Les travaux de voirie et de signalisation du périmètre.

Eu égard à la situation sanitaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'engager un calendrier ambitieux et très resserré des études, dans l'objectif de proposer dans les meilleurs délais des mesures favorables à une amélioration de la qualité de l'air pour les habitants de son territoire.

L'étude de préfiguration débutée en août 2019 et prévue sur une durée de 9 mois se décompose en trois phases.

La première phase prévoit de sélectionner le périmètre d'étude.

La deuxième phase permet ensuite d'étudier dans le détail trois scénarii différenciés pour les modalités de mise en œuvre, les impacts estimés sur l'émission de polluants et les impacts socio-économiques de la future ZFEm. Il s'agit aussi d'identifier les mesures d'accompagnement pour les publics les plus impactés.

Enfin la troisième phase de l'étude consiste à rédiger les documents réglementaires : rendu de l'étude de préfiguration et projet d'arrêté de circulation pour la mise en œuvre de la future ZFEm.

La consultation réglementaire des parties prenantes (trois mois minimum) puis du public (trois mois minimum) sera ensuite menée sur la base des rendus de l'étude de préfiguration à partir de juillet 2020.

La préparation de la mise en œuvre de six mois comprend des travaux de voirie et de signalisation dédiée. Cette période de transition sera aussi l'occasion de lancer une campagne de communication auprès du public sur la ZFEm et de mettre en place les premières mesures d'accompagnement.

En conséquence, la mise en œuvre de la ZFEm de la Métropole Aix-Marseille-Provence est programmée pour juillet 2021.

Le portage partenarial du projet de ZFEm de la Métropole Aix-Marseille-Provence est constitué des représentants de la DREAL Paca, de la Préfecture des Bouches du Rhône, de l'ARS Paca, de l'ADEME Paca, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, de la Ville de Marseille, de la Préfecture de Police des Bouches du Rhône, de la CCI Marseille Provence, de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise ainsi que d'AtmoSud qui est l'association agréée de surveillance de la qualité de l'air du territoire régional.

Ces acteurs porteurs de la démarche sont mobilisés dans le cadre des différents groupes de travail ainsi que du Comité technique et ce pour chacune des deux premières phases de l'étude de préfiguration.

Le Comité de pilotage restreint est composé de trois élus de la Métropole Aix-Marseille-Provence, trois élus de la Ville de Marseille ainsi que d'un représentant de l'Etat.

La première ZFEm de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernera le centre-ville élargi de Marseille, qui concentre la majorité des personnes exposées à une pollution chronique. Toutefois, les études en cours s'attachent à en étudier les impacts à l'échelle du territoire métropolitain.

L'opportunité de création d'autres ZFEm sur le territoire métropolitain est d'autre part toujours étudiée.

La phase 1 de l'étude de préfiguration et dont l'objectif est le choix du périmètre d'étude a été menée d'août à octobre 2019.

La méthodologie utilisée repose sur différents critères d'évaluation appliqués à quatre périmètres étudiés : superficie totale, nombre d'habitants, nombre d'emploi, nombre de scolaires, populations exposés à la pollution actuelle (dioxyde d'azote et particules PM10), localisation de l'offre des lignes structurantes des transports en commun.

A l'issue de cette phase, les membres du Comité de pilotage du 21 octobre 2019 ont retenu un périmètre permettant d'engager la poursuite des études (scénarii de déploiement et étude des impacts sociologiques et économiques). Celui-ci présente le meilleur compromis entre efficacité environnementale et acceptabilité sociale de la future ZFEm.

Ce périmètre présente l'avantage d'être particulièrement lisible pour les usagers, puisqu'il correspond à l'intérieur des boulevards de ceinture : Littoral - Euroméditerranée 1 et 2 - Lesseps - Plombières - Jarret - Rabatau - Prado 2. Il coïncide à peu de choses près au périmètre retenu par le Préfet pour le dispositif d'urgence (circulation différenciée) en cas de pic de pollution et tel que défini par l'arrêté du 7 juin 2019. L'adaptation de ce

périmètre de circulation différenciée avec le périmètre de la future ZFEm, lorsque celui-ci sera arrêté, sera proposée au Préfet pour une mise en cohérence des deux réglementations.

Il s'agit également d'une zone bien desservie par les transports en commun lourds (métro, tram, BHNS). De plus, la présence de nombreux parkings offre l'avantage de favoriser le report modal pour les usagers qui ne pourraient accéder à la future ZFEm. Même si sa superficie de 19,5 km² reste limitée au regard des périmètres ZFEm des autres grandes métropoles françaises déployant actuellement ce type de mesure, ce périmètre est très ambitieux en termes de population. En effet, 314 000 habitants résident sur ce territoire, qui comprend aussi 172 000 emplois et 42 000 scolaires. Cette zone englobe ainsi la grande majorité de la population exposée à une pollution chronique à Marseille (82% de la population de la Métropole Aix-Marseille-Provence exposée à une pollution chronique de dioxyde d'azote).

Voir la cartographie fournie en Annexe 1.

Ce périmètre d'étude reste susceptible d'être ajusté à l'issue des travaux menés.

La phase 2 de l'étude de préfiguration se déroule de novembre 2019 à février 2020. Elle consiste à la comparaison de trois scénarii détaillés de mise en œuvre dans le temps de la ZFEm. De nombreux groupes de travail seront organisés avec les partenaires, les professionnels et les associations de la société civile pour évaluer les différents scénarii : plage horaire, catégories de véhicules impactées, vignettes crit'air concernées, dérogations, modalités de contrôle.

La computation d'éléments comparatifs permettant un choix éclairé de scénario sera aussi produite : estimation de la réduction des émissions de polluants et estimation des impacts sur les reports de trafic en dehors du périmètre retenu.

En complément et à la demande des élus, une étude complémentaire des impacts sociologiques et économiques de la mise en place de cette future ZFEm est aussi menée. Des enquêtes auprès des professionnels (artisans, commerçants, logisticiens et transporteurs), des acteurs du territoire ainsi que des habitants permettront de connaître les impacts de la future ZFEm et de cibler les mesures d'accompagnement pour favoriser son acceptabilité sociale.

La présente délibération vise à informer le Conseil Métropolitain du calendrier général, de la méthodologie ainsi que du périmètre d'étude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le décret n° 2016-847 du 28 juin 2016 relatif aux zones à circulation restreinte ;
- La délibération TRA 020-4615/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, portant lancement d'une étude de préfiguration d'une zone à faibles émissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée par la délibération TRA 020-4615/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 à mener une étude de préfiguration pour évaluer les impacts de la mise en place d'une Zone à faibles émissions dans la Métropole ;
- Qu'il convient d'informer le Conseil Métropolitain du calendrier, de la méthodologie ainsi que le choix du périmètre d'étude de la ZFEm.

Délibère

Article unique

Il est pris acte du calendrier, de la méthodologie ainsi que du choix du périmètre d'étude de la ZFEm :

- ✓ Intérieur des boulevards de ceinture : Littoral - Euroméditerranée 1 et 2 – Lesseps – Plombières – Jarret – Rabatau – Prado 2.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2019 CT2 563

AVIS- Demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération de "réalisation de la bretelle réservée au transport en commun entre la route départementale 9 et l'autoroute A 51 à Aix-en-Provence dans le cadre de l'opération du Bus à Haut Niveau de Service A"

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses infrastructures au sein de ses territoires. Certains investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Située dans le prolongement et la philosophie de l'Agenda de la Mobilité, l'opération de réalisation d'une bretelle de raccordement réservée au transport en commun entre la route départementale 9 et l'autoroute A51 sur la commune d'Aix-en-Provence, s'inscrit dans la continuité des aménagements déjà réalisés dans le cadre de la ligne BHNS A (Plan d'Aillane, SAS bus, couloirs de bus avenue Mouret) et vient au service du développement économique du territoire, particulièrement dynamique sur le Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence (Arbois, The Camp, ...).

Les aménagements réalisés et prévus dans le cadre de cette opération bénéficieront aux salariés du Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence (PAAP) et aux lignes de transport en commun reliant Aix-en-Provence à la gare TGV, à l'aéroport et à Marseille, ainsi qu'à certaines lignes de transport en commun privées notamment Airbus.

Cet ouvrage permettra un gain de temps de parcours aux lignes en provenance de Vitrolles et allant vers Aix-en-Provence, et surtout une plus grande régularité aux heures de pointe.

Cette opération se déroulera selon le calendrier prévisionnel suivant :

2020 : Etudes de projet et consultation travaux

2020 - 2023 : Travaux

2023 : Mise en service

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 3 200 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur « CRET »	23,44 %	750 000 euros
Etat « DSIL 2020 »	36,25 %	1 160 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	40,31%	1 290 000 euros
TOTAL	100 %	3 200 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n°2010_A112 du conseil communautaire du 24 juin 2010 portant création de l'opération ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Réalisation de la bretelle réservée au Transport en commun entre la route départementale 9 et l'autoroute A51 à Aix-en-Provence dans le cadre de l'opération du Bus à Haut Niveau de Service A (Plan d'Aillane – Gare routière d'Aix-en-Provence) ».

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père : 2017266500 Code opération fils : 2017266502.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1311 et 1312 – Sous politique C311– Code gestionnaire : 6BCT2.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 564

AVIS- Approbation de l'avenant n°1 de maîtrise d'ouvrage avec la Ville d'Aix-en-Provence pour la réalisation de travaux pour le BHNS l'Aixpress

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans une volonté politique ambitieuse en matière de mobilité.

Cette volonté se traduit au travers de plusieurs projets de transport comme le Bus à Haut Niveau de Service (B.H.N.S) d'Aix-en-Provence, l'Aixpress.

Ce BHNS, long de 7.2 km, relie le quartier St-Mitre des Champs au P+R Krypton. Il est composé de 19 stations de qualités pour l'accueil des voyageurs.

Par convention N°TRA 004-2908/17/BM délibérée le 14 décembre 2017 par le Bureau de la Métropole et signée le 9 mai 2018, la Métropole et la Ville se sont entendues sur une liste de travaux. Cette convention précise :

- Le volet technique,
- Le champ de responsabilité entre la Métropole et la Ville,
- Les modalités de financement et de paiement.

Avec la passation des contrats de travaux, les modifications de programme et les révisions de prix, la liste initiale des travaux confiés à la Ville et financée par la Métropole est modifiée.

Le présent avenant a pour objet :

- De modifier la liste de travaux définie à l'article 3 de la convention,
- D'acter l'abandon de travaux prévus sur le programme initial à savoir, l'intégration, par la Ville, des caméras de vidéo-surveillance et de circulations routières et le déplacement de kiosques commerciaux.
- De modifier le programme initial de travaux sur :
 - L'intégration des carrefours BHNS (art. 3.1 de la convention),
 - L'intégration des contrôles d'accès aux aires piétonnes (art.3.4 de la convention),
 - La réalisation du jalonnement directionnel.
- D'intégrer un nouvel élément sur le programme de travaux à savoir :
 - L'intégration d'œuvre patrimoniale appartenant à la Ville,
- D'intégrer les conséquences financières liées aux éléments précités et aux révisions de prix,
- D'actualiser le calendrier de travaux.

L'ensemble de ces modifications confirme le montant de l'investissement prévisionnel de la Métropole inscrit à la convention de 1 414 000 € HT (valeur 2019).

Ci-après est présenté le tableau de synthèse des travaux avec les évolutions :

N°	Thématique	Désignation	Description sommaire	Description de l'évolution	Convention Initiale	Avenant n°1
					Coût estimé des TRAVAUX € H.T / valeur 2017	Coût estimé des TRAVAUX € H.T / valeur 2019
1	Signalisation Lumineuse de Trafic	Intégration des carrefours au poste de contrôle de circulation de la commune - hypothèse 27 unités	L'enjeu de cohérence des systèmes est une donnée fondamentale du projet. Pour garantir la bonne cohérence des process techniques Il est proposé de laisser l'intégration technique des carrefours aux services de la ville.	Modification du nombre de carrefours et intégration de 4 évolutions du PC circulation de la VILLE.	90 000,00 €	154 000,00 €
2	Vidéosurveillance	Intégration des dispositions de vidéosurveillance sur le réseau de télécommunication de la commune – hypothèse 30 unités	L'enjeu de cohérence des systèmes est une donnée fondamentale du projet. Pour garantir la bonne cohérence des process techniques Il est proposé de laisser l'intégration technique des caméras aux services de la ville.	Travaux abandonnés et Intégrés dans les appels d'offres	54 000,00 €	0,00 €
3	Circulation	Intégration des caméras nécessaire à la maîtrise de la	L'enjeu de cohérence des systèmes est une donnée fondamentale du projet.	Travaux abandonnés et Intégrés dans les	45 000,00 €	0,00 €

		circulation routière sur le réseau de télécommunication de la commune – hypothèse 25 unités	Pour garantir la bonne cohérence des process techniques il est proposé de laisser l'intégration technique des caméras aux services de la ville.	appels d'offres		
4	Contrôle d'accès	Intégration des contrôles d'accès aux extensions d'aires piétonnes	L'enjeu de fonctionnement des systèmes est une donnée fondamentale du projet. Pour garantir la bonne cohérence des process techniques il est proposé de laisser la réalisation et l'intégration des contrôles d'accès (totem, bornes etc.) aux services de la ville.	Augmentation du nombre de sites réalisés et impactés	400 000,00 €	500 000,00 €
5	Espaces Verts	Réalisation des élagages d'arbres préalables au démarrage des travaux	Pour permettre une bonne réalisation des travaux du BHNIS et une meilleure préservation des sujets, la Ville doit réaliser un élagage préalable et préventif avant le démarrage des travaux.	Non modifié	110 000,00 €	110 000,00 €
6	Jalonnement directionnel	Réalisation du jalonnement directionnel	Dans le cadre de l'opération de BHNIS, des modifications substantielles de circulation sont projetées notamment sur le centre-ville et l'avenue Robert Schuman. Ces modifications impactent le maillage général de la signalisation directionnelle bien au-delà du tracé de l'Aispress. A ce titre la Ville réalise pour le compte de la Métropole les études et les travaux de reprises du jalonnement sur son périmètre intégrant également le tracé proprement-dit.	Economie financière lors de l'attribution des contrats de travaux	700 000,00 €	640 000,00 €

7	Direction de l'espace public	Déplacement des kiosques	La commune a conventionné l'occupation du domaine public avec les kiosques permanents présent sur le tracé. Cette convention prévoit que les déplacements soient à la charge du porteur de projet	Kiosques non impactés	15 000,00 €	0,00 €
8	Patrimoine	Intégration des œuvres patrimoniales de la Ville d'Aix en Provence	Dans un souci de cohérence avec les objectifs de la commune, 2 œuvres d'art impactées par le projet seront remises en place directement par la commune	Nouvel élément de programme	S.O	10 000,00 €
			Total des estimations		1 414 000,00 €	1 414 000,00 €

S.O : *Sans objet*

A cette fin, la Métropole et la Ville, conformément aux dispositions de l'article 12 de la convention, ont convenu de conclure cet avenant n°1 pour mettre à jour la liste de travaux initiale et traiter des conséquences financières.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017

relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'opération de BHNS ;

- La délibération TRA 004-2908/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la convention de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de travaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille Provence pour la réalisation de travaux sur le BHNS l'Aixpress.

Article 2 :

Est confirmée la contribution financière de la Métropole à la Ville d'Aix-en-Provence inscrite à la convention de 1 414 000 euros HT pour la réalisation de travaux sur la Bus à Haut Niveau de Service d'Aix-en-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n°1.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en dépenses aux budgets annexe transports 2020 et suivants – Opération n° 2017266300 — Nature 2172 et 2317.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 565**AVIS- Approbation d'un contrat particulier avec SNCF Mobilités portant occupation de locaux en gare de Gardanne non constitutive de droits réels**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable a approuvé en décembre 2016 son agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui de Gardanne.

Le Pôle d'échanges multimodal existant de Gardanne est situé à proximité de la gare SNCF. Il est constitué d'un parking avec une fréquentation de 190 véhicules pour 119 emplacements qui ne permet pas d'envisager les évolutions futures dues à la modernisation de la ligne SNCF Aix-Marseille. En effet cette modernisation devrait engendrer une augmentation du trafic TER aboutissant à 4500 montées/descente par jour à comparer aux 2000 actuelles. Cet accroissement engendrerait en conséquence un besoin important supplémentaire en stationnement. La Métropole a donc décidé précédemment de réaliser un parking en superstructure de 349 places sur trois niveaux.

Le projet est complété par l'aménagement d'une gare routière de huit quais, le traitement de cheminements piéton et vélo dans l'emprise du projet et 30 places sécurisées pour vélo. Il est également prévu d'aménager des locaux dans la gare SNCF de Gardanne, propriété de SNCF Mobilités, pour que la Métropole puisse vendre des titres de transport en commun.

La SPLA Pays d'Aix Territoires a été missionnée pour assurer la Maitrise d'Ouvrage Déléguée de l'opération dans le cadre d'une convention d'aménagement approuvée par délibération N°2015-A312 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix du 17/12/2015. Les travaux ont pu démarrer grâce à un courrier de la SNCF autorisant les travaux. La Métropole doit maintenant obtenir la mise à disposition des locaux dans la gare SNCF destinés à devenir un guichet à usage de la Métropole.

A cet effet, afin de permettre l'occupation à titre payant des locaux destinés à cet usage par voie de convention, la Métropole a sollicité les services de la SNCF Mobilités.

Ce contrat portant occupation de locaux en gare de Gardanne précise notamment :

- La surface mise à disposition de la Métropole par la SNCF dans la gare de Gardanne concernée par la présente convention et repérée sur le plan joint en Annexe 2 est de 27 m2

- La durée du contrat est fixée à quinze ans éventuellement renouvelable avec pour date de début de l'occupation la date de mise à disposition du bien précédé par un état des lieux contradictoire

-- Le cout annuel de la redevance pour occupation des locaux est de 3 623.13 €HT, forfait de charges d'utilisation des parties communes en sus de 1 504.71 €HT/an, forfait de charges liées à l'utilisation des parties privatives en sus de 540 €HT/an, forfait d'impôts et taxes en sus de 209 €HT/an L'ensemble des couts seront indexés suivant les conditions citées dans la convention.

- Une attestation d'assurances (Assurance Chose pour 70 000 € par sinistre et Assurance Risque de voisinage pour 750 000 € par sinistre) sera fournie par la Métropole au début de l'occupation des locaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération N°2015-A312 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix du 17/12/2015 approuvant le programme de travaux et la convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'aménagement du pôle d'échanges de Gardanne ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en corollaire de la réalisation du pôle d'échanges multimodal de transport de Gardanne il convient d'opérer à une mise à disposition par la SNCF Mobilités à la Métropole Aix-Marseille-Provence de locaux situés dans la gare de Gardanne et dont les aménagements seront réalisés par la Métropole L'emplacement est indiqué sur plan en annexe de la convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le contrat particulier portant occupation par la Métropole Aix-Marseille-Provence de locaux appartenant à SNCF Mobilités d'une surface de 27 m2 destinée à être aménagée par la Métropole dans la gare SNCF de Gardanne pour permettre d'y vendre des titres de transport en commun dans le cadre de la réalisation du pôle d'échanges multimodal de Gardanne.

Article 2 :

Ce contrat est conclu pour une durée de 15 ans à compter de la mise à disposition du bien acté par état des lieux.

Article 3 :

Ce contrat est conclu moyennant le versement par l'occupant de 500 euros de frais de dossier (TVA en sus) et d'une redevance annuelle de 5 876,84 euros, impôts et taxes comprises (TVA en sus). Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-politique C240 – Nature 6137-63512-6288.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce contrat et tous les documents s'y rapportant.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69

Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 566

AVIS- Approbation d'une convention avec la commune de Pertuis relative à la réalisation de certaines missions d'entretien du pôle d'échanges multimodal de Pertuis

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En vue d'améliorer les conditions de l'intermodalité sur la gare ferroviaire de Pertuis, la Métropole Aix Marseille Provence a créé en 2018 un pôle d'échanges situé à proximité de la gare. Ce site est composé :

- d'une gare routière de 5 quais
- d'emplacements taxis
- d'un parking gratuit accessible 24/24 de 300 places
- d'un relais vélo sécurisé de 40 places

Depuis l'ouverture du site, de nombreuses dégradations sont constatées : tags, détritus, dépôts sauvages extincteurs délabrés etc., aussi la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié l'exploitation du site à un gestionnaire.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence confie, par convention avec la Commune de Pertuis, la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions.

En conséquence, afin de mettre en œuvre un service public de qualité et de garantir un objectif de salubrité publique, Il est proposé la signature d'une convention entre la Métropole et la commune de Pertuis relative

aux missions d'entretien et de surveillance décrits ci-dessous :

- Balayage du site
- Retrait de dépôts et détrit
- Vidage des poubelles
- Ronde de la police municipale
- Visionnage de la télésurveillance connectée au CSU de la commune

La Métropole s'engage à verser à la commune de Pertuis un montant annuel forfaitaire de 19 136 € défini comme suit :

- 50 % à la signature de la convention
- 50 % sur présentation d'une demande de solde à la fin de la période.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an. Elle pourra être renouvelée tacitement chaque année sans toutefois pouvoir dépasser 5 ans, En cas de volonté de non reconduction, celle-ci devra être dénoncée par courrier par l'une des deux parties au moins deux mois avant sa date de fin. La date de départ de la présente convention est fixée à compter de sa notification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de faire entretenir partiellement le pôle d'échanges multimodal de Pertuis et en organiser la surveillance par la commune.

Délibère

Article 1:

Est approuvée la convention conclue entre la métropole et la commune de Pertuis relative à l'entretien partiel des espaces et la surveillance du pôle d'échange multimodal de Pertuis, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3:

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe des Transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – section de Fonctionnement – Sous politique C240 – Chapitre 65 -Nature 65734.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 567

AVIS- Attribution d'une subvention à l'association Wimoov pour 2020 - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives,

Les questions d'accessibilité aux zones d'activités et de desserte en transports en commun, contribuent en grande partie à l'attractivité de ces zones d'emploi.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser les démarches visant à faciliter toutes les

formes de mobilité permettant l'accès à l'emploi, par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables, ainsi que l'insertion et l'accès à l'emploi.

L'association WIMOOV, créée en 1998 pour promouvoir et initier le développement de nouvelles pratiques de mobilité durable, est chargée depuis 2007, de la mise en œuvre de la plateforme de mobilité "Bougez vers l'emploi" dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de La Ciotat. Ses dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi s'étend également sur Aubagne. Depuis 2017 sur le secteur d'Aix-en-Provence l'association participe s'inscrit dans les actions de création et maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix.

La plateforme Wimoov est un dispositif d'accueil et d'accompagnement, qui propose une offre de mobilité adaptées aux besoins de tous les publics en situation de fragilité.

De par son implantation locale et sa modularité, la plateforme de mobilité est un guichet unique pour l'ensemble des acteurs de l'insertion socioprofessionnelle et joue un véritable rôle d'interface entre les acteurs de la mobilité des territoires, dont elle vient compléter les dispositifs existants.

Elle est un acteur de proximité auprès des publics pour :

- La mobilité inclusive – accompagner les publics dans leur mobilité et son management pour favoriser l'accès et maintien en emploi ou formation
- La mobilité durable et responsable – accompagner les publics fragiles, au changement de pratiques de déplacements en vue d'une mobilité plus douce et respectueuse de l'environnement, en prenant en compte les enjeux sanitaires.

L'association WIMOOV s'engage à réaliser en 2020 dans le cadre de cet outil, un programme d'actions autour des axes suivants :

- Des actions de sensibilisation et promotion de la mobilité durable
- Des actions « mobilité durable et découverte des territoires » en partenariat en partenariat avec les acteurs de proximité

- La mise en place d'une action en partenariat avec le centre des monuments nationaux (CMN)
- Des animations de sensibilisation à la mobilité responsable

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées de la Mobilité et de l'Insertion vers l'Emploi au sein du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite continuer à soutenir l'association WIMOOV en lui attribuant une subvention de 60 000 euros au titre de l'année 2020, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de 30 000 euros est accordée sur le budget annexe Transports au titre de l'action menée par l'association en faveur de la mobilité ;
- Une subvention de 30 000 euros est accordée sur le budget EST du Conseil de Territoire du Pays d'Aix au titre des actions d'accompagnement à la mobilité des demandeurs d'emplois sur le conseil de territoire du Pays d'Aix, pour favoriser le retour à l'emploi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants ;

- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur de l'insertion par l'emploi sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions de l'association Wimoov pour ses actions en faveur des Mobilités durable et responsable dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 60 000 euros à l'association Wimoov pour son plan d'actions et son offre de services , qui se répartit ainsi :

- Une subvention de 30 000 euros est accordée sur le budget annexe Transports au titre de l'action menée par l'association en faveur de la mobilité ;
- Une subvention de 30 000 euros est accordée sur le budget EST du Conseil de Territoire du Pays d'Aix au titre de l'action menée par l'association en faveur de l'insertion ;

La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'association Wimoov.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer cette convention d'objectifs.

Article 5 :

Les crédits nécessaires seront inscrits

- au budget annexe transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574,
- sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 568

AVIS- Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Rotonde - Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la SEMEPA un protocole indemnitaire prévoyant le remboursement de ces pertes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat pour l'exploitation du parc de stationnement Rotonde en date du 24 octobre 2003 ;

- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces gratuités sur ce parking, par la signature d'un protocole indemnitaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner dans la gestion du parking.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT2 chapitre 011 nature 6288.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 569

AVIS- Approbation des tarifs applicables à l'occupation temporaire de places de parking sis P+R ARENA à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En 2017 la Métropole Aix-Marseille-Provence a mis en service un pôle d'échanges multimodal ARENA, en complément de la salle de spectacle du même nom. Cet équipement a pour objectif principal le rabattement de lignes de transports autour du Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence et pour objectif secondaire l'accueil des spectateurs de la salle de spectacle arrivant en transport en commun lors des événements s'y déroulant.

Ce pôle d'échanges comprend également un parc relais d'une capacité de 210 places totalement gratuites pour les usagers des transports. Il est ouvert tous les jours, de 6H30 à 21H00.

La Métropole est sollicitée, afin d'utiliser ce parking relais pour des actions mettant en valeur le territoire métropolitain.

Aussi en application des articles L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et L.2331-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique donne lieu au paiement d'une redevance. Dans ce cadre, il est proposé de mettre en place une tarification pour chaque événement et pour une durée maximale de 24h00 concernant l'occupation de places et permettant de couvrir les charges d'exploitation inhérentes à ces mises à disposition. Les tarifs proposés sont :

- De 0 à 100 places – 200 € TTC
- De 0 à 160 places – 300 € TTC

La Métropole se réserve le droit de conserver 40 places sur les 210 places disponibles pour les usagers de transports et 10 places pour le personnel d'exploitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- ☐ Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- ☐ Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- ☐ La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- ☐ La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- ☐ Qu'il convient d'adopter la tarification forfaitaire pour la mise à disposition du parking par évènement et pour une durée maximale de 24H00 permettant de couvrir les charges d'exploitation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la tarification forfaitaire pour la mise à disposition du parking par évènement et pour une durée maximale de 24H00 comme suit :

- De 0 à 100 places – 200 euros TTC
- De 0 à 160 places – 300 euros TTC

Article 2 :

Les recettes seront constatées aux Budgets Annexe des Transports 2020 et suivants – section de Fonctionnement – Sous politique C240 – Nature 7068

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 570

AVIS- Approbation de l'avenant n° 1 à la convention relative au reversement du produit des forfaits post-stationnement de la commune d'Aix-en-Provence gestionnaire du stationnement payant sur voirie à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réforme de décentralisation et de dépénalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1er janvier 2018, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27/01/2014, la commune d'Aix en Provence a instauré un forfait post-stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface.

Ce produit est distinct de la redevance payée spontanément. Il résulte en effet de la loi, que les deux recettes que sont le paiement immédiat de la redevance et le paiement du Forfait Post-stationnement (dû en cas d'absence de paiement ou de paiement partiel de la redevance) couvrent des coûts distincts.

En vertu de l'article L2333-87 du CGCT, la commune d'Aix en Provence, située sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, reverse le produit des forfaits de post stationnement à celle-ci, déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre de la réforme.

De plus, conformément à l'article susmentionné, cette commune est compétente en matière de voirie. A cet effet, celle-ci peut conserver une partie du forfait de post-stationnement pour financer certaines opérations inhérentes à cette compétence.

Toutefois la compétence voirie devait être transférée à la Métropole au 1er janvier 2020. C'est ainsi que les parties s'étaient entendues pour passer une première convention pour les exercices 2018 et 2019 qui devait s'achever le 31 décembre 2019.

Cependant, le transfert de la voirie devant être repoussée à une date ultérieure, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant à la prolongation de la convention en cours pour une durée de trois ans soit jusqu'au 31 décembre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La convention de reversement du produit des forfaits de post-stationnement n°19/0103 approuvé par délibération TRA 005-4600/18/CM du 18 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Ville d'Aix en Provence a instauré un forfait post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance stationnement,
- Que le produit des FPS moins les frais de mise en œuvre est reversé à la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence affectera cette ressource financière, à des opérations destinées à améliorer les transports,
- Que la Ville d'Aix en Provence est compétente en matière de voirie,
- Que le transfert de cette compétence à la Métropole qui aurait dû intervenir au 1^{er} janvier 2020 a été repoussée à une date ultérieure,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé, à la convention de reversement du produit des forfaits de post-stationnement n°19/0103.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant ou tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69

Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 571

AVIS- Réforme nationale de dépenalisation et décentralisation du stationnement payant sur voirie : affectation du produit des forfaits post-stationnement (FPS) reversés par les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aix-en-Provence, Aubagne, Salon de Provence et Martigues, à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réforme nationale de dépenalisation décentralisation du stationnement payant sur voirie, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018, les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Martigues et Salon de Provence, compétentes pour réglementer le stationnement sur leur territoire et instituer une redevance de stationnement payant sur voirie, ont instauré des forfaits post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement sur voirie.

En vertu de l'article L2333-87 et de l'article R2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dans les Métropoles, les communes ayant institué la redevance de stationnement sur voirie, reversent l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement (FPS) à la Métropole, déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du FPS.

Il est par ailleurs précisé que les communes dont elles sont membres encore compétentes en matière de voirie conservent une partie du FPS afin de

financer les opérations de voirie sur leur territoire. Tel est le cas des communes d'Aubagne, Aix-en-Provence, Salon de Provence et Martigues.

Les modalités de reversement du produit des forfaits de post-stationnement par les communes concernées par la réforme à la Métropole Aix-Marseille-Provence, intégrant la refacturation des coûts de gestion annuels du forfait post-stationnement, font l'objet de conventions approuvées par le Conseil de la Métropole le 18 octobre 2018. Ces conventions arriveront à échéance le 31 décembre 2019. Dans ce cadre, la Métropole et les communes de Marseille, Cassis et La Ciotat, se sont rapprochées afin de reconduire ces conventions pour les 5 prochaines années. Les communes de Salon de Provence, Martigues, Aubagne et Aix-en-Provence, ont souhaité prolonger les conventions actuelles pour une durée de 3 ans seulement en considérant le report probable du transfert de la compétence voirie.

Conformément à la loi, le produit des forfaits post-stationnement reversé à la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être affecté à la réalisation des « opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation » (article L 2333-87-III du CGCT) sur le même principe que l'affectation de la dotation amendes versée par l'État. La collectivité doit déterminer chaque année l'affectation de ces recettes aux opérations définies à l'article R2333-120-19 du CGCT.

Le montant total du produit des forfaits post-stationnement perçu sur les exercices 2018 et 2019 (jusqu'à ce jour) sera alloué notamment au financement des opérations relevant du budget annexe transport et relatives :

- Aux aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du public, l'accès au réseau, les liaisons entre réseaux et avec les autres modes de transport ;

- Aux équipements assurant l'information des usagers, l'évaluation du trafic et le contrôle des titres de transport ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Les conventions relatives au reversement du produit des forfaits post-stationnement payant sur voirie à la Métropole Aix-Marseille-Provence conclues en 2018 pour une durée de deux ans, avec les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Salon de Provence et Martigues.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Salon de Provence, et Martigues compétentes pour réglementer le stationnement et instituer une redevance de stationnement payant sur voirie sur leur territoire, ont instauré des forfaits post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement sur voirie ;
- Que le produit des FPS moins les frais de mise en œuvre est reversé à la Métropole-Aix-Marseille-Provence,
- Que les communes d'Aix-en-Provence, Salon de Provence, Aubagne et Martigues compétentes en matière de voirie sur leur territoire conservent une partie du produit des FPS pour financer certaines opérations relevant de cette compétence,
- Que les prévisions de recettes de FPS pour les exercices budgétaires 2018 et 2019 en partie, font apparaître que le solde ainsi reversé à la Métropole sera nul pour toutes les communes à l'exception de la Ville de Marseille
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit affecter annuellement le produit des FPS réellement perçu à des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Il convient d'approuver l'affectation du produit des forfaits post-stationnement qui seront réellement perçus au titre de l'année 2018 et 2019 (en partie) sur les opérations de transport suivantes :

- Renouvellement des rames du métro de Marseille (opération n° 2013110600) ;
- Tramway nord-sud de Marseille 1^{ère} phase (opération n° 2015110600) ;

- Programme ICAR (opération n° 2018103800)

Article 2 :

Le produit réellement perçu de FPS au titre de l'exercice 2018 et 2019 en partie fera l'objet d'une affectation comptable au Compte Administratif 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etat(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etat(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etat(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etat(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 572

AVIS- Bilan de la concertation du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (PDU)

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La présente délibération porte sur le bilan de la concertation publique préalable à l'arrêt du projet de Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'Agenda de la Mobilité, approuvé à l'unanimité des membres du conseil de la Métropole en décembre 2016 a permis de donner un premier élan aux ambitions de la Métropole en matière de mobilités. Par délibération du 14 décembre 2017, la Métropole a approuvé le lancement de la procédure d'élaboration du Plan de Déplacements Urbains (PDU), ainsi que les modalités de la démarche et de la concertation.

Le contexte :

L'article L.1214-14 du Code des transports, pose le principe d'une association avec certaines entités

publiques tout au long de la phase d'élaboration du projet, ainsi que d'une consultation d'un certain nombre de personnes privées et publiques.

L'article 7 de la charte de l'environnement ainsi que les articles L. 121-15-1 et L 121-16 du Code de l'environnement imposent pendant la durée de l'élaboration du PDU qu'une concertation associant le public soit réalisée.

Dans le respect de ce cadre légal, la Métropole Aix-Marseille-Provence a organisé une concertation avec tous les acteurs du territoire concernés par le PDU : les partenaires techniques, Personnes Publiques Associées et des représentants d'organismes, les habitants et usagers des transports du territoire.

Afin de conduire une concertation qui permette de prendre en compte les spécificités de la Métropole et de traiter l'ensemble du territoire de manière cohérente, le périmètre de la concertation a été divisé en 6 bassins de mobilité et 25 bassins de proximité. Cette approche multi-scalaire a permis de conduire la concertation au plus près des habitants, de leurs réalités quotidiennes en matière de déplacement et de faire émerger des avis et propositions d'actions territorialisées tout en gardant une vision globale des mobilités au sein de la Métropole.

Au préalable, une étude de contexte a été menée, via la réalisation de 18 entretiens individuels avec des élus, des représentants d'associations et d'institutions publiques afin de disposer d'une perception globale du territoire, de ses enjeux et des attentes en termes de mobilité existantes.

Les phases de la concertation :

Au regard de l'ampleur du territoire, de la variété des situations, du nombre et de la qualité des contributeurs, la Métropole a choisi de procéder avec une mobilisation progressive et concentrique en élargissant progressivement le nombre de personnes mobilisées.

Phase 1 : Mobilisation technique et co-élaboration de l'état des lieux des enjeux et des pistes d'actions :

Entre février et avril 2018, ont été réunis autour du projet de PDU l'ensemble des compétences techniques nécessaires, en sollicitant la désignation de référents par chaque institution publique concernée : Etat, Région, Département, communes, chambres consulaires, associations gestionnaires de zones d'activité, opérateurs de transports et gestionnaire d'autoroute. Ces référents ont été invités à 10 réunions techniques thématiques de partage et de co-élaboration de l'état des lieux ainsi que des propositions d'enjeux et des pistes d'actions.

Pendant la même période, pour développer la mobilisation des communes et de leurs référents communaux, acteurs de la co-élaboration du projet,

un questionnaire leur a été adressé, afin de recueillir la perception de la mobilité au plus près des métropolitains.

En juin/juillet 2018, l'ensemble de ces acteurs, auxquels sont joints des représentants associatifs sont invités à l'occasion de 3 réunions identiques, à partager le diagnostic, à hiérarchiser les enjeux et à donner leur avis sur les pistes d'actions.

En août 2018, la Métropole publiait sur son site internet le lancement du projet de PDU et précisait les dates et modalités de la concertation à laquelle le public était invité à participer

En décembre 2018, une conférence métropolitaine a ponctué cette phase du projet en présentant les éléments du diagnostic, les enjeux identifiés, ainsi que les principales pistes d'actions sous forme de levier.

Phase 2 : information du public et questionnaire « état des lieux ».

En janvier 2019, L'information du public est organisée par voie numérique à travers le registre de concertation, (<https://www.registre-numerique.fr/Concertation-PDU-AMP>). Le registre numérique a permis d'introduire la démarche PDU auprès du grand public, en sensibilisant les métropolitains aux questions de mobilité, et d'assurer une diffusion optimale de l'information afin de rassembler autour de la concertation du PDU, notamment pour les inscriptions aux futurs ateliers de concertation.

De janvier à avril 2019, le premier questionnaire « Racontez-nous vos mobilités » a également été un relais d'information et d'inscriptions aux ateliers de concertation.

Phase 3 : ateliers public d'orientations territoriaux et thématiques

Entre février et mars 2019, 6 ateliers, rassemblant habitants, élus, associations, institutionnels, ont repris de manière globale les enjeux et principes des problématiques de mobilités sur le territoire métropolitain. Les participants ont eu l'occasion de s'exprimer sur leur vision de ces éléments au travers de tables de travail accompagnées de supports cartographiques et textuels.

Les 6 ateliers territoriaux de la première série ont permis de travailler en groupes 12 actions structurantes, proposées pour le PDU :

- Créer un réseau cyclable continu, maillé et sécurisé ;
- Développer des services pour faciliter l'usage du vélo ;
- Créer un Réseau Express Métropolitain (REM) ;

- Créer 120 km de métro / tramway / bus + à haut niveau de service dans les pôles urbains ;
- Réduire la saturation routière des voitures et des poids lourds ;
- Diminuer la pollution, le bruit et les émissions GES de la circulation ;
- Aménager les espaces publics des centres-villes d'Aix et Marseille / des villes moyennes / des petites villes et villages (2 de ces 3 thèmes étaient présentés en fonction de la pertinence sur chaque bassin de mobilité) ;
- Améliorer la desserte et l'accessibilité des portes d'entrées de la métropole ;
- Créer un réseau de 90 PEM sur le territoire métropolitain ;
- Accompagner les changements de comportements par les services et outils d'aide) la mobilité ;
- Développer les partenariats avec les entreprises et grands générateurs de déplacements pour améliorer les mobilités.

Entre mars et mai 2019, 7 ateliers thématiques ont permis de travailler à l'échelle de la Métropole, sur les sujets suivants :

- Innovation ;
- Environnement, qualité de l'air, santé ;
- Cohésion sociale ;
- Financement de la politique mobilité ;
- Partage de l'espace public ;
- Grands générateurs de mobilité ;
- Plan Vélo.

Phase 4 : ateliers public territoriaux actions et questionnaire « actions »

Entre avril et juin 2019, Un second questionnaire en ligne « évaluez les propositions d'actions pour les mobilités », a permis aux métropolitains de s'exprimer concrètement sur des propositions d'actions du PDU, pour chaque levier.

Entre mars et avril 2019, une seconde série de 6 ateliers territoriaux, présentait les projets de mobilité par bassin de mobilité et les soumettait à l'évaluation des participants. Les participants ont pu prendre connaissance et critiquer, à partir de cartes par bassins de proximité et de mobilité, des propositions d'actions envisagées par le projet.

Phase 5 : restitution technique à l'Etat, à la région, au département, aux communes et aux territoires du projet de PDU

En septembre 2019, une série de 12 réunions ont permis de restituer aux communes territoires et institutions publiques le projet de PDU, permettant ainsi de s'assurer de la cohérence du projet avec les différents projets envisagés dans ces échelles territoriales.

En octobre 2019, une rencontre avec l'Etat, la région et le Département permettant de présenter le projet finalisé et de solliciter l'avis de nos partenaires.

Bilan des modalités d'informations

Afin d'assurer une communication efficace, la MAMP a conçu une charte à destination de communications médias physiques et numériques (affiches, flyers, posters).

Un plan media a été mis en place :

Titre	Visibilité	Nombre de parutions	Date parution	Format
TPBM	Site web	3	20/02 + 13/03 + 03/04	1/2 page
	Site web	6	Semaine du 18/02 ; 25/02 ; 11/03 ; 25/03 ; 08/04 ; 15/04	pavé haut 300*250 sur tpbm.com
M ADVERTISE - PACK LAGARDERE	TERRITOIRE METROPOLE Les Echos, France Bleu, France Inter, La Tribune, Investir, Challenges, La Provence et le Point	14 285 Clics garantis	du 11/02 AU 26/04 ; Les Lundis, Mardis, jeudis	Interstitiel d'ouverture
FACEBOOK	TERRITOIRE METROPOLE			Sponsoring de post
JOURNAL DES ENTREPRISES		1	Mars	1/2 page
	Site web	1	Février du 18 au 24/02 ; mars du 4 au 10/03	Format Top Banner 970x250px
	Newsletter quotidienne	1	Février du 18 au 22/02 ; Mars du 18 au 22/03	Format Top banner 600x300px
BUSINEWS	Site web	1	Février, mars, avril	Bannière – 1188 x 121 px
	Site web	2	Mars, avril	1/2 page

Le registre numérique a été alimenté tout au long de la concertation de l'ensemble documents soumis au public et des comptes rendus produits à l'issue des rencontres.

- Délibération – Lancement du PDU : élément d'ordre légal présentant le cadre réglementaire, les grandes orientations et le déroulé du PDU
- État des lieux de la mobilité : Présentation d'éléments de diagnostic thématiques sur les mobilités métropolitaines
 - Diagnostic général
 - Qualité de l'air et santé
 - Transports collectifs

- Espace public et son usage
- Trafic routier
- Le vélo
- Les déplacements dans les bassins de mobilité et proximité
- Les déplacements d'échelle métropolitaine
- Miroir de la concertation. Il s'agit de l'élément central de la partie documentaire ; les visiteurs pouvaient y retrouver l'ensemble des entrants des ateliers de concertation, ainsi que les productions des participants :
 - Calendrier de la concertation
 - Ateliers territoriaux : diaporamas de présentation et synthèses des 12 ateliers de concertation territoriaux par bassin de mobilité
 - Ateliers thématiques : diaporamas de présentation et synthèses des 6 ateliers de concertation thématiques réalisés sur l'ensemble du territoire métropolitain
 - Supports des ateliers territoriaux série 1 : mise à disposition des cartes, fiches actions et autres entrants utilisés par les participants lors de la première série d'ateliers territoriaux
 - Supports des ateliers territoriaux série 2 : éléments cartographiques utilisés comme base du travail sur bassins de proximité réalisés lors de la deuxième série d'ateliers territoriaux
- Questionnaires mobilité métropolitaine : présentation et analyse synthétique des résultats des 2 questionnaires grand public diffusés tout au long du processus de concertation

Bilan qualitatif

La concertation a apporté un certain nombre de réponses à des problématiques et questionnements concernant les mobilités métropolitaines. Ces éléments concernent chaque levier du PDU :

• **Un système vélo global**

Les attentes autour de ce levier sont fortes, et concernent l'ensemble des aspects du déplacement à vélo. La demande de sécurisation de ce mode de transport est centrale, les parkings à vélo sont trop

peu nombreux et la continuité des axes est rarement assurée. Les services de location ou de facilitation de l'usage du vélo forment également une attente particulière des intéressés.

• **Un système de transports collectifs performant**

Les Métropolitains ont recours aux transports en commun pour leurs déplacements quotidiens, quand l'offre disponible le permet. En effet, la majorité d'entre eux souhaitent utiliser davantage le bus, le train le tram ou encore le métro, synonymes d'économies financières, écologiques ou encore de temps. L'efficacité des services est attendue par les usagers, qui estiment que l'offre n'est pas encore assez développée et fiable.

• **Un système routier réinventé**

La voiture est globalement le mode de transport privilégié par les métropolitains. Qu'il s'agisse d'un choix par défaut ou par habitude, les effets de cette utilisation ont des répercussions économiques (coût d'une voiture à l'année élevé), écologiques, ainsi que des pertes de temps dans les axes congestionnés.

La Métropole doit accompagner un changement de comportement vers de nouveaux modes de transports voulus par les participants à la concertation. De nombreuses incohérences routières ont été relevées, et dans certaines zones la cohabitation des travailleurs, résidents et poids lourds logistiques rend la circulation compliquée. Un espace routier partagé, composé de voies spécialisées, est notamment un levier identifié par les usagers.

• **Des espaces publics partagés et attractifs**

Le constat des participants vis-à-vis des espaces publics est négatif. L'omniprésence de la voiture, le manque de cohérence et d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite sont des éléments récurrents lors de la concertation. L'attente se cristallise autour d'un partage entre les modes, via des Boulevards Urbains Multimodaux, des zones 30 ou encore des voies piétonnes. Ces centres-villes apaisés sont voulus par les participants, qui souhaitent également qu'une cohérence avec les autres programmes urbains soit respectée.

• **Un réseau hiérarchisé de Pôles d'Échanges Multimodaux**

Une forte demande d'un maillage cohérent de Parkings-Relais / Pôles d'Échanges Multimodaux (PEM) a été exprimée. Ceci permettrait de réaliser des déplacements intermodaux tout en sécurité. Les intéressés indiquent également que les PEM peuvent être le lieu de services pour les vélos : location, entretien ou vente. Diversifier les services au sein de ces infrastructures augmentera leur efficacité et

incitera les usagers aux usages alternatifs à la voiture.

- **Des services de mobilité agiles et accessibles**

Les participants à la concertation souhaitent avoir accès à des mobilités « agiles », dans « l'air du temps », numériques et simples d'utilisation. Ils veulent une information complète qui intègre l'ensemble des informations liées à leurs déplacements et aux services complémentaires éventuellement disponibles. Certaines informations sont jugées encore trop « opaques », difficiles d'accès, pour les usagers.

- **Se donner les moyens de réussir**

Il existe une forte attente envers la Métropole, ses ambitions et les moyens mis en œuvre pour les réaliser. Les usagers souhaitent un PDU ambitieux mais réalisable, opérationnel et avec une hiérarchisation des actions. Les participants sont conscients qu'un certain retard en termes de mobilités a été pris et ils souhaitent que leur situation s'améliore de manière globale.

Les ateliers territoriaux ont permis de confronter le projet aux visions des métropolitains. Il a été tenu compte dans l'ensemble de la rédaction du document final des remarques formulées pendant les ateliers. Certaines actions ont plus spécifiquement été modifiées ou intégrées dans le projet à la suite de ces rencontres.

Bilan quantitatif

Registre numérique :

- 17 000 visiteurs et 23 000 accès ;
- 4 000 visualisations et 7 400 téléchargements de documents mis à disposition par la Métropole ;
- 116 contributions écrites.

Questionnaire en ligne :

- Questionnaire n°1 « Racontez-nous vos déplacements » : 1 300 réponses.
- Questionnaire n°2 « Évaluez les propositions d'action pour améliorer les mobilités » : plus de 1 600 réponses.

Ateliers de co-élaboration technique :

- Phase 1 et 6 : 520 participants à 25 ateliers.

Ateliers de concertation public et conférence :

- Phase 1 : 700 personnes ont été invités à la conférence et 183 ont participé ;

- Phase 3 et 4 : 410 participants ont été enregistrés lors des deux séries d'ateliers.

Atelier	Participants
Bassin de Marseille n°2 – Tour la Marseillaise	55
Bassin de Marseille n°1 – Tour la Marseillaise	40
Bassin d'Aix-en-Provence n°2 – Meyreuil	32
Bassin d'Aix-en-Provence n°1 – Meyreuil	31
Thématique – Financements – Tour la Marseillaise	31
Bassin Sud-Est n°1 – Carnoux-en-Provence	28
Thématique – Innovation – Pertuis	27
Thématique – Environnement, qualité de l'air, santé – Martigues	23
Bassin Est Étang de Berre n°1 – Gignac-la-Nerthe	22
Bassin Est Étang de Berre n°2 – Rognac	20
Bassin Nord-Ouest n°2 – Mallemort	20
Bassin Sud-Est n°2 – La Destrousse	20
Bassin Ouest Étang de Berre n°1 – Miramas	16
Thématique – Cohésion sociale – Aix-en-Pce	13
Thématique – Générateurs de mobilité – Miramas	12
Bassin Ouest Étang de Berre n°2 – Miramas	12
Thématique – Espaces Publics – Saint-Mitre-les-Remparts	8

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L121-15 et L121-16
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'article 7 de la charte de l'environnement ;
- La délibération du 14 décembre 2017 approuvant l'engagement de l'élaboration du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole et définit les modalités de la démarche.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvé le bilan de la concertation relative au projet de Plan de Déplacements Urbains tel que décrit ci-dessus et joint en annexe.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	3
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

de BUSSCHERE Charlotte

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 573

AVIS- Arrêt du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (PDU)

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contexte législatif et réglementaire :

Par délibération en date du 14 décembre 2017, le Conseil métropolitain a lancé la démarche du Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Métropole. Le PDU a pour objet de définir l'organisation des déplacements des personnes et des marchandises, sur une période de 10 ans. C'est une démarche de planification réglementaire imposant une coordination entre tous les acteurs concernés. Son élaboration s'inscrit dans la démarche stratégique métropolitaine.

Le PDU est compatible avec les SCOT en vigueur sur le périmètre métropolitain. Le PCAEM est rédigé en compatibilité avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité du Territoire (SRADDET) délibéré par le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur le 26 juin 2019 et le Plan de Protection de l'Atmosphère des Bouches-du-Rhône (PPA), révisé en date du 17 mai 2013. A leur tour, les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) doivent être compatibles avec le PDU.

En s'appuyant sur la feuille de route définie par l'Agenda de la mobilité, voté par le Conseil métropolitain le 28 juin 2018, le PDU s'inscrit dans le cadre du Projet métropolitain, de l'Agenda économique voté le 30 mars 2017 et de l'Agenda environnemental de la Métropole et du Département des Bouches du Rhône, présenté au Conseil métropolitain du 13 décembre 2018. Le PDU est une première étape de mise en œuvre d'une stratégie de mobilité à l'horizon 2050. Il établit un plan d'actions sur 10 ans. Il sera ensuite décliné dans des Plans Locaux de Mobilité, qui préciseront localement, dans chaque bassin, chaque commune, les actions opérationnelles dans tous les domaines de la mobilité.

La présente délibération a pour objectif de :

- Statuer sur le Plan de Déplacements Urbains d'Aix-Marseille-Provence Métropole afin d'en arrêter le projet ;
- D'autoriser la poursuite de la procédure d'élaboration du Plan de Déplacements Urbains, à savoir la consultation des personnes publiques associées puis l'enquête publique ;

La méthodologie d'élaboration et la gouvernance

L'élaboration du projet de PDU a été conduite selon une méthode itérative et participative avec l'ensemble des acteurs institutionnels concernés, ainsi qu'avec les principales associations et les habitants volontaires. Elle a eu pour objectif d'associer le maximum d'acteurs à la définition des contenus du projet. Cette méthode a été utilisée tout au long de la démarche, dès la première phase

préparatoire, au cours de l'année 2018, plus technique et donc plus ciblée, et de façon plus large lors de la deuxième phase de concertation publique pendant l'année 2019.

La gouvernance du projet a été organisée autour de deux instances :

- Le Comité de Pilotage (COPIL) restreint regroupe les vice-présidents de la Métropole en charge de thématiques concernant directement le projet de PDU. Il a pour fonction d'orienter le projet et de prendre les décisions stratégiques.
- Le COPIL élargi associe l'ensemble des Personnes Publiques Associées (PPA), notamment, l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les maires des communes membres de la Métropole, le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), l'Aéroport de Marseille Provence (AMP), les chambres consulaires, les représentants d'associations qui ont manifesté leur intention de participer à l'élaboration du projet, les grands opérateurs de la mobilité, les intercommunalités et départements environnants, le Parc national des Calanques, les parcs naturels régionaux. Il a pour fonction de recueillir leurs avis et de valider les grandes étapes de la démarche.

Ces deux instances sont précédées de réunions des Comités Techniques (COTECH), en formation restreinte et élargie. Conformément aux dispositions institutionnelles métropolitaines, le Conseil de Développement de la Métropole a rendu un avis sur le projet de PDU le 4 novembre 2019. Le projet a également fait l'objet de travaux en groupe de travail « mobilité » de la Conférence métropolitaine des maires.

Conformément à la délibération de lancement de la démarche du 14 décembre 2017, la concertation préalable s'est déroulée entre décembre 2018 et avril 2019. Elle rassemble les personnes publiques associées, le tissu associatif représentant l'ensemble des usagers de la mobilité, ainsi que toutes les personnes intéressées sur inscription.

La concertation sur le projet

En 2018, la Métropole a mobilisé 300 référents mobilité au sein des différentes institutions concernées pour participer à 13 ateliers techniques de co-élaboration du projet de PDU. En août 2018, la Métropole a annoncé sur son site internet le lancement du projet. La concertation publique a été officiellement lancée en décembre 2018 à l'occasion d'une conférence à laquelle 700 représentants étaient invités.

En janvier 2019, le registre numérique de concertation du projet (<https://www.registre->

[numerique.fr/Concertation-PDU-AMP](https://www.registre-numerique.fr/Concertation-PDU-AMP)) est devenu la seule entrée numérique de la démarche. Lors du 1^{er} semestre 2019, une large concertation publique a été menée reposant sur trois outils : 19 ateliers qui ont réuni 436 participants, deux enquêtes grand public en ligne, recueillant 3 000 réponses et un registre de concertation numérique, qui a permis à 17 000 visiteurs de prendre connaissance des 130 documents mis à disposition, issus des ateliers participatifs et composant le projet.

La Métropole a également reçu 116 contributions écrites (associations, particuliers, communes) en complément de celles apportées lors des ateliers ou des questionnaires. La concertation, conduite au fur et à mesure de l'élaboration du projet, a permis d'enrichir PDU et de donner une large place à l'avis de chacun.

Le processus s'est achevé en septembre 2019 avec la rencontre des communes et des territoires aux fins de mise en cohérence avec les Plan Locaux d'Urbanisme intercommunaux et les projets communaux.

Le bilan de la concertation est également proposé à la délibération du Conseil Métropolitain du 19 décembre 2019.

L'état des lieux et les enjeux globaux

La mobilité est un enjeu majeur pour tous les habitants et visiteurs de la métropole, du point de vue de la qualité de vie et de la santé, de la lutte contre les pollutions et le changement climatique, de la transition énergétique, de l'attractivité du territoire. 1,8 million d'habitants réalisent chaque jour 6,5 millions de déplacements pour aller au travail, à l'école, à l'université, ou profiter des espaces naturels et touristiques, dans un territoire atypique par sa superficie et exceptionnel par la force de son relief et ses 180 kilomètres de littoral remarquables. Les caractéristiques du territoire ont favorisé un développement urbain résidentiel et économique autour d'un réseau routier et autoroutier partout où le relief le permettait, générant des centralités multiples et des déplacements tous azimuts, favorisant l'usage de la voiture. De plus, sa position de premier port de France confère à la logistique un poids particulièrement important (18,5% des flux métropolitains).

L'état des lieux dégagé pendant les travaux d'élaboration du projet de PDU a permis de dégager les 4 enjeux suivants :

- Une métropole polycentrique aux densités contrastées ;
- Un cadre de vie remarquable et respirable ;
- Une métropole attractive, fluide et accessible à tous ;

- Une combinaison de modes de déplacements accessible à tous ;

La réussite du projet repose sur une plus grande efficacité de la dépense publique en matière de mobilité, mais également sur la mobilisation et l'animation d'un partenariat de tous les acteurs de la mobilité, qu'ils soient institutionnels ou privés. Pour cela la Métropole s'est dotée d'une organisation visant à traiter les questions de mobilité aux différentes échelles et dans leurs différentes dimensions, tout en visant une meilleure cohérence entre transport et développement urbain.

L'ambition du projet de PDU

Pour élaborer les objectifs stratégiques du projet de PDU, la démarche tient compte des hypothèses suivantes, issues du diagnostic :

- La croissance démographique sera de 0,4% par an entre 2020 et 2030 ;
- La croissance des flux logistiques sera de 1,3% par an, calée sur la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) ;
- En 2030, la part des véhicules électriques immatriculés, y compris les Véhicules Utilitaires Légers (VUL) atteindra 10% ;
- Les Poids Lourds (PL) à faibles émissions (GNV et électriques) atteindront 25% du parc ;
- Il est attendu un doublement des volumes de flux logistiques issus du GPMM ;

Aux vus de ces éléments de contexte, le projet de PDU se donne pour objectifs stratégiques à l'horizon 2030 :

- Une diminution de 26% des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) liées au trafic routier par rapport à 2012 ;
- Une diminution de 58% des oxydes d'azote liées au trafic routier par rapport à 2012 ;
- Une diminution de 50% des particules fines liées au trafic routier par rapport à 2012 ;
- Une diminution de la consommation d'énergie finale de 29% par rapport à 2012 ;
- Une réduction de la part modale de la voiture de 59% (référence 2017) à 47% ;
- Une augmentation de la part modale des transports collectifs de 9% (référence 2017) à 15% ;
- Une augmentation de la part modale du vélo de 1%(référence 2017) à 5% ;
- Une augmentation de la part modale de la marche de 31% (référence 2017) à 33% ;

La stratégie du PDU métropolitain se décline selon 4 enjeux majeurs et 17 objectifs opérationnels :

« Une métropole polycentrique aux densités contrastées »

La Métropole s'organise de façon polycentrique autour de plusieurs centralités plus ou moins denses, qui nécessitent des réponses spécifiques. Il s'agit sur chacun de ces territoires de proposer aux métropolitains une solution de mobilité intermodale susceptible de représenter une alternative sérieuse à la voiture. L'objectif est de développer une mobilité adaptée aux typologies des communes et aux pôles stratégiques.

« Un cadre de vie remarquable et respirable »

Pour contribuer à la lutte contre le changement climatique, le PDU vise à réduire de 26% les émissions de gaz à effet de serre générées par la mobilité (hors navires et avions), et de 29% la consommation d'énergie finale (par rapport à 2012) tout en favorisant l'usage des énergies renouvelables. Pour réduire les impacts négatifs de la mobilité motorisée sur la santé, il convient de diminuer les émissions de NOX de 58% et de 50% celles de particules fines (par rapport à 2012). Enfin, l'engagement porte sur la lutte contre l'insécurité routière, ainsi que sur la limitation des effets directs et indirects des infrastructures de transports sur la consommation d'espaces naturels et agricoles.

« Une Métropole attractive, fluide et accessible à tous »

Cet enjeu ambitionne de rendre facilement accessibles les pôles urbains, économiques, universitaires et les portes d'entrée de la Métropole depuis les différents bassins de mobilité, notamment grâce à un rabattement efficace vers les pôles d'échanges multimodaux. Il vise à réduire les temps de déplacement, en stabilisant voire en réduisant la saturation routière dans un contexte de développement urbain et économique, à garantir un droit à la mobilité pour tous, à diminuer la part du budget des ménages consacrée à la mobilité quotidienne et à permettre l'accès aux transports collectifs depuis toutes les communes de la Métropole.

« Une combinaison de modes de déplacements »

Pour atteindre en 2030 moins de 50% de déplacements en voiture ou en moto, le PDU a pour ambition de réduire la part modale de l'automobile sans passager (« l'autosolisme ») de 32% à 23%, à travers notamment le développement du covoiturage. Pour ce faire, L'aménagement de l'espace public sera apaisé, en réduisant la place de la voiture dans les centres urbains, pour favoriser la marche, solution à privilégier pour les déplacements de courte distance et multiplier par deux l'usage des transports collectifs urbains. Le vélo et, dans une moindre mesure, les autres EDP (Engins de Déplacements

Personnels : trottinette, Hoverboard, ...) deviennent des solutions de mobilité du quotidien pour les courtes et moyennes distances, en complément avec les transports publics.

Enfin, le PDU se propose d'offrir à plus de 80% des métropolitains un accès au Réseau Express Métropolitain en moins de 10mn. 92 Pôles d'Echanges Multimodaux, proposant 10 000 places de stationnement supplémentaires en parking-relais permettront de diversifier et d'interconnecter les solutions de mobilité, pour offrir à tous les habitants au moins un service de mobilité alternatif à la voiture solo et deux services pour 50% d'entre eux. Le PDU vise à doubler l'usage des transports collectifs d'échelle métropolitaine, c'est-à-dire reliant deux bassins de mobilité.

Les leviers d'actions

Pour répondre à ces enjeux et objectifs stratégiques, la Métropole développe une large palette d'actions afin mettre en œuvre un système de mobilité global adapté aux spécificités du territoire. Ils s'organisent à travers 7 leviers d'actions, qui interagissent. Chaque levier décrit une stratégie générale puis un ensemble d'actions d'échelle métropolitaine.

1. Un système vélo global

Au même titre que les transports en commun ou la marche et à l'exemple d'un nombre croissant de métropoles européennes, le vélo a vocation à devenir un véritable mode de déplacement du quotidien pour de nombreux habitants. Pour atteindre 5% de part modale du vélo, selon les ratios observés ailleurs, il est nécessaire de réaliser 500 km d'aménagements cyclables structurants et 50 000 places de stationnement. La Métropole prévoit un ensemble d'actions cohérent pour bâtir un véritable système vélo global composé de deux volets : un réseau cyclable maillé et sécurisé et des services pour faciliter son usage. Pour les déplacements de longue distance, de plus de 30 mn, la Métropole accompagnera le développement des véloroutes et voies vertes. Ce maillage principal sera complété par un réseau secondaire, permettant la desserte des équipements de proximité. En parallèle, pour accompagner l'utilisation du vélo et en faire un mode facile d'accès, le PDU prévoit le déploiement de plusieurs services : stationnement, équipement, réparation, intermodalité, information, communication digitale ou non et sensibilisation.

2. Un système routier réinventé, innovant, efficace et durable

Dans ce contexte multimodal, l'usage de la route gagne à être mieux utilisé et réparti, car il présente des gains d'optimisation non négligeables par une plus grande part des modes collectifs et de l'usage collectif des véhicules particuliers. La stratégie pour rendre le système routier plus durable et innovant se décline selon trois axes :

- Améliorer la santé et l'environnement en réduisant la circulation automobile, en restreignant les conditions d'accès des véhicules polluants aux secteurs les plus denses, en favorisant la transition vers les véhicules propres et en diminuant les nuisances sonores et l'accidentologie ;
- Optimiser le réseau routier en le hiérarchisant, en intégrant la multimodalité et en limitant son impact sur l'environnement. Appliquer les principes de multimodalité, d'insertion dans l'environnement aux voies nouvelles, lorsqu'elles sont indispensables au bon fonctionnement métropolitain, afin d'en limiter les nuisances.
- Organiser un système logistique plus durable en améliorant sa qualité environnementale et en développant le report modal vers le fret ferroviaire.

3. Un système de transport collectif performant

Considérant les délais de réalisation des infrastructures ferroviaires (TER ou tramway et métro), le PDU inscrit le développement du réseau de transport à haut niveau de service (THNS) dans une stratégie à long terme qui vise à décliner dans notre métropole le concept de « RER métropolitain » récemment promu par la Ministre déléguée aux Transports. Le PDU porte une première étape de cette ambition, à l'horizon 2030, qui se décline selon trois axes :

- Débloquer le nœud de St-Charles, qui contraint le développement et la fiabilité du système ferroviaire, dans le cadre des phases 1 et 2 du projet de Ligne nouvelle Provence Côte d'Azur : modernisation du plateau, traversée souterraine et nouvelle gare ouverte à 360° à Marseille-Saint-Charles ;
- Développer le Réseau Express Métropolitain : un réseau interurbain ferroviaire et routier rapide, fiable et à haut niveau de service ;
- Réaliser plus de 200 km de THNS urbains nouveaux, dans 14 communes, en métro, tramway, bus à haut niveau de service (Bus+) et transport par câble.

Pour garantir la performance des transports collectifs métropolitains, il est prévu :

- Pour les lignes routières à haut niveau de service du REM : la réalisation de 100 km de voies réservées aux transports en commun sur les portions stratégiques des autoroutes et voies rapides de la métropole. Cette offre sera complétée par des lignes de maillage et de rabattement, souvent

existantes mais à reconfigurer le cas échéant, soit pour organiser leur correspondance sur de nouveaux pôles d'échanges, soit pour créer de nouvelles dessertes.

- En milieu urbain très dense (Aix-en-Provence Marseille et villes moyennes), différents modes de transport à haut niveau de service (THNS) seront mis en service selon le potentiel d'usage : métro, tramway, Bus+ (ou BHNS), ou transport par câble quand des obstacles majeurs sont à franchir. Ces lignes sont interconnectées entre elles et au Réseau Express Métropolitain, par l'intermédiaire des pôles d'échanges multimodaux. De manière générale, la mise en place d'une armature de transports à haut niveau de service nécessite de réorganiser les lignes de proximité et d'accepter d'organiser des correspondances.

4. Des espaces publics partagés et attractifs

Des espaces publics confortables et accueillants sont une condition déterminante pour développer les modes actifs et ainsi améliorer le cadre de vie et la santé des métropolitains. La Zone 30 devient la référence métropolitaine en matière d'aménagement des voies locales notamment des centres-villes. En matière de livraisons, les communes de la Métropole devront harmoniser leur réglementation d'ici 2025. Le PDU organise la régulation du stationnement afin de contribuer au report modal vers les transports collectifs et les modes actifs, en contraignant le stationnement dans les centres-villes, en particulier celui des actifs sédentaires, et en le redéployant dans les parcs-relais.

5. Un réseau hiérarchisé de pôles multimodaux

Les pôles d'échanges multimodaux (PEM) sont au cœur des politiques de mobilité. Ils sont les garants de l'intermodalité, les pivots du système de mobilité métropolitain, le lieu où les usagers accèdent ou quittent le réseau métropolitain, où ils transitent pour prendre une correspondance. C'est pourquoi le réseau vélo et l'offre de rabattement ont été conçus pour desservir les PEM. Ils élargissent leur zone de pertinence depuis les communes périurbaines à travers les parcs-relais et la hiérarchisation de la voirie proposée dans le levier « système routier innovant, efficace et durable ». Dans les grandes et moyennes communes, les P+R et le report modal contribuent à une approche globale du stationnement et aux actions en faveur de l'espace public. Enfin, leur typologie a été conçue en lien avec la cohérence urbanisme-transport, soit en fonction du potentiel d'urbanisation, soit, au contraire, en fonction de la limitation de la consommation foncière pour les PEM éloignés des sites urbanisés.

Ils doivent offrir aux usagers services, sécurité et confort pour optimiser leur "expérience voyageur". Ils doivent s'inscrire dans leur environnement. Ce sont non seulement des objets de mobilité mais également des objets urbains et des lieux de vie à part entière, autour desquels s'articulent l'organisation et le développement des territoires

Ce levier est pleinement compatible avec la stratégie régionale, exprimée notamment dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) et la stratégie régionale des gares.

6. Un service de mobilité simple, agile et accessible à tous

Ces services de mobilité répondront à trois principes :

- Ils seront rendus simples d'accès pour tous au travers de la tarification, de la facilité d'achat et de l'information ;
- Ils seront souples : la mobilité de demain intégrera un bouquet de services publics et privés, existants ou à inventer, démultipliant les choix et facilitant la multimodalité ;
- Ils seront inclusifs : le droit à la mobilité implique d'accompagner les publics les plus fragiles dans leurs pratiques et besoins, à travers des services dédiés et une tarification plus juste. Les collectivités, porteuses de l'intérêt public, doivent s'attacher à réguler les mobilités privées dans le sens de l'équité sociale et territoriale et de la protection de l'espace public. La Métropole et la Région, chef de file de l'intermodalité, travailleront en étroite collaboration sur ces sujets.

La mobilisation de tous les canaux de communication, en particulier digitaux et la création d'une Agence de la Mobilité en 2020 seront les outils privilégiés de cette ambition.

7. Se donner les moyens de réussir

La Métropole, en qualité de maître d'ouvrage et de pilote stratégique, a vocation à organiser, réaliser et coordonner la mise en place des actions du PDU en lien avec les différents partenaires impliqués. Elle élaborera notamment 6 schémas stratégiques à l'échelle métropolitaine, qui appliqueront les orientations et les objectifs du PDU et permettront d'établir un cadre et une vision à 2050 de la mobilité métropolitaine. Il s'agit des schémas de l'armature ferroviaire et de la voirie structurante, ainsi que des schémas thématiques sur le stationnement, les modes actifs, la logistique, le transport à haut niveau de service et les aires de covoiturage. La majorité d'entre eux seront engagés dès 2020.

Ces schémas alimenteront les Plan Locaux de Mobilité. Ces derniers seront réalisés par bassin de proximité. Ils permettront une déclinaison territoriale partagée du projet de mobilité de la Métropole tant au niveau des enjeux et objectifs communs que du plan d'actions. Ils devraient être conduits à raison de 5 plans par an sur 5 ans.

La Métropole se dotera par ailleurs des moyens d'ingénierie destinés à accompagner les entreprises, zones d'activités, établissements d'enseignement dans leurs actions en faveur des changements de comportement à travers les plans de mobilité en entreprise ou en établissement d'enseignement.

La nécessité d'un observatoire de la mobilité, partagé au niveau métropolitain, s'impose, aussi bien pour la connaissance fine et l'analyse du territoire que pour la définition des orientations stratégiques métropolitaines et l'évaluation des politiques de mobilité, à commencer par celle du PDU.

La stratégie financière doit permettre de dégager les ressources nécessaires à la mise en place des actions, en investissement mais aussi en fonctionnement.

L'évaluation du projet

Conformément aux obligations légales, et dans le but de répondre aux objectifs le PDU a fait l'objet d'une évaluation tout au long de son élaboration sur les points suivants : l'évolution des parts modales, le budget de la mobilité pour les habitants et les populations desservies par le projet ; l'environnement, qualité de l'air, santé publique (modes actifs), les GES, la consommation d'espace ; les modalités de financement investissements et fonctionnements. Cette évaluation montre que les objectifs sont globalement atteints.

La stratégie financière du projet :

La réalisation du présent projet de PDU suppose que des moyens financiers soient mis en place à la hauteur de ces besoins. Le programme d'investissements prévu par le projet de PDU en matière de transports reste, en rythme annuel, similaire à celui de l'Agenda, pour la part qui relève du budget de la Métropole.

leviers	Coût d'investissement total	Dont projets partenaires	Budget Métropole PDU 2020-2030	Budget Transport	Budget Principal	Autre
TOTAL	7 110	2 386	4 636	3538	1 098	88
Transports collectifs (TC et FER)	4 772	1331	3 418	3 353	65	23

<i>Dont LNPCA**</i>	548	548				
PEM (hors REM et gares)	56	-	56	40	16	0
Espaces publics partagés	343	-	343	3	340	-
Un système vélo global	185		120	50	70	65
Un système routier ré-inventé	1736	1055	681	74	607	-
Services	16	-	16	16	-	-
Se donnent les moyens de réussir	2		-	2	-	-

Un montant d'investissements compris entre 300 et 350 M€ par an se confirme comme indispensable à l'atteinte des objectifs de report modal, de réduction des pollutions et des émissions de gaz à effet de

serre. Il faut noter que ce montant est comparable à celui que le Sytral, autorité organisatrice de l'aire urbaine lyonnaise a pu investir avec le concours des collectivités partenaires depuis une vingtaine

d'années sur un périmètre comparable en taille et en population. Ce n'est donc pas un chiffre inatteignable. Avec ses ressources actuelles et le niveau d'endettement qu'il porte, le budget annexe des transports de la Métropole est capable de porter un montant annuel d'investissements compris entre 100 et 150 M€, subventions incluses. Il faut donc mobiliser des ressources supplémentaires à hauteur d'environ 200 M€ par an en moyenne. L'identification précise de ces ressources n'est pas possible dans le cadre du présent projet de PDU dans la mesure où elle est conditionnée par des mesures d'ordre législatif qui dépassent les compétences de la Métropole :

- Le vote définitif de la LOM et les mesures qui en résulteront (débat au Parlement et ordonnances de création d'un éventuel établissement public) ;
- L'évolution de l'organisation, du périmètre, des compétences, de la gouvernance et du financement de la Métropole Aix Marseille Provence, en particulier dans le cadre du projet de loi dit « engagement et proximité » en cours de discussion au Parlement ;
- L'allocation par l'Etat de ressources spécifiques sous forme de dotation budgétaire ou de fiscalité dédiée

Pour ce qui dépend d'elle, la Métropole s'engage, à travers le vote du présent projet de PDU, à produire un effort budgétaire exceptionnel, dont l'ampleur dépend de discussions à venir avec l'Etat et dans le cadre de l'assemblée métropolitaine au début du prochain mandat.

S'agissant du fonctionnement, le PDU suppose également un effort important pour développer les services à hauteur des besoins. Le coût net de l'offre supplémentaire, lié principalement au Réseau Express Métropolitain et aux TCSP, est estimé à l'horizon 2030 à environ 100 M€ par an. L'objectif de la Métropole est de parvenir à financer cet effort par les moyens suivants :

- Stabilité du concours du budget général à hauteur de 120 M€ par an ; l'augmentation de ce montant, si elle devait être retenue dans le cadre du futur plan de mandat, devrait se faire en priorité au profit de la capacité d'autofinancement et donc des investissements, ce qui revient à dire que le déficit de fonctionnement des réseaux (coûts d'exploitation moins recettes commerciales et versement transport) doit être maintenu à son niveau actuel ;
- Progression des recettes à hauteur de 47 M€ par an, liée à une augmentation de la fréquentation des réseaux et à une stabilité en euros constants de la recette par usager ;

- Effort de maîtrise des coûts kilométriques et rationalisation des réseaux

Ainsi que l'a démontré le document discuté en Conseil de Métropole le 26 septembre 2019, la gratuité des transports de traduirait par un besoin de financement supplémentaire de l'ordre de 200 M€. Le PDU n'a pas retenu cette hypothèse faute de pouvoir identifier les moyens de couvrir cette dépense supplémentaire.

Les approches territoriales et thématiques

La nature multipolaire et la très grande taille de la Métropole nécessitent de construire un projet à deux niveaux : la stratégie, la priorisation, la cohérence à l'échelle métropolitaine ; la proximité, la subsidiarité, l'appropriation par les habitants ou les communes à une échelle locale. Six bassins de mobilités ont donc été identifiés sur la base de différentes études et outils d'analyse territoriale. Ils ont été subdivisés par la suite en 25 bassins de proximité sur la base de critères de continuité, de cohérence, de densité. C'est sur ces périmètres que les actions du PDU seront déclinées, à l'issue de son approbation, dans le cadre des futurs plans locaux de mobilité. Ils déclineront un programme relativement précis tout en laissant aux acteurs locaux des marges de manœuvre à travailler avec eux.

L'approche par modes présentée précédemment, de même que l'approche par territoires évoquée ci-dessus doivent être complétées par une vision transversale mettant un accent particulier sur 7 thèmes à fort enjeux métropolitains : l'enseignement et la jeunesse, les zones d'activité et d'emploi, le tourisme, les loisirs et la vie la nuit, la cohésion sociale, la logistique et la cohérence entre urbanisme et transports.

L'annexe accessibilité

Les importants projets de développement et de rénovation du réseau vont permettre de finaliser la mise aux normes d'accessibilité du réseau et des points d'accès, notamment dans les PEM. Les services spécifiques qui seront développés, ainsi que la prise en compte du handicap dans tous les leviers, permettent d'intégrer les enjeux d'accessibilité au cœur des projets en vue de créer une Métropole pleinement accessible à tous.

Le rapport environnemental

Dans un souci de cohérence métropolitaine, l'état initial de l'environnement a fait l'objet d'une étude commune avec le PCAEM. Une méthode par indicateurs a permis d'apprécier l'impact des leviers du PDU sur l'environnement. La qualité de l'air, l'impact climatique et le bruit ont fait l'objet d'une modélisation par des opérateurs spécialisés. L'analyse environnementale du projet a été effectuée par leviers ainsi que par thématiques environnementales. La méthodologie retenue a permis d'évaluer l'impact environnemental potentiel

pour chaque opération. Ainsi, le projet présente un impact globalement très positif sur l'environnement.

De l'arrêt du projet le 19 décembre 2019 à son approbation

A l'issue de l'arrêt du projet de PDU, l'ensemble du dossier sera transmis aux personnes publiques associées et à tous les autres organismes devant être consultés, notamment l'Autorité Environnementale, qui disposeront d'un délai de trois mois pour rendre leur avis. Le projet de PDU, tel qu'arrêté accompagné des avis personnes publiques associées et de l'autorité environnementale sera soumis à enquête publique avant d'être soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (LOTI) ;
- La loi n°96-1236 du 31 décembre 1996 relative à l'Air l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE) ;
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain ;
- La loi n°2010 788 du 12 juillet 2010 relative à l'engagement national pour l'environnement, « Grenelle II » ;
- La loi n°2011-12 du 5 janvier 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit européen ;
- L'ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 relative à l'organisation de la consultation locale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 14 décembre 2017 approuvant l'engagement de l'élaboration du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole et définit les modalités de la démarche.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est arrêté le projet de Plan de Déplacements Urbains, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à engager l'ensemble des démarches et procédures administratives nécessaires à la poursuite de la procédure d'élaboration du Plan de déplacements urbains (consultations des personnes publiques associées et autres organismes devant être consultés, enquête publique), à engager l'ensemble des démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et à signer les actes afférents.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	5
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	64
Majorité absolue	33
Pour	64
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre
- CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle - LENFANT Gaëlle

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

de BUSSCHERE Charlotte

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 574

AVIS- Approbation d'une convention d'occupation d'un local dépendant du domaine public de la Métropole sur le site de la gare routière d'Aix-en-Provence pour un usage commercial de petite restauration à emporter

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° 2014_B158 du 20 février 2014 le Bureau communautaire a approuvé une convention d'occupation temporaire autorisant la SARL GAREGOUILLE, à occuper un local dépendant du domaine public, pour l'exploitation économique d'une activité de petite restauration fixant les modalités d'occupation des lieux entre la Communauté du Pays d'Aix et la SARL GAREGOUILLE.

Le local concerné est situé dans l'extrémité Est de la galerie « voyageurs » de la gare routière d'Aix-en-Provence, place Marius Bastard. Il est d'une superficie de 28 m2 et se compose d'un sanitaire, d'un vestiaire comportant 4 casiers, d'un espace lavemains, d'une salle de 20 m2 non équipée avec comptoir de vente donnant sur l'extérieur.

Faisant partie intégrante de la gare routière d'Aix-en-Provence, lors de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, cet équipement a été transféré au titre de sa compétence transport.

La convention précitée conclue en 2014 arrive à échéance le 1^{er} avril 2020.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a reçu une demande spontanée de Monsieur GUIDETTI, Sarl GAREGOUILLE, actuel gérant du kiosque, manifestant son intérêt pour le renouvellement de l'autorisation dont il est titulaire.

Aussi afin de renouveler celle-ci et conformément à l'article L.2122-1-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, une publicité a été effectuée dans la presse locale et sur le site de la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue de permettre à toute personne intéressée, de manifester son intérêt pour la reprise de ce local à usage commercial de petite restauration dépendant du domaine public.

A l'issue de la publicité précitée, aucune autre candidature n'a été reçue. En conséquence, il vous est proposé de conventionner à nouveau avec la SARL GAREGOUILLE suivant les modalités ci-dessous.

Modalités d'occupation du local

La Métropole met le local à disposition de la SARL GAREGOUILLE, par voie de convention moyennant une redevance d'occupation d'un montant de 1 500 € HT par mois, révisable annuellement à la date anniversaire de la signature de la convention selon le dernier indice connu des loyers commerciaux (ILC) publié par l'INSEE.

Durée du contrat :

La convention est consentie pour une durée ferme de six (6) ans à compter du 1^{er} avril 2020 et s'achèvera le 31 mars 2026. L'autorisation d'occupation de cette dépendance du domaine public est délivrée à titre précaire et révocable.

A cette fin, il convient pour la Métropole et la SARL GAREGOUILLE de conclure la présente convention.

Il vous est proposé d'approuver la convention relative à l'occupation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la convention d'occupation du domaine public de la Métropole sur le site de la gare routière d'Aix-en-Provence non constitutive de droits réels relative à l'occupation d'un local pour un usage commercial de petite restauration conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SARL GAREGOUILLE arrivera à échéance 1^{er} avril 2020 ;
- Que l'actuel titulaire de l'autorisation a manifesté par écrit un intérêt spontané pour son renouvellement,
- Qu'à l'issue de la publicité effectuée par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la presse locale et sur le site de la Métropole en vue de rechercher s'il existait d'autres candidats intéressés, aucune autre manifestation d'intérêt n'a été reçue.
- Qu'il convient de renouveler la convention et de redéfinir les modalités d'occupation temporaire par la SARL GAREGOUILLE

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire concernant l'occupation d'un local dépendant du domaine public par la SARL GAREGOUILLE pour y exercer une activité de petite restauration en gare routière d'Aix en Provence conclue pour une durée de 6 ans ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes seront inscrites au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole : Nature 7588 – Sous-Politique C240.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 575

AVIS- Approbation de l'avenant n°1 à la convention passé avec la Région Sud pour le financement des renforts de services de transport routiers occasionnés par les travaux ferroviaires (MGA2) entre Marseille-Gardanne-Aix en Provence – 2e phase

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les travaux ferroviaires du projet MGA2 (Marseille-Gardanne-Aix phase 2), conduits par la Région Sud – Provence – Alpes – Côte d'Azur et programmés sur 4 ans (2018 / 2021), ont imposé en 2018 des interruptions de circulation des trains, pour une période de 2 mois (juillet / août), puis pour les années 2019-2020-2021 une interruption de circulation des trains pour une période de 4 mois (juillet / octobre).

Par ailleurs et pour faciliter la mobilité globale des voyageurs sur le territoire, une tarification combinée (Pass Intégral) a été mise en place à partir de février 2018 par la Région et la Métropole, intégrant l'ensemble des services de mobilité disponibles sur le territoire métropolitain, y compris les services TER. Indépendamment de la compétence des Autorités Organisatrices Région et Métropole ou des opérateurs, ces titres sont donc acceptés à bord des trains et des cars.

Dans un souci de garantie de la continuité du service public de transport offert, il a été proposé et approuvé en 2018 une convention par laquelle la Région subventionne les services supplémentaires

mis en place par la Métropole au titre de sa compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial.

Sont particulièrement visés les services réguliers commerciaux de cars opérés entre Aix-en-Provence et Marseille, mais également des lignes secondaires concernées par les travaux sur l'ensemble de l'itinéraire :

- Ligne 50 (Aix / Marseille, direct par autoroute), renforcée avec des véhicules double-étages,
- L51 (Aix / Marseille, par RD8N),
- L53 (Aix - La Duranne / Marseille),
- L49 (Aix - Jas de Bouffan / Marseille - Arenc),
- L64 (Trets / Gardanne / Marseille),
- Ligne Pays d'Aix Mobilité 100 (Pertuis / Aix).

La convention initiale portait sur une subvention de 15 810 € HT au titre de l'année 2018, soit pour 2 mois de travaux, correspondant à des renforts limités sur la période estivale.

Pour les années 2019 à 2021, les travaux portant également sur les mois de septembre et octobre et compte tenu de l'augmentation des fréquentations constatée en 2019, supérieures en moyenne à 15% sur des périodes comparables, il a été prévu d'augmenter substantiellement l'offre de services et pour la Région de compenser la Métropole à hauteur de ;

- 135 000 €/HT pour la période de travaux (4 mois),
- 165 000€/HT pour la période hors travaux (8 mois).

Soit un montant forfaitaire annuel de 300 000 €/HT au titre des années 2019, 2020 et 2021.

Seront acceptés toute l'année les titres de transports : Pass Intégral et uniquement durant la phase de travaux objet de cette convention les titres abonnement TER / Région.

Au vu de l'exposé qui précède et de l'avenant à la convention annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- D'approuver l'avenant n°1 proposé à la convention passée en 2018 entre la Région Sud – Provence – Alpes Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le financement des renforts de services de transports routiers occasionnés par les travaux ferroviaires entre Marseille-Gardanne-Aix en Provence, 2^e phase (MGA2) avec une subvention annuelle

forfaitaire de 300 000 €/HT pour les années 2019, 2020 et 2021 au bénéfice de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 004-1926/17/BM du 18 mai 2017 portant l'approbation de la convention financière avec l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la SNCF relative au financement des travaux de la 2ème phase de modernisation de la ligne Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence (MGA2).

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'avenant n°1 à la Convention passée en 2018 entre la Région Sud – Provence – Alpes Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le financement des renforts de services de transports routiers occasionnés par les travaux ferroviaires entre Marseille-Gardanne-Aix en Provence, 2° phase (MGA2) présente une subvention annuelle forfaitaire de 300 000 €/HT pour les années 2019, 2020 et 2021 au bénéfice de la Métropole.

Délibère

Article 1:

Est approuvé l'avenant n°1 à la Convention passée en 2018 entre la Région Sud – Provence – Alpes Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le financement des renforts de services de transports routiers occasionnés par les travaux ferroviaires entre Marseille-Gardanne-Aix en Provence, 2° phase (MGA2).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer tous les actes et à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ledit avenant à la Convention avec la Région Sud – Provence – Alpes – Côte d'Azur et ses annexes.

Article 4 :

Les recettes seront constatées au Budget Annexe Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous politique C210 – Nature 7472.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Mobilité- Entrées de ville et voiries communautaires

2019 CT2 576

AVIS- Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Commune de Fuveau et la Métropole pour la réalisation de l'entrée de ville de Fuveau - Avenue du 8 mai 1945

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence facultative relative aux « Entrées de ville », la Communauté du Pays d'Aix, aujourd'hui devenue Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire du Pays d'Aix, s'était engagée dans la requalification de l'entrée de ville Ouest de Fuveau sur la RD 46 – avenue du 8 Mai 1945, entre les carrefours giratoires de l'avenue Celestin Barthélémy et de la rue chanoine Moisan.

Les études préalables, réalisées en 2013, ont permis de déterminer le programme de l'opération validé par délibération n°2013_B221 du Bureau communautaire de la CPA du 16 mai 2013 pour un montant de 625 000,00 € HT, soit 750 000,00 € TTC étude et travaux.

L'aménagement projeté a pour objectif, sur le périmètre concerné, l'intégration et la sécurisation de l'ensemble des modes de déplacements actifs ainsi que la requalification paysagère de l'avenue en boulevard urbain. Il comprend :

- la réduction et la requalification de la voie ;
- le traitement des accès privés à la voie publique ;
- la création d'une promenade paysagère, de trottoirs et de pistes cyclables;
- le réaménagement des arrêts de bus pleine voie ;
- la sécurisation des traversées piétonnes ;
- la création de stationnements longitudinaux normalisés;
- la requalification paysagère des espaces résiduels ;
- l'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation routière.

La mission de maîtrise d'œuvre complète a été confié au bureau d'études techniques BETEM Ingénierie.

Au cours des études d'avant-projet, le maître d'œuvre a mis en exergue le mauvais état surfacique

de la chaussée existante. Après différents diagnostics, il s'est avéré que la structure de chaussée de la route départementale était défectueuse et devait être refaite en partie. Le Département a donc sollicité la Métropole afin de lui confier la maîtrise d'ouvrage de ses travaux dans le cadre de l'aménagement de l'entrée de ville et a souhaité cofinancer cette opération par voie de subvention à hauteur du montant qu'il aurait dû engager pour effectuer les travaux de reprise des structures de chaussée défectueuses.

A l'issue des études de projet, le coût global des travaux a été arrêté à 550 000 €HT. Toutefois le Département, gestionnaire de la voie, a souhaité profiter des travaux pour reprendre la structure de chaussée qui s'avère en mauvais état.

Le coût de cette reprise a été évalué à 50 000 €HT.

Le Département a signifié à la Métropole qu'il souhaitait procéder à un transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage afin que la Métropole réalise cette reprise de structure dans le cadre de ses travaux. Ainsi le coût global des travaux s'élève à 600 000,00 €HT soit 720 000,00 €TTC.

Par délibération n°VOI 005-2652/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017, une première version du projet de *convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône et la Commune de Fuveau* a été approuvée.

Toutefois, cette convention n'a jamais été signée. En effet, le projet a dû être décalé dans le temps afin que la Commune de Fuveau puisse réaliser un aménagement connexe (passerelle piétonne) préalable à la réalisation de l'entrée de ville. De plus, les textes législatifs relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique ont évolué dans l'intervalle. Il est donc aujourd'hui nécessaire de valider une nouvelle version du projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement.

Cette convention a pour objet de définir les conditions administratives et financières de la création et de la gestion ultérieure des ouvrages réalisés ainsi que le transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage du Département des Bouches-du-Rhône au Territoire du Pays d'Aix pendant la durée des travaux.

Transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage

En application des articles L.2422-1 et L.2422-12 du Code de la Commande Publique, le Département transfère de manière temporaire sa qualité de maître d'ouvrage à la Métropole pour la réalisation des travaux d'aménagement de l'entrée de ville de Fuveau sur l'avenue du 8 mai 1945.

En conséquence, la Métropole aura seule la qualité de maître d'ouvrage pour l'ensemble des travaux y afférents.

À ce titre, la Métropole mettra en œuvre les règles qui lui sont applicables en propre pour l'attribution des marchés publics.

Les différentes phases d'études seront soumises pour approbation au Département et à la Commune avant le lancement des procédures correspondantes par la Métropole.

A l'issue de la réception des travaux, les ouvrages seront remis au Département et la Commune qui retrouveront leurs qualités de maîtres d'ouvrages et de gestionnaires.

Modalités financières

Les travaux d'aménagement seront financés par le Territoire du Pays d'Aix.

Le Département prendra à sa charge le coût total hors taxes des travaux de reprise de la structure de chaussée défectueuse. La participation financière du Département est estimée à 50 000 € HT (valeur septembre 2019). Ce montant représente la participation maximale sur lequel s'engage le Département hors clause de révision des prix.

Un premier appel de fonds, à hauteur de 25 % du montant de la participation, sera effectué au démarrage des travaux. Les appels suivants se feront en fonction de l'avancement des travaux sans excéder 95 % de ceux-ci. Le solde sera demandé à l'achèvement des travaux.

Maintenance, entretien et surveillance des ouvrages

Le Département, en tant que gestionnaire, sera responsable de l'entretien de la chaussée, de ses accessoires et de la signalisation verticale directionnelle prévue au schéma directeur départemental.

La Commune de Fuveau assurera l'entretien des trottoirs et de la piste cyclable, des stationnements, des espaces verts et du réseau d'arrosage, du réseau d'eaux pluviales, de la signalisation horizontale, de la signalisation verticale de police, de la signalisation directionnelle hormis celle prévues au schéma directeur départemental, du mobilier urbain (garde-corps) et des murs de soutènement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_B221 du Bureau communautaire de la CPA du 16 mai 2013 relative à l'approbation du programme de travaux de l'entrée de ville de Fuveau - RD46 avenue du 8 Mai 1945 ;
- La délibération n°HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 validant l'intégration de l'AP Globale des Entrées de Villes pour un montant de 76M€ ;
- La délibération n°VOI 005-2652/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la première version du projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône et la Commune de Fuveau pour l'aménagement de l'entrée de ville de Fuveau - RD46 Avenue du 8 Mai 1945 ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Commune de Fuveau et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'aménagement de l'entrée de ville de Fuveau - Avenue du 8 Mai 1945 tel qu'annexé.

Article 2:

Pour la réalisation de cette opération, Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la-dite convention, à solliciter les aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, en section d'Investissement : opération budgétaire 50, nature 4581, fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné en section d'investissement : nature 1323, fonction 515.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 577

AVIS- Acquisition des terrains grevés par l'emplacement réservé n°197 au PLU de la commune d'Aix-en-Provence dans le cadre d'une mise en demeure d'acquérir du propriétaire actuel au titre du droit de délaissement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le Territoire du Pays d'Aix souhaite poursuivre le processus de remise en valeur du pôle commercial de la Pioline sur la commune d'Aix-en-Provence et notamment prévoir l'amélioration du fonctionnement routier de l'ensemble commercial situé entre la RD9 à l'ouest, la rue Arnaud Borili à l'est, la rue Guillaume du Vair au nord et la rue Pierre Leydet au sud, comprenant notamment les enseignes Darty, Burger king, Kiabi, Gemo, Toyota, Basic Fit et un linéaire de plusieurs petites enseignes.

Lors de l'élaboration du PLU de la commune d'Aix-en-Provence, la Communauté du Pays d'Aix avait demandé l'inscription d'un certain nombre d'emplacements réservés par délibération du conseil communautaire n°2013-A098 en date du 6 juin 2013, comprenant notamment la création de l'emplacement réservé n°197. Cette demande a effectivement été

intégrée dans le cadre du PLU d'Aix-en-Provence approuvé le 23 juillet 2015.

La SCI TPLM, impacté par cet emplacement réservé a déposé un recours devant le Tribunal Administratif en invoquant une erreur manifeste d'appréciation quant à l'instauration de cet emplacement réservé n°197. Le Tribunal Administratif a rejeté cette requête, ainsi que la Cour Administrative d'Appel. La SCI TPLM a déposé un pourvoi en Conseil d'Etat pour contester l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel. Ce pourvoi est toujours en instance d'examen devant le Conseil d'Etat.

Par courrier du 16 mai 2019, Maître Burtet-Doucède agissant au nom de la SCI TPLM La Pioline met en demeure la Métropole Aix-Marseille-Provence d'acquérir les terrains grevés par l'emplacement réservé n°197 du PLU d'Aix-en-Provence.

Le Code de l'Urbanisme précise à ses articles L230-1 et suivants que la collectivité ou le service public qui fait l'objet de la mise en demeure doit se prononcer dans le délai d'un an à compter de la réception en mairie de la demande du propriétaire.

En cas d'accord amiable, le prix d'acquisition doit être payé au plus tard deux ans à compter de la réception en mairie de cette demande.

A défaut d'accord amiable à l'expiration du délai d'un an mentionné au premier alinéa, le juge de l'expropriation, saisi soit par le propriétaire, soit par la collectivité ou le service public qui a fait l'objet de la mise en demeure, prononce le transfert de propriété et fixe le prix de l'immeuble. Ce prix, y compris l'indemnité de réemploi, est fixé et payé comme en matière d'expropriation, sans qu'il soit tenu compte des dispositions qui ont justifié le droit de délaissement.

La date de référence prévue à l'article L. 322-2 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique est celle à laquelle est devenu opposable aux tiers le plus récent des actes rendant public le plan local d'urbanisme ou l'approuvant, le révisant ou le modifiant et délimitant la zone dans laquelle est situé le terrain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2013_A098 du Conseil communautaire de la CPA du 6 juin 2013 portant approbation de la liste des emplacements réservés nécessaires à l'exercice des compétences de la Communauté du Pays d'Aix dans le cadre de l'élaboration du PLU de la ville d'Aix-en-Provence;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le courrier de Maître Burtez-Doucède en date du 16 mai 2019, agissant au nom de la SCI TPLM La Pioline, mettant en demeure la Métropole Aix-Marseille Provence d'acquérir les terrains grevés par l'emplacement réservé n°197 du PLU d'Aix-en-Provence ;
- L'avis des domaines n°2019-001V2035 en date du 30 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de réaliser l'aménagement d'une voie de circulation sur la zone commerciale de la Pioline (commune d'Aix-en-Provence) afin de garantir la bonne circulation routière et la sécurité des usagers dans le secteur considéré.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille Provence, dans le cadre d'une mise en demeure d'acquérir du propriétaire actuel, des terrains grevés par l'emplacement réservé n°197 inscrit au PLU de la commune d'Aix-en-Provence, sise commune d'Aix-en-Provence, zone commerciale de la Pioline, d'une superficie de 528 m² (IC0243 : 28 m² / IC0244 : 454 m² / IC0218 : 46 m²), propriété de la SCI TPLM PIOLINE pour un montant de 48 576 € et 5 857,60€ d'indemnités de réemploi soit 54 433,60 €.

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette acquisition et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'état spécial de territoire, en section d'investissement : opération budgétaire 331, nature 2111 fonction 61, autorisation de programme n°DI331AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 578

AVIS- Avenant à la convention de financement des études relatives à la réalisation d'un barreau de liaison entre la RD973 et la déviation Villelaure/Pertuis

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La mise en service d'un premier tronçon de la déviation Sud-Ouest ainsi que du nouveau pont sur la Durance ont contribué à une amélioration sensible des déplacements routiers sur la commune de Pertuis. La déviation Sud-Ouest doit désormais être raccordée à la déviation Villelaure-Pertuis dans le cadre d'aménagements qui ont fait l'objet d'une DUP en date du 23 janvier 2007.

Le Département de Vaucluse et la Communauté du Pays d'Aix ont convenu en juin 2015 de conduire des études de trafic et de circulation sur le territoire communal de Pertuis, destinées à obtenir :

- Un bilan global des trafics en situation actuelle permettant un diagnostic partagé et quantifié des circulations, notamment de transit à l'échelle de la ville de Pertuis ;
- Des simulations de trafics en situation prospective selon plusieurs scénarios d'aménagement.

Par délibération du Bureau communautaire du 15 décembre 2015, la Communauté du Pays d'Aix a approuvé une convention ayant pour objet le financement des études du raccordement entre la RD973 et la future déviation Villelaure-Pertuis. En effet, la DUP de 2007 n'avait pas prévu cette connexion, devenue pourtant importante pour désengorger le réseau viaire, mais aussi pour anticiper la réalisation du barreau Nord.

Les études comprennent :

- Le diagnostic et la recherche de tracé ;
- La réalisation des études techniques du projet routier, de niveau sommaire, avant-projet, projet et établissement des dossiers de consultation des entreprises ;
- La réalisation d'un dossier de demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact ;
- La réalisation des études spécifiques concernant l'acoustique, l'hydraulique, la géotechnique, l'agriculture, la faune et la flore, le paysage et la qualité de l'air ;
- L'établissement, si nécessaire, du dossier d'enquête publique unique avec une étude d'impact et un dossier de mise en compatibilité des documents d'urbanisme. L'étude d'impact comprendra notamment un dossier d'autorisation eau et milieux aquatiques.

Ces études porteront sur la création du barreau de liaison sur le territoire de la commune de Pertuis et de ses conséquences en matière d'impacts et d'adaptations sur le projet de déviation entre Villelaure et Pertuis.

La prestation d'études est estimée à :

- o diagnostic et recherche de tracé : 12 000,00 € HT
- o études techniques du projet routier : 48 000,00 € HT
- o examen au cas par cas : 3 000,00 € HT
- o études spécifiques (acoustique, hydraulique, géotechnique, faune et flore, paysage, qualité de l'air) 40 000,00 € HT
- o dossier d'enquête publique unique (utilité publique, étude d'impact, mise en compatibilité des documents d'urbanisme, autorisation eau et milieux aquatiques) 37 000,00 € HT

Total 140 000,00 € HT

A ce jour, la convention a permis d'avancer comme suit sur la définition du projet de bypass :

Etudes menées :

- Etudes Acoustiques : Etat initial, impact du projet et mesures compensatoires
- Etudes Environnementales : Volet Naturel de l'Etude d'Impact
- Etudes Hydrauliques : Etude Hydraulique avec propositions d'aménagements
- Etudes Trafics : Etude de Trafic avec analyses capacitaires

Etudes en cours :

Dans le prolongement des tracés d'aménagement esquissés, le Département doit mener aujourd'hui les études géométriques de niveau AVP afin de déterminer :

- les emprises du projet et les répercussions foncières sur les parcelles privatives ;
- les solutions techniques routières nécessaires à mettre en œuvre (terrassements, remblais, chaussées, réseaux, équipements) ;
- les aménagements utiles aux mesures de réduction et de compensation des impacts sur l'environnement et la santé humaine (hydraulique, écologiste et acoustique) ;
- les gabarits et dimensions des ouvrages d'art et de soutènement ;
- les impacts du projet sur les existants (réseaux, chemins de desserte, canaux...).

Pour mener à bien les études géométriques de niveau AVP, le Département a lancé un marché spécifique d'ingénierie sous la procédure de l'appel d'offres ouvert. Il a été notifié fin avril 2019, à un groupement spécialisé en VRD et en ouvrages d'art.

Procédures déroulées :

- Dossier demande d'examen au Cas par Cas / Dépôt Avril 2018 / Projet soumis à étude d'impact par décision implicite : Juin 2018
- DDT Procédures Amont / Dépôt mai 2018 / Non concluante
- Dossier demande de Certificat de projet / Dépôt Janvier 2019 / Avis émis Mai 2019

Le Département de Vaucluse a déposé une demande de certificat de projet, pour lequel l'État a indiqué l'ensemble des procédures réglementaires qui seront applicables au projet de bypass.

A ce jour, la conduite de ces études et de l'ensemble des procédures réglementaires laisse apparaître un besoin complémentaire de financement de 60 000 €/HT, qui nécessite donc d'approuver un avenant à la

convention initiale portant le besoin total de financement à 200 000 €/HT, soit 100 000 € à la charge de la Métropole, au lieu de 70 000 €/HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° 2015_B702 du Bureau communautaire de la CPA du 15 décembre 2019 portant approbation d'une convention de financement entre le Conseil départemental de Vaucluse et la CPA s'agissant des études liées à la réalisation du raccordement entre la RD973 et la déviation Villelaure-Pertuis ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'approbation d'un avenant à la convention d'étude de réalisation de raccordement de la RD973 et de la déviation de Villelaure-Pertuis,

Délibère

Article 1:

Est approuvé l'avenant à la convention d'étude de réalisation de raccordement de la RD973 et de la déviation de Villelaure -Pertuis. Le montant total des études prévisionnelles est porté à 200 000 €/HT, soit 100 000 €/HT à la charge de la Métropole au lieu de 70 000 €/HT.

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et toutes les pièces liées à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 579

Approbation de la convention de Transfert Temporaire de Maitrise d'Ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune d'Aix-en-Provence pour l'aménagement de l'entrée de Ville d'Aix-en-Provence - Les Trois Sautets

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence facultative relative aux « Entrées de ville », la Communauté du Pays d'Aix, aujourd'hui devenue Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire du Pays d'Aix, s'était engagée dans la requalification de l'entrée de ville d'Aix-en-Provence – Les Trois Sautets, sur l'avenue Henri Malacrida.

Les études préalables, réalisées en 2013, ont permis de déterminer le programme de l'opération validé par délibération n°2013_B485 du Bureau communautaire de la CPA du 07 novembre 2013 pour un montant estimatif de 1 400 000,00 € HT, soit 1 680 000,00 € TTC.

L'aménagement projeté a pour objectif, sur le périmètre concerné, l'intégration et la sécurisation de l'ensemble des modes de déplacements automobiles ou actifs ainsi que la requalification paysagère du secteur en cours de mutation (logements, commerces ou parcs de stationnements). Il comprend :

- le réaménagement des carrefours à feux sur l'emprise du projet avec réduction, adaptation et remise en état de la voirie ;

- la requalification architecturale et qualitative au niveau de l'oratoire existant et du futur cœur du quartier (place publique) avec création d'une zone 30 ;
- le traitement des accès privés à la voie publique ;
- le réaménagement des arrêts de bus ;
- l'aménagement de trottoirs et de bandes cyclables normalisés de part et d'autre de la voie avec mise en place d'ouvrage de soutènement si nécessaire ;
- le traitement paysager du terre-plein central du carrefour giratoire de la RD7n et la route du Cagnard (Renault Truck) ;
- la végétalisation des accotements et plantation d'arbres d'alignement ;
- la mise en discrétion des réseaux aériens ;
- l'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation routière.

La mission de maîtrise d'œuvre complète a été confiée, dans un premier temps, à la ville d'Aix-en-Provence par convention de maîtrise d'œuvre en 2018.

La réalisation des travaux était prévue durant l'année 2019. Toutefois, les difficultés de mise au point des études associées aux travaux des programmes immobiliers privés et à la fin de validité du marché accord-cadre de travaux du Territoire du Pays d'Aix n'ont pas permis le démarrage des travaux tels que prévu initialement.

De plus, la commune d'Aix-en-Provence a informé le Territoire du Pays d'Aix de sa volonté de profiter de l'opportunité de l'opération pour réaliser des travaux de voiries connexes ainsi qu'une dilatation et une extension du réseau d'eaux pluviales dans le périmètre de l'entrée de ville. Il apparaît donc opportun de mutualiser les travaux.

La commune souhaite donc résilier la précédente convention de maîtrise d'œuvre et porter la maîtrise d'ouvrage complète de l'opération (études et travaux) par le biais d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aix-en-Provence.

Cette possibilité de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage est régie :

D'une part, par les articles L.2422-1 et L.2422-12 du Code de la Commande Publique qui prévoient notamment que lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui

assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

D'autre part, par l'article L5217-7-I du Code Général des Collectivités Territoriales qui précise que les dispositions de l'article L5215-27 sont applicables aux métropoles. Celui-ci prévoit que la communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

Il est donc aujourd'hui proposé d'approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et la commune d'Aix-en-Provence dont les caractéristiques sont les suivantes :

Modalités de la Convention :

La Métropole Aix-Marseille-Provence transfère de manière temporaire sa qualité de maître d'ouvrage à la commune d'Aix-en-Provence pour la réalisation de l'aménagement de l'entrée de ville d'Aix-en-Provence – Les Trois Sautets.

En conséquence, la commune d'Aix-en-Provence assurera seule la qualité de maître d'ouvrage pour l'ensemble des études et travaux y afférents.

Financement de la convention :

La Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix assurera le financement de la totalité des frais engagés pour les études et les travaux relatifs à l'aménagement de l'entrée de ville.

A la notification de la convention, une avance d'un montant de 500 000 € TTC sera versée à la commune d'Aix-en-Provence.

La commune d'Aix-en-Provence procédera ensuite à des appels de fonds dûment justifiés au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et ce, dans la limite de l'enveloppe allouée à l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 validant l'intégration de l'AP Globale des Entrées de Villes pour un montant de 76M€ ;
- La délibération n°2013_B485 du Bureau communautaire de la CPA du 07 novembre 2013 relative à l'approbation du programme de l'entrée de ville d'Aix-en-Provence – Les Trois Sautets ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

•
Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune d'Aix-en-Provence pour l'aménagement de l'entrée de Ville d'Aix-en-Provence - Les Trois Sautets.

Délibère

Article 1 :

Le projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune d'Aix-en-Provence pour l'aménagement de l'entrée de Ville d'Aix-en-Provence - Les Trois Sautets est approuvé tel qu'annexé.

Article 2:

Pour la réalisation de cette opération, Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ladite convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget « Etat spécial de Territoire du Pays d'Aix » 06, en section d'Investissement : opération budgétaire 50, nature 4581, fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35

Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 580

AVIS- Redevance d'occupation du domaine public et location des infrastructures de génie civil – Tarification 2020 sur le Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 mars 2016, le Conseil de la Métropole maintenait les tarifications appliquées sur chaque territoire et ce jusqu'à harmonisation des tarifications au niveau de l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'attente de l'harmonisation, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a délibéré en décembre 2018 pour la tarification 2019, il est aujourd'hui nécessaire de délibérer pour la tarification 2020.

Les dispositions prévues pour appliquer les redevances sont les suivantes :

I - Dispositions générales d'occupation du domaine public routier :

Il existe différents types d'occupation du domaine public :

- les **occupations dites temporaires**, correspondant à la réalisation d'un chantier, qui ne sont perçues qu'une seule fois, au moment de la réalisation des travaux (type ouverture de chaussée, clôture de chantier) ;
- les **occupations dites annuelles**, qui correspondent à l'occupation du domaine public par un ouvrage permanent d'un concessionnaire que ce soit en surface (type borne, armoire) ou en sous-sol (type réseau enterré, conduite). Ces occupations emportent nécessairement emprise sur le domaine public.

L'occupation temporaire n'est pas systématiquement autorisée par une permission de voirie, cette dernière n'étant nécessaire qu'à partir du moment où le pétitionnaire souhaite intervenir et modifier le domaine public.

1) Permission de voirie

L'occupation du domaine public routier par les divers dispositifs et équipements qui emporte emprise sur le

domaine et en modifie la consistance, donne lieu à l'établissement d'une permission de voirie qui doit être sollicitée par le maître d'ouvrage des travaux ou le propriétaire des biens occupant le domaine. Cette permission se fait sous forme d'un arrêté.

2) Modalités d'établissement du montant de la redevance

Les droits de voirie, sous forme de redevance, sont établis conformément au barème joint en annexe et sont calculés sur la base des éléments constatés sur le terrain par les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence (surface, quantités et durée). Ces données feront l'objet d'un constat contradictoire avec le titulaire du titre d'occupation, sur convocation effectuée par le moyen que les agents de la Métropole jugeront le plus adapté (téléphone, fax, mail, courrier simple).

En l'absence du titulaire du titre d'occupation suite à la convocation susvisée, les éléments constatés sur le terrain par les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence feront foi et ne pourront être contestés.

En cas de risque de dépassement des dates indiquées dans la demande initiale, une autorisation complémentaire devra être sollicitée et les droits de voirie complémentaires seront réglés selon les mêmes conditions.

En cas d'occupation du domaine public sans titre d'occupation préalable, les droits de voirie correspondants (surface, quantités et durée) feront l'objet d'un titre de recette émis à l'encontre du Maître d'Ouvrage des travaux ou propriétaire des biens. Ces droits seront calculés en fonction de la durée, des quantités et de la surface d'occupation constatées par les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence selon les mêmes conditions.

3) Travaux et réseaux exonérés de redevance

A – Les travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage Métropolitaine et les réseaux ou équipements appartenant à la Métropole sont exonérés du paiement d'une redevance.

B - Conformément à l'article L. 2125-1 du CG3P, qui prévoit des cas d'exonération facultative, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public sera délivrée gratuitement dans les cas suivants :

- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation est la condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux ou de la présence d'un ouvrage, intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous. Sont notamment concernés, les réseaux d'éclairage public.
- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation contribue directement à assurer la conservation du domaine public lui-même.
- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation contribue directement à assurer l'exercice des missions des services de l'État chargés de la paix, de la sécurité et

de l'ordre public ou du contrôle aux frontières dans les aéroports, les ports et les gares.

- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation permet l'exécution de travaux relatifs à une infrastructure de transport public ferroviaire ou guidée.

L'autorisation d'occupation ou utilisation du domaine public est délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Enfin, lorsque l'occupation du domaine public est autorisée par un contrat de la commande publique ou qu'un titre d'occupation est nécessaire à l'exécution d'un tel contrat, les modalités de détermination du montant de la redevance sont fonction de l'économie générale du contrat.

Sont notamment visés, les contrats de concession emportant délégation de service public en vertu desquels les concessionnaires sont propriétaires des ouvrages concédés pendant la durée du contrat.

4) Modalités de paiement de la redevance

Toute période commencée est due sous réserve du retrait de l'autorisation d'occupation dans les conditions définies à l'article L. 2125-6 du CG3P.

La redevance est exigible dès la notification du titre de recette correspondant et le paiement devra s'effectuer en une seule fois.

Le redevable de la redevance est le titulaire de la permission de voirie.

Tout changement survenu dans la propriété, l'installation ou l'ouvrage doit faire l'objet d'une déclaration écrite adressée à la Métropole.

Le paiement de la redevance a lieu à la Trésorerie Principale de Marseille, dès réception du titre exécutoire correspondant envoyé par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

II - Dispositions spécifiques d'occupation du domaine public routier pour les concessionnaires de réseaux :

L'occupation du domaine public, en aérien, en surface ou en enterré est soumise à autorisation de voirie et redevance, y compris pour les occupants de droits. Pour ces derniers, l'arrêté de permission de voirie est remplacé par un accord technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Territoire du Pays d'Aix, rédigé dans les mêmes conditions.

La tarification est réglementée en fonction des différents concessionnaires.

1) Opérateur d'électricité

A - Au titre de la redevance temporaire, le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 fixe les montants maximums suivants :

- Pour les réseaux de **transport**, la redevance est un forfait annuel correspondant à :
0,35 €HT / ml de réseaux posés, remplacés ou mis en service au cours de l'année N-1
- Pour les réseaux de **distribution**, la redevance est un forfait annuel correspondant à 1/10e de la redevance annuelle calculée pour la partie correspondant aux réseaux de distribution.

Le montant de la redevance temporaire sera calculé selon les formules ci-dessus, utilisées pour calculer les montants maximums.

B - Au titre de la redevance annuelle due pour l'occupation par des ouvrages permanents, la redevance maximale est fixée par le décret n° 2002-409 du 26 mars 2002, et repris par l'article R.2333-105 du CGCT.

Ce décret fixe le plafond de redevance en fonction du nombre d'habitants de la commune :

Pour une population inférieure ou égale à 2000 habitants la redevance est de 153€

Pour une population inférieure ou égale à 5000 habitants PR = 0,183P-213 €

Pour une population inférieure ou égale à 20000 habitants PR = 0,381P-1204 €

Pour une population inférieure ou égale à 100000 habitants PR = 0,534P-4253 €

Pour une population supérieure à 100000 habitants PR = 0,686P-19498 €

Sur la base de l'article R.2333-106 du CGCT, le calcul sera fait pour le Territoire du Pays d'Aix en prenant pour P la population INSEE du Territoire du Pays d'Aix avec la formule : $PR = 0,686P - 19498$ €.
Pour 2020, la population INSEE prise en compte est la population légale de 2016, soit 400 148 habitants.

PR = 255 003.53

Le montant évolue au 1er janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index ingénierie, défini au Journal officiel du 1er mars 1974 et publié au Bulletin officiel du ministère de l'équipement, des transports et du logement, mesurée au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1er janvier. »

Ainsi le dernier indice connu au mois de janvier 2020, sera comparé au dernier indice connu en janvier 2019, soit celui de septembre 2018, paru au Jo du 15 septembre 2018.

Cela traduira une évolution de l'indice ingénierie sur un an selon la formule suivante :

$C_{ing} = ((Ing \text{ connu en janvier 2020} - Ing \text{ Sept 2018}) / Ing \text{ Sept 2018}) \times 100$

En 2020, les montants issus des formules de calcul du décret du 26 mars 2002 doivent par conséquent être revalorisés par application du taux calculés chaque année depuis 2002, sur la base de l'évolution de l'index ingénierie :

Soit $255\,003,53 \times 1,3659 \times C_{ing} = 348\,309,32 \times C_{ing}$

Sur la base de ce montant le calcul du montant de la redevance dû à la Métropole sera fait au prorata du linéaire de réseau posé sur les voiries gérées par la Métropole sur le Territoire du Pays d'Aix par rapport

au linéaire total de réseau installé sur le territoire des communes.

2) Opérateur de Gaz

La loi du 1er août 1953 pose le principe du paiement d'une redevance pour le gaz et l'électricité au profit des communes et des départements.

A - Au titre de la redevance temporaire :

Le montant maximum des redevances pour les transports de gaz réalisant des travaux est fixée par le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 pour les communes et les départements. Il est donc proposé de retenir le montant de la redevance à verser à la métropole à :

0,35 €HT / ml de réseaux posés ou remplacés au cours de l'année N-1

B- Au titre de la redevance annuelle due pour l'occupation par des ouvrages permanents. :

Le montant maximal des redevances dû chaque année par les ouvrages de transport et de distribution de gaz est fixé pour les communes et les départements par décret n°2007-606 du 25 avril 2007. Sur la base de l'article R.2333-115 du CGCT, le calcul sera fait sur le territoire du pays d'Aix pour les voiries dont la Métropole est gestionnaire.

La redevance est calculée en fonction du linéaire L de réseau implanté au cours de l'année N-1 sur les voiries du Territoire du Pays d'Aix, avec la formule suivante :
 $(0,035 \times L + 100)$

Le montant est revalorisé chaque année par application à la fois du linéaire arrêté à la période susvisée et par application d'une formule d'indexation automatique au premier janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index ingénierie mesurée au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au premier janvier.

Ainsi le dernier indice connu au mois de janvier 2020, sera comparé au dernier indice connu en janvier 2019, soit celui de septembre 2018, paru au Jo du 15 septembre 2018.

Cela traduira une évolution de l'indice ingénierie sur un an selon la formule suivante :

$C_{ing} = ((Ing \text{ connu en janvier 2020} - Ing \text{ Sept 2018}) / Ing \text{ Sept 2018}) \times 100$

En 2020, les montants issus des formules de calcul du décret du 26 mars 2002 doivent par conséquent être revalorisés par application du taux calculés chaque année depuis 2007, sur la base de l'évolution de l'index ingénierie :

Soit $(0,035 \times L + 100) \times 1,24 \times C_{ing}$

3) Opérateurs de réseaux de communications électroniques

Les opérateurs de communications électroniques titulaires d'une licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau ouvert au public délivrée par A.R.C.E.P. (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes) bénéficient d'un droit de passage sur le domaine public communautaire routier et non routier.

La loi a renvoyé à un décret les modalités d'application des dispositions relatives à l'utilisation du domaine public routier (articles L45-9 à L53 du Code des Postes et Communications Électroniques).

Au titre de la redevance annuelle et de la redevance temporaire :

Le tarif annuel maximal de la redevance est défini par le décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005 (articles R20-52 du code CPCE) qui précise que les montants des redevances sont indexés sur l'évolution de l'indice du coût général des travaux publics (TP01).

Dans la mesure où il n'existe pas à proprement parler d'index trimestriel TP01 donnant lieu à publication, mais seulement un index mensuel, il convient pour l'application de l'article R.20-53 du code des postes et des communications électroniques, de retenir la méthode ci-après :

Le calcul de la moyenne pour une année donnée N prend en compte les valeurs connues, au 1^{er} janvier suivant, de l'index mensuel TP01 de la fin de chacun des 4 trimestres précédents, c'est à-dire les valeurs

de décembre(N-1), de mars(N), de juin(N) et de septembre(N), sachant qu'au 1^{er} janvier (N+1) la valeur de décembre (N) n'est pas encore connue. Ce calcul est effectué pour chacune des années précédant le 1^{er} janvier considéré, le pourcentage d'évolution étant ensuite calculé en comparant les résultats obtenus pour lesdites années ».

IMPORTANT : La série des Index TP01 a évolué. La référence (100 en janvier 1975) a été arrêtée le 16 décembre 2014 et une « base 2010 » a pris le relais.

La formule pour le calcul du coefficient d'actualisation est la suivante :

Moyenne année 2019 = (Index TP01 de décembre 2018 x par le coefficient de raccordement + Index TP01 de mars 2019 x par le coefficient de raccordement + Index TP01 juin 2019 x par le coefficient de raccordement + Index TP01 septembre 2019) / 4 x coefficient de raccordement

Avec *coefficient de raccordement* = 6,5345

Moyenne année 2005 = (Index TP01 de décembre 2004 (513,3) + Index TP01 mars 2005 (518,6) + Index TP01 juin 2005 (522,8) + Index TP01 septembre 2005 (534,8)) / 4 = 522,375

Coefficient d'actualisation $C_{com\ elec} = \text{moy.2019/moy.2005}$

Au vu du tarif du décret de 2006, et de l'actualisation, voici le calcul pour les tarifs 2020 :

	Domaine public routier			Domaine public non routier	
	Souterrain, Arrières (en € HT/km)	Aérien, Arrières (en € HT/km)	Autres : cabine tél, sous répartiteur (en € HT/m ²)	Arrières (en € HT/km)	Autres (en € HT/m ²)
2006	30,00	40,00	20,00	1 000,00	650,00
2020	30 x C _{com elec}	40 x C _{com elec}	20 x C _{com elec}	1000 x C _{com elec}	650 x C _{com elec}

4) Réseaux d'eau et d'assainissement

Le décret n° 2009-1683 du 30 décembre 2009 plafonne le montant des redevances pour occupation du domaine public par des réseaux d'eau et d'assainissement.

Le plafond est fixé au 1^{er} janvier 2010 à 30€/kilomètre de réseau (hors branchement) et à 2€/m² d'emprise au sol pour les ouvrages bâtis non linéaires.

Ce montant plafond évolue au 1^{er} janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index ingénierie, défini au Journal officiel du 1^{er} mars 1974 et publié au Bulletin officiel du ministère de l'équipement, des transports et du logement,

mesurée au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1^{er} janvier. »

Ainsi le dernier indice connu au mois de janvier 2020, sera comparé au dernier indice connu en janvier 2019, soit celui de septembre 2018, paru au Jo du 15 septembre 2018.

Cela traduira une évolution de l'indice ingénierie sur un an selon la formule suivante :

$C_{ing} = ((\text{Ing connu en janvier 2020} - \text{Ing Sept 2018}) / \text{Ing Sept 2018}) \times 100$

En 2020, les montants issus des formules de calcul du décret du 30 décembre 2009 doivent par conséquent être revalorisés par application du taux

calculés chaque année depuis 2007, sur la base de l'évolution de l'index ingénierie :

Soit $L \times 30 \times 1,16 \times C_{ing}$

Pour les ouvrages bâtis non linéaires : $S \times 2 \times 1,16 \times C_{ing}$

Le montant de la redevance pour l'occupation temporaire du domaine public sera calculé sur la base des tarifs joints en annexe (paragraphe B).

5) Autres opérateurs de réseaux

Les autres propriétaires de réseaux n'ont pas leurs tarifs maximums de redevances réglementés.

Il est proposé de retenir le montant de la redevance à verser à la Métropole pour ces autres opérateurs occupant en souterrain le domaine public à :

2 €HT / ml de réseaux posé en souterrain au titre de l'occupation annuelle

Le montant de la redevance pour l'occupation temporaire du domaine public sera calculé sur la base des tarifs joints en annexe (paragraphe B).

III - Dispositions de location des infrastructures de génie civil de la Métropole sur le Territoire du Pays d'Aix par les concessionnaires de réseaux de communications électroniques:

Avant toute occupation des infrastructures de génie civil de la Métropole sur le Territoire du Pays d'Aix pour les concessionnaires de réseaux de communications électroniques, il est nécessaire de conclure une convention entre la Métropole et le concessionnaire précisant les modalités de passage du concessionnaire telles que préconisées par l'ARCEP. Cette convention est valable pour toutes les interventions à venir du concessionnaire sur l'ensemble du réseau de la Métropole et ce pour la durée fixée par la convention.

Pour chaque occupation des infrastructures de la Métropole, le concessionnaire devra formaliser une demande spécifique et obtenir validation de la Métropole en respectant les prescriptions édictées par la convention.

Concernant la tarification de la location des fourreaux, il est nécessaire d'évaluer la valeur locative comprenant d'une part l'occupation du fourreau et d'autre part une partie de l'amortissement et des frais d'entretien des infrastructures.

Il est proposé pour l'année 2020, de suivre les préconisations de l'ARCEP et d'appliquer la tarification suivante :

1,00€ HT / ml de fourreau occupé

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (ci-après CG3P) dans ses articles L. 2125-1 à L. 2125-6,

concernant la perception des droits de voirie sur l'occupation temporaire du domaine public ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 023-17/03/16 CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016, décidant du maintien des tarifs et redevances en vigueur sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°VOI 019-5287/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018, validant les tarifs de redevances d'occupation du domaine public et d'occupation des infrastructures de génie civil pour l'année 2019 sur le Territoire du Pays d'Aix ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Les tarifications pour la redevance d'occupation du domaine public et pour la location des infrastructures de génie civil de l'année 2020 sur le Territoire du Pays d'Aix sont validées telles qu'elles sont annexées à la présente délibération.

Article 2:

La recette correspondante sera constatée sur le budget « Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix », en section de Fonctionnement : chapitre 70, nature 70323, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire- Habitat

2019 CT2 581

AVIS- Approbation des modalités et objectifs de la concertation préalable au lancement d'une Opération de Restauration Immobilière sur le centre-ville d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Avec un patrimoine architectural et urbain de très grande qualité, la Ville d'Aix-en-Provence mène depuis de nombreuses années dans son centre-ville historique une politique active et volontariste d'amélioration du cadre de vie et de l'habitat, qui se poursuit aujourd'hui en lien avec les politiques métropolitaines dont le Programme d'Intérêt Général en particulier.

Depuis 25 ans, les différents dispositifs d'incitation à la réhabilitation du parc privé sur le centre historique d'Aix-en-Provence, dont 6 Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH), ont permis la réhabilitation de 4 864 logements, dont plus de 1 logement sur 4 a été remis aux normes de confort, entre 1992 et 2015. La lutte contre l'habitat dégradé et indigne en centre-ville a été un enjeu prioritaire, avec environ 1 000 logements réhabilités. Par ailleurs, deux dispositifs PIG se sont succédé depuis 2007.

En lien avec les OPAH, dès 2002, la ville a mis en place, au travers de la concession d'aménagement de la SEMEPA, différents modes d'intervention complémentaires permettant la réhabilitation sociale et la mise sur le marché de logements à loyers maîtrisés, une action foncière importante liée à l'intervention sur les logements vacants (veille observatoire foncier avec le suivi de 500 à 800 DIA par an, acquisitions amiable ou par voie de préemption), des déclarations d'utilité publique, la gestion locative et immobilière avec relogement, et la restructuration d'immeubles et commercialisation.

Plus récemment, l'objectif prioritaire de la ville est de favoriser le retour des habitants au centre-ville, avec une plus grande diversité des populations résidentes, et d'enrayer la dégradation des immeubles, avec comme axes d'intervention majeurs :

- l'amélioration de la qualité résidentielle et de la qualité des logements
- la remise sur le marché de logements de qualité, attractifs issus du parc vacant et dégradé
- l'amélioration des cœurs d'îlots les plus denses par la restructuration d'immeubles, pour permettre une évolution de typologie
- la diversification de l'offre de logements, en accession et locatif

Les dispositifs incitatifs mis en œuvre en matière d'habitat sont néanmoins insuffisants pour résoudre des difficultés structurelles de certains immeubles et corriger des effets négatifs de marché, d'où la persistance de situations d'inconfort et d'habitat indigne.

En effet, dans le cadre du Programme d'Intérêt Général - PIG en cours depuis 2016, seulement six dossiers de demande de subvention ont pu être engagés dans le centre historique d'Aix-en-Provence pour des travaux de rénovation.

Il est ainsi confirmé que le volet incitatif du PIG ne saurait suffire seul à poursuivre la réhabilitation des immeubles privés et répondre aux objectifs fixés.

Afin d'obtenir la réhabilitation des immeubles privés le nécessitant, il est donc proposé de recourir à une opération de restauration immobilière (ORI) prévue aux articles L.313.4 et suivants du Code de l'Urbanisme. L'ORI est une opération d'aménagement qui consiste en des travaux de remise en état, de modernisation ou de démolition ayant pour objet ou pour effet la transformation des conditions d'habitabilité d'immeubles.

Il s'agit d'obtenir des propriétaires qu'ils réalisent les travaux nécessaires à une réhabilitation globale et pérenne des immeubles, sous la contrainte d'une éventuelle expropriation en cas de refus de réaliser ces travaux.

Conformément aux dispositions de l'article L 313-4, l'ORI est formellement engagée par la Commune ou, le cas échéant, l'EPCI compétent en matière de « restauration immobilière » par l'intermédiaire d'une délibération autorisant son Président à solliciter du Préfet la mise en œuvre d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique, au titre duquel il organisera une enquête publique dans les conditions prévues par le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

Ce pouvoir d'initiative appartient en l'espèce à la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente sur le territoire de l'ensemble de ses communes-membres en matière de « Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre » (Art L 5217-2 I 2°c CGCT)

Une fois l'ORI déclarée d'Utilité Publique, la collectivité arrêtera, pour chaque immeuble, le programme détaillé des travaux à effectuer.

Sur le fondement de la DUP, une phase d'animation sera alors engagée pour accompagner les propriétaires dans l'élaboration de leur projet.

L'enquête parcellaire sera ensuite organisée par le Préfet. La collectivité informera chaque propriétaire de l'ouverture de cette enquête et lui notifie le programme détaillé des travaux prescrits et le délai de réalisation, qui doit être compatible avec la durée de validité de la DUP, et suffisant à la réalisation des travaux.

A défaut d'une réalisation au terme de ce délai et en l'absence de volonté de faire, une procédure d'expropriation peut, le cas échéant, être engagée : les travaux sont alors entrepris par la collectivité, par

un prestataire agissant pour son compte ou par un opérateur privé dans le cas d'une acquisition / revente.

Afin de préparer la délibération ultérieure sollicitant la mise en œuvre d'une DUP qui engagera la procédure d'ORI en cause, il convient dès à présent de définir les objectifs et modalités d'une concertation préalable sur le projet d'Opération de Restauration Immobilière « Centre-Ville d'Aix en Provence ».

La concertation en cause portera sur la mise en œuvre d'une Opération de Restauration Immobilière sur une partie du Centre-Ville d'Aix en Provence à l'effet de disposer d'un mécanisme coercitif d'incitation à la réhabilitation d'immeubles dont l'objectif consiste en :

- l'amélioration de la qualité résidentielle et de la qualité des logements
- la remise sur le marché de logements de qualité, attractifs issus du parc vacant et dégradé
- l'amélioration des cœurs d'îlots les plus denses par la restructuration d'immeubles, pour permettre une évolution de typologie
- la diversification de l'offre de logements, en accession et locatif

Les modalités de concertation adoptées consisteront en :

- une exposition dans un lieu public pendant un mois des documents rappelant le dispositif de Programme d'Intérêt Général et présentant la procédure de restauration immobilière dans ses phases administratives et judiciaires.
- des registres mis à disposition du public, permettant de consigner les remarques, questions et observations des habitants et usagers.
- une permanence technique, dont le calendrier sera précisé dans l'avis public, permettant d'apporter des explications et répondre aux questions.

A l'issue de la concertation, un bilan sera soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts ;
- Le Code de l'Expropriation,
- Le Code de l'Urbanisme, art. L313-4 à L.313-4-4 et R 313-23 à R 313-29 ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération n°2015_B708 du Bureau Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à l'approbation d'une convention de programme triennale liée au Programme d'Intérêt Général « Mieux Habiter – Mieux Louer » avec secteurs renforcés 2016-2019 ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2019_CT2_272 du Conseil de Territoire du 13 juin 2019 relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention du Programme d'Intérêt Général du Pays d'Aix « Mieux habiter, mieux louer »

avec secteurs renforcés.

Qu'il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est envisagé le recours à la procédure d'Opération de restauration immobilière pour atteindre les objectifs d'intervention pour la lutte contre l'habitat indigne en centre-ville d'Aix-en-Provence.
- Qu'il importe de mettre en œuvre une concertation sur ce projet, préalablement à la délibération qui en tirera le bilan et se prononcera sur la sollicitation d'une procédure de déclaration d'utilité publique.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modalités de concertation publique précisées par le présent rapport pour l'Opération de Restauration Immobilière prévue sur le centre-ville d'Aix-en-Provence.

Article 8 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 582

Intervention financière du Pays d'Aix pour favoriser l'accession à coût maîtrisé - Définition de nouvelles modalités et approbation d'une convention avec la CEPAC

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix. En effet, cet objectif s'inscrit dans la volonté de réparer tous les maillons de la chaîne du logement en répondant à la demande dans sa diversité.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Pour répondre à cet objectif, la CPA a mis en place deux types d'aides :

- Une aide directe à la personne
- Un prêt bonifié de 25 000€ sur 12 ans, en partenariat avec le réseau bancaire.
Cette aide permet le financement, en amont, des intérêts à percevoir par l'organisme bancaire. Le montant de ces intérêts est calculé sur la base du taux de swap amortissable « FGAS » (Fonds de Garantie de l'Accession Sociale). Ce dernier est publié chaque trimestre. Il permet le calcul de la subvention à verser et constitue un « taux de référence ».

Initialement de 4 000€, le montant de ces aides a été fixé, en 2017, à 2 500€ afin d'uniformiser le montant alloué aux deux aides en vigueur et de ne pas privilégier une aide au détriment d'une autre. En effet, depuis la mise en place du prêt bonifié, la part payée par le Pays d'Aix n'était jamais allée au-delà des 2 500 €.

Aujourd'hui, face aux enjeux de requalification des centres anciens et des besoins de rénovation du parc privé existant sur le Pays d'Aix (objectifs fixés dans le Plan Climat Énergie Territorial du Pays d'Aix adopté en 2013 : environ 3 000 logements rénovés par an), il est proposé de soutenir l'accession sociale dans l'ancien en accordant, à nouveau, 4 000€ pour les achats de logements dans l'ancien (logements de

plus de 5 ans), à la fois pour l'aide directe et pour le prêt bonifié.

Concernant les demandes d'aides directes pour l'acquisition d'un logement dans l'ancien, celles-ci seront traitées en lien avec la Plateforme de la rénovation énergétique de l'Habitat (convention annuelle d'objectifs entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix), qui œuvre pour le repérage et l'orientation des ménages en précarité énergétique vers les dispositifs existants correspondants.

Par ailleurs, le prêt bonifié est suspendu depuis le 31 décembre 2018. En effet, suite à sa fusion avec le groupe Banque Populaire Caisse d'Épargne (BPCE), le Crédit Foncier, partenaire bancaire du Pays d'Aix depuis 2012, a dénoncé la convention « Foncier Duo Collectivité » permettant la mise en œuvre du prêt bonifié.

Aujourd'hui, le Pays d'Aix est sollicité par la Caisse d'Épargne – CEPAC pour la mise en place d'un PTZ local « Prêt bonifié ».

Ce dispositif s'appliquera selon les mêmes modalités du précédent dispositif.

La gestion liée à la mise en place de ce prêt complémentaire incombera donc totalement à la CEPAC.

Cette dernière :

- recevra les ménages,
- instruira les dossiers,
- appréciera, sous leur responsabilité, la solvabilité des ménages respectant les critères de la collectivité,
- versera les fonds,
- gèrera le crédit pendant toute sa durée (c'est-à-dire 15 ans contre le versement de la bonification par les soins du Pays d'Aix au démarrage du financement).

La contribution technique du Pays d'Aix consiste à délivrer l'accord du prêt bonifié concerné, puis à verser la bonification après validation du dossier, soit une subvention plafonnée :

à 4 000 € pour les opérations d'acquisition dans l'ancien permettant la mise en œuvre d'un prêt bonifié de 47 000 €

à 2 500€ pour les opérations d'acquisition dans le neuf permettant la mise en œuvre d'un prêt bonifié de 28 000 €

La durée des prêts bonifiés est de 20 ans maximum.

La subvention sera versée suivant sa notification par la CEPAC indiquant le montant de la subvention en vigueur au jour de l'émission du prêt bonifié (tel que mentionné art. 4.2 dans la convention ci-jointe).

Dans le cas où la valorisation des intérêts d'emprunt venait à être trop élevée et impliquerait un montant de subvention supérieur à 4 000€, le Pays d'Aix se réserve le droit de suspendre momentanément ou de

dénoncer la convention signée avec l'organisme bancaire jusqu'à ce que le taux diminue à nouveau.

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Un règlement précisant les modalités d'instruction et d'attribution du dispositif d'aide à l'accession à la propriété est joint en annexe du présent rapport.

Pour l'exercice 2020, il est proposé d'allouer pour ces aides une enveloppe budgétaire de 600 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- La délibération n°2019_CT2_048 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 relative à l'approbation d'une convention avec le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire du Pays d'Aix en matière de politique locale de l'Habitat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à en faveur de l'accession dans l'ancien tel que défini par la présente ainsi que le règlement d'attribution des aides en faveur de l'accession à la propriété joint en annexe.

Article 2 :

Est approuvée la convention DUO avec la CEPAC, jointe en annexe.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement: Chapitre 4581182, Nature 20422, Fonction 553.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 583

Attribution de la subvention pour l'année 2020 à l'ALPA liée à la convention d'objectifs "gestion locative personnalisée et accompagnement des ménages"

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de l'habitat, le Territoire du Pays d'Aix soutient financièrement les actions en faveur de l'accès au logement dans le parc privé menées par l'Association Logement Pays d'Aix (ALPA).

L'ALPA est implantée depuis plus de 20 ans sur le territoire, elle a pour but de favoriser l'accès et le maintien au logement des personnes en difficulté d'insertion sociale et de gérer un fonds de garantie logement.

Une première expérience réussie en 2011 et 2012 a conduit le Territoire du Pays d'Aix à un partenariat avec l'ALPA par le biais d'une convention d'objectifs qui s'est achevée en mai 2018.

Le Territoire du Pays d'Aix a souhaité poursuivre ce dispositif de mobilisation de logements afin de permettre aux populations de condition modeste de résider de manière durable dans les villes et villages dont ils sont issus, le parc public ne répondant pas à tous les besoins en logement. Une nouvelle convention a été signée le 1^{er} juin 2018 pour une durée de trois ans soit jusqu'au 31 décembre 2020 et concerne l'ensemble du Territoire du Pays d'Aix.

L'objectif quantitatif de l'action porte sur un volume de 18 (minimum) à 20 logements par an, majoritairement des logements de type 1 – type 2 – type 3 (60%).

L'objectif qualitatif de conventionnement à atteindre est fixé entre 25 % (minimum) et 50 % de logements conventionnés. Le Territoire encourage vivement l'association à atteindre la fourchette haute de l'objectif et ainsi dépasser le taux de conventionnement réalisé sur la période de l'opération 2013 - 2017 (25%).

Le dispositif PAS est un dispositif de mobilisation du parc privé vacant visant à sécuriser et à inciter les propriétaires de logements vacants à réhabiliter leurs logements et à les louer dans des conditions de loyer maîtrisé et de permettre aux populations de condition modeste d'y résider de manière durable. Ainsi, l'ALPA devient locataire de logements dans le parc privé pendant une durée déterminée, en vue de les sous-louer à des ménages de condition modeste et ainsi faciliter leur accès à un logement par le glissement du bail à leurs noms. Cela permet d'une part d'offrir aux locataires un suivi personnalisé et adaptable à leurs besoins et d'autre part à garantir les bailleurs contre un défaut de paiement de loyers ou des dégradations, éléments qui peuvent encourager une vacance prolongée.

L'ALPA aura pour objectif de louer les logements conventionnés Anah sans travaux et/ou les logements non conventionnés. L'association peut également repérer des logements susceptibles d'être conventionnés avec travaux, qu'elle orientera vers le PIG « Mieux Habiter – Mieux Louer ».

Le public ciblé : « Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées par la loi n°90.449 du 31 mai 1990, pour accéder à un

logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques.

Une priorité est accordée aux personnes et aux familles sans aucun logement, menacées d'expulsion sans relogement, hébergées ou logées temporairement ou logées dans des taudis, des habitations insalubres, précaires ou de fortune, ainsi qu'à celles qui sont confrontées à un cumul de difficultés ... ».

Les actions de l'ALPA dans le cadre de ce dispositif sont la prospection des logements, la prise à bail et la gestion courante des logements, l'accompagnement des ménages à l'entrée dans le logement pendant une année.

Ainsi, tout propriétaire désireux de mettre en location son ou ses logements passera une convention avec l'ALPA aux termes de laquelle cette dernière :

- Interviendra, selon l'état du logement, soit en location/sous location, soit en tant que preneur d'un bail à réhabilitation ;
- Examinera l'adéquation loyer/ressources du locataire ;
- Entretiendra le logement ;
- Paiera l'intégralité du loyer et des charges aux propriétaires ;
- Assurera l'accompagnement des ménages jusqu'au glissement du bail.

La période de location/sous-location s'étend sur 12 mois. La file active de logement doit pouvoir se renouveler chaque année. Ainsi, sur une période de 5 ans près de 100 logements pourront être captés et mis à disposition de ménages de condition modeste en vue de glisser le bail après 12 mois d'occupation. Un nouveau logement sera alors capté pour se substituer à ce dernier et ainsi de suite.

De plus, il pourra bénéficier d'avantages fiscaux liés au conventionnement avec l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (Anah) (déduction fiscale sur revenus fonciers locatifs). En cas de travaux, il pourra être accompagné, s'il le souhaite, par le cabinet CITEMETRIE, opérateur du Programme d'Intérêt Général - PIG - « Mieux Habiter, Mieux Louer » 2016-2019.

Dans le cas de location de logements « sans travaux » ou « avec travaux d'entretien légers », non éligibles aux crédits Anah, engagés par l'ALPA pour lever des freins et inciter la mise en « Intermédiation Locative Sociale », l'ALPA pourra solliciter une aide financière du Pays d'Aix pour la prise en charge de fournitures et d'équipements à hauteur de 35 % du coût du matériel acquis en vue des travaux (le coût d'heures d'intervention d'agents techniques de l'ALPA ne pourra être pris en charge).

Le budget général de l'action se porte à 723 581€ pour la période couverte par la convention.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est fixée à 421 451 €, soit 58% du coût total prévisionnel, répartie annuellement selon le tableau suivant :

	2018	2019	2020	TOTAL
Coût annuel	101 451 €	160 000 €	160 000 €	421 451 €

Les modalités de versement se feront par acompte dans la limite de 80 % de subvention votée sur demande du bénéficiaire puis par le versement du

N° GU	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2020_00125	Association Logement Pays d'Aix (ALPA)	Mobiliser le parc privé vacant et permettre aux populations de condition modeste d'y résider de manière durable	160 000 €	257 680 €	160 000 €	160 000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_A026 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 relative à l'approbation d'une convention d'objectifs avec l'ALPA « gestion locative personnalisée et l'accompagnement des ménages » dans le cadre du dispositif de mobilisation du parc privé sur le territoire communautaire ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement budgétaire et financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2018_CT2_146 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 relatif à l'approbation d'une convention d'objectifs entre le Territoire du Pays d'Aix et l'ALPA pour le dispositif de mobilisation du parc privé « Gestion locative personnalisée et accompagnement des ménages » ;

solde de 20% sur production des pièces justificatives suivantes : compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée et rapport d'activité annuel.

Pour 2020 :

- L'avis de la Commission de Territoire Habitat Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mobiliser le parc privé vacant et de favoriser l'accès au logement des ménages en difficulté.

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant total de 160 000 € pour l'année 2020 pour la mise en œuvre du dispositif de mobilisation du parc privé « gestion locative personnalisée et accompagnement des ménages ».

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier et notamment la convention ci-annexée.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 50.

Est précisé : la subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du Budget Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2020.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 584

Attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence – Approbation d'une convention annuelle d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis 2002, la Communauté du Pays d'Aix a pris l'engagement d'une prise en compte globale de l'intégration des personnes à mobilité réduite pour mettre en œuvre une politique volontaire en faveur des personnes à mobilité réduite et des personnes handicapées. « Les collectivités locales jouent un rôle essentiel pour garantir l'accès à ces droits fondamentaux. L'accessibilité du cadre de vie est une condition indispensable pour permettre l'autonomie des personnes handicapées en vue de leur intégration sociale, et professionnelle. Les collectivités qui participent à l'aménagement de l'environnement doivent tout mettre en œuvre pour assurer à l'ensemble des citoyens et donc aux personnes handicapées, la possibilité de circuler librement et d'utiliser les services ouverts au public» (délibération n°2002_A122 du Conseil communautaire de la CPA du 15 juillet 2002).

En mars 2012, la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité (CIAPH) a conduit au sein de son groupe de travail « Habitat » une étude sur l'adaptation au handicap des logements du parc social de la Communauté du Pays d'Aix. Il ressortait de cette étude la nécessité de soutenir les bailleurs dans la production de logements adaptés et accessibles.

Dans son projet de deuxième Programme Local de l'Habitat, la Communauté du Pays d'Aix a notamment souhaité mieux répondre aux besoins spécifiques des personnes en situation de handicap :

- En favorisant le maintien des personnes à domicile,
- En augmentant les capacités d'accueil des établissements spécialisés,
- En développant l'offre de logements adaptés mais aussi en favorisant les mises en accessibilité d'entrées d'immeubles au sein du parc locatif social.

L'association HandiToit Provence, créée le 22 mars 2002 a pour objet de rendre possible le choix des personnes handicapées de vivre seules, ou en famille, dans un logement individuel en milieu ordinaire, adapté à leurs besoins, afin de disposer d'une plus grande autonomie.

Afin de favoriser la production de logements adaptés et accessibles, le Pays d'Aix a établi un partenariat avec HandiToit Provence depuis 2012 en vue de soutenir la plate-forme du logement adapté mise en place par cette dernière.

Dans ce cadre, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir, la mise en œuvre des activités de la plate-forme du logement adapté pour :

- Encourager la production de logements adaptés à forte qualité d'usage aux personnes handicapées et vieillissantes dans le neuf comme dans la réhabilitation :

o Poursuivre et renforcer la coopération avec les bailleurs sociaux pour produire des logements adaptés destinés aux personnes en perte d'autonomie, notamment via l'animation des conventions opérationnelles signées avec 31 bailleurs sociaux.

o Repérer les projets de construction de logements conventionnés publics ou privés susceptibles d'accueillir des logements adaptés et négocier avec le promoteur et/ou le bailleur pour apprécier dès la conception l'opportunité de la présence d'une part de logements adaptés.

o Proposer un appui pour la conception de logements adaptés dans le parc neuf et ancien en mettant à disposition un cahier des charges intégrant les obligations légales relatives aux logements accessibles et les éléments de « confort d'usage » non prévus par la loi, qui permettent de favoriser l'autonomie : douche adaptée, volets roulants motorisés, interrupteurs à la bonne hauteur, automatisation de la porte d'entrée...

- Organiser le recueil et le repérage des besoins et des demandes des personnes à mobilité réduite :

o Poursuivre l'accueil et l'information téléphonique des personnes et l'expérimentation du pôle d'accueil personnalisé.

o Poursuivre la mise à jour de la base de données de la demande pour recenser les personnes en recherche de logement et qualifier au plus près leurs besoins et souhaits en matière de logement.

- Participer au recensement de l'offre de logements adaptables, adaptés ou accessibles et assurer leur traçabilité :

o Recenser l'offre de logement adapté existants et créés grâce à une grille d'évaluation basée sur le cahier des charges du logement adapté Handitoit et alimenter de manière dématérialisée la base de données des logements adaptés Handitoit.

o Réaliser une nouvelle campagne de mobilisation auprès des bailleurs pour qu'ils participent au recensement des logements adaptés au sein de leur parc.

o Poursuivre l'enrichissement du site <http://www.logementadapte13.org/>.

o Diffuser et porter à connaissance le « Label Handitoit » basé sur le cahier des charge du logement adapté Handitoit.

- Organiser la mise en relation entre l'offre et la demande :

o Sensibiliser les communes et les partenaires du Territoire.

o Diffuser largement des offres (réseaux sociaux, mails, site du logement adapté).

o Par un travail régulier avec les bailleurs sociaux et les réservataires concernés pour l'identification des candidatures et l'orientation lors de la libération d'un logement adapté.

o Porter à la connaissance du Conseil de Territoire la liste des logements adaptés produits sur son territoire et la liste des équipements effectivement réalisés par le bailleur au moment de la livraison du programme.

o Informer le Conseil de Territoire des offres de logement adaptés livrés qu'elle aura identifiées sur le territoire.

- Développer le partenariat en direction des collectivités qui ont en charge les questions sur l'habitat, l'accessibilité et les politiques sociales en faveur des personnes handicapées, notamment dans le cadre de la Charte Régionale d'engagement en faveur du logement adapté.

Pour sa part, le Pays d'Aix, dans la continuité des actions engagées dans le cadre de la précédente convention, s'engage à :

- Soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs et des activités de la plate-forme du logement adapté pour l'année 2020.

- Participer à la mise en œuvre des objectifs de la Charte Régionale d'engagement en faveur du logement adapté dont elle est signataire.

- Poursuivre le soutien au développement de l'offre de logements sociaux sur son territoire et en particulier le développement de logements adaptés, conformément aux objectifs qui seront validés dans le PLH métropolitain

- Sensibiliser les bailleurs et les communes à l'enjeu de produire du logement adapté et les informer de la possibilité de prendre appui sur l'action d'Handitoit Provence telle que précisée dans la présente convention.

- Porter à la connaissance d'Handitoit les demandes de logements adaptés qu'il aura identifiées sur son territoire.

- Soutenir la production de logements adaptés avec un accompagnement minimum afin de favoriser l'autonomie des personnes dépendantes liées à l'âge ou au handicap.

- Inciter les constructeurs et gestionnaires spécialisés à s'orienter vers des produits moins coûteux avec moins de services obligatoires et mieux intégrés.

- Poursuivre l'effort de mise en accessibilité du parc social existant par des incitations financières en direction des bailleurs et des communes.

- Négocier une réservation de logements adaptés dans les programmes neufs qu'elle finance.

- Faciliter les mises en relation avec les partenaires : communes, État, Aatiko...

Budget de l'action :

Au titre de l'année 2020, la participation financière sollicitée auprès du Pays d'Aix s'élève à 8 000 €.

Ce montant pourra être modifié par avenant après évaluation annuelle de l'atteinte des objectifs.

Cette aide financière sera versée selon les modalités suivantes :

- Un acompte dans la limite de 80 % de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire;
- Le solde de 20 % sur présentation du rapport d'activité annuel, du compte de résultat annuel et du bilan descriptif et chiffré de l'action réalisée sur l'année signé par le trésorier et le président de l'association.

Cette subvention sera attribuée après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales de l'association.

A l'issue de cette année, un bilan sera effectué pour envisager le renouvellement éventuel de la convention.

Le bilan définitif devra être fourni au plus tard le 31 mars de l'exercice N+1.

• **Pour 2020 :**

N° GU	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs
2020-00342	Association HandiToit Provence	Développement de la plateforme du logement adapté sur le territoire du Pays d'Aix pour favoriser l'accès au logement des personnes en situation de handicap	8 000 €	449 000 €	8 000 €	8 000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2005-102 du 11 février 2005 modifiée pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La délibération n°2002_A122 du Conseil communautaire de la CPA du 15 juillet 2015 relative à la prise en compte globale de l'intégration des personnes à mobilité réduite ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016_172_CT2 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016 relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec l'association HandiToit Provence ;

- La délibération n° DEVT 004-6150/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 relative à la convention de partenariat entre le Territoire du Pays d'Aix et HandiToit Provence pour l'année 2019 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de favoriser l'autonomie de vie des personnes handicapées en les accompagnant dans la recherche d'un logement adapté et sécurisé.

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat annuelle conclue entre HandiToit Provence et le Pays d'Aix .

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 8 000 € à l'association HandiToit Provence au titre de l'année 2020.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 4 :

Sous réserve du vote du budget 2020, les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 50.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 585

Approbation des conventions de préfinancement dans le cadre du plan de sauvegarde des Facultés à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix a initié une étude engagée en 2014 de la résidence Les Facultés située dans le quartier politique de la ville d'Encagnane à Aix-en-Provence et qui a mis en relief, au delà de la dégradation des bâtiments, des difficultés de gestion et d'entretien liés aux impayés des charges et aux problèmes d'occupation. Cette situation financière extrêmement dégradée a conduit le syndic de copropriété à saisir le Tribunal de Grande Instance ainsi que la Loi l'impose, qui a nommé, par Ordonnance du 29 avril 2014 un administrateur provisoire – qui se substitue donc au syndic – avec, notamment, pour mission de prendre toutes mesures nécessaires au rétablissement du fonctionnement normal de la copropriété.

Par délibération n° DL 2014-385 du conseil municipal de la ville d'Aix-en-Provence du 3 novembre 2014, il est instauré un droit de préemption urbain renforcé, en confiant les interventions de cette copropriété à l'OPH Pays d'Aix Habitat.

Le 24 août 2015, le Préfet des Bouches-du-Rhône prenait un Arrêté portant création de la commission chargée de l'élaboration du plan de sauvegarde dont l'exécution s'est déroulée à partir de l'année 2016. Cette opération de requalification relève des objectifs définis par l'Article L 300-1 du Code de l'Urbanisme en matière d'opérations d'aménagement et,

notamment, celui relatif à la lutte contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux. La résidence Les Facultés est située au sein du quartier politique de la ville d'Encagnane qui a été retenu au titre des opérations de renouvellement urbain pour lequel une concession d'aménagement a été signée avec la SPLA. La métropole a confié cette mission qui consiste à assurer le pilotage et la coordination de cette opération.

Les missions confiées à la SPLA "Pays d'Aix Territoires", se présentent en deux parties :

- D'une part les études techniques, financières, juridiques et sociales détaillées, préalables et

nécessaires à l'exécution de l'opération de requalification ;

- Et, d'autre-part, la mise en œuvre effective de la réhabilitation des bâtiments, des aménagements d'espaces extérieurs et du traitement des espaces publics de proximité.

La résidence "Les Facultés" est un ensemble immobilier situé dans le quartier Encagnane, entre l'avenue de l'Europe et le boulevard Albert Schweitzer. Elle est partie intégrante du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPNRU) et figure, à ce titre, dans la convention qui devra être signée avec l'ANRU d'ici la fin de l'année 2019.

Construite dans les années 1970 sur la parcelle cadastrée section CO n° 36, d'une superficie de 5 677 m², les immeubles sont à usage mixte : habitations, bureaux et commerces. On y dénombre 529 studios, 28 bureaux, 17 locaux commerciaux, un dépôt, des réserves et des emplacements de stationnement (voitures, vélos). Environ 660 personnes y vivent, en majorité, des locataires jeunes ayant de faibles revenus, des étudiants en situation précaire. Parmi les 577 copropriétaires, seuls 5 % y résident. Les propriétaires résidant sont à hauteur de 50 % des ménages sous le seuil de pauvreté (987 €/mois). Peu sont mobilisés pour la bonne gestion de la résidence.

Le Syndic de Copropriété Nexity a été mandaté pour collecter les fonds nécessaires à la réalisation de l'opération. S'agissant d'une démarche partenariale visant à redresser durablement la situation globale de cet ensemble immobilier, par délibération n° DL.2018-589 du conseil municipal de la ville d'Aix-en-Provence du 17 décembre 2018, une aide financière a été sollicitée auprès du Conseil Départemental 13 et au Conseil Régional PACA. Cette aide financière permettra de parer aux travaux les plus urgents (sécurité incendie et amiante) et de mener à bien la transformation durable des 510 studios et locaux que compte cette résidence.

Dans la poursuite du plan de sauvegarde, il est convenu, entre les différents partenaires et le syndic de copropriété, le lancement des travaux pour le premier trimestre de l'année 2020. Pour cela, les

conventions ci-annexées présentent le plan de financement et les étapes des travaux à engager pour démarrer la réhabilitation physique de la copropriété. Il est prévu une première étape de sécurisation appelée « travaux d'urgence » puis une phase de mise en conformité des bâtiments.

Ces conventions ont pour objet de définir les engagements contractuels des signataires pour la mise en œuvre du préfinancement par la SACICAP des subventions publiques des partenaires attribuées par l'Anah, la Métropole - Territoire du Pays d'Aix, et le Département des Bouches du Rhône dans le cadre de la réalisation des travaux, portant sur les parties communes de la « Résidence Les Facultés », validés par le Syndic en assemblée générale du 05 décembre 2019.

Société anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété (SACICAP), celle-ci passe toutes conventions avec l'État ou des organismes publics et parapublics définissant les objectifs et les conditions d'exercice de l'activité des SACICAP pour l'accession à la propriété.

Composé de 52 SACICAP, le réseau PROCIVIS s'est engagé par convention conclue avec l'État le 19 juin 2018 pour une durée de cinq ans dans le financement de la rénovation du parc privé de logements et s'inscrit dans le cadre du Plan de Rénovation Énergétique et de l'accompagnement des copropriétés fragiles et en difficulté.

Cet engagement prend notamment la forme d'un préfinancement des subventions de l'Anah et des collectivités et EPCI partenaires aux syndicats de copropriétaires pour la réalisation de travaux de rénovation dans les copropriétés fragiles et en difficulté. Le financement du reste à charge collectif peut également être assuré.

Le préfinancement prend la forme d'un prêt collectif sans intérêt au profit des syndicats de copropriétés et peut couvrir jusqu'à 100% du coût des travaux.

PLAN DE SAUVEGARDE : CONVENTIONS DE PRÉFINANCEMENT ET DE FINANCEMENT

L'élaboration du plan de sauvegarde est, à ce jour, à l'étape de lancement des travaux qui permettra la mise en sécurité et la mise aux normes des parties communes de la résidence Les Facultés. Il a été décidé de conventionner les travaux en deux étapes, avec d'une part des travaux d'urgence et d'autre part des travaux de mise en conformité. Ces étapes sont concomitantes, elles se concrétisent à travers deux conventions distinctes qui permettent de clarifier les interventions, les financements et les partenaires impliqués financièrement. De plus, une convention de financement entre la Métropole-Territoire du Pays d'Aix et le syndic de copropriété présente les modalités de versement des subventions et les engagements financiers concourants à la mise en œuvre des travaux.

• CONVENTION DE PRÉFINANCEMENT DES SUBVENTIONS PUBLIQUES « Travaux d'urgence BLOC1 »

Cette convention fait état des travaux d'urgence dite du bloc1 dont les partenaires sont la Métropole, l'Anah, le Département des Bouches du Rhône, la SACICAP et le syndic de copropriété. Cette convention a pour objet de définir les engagements contractuels des signataires pour la mise en œuvre du préfinancement par la SACICAP des subventions publiques attribuées par l'Anah, la Métropole - Territoire du Pays d'Aix, et le Conseil Départemental 13 au Syndicat pour la réalisation des travaux définis. Le montant des travaux y compris les honoraires techniques est estimé à 3 958 717 € HT soit 4 354 590 € TTC.

Le préfinancement des subventions accordées par l'Anah, le Territoire Pays d'Aix et le Département des Bouches du Rhône, en lien avec le programme de Travaux, s'élève à la somme de 3 628 961 €, ci-après l'« **Avance** ».

La différence entre l'Avance et le montant des Travaux est financée directement par les copropriétaires à hauteur de 725 628 €.

SeulEs les dépenses de travaux et les honoraires techniques peuvent faire l'objet d'un préfinancement, ce qui exclut toutes les dépenses d'études préalables et de gestion qui ne sont pas prises en compte par la SACICAP.

Projet de répartition des financements	
ANAH	3 080 713 €
Département	152 376 €
Métropole – Territoire du Pays d'Aix	395 872 €
Total	3 628 961 €

CONVENTION DE PRÉFINANCEMENT DES SUBVENTIONS PUBLIQUES « Travaux de mise en conformité BLOC2 »

La convention lie les partenaires suivant : la Métropole-Territoire du Pays d'Aix, l'Anah, la Sacicap et le syndic de copropriété. Cette convention

a pour objet de définir les engagements contractuels des signataires pour la mise en œuvre du préfinancement par la SACICAP des subventions publiques attribuées par l'Anah et la Métropole-Territoire du Pays d'Aix, au Syndicat pour la réalisation des travaux définis. Le montant des travaux y compris les honoraires techniques est estimé à 1 782 535 € HT soit 1 960 789 € TTC.

Le préfinancement des subventions accordées par l'Anah et le Territoire du Pays d'Aix, en lien avec ce programme de Travaux, s'élève à la somme de 1 570 295 € HT, ci-après l'« **Avance** ».

La différence entre l'Avance et le montant des Travaux est financée directement par les copropriétaires à hauteur de 390 494 € TTC.

Seules les dépenses de travaux et les honoraires techniques peuvent faire l'objet d'un préfinancement, ce qui exclut toutes les dépenses d'études préalables et de gestion qui ne sont pas prises en compte par la SACICAP.

Projet de répartition des financements	
ANAH	1 213 788 €
Métropole – Territoire du Pays d'Aix	356 507 €
Total	1 570 295 €

• CONVENTION DE FINANCEMENT - MÉTROPOLE ET SYNDIC DE COPROPRIÉTÉ

Cette convention a pour objet de déterminer le montant de financement du Pays d'Aix pour la réalisation des travaux d'urgence et de mise en conformité votée par les copropriétaires lors de l'AG du 05 décembre 2019 dont le procès verbal est joint en annexe. Elle fixe également les modalités de gestion et de versement de ces financements ainsi que les modalités de versement des subventions au syndicat pour la réalisation de ces travaux. Il est convenu ainsi que le montant prévisionnel de financement de la Métropole -Territoire du Pays d'Aix sera versé à la SACICAP de Provence, organisme d'Etat, spécialisé dans le préfinancement d'opérations placées sous maîtrise d'ouvrage publique, afin d'en assurer la conservation et d'en garantir le versement au syndicat de copropriétaires bénéficiaire. Ce préfinancement prend la forme d'un prêt collectif sans intérêt au profit du Syndicat de copropriété, il peut couvrir jusqu'à 100 % du coût des travaux et fait l'objet d'une convention spécifique.

Le coût total prévisionnel des travaux, comprenant le Bloc 1 et le Bloc 2, s'élève à 6 315 378 euros TTC.

Ce montant comprend le montant des travaux eux-mêmes 4 467 901 euros HT, auxquels s'ajoutent les honoraires de maîtrise d'œuvre d'exécution, les aléas, la DO (assurance Dommage Ouvrage) et les honoraires du syndic de copropriété pour le suivi administratif et financier des travaux qui s'élèvent à 1 273 351 € HT.

Considérant la base subventionnable HT, les montants prévisionnels des financements du Pays d'Aix s'élèvent à hauteur de 10% du coût de revient HT à la présente convention, suivant la répartition suivante :

Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire Pays d'Aix	
Financements prévisionnels	Phase 1 Travaux d'urgence 395 872 €
	Phase 2 Travaux de mise en conformité 356 507 €
Total de la participation 752 379 €	

Le montant de cette réhabilitation s'élève à 6 315 378 euros TTC. Il se décline dans le plan de financement joint et intègre les participations financières de l'ensemble des partenaires.

La participation du Pays d'Aix à cette opération s'élève à 752 379 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A325 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative au principe d'intervention de la CPA sur le projet de restructuration de la copropriété des Facultés à Aix en Provence ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'engager ce plan de sauvegarde dans sa phase opérationnelle,

le Pays d'Aix se doit d'accompagner cette copropriété dans sa réhabilitation.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions d'un montant de 395 872 € TTC pour les travaux d'urgence liés à la phase 1 et une subvention d'un montant de 356 507 € TTC pour les travaux de mise en conformité au syndicat de copropriété de la résidence Les facultés à Aix-en-Provence.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 752 379 € à la SACICAP de Provence dans le cadre du financement des travaux tels que cités dans l'article 1 ci-dessus et dans les conventions annexées.

Article 3 :

Sont approuvées les conventions de préfinancement des subventions publiques à conclure dans le cadre du plan de sauvegarde de la résidence Les Facultés.

Article 4 :

Est approuvée la convention de financement à conclure entre la Métropole – Territoire du Pays d'Aix et le Syndicat des copropriétaires de la résidence Les Facultés.

Article 5 : Madame le Président du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ainsi que tous les documents y afférent.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 45811822735, nature 4581, fonction 50 sur l'autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 586

Autorisation de signer les Conventions d'Utilité Sociale (CUS) des bailleurs sociaux

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'habitat est au cœur des enjeux de la Métropole en termes d'attractivité et de mobilité. La politique en faveur du logement social, qui en est un des volets, constitue un élément majeur pour le projet de développement et de cohésion sociale du territoire métropolitain.

Depuis la prise de délégation des aides à la pierre en 2017, la Métropole a agréé plus de 7 500 logements sociaux. Le rythme des réhabilitations a également été soutenu tout particulièrement dans les opérations de renouvellement urbain.

Ces résultats découlent pour une large part des moyens importants et diversifiés (subventions aux opérations, maîtrise de fonciers, fléchage de programmes de logements sociaux dans les opérations d'aménagement publiques, investissement dans les quartiers ANRU) qui ont été consacrés pour soutenir l'effort de production et de requalification du patrimoine. Pour une autre part, ils reposent sur la mobilisation des bailleurs sociaux et la qualité du partenariat constitué autour des objectifs partagés lors de l'élaboration du Programme local de l'Habitat.

Les conventions d'utilité sociale (CUS) ont été rendues obligatoires pour tous les organismes d'habitations à loyer modéré par la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de Mobilisation pour le Logement et la Lutte contre l'Exclusion (MOLLE). Établies sur la base des Plans Stratégiques de Patrimoine (PSP), ces conventions définissent, pour une période de 6 ans, des engagements, en matière de politique patrimoniale, de développement de l'offre, de politique sociale et de qualité du service rendu aux locataires.

C'est dans cet esprit que la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté et son décret d'application n°2017-922 du 9 mai 2017 ont considérablement simplifié le cadre réglementaire d'élaboration des nouvelles CUS, en réduisant le nombre d'engagements des organismes. Les engagements pris par l'organisme doivent aussi être cohérents avec les besoins des territoires, en particulier lorsqu'ils sont exprimés dans les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) ou le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

La CUS est le cadre de contractualisation des rapports entre l'Etat, les organismes HLM et les collectivités. Traduction du projet des organismes HLM, elles constituent une déclinaison locale des objectifs de la politique nationale du logement, que ce soit en termes de développement de l'offre et de la vente HLM, de transition énergétique, de mise en œuvre du droit au logement et de politique d'attribution des logements locatifs sociaux.

L'un des principaux enjeux est la définition d'une politique de vente HLM et de renouvellement urbain permettant de concilier équilibre économique, objectifs au titre de la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU) et besoins des ménages. En effet, le nouveau modèle économique des organismes HLM issu de la mise en application de la réduction du loyer de solidarité (RLS) et de la loi ELAN, implique la définition d'une politique de vente ambitieuse qui se situe à la croisée de différentes politiques publiques. La CUS contient désormais un plan de vente HLM (liste de logements à vendre), qui vaut autorisation de vendre pour l'ensemble de la durée de la convention.

Les principaux enjeux, fixés par le Préfet de Région, qui devront être pris en compte par les organismes HLM, dans le cadre des CUS, sont les suivants :

- Poursuivre le développement d'une offre de logements durable, abordable et équilibrée sur les territoires ;
- Définir une politique de vente HLM et de renouvellement urbain permettant de concilier équilibre économique, objectifs SRU et besoins des ménages ;
- Maintenir un parc locatif social attractif et de qualité en veillant à la maîtrise des loyers et des charges ;
- Mettre en œuvre une politique d'attribution visant à favoriser les parcours résidentiels des ménages et favoriser le maintien et l'accès au logement des publics les plus défavorisés et prioritaires, tout en veillant à maintenir une mixité sociale ;
- Organiser la gouvernance et l'association des partenaires à l'élaboration de la convention d'utilité sociale.

Cette seconde génération de CUS qui porte sur 2019-2024 fera l'objet d'une évaluation à trois ans et d'une autre au terme de la convention. A l'initiative de l'organisme, elle pourra faire l'objet d'un avenant pour introduire la Nouvelle Politique de Loyer (NPL), qui s'appliquera alors jusqu'à la fin de la CUS. La NPL s'applique à compter du 1er janvier qui suit la signature de la convention ou de l'avenant.

La Métropole a déjà lancé de grands chantiers d'envergure tels que le Programme Local de l'Habitat, la prise de délégation des aides à la pierre, la Conférence Intercommunale du Logement et l'élaboration de la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA) et du Plan Partenarial de Gestion et d'Information des Demandeurs (PPGDID), la stratégie de lutte contre l'habitat indigne, la signature des protocoles NPNRU. Dans ce cadre, elle anime et met en œuvre une politique partenariale avec tous les acteurs de l'habitat pour répondre aux nombreux défis et pour construire une Métropole attractive solidaire et innovante.

La loi égalité et citoyenneté prévoit que les EPCI tenus de se doter d'un Programme Local de l'Habitat (PLH) ou compétents en matière d'habitat avec au moins un Quartier Prioritaire de la Ville (QPV), sont associés à l'élaboration des dispositions de la convention d'utilité sociale (CUS) relative aux immeubles situés sur leur territoire. À ce titre, en tant que personne publique, les EPCI concernés peuvent décider d'être signataires des CUS conclues par les organismes HLM disposant d'un patrimoine sur leur

territoire. À réception de la notification de la délibération d'engagement des organismes HLM dans la procédure d'élaboration de la CUS, les personnes publiques disposent d'un délai de 2 mois pour signifier si elles souhaitent être signataires de la CUS. À défaut de réponse ou en cas de refus, ces personnes publiques seront simplement associées à l'élaboration de la CUS relative aux immeubles situés sur leur territoire.

L'OPH 13 Habitat, les ESH UNICIL, la SFHE Arcade, Logis Méditerranée, ICF Habitat et la Coopérative d'HLM Poste Habitat Provence ont sollicité la Métropole pour être signataire de leur CUS 2019-2024.

Compte-tenu de la compétence de la Métropole en matière d'équilibre social de l'habitat et de l'élaboration du PLH et afin permettre d'engager un partenariat plus étroit avec les bailleurs sociaux présents sur le territoire, il est proposé de confirmer la volonté d'être signataire de la CUS de ces organismes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La sollicitation des organismes pour que la Métropole soit signataire de leur CUS.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente en matière d'équilibre social de l'habitat et de l'élaboration du programme local de l'Habitat.
- Que la Métropole est compétente en matière de politique de la ville.
- Que la Métropole s'est engagée dans des démarches partenariales en faveur de l'habitat et d'une attractivité durable du territoire.

Délibère

Article unique :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les CUS des bailleurs sociaux qui ont sollicité la Métropole.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire- Politique de la ville/ Cohésion sociale

2019 CT2 587

Adoption d'un plan Métropolitain de prévention et de lutte contre les discriminations

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville. Elle vient renforcer l'action publique en matière de prévention et lutte contre les discriminations en l'inscrivant comme axe transversal du contrat de ville et en instaurant la mise en place de plans territoriaux de prévention et de lutte contre les discriminations.

Depuis 2015, il est donc obligatoire pour les intercommunalités disposant de quartiers prioritaires de se doter d'un Plan de Prévention et de Lutte Contre les Discriminations. A ce titre, la Métropole Aix-Marseille Provence doit porter une démarche métropolitaine qui fédère l'action des 6 contrats de ville territoriaux en matière de prévention et de lutte contre les discriminations, en lien avec les partenaires Etat, Conseil Départemental et Régional, Défenseurs des droits.

Il s'agit d'intervenir au plus près des besoins ressentis par les habitants, en particulier ceux issus des quartiers prioritaires, mais également de lever les obstacles à une égalité de traitement dans l'ensemble des politiques publiques qui relèvent de sa compétence. En ce sens, il s'agit d'une démarche intégrée qui concerne les 92 communes de la Métropole.

A compter du mois d'avril 2018, un travail partenarial a été effectué par les 6 conseils de territoire et 8 villes (Aix en Provence, Istres, La Ciotat, Marignane, Miramas, Pertuis, Salon de Provence, Vitrolles) disposant d'un Plan de prévention et de lutte contre les discriminations ou d'actions dans ce registre. Pour ce faire un état des lieux et des documents de synthèses ont été réalisés de façon collaborative par les différents territoires. Ils ont permis de définir les bases du Plan Métropolitain de Prévention et de Lutte Contre les Discriminations.

Ce plan métropolitain vise à prévenir et à lutter contre les inégalités de traitement illégales qui mettent à mal la cohésion sociale. Les enjeux

repérés sont de limiter les inégalités induites par « l'effet quartier » et les autres discriminations liées à l'origine, le genre, l'âge, le handicap ou l'orientation sexuelle, de contribuer à améliorer l'égalité des chances des populations discriminées et de donner une cohérence territoriale à la lutte contre les discriminations au niveau métropolitain.

Il est composé de deux orientations principales, la première vise à faire de notre métropole un territoire exemplaire, en interne, en matière de prévention et de lutte contre les discriminations, la seconde donne à la Métropole un rôle de tête de réseau, de lieu-ressource pour les territoires et acteurs concernés.

Dans un premier temps, la nécessité d'asseoir le PMLCD de façon transversale sera lancée par un moment d'ateliers de travail, du type workshop. Associant élus et directeurs généraux des secteurs concernés, il permettra de partager les grandes orientations de ce plan de lutte et de lancer officiellement la dynamique métropolitaine.

Dans un deuxième temps, les directions et les agents seront associés afin de développer le PMLCD de façon intégrée, par l'implication des différents secteurs concernés et la formation des agents à travers la mise en place :

- D'une conférence managériale autour des discriminations avec l'intervention de spécialistes et d'outils pertinents ;
- D'un plan de formation à destination des agents en lien avec les partenaires spécialistes de la thématique et de la formation ;
- La création d'un guide des bonnes pratiques à destination des agents sur la prévention des discriminations.

C'est aussi l'implication personnelle des agents qui sera proposée par l'accueil de stagiaires issus des quartiers prioritaire, en déficit de réseaux professionnels, à l'occasion de stages de 3^{ème} et des stages de 2^{ème} et 3^{ème} cycle universitaire, Elle proposera aussi aux agents volontaires la possibilité de parrainer des jeunes diplômés de 3^{ème} cycle pour faciliter leur insertion professionnelle et de valoriser leur implication lors d'une journée dédiée.

L'autre grand axe de ce plan métropolitain est à destination des collectivités et partenaires.

Différents territoires et communes de la Métropole (Aix en Provence, Istres, La Ciotat, Marignane, Miramas, Pertuis, Salon de Provence, Vitrolles) se sont engagés depuis plusieurs années, principalement dans le cadre de la politique de la Ville, sur des actions de prévention et de lutte contre les discriminations. Six communes et un conseil de territoire ont élargi leur engagement à travers la mise en place d'un plan de prévention et de lutte contre les discriminations (la Ciotat, Vitrolles, Salon, Miramas, Pays de Martigues) ou d'un chargé de mission spécifique (Marseille et conseil de territoire du Pays de Martigues.)

Ces différentes actions et plans de prévention et de lutte ont des modalités d'organisation et d'intervention diverses et adaptés à leurs réalités territoriales. Ils visent la prévention des discriminations à travers des actions :

- De formation en direction des acteurs locaux (agents territoriaux, professionnels et bénévoles)
- De sensibilisation en direction du public (ateliers ou événements en direction des enfants, jeunes, adultes)
- De soutien aux victimes (écoute et expression des victimes, permanences juridiques) en lien avec les délégués locaux du Défenseur des droits.

Certaines communes ont développé des compétences spécifiques de prévention et de lutte contre les discriminations dans le domaine de l'emploi, du logement, ou de l'éducation.

Ces communes et territoires se sont engagés depuis plusieurs années, en lien avec les services de l'Etat, autour d'une dynamique partenariale favorisant le travail en réseau et l'échange de pratiques entre les différents agents communaux ou métropolitains en charge de cette thématique. Depuis 2018, ce partenariat s'est inscrit progressivement dans le cadre du travail métropolitain sur la prévention et la lutte contre les discriminations.

Afin de s'articuler avec les différentes dynamiques territoriales, la Métropole peut dans le cadre du plan métropolitain de prévention et de lutte contre les discriminations se positionner comme tête de réseau et proposer un espace ressources autour de la prévention et de la lutte contre les discriminations en appui aux territoires et aux professionnels.

La Métropole propose :

- La production d'un état des lieux de l'offre et d'une action de veille stratégique sur les actions innovantes et efficaces à l'échelle nationale ou internationale ;
- La création ou la valorisation des outils spécifiques ;
- Le développement d'une offre de formation externe au service des acteurs du territoire métropolitain ;
- Le soutien au travail en réseau des différents territoires sur cette thématique.

Afin de développer de nouvelles formes de réponses pour prévenir et lutter contre les discriminations à l'échelle de la Métropole, des Conseils de territoires ou des Villes, la Métropole propose la création d'un Fond d'Initiative Annuel innovant qui visera à soutenir les plans locaux de prévention et de lutte contre les discriminations et à accompagner le développement d'actions sur les communes sans PLCD

La Métropole mettra en place un événement en mesure d'associer les habitants et de les sensibiliser à l'importance de la prévention des discriminations sous une forme festive, accompagnés de temps

d'échanges d'expertises afin de donner de la visibilité au travail mené sur le territoire métropolitain.

Enfin dans une démarche de marketing territorial et pour mobiliser l'ensemble des habitants, des acteurs et des territoires sur l'enjeu de la prévention et la lutte contre les discriminations, la Métropole produira une campagne de communication annuelle pendant la semaine de prévention et de lutte contre les discriminations sur l'ensemble de la Métropole et soutiendra la visibilité des plans locaux de prévention et de lutte contre les discriminations. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- Le nouveau cadre de référence 2014 de la lutte contre les discriminations au sein de la politique de la ville
- Les six contrats de ville en cours sur le territoire métropolitain ;
- Le Plan Métropolitain de Prévention et de Lutte Contre Les Discriminations ci annexé.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les discriminations, en raison des inégalités de traitement qu'elles engendrent, nécessitent des corrections afin de développer l'inclusion et promouvoir l'égalité des chances,
- Qu'il appartient à la Métropole Aix-Marseille Provence d'adopter un Plan Métropolitain de Prévention et de Lutte Contre les Discriminations au titre de la politique de la ville,
- Qu'un travail d'élaboration associant les différents conseils de territoire et des communes a été mené depuis plus d'une année pour fonder l'architecture générale

d'un Plan Métropolitain de Prévention et de Lutte Contre les Discriminations,

- Qu'il appartient au secteur de la Cohésion sociale et de la politique de la ville de porter l'animation de ce Plan Métropolitain de Prévention et Lutte contre les Discriminations,

Délibère

Article 1 :

Est adopté le Plan Métropolitain de Prévention et de Lutte Contre les Discriminations (PMLCD), ci annexé, tel qu'il a été élaboré par le groupe de travail représentant les différents territoires, collectivités et partenaires associées à cette politique publique,

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ce Plan Métropolitain de Prévention et de Lutte Contre les Discriminations ci annexé.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, sous-politique D110, nature 65748, fonction 552.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2019 CT2 588

Approbation du rapport politique de la ville 2018

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés sur le territoire de la Métropole au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

Concernant la métropole Aix-Marseille- Provence, les quartiers ciblés par la politique de la ville sont au nombre de 59 et comptent 300 000 habitants, auxquels se rattachent 19 Quartiers de Veille Active

38 QPV pour le Contrat de Ville Marseille Provence : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes Les-Vallons, soit 244 000 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 3 quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

8 QPV pour le contrat de Ville du Pays d'Aix : 4 à Aix en Provence, 1 à Gardanne ,1 à Pertuis et 2 à Vitrolles, soit 23220 habitants.

4 QPV pour le Contrat de Ville du Pays Salonais : 2 à Berre -L'Etang et 2 à Salon de Provence, soit 8000

habitants. A ceux-ci s'ajoute 1 quartier de veille à Salon de Provence

1 QPV pour le Contrat de Ville du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, situé à Aubagne et comptant 2300 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 3 quartiers de veille également à Aubagne.

3 pour le Contrat de Ville Istres Ouest Provence : 1 à Istres et 2 à Miramas , soit 10 400 habitants . A ceux-ci s'ajoutent 7 quartiers dits de veille : 4 à Port Saint Louis du Rhône, 1 à Istres et 2 à Miramas.

5 pour le Contrat de Ville du Pays de Martigues : 3 à Martigues, 2 à Port de Bouc soit 11 800 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 5 quartiers de veille : 4 à Martigues et 1 à Port de Bouc.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Dans sa rédaction issue de la loi n° 2014-173 , le décret n°2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville prévu aux articles L1111-2 et L 1811-2 du code général des collectivités territoriales , paru au Journal Officiel du 5 septembre 2015 prévoit que

« Dans les communes et établissements publics de coopération intercommunale(EPCI) signataires d'un Contrat de Ville, le Maire et la Présidente de l'EPCI sont tenus de présenter annuellement à leur assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville, les actions qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmation de nature à améliorer cette situation.

Ce rapport est débattu annuellement au sein du Conseil municipal et du Conseil de la Métropole.

Les conseils citoyens présents sur le territoire concerné sont consultés en amont sur le projet du rapport. Le présent décret précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport annuel »

Les six rapports ci-annexés sont relatifs à la mise en œuvre opérationnelle en 2018 des Contrats de Ville par la Métropole Aix- Marseille-Provence.

Ils décrivent notamment la mise en œuvre en 2018 des contrats de ville sur chaque Conseil de Territoire, l'évolution de la situation dans les quartiers prioritaires, l'articulation entre les actions menées au niveau des différents volets du contrat de ville, et s'il y a lieu avec les opérations d'aménagement au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, l'accompagnement des conseils citoyens et l'ingénierie mobilisée.

Ils ont été soumis à l'ensemble des conseils municipaux compétents dont les avis, le cas échéant, sont joints en annexe.

Ils ont été présentés aux conseils citoyens existants sur les territoires concernés dont les avis, le cas échéant, sont joints en annexe.

Le principe d'une évaluation à mi-parcours des contrats de ville a été validée à l'échelle de la

Métropole par délibération du 13 juillet 2017 avec une seule évaluation pour les six territoires, co-pilotée par la Métropole et l'Etat, en associant l'ensemble des partenaires des contrats et les conseils citoyens.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- Les articles L1111-2 et L 1811-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Contrat de Ville du Territoire de Marseille Provence signé le 15 juillet 2015 ;
- Le Contrat de Ville du Pays d'Aix signé le 30 juin 2015 ;
- Le Contrat de Ville du Territoire Pays Salonais signé le 3 juillet 2015 ;
- Le Contrat de Ville du Pays d'Aubagne et de l'étoile signé le 6 octobre 2015 ;
- Le contrat de Ville d'Istres-Ouest Provence signé le 23 octobre 2015 ;
- Le Contrat de Ville du pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 ;
- Les avis des conseils municipaux des communes concernées ;
- Les avis des conseils citoyens des territoires concernés.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole doit présenter annuellement un rapport sur la situation de l'intercommunalité en matière de politique de la Ville ;
- Qu'il est important de noter toutes les actions menées sur cette thématique transversale

Délibère

Article unique:

Est pris acte de la présentation du rapport Politique de la Ville 2018 pour les quartiers prioritaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexé.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire- Prospective et aménagement de l'espace / SCOT

2019 CT2 589

AVIS- Evolution des périmètres de droit de préemption urbain et de droit de préemption urbain renforcé sur la commune d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L.211-2 2ème alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Établissement Public de Coopération Intercommunale est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Établissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain (DPU).

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de Plan Local d'Urbanisme. Sur le territoire du Pays d'Aix, cette compétence est devenue effective au 1er janvier 2018, jusqu'à cette date elle était exercée par la commune.

La commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme par délibération n°2015-349 en date du 23 juillet 2015. Depuis cette date le document d'urbanisme a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolutions dont la révision allégée n°1 du 18 octobre 2018 et la révision allégée n°2 en date du 24 octobre 2019.

Suite à l'approbation de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), la commune a actualisé son droit de préemption urbain et son droit de préemption urbain renforcé, par délibération n° 2015-350 du 23 juillet 2015.

Ainsi le Droit de préemption urbain couvre l'ensemble des zones U et AU du PLU tel qu'approuvé en juillet 2015, un Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) couvre le centre-ville (incluant notamment le périmètre du plan de sauvegarde et de mise en valeur et une partie de la première couronne urbaine) mais également le quartier entre le boulevard de la République, l'avenue des Belges et l'avenue de l'Europe (Ancienne ZAC Sextius-Mirabeau-Europe et

ZAC Sextius-Mirabeau notamment) ainsi que les copropriétés des Facultés et du Ligourès.

Suite à l'approbation d'une convention de réhabilitation de l'agglomération aixoise, le Droit de Prémption Urbain Renforcé (DPUR) a été étendu par délibération 2016-428 du 23 septembre 2016 afin d'y incorporer l'ensemble du périmètre d'intervention prioritaire en centre-ville.

Cette délibération a consisté à rajouter des parcelles dans le périmètre DPUR sans en soustraire.

De ce fait, certains quartiers de la première couronne sont encore en secteur de DPUR sans appartenir au périmètre du secteur sauvegardé ou au périmètre d'intervention prioritaire sur lesquels la commune souhaite prioriser son action. Il s'agit principalement des quartiers au sud du boulevard de la République et quelques parcelles au nord-ouest du boulevard Jean Jaurès.

Aujourd'hui, il convient de mettre à jour les périmètres du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé pour une meilleure cohérence.

Suite aux deux révisions allégées, qui ont fait évoluer de manière marginale les périmètres des zones U et AU, certaines parcelles sont soit intégrées soit supprimées du droit de préemption urbain.

Ainsi suite à la révision allégée n°1, deux parcelles sont en partie incorporées au périmètre du droit de préemption urbain suite à leur reclassement de zone agricole en zone urbaine (quartier La Duranne basse et Puyricard).

Une partie du secteur de la Constance basculant en zone Naturelle suite à la révision allégée n°2, le droit de préemption urbain n'a plus vocation à être appliqué sur les parcelles concernées.

Par ailleurs, le PLU de la commune ayant fait l'objet d'une annulation partielle sur la zone UI du hameau de la Méridole par jugement du Tribunal Administratif du 20 juillet 2017, les parcelles concernées sont dorénavant soumises au régime du Règlement National d'Urbanisme depuis le 20 juillet 2019 sur la base de la loi ELAN. Le droit de préemption urbain ne s'applique donc plus sur les parcelles concernées.

La limite entre le droit de préemption urbain simple et le droit de préemption urbain renforcé nécessite également certaines évolutions demandées par la commune par courrier du 29 août 2019.

Les périmètres de droit de préemption urbain renforcé basés sur les périmètres opérationnels de zones d'Aménagement concerté supprimées (Sextius-Mirabeau-Europe) ou en voie de suppression (Sextius-Mirabeau dont la concession est arrivée à terme au 31 décembre 2018) n'ont pas vocation à être maintenus. En effet, le maintien d'un tel droit n'a plus sa pertinence sur des quartiers récents où les interventions d'aménagement sont achevées. Le retour au régime de droit de préemption urbain simple permettra de supprimer le

traitement de déclarations d'intention d'aliéner pour des copropriétés qui ont toutes plus de 10 ans.

Par ailleurs, la commune mène depuis plusieurs années une politique de revitalisation et réhabilitation de son centre ancien qui s'est dans un deuxième temps étendue au centre des villages de Puyricard, des Milles et de Luynes.

Pour mettre en œuvre cette politique, une concession d'aménagement dite de réhabilitation urbaine de l'agglomération aixoise a été adoptée par délibération n° 2015-611 de la commune du 15 décembre 2015.

A ce jour, seul le centre-ville d'Aix-en-Provence est couvert par un droit de préemption renforcé qui permet notamment de pouvoir préempter les lots de copropriétés de plus de 10 ans.

En effet, l'article L211-4 du Code de l'Urbanisme exclut du droit de préemption urbain les cas suivants :

- l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, le tout compris dans un bâtiment soumis au régime de la copropriété soit depuis plus de dix ans, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution ;
- la cession de parts ou d'actions de société constituée en vue de l'attribution d'immeubles aux associés par fractions divisées ou de société coopérative de construction et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ;
- l'aliénation d'un immeuble bâti pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement.

L'article précise que ces cessions peuvent être soumises au droit de préemption si le titulaire décide de l'appliquer par une délibération motivée.

Or, pour faciliter l'aboutissement des projets de réhabilitation, il importe que toutes les transactions intervenant dans ces périmètres complexes soient connues afin de permettre la mobilisation des biens nécessaires à la mise en œuvre de la politique de l'habitat, la sauvegarde ou la mise en valeur du patrimoine et la réalisation d'équipements collectifs nécessaires aux besoins de la population.

En effet les centres anciens sont caractérisés par une multiplicité de copropriétés. Des opérations consistant en la rénovation d'immeubles puis leur vente par lot commencent à se multiplier.

De ce fait, il convient de confirmer le droit de préemption urbain renforcé en centre-ville sur les périmètres du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur et du secteur d'intervention de réhabilitation prioritaire souhaité par la commune, mais également de créer des périmètres de droit de préemption urbain renforcé sur les périmètres des centres anciens des villages.

Il est précisé que les périmètres de droit de préemption urbain renforcé sur les copropriétés des Facultés et du Ligourès sont maintenus.

Les effets juridiques attachés à la délibération auront pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prescrites à l'article R221-2 du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015-349 du 23 juillet 2015 de la commune d'Aix-en-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune ;
- La délibération de la Métropole n°URB 007-4625/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant la révision alléguée n°1 ;
- La délibération de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant la révision alléguée n°2
- La délibération n°2015-350 du 23 juillet 2015 de la commune d'Aix-en-Provence, actualisant les droits de préemption urbain sur la commune d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°2015-611 du 15 décembre 2015 de la commune d'Aix-en-Provence adoptant le projet de concession d'aménagement dit de « Réhabilitation urbaine de l'agglomération aixoise ;
- La délibération n°2016-428 du 23 septembre 2016 de la commune d'Aix-en-Provence, modifiant le périmètre du droit de préemption renforcé ;
- L'arrêté préfectoral du 27 juin 2012 portant approbation du Plan de sauvegarde et de mise en valeur d'Aix-en-Provence ;
- Le courrier de sollicitation de la commune d'Aix-en-Provence du 29 août 2019 sur l'application du droit de préemption urbain ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour faire évoluer le droit de préemption urbain et le droit de préemption

urbain renforcé sur la commune d'Aix-en-Provence.

- La nécessité de disposer de périmètres à jour en cohérence avec les projets menés sur le territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'actualisation du droit de préemption urbain de la commune d'Aix-en-Provence sur l'ensemble des zones urbaines et des zones à urbaniser tel que défini dans le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence en vigueur suite à l'approbation des révisions alléguées n°1 et n°2.

Article 2 :

La mise à jour du périmètre de Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) comme défini dans les plans annexés au présent rapport

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 590

AVIS- Evolution des délégations permanentes des droits de préemption urbain sur la commune d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales. Sur le territoire du Pays d'Aix, cette compétence est devenue effective au 1^{er} janvier 2018.

L'article L 211-2 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, il est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain (DPU).

Il a été pris acte que les délibérations prises par la commune d'Aix-en-Provence avant le 31 décembre 2017, fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain sur son territoire sont applicables de plein droit.

La commune d'Aix-en-Provence a approuvé son plan local d'urbanisme par délibération n°2015-349 en date du 23 juillet 2015. Depuis cette date le document d'urbanisme a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution dont la révision allégée n°1 en date du 18 octobre 2018 et la révision allégée n°2 en date du 24 octobre 2019.

Suite à l'approbation de son plan local d'urbanisme, la commune a actualisé ses droits de préemption urbain simple et renforcé par délibération n° 2015-350 en date du 23 juillet 2015, modifiée par la délibération 2016-428 du 23 septembre 2016. Une délibération au bureau de Métropole de ce jour est envisagée pour mettre à jour les périmètres des droits de préemption urbain simple et renforcé sur la commune d'Aix-en-Provence.

A ce jour, plusieurs périmètres sont délégués de manière permanente sur la commune. Il s'agit principalement de délégations permanentes aux concessionnaires de Zones d'Aménagement Concerté. Parmi celles-ci, la concession sur la ZAC Sextius-Mirabeau étant arrivée à terme au 31 décembre 2018, la délégation du droit de préemption à la SEMEPA, conférée par l'approbation de la concession, est caduque.

Concernant la copropriété dégradée des Facultés dans le quartier d'Encagnane une commission créée par arrêté préfectoral en date du 24 août 2015 est chargée de l'élaboration du plan de sauvegarde. Par délibération n°2017-120 en date du 31 mars 2017, la commune a délégué l'exercice du Droit de Préemption Urbain Renforcé à la SACOGIVA sur la copropriété. La société a fait l'acquisition de nombreux lots et ne peut plus s'impliquer financièrement dans l'opération.

Parallèlement, par délibération du Conseil de Métropole n° DEVT 009-5203/18/CM en date du 13 décembre 2018, une concession d'aménagement avec la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires relative à l'opération de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane incluant la résidence des Facultés, a été approuvée. Dans la concession, le titre II dédié à la maîtrise foncière prévoit la possibilité que le droit de préemption urbain soit délégué sur le périmètre au concessionnaire. Il est spécifié qu'en cas d'une acquisition à un prix supérieur à celui-ci, un accord exprès de la Métropole sera nécessaire.

Plus spécifiquement s'agissant de la copropriété des Facultés, la SPLA s'engage dans la mise en application du plan de sauvegarde de la copropriété.

Dans un premier temps, par courrier en date du 29 août 2019, la commune d'Aix-en-Provence a saisi la Métropole afin de supprimer la délégation permanente à la SACOGIVA sur la résidence des Facultés.

Or, l'article L213-3 du Code de l'Urbanisme permet au titulaire du droit de préemption de déléguer son droit au concessionnaire d'une opération d'aménagement.

Suite aux échanges entre les services métropolitains, la commune d'Aix-en-Provence et la SPLA, il a été décidé que le droit de préemption urbain renforcé sur la résidence des Facultés serait délégué de manière permanente à la SPLA.

Par courrier en date du 16 octobre 2019, la commune d'Aix-en-Provence confirme ce positionnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015-350 du 23 juillet 2015 du Conseil municipal d'Aix-en-Provence actualisant le droit de préemption urbain sur son territoire ;
- La délibération n°2016-428 du 23 septembre 2016 du Conseil municipal d'Aix-en-Provence, modifiant le périmètre du droit de préemption renforcé ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération n°2017-120 du 31 mars 2017 du Conseil municipal d'Aix-en-Provence, déléguant l'exercice du droit de préemption urbain renforcé à la SACOGIVA sur la copropriété dégradée des Facultés
- La délibération n°DEVT 009-5203/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole approuvant la concession d'aménagement pour le projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence
- Les courriers de sollicitation de la commune d'Aix-en-Provence du 29 août 2019 et du 16 octobre 2019 sur l'application du droit de

préemption urbain et l'évolution des délégations du droit de préemption.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour faire évoluer les délégations permanentes des droits de préemption urbain simple et renforcé sur la commune d'Aix-en-Provence.
- La nécessité de disposer de délégations de droit de préemption urbain à jour au vu des politiques publiques menées sur le territoire.

Délibère

Article 1 :

Est supprimée la délégation permanente du droit de préemption urbain renforcé à la SACOGIVA sur la résidence des Facultés (parcelle CO36).

Article 2 :

Est délégué de manière permanente le droit de préemption urbain renforcé à la SPLA Pays d'Aix Territoires sur la résidence des Facultés, parcelle CO36.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 591

AVIS- Approbation d'une convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la commune de Pertuis - Secteur Extension de la ZAE

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune de Pertuis occupe une place stratégique dans l'armature urbaine du Val de Durance, avec un rôle prépondérant dans l'accueil d'activités économiques. Elle est d'ailleurs identifiée dans le schéma de cohérence territoriale du Pays d'Aix comme un espace de développement prioritaire, caractérisé par la présence simultanée de pôles d'emplois majeurs, de zones résidentielles importantes et d'infrastructures de déplacement structurantes.

Face à la nécessité de poursuivre le développement économique local, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en collaboration avec la commune de Pertuis, a initié en mars 2013 un projet d'extension de la zone d'activités existante. En effet, le potentiel foncier situé de part et d'autre de la zone d'activités représente une opportunité de répondre aux besoins des entreprises industrielles appartenant à la sphère de l'économie productive, notamment en lien avec les énergies renouvelables et avec le projet Iter.

Ainsi, au regard des enjeux importants de développement économique du Territoire, les collectivités ont engagé un travail partenarial avec l'Établissement Public Foncier PACA afin de mettre en œuvre une politique de veille et d'anticipation foncières. Ainsi, en mars 2014, les trois acteurs ont signé une convention d'intervention foncière sur le secteur d'extension de la zone d'activités, sur un périmètre d'environ 100 hectares, avec un engagement financier s'élevant à 6 millions d'euros. Concomitamment, une zone d'aménagement différé a été créée le 16 juillet 2014 afin de maîtriser le plus en amont possible le prix du foncier.

Néanmoins, il est apparu nécessaire de compléter ces outils de veille et maîtrise foncières par la mise en œuvre d'une déclaration d'utilité publique. Ainsi, le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique par l'EPF PACA sur un périmètre de 86,5 hectares a été approuvé par délibérations du 17 décembre 2015 et du 15 février 2018. Le dossier de déclaration d'utilité publique a été approuvé par délibération du Bureau métropolitain du 20 juin 2019.

Les modalités de mise en œuvre de la procédure de déclaration d'utilité publique nécessitent de substituer une nouvelle convention d'intervention foncière à l'ancienne en l'adaptant au nouveau contexte.

Ainsi, il est proposé l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière en phase réalisation sur un périmètre 86,5 hectares. La garantie de rachat est fixée à 15 millions d'euros. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site, en considération de la mise en œuvre de la procédure de déclaration d'utilité publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2010_A188 du Conseil Communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 relative au soutien à la demande d'extension de la ZA de Pertuis au regard des critères des Espaces Stratégiques en Mutation au sens de la doctrine Rhône ;
- La délibération n°2013_A264 du Conseil Communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération d'extension de la zone d'activités de Pertuis ;
- La délibération n°2013_A263 du Conseil Communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, la Commune de Pertuis et l'EPF PACA relative à la zone d'activités de Pertuis ;
- La délibération n°2015_A333 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le principe de lancement d'une déclaration d'utilité publique pour réserve foncière par l'EPF PACA et approuvant l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière ;
- La délibération n°URB 032-3590/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 approuvant le périmètre de la déclaration d'utilité publique réserve foncière mise en œuvre par l'EPF PACA ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 007-6112/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant la procédure de la déclaration d'utilité publique pour constitution d'une réserve foncière menée par l'EPF PACA dans le cadre de l'extension de la zone d'activités de Pertuis ;
- La convention d'intervention foncière signée le 12 mars 2014 entre l'EPF PACA, la commune de Pertuis et la Communauté du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le projet d'intérêt métropolitain d'extension de la zone d'activités de Pertuis.
- La nécessité d'assurer la maîtrise et le portage du foncier pour la mise en œuvre du projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune de Pertuis.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et toutes les pièces liées à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 592

AVIS- Approbation d'une convention d'intervention foncière en opération d'ensemble en phase impulsion réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la commune de Venelles - Site Centre-ville

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier afin de répondre aux enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de

l'espace, et plus particulièrement, aux thématiques de développement de l'habitat et des activités économiques.

Le site, objet de la convention, d'une superficie totale d'environ 20 000 m² est situé en centre-ville de Venelles au cœur des commerces, équipements et services publics (mairie, poste, écoles...). Traversé par la voie structurante principale de la commune (ancienne routes des Alpes), il présente des capacités d'évolution intéressantes. La commune, propriétaire d'environ 10 000 m², envisage ainsi ce secteur comme un espace de renouvellement urbain avec une volonté de requalifier les espaces publics et de densification afin d'accueillir une mixité de fonctions. Un minimum de 40 logements supplémentaires dont 40 % de logements sociaux, des commerces de proximité ainsi que des équipements publics seront à terme programmés.

Cet objectif s'inscrit pleinement dans le cadre du deuxième cadre d'intervention du Programme Pluriannuel d'Interventions de l'Etablissement Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur : « Favoriser la réalisation de projets d'ensemble économes en espaces ».

Dans cette optique, une première acquisition a déjà été effectuée par voie de préemption le 8 août 2018, au titre de la convention habitat à caractère multisites. L'EPF PACA travaille actuellement sur d'autres acquisitions potentielles afin de disposer d'une première entité foncière contiguë.

Aujourd'hui compte tenu de l'avancée des réflexions, le projet de la commune de Venelles et de la Métropole est de poursuivre le travail avec l'Etablissement Public Foncier à travers une convention spécifique adaptée à ce périmètre stratégique.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter de sa notification et prendra fin le 31 décembre 2024. La garantie de rachat à la charge de la Métropole est fixée dans la présente convention à 6 millions d'euros. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt d'une opération de requalification et densification en centre-ville de Venelles
- La nécessité d'assurer la maîtrise et le portage du foncier pour la mise en œuvre du projet

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière en phase impulsion réalisation sur le site Venelles Centre-ville conclue avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune de Venelles.

Article 29 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et toutes les pièces liées à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire - PLU, PLUi et urbanisme

2019 CT2 593

AVIS- Plan Local d'Urbanisme de la commune de Simiane-Collongue – Modification n°3 – Engagement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Simiane-Collongue a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 8 octobre 2013.

Ce Plan Local d'Urbanisme a fait l'objet, par la suite, d'une modification n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 29 septembre 2015 et d'une modification n°2 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2016.

Il est rappelé qu'une mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure de déclaration de projet sur le secteur dit « des Frênes » est en cours.

La Cour d'Appel Administrative de Marseille, par décision du 19 juillet 2018, a annulé la décision implicite par laquelle le Maire de Simiane-Collongue a refusé de faire droit à la demande du requérant en tant qu'il a refusé de mettre à l'ordre du jour du Conseil Municipal la réglementation dans la zone AU, de l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et par rapport aux limites séparatives.

Le jugement du Tribunal Administratif de Marseille du 20 novembre 2017 est réformé sur ce point.

Ainsi, comme l'indique le jugement, dans son article 3 :

« Il est enjoint au maire de Simiane-Collongue de convoquer le conseil municipal, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêt,

afin de réglementer, dans la zone AU du plan local d'urbanisme, l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et par rapport aux limites séparatives ».

Pour rappel, depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires. Il lui revient donc d'exécuter la décision de la CAA en engageant une nouvelle procédure.

Les adaptations du PLU demandées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 001-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La décision de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 19 juillet 2018 enjoignant de modifier le PLU de Simiane-Collongue;
- Le PLU approuvé de la commune de Simiane-Collongue et ses évolutions successives en vigueur.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Cour Administrative d'Appel de Marseille, par décision du 19 juillet 2018, a enjoint à l'autorité compétente de réglementer, dans la zone AU du PLU, l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et par rapport aux limites séparatives.

- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme demandées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification du PLU.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Simiane-Collongue.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 594

AVIS- Plan local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence - Modification n°6 - Approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la

répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°2015-349 du 23 juillet 2015, la commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Il est rappelé que, par arrêté n°19/010/CM du 30 janvier 2019, Madame la Présidente a engagé la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence afin d'envisager la levée de certains secteurs d'attente de projet, une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de forme et de mixité urbaines dans les villages, hameaux et certains quartiers pavillonnaires, ainsi que dans quelques quartiers du centre urbain, une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement, et en matière de déplacement afin de prévoir l'adaptation de plusieurs emplacements réservés, marges de recul ou servitudes piétonnes, la clarification des dispositions du règlement, notamment en matière de reconstruction à l'identique et la complétude de l'inventaire du patrimoine.

La procédure de modification s'inscrit dans les dispositions de l'article L.153-36 du Code de l'Urbanisme :

« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L.153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »

Les pièces du Plan Local d'Urbanisme qui font l'objet de modifications sont le règlement et les documents graphiques du règlement, les orientations d'aménagement et de programmation de secteur, ainsi que l'actualisation du rapport de présentation. Ils ont été adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

Le projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été transmis pour avis aux personnes publiques associées et consultées. La Mission Régionale de l'Autorité environnementale a émis un avis en date du 4 octobre 2019 sur le projet de modification n°6 assorti de plusieurs recommandations. La Métropole Aix-Marseille-Provence a adressé une réponse à cet avis en date du 21 octobre 2019.

La modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme a été soumise à enquête publique dans le cadre des dispositions réglementaires de l'article L.153-41 du code de l'urbanisme en ce qu'elle modifie les possibilités de construire. Les modalités d'organisation de l'enquête publique ont été fixées par arrêté du Vice Président de la Métropole n°19-CT2-042 du 7 septembre 2019.

Durant l'enquête publique qui s'est tenue du 7 octobre au 7 novembre 2019, le dossier et un registre ont été mis à disposition de la population afin de permettre de consulter le projet, mais également d'émettre des observations. Six permanences du commissaire enquêteur ont été assurées. De plus, la totalité des documents était consultable sur le site Internet dédié avec la possibilité de déposer à l'enquête publique par courrier électronique et via ce registre numérique en ligne.

Sur les 241 observations déposées dans le cadre de l'enquête publique, 145 remarques concernent l'adaptation du règlement en matière de mixité et de formes urbaines. Une vingtaine d'observation porte sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement ou d'équipement. Par ailleurs, 41 observations concernent la clarification et précision des dispositions et de l'écriture du règlement, principalement sur les dispositions relatives à la reconstruction à l'identique des bâtiments en cas de sinistre. Enfin, 3 observations portent sur les éléments de patrimoine. 34 observations sont considérées comme hors-sujet et/ou hors procédure.

Ainsi, il apparaît que près de 60% des observations portent sur les problématiques de formes urbaines et près de 15% des observations concernent la clarification de l'écriture du règlement.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur désigné à cet effet ont été reçus le 2 décembre 2019. Le commissaire enquêteur a signalé dans son rapport que cette enquête avait suscité un grand intérêt de la part du public, notamment au regard des nombreuses consultations du dossier sur le site Internet du registre numérique, ainsi que du bilan des dépositions, principalement sur le registre numérique, qui pour certaines d'entre elles témoignent d'une certaine mobilisation, notamment dans les secteurs pavillonnaires.

Le commissaire enquêteur a étudié le projet de modification n°6, les avis des personnes publiques associées et consultées, et l'ensemble des observations déposées par le public dans son rapport. Son analyse a abouti à l'expression d'un avis favorable au projet de modification n°6 accompagné de quatre recommandations.

Il convient de présenter cette analyse sur les principaux objectifs de la présente modification n°6, analyse qui considère autant les observations du public que les recommandations émises par le commissaire enquêteur, et les avis émis par les personnes publiques associées et consultées.

A l'issue de l'enquête publique, il apparaît que les observations et avis émis peuvent se regrouper dans les catégories suivantes :

- l'adaptation du règlement en matière de mixité et de formes urbaines

- l'adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement
- l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement
- la clarification et précision des dispositions et de l'écriture du règlement
- les éléments de patrimoine

Seules certaines d'observations ne sont pas reprises dans cette analyse, celles qui ne relèvent pas du champ d'application d'une procédure de modification au regard du code de l'urbanisme ou qui celles qui ne relèvent pas des objectifs fixés par la modification n°6 du Plan Local d'urbanisme.

1. Les observations et les avis portant sur la mixité et les formes urbaines

1.1. L'adaptation du règlement au projet urbain en matière de mixité et de formes urbaines portant sur la levée des secteurs dans l'attente de projet d'aménagement

Le projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence propose, au regard de l'avancement des études urbaines, de lever certains secteurs d'attente de projet et d'adapter le Plan Local d'Urbanisme en conséquence.

Sept secteurs d'attente de projet sont concernés par la modification n°6 : le secteur RICM-Arts et Métiers, le secteur de la Pomone, le secteur îlot des Bœufs-Galice, les secteurs Les Milles-Brémond Michel et Chaudon-Eglise, le secteur les Chartreux, le secteur Jas de Bouffan.

1.1.1. La levée du secteur d'attente de projet de la Pomone

Ce secteur se situe dans la couronne urbaine du centre d'Aix-en-Provence, à proximité d'un grand nombre d'équipements publics, de services et commerces de proximité. En cohérence avec l'orientation 1.1.1 du PADD encourageant « *le renouvellement urbain pour densifier et diversifier l'offre de logements ainsi que les activités économiques afin de tendre vers une meilleure mixité des fonctions* », le projet urbain proposé sur le secteur de la Pomone repose sur une requalification du quartier avec une organisation viaire optimisée notamment sur l'allée de la Pomone, support au renforcement des différents réseaux nécessaires au renouvellement urbain.

Les modifications proposées dans le cadre de la modification n°6 sont les suivantes :

- le maintien du zonage UM sur l'ensemble du secteur de la Pomone : la zone UM est en effet une zone urbaine qui a pour vocation d'optimiser le tissu urbain compte tenu de sa position centrale en termes de

desserte et de proximité au regard des grands équipements.

- la création d'une orientation d'aménagement et de programmation sectorielle n°21 La Pomone : il est proposé à travers une nouvelle orientation d'aménagement et de programmation de secteur, afin d'accompagner au mieux la conception du renouvellement urbain dans le quartier de la Pomone, de compléter le zonage réglementaire (UM) afin de favoriser une meilleure prise en compte du contexte et des enjeux urbains.

1.1.1.1. Les dépositions et avis portant sur le secteur d'attente de projet de la Pomone

6 observations ont été déposées à ce sujet. La plupart des observations sollicite le respect de la forme urbaine existante avec le maintien de la végétation et du caractère paysager du secteur ainsi qu'une hauteur des constructions avec un maximum en R+2. De la même façon, les observations ne souhaitent pas un maillage routier générant un trafic supplémentaire par crainte des nuisances sonores déjà importantes en raison de la présence de la route nationale n°296. Paradoxalement, il est demandé l'amélioration de la desserte et des réseaux notamment la voirie, l'assainissement, la fibre ...

Une observation comprenant une dizaine de courriers de propriétaires du lieu formule des questionnements relatifs au devenir de ce secteur suite à la levée du secteur d'attente de projet.

Une observation est défavorable au passage d'un cheminement piétonnier sur son terrain. Une autre observation demande la suppression d'une protection sur des alignements d'arbres au motif que les sujets ne sont pas remarquables.

Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône, dans son avis en date du 30 octobre 2019, émet des réserves sur les principes programmatiques de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) n°21 La Pomone qu'il estime insuffisants sur les points suivants :

- le caractère résidentiel de la partie Nord du secteur s'opposerait à la conservation du zonage UM dont le niveau de densification serait trop important,
- des études d'accueil de nouvelles opérations de constructions connexes auraient dû être menées,
- l'aménagement à vocation tertiaire en limite Nord-Est du secteur semblerait ignorer la présence d'un ensemble bastidaire.

Enfin, pour l'Etat, les modalités de dérogation à la loi Barnier dans ce secteur seraient insuffisantes.

La Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAe), dans son avis n°2019PACA29 sur le projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, émet 8 recommandations qui concernent notamment le secteur d'attente de projet de la Pomone en termes de cohérence urbanisme et transport (cf. recommandations n°1 et n°2), de cadre de vie et la santé humaine (cf. recommandations n°3 et n°4), d'actualisation du bilan carbone (cf. recommandation n°5), d'ambiance sonore sur les secteurs de levée de secteur d'attente de projet (cf. recommandations n°6 et n°7) et de paysage (cf. recommandation n°9). Il conviendra de se reporter directement à l'avis de la MRAe pour un contenu plus détaillé de ses recommandations.

1.1.1.2. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de mixité et de formes urbaines portant sur la levée du secteur dans l'attente de projet d'aménagement de la Pomone

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé, dans son rapport, pour le secteur de la Pomone que « *le choix de la Métropole semble donc conforme aux évolutions citoyennes et préoccupations environnementales du moment. Le projet se prononce en faveur d'une densification de l'espace et il sera une opportunité d'améliorer la desserte et les réseaux pour les habitants tout en respectant les choix des propriétaires* ». Il a présenté ses conclusions favorables en considérant de façon plus globale sur le sujet de la forme urbaine que « *cette modification n°6 permet l'urbanisation de plusieurs secteurs du centre-ville qui étaient gelés, et y prévoit des règles ou OAP qui me semble adaptées pour bien accompagner la nouvelle urbanisation dans le sens du renouvellement urbain* ».

1.1.1.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

En ce qui concerne les observations déposées à l'enquête publique, il convient de rappeler que le Plan Local d'Urbanisme constitue un document de planification et de prospective qui s'applique en cas de réalisation d'un projet. L'évolution d'une parcelle dépendra donc de la volonté de son propriétaire concernant son affectation ou son utilisation.

L'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°21 de la Pomone vise à définir des intentions d'aménagement et de restructuration urbaine du secteur concerné. Sont précisés des éléments de projets comme la composition urbaine ou la voirie avec lesquels le projet d'aménagement devra être compatible.

La Métropole Aix-Marseille-Provence propose donc un projet de restructuration de ce quartier qui est pertinent autant en termes de composition urbaine, que d'amélioration des liaisons viaires et des

équipements ainsi que de la protection de la trame végétale, à travers l'application du règlement du Plan Local d'Urbanisme et d'une orientation d'aménagement et de programmation.

Enfin, la déposition portant sur la suppression des éléments de protection éco-paysagers est considérée comme hors procédure, la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme ne pouvant traiter la suppression de protections relatives à la trame végétale.

En ce qui concerne l'avis de Monsieur le Préfet, et comme le souligne déjà le rapport de présentation du projet de modification n°6, il apparaît important de rappeler au préalable que les servitudes d'attente de projet d'aménagement global, instituées lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme en juillet 2015, ont une durée maximale de 5 ans, conformément à l'article L.151-41 du code de l'urbanisme.

L'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) de la Pomone, qui d'ailleurs n'avait aucun aspect obligatoire puisque le secteur de la Pomone est déjà classé en zone urbaine, est proposée afin que la collectivité puisse affiner le projet urbain, au regard des enjeux du site, avant la levée programmée en juillet 2020.

L'OAP du secteur de la Pomone est donc porteuse d'une réelle ambition : au regard des enjeux issus du diagnostic, elle oriente et précise l'aménagement du secteur que ne permettrait pas le seul zonage UM, notamment pour éloigner les futurs logements des nuisances de la route nationale n°296 et proposer un renforcement du maillage du quartier.

Le recours, par exemple, à un zonage urbain à vocation spécifiquement économique de type UE sur la partie Est du secteur n'était pas satisfaisant. La forme urbaine de type « zone d'activité » n'était pas souhaitée compte tenu de la localisation en entrée de ville. De ce point de vue-là, l'OAP permet d'encadrer les destinations, vers de l'activité en l'occurrence, dans des volumes adaptés aux caractéristiques urbaines du secteur.

En ce qui concerne le « caractère résidentiel de la partie nord du secteur [qui] s'oppose à la conservation du zonage UM » selon l'avis de l'Etat, cette affirmation semble surprenante dans le sens où, comme nous l'avons précédemment souligné, le caractère résidentiel est volontairement maintenu et même renforcé compte tenu du potentiel de renouvellement urbain.

Le règlement du Plan Local d'Urbanisme stipule que « la zone UM zone urbaine a pour vocation d'optimiser le tissu urbain compte tenu de sa position centrale en termes de desserte et de proximité au regard des grands équipements. Elle concerne un tissu urbain où les parcelles et les constructions sont sous utilisées par rapport à leur environnement

immédiat et permet d'optimiser le tissu urbain existant sans changer la physionomie générale du quartier, notamment en conservant la typologie de bâti discontinu. Elle favorise également la diversification des fonctions urbaines et la mixité de l'habitat ».

Cette affirmation semble également en décalage avec les lignes directrices de ce même avis de l'Etat qui estime par ailleurs que la modification n°6 ne devrait pas aller dans le sens d'une forme de « *dédensification* » de l'ensemble des couronnes urbaines de la ville et devrait éviter le reclassement d'un zonage UM en zonage UD.

En ce qui concerne l'étude de capacité d'accueil de ce secteur, le principe de renouvellement urbain en zone UM laisse une marge de possibilités en termes d'implantation, d'orientation des bâtiments, de parti d'aménagement etc... Le niveau de précision que semble souhaiter l'Etat ne pourra être atteint que lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Cependant, des capacités théoriques de 300 logements étalées sur une dizaine d'années peuvent être avancées ici, mais sans pouvoir augurer de leur réalisation effective et d'une programmation dépendante de l'initiative privée. Il est à souligner que, dans l'OAP de la Pomone, il est stipulé que l'urbanisation doit privilégier des opérations d'aménagement d'ensemble qui permettront, avec les moyens de financement classiques (taxe d'aménagement, projet urbain partenarial...) de renforcer le niveau de desserte et d'équipements du quartier.

En ce qui concerne la prise en compte de « la présence d'un ensemble architectural et paysager remarquables (bastide existante) sur ce secteur », le rapport de présentation de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme rappelle effectivement la présence « d'une maison noble et de ses allées arborées caractéristiques ».

L'Orientation d'Aménagement et de Programmation stipule que « ces éléments de la trame végétale, conférant un aspect bocager au site, devront être maintenus, voire renforcés ». La maison, quant à elle, ne figure pas dans la liste des éléments de patrimoine bâtis repérés au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme. Peut-être est-il fait référence à la servitude d'utilité publique liée au site inscrit de la Bastide du Jas de Bouffan qui se situe de l'autre côté de la route nationale n°296 et qui, comme toute servitude, sera prise en compte lors de l'instruction des demandes d'autorisation de droit des sols.

En synthèse, les orientations d'aménagement prévues par l'OAP n°21 sont suffisamment étoffées et apportent une plus-value environnementale dans ce secteur en prévoyant de :

Confirmer la vocation résidentielle de la partie nord du secteur à proximité d'axes structurants bien

desservis par les transports en commun avec notamment au nord, un traitement végétal et paysager de qualité en bordure de l'avenue Jean Delmas ; au nord-ouest, des volumétries bâties limitées à 10 mètres de hauteur à l'interface avec le pavillonnaire voisin

Prendre en compte les nuisances liées à la nationale 296 en privilégiant le développement d'activités le long de cet axe. L'objectif est de ne pas mettre des logements à proximité immédiate de cette nationale et en plus les faire bénéficier d'une protection contre le bruit par des bâtiments d'activités.

Confirmer la vocation économique de la partie sud à proximité d'axes structurants bien desservis par les transports en commun le long de la route de Galice.

Assurer à terme un fonctionnement optimal et cohérent en matière de circulation et de réseau : faire de l'allée de la Pomone une liaison de desserte du quartier et le support du renforcement des réseaux existants ou à créer.

Mettre en valeur la trame végétale existante en s'appuyant sur les axes de composition de l'ancienne maison noble, sur l'orientation est-ouest des alignements d'arbres ; la volonté est de préserver les éléments remarquables de la trame végétale pour constituer une coulée verte centrale, de maintenir les aménités du paysage et d'offrir des espaces de respiration au sein du quartier.

La Métropole Aix-Marseille-Provence réaffirme donc sa volonté de conserver le projet de restructuration et de renouvellement urbain tel qu'elle l'a prévue dans le cadre de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence autant dans le choix d'application de la zone UM dans ce secteur que de la création de l'OAP n°21.

Enfin, dans son avis, l'Etat cite « *l'application de la Loi Barnier* ». Il est très étonnant de faire référence à ce texte de loi puisqu'il ne s'applique pas dans les zones urbanisées (article L.111-1-4 du code de l'urbanisme). Dans le cas d'espèce, le secteur de la Pomone se situe en agglomération et dans un espace urbanisé, et c'est une marge de recul d'implantation des constructions sollicitée par les services de l'Etat au droit de la RN n°296 qui s'applique dans le cadre du document d'urbanisme, mais non au titre de la loi Barnier, marge de recul qui a été considérée et respectée dans le cadre du projet de renouvellement urbain de ce secteur par la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme.

Suite à l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale, la Métropole rappelle qu'elle a adressé une réponse détaillée à cet avis par courrier en date du 21 octobre 2019 par lequel elle précise comment elle entend prendre en compte certaines recommandations de l'autorité environnementale. Il conviendra donc de se reporter à cette réponse qui

constitue la position de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière environnementale.

De façon plus spécifique pour le secteur de la Pomone, il est rappelé que plusieurs recommandations seront prises en compte. En ce qui concerne les capacités de stationnement sur l'aire d'étude (recommandation n°1 de la MRAe), le rapport de présentation de la modification n°6 est actualisé par les données relatives à l'inventaire du stationnement dans le secteur Pomone, à savoir, la présence à proximité immédiate, d'environ 70 places sur voies publiques, et dans un périmètre élargi de 500 mètres, de 900 places publiques en ouvrage et plus de 600 sur voies publiques.

Pour prendre en compte la recommandation n°3 de la MRAe, afin de préciser l'état initial du Plan Local d'Urbanisme, les cartes portant sur la qualité de l'air en 2016 et la qualité de l'air en 2018 permettant de localiser les servitudes d'attente de projet d'aménagement seront intégrées au rapport de présentation de la modification n°6. A l'échelle régionale, AtmoSud indique que « *la qualité de l'air s'améliore en 2018, conforme à la tendance générale observée depuis plus de 20 ans. Malgré cette baisse, plus de 3,5 millions de personnes habitent encore dans une zone dépassant une ligne directrice OMS...* ».

De plus, pour confirmer le souci de prise en compte des nuisances liées à la route nationale n°296 (recommandation n°4), il est proposé au conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'élargir la bande bleue/violette de l'OAP n°21 de la Pomone destinée à accueillir de l'activité dans ce secteur de la Pomone.

De même, et pour prendre en compte la recommandation de la MRAe concernant l'implantation d'équipements accueillant un public sensible (groupe scolaire, maison de retraite, etc, ...), il est proposé à l'assemblée délibérante d'intégrer dans le projet de modification n°6 cette recommandation pour préciser dans l'OAP de la Pomone que ces établissements devront être implantés en dehors des zones les plus exposées.

Le projet de modification n°6 est donc modifié dans son rapport de présentation et dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°21 de la Pomone sur les compléments proposés ci-dessus.

1.1.2. La levée du secteur d'attente de projet des Chartreux

Il est rappelé que l'objectif de la modification n°6 est d'apporter une cohérence à l'organisation interne de l'ilot du secteur des Chartreux (voies nouvelles, espaces publics coordinateurs...) en assurant son optimisation urbaine tout en tenant compte des qualités urbaines du secteur.

Le choix a été fait, compte tenu des enjeux de préservation de la qualité architecturale et urbaine du

secteur, de ne pas prévoir une reconfiguration des voiries qui nécessiterait des élargissements et/ou des créations de voies très impactants pour les constructions existantes et l'intégrité du quartier. Le désenclavement du cœur du quartier se ferait alors au détriment de ses qualités historiques, architecturales ou paysagères.

L'intention générale a donc été de mettre à profit les potentialités du renouvellement urbain plutôt aux abords des axes les plus structurants pour y favoriser une implantation continue du bâti à l'alignement des voies créant un front bâti structuré, tout en maintenant les caractéristiques de la forme urbaine plus lâche en cœur d'îlot.

Ainsi, la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme prévoit des modifications de prescriptions graphiques, et notamment :

- boulevard de la République : marquer les alignements du boulevard de la République avec un linéaire de gabarit à 16 mètres de hauteur comme cela est déjà le cas tout le long du boulevard, encourageant l'intensification urbaine le long des axes structurants.
- rue des Chartreux : prévoir un alignement en recul de la voie actuelle via un linéaire de gabarit à 13 mètres de hauteur au bas de la rue des Chartreux et la création d'un emplacement réservé n°561 afin d'assurer une meilleure cohérence d'implantation et de hauteur avec les bâtiments existants au droit de la rue des Chartreux et d'en sécuriser les circulations. Adapter le linéaire de gabarit existant sur l'hôtel de 10 à 13 mètres de façon à mieux correspondre aux hauteurs existantes.
- rue de la Paix et rue du 11 novembre : affirmer le tissu constitué de faubourg en marquant l'alignement des bâtiments existants avec un linéaire de gabarit à 10 mètres de hauteur. Ces linéaires comportent quelques interruptions qui préservent les perceptions sur les cœurs d'îlots et leurs qualités architecturales, paysagères et urbaines typiques du quartier.

1.1.2.1. Les dépositions et avis portant sur la levée du secteur d'attente de projet des Chartreux

10 dépositions portent sur la levée du secteur d'attente de projet des Chartreux, dont certaines relaient une pétition d'une trentaine de signataires. Certaines dépositions souhaitent qu'un projet de rénovation des bâtiments existants soit proposé plutôt qu'un projet de renouvellement urbain avec une affirmation du front bâti continu à l'alignement

des voies et l'élargissement de la rue des Chartreux. Elles souhaitent que les jardins en cœur d'îlot soient préservés afin d'en maintenir la trame végétale.

Par ailleurs, l'intérêt patrimonial du secteur est souligné au titre des vestiges de l'ancien couvent des Chartreux. Il est sollicité la préservation des puits du cœur d'îlot au titre des éléments de patrimoine.

1.1.2.2. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de mixité et de formes urbaines portant sur la levée du secteur dans l'attente de projet d'aménagement des Chartreux

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, comme cité ci-avant, le commissaire enquêteur a présenté ses conclusions favorables, et a considéré de façon globale que *« cette modification n°6 permet l'urbanisation de plusieurs secteurs du centre-ville qui étaient gelés, et y prévoit des règles ou OAP qui me semble adaptées pour bien accompagner la nouvelle urbanisation dans le sens du renouvellement urbain »*. Dans son rapport, il a pris note pour ce secteur des Chartreux, d'*« une ouverture possible [de la Métropole] qui pourrait répondre aux souhaits des déposants »*.

1.1.2.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Les prescriptions graphiques telles qu'elles sont prévues par la modification n°6 pour accompagner l'application de la zone UI dans ce secteur sont pertinentes au regard de la préservation du cœur d'îlot qui est souhaitée par les déposants puisqu'il est prévu que le renouvellement urbain se réalise en pourtour de l'îlot à l'alignement des voies publiques.

Aucune modification n'est donc apportée à l'issue des résultats de l'enquête publique au projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme en ce qui concerne la forme urbaine dans le secteur des Chartreux.

1.1.3. La levée du secteur d'attente de projet du Jas de Bouffan

La modification n°6 propose de lever le secteur d'attente de projet du Jas de Bouffan en considérant que :

- l'ensemble des travaux programmés ou réalisés en matière de transport en commun via la réalisation de parcs de stationnement et la création d'un Bus à Haut Niveau de Service en site propre permettra d'offrir à court terme, une véritable alternative à la voiture en favorisant une ville de proximité pour l'ensemble des Aixois.
- le projet d'intensification urbaine porté à travers la zone UM répond aux objectifs de renouvellement urbain à l'échelle de la ville

ainsi qu'à la forme urbaine discontinue du quartier. La zone urbaine UM a pour vocation d'optimiser le tissu urbain compte tenu de sa position centrale en termes de desserte et de proximité au regard des grands équipements. Elle concerne un tissu urbain où les parcelles et les constructions sont sous utilisées par rapport à leur environnement immédiat, et permet d'optimiser le tissu urbain existant sans changer la physionomie générale du quartier, notamment en conservant la typologie de bâti discontinu. Elle favorise également la diversification des fonctions urbaines et la mixité de l'habitat.

1.1.3.1. Les avis portant sur la levée du secteur d'attente de projet du Jas de Bouffan

Seul l'avis du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône porte sur la levée du secteur d'attente de projet du Jas de Bouffan.

Dans son avis, le Préfet estime que le choix de maintenir le classement de ce secteur en zone UM va à l'encontre de la volonté de densification inscrite dans le PADD du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence et regrette l'« absence de projet d'aménagement en faveur de programmes de construction en logements » dans ce secteur.

Enfin, le Préfet souhaite « une démarche de vision globale du développement de la ville et une dynamique de projet d'ensemble à grande échelle » qui prenne en compte le développement du secteur voisin de la Constance, qui a par ailleurs fait l'objet d'une révision allégée n°2.

1.1.3.2. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de mixité et de formes urbaines portant sur la levée du secteur dans l'attente de projet d'aménagement du Jas de Bouffan

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a précisé dans son rapport que « la Métropole a rappelé que les règles du zonage UM au Jas constituent le projet adéquat et notamment souligné le fait que les hauteurs sont plus importantes dans ce secteur. [...] les règles permettent de la densification dans le secteur du Jas de Bouffan ce qui est cohérent avec la mise en service du bus à haut niveau de service ».

Il a présenté ses conclusions favorables, comme cité ci-avant, en considérant de façon plus globale que « cette modification n°6 permet l'urbanisation de plusieurs secteurs du centre-ville qui étaient gelés, et y prévoit des règles ou OAP qui me semble adaptées pour bien accompagner la nouvelle urbanisation dans le sens du renouvellement urbain ».

1.1.3.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

La levée du secteur d'attente de projet à travers le zonage UM qui s'appliquera dorénavant dans le secteur du Jas de Bouffan constitue un projet d'aménagement favorisant la construction de logements dans le cadre d'une forme urbaine discontinue.

Après le « gel » instauré par le secteur d'attente de projet depuis 2015, des programmes de logements vont pouvoir se réaliser à proximité d'un axe structurant desservi par une ligne de Bus à Haut Niveau de Service. Il faut préciser que le principe de densification est bien maintenu le long de cet axe puisque des prescriptions de hauteurs maximales allant de 19 mètres à 25 mètres couvrent l'essentiel de la zone UM dont la hauteur maximale est normalement de 13 mètres.

Ce projet de développement urbain porté à travers le zonage UM est donc tout à fait cohérent avec les orientations 1.1.1 et 1.1.2 du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence.

En effet, ces orientations du PADD inscrivent « le développement urbain dans une logique de gestion économe de l'espace et de l'énergie, en priorité dans les espaces déjà urbanisés » en permettant « l'intensification urbaine des secteurs présentant des potentiels de renouvellement urbain tout en respectant le patrimoine architectural et urbain et les cœur d'îlots apaisés. ». C'est pourquoi, le projet d'intensification urbaine porté à travers la zone UM est pertinent.

Il faut rappeler ici, et comme il est déjà indiqué dans le rapport de présentation, que ce quartier du Jas de Bouffan a été conçu par un plan d'ensemble ménageant des respirations en espaces libres en compensation des densités d'habitat collectif. La zone UM répond ainsi aux orientations du PADD en favorisant le renouvellement urbain tout en respectant les caractéristiques de la forme urbaine discontinue du quartier du Jas de Bouffan. Une évolution visant à instaurer un continuum bâti le long du BHNS ne serait à ce titre pas cohérente avec les orientations du PADD.

A titre de rappel, le rapport de présentation de la modification n°6 explique que « le projet d'intensification urbaine porté à travers la zone UM répond aux objectifs de renouvellement urbain à l'échelle de la ville ainsi qu'à la forme urbaine discontinue du quartier. Rappelons que la zone UM zone urbaine a pour vocation d'optimiser le tissu urbain compte tenu de sa position centrale en termes de desserte et de proximité au regard des grands équipements. Elle concerne un tissu urbain où les parcelles et les constructions sont sous utilisées par rapport à leur environnement immédiat et permet d'optimiser le tissu urbain existant sans changer la

physionomie générale du quartier, notamment en conservant la typologie de bâti discontinu. Elle favorise également la diversification des fonctions urbaines et la mixité de l'habitat ».

Aucune modification n'est donc apportée à l'issue des résultats de l'enquête publique au projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme dans le secteur du Jas de Bouffan.

1.2. Une meilleure adaptation de la forme urbaine dans certains quartiers pavillonnaires

L'objectif de la modification n°6 est d'affiner la qualité du renouvellement urbain par une meilleure prise en compte de la diversité des tissus urbains pavillonnaires dans le projet urbain, et notamment au sein des zones UM et UD. Cela aura pour résultat une meilleure adaptation des projets dans leurs proportions au contexte dans lequel ils s'insèrent pour les secteurs à dominante pavillonnaire ayant des volumétries homogènes et des enjeux urbains et paysagers. Et cela, qu'ils soient situés dans les zones d'intensification maîtrisée ou douce. C'est pourquoi, en cohérence notamment avec l'orientation 1.1.2 du PADD, il est proposé d'affiner la qualité du processus d'intensification urbaine des quartiers pavillonnaires par des projets ne remettant pas en cause leurs qualités architecturales, urbaines, paysagères et limitant leur impact sur leurs fonctionnements.

1.2.1. Les dépositions et avis portant sur la forme urbaine dans les quartiers pavillonnaires

125 dépositions, ainsi que l'avis du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et des Bouches-du-Rhône, portent sur la forme urbaine dans les quartiers pavillonnaires.

Les dépositions à l'enquête émettent des remarques sur la forme urbaine des quartiers de Brunet, des Fenouillères-Pigonnet, de Cuques, de la traverse Baret, de la Torse, du Pont de l'Arc et de Pey Blanc. Une déposition plus générale estime que la modification n°6 serait de nature à réduire les droits à construire dans les secteurs concernés.

Le Préfet émet un avis global sur le sujet de l'adaptation de la forme urbaine dans certains quartiers pavillonnaires. Son avis porte sur le principe lui-même de reconsidération des qualités urbaines et paysagères de ces quartiers au regard des objectifs de renouvellement urbain. L'Etat considère effectivement que la modification n°6 « *marque un recul des intentions communales à promouvoir un urbanisme de projet ambitieux et dense* », et c'est notamment pour cette raison qu'il émet un avis défavorable sur certaines dispositions de la modification n°6 concernant les zones UM et UD.

1.2.2. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant l'adaptation du

règlement au projet urbain en matière de mixité et de formes urbaines portant sur les quartiers pavillonnaires

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur, dans son rapport, a estimé que « *cette « dé-densification » pressentie dans l'avis de l'Etat est cependant à relativiser puisque dans le même temps la levée de secteurs de projets, dont l'OAP de la Pomone ou le secteur d'attente de projet (SAP) de Galice, créera à terme un certain nombre de logements* ». Il a présenté ses conclusions favorables, en considérant de façon plus globale que « *le projet de modification n°6 me paraît conforme aux évolutions citoyennes et préoccupations environnementales du moment et avec des règles plus adaptées favorisant l'intégration des constructions qui vont dans le sens du renouvellement urbain qualitatif porté par le PADD* ». Il a toutefois émis des recommandations spécifiques dans certains quartiers.

1.2.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

En ce qui concerne l'avis du Préfet, il est rappelé que le projet urbain du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence s'est appuyé sur le choix d'un développement apaisé et équilibré en alternative à l'expansion spatiale. Comme l'explique le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme en 2015, ce choix a été basé sur des objectifs de croissance de l'ordre de 900 logements par an avec une perspective démographique d'environ 155.000 habitants en 2030.

Au regard de la production de logements depuis l'approbation du Plan Local d'Urbanisme, cet objectif est parfaitement maintenu. Néanmoins, sur certains secteurs le processus de renouvellement urbain se concrétise parfois par de trop grands volumes, détériorant la qualité du paysage ou dans des secteurs parfois mal desservis et occasionnant des difficultés de fonctionnement.

L'un des objectifs de la modification n°6 est donc d'affiner la qualité du renouvellement urbain par une meilleure prise en compte de la diversité des tissus urbains pavillonnaires dans le projet urbain et notamment au sein des zones UM et UD. Cet objectif est pleinement cohérent avec les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et notamment l'orientation 1.1.2 du PADD qui prévoit « *d'optimiser les tissus urbains existants du centre urbain, des cœurs de quartier et dans les villages* », notamment à travers les points suivants :

- « *Promouvoir le long des axes structurants et dans les premières couronnes urbaines (centre urbain, villages) l'intensification urbaine des secteurs présentant des potentiels de renouvellement urbain*

tout en respectant le patrimoine architectural et urbain et les cœurs d'îlots apaisés,

- « Permettre l'évolution mesurée des tissus peu denses dans le respect de la typologie des espaces urbains de la deuxième couronne urbaine et des villages »

- « Maîtriser les possibilités d'évolution du bâti dans les quartiers proches des massifs boisés ou à forte sensibilité paysagère en harmonie avec la typologie urbaine afin de permettre la préservation de l'environnement et des paysages ».

En ce sens, l'Etat peut être rassuré sur le fait que la Métropole Aix-Marseille-Provence continue, tout comme l'avait prévu la commune d'Aix-en-Provence, de « *promouvoir un urbanisme de projet ambitieux et dense* ». Les ajustements proposés concernant les quartiers pavillonnaires ne remettent pas en cause ce principe d'intensification des espaces urbains récemment rappelé par l'Etat dans l'instruction du 29 Juillet 2019 « *en faveur d'une gestion économe de l'espace* » pour plusieurs raisons :

- avec des règles de gabarit mieux adaptées, la réalisation d'opérations au sein des tissus pavillonnaires sera favorisée alors qu'avant elles généraient du contentieux ou les permis de construire faisaient l'objet de refus vu l'absence de prise en compte du contexte porté par le seul article 11 du règlement du Plan Local d'Urbanisme ; le processus d'intensification est en ce sens consolidé ;
- le processus d'intensification est maintenu, car même avec des règles de 10 mètres de hauteur notamment, le tissu pavillonnaire est susceptible d'être densifié ;
- le projet urbain proposé avec la levée des secteurs d'attente de projet vient renforcer et encadrer le processus de renouvellement urbain dans des secteurs gelés depuis 5 ans ;
- il faut enfin relativiser l'impact de ces modifications à l'échelle de la commune : les superficies impactées par ces adaptations concernent seulement 5% des 3650 hectares de zones U, et alors même que depuis 4 ans le rythme annuel de croissance est nettement tenu.

Un enjeu plus global concerne enfin la réussite du processus de renouvellement urbain dans son ensemble et à l'échelle de la commune d'Aix-en-Provence. Le projet urbain du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence n'est pas de « *densifier pour densifier* ». Le PADD souligne que cette densification doit se faire en prenant en compte les caractéristiques des tissus urbains dans lequel elle s'inscrit.

A l'inverse des extensions urbaines qui font souvent l'objet d'opérations d'aménagement encadrées et concertées, le renouvellement se fait dans la ville souvent sous forme d'opérations privées. Par essence, le développement « intra-muros » est plus perceptible et impactant. La réussite du renouvellement urbain tient notamment aux capacités d'absorption de la ville tant en termes d'équipements, de desserte ou de réseaux qu'en termes d'acceptation sociale. Sa modulation est donc nécessaire pour parvenir à mettre en œuvre le projet de développement durable de la commune d'Aix-en-Provence.

L'amélioration de la qualité du renouvellement urbain promue par le projet de modification n°6 s'inscrit bien dans cette garantie de réussite du processus global de renouvellement urbain engagé à l'échelle communale depuis l'approbation du Plan Local d'Urbanisme.

1.2.1.1. Une meilleure adaptation de la forme urbaine dans le quartier Tamaris-Brunet-Marguerite

La modification n°6 vise à mieux prendre en compte, au regard de la topographie marquée du vallon de Brunet, les enjeux de perception dans le grand paysage, de limite à l'urbanisation et du traitement qualitatif des franges des espaces urbanisés, mais également les enjeux de niveau d'équipement de desserte interne de ce quartier.

La pérennisation de la forme urbaine du quartier est privilégiée en classant en zone UD de façon homogène les secteurs du quartier Tamaris-Brunet-Marguerite majoritairement composés d'un tissu pavillonnaire et en étendant la prescription maximale de hauteur à 7 mètres correspondant aux secteurs ayant des dessertes peu structurées, situés dans les secteurs sensibles en termes de paysage.

1.2.1.2. Les dépositions relatives aux formes urbaines dans le quartier Tamaris-Brunet-Marguerite

34 observations portent sur la forme urbaine du quartier Tamaris-Brunet-Marguerite, dont certaines approuvent les adaptations proposées par la modification n°6, et d'autres souhaitent le reclassement en zone UD d'autres îlots du quartier de Brunet ou l'abaissement des prescriptions de hauteur, soit dans sa partie basse, soit dans sa partie haute.

1.2.1.3. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de mixité et de formes urbaines portant sur le quartier Tamaris-Brunet-Marguerite

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a précisé dans son rapport qu'il souhaite « *que des règles soient mieux adaptées aux habitations*

pavillonnaires existantes du bas de l'avenue Brunet et au regard des capacités de cette voie sachant que, si un qualificatif de hauteur dans une zone UD n'est pas spécifié, la hauteur maximale des bâtis dans cette zone est 10 mètres (R+2) ». Il a présenté ses conclusions favorables, en les assortissant d'une recommandation concernant le quartier de Brunet, à savoir « spécifier que le passage de UM à UD dans le secteur du Val Fleury se fera en UD 10 m (soit en R+2) ».

1.2.1.4. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

En ce qui concerne les observations déposées à ce sujet dans la partie haute du secteur Brunet-Marguerite, il apparaît que les propositions d'adaptation de ce secteur dans le cadre de la modification n°6 ont fait muter le secteur Brunet Haut de la zone UM vers la zone UD, ce qui représente un abaissement des hauteurs potentielles des constructions de 13 à 10 mètres.

Par conséquent, les hauteurs définies par le document réglementaire du Plan Local d'Urbanisme correspondent aux formes urbaines existantes puisque, sur les immeubles collectifs, ce sont les hauteurs de 10 mètres qui s'appliquent.

En conclusion, la modification n°6 reste pertinente au regard des enjeux urbains et paysagers, dans la partie haute où la forme urbaine existante est confortée.

Toutefois, dans la partie basse du secteur, certaines dépositions apparaissent cohérentes avec les objectifs de meilleure prise en compte de la diversité des tissus urbains pavillonnaires dans le projet urbain, et notamment au sein des zones UM et UD de ce quartier Brunet. Il serait donc possible d'envisager de réduire les hauteurs actuellement applicables de 16 mètres à 13 mètres en zone UM pour homogénéiser les hauteurs de part et d'autre de la partie basse du chemin de Brunet. Cette séquence urbaine correspond en effet à un tissu urbain pavillonnaire à la différence de l'ensemble résidentiel du « Parc Mozart » caractérisé par des immeubles collectifs dont les gabarits sont confirmés par la prescription de hauteur du Plan Local d'Urbanisme actuel.

Le secteur de Fleury Val -qui englobe le lotissement de Fleury Val et ses abords sud- situé à l'Ouest du bas du chemin de Brunet, se caractérise par une forme urbaine pavillonnaire (R+1) et participe du piémont du vallon de Brunet. De plus, il est riverain direct de la zone UD définie par la modification n°6 notamment pour des enjeux paysagers. C'est à ce titre qu'il est également reclassé de zone UM en zone UD afin de conforter cette même homogénéisation des hauteurs sur des secteurs cohérents le long du chemin de Brunet dans sa partie basse.

Les planches A n°31, 32, 37 et 38 des documents graphiques du règlement du Plan Local d'Urbanisme sont donc modifiées en ce sens. En revanche, le règlement écrit du Plan Local d'Urbanisme indiquant déjà que la hauteur des constructions est limitée à 10 mètres, il n'apparaît pas nécessaire de modifier le règlement sur cet aspect ni d'indiquer sur les documents graphiques du règlement une prescription graphique de hauteur de 10 mètres qui serait en doublon avec le règlement écrit. Seul un rappel de la hauteur de 10 mètres applicable en zone UD sera précisé dans le rapport de présentation sur la base de la recommandation du commissaire enquêteur.

1.2.2.1. Une meilleure adaptation de la forme urbaine dans les quartiers Fenouillères-Saint Michel du Pignonnet-Poudrière

La modification n°6 propose d'étendre la zone UD sur les tissus urbains du quartier Saint Michel du Pignonnet, de la Poudrière et des Fenouillères au regard des enjeux de pérennité des qualités singulières des quartiers anciens et d'une desserte interne de configuration insuffisante dont les caractéristiques avaient déjà été prises partiellement en compte lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme pour une partie du lotissement Saint Michel du Pignonnet.

En cohérence avec le principe de renouvellement urbain le long des axes structurants, la zone UM est cependant maintenue le long des axes structurants du quartier, à l'exception de certaines séquences ponctuelles pour des raisons de topographie ou afin de conserver un ensemble cohérent formé par le lotissement Saint Michel du Pignonnet.

De plus, considérant le caractère homogène du quartier de Saint Michel du Pignonnet, dans ses gabarits, son implantation et son caractère végétal, il est proposé une prescription à 7 mètres de hauteur sur toute la zone UD de Saint Michel du Pignonnet, afin de maintenir le caractère et la qualité des lieux.

1.2.2.2. Les dépositions relatives aux formes urbaines dans les quartiers Fenouillères-Saint Michel du Pignonnet-Poudrière

En ce qui concerne les 60 dépositions portant sur la forme urbaine du quartier des Fenouillères-Saint Michel du Pignonnet-Poudrière, dont l'une comprend une pétition de 247 signatures, il apparaît que la grande majorité des observations est satisfaite des propositions d'ajustement de la forme urbaine au regard des caractéristiques urbaines et paysagères de ce quartier et de son niveau de desserte.

1.2.2.3. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de mixité et de formes urbaines portant sur les quartiers Fenouillères-Saint Michel du Pignonnet-Poudrière

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé dans son rapport que *« la modification n°6 du PLU répond globalement aux préoccupations de la majorité des résidents de ces quartiers »*. Il a présenté ses conclusions favorables en considérant que *« le projet de modification n°6 me paraît conforme aux évolutions citoyennes et préoccupations environnementales du moment et avec des règles plus adaptées favorisant l'intégration des constructions qui vont dans le sens du renouvellement urbain qualitatif porté par le PADD »*.

1.2.2.4. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

En ce qui concerne certaines dépositions qui souhaiteraient notamment qu'une séquence urbaine bordée par la rue de Maillane ou encore l'avenue Robert Schuman suivent la même évolution vers une densification plus douce, il apparaît que ces deux quartiers répondent aux enjeux de renouvellement urbain aux abords d'axes structurants, dont l'un en entrée de ville.

Il convient également de rappeler que le Plan Local d'Urbanisme constitue un document de planification et de prospective qui s'applique en cas de réalisation d'un projet. L'évolution d'une parcelle dépendra donc de la volonté de son propriétaire concernant son affectation ou son utilisation.

Aucune modification n'est donc apportée à l'issue des résultats de l'enquête publique au projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme.

1.2.3.1. Une meilleure adaptation de la forme urbaine dans le quartier Clairlande

La modification n°6 porte à mettre en cohérence la forme urbaine prônée par le Plan Local d'Urbanisme dans le quartier de la Clairlande avec la configuration existante du lotissement en termes de forme urbaine et le zonage existant sur le lotissement riverain, ainsi qu'avec la capacité de ce secteur de participer du renouvellement urbain au regard de sa position en retrait de la séquence d'entrée de ville.

C'est pourquoi, la zone d'intensification douce (UD) est mieux adaptée aux proportions existantes de ces tissus qui pourront toutefois évoluer raisonnablement, et il est proposé de modifier le zonage UM du lotissement de la Clairlande en zone UD.

Parmi les 3 dépositions relatives au quartier de Clairlande toutes sont satisfaites du reclassement de ce secteur de zone UM en zone UD.

1.2.4.1. Une meilleure adaptation de la forme urbaine dans le quartier Baret-Torse

Au regard des enjeux de maintien de la trame végétale comme élément majeur de la qualité paysagère, y compris dans les zones urbaines et du niveau de desserte interne du quartier Baret-Torse, la modification n°6 propose d'instaurer une prescription maximale de hauteur à 7 mètres sur la zone UD existante correspondant aux espaces à dominante pavillonnaire mal desservis et en limite des espaces naturels de la Torse.

1.2.4.2. Les dépositions relatives aux formes urbaines dans le quartier Baret-Torse

En ce qui concerne les 13 observations relatives au quartier Baret-Torse, certaines souhaiteraient plus de constructibilité, tandis que d'autres souhaiteraient le maintien d'une forme urbaine pavillonnaire de part et d'autre de la traverse Baret, ou encore le renforcement de protections patrimoniales et végétales à la Tour d'Aygosi.

1.2.4.3. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de mixité et de formes urbaines portant sur le quartier Baret-Torse

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé dans son rapport qu'il partageait le point de vue de la Métropole sur la pertinence du traitement des quartiers en frange du parc naturel de la Torse. Il a présenté ses conclusions favorables, en considérant de façon plus globale que *« le projet de modification n°6 me paraît conforme aux évolutions citoyennes et préoccupations environnementales du moment et avec des règles plus adaptées favorisant l'intégration des constructions qui vont dans le sens du renouvellement urbain qualitatif porté par le PADD »*.

1.2.4.4. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Le projet de modification n°6 apporte une meilleure cohérence entre les possibilités d'évolution des quartiers en frange de la Torse et leur forme urbaine et niveau de desserte. Elle apporte par là même une meilleure réponse au traitement des abords du parc naturel de la Torse. Il apparaît donc que cette amélioration est désormais suffisante au regard des enjeux urbains et paysagers de ce quartier.

Aucune modification n'est donc apportée à l'issue des résultats de l'enquête publique au projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme.

1.2.5.1. Une meilleure adaptation de la forme urbaine dans le quartier du Pey Blanc

Au regard des enjeux de perception dans le grand paysage, de limite à l'urbanisation et de niveau d'équipement de desserte interne de certaines parties du quartier du Pey Blanc, la modification n°6 propose d'instaurer une prescription maximale de hauteur à 7 mètres au sud de la RD n°17 du quartier

correspondant à la prise en compte des espaces en limite d'urbanisation et au niveau de desserte dans cette séquence à dominante pavillonnaire. Dans le secteur proche d'un bâtiment existant en R+3 le long de la RD n°17 (maison médicalisée), les hauteurs ne sont pas modifiées afin d'avoir une forme urbaine plus cohérente avec celle existante.

1.2.5.2. Les dépositions relatives aux formes urbaines du quartier du Pey Blanc

8 dépositions relatives au quartier du Pey Blanc ont été déposées en doublon par quatre déposants. Ceux-ci souhaiteraient ne pas voir s'appliquer la prescription graphique de hauteur de 7 mètres en zone UD.

1.2.5.3. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de mixité et de formes urbaines portant sur le quartier du Pey Blanc

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé dans son rapport que *« par analogie avec une voie structurante (ce qui n'est pas le cas puisque Pey Blanc est hors agglomération) et en cohérence avec le bâti existant, il me semble intéressant que, en bordure immédiate de cette route d'Eguilles, les parcelles en première ligne au sud de la RD17 puissent rester en UD 10 m, le reste du quartier pouvant passer en UD 7 m comme le prévoit la modification n°6 du PLU »*. Il a présenté ses conclusions favorables, en les assortissant d'une recommandation, à savoir *« laisser, en cohérence avec le bâti existant dans le quartier Pey-Blanc le long de la RD17, les parcelles en première ligne au sud de cette RD17 en UD 10m (soit en R+2), le reste de ce quartier pouvant passer en UD 7m »*.

1.2.5.4. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

En ce qui concerne les observations déposées à l'enquête et la recommandation émise par le commissaire enquêteur, la Métropole Aix-Marseille-Provence rappelle les enjeux paysagers et l'insuffisance du niveau de desserte qui l'ont amené à mettre en cohérence la forme urbaine de ce quartier.

Le quartier est essentiellement situé en dehors de l'agglomération (le panneau d'agglomération est à proximité du rond-point marquant le carrefour avec l'avenue de Bagatelle), ce qui ne lui confère pas des enjeux de centre urbain et de renouvellement urbain prônés dans le Plan Local d'Urbanisme. En effet, dans cette partie hors agglomération de la RD n°17, c'est le transit interurbain qui est à privilégier et par voie de conséquence, la sécurité de ses usagers. C'est pourquoi, la multiplication des accès directs sur la RD N°17 et de l'augmentation de leur

fréquentation, notamment dans des configurations particulières (virage en épingle à cheveux) sont de nature à compromettre la sécurité des usagers.

De plus, la prescription de hauteur à 7 mètres, compte tenu de la configuration topographique essentiellement constituée de talus en surplomb de la RD n°17, permet de mieux traiter les enjeux paysagers de cet itinéraire d'entrée de ville. Ce même outil graphique a déjà été utilisé pour traiter les enjeux paysagers de ce même quartier en interface avec le site inscrit des Granettes.

La modification n°6 entend donc confirmer la forme urbaine existante à dominante pavillonnaire par cette prescription de hauteur à 7 mètres, et aucune modification n'est donc apportée à l'issue des résultats de l'enquête publique et de la recommandation du commissaire enquêteur au projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme.

1.2.6.1. Une meilleure adaptation de la forme urbaine dans le quartier du chemin du Moulin de Testas

Au regard des enjeux de perceptions paysagère et de desserte viaire de certaines parties du quartier, la modification n°6 propose de modifier le zonage UM dans certaines parties du quartier du chemin de Moulin de Testas en zone UD. En cohérence avec ce nouveau zonage, la prescription de hauteur de façade de 16 mètres existante, qui correspond aux hauteurs moyennes du quartier riverain (les Facultés), est modifiée pour en exclure ce quartier, afin que la hauteur des constructions soit celle de la zone UD sans majoration, à savoir 10 mètres.

1.2.6.2. Les dépositions relatives aux formes urbaines dans le quartier du chemin du Moulin de Testas

Une déposition relative au quartier du chemin du Moulin de Testas souhaite le maintien du zonage UM actuel. Une autre déposition apprécie le passage de zone UM en zone UD, notamment dans ce secteur.

1.2.6.3. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de mixité et de formes urbaines portant sur le quartier du chemin du Moulin de Testas

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé dans son rapport que *« le passage de certaines parties de ce quartier de zone UM en zone UD me semble cohérent avec la vue d'ensemble de la Métropole sur la zone urbaine et me semble justifié au regard des enjeux pour préserver le paysage et les capacités de desserte interne pour assurer le bon fonctionnement du secteur »*.

Il a présenté ses conclusions favorables en considérant de façon plus globale que *« le projet de*

modification n°6 me paraît conforme aux évolutions citoyennes et préoccupations environnementales du moment et avec des règles plus adaptées favorisant l'intégration des constructions qui vont dans le sens du renouvellement urbain qualitatif porté par le PADD ».

1.2.6.4. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

La Métropole Aix-Marseille-Provence rappelle les enjeux de perception paysagère et de desserte viaire de ce quartier et confirme la réponse apportée par la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme.

Aucune modification n'est donc apportée à l'issue des résultats de l'enquête publique au projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme.

1.3. Une meilleure adaptation de la forme urbaine dans les cœurs de village et les hameaux

Le Plan Local d'Urbanisme avait opté pour une intensification des villages et des hameaux, à l'image de la couronne urbaine aixoise. Or, le retour d'application de cette option montre que la forme urbaine induite par les linéaires de gabarit en zone UI, notamment dans les secteurs les plus anciens, apparaît peu proportionnée à l'existant et à la qualité architecturale et patrimoniale des lieux. Dans ces mêmes secteurs anciens, les projets peuvent aussi à l'inverse être freinés par des difficultés d'application réglementaire, notamment liées aux linéaires de gabarit.

Partant de ce constat, et au regard des orientations du PADD pour les villages et les hameaux, la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme propose d'adapter leur niveau d'intensification urbaine afin de mieux prendre en compte leur qualité urbaine, architecturale, paysagère et patrimoniale.

En effet, la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme adapte les règles de la zone UI aux formes urbaines caractéristiques des hameaux et des centres anciens des villages en créant un secteur UIv, de nouvelles séquences urbaines patrimoniales et des éléments éco-paysagers et en adaptant lorsque nécessaire les linéaires de gabarit et/ou les emplacements réservés.

1.3.1. Les avis et observations portant sur la forme urbaine dans les cœurs de village et les hameaux

L'avis du Préfet de la région Provence Alpes Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône fait part d'une position globale sur la forme urbaine dans les cœurs de village et les hameaux. Il estime qu'« *au regard de l'étendue du périmètre et du nombre de secteurs concernés par ces évolutions réglementaires, il est permis de s'interroger sur les conséquences en termes de formes urbaines, appliquées à un tissu urbain actuellement diversifié.*

Une dissociation des typologies bâties et une réglementation affinées permettraient de traiter différemment les centralités de village constitués (exemple des Milles), des centralités de hameaux (exemple de Pontès) ».

Par ailleurs, l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine des Bouches-du-Rhône, dans son avis favorable du 4 octobre 2019, estime que les adaptations apportées par la modification n°6 sur la forme urbaine dans les cœurs de village et les hameaux « *rend possible une insertion volumétrique satisfaisante des nouvelles constructions dans ces secteurs* ».

Enfin, une déposition souhaiterait que l'ilot situé rue de la Paix / rue Duperrier soit reclassé en secteur UIv afin de permettre des évolutions du bâti en surélévation.

1.3.2. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de mixité et de formes urbaines les cœurs de village et les hameaux

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé, dans son rapport, que « *ces règles UIv me paraissent justifiées au regard des enjeux de la préservation des villages et des hameaux tout en permettant leur évolution* ». Il a présenté ses conclusions favorables en considérant de façon plus générale que « *le projet de modification n°6 me paraît conforme aux évolutions citoyennes et préoccupations environnementales du moment et avec des règles plus adaptées favorisant l'intégration des constructions qui vont dans le sens du renouvellement urbain qualitatif porté par le PADD* ».

1.3.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

En ce qui concerne l'avis du Préfet relatif à la création du sous-secteur UIv, comme le stipule le rapport de présentation de la modification n°6, dans les villages et les hameaux étudiés, la zone UI existante est remplacée par le secteur UIv. Dans le diagnostic du rapport de présentation, les typologies bâties des cœurs de village et des hameaux ont été finement analysées. Les caractéristiques similaires de ces tissus urbains ont amené à proposer des règles identiques pour les cœurs de village et de hameaux.

Dans son avis, l'Etat considère qu'« *à titre d'exemple sur le périmètre d'étude des Milles, l'abaissement d'une profondeur minimale autorisée des bâtiments d'implantation futurs à 7 mètres de profondeur ne coïncide aucunement avec les caractéristiques des bâtiments mitoyens existants avenue Albert Couton, de 12 mètres de profondeur minimum.* »

Cette affirmation est erronée. Dans un secteur UIv, à compter d'un linéaire de gabarit, la bande

potentiellement constructible est d'une profondeur minimum de 7 mètres et maximum de 14 mètres. Il est ainsi tout à fait concevable d'avoir des bâtiments d'une profondeur de 12 ou 13 mètres le long de l'avenue Couton. Par ailleurs, cette valeur minimale a été abaissée, car dans la zone UI (centre urbain d'Aix-en-Provence) la profondeur minimale est de 10 mètres. Or, le diagnostic a fait état d'un grand nombre de parcelles ou de bâtiments faisant moins de 10 mètres de profondeur dans les villages et hameaux. Dans ce cas, le renouvellement urbain lié au linéaire de gabarit était inopérant. Ces évolutions réglementaires vont donc au contraire dans le sens d'une densification plus opérante et mieux adaptée aux caractéristiques urbaines autant des villages que des hameaux.

Le rapport de présentation de la modification n°6 a bien expliqué et justifié en ce sens les évolutions réglementaires : *« certaines dispositions de la zone UI peuvent freiner le renouvellement urbain : le linéaire de gabarit impose notamment de construire dans une bande de 10 mètres de profondeur minimum. De nombreux bâtiments et parcelles font moins de 10 mètres. Autre exemple, le respect du retrait minimal de la construction vis-à-vis du fond de parcelle peut également être un frein à une extension ou surélévation en cœur de village ou de hameau sur de si petites parcelles »*.

De plus, ces nouvelles dispositions ont été soulignées dans l'avis de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine des Bouches-du-Rhône qui évoque *« une insertion volumétrique satisfaisante des nouvelles constructions dans ces secteurs »*.

Concernant l'ilot situé rue de la Paix / rue Duperrier, il est rappelé que le secteur UIv prévu par la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme concerne le tissu urbain caractéristique des cœurs de village et de hameaux, et non celui de la première couronne urbaine.

Aucune modification n'est donc apportée à l'issue des résultats de l'enquête publique au projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme.

1.4. Une meilleure adaptation de la forme urbaine dans certains quartiers du centre urbain

1.4.1. Une meilleure adaptation de la forme urbaine dans le quartier des Trois Pigeons

Le territoire d'Aix-en-Provence est traversé par plusieurs infrastructures de grand transit qui nécessitent des équipements spécifiques tels que le dépannage et le remorquage des véhicules sur le réseau autoroutier. Celui-ci se fait par délégation de service public auprès de prestataires présentant certaines conditions requises, dont un

positionnement du garage permettant un accès rapide et aisé au réseau routier.

Localement, cette délégation est attribuée à un garage situé au cœur du village de Luynes sur un tronçon de la RD8n. Les attributions de ce garage de dépannage et de remorquage des véhicules à toute heure, créent des conflits d'usage avec les riverains du centre villageois. Or, l'activité de ce garage étant essentiellement induite par sa mission de remorquage des véhicules sur le réseau autoroutier, sa position dans un centre villageois n'apparaît pas comme étant la plus appropriée. Cet état soulève la nécessité de relocaliser le garage dans un secteur mieux adapté à son activité.

Le secteur des Trois Pigeons présente des caractéristiques répondant de façon plus adéquate à l'activité de garage. Il est situé au sud de la commune, entre le village de Luynes et la zone industrielle du pôle d'activité des Milles. La présence dans le secteur d'une bretelle reliant trois infrastructures importantes de transit, l'A51, la RD59 et la RD8n ont affecté ces paysages et le fonctionnement du secteur.

C'est un secteur bien desservi dans le grand sud au cœur d'un réseau routier structurant, la proximité immédiate des trois grandes infrastructures routières (A51, RD8n et RD59) et la future déviation de la RD7.

L'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°9 applicable dans ce secteur prévoit dans ses grands principes, que le quartier des Trois Pigeons soit à vocation principale d'activité en raison de la présence d'activités existantes. Elle promeut la recomposition de ce secteur en zone d'accueil d'activités artisanales notamment pour intégrer le bâti existant et favoriser la constitution d'une façade à vocation d'activités. Le quartier des Trois Pigeons a été classé en zone à urbanisée différée en raison notamment de l'insuffisance du fonctionnement de la bretelle d'autoroute de l'A51. Celle-ci a depuis fait l'objet de travaux qui ont amélioré son fonctionnement par la gestion de feux tricolores. Une seconde phase en 2019 améliorera l'échangeur de l'A51 plus au sud, sur la commune de Bouc-Bel-Air.

En cohérence avec l'orientation 1.1.3 du PADD qui prévoit de *« recomposer les secteurs de bâtis diffus et peu équipés au voisinage des zones urbaines vers un tissu urbain plus structuré et équipé »*, l'orientation 1.4.1 qui prévoit de *« mieux prendre en compte les nuisances sonores et les pollutions dans le développement urbain, [...] »*, et dans le respect des orientations de l'Orientations d'Aménagement et de Programmation n°9 Luynes, il est proposé d'apporter au Plan Local d'Urbanisme les modifications suivantes :

- modifier le périmètre de la zone d'urbanisation future 1AU1-UD situé dans le secteur des Trois Pigeons par la création

d'une zone 1AU1-UE, zone mixte à dominante d'activité, dont les dispositions réglementaires sont les plus adaptées.

- créer des prescriptions d'éléments écopaysagers d'alignement d'arbres afin de protéger et mettre en valeur les platanes existants.

1.4.1.1. Les dépositions et avis portant sur la forme urbaine du quartier des Trois Pigeons

Parmi les 14 dépositions sur le quartier des Trois Pigeons, 4 dépositions sont favorables à ce projet de reclassement de zonage dans le quartier des Trois pigeons permettant une relocalisation du garage.

9 dépositions sont défavorables au projet de déplacement du garage ainsi qu'au maintien de celui-ci dans le centre du Luynes. Ces dernières observations formulent le souhait de ne pas étendre les activités de commerce et d'artisanat hors du cœur de Luynes afin de préserver le caractère pavillonnaire, les espaces verts et limiter les hauteurs à R+2 dans ce secteur. Enfin, déplacer le garage reviendrait à déplacer les contraintes liées à l'activité du garage aux résidents.

Une observation fait état d'un manque d'équipements et de nuisances impropres à un complément d'urbanisation.

1.4.1.2. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant L'adaptation du règlement au projet urbain en matière de mixité et de formes urbaines portant sur le Quartier des Trois Pigeons

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé dans son rapport qu' *« il est de l'intérêt général de l'ensemble des Luynois de déplacer ce garage. [...] Il serait souhaitable que l'accès à la RD8n de cette future implantation citée supra se fasse sur un rond-point à créer au niveau du débouché de la future déviation de la Rd 7 (ce qui, semble-t-il avait été prévu antérieurement). Cette création présenterait le double avantage de casser la vitesse excessive de certains véhicules sur cette RD8n, ce que signalent certaines contributions et de faciliter la sortie des camions de ce garage »*.

Il a présenté ses conclusions favorables en les assortissant d'une recommandation, à savoir, *« réaliser un rond-point dans le quartier des Trois Pigeons au niveau du débouché de la future déviation de la RD7 et de l'entreprise qui sera délocalisée sur la RD8n »*.

1.4.1.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Le secteur des Trois Pigeons présente une opportunité de relocaliser le garage. Il s'agit d'anciens bâtiments d'activité en bordure de la RD8n,

laissés en déshérence avec des terrains en friche où seule la présence de quelques platanes en alignement apporte un élément qualitatif le long de la RD8n.

Ce secteur répond à la nécessité d'un bon positionnement de l'activité de dépannage du réseau autoroutier le long de la RD8n, la proximité immédiate de l'échangeur de l'A51 et le débouché de la future déviation de la RD7). Il dispose enfin des réseaux nécessaires au droit de la voie (eaux usées et adduction d'eau potable).

Aucune modification n'est donc apportée à l'issue des résultats de l'enquête publique et de la recommandation du commissaire enquêteur au projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme.

1.4.2. Une meilleure adaptation des règles de la zone UI dans le secteur de la rue Marcel Guillaume

Afin de maintenir la diversité des fonctions existantes, notamment culturelles, dans le tissu urbain dense de la ville centre situé dans la zone UI du Plan Local d'Urbanisme, la modification n°6 propose d'ajuster les prescriptions applicables à l'îlot occupé par le cinéma Cézanne pour y assurer son maintien in situ.

La modification n°6 propose sur la partie de l'îlot correspondant au complexe cinématographique d'instaurer des prescriptions graphiques visant à permettre l'évolution du bâti tout en veillant à son insertion urbaine :

- l'ajustement d'une partie du linéaire situé sur la rue Guillaume en s'appuyant sur l'implantation du bâtiment existant pour réduire sa hauteur à 10 mètres ainsi que du linéaire de gabarit sur la rue Cardinale pour mieux correspondre à l'alignement des bâtiments existants
- l'inscription d'une zone d'implantation « D » indiquant le périmètre maximal au sein duquel doivent s'implanter les futurs bâtiments. Dans cette zone d'implantation les règles des articles 5, 6, 7, 10 et 12 de la zone UI sont adaptées.

1.4.2.1. Les dépositions portant sur le secteur de la rue Marcel Guillaume

Une déposition fait état des dispositions réglementaires applicables en zone UI sur l'aspect extérieur des constructions, et plus particulièrement les devantures commerciales. Il apparaît que la configuration spécifique du cinéma et des établissements culturels en général, n'est pas du même ordre que les commerces traditionnels pour lesquels le règlement a limité les devantures et enseignes au rez-de-chaussée. Le dépositaire demande de tenir compte de la spécificité du gabarit des espaces d'accueil et des salles de projection qui

confère au cinéma une dimension supérieure aux commerces traditionnels.

1.4.2.2. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant une meilleure adaptation des règles de la zone UI dans le secteur de la rue Marcel Guillaume

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a présenté ses conclusions favorables. Il a considéré que *« le projet de modification n°6 me paraît conforme aux évolutions citoyennes et préoccupations environnementales du moment et avec des règles plus adaptées favorisant l'intégration des constructions qui vont dans le sens du renouvellement urbain qualitatif porté par le PADD »*.

1.4.2.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

La déposition apparaît comme pertinente au regard des enjeux de la prise en compte des gabarits particuliers des établissements culturels par rapport aux commerces traditionnels qui a justifié les prescriptions réglementaires proposées sur la rue Marcel Guillaume dans le cadre de la présente modification n°6.

Aussi, il est proposé d'adapter l'article UI-11 dans l'ilot occupé par ce type d'établissement afin de tenir compte des élévations du bâti dans la présentation des devantures et enseignes. L'article UI-11 du règlement écrit du Plan Local d'Urbanisme est donc modifié en ce sens.

1.4.3 Une meilleure adaptation de l'emplacement réservé n°254 et du linéaire de gabarit rond-point Anouar El Sadate/avenue des Belges

Suite à l'annulation partielle par la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans son arrêt n°18MA01532 du 20 décembre 2018 de l'inscription de l'emplacement réservé n°254 dans le Plan Local d'Urbanisme, la modification n°6 propose d'apporter une nouvelle réponse à la forme urbaine et au fonctionnement de cette séquence. Le projet consiste à transformer un rond-point aux fonctions essentiellement routières en une place au caractère urbain plus affirmé, notamment par la mixité de fonction, en clarifiant les espaces favorisant les usages des modes actifs (piétons, les vélos, etc.).

Pour cela, le projet redéfinit l'élargissement de l'espace public autour du rond-point central et la forme urbaine pour lui donner plus de qualité urbaine, un meilleur fonctionnement des espaces dévolus aux modes actifs, ainsi que pour améliorer les déplacements des transports en commun. L'emplacement réservé n°254 est donc adapté à l'expression de ce projet ainsi que l'implantation du linéaire de gabarit en cohérence avec les enjeux de clarification du fonctionnement urbain dans cet espace et de la symétrie de la forme urbaine radiale

existante en vis-à-vis. Cela permet d'inscrire le rond-point/place dans la continuité de l'avenue des Belges tant dans sa forme urbaine que dans sa mixité de fonction.

1.4.3.1. Les dépositions portant sur adaptation de l'emplacement réservé n°254 et du linéaire de gabarit rond-point Anouar El Sadate/avenue des Belges

Une déposition souhaite le repositionnement du linéaire de gabarit à l'alignement de l'emplacement réservé n°254 et non en retrait de cet emplacement réservé.

1.4.3.2. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant une meilleure adaptation de l'emplacement réservé n°254 et du linéaire de gabarit rond-point Anouar El Sadate/avenue des Belges

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé dans son rapport que *« la Métropole considère que le projet de transformation perdrait toute sa cohérence en repositionnant un linéaire de gabarit à l'alignement de l'emplacement réservé. Je me range à cette position qui permettrait la mixité de fonction, en clarifiant les espaces favorisant les usages des modes actifs »*. Il a présenté ses conclusions favorables de façon plus globales en considérant que *« le projet de modification n°6 me paraît conforme aux évolutions citoyennes et préoccupations environnementales du moment et avec des règles plus adaptées favorisant l'intégration des constructions qui vont dans le sens du renouvellement urbain qualitatif porté par le PADD »*.

1.4.3.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Le projet proposé par la modification n°6 forme un projet global pour l'ensemble des abords du giratoire Anouar el Sadate. Par conséquent, le projet de forme urbaine perdrait toute sa cohérence en repositionnant un linéaire de gabarit à l'alignement de l'emplacement réservé.

En effet, au nord-ouest du rond-point Anouar el Sadate, un segment du paysage urbain déroge à la configuration générale de l'avenue des Belges, d'une part de la forme urbaine radiale, et d'autre part, de la ville dense. En effet, ces bâtiments de caractère plus ancien, sont en retrait de l'alignement de voirie et de faible hauteur. Leur forme urbaine les apparente aux caractères de lotissements résidentiels, ce qui n'est plus le contexte de ce quartier. Ainsi, au regard du reste de l'avenue, ils représentent un espace « confus » qui ne participent pas du caractère général de celle-ci. Il est à noter que le caractère de la végétation et de ces bâtiments, n'a ni une configuration, ni des caractéristiques permettant de les distinguer au titre d'un intérêt patrimonial.

Le projet de reconfiguration du rond-point nécessite ainsi une adaptation de l'implantation du linéaire de gabarit en cohérence avec les enjeux de clarification du fonctionnement urbain. Le linéaire de gabarit permet la mise en œuvre du projet urbain en termes de mixité de fonction, notamment celle des activités économiques, et de forme urbaine. Ainsi, afin que la forme urbaine du nord-ouest du rond-point/place tende vers la symétrie de la forme urbaine radiale existante en vis-à-vis, l'implantation du linéaire de gabarit doit être adaptée. Cela permet d'inscrire le rond-point/place dans la continuité de l'avenue des Belges tant dans sa forme urbaine que dans sa mixité de fonction.

Aucune modification n'est donc apportée à l'issue des résultats de l'enquête publique au projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme.

1.5 Les compléments aux éléments du patrimoine bâti et séquences urbaines patrimoniales

Le territoire d'Aix-en-Provence est le dépositaire d'une histoire prestigieuse dont le patrimoine est un bien commun territorial par excellence. C'est pourquoi, l'orientation 3 du PADD entend « *préserver le patrimoine naturel, agricole et urbain, un héritage prestigieux garant de l'identité aixoise* ». Et plus précisément, l'orientation 3.3 prévoit de « *préserver les éléments les plus remarquables du patrimoine bâti inventorié* ».

C'est dans cet objectif, que dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, un vaste inventaire des éléments bâtis porteurs d'un intérêt patrimonial a été mené. Cet inventaire a mis en lumière la richesse du territoire, mais aussi sa diversité et son amplitude temporelle.

Depuis l'approbation du Plan Local d'Urbanisme le 23 juillet 2015, le retour d'expérience a permis de pointer des éléments patrimoniaux qui ne sont pas protégés dans la partie réglementaire du Plan Local d'Urbanisme et qui méritent de l'être. L'inventaire a donc été complété et réactualisé.

Plus précisément, c'est dans la couronne urbaine, lieu privilégié du renouvellement urbain, et dans les centres villageois que des éléments bâtis non protégés et méritant une protection patrimoniale, ont été identifiés. Ces nouveaux éléments identifiés sont intégrés dans la liste des éléments du patrimoine bâti du règlement du Plan Local d'Urbanisme.

Des séquences urbaines patrimoniales supplémentaires ont été identifiées dans les villages et les hameaux. Certaines d'entre elles étaient existantes et c'est leur périmètre qui a été élargi. Les nouvelles séquences portent la plupart du temps sur les secteurs les plus anciens des villages et des hameaux. L'inventaire des séquences urbaines patrimoniales a donc été complété et actualisé aux Milles, à Puyricard, et dans certains hameaux

(Fontrousse, Couteron, Pontès...). Les fiches descriptives des nouvelles séquences patrimoniales sont annexées au règlement.

De plus, l'inventaire des éléments du patrimoine bâti établi dans l'état initial de l'environnement du tome II du rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme est également mis à jour et fait l'objet d'un nouveau classement par numéro d'identifiant. Cette liste est purgée des champs qui ne représentent pas d'intérêt dans la justification de l'intérêt patrimonial des éléments bâtis inventoriés. Il est présenté en annexe 2 du présent rapport de présentation.

1.5.1. Les dépôts et avis portant sur les éléments du patrimoine bâti et les séquences urbaines patrimoniales

L'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine des Bouches-du-Rhône a émis en date du 4 octobre 2019 un avis favorable sur la modification n°6 avec des propositions d'amélioration portant sur l'extension de l'inventaire patrimonial réalisé sur les tissus urbains anciens au travers des « séquences urbaines patrimoniales » et d'éléments isolés, notamment en souhaitant la complétude des fiches patrimoniales par des éléments figurant dans le rapport de présentation de la modification n°6.

Par ailleurs, une déposition souhaite la protection patrimoniale de la Tour d'Aygosi sous forme d'élément bastidaire et une autre déposition souhaiterait que soient inclus dans la protection patrimoniale d'une ferme située chemin du Roc fleuri d'autres éléments tels qu'un puits ou des arbres remarquables.

Enfin, une déposition signale l'absence de la liste des bâtiments identifiés au document graphique du règlement au titre d'un changement de destination, alors que le rapport de présentation indique à la page 91, qu'il fait l'objet d'une correction d'erreur matérielle.

1.5.2. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant les compléments aux éléments du patrimoine bâti et les séquences urbaines patrimoniales

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé dans son rapport qu'il n'avait rien de particulier à ajouter.

1.5.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

En réponse aux suggestions de complétude des fiches patrimoniales des nouvelles séquences urbaines patrimoniales émises par l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine des Bouches-du-Rhône, il apparaît que les éléments portés dans le rapport de présentation relèvent essentiellement d'éléments contextuels de diagnostic

qui n'ont pas de valeur réglementaire contrairement aux éléments constitutifs de la séquence urbaine à préserver qui eux ont une opposabilité réglementaire.

En ce qui concerne la déposition portant sur le secteur de la Tour d'Aygosi, les études patrimoniales n'ont pas montré la pertinence d'apporter une protection de la Tour d'Aygosi au titre d'une bastide, cette tour ne présentant pas les caractéristiques spécifiques d'un domaine bastidaire ni en termes de volumétrie spécifique des constructions bastidaires et de leurs dépendances, d'éléments de cheminement (entrée monumentale, portail, allées, alignements d'arbres, tèse, murs de clôtures en pierres...), d'aménagements paysagers (espaces de jardin à la française, parterre, fontaines, statuaire, bassins, réserves d'eau, canaux, système hydraulique), ni de présence d'espaces cultivés ou boisés (verger, potager, cultures, bois).

De même, les études patrimoniales n'ont pas identifié d'éléments patrimoniaux tels qu'un puits ou des arbres remarquables qui seraient constitutifs de la ferme située chemin du Roc fleuri et mériteraient à ce titre une protection patrimoniale.

Enfin, en réponse à l'observation déposée sur l'absence de la liste des bâtiments identifiés au document graphique du règlement au titre d'un changement de destination, il est effectivement confirmé qu'il s'agit d'une omission et que la liste est bien intégrée aux documents de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme.

1.6. Augmentation de la part des logements moyens dans les zones urbaines

Un des enjeux du Plan Local d'Urbanisme est de procéder à un rééquilibrage de la typologie de logement pour faciliter les trajectoires résidentielles des jeunes actifs et des familles sur la commune. Le retour des premières années d'application du Plan Local d'Urbanisme, notamment à travers l'analyse des autorisations d'urbanisme, permet d'estimer que la part des logements moyens (T3 et T4) reste insuffisante.

Ainsi, en cohérence avec l'orientation 1.2.1 du PADD visant à « *promouvoir un développement équilibré de l'habitat* » et notamment à « *rééquilibrer l'offre de logements des classes d'âge actives en imposant une part de logements de taille moyenne...* », il est proposé de modifier les articles 2 du règlement des zones urbaines ou à vocation urbaine (UI, UM, UD, UZD, 1AU) faisant référence à une taille minimale dans les programmes de logements :

- en abaissant le seuil de 2000 m² à 500 m² de surface de plancher,
- et en augmentant la part à 60% minimum de logements de type T3 au moins.

Une déposition regrette le caractère directif du quota minimal de logements moyens. Une autre déposition

indique que la proposition d'écriture réglementaire pour favoriser la part des logements moyens n'est pas claire dans l'article 1AU et différente dans sa rédaction par rapport aux autres zones urbaines où cette disposition s'applique de la même façon.

1.6.1. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant l'augmentation de la part des logements dans les zones urbaines

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé dans son rapport que « *la modification du règlement est de nature à favoriser la création de logements plus grands pour favoriser le retour des familles en ville car Aix compte déjà beaucoup de petits logements ce qui correspond d'une part à l'évolution de la population française, les familles monoparentales étant en forte augmentation depuis quelques décennies et d'autre part à la spécificité d'Aix-en-Provence qui est une ville estudiantine.*

Il a également considéré que « *dans un contexte plus général, je partage l'objectif pour proposer plus de logements adaptés aux familles en ville compte tenu notamment du contexte du marché immobilier tendu à Aix, et j'ai déjà abordé la problématique de la taille des logements pour laquelle je suis favorable* ».

1.6.2. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

La Métropole estime qu'il est de l'intérêt général de favoriser le retour des jeunes actifs et des familles dans les espaces qui sont le support du renouvellement urbain. Le Plan Local d'Urbanisme prévoit d'ailleurs un quota minimum de logements moyens depuis son approbation en 2015.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'écriture du quota de logements de type T3 pour la zone 1AU, il apparaît effectivement que le terme « *au moins* » est ajouté à la notion de « *minimum* » citée dans la même phrase et diffère des autres zones urbaines.

La rédaction relative au quota minimum de logements moyens dans la zone 1AU sera donc homogénéisée avec celle proposée pour les autres zones urbaines et le règlement du Plan Local d'Urbanisme rectifié en conséquence sur ce point.

2. Les observations portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement

12 dépositions concernent les problématiques liées à l'adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement.

2.1. Adaptation de l'emplacement réservé n°21 et création de l'emplacement réservé n°560 - Arc de Meyran

Le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 23 juillet 2015 en cohérence avec le PADD avait inscrit des emplacements réservés le long des berges de la rivière de l'Arc pour compléter la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation des promenades des bords de l'Arc. En l'occurrence, un emplacement réservé portant le n°21, était inscrit sur la rive droite de l'Arc avec pour objet la réalisation d'un « équipement, espaces verts, promenade de l'Arc, stationnement ». Le Tribunal Administratif dans son jugement n°1600627 du 28 septembre 2017 a annulé partiellement l'emplacement réservé n°21 en tant qu'il s'applique sur l'ensemble de la parcelle BT n°16 sans qu'il soit suffisamment justifié du caractère réel du projet d'aménagement au regard de la position de l'Arc au sud des terrains. Il est donc proposé d'adapter cet emplacement réservé à l'emprise strictement nécessaire à la mise en œuvre du projet de promenade de l'Arc et des équipements y afférent.

En effet, en ce qui concerne les promenades des bords de l'Arc, le projet d'adaptation de l'emplacement réservé n°21 vise à compléter la maîtrise foncière par la ville d'Aix-en-Provence, sur le segment manquant de la rive droite de l'Arc, entre la limite communale Est et le quartier du Pont de l'Arc (pont de la rue Ernest Prados). Cet emplacement réservé est envisagé dans la même emprise que la Trame Bleue inscrite au Plan Local d'Urbanisme. Celle-ci correspond au continuum aquatique permettant la préservation et la re-végétalisation des cours d'eau et milieux humides associés (ripisylves). Il correspond également à la zone N (naturelle) et globalement à la servitude d'espace boisé classé du Plan Local d'Urbanisme existant. En maîtrisant ce segment, cela permet une mise en valeur de l'Arc dans une section cohérente et de compléter les cheminements des modes actifs sur ses berges.

Ensuite, en ce qui concerne l'accessibilité des promenades, il est proposé de créer un parking de proximité permettant de faciliter l'accès du public à ce nouveau tronçon des promenades. Les terrains cadastrés BT n°15 et BT n°16 offrent la meilleure opportunité pour instaurer un nouvel emplacement réservé n°560. En effet, la configuration des terrains et leur topographie permettent de rapprocher le stationnement des promenades. De plus, leur position est au plus proche de la ville centre, par la proximité immédiate du chemin du coton rouge dont le pont enjambe l'autoroute. D'autres parkings existent pour accéder aux promenades du Val de l'Arc, mais aucun n'est situé en rive droite de la section entre le Viaduc et le pont de l'Arc, hormis le Krypton qui n'a pas vocation de parking de desserte et de proximité (à 500 mètres environ). La capacité du parking sera d'une centaine de places.

Considérant le caractère sensible de l'ensemble du site en termes de paysage (riverain du Viaduc protégé au patrimoine bâti du Plan Local d'Urbanisme, le long d'une entrée de ville et de la

rivière de l'Arc), il sera aménagé par des plantations et un traitement qualitatif afin de l'isoler visuellement. Ces aménagements qualitatifs nécessitent une emprise supérieure pour permettre les plantations et la mise à distance des infrastructures.

La modification n°6 a donc proposé :

- d'adapter l'emplacement réservé n°21 pour « *Espaces de loisirs, promenades du bord de l'Arc et modes actifs* » ;
- de créer l'emplacement réservé n°560 pour « *Accessibilité, création d'un parking paysager pour les promenades de l'Arc* ».

2.1.1. Les observations déposées à l'enquête publique relatives aux emplacements réservés n°21 et n°560

7 dépositions concernent les emplacements réservés n°21 et n°560 dont 5 émanent du même déposant. Ces dépositions demandent la suppression de ces emplacements réservés pour les motifs suivants : la modification n°6 n'appliquerait pas le jugement du Tribunal Administratif du 28 septembre 2017, elle serait incompatible avec le Plan de Déplacements Urbains du Pays d'Aix, car ce dernier n'aurait pas prévu un parking destiné à accueillir les marcheurs de ce nouveau tronçon des promenades de l'Arc, la destination des emplacements réservés ne serait pas d'intérêt général, la création d'un parc de stationnement pour les marcheurs serait inutile au regard de l'offre de stationnement à proximité - notamment le parking situé avenue Gaston Bergeret et de l'offre en transport en commun, et cependant un des déposants pourrait lui-même créer ce nouveau parking dans le cadre d'un projet immobilier de 10000 m² de surface de plancher de logements sur l'emprise de l'emplacement réservé, il n'y aurait plus de continuum aquatique à protéger au titre de la trame bleue, aucune étude hydraulique ne serait finalisée à ce jour et les données sur l'inondabilité inscrites dans le Plan Local d'Urbanisme seraient erronées, alors que l'aménagement d'un parking prévu par l'emplacement réservé imperméabiliserait une nouvelle surface et que la promenade projetée sur la rive droite de l'Arc présenterait un fort risque de noyade en cas de forte pluie, des travaux d'affouillement exécutés par les services de l'Etat auraient endommagé le couvert végétal et enfin, ces emplacements réservés aboutiraient à une expropriation.

2.1.2. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant L'adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement portant sur l'adaptation de l'emplacement réservé n°21 et la création du n°560 - Arc de Meyran

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé dans son rapport qu' « *il serait souhaitable*

que la zone de loisirs et de promenade des bords de l'Arc prenne sa forme définitive le plus vite possible et, en conséquence, que le parking envisagé par l'ER 560 soit créé assez rapidement.

Cependant, il convient de ne pas s'affranchir des risques potentiels d'inondation éventuelle. L'évolution climatique fait que les « épisodes méditerranéens », selon l'appellation donnée par les météorologues, se développent de plus en plus souvent, générant des montées des eaux parfois très rapides. En ce sens, lorsque j'ai reçu les propriétaires de la parcelle BT 16 en bordure de l'Arc, je me suis inquiété des risques inondation en pensant, en particulier au futur Plan Particulier des Risques inondation (PPRi) car c'est un sujet qui me semble d'importance. [...]

J'ai depuis consulté les cartes du PPRi, actuellement en enquête publique sur le site internet de la préfecture. Elles indiquent que le terrain sur lequel est situé l'ER 560 est situé en zone rouge, ce qui, de facto, le rendrait inconstructible. Cependant ne préjugeons pas de l'avenir et attendons que le PPRi soit approuvé.

J'estime que l'ER n°21 est indispensable à la mise en valeur des abords de l'Arc qu'il conviendrait de finaliser dans les meilleurs délais et que la création d'un parking sur cet ER n°560 va le sens de l'intérêt général. Je suis donc pour le maintien de ces espaces réservés ».

Le commissaire enquêteur a présenté ses conclusions favorables en considérant de façon globale « *que la modification n°6 intègre des projets nécessaires aux déplacements et aux équipements en prévoyant notamment des emplacements réservés* », et de façon plus particulière « *que le projet d'espace de loisirs, de parking et de promenade le long de la rivière de l'Arc me semble présenter un réel intérêt général* ».

Il a assorti ces conclusions de la recommandation suivante : « *réaliser dans les meilleurs délais l'aménagement de l'espace de loisirs et de promenade le long de la rivière de l'Arc* ».

2.1.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

La modification n°6 prend en compte le jugement du Tribunal Administratif n°1600627 du 28 septembre 2017 qui avait annulé partiellement l'emplacement réservé n°21 en tant qu'il s'applique sur l'ensemble de la parcelle BT n°16. Cet emplacement réservé a donc été réduit à l'emprise strictement nécessaire à la mise en œuvre du projet de promenade de l'Arc, c'est-à-dire qu'il est passé d'une emprise de 46 100 m² à une emprise de 18 110 m², soit une réduction de près de 60%.

Les emplacements réservés n°21 et 560 présentent un intérêt général à un double titre : préserver et valoriser les berges de la rivière de l'Arc ainsi que rendre plus accessibles les bords de cette rivière en

prévoyant l'aménagement d'une promenade et le stationnement nécessaire aux espaces de loisirs et de promenade le long de la rivière de l'Arc.

Cet intérêt général est cohérent avec les orientations du PADD du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence qui a inscrit un projet urbain fondé sur le respect du patrimoine naturel et la préservation de ses valeurs écologiques, sans pour autant sanctuariser ces espaces. Leur valorisation est permise en tant qu'élément majeur de la qualité de vie des habitants décliné dans quatre des grandes orientations du PADD. Les orientations 3.2 et 3.7 du PADD inscrivent « *d'intégrer la trame végétale (masse boisées, ripisylves, haies et arbres d'alignement) comme élément structurant du projet urbain* » et de « *mettre en valeur l'ensemble des cours d'eau et aménager les sections pertinentes en espaces de promenades et loisirs (Arc, Touloubre, Luyes)* ».

Les orientations 1.2.2 et 1.2.4 inscrivent de « *maintenir des respirations (parc et jardins) au plus près des espaces habités, et favoriser la création de cheminements le long des principaux cours d'eau* » et de « *renforcer les continuités des itinéraires doux par la mise en réseau des espaces verts, des cheminements piétons et/ou cycles, des équipements sportifs et la réalisation d'aménagements attractifs et adaptés* ».

Le projet d'adaptation de l'emplacement réservé n°21 vise à compléter la maîtrise foncière par la Ville, sur le segment manquant de la rive droite de l'Arc, entre la limite communale Est et le quartier du Pont de l'Arc (pont de la rue Ernest Prados). Cet emplacement réservé est envisagé dans la même emprise que la Trame Bleue inscrite au Plan Local d'Urbanisme. Celle-ci correspond au continuum aquatique permettant la préservation et la re-végétalisation des cours d'eau et milieux humides associés (ripisylves). Il correspond également à la zone N (naturelle) et globalement à la servitude d'espace boisé classé du Plan Local d'Urbanisme existant. En maîtrisant ce segment, cela permet une mise en valeur de l'Arc dans une section cohérente et de compléter les cheminements des modes actifs sur ses berges.

Cette maîtrise foncière participera de la mise en œuvre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation « Modes Actifs » pour favoriser d'une part, les itinéraires d'agrément de la hiérarchisation du réseau (carte 3 : Schéma Directeur Vélo) et d'autre part, les cheminements doux valorisant les équipements et les espaces verts (carte 2 : OAP Mode Doux – Promenades - Randonnées).

Il est rappelé que l'institution d'emplacements réservés concerne les terrains dont la collectivité n'a pas la maîtrise foncière. C'est pourquoi, dans la séquence de l'Arc située entre le Pont des Trois Sautets et le Pont de l'Arc, d'autres emplacements réservés ont été inscrits au document graphique du Plan Local d'Urbanisme lors de son approbation en

2015. Il s'agit des emplacements réservés, n°15, n°40, n°37 et n°496.

Au-delà du Pont de l'Arc, le projet de maîtriser les rives de l'Arc par la collectivité publique pour « l'aménagement d'espace de loisirs, promenades du bord de l'Arc et liaisons modes actifs » s'étend jusqu'au Pont de Roquefavour ; c'est pourquoi sont inscrits les emplacements réservés n°9, n°10, n°13, n°16, n°17, n°18, n°19, n°56, n°61, n°64, n°65, n°66, n°106, n°148, n°167 et n°207 depuis l'approbation du Plan Local d'Urbanisme.

Le projet de maîtrise des berges de l'Arc et de leur ouverture au public s'inscrit donc clairement dans un projet global et cohérent sur toute la séquence aixoise de la traversée de la rivière.

Par ailleurs, la modification n°6 ne présente pas d'incompatibilité avec le Plan de Déplacements Urbains du Pays d'Aix dont la vocation est de déterminer les principes régissant l'organisation du transport, la circulation et le stationnement, et qui n'a pas d'obligation d'identifier et de localiser chaque aire de stationnement projetée dans le ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité.

L'offre de stationnement existante dans le secteur répond aux usages des naveteurs domicile/travail ou domicile/études et ne peut être mutualisée avec des besoins relatifs aux loisirs et promenades de l'Arc.

Enfin, le continuum aquatique de la rivière de l'Arc est bien préservé. Les travaux effectués par les services de l'Etat sont intervenus afin de remettre le terrain à son niveau d'origine dans le cadre de travaux d'exécution d'office, niveau qui a été fortement modifié par son propriétaire sans aucune autorisation préalable d'affouillement ou d'exhaussement et qui faisait obstacle à l'écoulement naturel de la rivière de l'Arc aggravant de façon considérable l'aléa inondation et exposant en conséquence toute la zone à un risque majeur en cas de crue.

Aucune modification n'est donc apportée à l'issue des résultats de l'enquête publique au projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme relatif aux emplacements réservés n°21 et n°560.

2.2. La zone d'implantation de la zone UPM1 - les Bornes

La zone UPM1 a pour vocation de répondre aux besoins de services et d'équipements de santé de la Ville d'Aix-en-Provence (polyclinique, maison médicale, ...). Elle est découpée en trois secteurs d'implantation : A, B, et C. D'une superficie d'environ 12 hectares, elle a pour vocation d'accueillir des services de santé (secteur A) et des services en lien direct avec ceux-ci : structure d'accueil de la petite enfance (secteur B), logements (secteur C).

Au regard des besoins liés au fonctionnement de l'établissement de santé existant, il est apparu

nécessaire de privilégier l'implantation de constructions et installations à usage de santé plutôt que de logements dans le secteur d'implantation C.

De plus, il s'agit de prévoir sous conditions la réalisation de constructions et installations nécessaires aux besoins en stationnement de ces mêmes établissements de santé. Il est ainsi proposé la création d'une nouvelle zone d'implantation dans laquelle seraient autorisées les constructions liées aux besoins en stationnement de l'établissement de santé existant sous conditions de surface et de hauteur et dans le principe d'intégration paysagère. Le périmètre de cette zone d'implantation correspond à l'emprise des stationnements en surface déjà existants.

2.2.1. Les observations relatives à la zone d'implantation de la zone UPM1 - les Bornes

Une déposition souhaite que le règlement du Plan Local d'Urbanisme ne réglemente plus la surface de plancher limitée à 800 m² dans le secteur C.

2.2.2. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant l'adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement portant sur la zone UPM1 – les Bornes

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé dans son rapport que « pour la Métropole, il apparaît que la zone à plan de masse prévoit des prescriptions de gabarit sous forme d'implantation et de hauteur pour le secteur d'implantation C qui ne nécessitent pas de préciser la surface de plancher maximale. J'approuve la position de la Métropole ».

2.2.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Il apparaît que la zone à plan de masse prévoit des prescriptions de gabarit sous forme d'implantation et de hauteur pour le secteur d'implantation C qui ne nécessitent pas de préciser la surface de plancher maximale.

L'article UPM1-2 du règlement du Plan Local d'Urbanisme est modifié en conséquence.

2.3. Adaptation de l'emplacement réservé n°74 – Luynes

Dans le cadre de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le périmètre initialement prévu de l'emplacement réservé n°74 à destination d'aménagement hydraulique a pu être optimisé pour les besoins de la rétention pluviale et permet de définir une emprise plus cohérente au regard du contexte existant. C'est pourquoi, sur la partie haute du terrain où se situe une bâtisse existante, et qui n'est pas nécessaire aux aménagements de rétention des eaux pluviales, il est proposé une légère réduction de l'emplacement réservé.

2.3.1. Les observations relatives à l'adaptation de l'emplacement réservé n°74 - Luynes

Une déposition fait état d'une erreur dans la liste des emplacements réservés du Plan Local d'Urbanisme qui ne fait plus mention de l'emplacement réservé n°74, alors que l'objet de modification n°6 est bien la diminution de son emprise, que l'emplacement réservé figure bien sur la planche A du document graphique du règlement et que le rapport de présentation de la modification n°6 indique bien qu'il ne s'agit pas d'une suppression mais d'une diminution.

2.3.2. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Il est tenu compte de cette observation en faisant mention de l'emplacement réservé n°74 dans la liste des emplacements réservés annexée au règlement du Plan Local d'Urbanisme.

3. Les observations portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement

3.1. La suppression de la servitude piétonne quartier des Tamaris

En cohérence avec l'orientation 1.2.4 du PADD, il a été inscrit une servitude piétonne sur le chemin de la Pâquerette. Compte tenu de la proximité de cette servitude avec l'avenue Henri Pontier, il a également été prévu d'y joindre une servitude piétonne de type secondaire reliant, selon un axe nord-sud, le chemin de la Pâquerette à l'avenue Henri Pontier par l'avenue Hector Berlioz. Or, l'intérêt et la faisabilité de cette servitude piétonne Nord/Sud au droit de l'avenue Hector Berlioz, n'apparaissent pas pertinentes compte-tenu :

- des contraintes topographiques du terrain,
- de la proximité d'itinéraires nord-sud alternatifs déjà existants (avenue des Tamaris et avenue des Musiciens),
- du fait que cette suppression ne remet pas en cause le principe visant à établir à terme une liaison piétonne d'Est en Ouest dans ce quartier,

La modification n°6 propose donc de supprimer la servitude piétonne Nord/Sud au droit de l'avenue Hector Berlioz, et de la maintenir sur la partie chemin de la Pâquerette.

Une observation déposée à l'enquête publique est favorable à la suppression de cette servitude piétonne.

3.2. Ajustement de la marge de recul en bordure de l'autoroute A8 la Thumine

Pour mieux prendre en compte l'évolution urbaine du quartier, sur le tronçon de la Thumine il est proposé,

de réduire la marge de recul à 50 mètres côté Nord de l'A8 (sens Nice > Salon), à l'Est de l'entrée n°29. Cette adaptation vise à harmoniser les marges de recul dans la séquence urbaine du Jas-de-Bouffan tout en permettant de conserver une bande nécessaire pour de possibles aménagements ultérieurs de l'A8 (élargissement, requalification, etc.).

3.2.1. Les observations relatives à la marge de recul en bordure de l'autoroute A8 la Thumine

Deux observations déposées par le même déposant souhaitent la réduction de la marge de recul à 37,50 mètres au lieu de 50 mètres le long de l'autoroute A8.

3.2.2. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement portant sur l'adaptation de l'emplacement réservé n°45 – la Thumine

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé dans son rapport que *« pour en diminuer les nuisances, il apparaît effectivement important de prévoir une marge de recul assez importante le long des autoroutes. Je me range donc à la position de la métropole sur le maintien à 50 mètres »*.

3.2.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

A Aix-en-Provence, trois grandes infrastructures routières maillent le territoire communal : l'A8, l'A51 et la RN296. Le long de ces axes, des marges de recul qui varient de 37,5 mètres à 100 mètres de l'axe de la voie sont inscrites dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme. Ce dernier précise que *« lorsqu'une marge de recul est indiquée sur la planche A des documents graphiques du règlement, les constructions doivent être implantées au-delà de la marge de recul »*. Les marges de recul concernent des tronçons routiers situés dans des secteurs urbanisés, naturels ou agricoles. Elles varient de 50 à 100 mètres dans les milieux naturels et agricoles, et de 37,5 à 50 mètres dans les secteurs urbains.

Le long des voies de grand transit qui traversent les secteurs urbains de la ville, les marges de recul inscrites au Plan Local d'Urbanisme varient de 37,5 mètres à 50 mètres de l'axe de la voie, au-delà desquelles les constructions doivent être implantées.

La réduction de la marge de recul à 50 mètres sur le secteur de la Thumine au lieu de 100 mètres actuellement est pertinente car elle tient compte des caractéristiques urbaines du quartier à savoir la position périphérique au regard de la ville centre, le caractère de l'occupation du sol actuel par la présence de masse végétale ainsi que le caractère agricole du quartier en vis-à-vis au sud de l'A8.

Aucune modification n'est donc apportée à l'issue des résultats de l'enquête publique au projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme relatif à la marge de recul du secteur de la Thumine.

3.3. Déplacement de la servitude de passage piétonnier à l'intersection Tassigny/Brunet

La modification n°6 a prévu le déplacement de la servitude de passage piéton située à l'intersection Tassigny/Brunet afin d'améliorer l'accès par cette servitude à la station de transport en commun et à d'autres équipements, notamment le futur jardin public de ce quartier.

3.3.1. Les observations relatives au Déplacement de la servitude de passage piétonnier à l'intersection Tassigny/Brunet

Les trois observations déposées à l'enquête publique soulignent, d'une part, que la modification du tracé de cette servitude de passage piétonnier « Tassigny/Brunet » est pertinente pour des raisons de d'accessibilité et de coûts de réalisation. Et, d'autre part, compte tenu de ces éléments, il est demandé la suppression de l'autre servitude piétonne située dans le « fond du ravin Brunet ».

3.3.2. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement portant sur la servitude de passage piétonnier à l'intersection Tassigny/Brunet

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé dans son rapport que *« les trois observations déposées à l'enquête publique soulignent que la modification du tracé de cette servitude de passage piétonnier « Tassigny/Brunet » est pertinente.*

D'autre part, il est demandé la suppression de l'autre servitude piétonne située dans le « fond du ravin Brunet » qui est inscrite au PLU en vigueur et non intégrée au projet de modification n°6 du PLU. La Métropole estime qu'il n'apparaît pas pertinent d'envisager de supprimer cette servitude.

Pour avoir visité ce quartier, j'approuve la position de la Métropole.

3.3.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

En ce qui concerne les dépositions relatives à la suppression de deux autres servitudes piétonnes dans le secteur de Brunet, il est rappelé qu'en cohérence avec l'orientation 1.2.4 du PADD prévoyant *« d'intégrer la marche à pied et le vélo comme un maillon de la chaîne multimodale pour qu'ils deviennent une des alternatives de déplacement »*, et avec l'Orientation d'Aménagement et de Programmation modes actifs, le Plan Local

d'Urbanisme prévoit des servitudes piétonnes qui s'appuient notamment sur une hiérarchisation fonctionnelle des cheminements piétonniers sur les principales centralités urbaines.

C'est le cas dans le quartier surplombant l'hôpital d'Aix-en-Provence entre l'avenue Philippe Solari et le chemin de Brunet. En effet, le vaste quartier des collines nord d'Aix-en-Provence comprend des îlots peu perméables dans le sens Est-Ouest car sa desserte est principalement assurée dans le sens Nord-Sud par l'intermédiaire d'avenues en direction du centre-ville d'Aix-en-Provence (Cézanne, Solari, Brunet, de Lattre de Tassigny).

Donc, les servitudes piétonnes ont été inscrites dans le but de relier à pied d'Est en Ouest l'avenue Philippe Solari et le chemin de Brunet.

La modification du tracé de la servitude piétonne « Tassigny/Brunet » vise ainsi à améliorer les possibilités de desserte piétonne tant d'un point de vue fonctionnel que paysager.

En ce qui concerne la servitude piétonne située dans le « fond du ravin Brunet », celle-ci était déjà inscrite au Plan Local d'Urbanisme en vigueur et n'est pas intégrée au projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme.

Par conséquent, il n'apparaît pas pertinent d'envisager de supprimer cette servitude au regard des arguments des déposants, et aucune modification n'est donc apportée à l'issue des résultats de l'enquête publique au projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme.

4. Les observations portant sur la clarification et précision des dispositions et de l'écriture du règlement

4.1. La clarification des dispositions relatives aux conditions de reconstruction après sinistre (article 7 des dispositions générales)

La modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence prévoit de clarifier les dispositions relatives aux conditions de reconstruction après sinistre.

Il apparaissait effectivement que certaines conditions de reconstruction prévues à l'article 7 des dispositions générales du règlement du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence méritaient d'être adaptées en termes de durée ou selon l'origine du sinistre ayant occasionné la destruction du bâtiment.

Ainsi, la durée pendant laquelle il est possible de reconstruire à l'identique un bâtiment détruit après sinistre a été portée à 10 ans afin de rendre possible les reconstructions suite à un sinistre dans les mêmes conditions temporelles que celles autorisées suite à une démolition.

Par ailleurs, il a été proposé d'autoriser la reconstruction à l'identique des bâtiments détruits dont l'origine du sinistre est l'aléa feu de forêt, sous réserve de respecter les conditions de reconstruction fixées par ce même article 7.

4.1.1. Les observations déposées à l'enquête publique relatives aux conditions de reconstruction après sinistre

37 observations portant sur les conditions de reconstruction après sinistre ou démolition d'un bâtiment ont été déposées à l'enquête.

Ces observations concernent plus précisément les aspects suivants de cette problématique. Une certaine incompréhension est soulevée quant aux réelles possibilités de reconstruction d'un bâtiment sinistré par un feu de forêt et quant aux mesures permettant de réduire la vulnérabilité lors de la reconstruction de ces bâtiments. Certaines dépositions souhaitent d'ailleurs que cette exigence de diminution de la vulnérabilité soit supprimée. Par ailleurs, il est souhaité que les possibilités de reconstruction après démolition soient élargies aux zones agricoles et naturelles. Enfin, il est également souhaité que les conditions de restauration des bâtiments en ruine soient précisées.

4.1.2. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant la clarification et la précision des dispositions et de l'écriture du règlement portant sur la clarification des dispositions relatives aux conditions de reconstruction après sinistre (article 7)

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé dans son rapport que *« pour faciliter la lecture de l'article 7, la Métropole propose, d'une part de substituer le terme « réduire la vulnérabilité » à celui « d'améliorer la défendabilité » et d'autre part, de définir dans les définitions du règlement du PLU notamment les termes de « bâtiment détruit après sinistre » et de « bâtiment démolé ». Un renvoi en bas de cet article 7 du règlement précisant la différence entre « bâtiment détruit après sinistre » et « bâtiment démolé » éclairerait les lecteurs ».*

Il a présenté ses conclusions favorables en considérant de façon plus générale que *« sur la base des observations déposées à l'enquête, ce qui facilite la lecture et l'interprétation du règlement est souhaitable ».*

4.1.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

En réponse aux observations relatives aux conditions de reconstruction après sinistre, il est rappelé tout d'abord que les plans locaux d'urbanisme peuvent réglementer les conditions de reconstruction des bâtiments détruits.

L'article L.111-15 du code de l'urbanisme prévoit effectivement que *« lorsqu'un bâtiment régulièrement édifié vient à être détruit ou démoli, sa reconstruction à l'identique est autorisée dans un délai de dix ans nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si la carte communale, le plan local d'urbanisme ou le plan de prévention des risques naturels prévisibles en dispose autrement ».*

Le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence approuvé en 2015 a prévu des dispositions spécifiques à ce sujet -tel que le prévoit l'article L.111-15 du code de l'urbanisme- au sein de l'article 7 des dispositions générales du règlement du Plan Local d'Urbanisme.

La modification n°6 vise uniquement à préciser certaines conditions de reconstruction des bâtiments détruits suite à un sinistre. La durée pendant laquelle il est possible de reconstruire à l'identique un bâtiment détruit après sinistre a été portée à 10 ans afin de rendre possible les reconstructions suite à un sinistre dans les mêmes conditions temporelles que celles autorisées suite à une démolition.

Par ailleurs, il a été proposé d'autoriser la reconstruction à l'identique des bâtiments détruits dont l'origine du sinistre est l'aléa feu de forêt, sous réserve de respecter les conditions de reconstruction fixées par ce même article 7.

Ces conditions sont les suivantes :

La reconstruction à l'identique d'un bâtiment sinistré par un feu de forêt depuis moins de 10 ans est autorisée à condition que le bâtiment :

- ait été régulièrement édifié
- ne porte pas atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique
- ne se situe pas dans l'emprise d'un emplacement réservé

et

- que la reconstruction de ce bâtiment diminue la vulnérabilité du bâtiment à l'aléa feu de forêt

Les conditions sont donc clairement édictées, il n'y a ni matière à interprétation, ni matière à confusion.

De plus, le rapport de présentation de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme explique clairement en quoi consiste la condition de réduction de la vulnérabilité du bâtiment.

« Plus précisément, le bâtiment reconstruit doit diminuer sa vulnérabilité et être défendable par les services de secours (voie d'accès d'une largeur suffisante, débit en eau des poteaux incendie, utilisation de matériaux adaptés, ...). Ces mesures de réduction de la vulnérabilité et de défendabilité doivent être prises conformément à l'article 1.2 des

dispositions particulières du règlement du Plan Local d'urbanisme en vigueur applicables dans les secteurs de sensibilité aux feux de forêt. Des dispositions reprises dans la plupart des Plan de Prévention des Risques d'Incendies de Forêts.

Ces mesures de défendabilité permettent de mieux faire face à l'aléa feu de forêt, à l'échelle du bâtiment concerné mais aussi à l'ensemble du secteur où elles seront réalisées » (rapport de présentation Tome 1 page 125).

Il n'y a donc aucune difficulté d'interprétation de cette condition qui renvoie à l'application de l'article 1.2 des dispositions particulières du règlement du Plan Local d'urbanisme en vigueur applicables dans les secteurs de sensibilité aux feux de forêt. Les dispositions communes de l'article 1.2 ainsi que les dispositions spécifiques selon le niveau d'aléa s'appliquent donc à l'occasion de la reconstruction d'un bâtiment sinistré suite à un feu de forêt.

De plus, afin de faciliter la compréhension des dispositions de l'article 7, la modification n°6 donne une définition du risque naturel et de l'aléa dans les définitions du règlement.

Toutefois, pour faciliter la lecture de l'article 7, il pourra être proposé, d'une part de substituer le terme diminuer la vulnérabilité à celui d'améliorer la défendabilité qui peut être plus facilement compréhensible, et d'autre part, de définir dans les définitions du règlement du Plan Local d'Urbanisme notamment les termes de « *bâtiment détruit* » et de « *bâtiment démoli* ».

Il peut simplement être rappelé à titre pédagogique que les dispositions relatives à la reconstruction à l'identique d'un bâtiment démoli depuis moins de dix ans concernent les bâtiments dont le propriétaire a volontairement démoli une partie du bâtiment suite à l'obtention d'un permis de démolir. Ces dispositions ne concernent donc pas les bâtiments détruits par un sinistre.

L'article 7 du règlement du Plan Local d'Urbanisme est donc modifié en conséquence, et les définitions du règlement sont complétées par les notions de « *bâtiment détruit* » et de « *bâtiment démoli* ».

Enfin, en ce qui concerne la restauration de ruines, il est rappelé également à titre pédagogique que l'article L.111-23 du code de l'urbanisme prévoit que « *la restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs peut être autorisée, sauf dispositions contraires des documents d'urbanisme et sous réserve des dispositions de l'article [L.111-11](#), lorsque son intérêt architectural ou patrimonial en justifie le maintien et sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment* ».

C'est exactement ce que retranscrit l'article 7 des dispositions générales du règlement du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence en précisant clairement pour qu'il n'y ait aucune matière à

interprétation, ni confusion, que l'intérêt architectural et patrimonial des bâtiments est celui qui a été identifié dans le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme. Il suffit donc à cet effet de se référer à la liste des éléments de patrimoine bâti qui est annexée au règlement du Plan Local d'Urbanisme.

4.2. La clarification des dispositions relatives au quota d'espaces verts en zone UI

4.2.1. Les observations relatives au quota d'espaces verts en zone UI

Une déposition signale que le terme de « *terrain d'assiette* » est utilisé comme référence pour le calcul du quota d'espace vert en zone UI au-delà de la bande générée par le linéaire de gabarit alors qu'il s'agit uniquement de la surface de l'espace libre au-delà de la bande construite et non du terrain d'assiette du projet en son entier.

4.2.2. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant la clarification des dispositions et de l'écriture du règlement portant sur la clarification des dispositions relatives aux au quota d'espaces verts en zone UI

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé dans son rapport que « *tout ce qui facilite la lecture et l'interprétation du règlement est souhaitable* ».

4.2.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Pour faciliter la lecture de cette disposition, il est proposé de clarifier l'écriture réglementaire de l'article UI-5 en précisant que les 20% d'espaces libres en pleine terre ne prennent pas pour référence la superficie du terrain d'assiette, mais la superficie des espaces libres au-delà de la bande construite. C'est pourquoi la référence au terrain d'assiette sera modifiée dans l'article UI-5.2.

En revanche, la disposition de 20% d'espaces libres en pleine terre du terrain d'assiette est bien conservée pour l'article UI-5.4, car elle s'applique principalement pour les terrains qui n'ont pas de linéaire de gabarit qui concernent principalement les terrains situés dans les « *cœurs d'îlots* » apaisés pour lesquels la présence végétale vient en accompagnement du tissu urbain discontinu.

Ainsi, seul l'article UI-5.2 du règlement du Plan Local d'Urbanisme est modifié en conséquence.

4.3. Clarification du paragraphe 7 de l'article 12 des zones urbaines

La modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme propose de clarifier les articles 12 de certaines zones urbaines portant sur le stationnement en précisant

que le nombre de places qui peut être exigé résulte de la différence entre le nombre de places requises pour le bâtiment existant et celui exigé pour le projet sans pouvoir être inférieur au nombre initial.

4.3.1. Les observations relatives à l'article 12 des zones urbaines

Une déposition signale que la nouvelle rédaction de l'article sur le stationnement exigible en cas de transformation, extension ou changement de destination d'une construction existante proposée par la modification n°6 fait référence au « nombre initial » ce qui pourrait apparaître redondant au regard de la phrase.

4.3.2. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant la clarification des dispositions et de l'écriture du règlement portant sur l'article 12 des zones urbaines

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé dans son rapport que « *tout ce qui facilite la lecture et l'interprétation du règlement est souhaitable* ».

4.3.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Il est tenu compte de cette observation en supprimant ce qui apparaît comme redondant dans la disposition réglementaire, à savoir « *sans pouvoir être inférieur au nombre initial* ».

Les articles 12 des zones UI, UM, UD, UE, UET, UPM1, UZD, UR et 1AU-DG du règlement du Plan Local d'Urbanisme sont donc modifiés en conséquence.

4.4. Clarification de la définition des limites séparatives

4.4.1. Les observations relatives à la définition des limites séparatives

Une déposition signale que, dans le cas particulier des parcelles en angle de deux rues, la notion de limite latérale et celle de limite de fond de parcelle peuvent se confondre, et qu'il conviendrait d'apporter une précision à ce sujet dans la définition portant sur les limites séparatives figurant dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme.

4.4.2. Les conclusions du commissaire enquêteur concernant la clarification de l'écriture du règlement portant sur la définition des limites séparatives

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a estimé dans son rapport que « *tout ce qui facilite la lecture et l'interprétation du règlement est souhaitable* ».

4.4.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

La définition des limites séparatives est effectivement complétée en mentionnant dans les définitions du règlement du Plan Local d'Urbanisme le cas des parcelles en angle de deux voies et en précisant le statut de la limite séparative en cas de présence d'un linéaire de gabarit.

5. Les observations hors sujet et/ou hors procédure

Plus d'une vingtaine d'observations abordent des sujets qui ne relèvent pas de sujets traités par la procédure de modification n°6, ou qui ne relèvent pas d'une procédure de modification de Plan Local d'Urbanisme. Elles ne nécessitent donc pas de réponse dans le cadre de la présente procédure.

Enfin, il est précisé que la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence intègre les évolutions de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme approuvée par délibération n°URB 012-7115/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 24 octobre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- L'arrêté n°19/010/CM du 30 janvier 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant engagement de la modification n°6 du Plan Local d'Aix-en-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence en vigueur ;
- L'arrêté n°19_CT2_042 en date du 7 septembre 2019 portant ouverture d'enquête publique ;
- Les avis des personnes publiques consultées et associées ;
- Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable du commissaire enquêteur assorti de quatre recommandations.
- Que le dossier d'enquête publique et le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont mis à disposition en ligne sur le site dédié : www.registre-numerique.fr/pluaixepm6,
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique justifient des adaptations mineures du projet de modification n°6 du Plan Local d'urbanisme.
- Que des modifications sont apportées au projet de modification n°6 suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, à l'avis du commissaire enquêteur, à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale et aux avis des Personnes Publiques Associées.
- Que le projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence modifié dans l'ensemble de ses composantes ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ont été mis à disposition des conseillers de territoire au format numérique et au format papier au Service des Assemblées du Territoire du Pays d'Aix, Hôtel de Boadès 8, Place Jeanne d'Arc à Aix-en-Provence, ainsi que des conseillers métropolitains au format numérique à la Direction des Assemblées de la Métropole, Le Balthazar, 2 quai d'Arenc à Marseille afin qu'ils puissent en prendre connaissance.
- Que le projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1:

Est approuvée la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2:

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité conformément aux articles R.153-20, R.153-21 et R.153-22 du Code de l'Urbanisme :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et à l'Hôtel de Ville d'Aix-en-Provence
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département
- publication sur le Portail National de l'Urbanisme

Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionnés à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 3 :

Le dossier de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est tenu à la disposition du public en mairie d'Aix-en-Provence 3, rue Loubet, rez-de-chaussée, service Accueil – Renseignement du Plan Local d'Urbanisme, à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	5
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	64
Majorité absolue	33
Pour	64
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre
- CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle - LENFANT Gaëlle

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

de BUSSCHERE Charlotte

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 595

AVIS- Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc Bel Air - Modification n°4 - Approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires. Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Bouc-Bel-Air a été approuvé par délibération du 20 décembre 2012 et a subi des évolutions successives :

- Modification n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 14 octobre 2013,
- Révision partielle n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 19 février 2014,
- Modification n°2 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 janvier 2015,
- Modification n°3 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 19 octobre 2015,
- Révision générale approuvée par délibération du Conseil Municipal du 13 juillet 2016,
- Mise à jour n°1 par arrêté du Maire du 5 septembre 2016,
- Mise à jour n°2 par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 février 2019 des annexes du PLU relatives aux Servitudes d'Utilité Publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel, ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 12 décembre 2018,
- Mise à jour n°3 par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 22 juillet 2019 des annexes du PLU relatives à la révision du Règlement Local de Publicité,
- Modification n°4 correspondant à la modification n°1 de la Révision Générale du PLU, approuvée par délibération du Conseil de la Métropole Aix-en-Marseille du 12 décembre 2019.

Par délibération n°19.02.07 du 25 février 2019, le Conseil Municipal de la commune de Bouc-Bel-Air a sollicité le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement d'une procédure de modification n°4 de son PLU correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU.

Cette procédure a eu pour objet les évolutions réglementaires suivantes :

- La modification des dispositions générales

- Article 13 : mise à jour du titre et complétude des règles dérogatoires pour les CINASPIC,
- Article 15 : précision des règles impactées par la mise en œuvre de l'article.

-

La modification du lexique

- Aire de retournement : correction d'une erreur matérielle : mise à jour des schémas des aires de retournement au regard du Porter A Connaissance Feu de Forêt.
- Hauteur maximale des constructions : Correction d'une erreur matérielle à savoir une phrase résiduelle de l'ancien règlement et ajout de prescriptions en matière de réglementation de la hauteur des constructions.

- La modification des titres III, IV, V et VI – Zones Urbaines, zones

- Article 6 : harmonisation de la rédaction de cet article pour toutes les zones (en cohérence avec la définition du terme « voie » inscrite dans le lexique du règlement).
- Articles UB11, UC 11 et 1AU11 : ajout de dispositions réglementaires en matière de clôture et limites séparatives.
- Articles UB6 et 1AU6 : Correction d'erreurs de frappe.
- Article UB 12 : ajout de prescriptions en matière de place de stationnement pour les différentes catégories de construction, autorisées dans la zone UB.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du PLU de la commune de Bouc-Bel-Air, relèvent bien du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Ainsi, par délibération du Conseil de la Métropole n°URB 005-5995/19/CM du 16 mai 2019, et par arrêté de Madame la Présidente de la Métropole n°19/161/CM du 19 juillet 2019, la procédure de modification n°4 du PLU de la commune de Bouc-Bel-Air correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU a été prescrite.

L'Autorité Environnementale a été saisie le 21 mars 2019 pour examen au cas par cas, conformément au Chapitre IV du titre préliminaire du Livre Ier de la partie réglementaire du Code de l'Urbanisme.

Par décision n°CU-2019-2214 du 20 juin 2019, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale n'a pas soumis à évaluation environnementale le projet de modification n°4 du PLU de Bouc-Bel-Air correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU.

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°4 du PLU de la commune de Bouc-Bel-Air correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU, a été notifié aux personnes publiques associées mentionnées à ses articles L.132-7 et L.132-9 ainsi qu'au maire de la commune concernée, le 19 juillet 2019, soit préalablement à l'ouverture de l'enquête publique.

Durant l'enquête, il a été réceptionné 4 réponses émanant des personnes publiques associées n'appelant pas d'observation :

- L'accusé de réception émis par le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur le 09 août 2019 ;
- L'Architecte des Bâtiments de France en date du 16 septembre 2019;
- La commune de Cabriès en date du 8 octobre 2019;
- La commune de Simiane-Collongue en date du 26 septembre 2019.

Conformément à l'arrêté n° 19_CT2_035 du 07 août 2019 de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, le projet de modification n°4 du PLU de la commune de Bouc-Bel-Air correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU a été soumis à enquête publique du 12 septembre 2019 au 11 octobre 2019, soit pendant 30 jours consécutifs.

Par décision n°E19000111/13 du 22 juillet 2019, Madame la Présidente du Tribunal Administratif a désigné Madame Katheryne CICCONARDI en qualité de commissaire enquêteur.

Pendant toute la durée de l'enquête, l'intégralité du dossier d'enquête publique ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par Madame le commissaire enquêteur, ont été tenus à la disposition du public :

- Au siège de l'enquête publique, à savoir au Service de l'Urbanisme et Développement de la Mairie de Bouc-Bel-Air – Pôle Municipal de Sauvecanne localisé Impasse des Oliviers – 13320 BOUC-BEL-AIR, les lundi, mardi, mercredi et vendredi de 08H00 à 16H30 hors jours fériés ;

• Sous forme dématérialisée, à toutes heures, sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/bba-plu-m4-ep> auquel le s

Pour la consultation de ce dossier d'enquête, un poste informatique a dûment été mis à la disposition du public au siège de l'enquête, à ses jours et heures d'ouverture au public.

Madame le commissaire enquêteur a tenu 4 permanences durant lesquelles elle a pu recevoir les observations écrites ou orales du public, au siège de l'enquête publique, aux dates et heures suivantes

- Le jeudi 12 septembre 2019 de 9H00 à 12H00,
- Le mercredi 25 septembre de 13H30 à 16H30,
- Le lundi 30 septembre 2019 de 9H00 à 12H00,
- Le vendredi 11 octobre de 13H30 à 16H30.

Pendant la durée de l'enquête publique, le public a pu consigner ses observations et propositions sur le projet de modification n°4 du PLU de la commune de Bouc-Bel-Air correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU :

- sur le registre papier ouvert à cet effet au siège de l'enquête,
- par courrier postal à l'intention de Madame le commissaire enquêteur, adressé à la Mairie de Bouc-Bel-Air – Place de l'Hôtel de Ville – 13 320 BOUC-BEL-AIR,
- par courriel à l'adresse suivante : bba-plu-m4-ep@mail.registre-numerique.fr
- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/bba-plu-m4-ep>

La participation du public a été relativement faible durant l'enquête publique.

Lors des permanences, le commissaire enquêteur a reçu 7 administrés. En dehors des permanences, environ une demi-douzaine de personnes ont consulté le dossier soumis à enquête publique sans pour autant faire des observations écrites sur le registre.

Le registre papier a reçu 3 contributions ne relevant pas de la présente procédure de modification. Ces contributions, étant toutes étrangères à l'objet à cette procédure, ne peuvent pas être prises en considération dans le cadre de la modification n°4 du PLU de Bouc-Bel-Air correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU.

Le registre dématérialisé n'a reçu aucune observation.

Considérant que les modalités prévues pour l'enquête publique ont été respectées, le commissaire a émis un avis favorable au projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de Bouc-Bel-Air correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU, dans son rapport et ses conclusions motivées en date du 2 novembre 2019.

Enfin, le Territoire du Pays d'Aix a sollicité par courrier, l'avis de la commune de Bouc-Bel-Air sur la version finalisée du dossier prêt à être approuvé. Il est composé des actes administratifs de la procédure, de la notice de présentation et du

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures dites de modifications des Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Bouc-Bel-Air n°19.02.07 du 25 février 2019 sollicitant du Conseil de la

Métropole l'engagement de la modification n°4 de son PLU correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU ;

- La délibération n°URB 005-5995/19/CM du 16 mai 2019 du Conseil de la Métropole engageant la procédure de modification n°4 du PLU de la commune de Bouc-Bel-Air correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU ;
- L'arrêté de Madame la Présidente de la Métropole n°19/161/CM du 19 juillet 2019 prescrivant la procédure de modification n°4 du PLU de la commune de Bouc-Bel-Air correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU a été prescrite.
- La décision n°CU-2019-2214 du 20 juin 2019 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale confirmant que le projet de modification n°4 du PLU de Bouc-Bel-Air correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU n'est pas soumis à évaluation environnementale après examen au cas par cas.
- L'arrêté n°19_CT2_035 de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix du 07 août 2019, prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°4 du PLU de la commune de Bouc-Bel-Air correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU ;
- La lettre de saisine du Territoire du Pays d'Aix sollicitant l'avis de la commune de Bouc-Bel-Air sur la procédure de modification n°4 du PLU correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Bouc-Bel-Air donnant un avis favorable sur le projet de modification n°4 du PLU de la commune de Bouc-Bel-Air correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU ;
- La notification du projet de modification aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ;
- Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur sur le projet de modification n°4 du PLU de la commune de Bouc-Bel-Air correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU ;
- Le PLU de la commune de Bouc-Bel-Air et ses évolutions successives en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable du commissaire enquêteur,

- Que les contributions formulées par écrit lors de l'enquête publique sont étrangères au projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de Bouc-Bel-Air correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU,
- Que le projet de modification n°4 du PLU de Bouc-Bel-Air correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU composé des actes administratifs de la procédure, de la notice de présentation et du règlement, est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air correspondant à la modification n°1 de la révision générale du PLU, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Conformément aux articles R.153-20, R.153-21 et R.153-22 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de Bouc-Bel-Air,
- De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.

Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionnés à l'article R. 5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette délibération fera l'objet de la mesure de publicité définie à l'article R. 153-22 du Code de l'Urbanisme à savoir, d'une publication sur le Portail National de l'Urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 596

AVIS- Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc Bel Air - Modification n°2 - Engagement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU° et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Le Conseil de la Métropole a défini, par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, la répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures dites de modification des documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Bouc-Bel-Air a été approuvé par délibération du 20 décembre 2012 et a subi des évolutions successives :

- Modification n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 14 octobre 2013,
- Révision partielle n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 19 février 2014,
- Modification n°2 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 janvier 2015,
- Modification n°3 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 19 octobre 2015,
- Révision générale approuvée par délibération du Conseil Municipal du 13 juillet 2016,
- Mise à jour n°1 par arrêté du Maire du 5 septembre 2016,
- Mise à jour n°2 par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 février 2019 des annexes du PLU relatives aux Servitudes d'Utilité Publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel, ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 12 décembre 2018,
- Mise à jour n°3 par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 22 juillet 2019 des annexes du PLU relatives à la révision du Règlement Local de Publicité,
- Modification n°4 correspondant à la modification n°1 de la Révision Générale du PLU, approuvée par délibération du Conseil de la Métropole Aix-en-Marseille du 12 décembre 2019.

La commune de Bouc-Bel-Air sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'engager une nouvelle procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions énoncées par l'article L.153-36 du Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La sollicitation de la commune de Bouc-Bel-Air sollicitant de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU de Bouc-Bel-Air ;
- Le PLU de la commune de Bouc-Bel-Air et ses évolutions successives en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil Municipal de la commune de Bouc-Bel-Air a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Bouc-Bel-Air.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 597

AVIS- Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognes - Révision allégée n°1 - Approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Aggloprovence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°2016-78 du 15 décembre 2016, la commune de Rognes a approuvé son Plan Local d'Urbanisme. Ce Plan Local d'Urbanisme a fait l'objet, par la suite, d'une modification n°1 approuvée par délibération n° URB 015-3573/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 et d'une mise à jour par arrêté de la Présidente de la Métropole n°19/041/CM du 26 février 2019.

Par délibération n°2017-66 du 29 novembre 2017, la commune de Rognes a lancé la procédure de révision allégée n°1 de son PLU. Cette délibération a été notifiée aux Personnes Publiques Associées le 11 décembre 2017.

Le Conseil Municipal de la commune de Rognes a ensuite délibéré pour que cette procédure soit poursuivie et achevée par la Métropole Aix-Marseille-

Provence (délibération n°2017-69 en date du 29 novembre 2017).

Le Conseil de la Métropole a délibéré le 15 février 2018, délibération n°URB 010-3568/18/CM, pour poursuivre la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Rognes.

Cette procédure de révision allégée a été sollicitée afin d'apporter au document d'urbanisme les adaptations, corrections et compléments suivants :

- Etendre d'1,8 hectare la zone 1AUE (zone à urbaniser à destination d'équipements et d'activité),
- Modifier et ajouter des emplacements réservés comme suit :
- Ajout de l'emplacement réservé n°44 au bénéfice de la commune pour l'aménagement d'une voie pompier,
- Ajout de l'emplacement réservé n°45 au bénéfice de la commune pour la réalisation d'une liaison entre le chemin de Versailles et la D66,
- Ajout d'un emplacement réservé n°46 au profit de la commune pour l'aménagement du chemin de ponserot,
- Modification de l'ER n°27 : prolongement jusqu'à la déviation (ER16)/route des mauvares.
 - Modifier les articles suivants du règlement :
 - Règlement de la zone 1AUE : articles 1,2,9,10,11,12 et 16,
 - Modification du chapitre 6.5.3 cavités et carrières souterraines,
 - Modification du chapitre 1-article 7 : l'AVAP - site patrimonial remarquable a été approuvé en Conseil Municipal du 29/11/2017 et se substitue à la ZPPAUP.

Cette révision ne portant atteinte, ni au Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), ni à l'économie générale du PLU de la commune de Rognes, peut être entreprise sous sa forme dite « allégée » conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme.

Conformément aux articles L.104-1 et suivants et R.104-23 du Code de l'Urbanisme, l'Autorité Environnementale a été saisie pour avis sur le projet de révision allégée n°1 du PLU de Rognes et a en a accusé réception le 03 décembre 2018. A défaut de s'être prononcée dans le délai de 3 mois, elle est réputée n'avoir aucune observation à formuler sur l'évaluation environnementale incluse dans ce dossier.

Par délibération n°URB 001-5499/19/CM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole, après avoir dressé le bilan de la concertation, a arrêté le projet de la révision allégée n°1, en accord avec l'avis favorable émis au préalable par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix dans sa délibération n°2019_CT2_019 du 27 février 2019.

Le projet de révision allégée n°1 a été notifié aux Personnes Publiques Associées le 12 mars 2019.

Cinq réponses ont été adressées au Territoire du Pays d'Aix :

- avis favorable de la Chambre de Commerce et d'Industrie le 3 juin 2019
- avis favorable de l'UDAP le 8 avril 2019 sous réserve d'une bonne insertion de la voie pompier à créer (ER n°44)
- avis favorable du Conseil Départemental des Bouches du Rhône en date du 5 avril 2019
- observation de la Chambre Départementale d'Agriculture sur l'emplacement réservé n°45
- observations de la Direction des Territoires et de la Mer en date du 8 avril 2019

La réunion d'examen conjoint s'est tenue le 9 avril 2019 en application de l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme. Un procès-verbal de synthèse a été rédigé le 23 avril 2019.

En application de l'article R.153-6 du Code de l'Urbanisme, ont été saisis pour avis sur le projet arrêté de révision allégée n°1 de la commune de Rognes, l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée (INAO) le 1^{er} juillet 2019, la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône le 16 juillet 2019 et le Centre National de la Propriété Forestière le 1^{er} juillet 2019. Par courrier du 31 août 2019 l'INAO a indiqué, au Territoire du Pays d'Aix n'avoir aucune observation à formuler sur le projet.

Par courrier du 28 août 2019, l'avis Conseil Municipal de la commune sur le projet arrêté a également été sollicité par le Territoire du Pays d'Aix.

Par délibération n°2019-27 du 1^{er} octobre 2019 la commune de Rognes a émis un avis favorable sur le projet de révision allégée n°1 de son PLU

Par arrêté n°19_CT2_029 du 18 juillet 2019, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique qui s'est déroulée du 19 août 2019 au 20 septembre 2019 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

Monsieur ATTEIA a été désigné commissaire enquêteur par décision n°E19000067/13 de la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille le 7 mai 2019.

Durant toute la période de l'enquête, l'intégralité du dossier d'enquête publique ainsi que les registres d'enquête, ont été tenus à la disposition du public :

- au siège de l'enquête publique, à savoir au service de l'Urbanisme de la commune de Rognes localisé 1 avenue d'Aix, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, hors jours fériés ;
- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/revision-N1-PLU-Rognes> auquel le site du Conseil de Territoire du Pays d'Aix renvoyait.

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou

orales, au service Urbanisme de la commune de Rognes localisé 1 avenue d'Aix, aux dates et heures suivantes :

- le lundi 19 août de 8h30 à 12h00,
- le lundi 26 août de 08h30 à 12h00,
- le mercredi 4 septembre de 13h30 à 17h00,
- le vendredi 13 septembre de 13h30 à 17h00,
- le vendredi 20 septembre de 13h30 à 17h00 (clôture de l'enquête).

Pour s'exprimer, le public avait la possibilité de :

- consigner ses observations sur le registre papier d'enquête à disposition en complément du dossier de révision allégée n°1 au siège de l'enquête,
- adresser par voie postale un courrier à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur en Mairie de Rognes;
- par courriel à l'adresse suivante : revision-N1-PLU-Rognes@mail.registre-numerique.fr
- consigner ses observations par voie dématérialisée sur le registre numérique à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/revision-N1-PLU-Rognes>

A l'issue de l'enquête publique, les avis joints au dossier d'enquête publique, les observations du public et le rapport du Commissaire Enquêteur ont été présentés au Maire de la commune de Rognes lors d'une conférence intercommunale des Maires du 12 décembre 2019.

Six personnes sont venues en mairie pendant les permanences du commissaire enquêteur, quatre lettres ont été déposées à l'occasion de ces permanences et deux lettres reçues par voie postale. Aucun envoi par mail, aucune contribution sur le registre numérique.

OBSERVATIONS DU PUBLIC ET REPONSES

A l'issue de l'enquête publique les observations émises par le public peuvent se regrouper dans les deux catégories suivantes :

- Les observations étrangères aux objets de la révision allégée n°1 représentent 4 courriers annexés au registre d'enquête publique
- Les observations portant sur une inquiétude liée au risque inondation, jugées comme pouvant être une conséquence de l'extension de la zone d'activité, route de Lambesc qui est l'un des objets de la révision allégée n°1. Cette crainte est portée dans 2 courriers annexés au registre d'enquête publique.

Réponse : S'agissant de la gestion des eaux pluviales sur l'extension de la zone d'activité, l'article 1AUE4-2-2 du règlement du PLU prévoit que celles-ci doivent être collectées sur l'emprise foncière, selon les exigences inscrites au document d'urbanisme. Ces eaux seront stockées et/ou directement évacuées vers les caniveaux, fossés ou réseaux prévus à cet effet. De plus renseignement pris auprès de la commune des travaux d'amélioration du réseau pluvial ont été réalisés par la Direction des Routes en bordure du CD 15 qui dessert les propriétés des pétitionnaires auteurs de ces deux observations.

AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées le 10 octobre 2019. Il a émis un avis favorable sans aucune réserve sur le projet de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Rognes.

Considérant que la révision allégée n°1 du PLU, qui n'a fait l'objet d'aucune modification suite aux avis émis par les Personnes Publiques Associées et aux résultats de l'enquête publique, est prête à être approuvée conformément au dossier joint à la présente délibération, conformément aux articles susvisés du Code de l'Urbanisme. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°2017-66 de la commune de Rognes du 19 novembre 2017 engageant la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune du 17 novembre 2017 ;

- L'accusé de réception de l'Autorité Environnementale daté du 03 décembre 2018 attestant de sa saisine conformément aux articles L.104-1 et suivants et R.104-23 du Code de l'Urbanisme pour avis sur le projet de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Rognes, et, faisant mention qu'à défaut de s'être prononcée dans le délai de 3 mois elle est réputée n'avoir aucune observation à formuler ;
- La délibération n°URB 001-5499/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 février 2019 arrêtant le projet de la révision allégée n°1 et dressant le bilan de la concertation ;
- Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint du 23 avril 2019 ;
- L'arrêté n°19_CT2_029, du Président du Territoire du Pays d'Aix, du 18 juillet 2019 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognes ;
- La sollicitation de la commune de Rognes par le Territoire du Pays d'Aix par courrier du 28 août 2019 sur le projet arrêté de révision allégée n°1 ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognes et ses évolutions successives en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

L'avis favorable sans aucune réserve du commissaire enquêteur

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognes telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Conformément aux articles R 153-20, R 153-21 et R 153-22 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie de Rognes.
- De plus, une mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionnés à l'article R 5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Cette délibération fera l'objet de la mesure de publicité définie à l'article R 153-22 du Code de l'Urbanisme à savoir, d'une publication sur le Portail National de l'Urbanisme.

Article 3 :

Le dossier relatif à la révision allégée n°1 sera tenu à la disposition du public au service urbanisme de la commune de Rognes, sis 1 avenue d'Aix, à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 598

AVIS- Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Révision allégée n°2 - Approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Aggloprovence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires. Le Conseil de la Métropole a défini, par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, la répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures dite de révision allégée des documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Ventabren, initialement approuvé le 1er juillet 2009, a fait l'objet :

- de la révision générale n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°75 du 11 décembre 2017 ;
- de la mise à jour n°1 de ses annexes prise par arrêté n°19/025/CM du 18 février 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, entreprise suite à l'instauration de servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de matières dangereuses ;
- de la modification simplifiée n°1 approuvée par délibération n° URB 010-6432/19 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 20 juin 2019, afin de rectifier des erreurs matérielles et apporter des ajustements réglementaires ; et,
- de la modification n°1 approuvée par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 24 octobre 2019, visant à procéder, d'une part, à l'ouverture à l'urbanisation du secteur AU2Hd1 de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de L'Héritière, et d'autre part, à la modification du schéma d'aménagement de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) de secteur n°2, dit de « Vignes Longues ».

Pour autant l'engagement d'une procédure de révision allégée n°2 était nécessaire pour permettre la réalisation d'un parc photovoltaïque au lieu-dit « Château-Blanc », projet phare de la commune de Ventabren, nécessitant :

- de procéder au classement d'une zone N en zone AU_p d'un secteur de Château Blanc dédié à l'implantation d'un parc photovoltaïque (déplacement de la zone AU_p initialement prévue au PLU) ;
- de réaliser une OAP sur la zone AU_p conformément à l'article R.151-20 du Code de l'Urbanisme ;
- de déroger à l'interdiction de construire en bordure de l'autoroute A8 imposée par la loi dite Barnier codifiée aux articles L.111-6 à L.111-10 du Code de l'Urbanisme.

Cette révision ne portant atteinte, ni au Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), ni à l'économie générale du PLU de la commune de Ventabren, peut être entreprise sous sa forme dite « allégée » conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme.

Pour ce faire, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a été saisi par courrier du Maire du 28 juin 2018 afin qu'il sollicite du Conseil de la Métropole l'engagement de la procédure de révision allégée n°2 du PLU de Ventabren.

Préalablement à la prescription de la procédure de révision allégée n°2 du PLU de la commune de

Ventabren et à la définition des modalités de concertation s'y rattachant par délibération n°URB 007-5138/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a dûment :

- donné pouvoir au Président du Conseil de Territoire pour convoquer les conférences intercommunales des maires nécessaires dans le cadre de cette procédure, par délibération n°2018_CT2_366 du 11 octobre 2018, la première ayant eu lieu le 29 novembre 2018 ; et,
- fixé les modalités de collaboration avec la commune de Ventabren par délibération n°2018_CT2_530 du 29 novembre 2018.

Conformément aux articles L.153-11 et L.153-33 du Code de l'Urbanisme, la délibération n°URB 007-5138/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 prescrivant la procédure de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren a été notifiée au Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L132-9 du même code, ainsi qu'aux maires des communes concernées le 31 janvier 2019.

Il convient de rappeler qu'une zone AUP dédiée à un projet de parc photovoltaïque a été définie au Nord de la commune, en limite avec la commune d'Eguilles, dans le cadre de la révision générale n°1 du PLU de la commune de Ventabren approuvée le 11 décembre 2017. L'emplacement initial de cette zone d'une superficie de l'ordre de 11 hectares a reçu un avis défavorable tant de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) que du Préfet, notamment du fait des difficultés d'accès et de l'exposition à un risque feu de forêt d'aléa fort qu'elle présente.

La révision allégée n°2 du PLU vise donc à proposer une nouvelle implantation de ce projet de parc photovoltaïque plus en adéquation avec son PADD, et notamment avec ses orientations n°2,3 « Prévenir les risques et réduire les nuisances » visant, entre autres choses à réduire le risque incendie, et, n°3,4 « Soutenir l'économie locale » en favorisant « un développement économique diversifié » et « les activités de production d'énergie renouvelable » à travers la définition d'une nouvelle zone AUP, dont la superficie est conservée, vers le Sud, et, de reclasser le périmètre initialement retenu en zone naturelle, N. Ce nouveau site, sis en bordure d'autoroute A8, bénéficie notamment d'une desserte viaire et d'un réseau de défense contre l'incendie.

Le site qu'il est proposé de classer en zone AUP étant inscrit dans la bande d'inconstructibilité de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de l'autoroute A8 en application de l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme, le projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren intègre une étude dite « Loi Barnier », afin d'y justifier d'une dérogation au regard des nuisances, de la sécurité, de la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et des paysages.

La nouvelle OAP produite dans le projet de révision allégée n°2 du PLU de Ventabren vise notamment à :

- garantir l'insertion paysagère du projet ;
- prendre en compte les enjeux liés au risque incendie et à l'accessibilité ;
- fixer les modalités de dérogation à l'interdiction de construire en bordure de l'autoroute A8 découlant de l'application de l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme.

Il convient de préciser que le projet objet de la révision allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren s'inscrit dans une démarche globale, écoresponsable, citoyenne et innovante en matière de transition énergétique. En effet, ce projet de parc photovoltaïque de 5MWc d'initiative citoyenne, porté par la société SOLARIS CIVIS, permettrait d'assurer la transition énergétique de la commune de Ventabren.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, la transplantation d'une oliveraie non exploitée, soumise aux pollutions générées par la proximité de l'autoroute et au stress hydrique sur un site plus adéquat à sa pérennisation est prévue. Elle fait l'objet d'un partenariat entre la commune, la Chambre d'Agriculture et l'Office National des Forêts.

Conformément aux articles L.104-1 et suivants et R.104-23 du Code de l'Urbanisme, l'Autorité Environnementale a été saisie pour avis sur le projet de révision allégée n°2 du PLU de Ventabren le 30 janvier 2019. A défaut de s'être prononcée dans le délai de 3 mois, elle est réputée n'avoir aucune observation à formuler sur l'évaluation environnementale incluse dans ce dossier.

Par délibération n°URB 008-5998/19/CM du 16 mai 2019, le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence, après avoir dressé le bilan de la concertation s'y rattachant qui s'est déroulée du 28 janvier 2019 au 6 mars 2019 inclus, a arrêté le projet de la révision allégée n°2, en accord avec l'avis favorable émis au préalable par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix dans sa délibération n°2019_CT2_175 du 9 mai 2019.

A l'issue de l'examen conjoint organisé en application de l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme le 21 juin 2019, le projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren a recueilli un avis favorable de la part de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de la Chambre d'Agriculture. Parallèlement, par courrier du 17 juin 2019, l'Architecte des Bâtiments de France a indiqué que ce dossier n'appelle par d'observation de sa part.

En application de l'article R.153-6 du Code de l'Urbanisme, ont été saisis pour avis sur le projet de révision allégée n°2 de la commune de Ventabren tel qu'il a été arrêté le 16 mai 2019, l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée (INAO) et le Centre régional de la propriété forestière le 28 août 2019, ainsi que la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône le 16

septembre 2019. En l'absence de réponse dans le délai de 3 mois à compter de ces saisines, les avis sont réputés favorables. Toutefois, en cohérence avec la position qu'elle a tenue lors de l'examen conjoint du 21 juin 2019, la Chambre d'Agriculture a émis dans ce cadre un avis favorable sur ce dossier le 20 septembre 2019.

Après avoir été sollicité en ce sens par courrier du Territoire du Pays d'Aix le 28 août 2019, le Conseil Municipal de la commune de Ventabren a émis un avis favorable au projet de révision allégée n°2 du PLU de Ventabren tel qu'il a été arrêté par délibération n°URB 008-5998/19/CM du Conseil de Métropole en date du 16 mai 2019.

Par décision de la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille n° E19000114/13 en date du 24 juillet 2019, Monsieur Michel DEPOUX a été désigné en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet la révision allégée n°2 du PLU de Ventabren.

Conformément à l'arrêté de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix n°19_CT2_037 du 22 août 2019, le projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren a été soumis à enquête publique du 16 septembre 2019, 9 heures, au 15 octobre 2019, 16 heures 30, soit pendant 30 jours consécutifs.

Pendant toute la durée de l'enquête, l'intégralité du dossier d'enquête publique ainsi que les registres d'enquête, ont été tenus à la disposition du public :

- en un exemplaire papier accompagné d'un registre à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, au siège de l'enquête publique, à savoir au Service de l'Urbanisme de la commune de Ventabren, localisé 17 grand Rue, à Ventabren (13122), à ses jours et heures d'ouverture au public ;
- sous forme dématérialisée, sur le site internet dédié : <https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-ra2-ep>, auquel le site internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) renvoie, à toute heure.

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales, en Mairie de Ventabren, sise 17 Grand Rue, à Ventabren (13122), aux dates et heures suivantes :

- Lundi 16 septembre 2019 de 9h à 12h ;
- Mercredi 25 septembre 2019 de 9h à 12h ;
- Jeudi 10 octobre 2019 de 13h30 à 16h30 ;
- Mardi 15 octobre 2019 de 13h30 à 16h30.

Pendant la durée de l'enquête publique, le public a pu consigner ses observations et propositions sur le projet de révision allégée n°2 du PLU de Ventabren :

- sur le registre papier ouvert à cet effet au siège de l'enquête,
- par courrier postal à l'intention de Monsieur le commissaire enquêteur,

- par courriel à l'adresse suivante : ventabren-plu-ra2-ep@mail.registre-numerique.fr,
- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-ra2-ep>.

Au total, l'enquête publique a fait l'objet de 4 contributions :

- 2 avis défavorables :
 - o celui de Monsieur Philippe WAUTERS, versé au registre numérique le 10 octobre 2019,
 - o celui de Monsieur SAMOURCACHIAN, avocat représentant la SCI BRIN DE VENT et Monsieur Didier ROUSSE, versé au registre numérique le 15 octobre 2019 et présenté au commissaire-enquêteur le jour-même, lors de la dernière permanence du commissaire enquêteur ;
- 1 réponse point par point à l'avis défavorable de Monsieur Philippe WAUTERS versée au registre papier par Ventabren Demain le 15 octobre 2019 ;
- 1 contribution de Madame Brigitte HERUBEL portant sur les mesures compensatoires et la transplantation de l'olivieraie actuellement en présence sur le site d'implantation du projet de centrale photovoltaïque.

En résumé, les contributions défavorables à la procédure de révision allégée n°2 du PLU de Ventabren :

- comportent une observation étrangère aux objectifs de la révision allégée n°2 en ce qu'elle porte sur une parcelle non comprise dans le périmètre de ladite procédure ; et,
- contestent la régularité de la procédure de révision allégée n°2 du PLU de Ventabren ainsi que sa compatibilité aux prescriptions du SCOT du Pays d'Aix et aux mesures de sauvegarde de l'environnement.

Sur ces différents points, une réponse a été apportée par la Métropole dans son mémoire en réponse au procès-verbal du commissaire enquêteur établi le 25 octobre 2019. Dans ses conclusions, l'intéressé affirme être satisfait par cette réponse.

Monsieur Michel DEPOUX, commissaire enquêteur, a émis un avis favorable sur le projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren dans son rapport et ses conclusions motivées émis le 6 novembre 2019. Cet avis favorable est assorti d'une réserve : la mise en œuvre de la mesure compensatoire consistant en « la gestion écologique de l'ensemble de la parcelle communale n°AY114 hors parc photovoltaïque d'une superficie de 40 ha. durant 30 ans » prévue par l'évaluation environnementale afférente au dossier.

En application de l'article L.134-13 du Code de l'Urbanisme, les avis joints au dossier, les

observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ont été présentés par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, au Maire de la commune de Ventabren dans le cadre de la conférence intercommunale des maires qui s'est tenue le 28 novembre 2019.

Au regard de ce qui précède, le projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren soumis au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour approbation n'a fait l'objet d'aucune modification suite à enquête publique. Ce dossier est composé des pièces suivantes :

- Rapport de présentation (pièce n°1) et son annexe
- Planches du règlement graphique (pièces n°4.1.3 et 4.1.4)
- Orientation d'Aménagement et de Programmation (pièce n°3)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Ventabren du 28 juin 2018 sollicitant le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure de révision allégée n°2 du PLU ;
- La délibération n°2018_CT2_366 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018 donnant pouvoir au Président du Conseil de Territoire pour convoquer les conférences intercommunales des maires nécessaires dans le cadre de cette procédure ;
- La délibération n°2018_CT2_530 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018 portant arrêt des modalités de la collaboration entre le Conseil de Territoire et la commune de Ventabren ;
- La délibération n°URB 007-5138/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la

Métropole portant prescription de la procédure de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren, fixant l'objectif de cette révision allégée ainsi que ses modalités de concertation ;

- L'accusé de réception de l'Autorité Environnementale daté du 5 février 2019 attestant de sa saisine conformément aux articles L.104-1 et suivants et R.104-23 du Code de l'Urbanisme le 30 janvier 2019 pour avis sur le projet de révision allégée n°2 du PLU de Ventabren, et, faisant mention qu'à défaut de s'être prononcée dans le délai de 3 mois elle est réputée n'avoir aucune observation à formuler ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix n°2019_CT2_175 du 9 mai 2019 émettant un avis favorable sur le projet de révision allégée n°2 du PLU de Ventabren à arrêter ;
- La délibération n°URB 008-5998/19/CM du 16 mai 2019 du Conseil de la Métropole arrétant le projet de la révision allégée n°2 et dressant le bilan de la concertation ;
- Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint du 21 juin 2019 ;
- La sollicitation de la commune de Ventabren par le Territoire du Pays d'Aix par courrier en date du 28 août 2019 sur le projet arrêté de révision allégée n°2 du PLU ;
- Le PLU de la commune de Ventabren et ses évolutions successives en vigueur.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable du commissaire enquêteur assorti d'une réserve.
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique ne justifient aucune adaptation du projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren.
- Qu'aucune modification n'est apportée au projet de révision allégée n°2 suite aux observations formulées pendant l'enquête publique et à l'avis du commissaire enquêteur.
- Que le projet de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Conformément aux articles R.153-20, R.153-21 et R.153-22 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie de Ventabren,
- De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionnés à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Cette délibération fera l'objet de la mesure de publicité définie à l'article R.153-22 du Code de l'Urbanisme à savoir, d'une publication sur le Portail National de l'Urbanisme.

Article 3 :

Le dossier de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren est tenu à la disposition du public au Service de l'Urbanisme de la Mairie de Ventabren, sis 17 Grand Rue, à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 599

AVIS- Elaboration du Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau - Approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB007-3565/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

L'élaboration du Règlement Local de Publicité (RLP) de Fuveau a été prescrite par délibération n° 28 du 26 mars 2012.

Par délibération n°121 du 24 octobre 2017, la commune de Fuveau a demandé à la Métropole de poursuivre et d'achever cette procédure.

La Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération n°URB 012-3570/18/CM du 15 février 2018 a décidé de poursuivre la révision du RLP engagée par la commune de Fuveau.

La réglementation nationale applicable à la publicité, aux enseignes et pré enseignes a été très profondément modifiée par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement. Cette loi prévoit de nouvelles conditions et procédures pour l'élaboration et la révision de RLP.

Les évolutions de la Ville de Fuveau, tant sur le plan urbanistique, que commercial ou démographique imposent la révision globale de la politique environnementale en matière d'implantation des publicités extérieures. Ainsi, la commune de Fuveau a décidé de mettre en place un RLP, qui doit permettre de mettre en cohérence la gestion de la publicité sur la commune.

Cette élaboration du RLP s'inscrit aussi dans une démarche plus globale de valorisation du territoire communal en adaptant la réglementation aux particularités paysagères et aux évolutions économiques du territoire communal.

Objectifs et orientations :

Les objectifs de l'élaboration du RLP fixés par délibération du 26 mars 2012 sont :

- Procéder à un recensement des supports existants sur l'ensemble du territoire communal ;

- Procéder à une dé-densification des supports publicitaires aux abords de certaines voies et secteurs surchargés en information publicitaire ;
- Éviter l'implantation de panneaux publicitaires dans les quartiers et zones encore protégées ;
- Formuler des règles spécifiques en ayant recours aux nouvelles « zones de tranquillité » pour les entrées de ville, les carrefours giratoires, ainsi que les abords des établissements scolaires
- Élaborer des prescriptions en matière d'implantation, d'insertion et de qualité des dispositifs publicitaires ;
- Améliorer l'intégration des enseignes et pré-enseignes dans le paysage urbain.

Afin de remplir ces objectifs et compte tenu du diagnostic établi, la commune de Fuveau s'est fixée des orientations en matière de publicité, de pré-enseignes et d'enseignes. Dans tous les cas, il s'agit de concilier la dynamique des activités économiques avec le respect du cadre de vie et les spécificités de chaque secteur.

Secteur 1 : Centre-village et hameau de La Barque

RAPPEL de l'enjeu : *Préserver le patrimoine, l'architecture et l'ambiance villageoise fuvelaine dans le centre ancien.*

Orientations :

- Préserver la continuité des formes urbaines et le patrimoine bâti ancien en adoptant une réglementation appropriée (nombre d'enseignes, couleurs, matériaux...).
- Dynamiser le commerce de centre-village, à travers un embellissement général des enseignes.
- Préserver et mettre en valeur les perspectives paysagères sur le village depuis les principaux lieux de perception.
- Conserver l'effet de promontoire naturel sur lequel repose la Chapelle.

Secteur 2 : Centre-village et hameau de La Barque

RAPPEL de l'enjeu : *Retrouver une ambiance villageoise fuvelaine dans le hameau de La Barque et préserver les perspectives paysagères.*

Orientations :

- Qualifier le hameau de la Barque et tendre vers un quartier plus résidentiel, plutôt qu'un simple lieu de passage routier, en travaillant sur une meilleure intégration des enseignes, préenseignes et publicité.
- Mettre en valeur les perspectives paysagères depuis les axes, en limitant le nombre et la dimension des panneaux publicitaires et préenseignes.

Secteur 3 : Zones d'activités

RAPPEL de l'enjeu : *Dé-densifier et améliorer la qualité de la vitrine commerciale des zones d'activités sans porter atteinte à la dynamique des activités présentes.*

Orientations :

- Requalifier les abords de la RD6 et RD96 le long des zones d'activités, en travaillant sur la gestion des enseignes et des publicités.
- Mettre en valeur les perspectives paysagères remarquables sur la Montagne Sainte-Victoire.
- Réduire l'impact visuel en maîtrisant l'implantation des enseignes et pré-enseignes : nombre, proportion, couleurs, positionnement, etc.
- Faire appliquer l'interdiction d'apposer de la publicité et des pré-enseignes hors agglomération, dans le respect des dérogations édictées par la loi.
- Encadrer les secteurs d'activités existants et en développement, par une réglementation adaptée aux besoins des établissements commerciaux.

Secteur 4 : Axes structurants : RD6 et RD96

RAPPEL de l'enjeu : *Poursuivre la dé-densification des dispositifs scellés au sol et sur clôtures pour réduire la pollution visuelle sur le grand paysage, tout en permettant aux activités commerciales de se signaler.*

Orientations :

- Requalifier les abords des principaux axes en réglementant les enseignes, préenseignes et la publicité ;
- Faire appliquer le RLP concernant l'interdiction d'apposer des pré-enseignes, publicités et la densité des enseignes scellées au sol.

Secteur 5 : Axes pénétrants : RD46 et RD46B

RAPPEL de l'enjeu : *Veiller à un aménagement qualitatif des zones d'entrées de village pour préserver les échappées visuelles remarquables sur la silhouette villageoise et la Sainte-Victoire.*

Orientations :

- Réglementer les enseignes, publicités et pré-enseignes pour préserver les entrées de village ;
- Conserver les vues ouvertes sur la silhouette villageoise et la Sainte-Victoire, en maîtrisant les dispositifs autorisés ;
- Faire appliquer le RLP concernant l'interdiction d'apposer des publicités et préenseignes hors agglomération, ainsi que le régime des pré-enseignes dérogatoires applicable depuis le 13 juillet 2015 en supprimant les préenseignes devenues illégales.

La concertation :

Conformément à la délibération du 26 mars 2012 prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité, cette concertation a pris la forme :

- d'une information qui a été assurée par voie de presse (journaux) et de radio,
- de publications,
- de l'organisation de réunions publiques. Deux réunions publiques ont été organisées en mairie : l'une le 24 avril 2017 concernant le diagnostic et les orientations du projet et l'autre le 4 octobre 2017 concernant la présentation du projet. Au cours de ces deux réunions, le projet de RLP a été présenté par vidéo projection à l'ensemble des acteurs économiques de la commune de Fuveau, entrepreneurs et commerçants et aux représentants du secteur de la publicité extérieure.
- et d'une mise à disposition d'un registre pour recueillir les observations jusqu'à l'arrêt du projet en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture.

Deux réunions de concertation avec les personnes publiques associées se sont tenues le 9 mai 2016 et le 6 septembre 2017 avec la DDTM 13, la DREAL et la CCI.

Ensuite, par délibération n°120 du 23 octobre 2017, la commune a arrêté le projet d'élaboration du RLP et tiré le bilan de la concertation lié à cette procédure d'élaboration du RLP. Le projet tenu à la disposition du public n'a fait l'objet d'aucune observation sur le registre dédié à leur recueil et que les réunions au cours desquelles les propositions ou remarques ponctuelles ont été effectuées ont montré une approbation générale du projet.

Notification du projet et avis émis :

Préalablement à l'enquête publique, le dossier de projet de RLP arrêté a été notifié au plus tard le 29 novembre 2017 aux Personnes Publiques Associées, aux communes limitrophes et par courrier du 15 janvier 2018 à la Commission Départementale en matière de Nature, de Paysage et de Sites.

A l'issue du délai de 3 mois, les services suivants ont répondu à la consultation :

- le Préfet dans le cadre de la saisine de la Commission de la Nature, des Paysages et des Sites a émis un avis favorable du 27 mars 2018,
- le Préfet des Bouches-du-Rhône a émis un avis favorable avec des observations nous invitant à les prendre en compte.

Les autres organismes, consultés n'ont pas exprimé d'avis dans le délai de 3 mois après la transmission du projet de RLP. Leur avis est réputé favorable.

L'enquête publique :

Par décision n°E18000150/13 du 07 janvier 2019, Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille a désigné Monsieur Pierre LEMERY en qualité de commissaire enquêteur.

Conformément à l'arrêté de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix n°19_CT2_030 du 25 juillet 2019, le projet de Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau a été soumis à enquête publique du 04 septembre au 04 octobre 2019 inclus.

Pendant toute la durée de l'enquête, l'intégralité du dossier d'enquête publique ainsi que le registre d'enquête, ont été tenus à la disposition du public :

- en un exemplaire papier accompagné d'un registre à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, au siège de l'enquête publique, à savoir au Service de l'Urbanisme de la commune de Fuveau, localisé à l'Hôtel de Ville, 26 Boulevard Emile Loubet, à Fuveau (13710), à ses jours et heures d'ouverture au public ;
- sous forme dématérialisée, sur le site internet dédié : <https://www.registre-numerique.fr/fuveau-rlp-ep>, auquel les sites internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) et de la commune de Fuveau (<https://www.mairiedefuveau.fr>) ont renvoyés, à toute heure.

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales, en Mairie de Fuveau, sise Hôtel de Ville, 26 Boulevard Emile Loubet à Fuveau (13710), aux dates et heures suivantes :

- Mercredi 04 septembre 2019 de 08h30 à 12h00 ;
- Mercredi 11 septembre 2019 de 13h30 à 17h00 ;
- Lundi 16 septembre 2019 de 08h30 à 12h00 ;
- Mardi 1^{er} octobre 2019 de 08h30 à 12h00 ;
- Vendredi 04 octobre 2019 de 13h30 à 17h00.

Pendant la durée de l'enquête publique, le public a pu consigner ses observations et propositions sur le projet de Règlement Local de Publicité de Fuveau :

- sur le registre ouvert à cet effet au siège de l'enquête,
- par courrier postal à l'intention de Monsieur le commissaire enquêteur,
- par courriel à l'adresse suivante : fuveau-rlp-ep@mail.registre-numerique.fr,
- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/fuveau-rlp-ep>

Pour la consultation du dossier d'enquête, le public a eu accès à un poste informatique au siège de l'enquête publique.

Un avis au public a été affiché à compter du 9 août au 4 octobre à l'Hôtel Boadès et à compter du 16 août 2019 en Mairie de Fuveau.

Mention de cet avis a été publié :

- dans un premier temps, dans la Provence et la Marseillaise le 16 août 2019,
- dans un second temps dans la Provence et la Marseillaise le 9 septembre 2019,

Cette seconde parution a été inclus dans le dossier d'enquête publique en cours d'enquête conformément à l'article 9 de l'arrêté n°19_CT2_30 du 25 juillet 2019.

- enfin sur le site internet du territoire du pays d'Aix à compter du 12 août 2019.

Les résultats de l'enquête publique :

Dans son procès-verbal de synthèse reçu le 4 octobre 2019, le commissaire enquêteur fait état qu'aucune observation n'a été déposée de façon dématérialisée et de 4 observations portées ou annexées au registre d'enquête. Deux observations ont eu une appréciation positive du projet de RLP. En cours d'enquête publique, l'avis du département a été reçu le 27 septembre et annexé au registre d'enquête. Dans ce courrier, il demandait la modification de l'article 7 du titre I du règlement. Concernant l'observation de Monsieur Defaye au nom de la société JC DECAUX et de l'Union de la Publicité Extérieure, il est demandé des précisions sur la façon dont le format de 2 m² est calculé (avec ou sans la moulure périphérique) et souhaitait que le format de 4m² soit privilégié.

Le mémoire en réponse a été transmis le 17 octobre 2019 au commissaire enquêteur.

Un avis favorable avec des réserves a été émis par le commissaire enquêteur, sur le projet de Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau, dans son rapport et ses conclusions motivées datés du 17 octobre 2019.

La conférence des Maires

En application de l'article L.134-13 du Code de l'Urbanisme, les avis joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ont été présentés par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix au Maire de la commune de Fuveau dans le cadre de la conférence intercommunale des maires qui s'est tenue le 12 décembre 2019.

Par délibération n°2019_CT2_088 du 27 mars 2019, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix a été autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer la conférence intercommunale des maires dans le cadre de l'élaboration du Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau.

Les propositions de modification du dossier de RLP entre son arrêt et son approbation :

A la suite de l'enquête publique, afin de tenir compte des avis émis au cours de celle-ci ainsi que des avis des personnes publiques associées et des réserves du commissaire enquêteur, il est proposé de modifier le projet de RLP sur les points suivants.

Nous proposons de répondre de la façon suivante aux quatre réserves du commissaire enquêteur :

Réserve n°1 : « Apporter les modifications demandées par le commissaire enquêteur pour améliorer la lisibilité du RLP reprises en page 4 du mémoire en réponse de la Métropole Aix-Marseille-Provence »

Pour améliorer la lisibilité du RLP, il est proposé d'introduire un sommaire au début du règlement et de renuméroter les annexes du dossier de RLP et celles du règlement du RLP. Les pages du règlement

renvoyant aux annexes seront modifiées pour comporter le nouveau numéro d'annexe.

Réserve n°2 : « Rectifier les deux erreurs matérielles faisant apparaître la mention de la commune de Bouc-Bel Air en lieu et place de Fuveau »

Il est proposé de rectifier ces erreurs matérielles.

Réserve n°3 : « Intégrer dans le RLP les précisions de la Métropole Aix-Marseille-Provence faisant suite aux observations de l'Etat et décrites en pages 2 et 3 du mémoire en réponse »

Les suites aux observations de l'Etat décrites dans le mémoire en réponse sont les suivantes.

Observation sur la qualification de la zone d'activité Saint-Charles considérée dans le projet de RLP comme un centre commercial. Il est proposé pour ce secteur d'employer la terminologie suivante : « zone d'activités ayant des activités commerciales » et de ne pas modifier le périmètre d'agglomération. Les services du préfet ayant considéré la zone d'activités Saint Charles comme non commerciale du fait du caractère minoritaire de ce type d'activités, par voie de conséquence il est proposé d'interdire la publicité sur ce secteur et de modifier le règlement en ce sens.

Demande de rectifier l'erreur matérielle à la page 13 du rapport de présentation concernant les dimensions maximales des enseignes scellées au sol. Il est proposé de rectifier cette erreur matérielle comme suit « les enseignes scellées au sol sont limitées à 6 m² et 6,5 m de hauteur si la largeur est supérieure à 1 m et 8 m de hauteur si inférieures à 1m de large ».

Actualiser le chapitre concernant les pré-enseignes dérogatoires à la page 16 du rapport de présentation. Il est proposé d'actualiser ce chapitre comme suit « en dehors de l'agglomération, supposée être au paysage naturel, toute forme de publicité est interdite. Les pré-enseignes dites dérogatoires positionnées hors agglomération doivent être en conformité avec les dispositions réglementaires et retirées depuis le 13 juillet 2015.

Observation sur l'interdiction des bâches dans les communes de moins de 10 000 habitants qu'elles appartiennent ou non à une unité urbaine de plus de 100 00 habitants. Le recensement de la population fuvelaine délivré par l'INSEE fait état au 1^{er} janvier 2019 d'une population totale de 10 149 habitants. Cette interdiction ne s'applique plus à ce territoire du fait du dépassement du seuil de 10 000 habitants. Aucune modification n'est donc proposée.

Précision concernant le champ d'application territorial d'application du RLP. Il est proposé de prendre en compte la phrase formulée par le commissaire enquêteur, objet de la réserve 4 du commissaire enquêteur : « le RLP s'applique à l'ensemble du territoire de la commune, y compris le domaine public routier départemental. Toutefois,

l'utilisation de celui-ci reste soumise par ailleurs à l'autorisation du Département ».

Contradiction sur l'autorisation des enseignes murales parallèles à la page 10 et 11 du règlement. Il est proposé de modifier, à la page 11 du règlement le paragraphe relatif aux enseignes murales sur clôture pour lever l'incohérence, comme suit « «sont admises les enseignes murales parallèles au mur sur clôture lorsque la façade commerciale de l'établissement n'est pas visible depuis la voie ouverte à la circulation publique, à condition que la clôture soit aveugle ».

Observation sur les annexes du projet de RLP : proposer un plan zoom de la zone 1 (Centre Village) et ajouter la définition du mode de calcul du format maximal des publicités dans le lexique. Le zoom étant existant sur le plan B, il est proposé de ne pas compléter les annexes graphiques existantes. De plus, il est suffisant pour l'instruction des futurs dossiers de publicité, d'enseignes et de pré-enseignes. Concernant l'ajout de la définition du mode de calcul, il est proposé d'y répondre favorablement en indiquant que « la surface considérée sur les publicités est hors cadre ».

A la page 3 du mémoire en réponse figure les éléments de réponse à l'observation de Monsieur Defaye.

Observation sur le format autorisé pour la publicité : questionnaire au sujet de l'encadrement ? Il est proposé de rajouter une phrase suivante à la page 6 du règlement du RLP : « La surface considérée sur les publicités est hors cadre ».

Privilégier le format de 4 m² pour les publicités. Le format de 2 m² a été privilégié dans un souci de préservation du patrimoine et de la qualité architecturale. Pour cette raison, il n'est pas proposé de faire évoluer le document soumis à enquête publique.

Cette personne indique que l'interdiction de la publicité scellée au sol entrainera une impossibilité de signaler les activités des commerces et des annonceurs (zone 2). Cette disposition réglementaire permet de répondre à la problématique de la multiplication des dispositifs de publicités et pré-enseignes qui nuisaient à la qualité du paysage sur la silhouette villageoise.

Concernant l'inquiétude pour la signalisation des commerces, il est prévu que la micro signalétique (SIL) soit encouragée par la municipalité en optant pour un affichage sur un mobilier urbain s'intégrant dans ce secteur. Cette disposition est réglementée par le Code de la route. Elle est de ce fait instruite dans le cadre des occupations du domaine public conformément aux dispositions du Code de la voirie routière et du Code Général de la propriété des personnes publiques. Les règles de droit commun en matière d'environnement et les dispositions du R.L.P ne sont pas concernées. Par contre, les enseignes scellées au sol sont autorisées sous certaines conditions de nombre, de positionnement et de dimensionnement tel que le précise le règlement.

Réserve n°4 : « Modifier la rédaction de l'article 7 pour la partie relative au domaine public routier départemental, telle que proposée par le commissaire enquêteur »

Il est proposé de prendre en compte la phrase formulée par le commissaire enquêteur, objet de la réserve 4 du commissaire enquêteur : « le RLP s'applique à l'ensemble du territoire de la commune, y compris le domaine public routier départemental. Toutefois, l'utilisation de celui-ci reste soumise par ailleurs à l'autorisation du Département ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2 du 16 janvier 2012 relative à la désignation des représentants de la commune au sein de la Commission pour la mise en place d'un Règlement Local de Publicité ;
- La délibération n°28 du 26 mars 2012 prescrivant l'élaboration d'un règlement Local de Publicité ;
- La délibération n°120 du 23 octobre 2017 dressant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Règlement local de Publicité ;
- La délibération n°121 du 23 octobre 2017 donnant l'accord de la commune pour la poursuite de la procédure d'élaboration du Règlement Local de Publicité par la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n°URB 007-3565/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 012-3570/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de l'élaboration du RLP engagée par la commune en date du 26 mars 2012 ;
- La délibération n°2019_CT2_088 du Territoire du Pays d'Aix du 27 mars 2019 donnant pouvoir à Madame le Président du Territoire de pour convoquer la conférence

intercommunale des maires dans le cadre de l'élaboration du Règlement Local de Publicité ;

- L'arrêté n°19_CT2_030 de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, du 25 juillet 2019 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet d'élaboration du Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau ;
- La décision n°E18000150/13 du 7 janvier 2019 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant Monsieur pierre LEMERY, en qualité de commissaire enquêteur ;
- Les avis favorables émis par la Commission Départementale en matière de Nature, de Paysage et de Sites et le Préfet, sur le projet de révision du RLP ;
- Le rapport, les conclusions motivées et l'avis du commissaire enquêteur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les avis des Personnes Publiques Associées, les observations du public et les réserves du commissaire enquêteur justifient les modifications proposées dans ce rapport.
- Que les propositions proposées entre l'arrêt du RLP et son approbation ne remettent pas en cause l'économie générale du projet.
- Que le dossier définitif se compose d'un rapport de présentation, d'un règlement et d'annexes cartographiques avec le périmètre d'agglomération et le zonage du RLP ainsi que l'arrêté fixant les limites de l'agglomération.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Précise que le Règlement Local de Publicité, une fois approuvé, devra être annexé au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau.

Article 3 :

Conformément aux articles R.153-20, et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie de Fuveau.
- De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.

- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 4 :

Le dossier relatif au RLP sera tenu à la disposition du public en Mairie de Fuveau, à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à leurs jours et heures d'ouverture au public habituels.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 600

AVIS- Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès- Modification n°1 - Approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités: les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des

Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Cabriès, initialement approuvé le 23 mars 2017 par délibération du Conseil Municipal n°17/17, a fait l'objet de la mise à jour n°1 de ses annexes par arrêté n°19/030/CM du 18 février 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'instauration de servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de matières dangereuses.

Lors de la mise en œuvre de ce document d'urbanisme, certaines impressions ou erreurs matérielles ont été identifiées et il s'est avéré nécessaire d'y inscrire de nouvelles évolutions. Le PLU de Cabriès fait donc l'objet de procédures d'évolution en cours, parmi lesquelles la modification n°1, prescrite par arrêté n°1332/17 du Maire le 1er décembre 2017, dont l'objectif est de procéder à :

- l'adaptation du zonage et du règlement afin de permettre la réorganisation du site des écoles ;
- des corrections et ajustement de limites au sein des zones urbaines afin de les mettre en cohérence ;
- diverses modifications d'emplacements réservés (suppression et réduction) et une mise à jour de la numérotation qui comporte des erreurs ;
- des précisions et reformulations du règlement écrit.

Le Conseil Municipal de la commune de Cabriès, par délibération n°104/17 en date du 8 décembre 2017, s'est prononcé en faveur de la poursuite et l'achèvement de la procédure de modification n°1 du PLU de Cabriès par la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, date du transfert de la compétence PLU.

Par délibération n°URB 011-3569/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris acte de l'accord de la commune susmentionnée, et, a accepté de poursuivre et d'achever la modification n°1 du PLU de Cabriès.

La Métropole s'est donc substituée de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents au projet de modification n°1 du PLU de Cabriès engagée le 1^{er} décembre 2017.

Au regard de ces objectifs énoncés ci-dessus, la procédure de modification n°1 du PLU a pour effet :

- La création d'un secteur UBe pour le site de l'école de Cabriès au sein de la zone UB, et le reclassement d'une partie de cette zone (0,07 ha.) en zone agricole, Apr ;
- L'adaptation de l'Orientement d'Aménagement et de Programmation (OAP) 4 « Roudo des Bolles » au lieu-dit « Le Verger » ;
- L'adaptation du secteur UB1 de Calas (issu du secteur UB2 et de la zone UE) ;

- La modification de la limite entre les zones UC et UR au regard de la desserte par l'assainissement collectif (Le Petit Jardin / Les Grandes Terres) ;
- La correction du périmètre de l'emplacement réservé de mixité sociale SMS-04 et la suppression de l'OAP 5 sur la zone 2AU du Verger / Le Jas (non constructible) ;
- La réduction de l'emprise des emplacements réservés n°16, 17, 57 ;
- La suppression des emplacements réservés n°12, 21, 24, 25, 27, 30 et 31 ;
- La création d'un emplacement réservé n°58 au bénéfice de la commune pour la création d'une voie de service le long de la RD9 à Calas ;
- La précision des destinations respectives des emplacements réservés n°38, 40 et 41 ;
- Diverses précisions réglementaires :
 - Précision des règles relatives aux constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif (article DG 10 des dispositions générales) ;
 - Précision des règles relatives à la mixité sociale (article DG 13 des dispositions générales) ;
 - Précision des règles d'implantation des piscines en zones UA, UB, UC et UR (articles 6 et 7 du règlement des zones UA, UB, UC et UR) ;
 - Apport de compléments réglementaires afin de gérer les extensions des activités existantes en zone UB et UZ (articles UB1, UB2, UB9, UB13, UZ1 et UZ2) ;
 - Ajustement des règles de stationnement en zone UZ (article UZ 12) ;
 - Précision des règles d'extension et d'annexes aux habitations en zones A et N (articles A2 et N2) ;
 - Modification des modalités d'extension des habitations en zones UC et UR (article UC2 et UR2) ;
 - Modification des modalités de calcul de l'emprise au sol en ce qui concerne les projets d'ombrières et autres dispositifs photovoltaïques dans les espaces de stationnement (lexique du PLU).

Les adaptations apportées par la procédure de modification n°1, ne remettant pas en cause l'économie générale du PLU de la commune de Cabriès, relèvent bien du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

En effet, les adaptations apportées dans le cadre de cette procédure impactent de façon mineure le règlement graphique. Il s'agit essentiellement de mutations entre des zones urbaines. L'évolution la plus notable est la délimitation d'un secteur UBe d'1,8 ha. au sein de la zone UB, et, le reclassement d'une partie de cette dernière en zone Apr.

Après examen au cas par cas sur la modification n°1 du PLU de la commune de Cabriès, la Mission Régionale d'Autorité environnementale a émis la décision n°CU-2019-2235 le 12 juillet 2019 confirmant que ce projet n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Cabriès a été notifié aux personnes publiques associées mentionnées à ses articles L.132-7 et L.132-9, ainsi qu'au maire de la commune concernée, le 28 août 2019, soit préalablement à l'ouverture de l'enquête publique.

Des observations sur le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Cabriès ont été émises par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône suite à sa notification :

- Concernant la création du secteur Ube, le département est favorable à l'aménagement du zonage pour permettre un groupe scolaire,
- Concernant la création de l'emplacement réservé n°58, le Département rappelle que le terrain d'assiette est en cours d'incorporation au site internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>),
- Concernant l'accès de l'OAP4, celui-ci devra être étudié en concertation avec les services en charge des routes du Département.

Conformément à l'arrêté de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix n° 19_CT2_038 en date du 22 août 2019, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Cabriès a été soumis à enquête publique du 25 septembre 2019 au 25 octobre 2019 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs.

Pendant toute la durée de l'enquête, l'intégralité du dossier d'enquête publique ainsi que les registres d'enquête, ont été tenus à la disposition du public :

- en un exemplaire papier accompagné d'un registre à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, au siège de l'enquête publique, à savoir au Service de l'Urbanisme de la Commune de Cabriès (Centre Technique Municipal), sis 3256 route de Violési, à Cabriès (13480), à ses jours et heures d'ouverture au public ;
- sous forme dématérialisée, sur le site internet dédié : <https://www.registre-numerique.fr/cabries-plu-m1-ep>, auquel le site internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) renvoie, à toute heure.

Pour la consultation de ce dossier d'enquête, un poste informatique a dûment été mis à la disposition du public au siège de l'enquête, à ses jours et heures d'ouverture au public.

Le commissaire enquêteur a tenu 4 permanences durant lesquelles il a pu recevoir les observations écrites ou orales du public au siège de l'enquête, aux dates et heures suivantes :

- jeudi 3 octobre 2019 de 8H30 à 12H00 ;
- mercredi 16 octobre 2019 de 13H30 à 16H30 ;
- mardi 22 octobre 2019 de 8H30 à 12H00 ;

- vendredi 25 octobre 2019 de 13H30 à 16H30.

La clôture de l'enquête publique a eu lieu à l'issue de cette dernière permanence.

Pendant la durée de l'enquête publique, le public a pu consigner ses observations et propositions sur le projet de modification n°1 du PLU de Cabriès :

- sur le registre ouvert à cet effet au siège de l'enquête,
- par courrier postal à l'intention de Monsieur le commissaire enquêteur, adressé à la Mairie de Cabriès, Service de l'Urbanisme (Centre Technique Municipal), BP n°1, 13828 Cabriès,
- par courriel à l'adresse suivante : cabries-plu-m1-ep@mail.registre-numerique.fr,
- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/cabries-plu-m1-ep>, auquel le site internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) renvoie.

Au total, 35 contributions ont été formulées dans le cadre de l'enquête publique relative au projet de modification n°1 du PLU de la commune de Cabriès :

- 21 contributions ont été consignées sur le registre papier d'enquête publique ;
- 14 contributions ont été consignées sur le registre numérique d'enquête publique ;

Comme évoqué précédemment, la modification n°1 du PLU de Cabriès avait de nombreux objets. Mais majoritairement ces contributions ont concerné la création de l'emplacement réservé n°58 qui a notamment généré une pétition de 23 signatures.

Le deuxième point qui a fait l'objet de contributions concernait l'OAP n°5 « le Jas ».

L'ajustement de la zone UB à Calas et la création de la zone UBe pour le futur site groupe scolaire ont également suscité des observations.

Dans son rapport et ses conclusions motivées émis le 18 novembre 2019 sur le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Cabriès, Monsieur Hervé Gagneur, commissaire enquêteur, a émis un avis favorable sans réserve et sans recommandation sur tous les points objets de la présente modification à l'exception de ceux traités ci-après.

Le commissaire enquêteur a émis sur les points objets suivants 3 avis favorables avec recommandations auxquelles il est proposé répondre de la façon suivante :

- **Recommandation n°1 : Ajustement de la zone UB1 de Calas** « La volonté de mixité de fonctions urbaines à cette entrée de Calas me semble justifiée et clairement motivée dans la notice de présentation et encore davantage dans les réponses du Maitre d'Ouvrage, J'y suis donc favorable. J'émet la recommandation de créer un espace paysager, tout en permettant une extension de la crèche et je souscris, à ce titre, aux propositions du

Maître d'Ouvrage émises dans sa réponse à mon rapport de synthèse. »

- Afin de garantir un espace de respiration urbaine, il est proposé d'ajouter un « Espace Vert Protégé » sur le parc proche du lotissement Chamfleury situé au nord du parking de la micro crèche. Par conséquent, il est proposé d'une part de modifier la notice de présentation en ajoutant la phrase « Afin de préserver un espace tampon entre la zone UB1 et le lotissement, le parc, espace de respiration, est identifié comme « patrimoine paysager » (protection au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme sur 1575m²) », et d'autre part de matérialiser cet élément de patrimoine paysager sur les planches 4a et 4c.
- **Recommandation n°2 :** Corrections de l'ER SMS4 et modification de l'OAP5 le Jas « J'émet un avis favorable sur l'exclusion logique de l'ER SMS4 du terrain bâti, qui n'a pas suscité d'observations. Je note la volonté de clarification du Maître d'Ouvrage de marquer le caractère non constructif à ce jour de la zone concernée, le « à ce jour » étant absent de la notice de présentation, même si d'autres explications permettraient de le comprendre. J'émet donc un avis favorable, assorti de la recommandation que ne soit pas mentionné dans le rapport de présentation le caractère inconstructible de la zone mais que soit figuré le caractère inconstructible à ce jour. »
 - Afin de clarifier le caractère de la zone 2AU-f1p afférent à ce point il est proposé de compléter la notice de présentation avec la locution « à ce jour ». La phrase proposée est la suivante : « La modification consiste à clarifier le caractère non constructible à ce jour de la zone 2AU-f1p en la supprimant de l'OAP... ».
- **Recommandation n°3 :** Extension des activités existantes en zone UB et UZ « mon avis est favorable sur la proposition de règlement modifié. Ma recommandation est de modifier le rapport de présentation en ce qui concerne la motivation en reprenant la proposition du Maître d'Ouvrage émise dans sa réponse au PV de synthèse (p15 contribution 32). »
 - Afin de clarifier le point relatif à l'extension des activités existantes en zones UB et UZ, il est proposé de rectifier la notice de présentation d'une part en supprimant le verbe « d'éviter » et d'autre part en supprimant la phrase « ... dans la zone UB et ses secteurs le coefficient d'emprise au sol est également

augmenté pour permettre l'évolution des activités économiques existantes, et le coefficient d'espace vert en conséquence ».

La phrase proposée avec la suppression du verbe « d'éviter » est la suivante : « Le règlement prévoit également des zones réservées aux activités. L'objectif de ces dispositifs est de favoriser l'installation d'activités dans des espaces plus appropriés que les quartiers résidentiels... ».

- **Recommandation n°4 :** Modification des modalités de l'emprise au sol « Concernant l'exclusion des ombrières et dispositifs photovoltaïques j'y suis favorable, mais je crains les risques mentionnés dans le rapport de synthèse. Aussi, bien que la rédaction de la proposition de modification soit déjà claire, j'émet la recommandation de la rédiger de façon encore plus insistante en remplaçant les mots entre parenthèses (couverts et non clos) par (couverts et à la condition qu'ils ne soient pas clos) ».
 - Afin d'insister sur les modalités d'exclusion des ombrières et/ou des dispositifs photovoltaïques de l'emprise au sol, il est proposé de remplacer dans la notice de présentation et dans le règlement les mots entre parenthèses « couverts et non clos » par « couverts et à la condition qu'ils ne soient pas clos ».

Il est donc proposé d'actualiser comme suit : « Sont également exclus de l'emprise au sol les ombrières et/ou les dispositifs photovoltaïques strictement destinés à protéger les espaces de stationnement (couverts et à la condition qu'ils ne soient pas clos) sous réserve de leur intégration paysagère dans l'environnement. »

Le commissaire enquêteur a émis 1 avis favorable avec recommandation et réserve sur les points objets suivants auxquelles il est proposé de répondre de la façon suivante :

- Modification du zonage du site de l'école de Cabriès ; l'historique : « La principale observation émane de moi-même et concerne l'insuffisance de la notice de présentation. J'émet donc la recommandation que celle-ci soit complétée par exemple par le texte proposé par le Maître d'Ouvrage dans sa réponse à mon PV de synthèse. »
 - Afin de compléter l'historique du projet de l'école, il est proposé de rajouter dans la notice de présentation (à la rubrique le Contexte) : « Dès 2004, la commune a souhaité qu'un nouveau groupe scolaire soit construit à Cabriès car l'école actuelle, construite en 1956 et devenue à la fois peu sécurisée et trop petite, avait nécessité d'urgentes réparations, la création de bâtiments annexes puis la mise

en place de salles de classe en préfabriqués. L'école maternelle, construite en restanque, n'est quant à elle plus conforme à un usage moderne et adapté à des tous petits, incitant à de trop nombreux déplacements par escaliers.

La commune a fait le choix en 2004 de construire un nouveau groupe scolaire dans le champ lui appartenant situé au sud de l'école actuelle. Ce premier permis de construire a fait l'objet d'un recours contentieux et d'une annulation par le tribunal administratif au titre de la protection des paysages, de la valeur paysagère du champ et de la vue sur le Piton. Deux autres permis délivrés en 2007 et 2013, situés à l'autre extrémité du champ, malgré une architecture très intégrée à la topographie du terrain et attentive quant à la vue sur le Piton, ont aussi été annulés par le Tribunal Administratif pour la même raison que le permis de 2004.

Lors de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme, la commune a délibérément classé le champ à protéger en zone Apr (Agricole protégé) et a mené une réflexion sur la création d'une nouvelle école sur le site de l'école actuelle, mais aussi sur l'aménagement global du quartier avec pour objectif la création d'un nouvel espace public de centralité et d'équipements collectifs intégrant le groupe scolaire, la maison des arts et une aire de jeux.

Ces réflexions ont conduit la commune, en accord avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (décision de la commission permanente du Conseil Départemental en date du 18 octobre 2019) et l'architecte des Bâtiments de France, à envisager le déclassement et la suppression en partie de l'actuelle RD60d (rue des écoles), transférée à la commune, et à créer une nouvelle voie au sud de la Maison des Arts, créant ainsi une entité homogène, dénuée de voirie, à aménager.

Le zonage Apr a été ajusté à la limite de la nouvelle voie dans sa partie ouest afin qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur la volonté communale de protéger le champ et la vue sur le Piton de Cabriès.

Ainsi, les nuisances liées à la circulation sur cette partie de route départementale seront repoussées à l'extérieur du site et l'espace créé, réservé aux déplacements doux entre les équipements publics que sont l'aire de jeux, les écoles, la maison des arts et la bibliothèque, prendra toute sa dimension pour recréer un véritable cœur de vie au sein du Piton, réservé aux parents et enfants principalement.

L'économie du projet repose sur l'abandon des locaux de la maternelle et la reconstruction de classes pour les tous petits sur le nouvel espace, desservi grâce au déplacement de la voie. Le bâtiment existant de l'école primaire pourra être reconfiguré et agrandi sans qu'il soit nécessairement détruit. Par contre, le projet prévoit la suppression des deux préfabriqués et surtout la reconfiguration de la cantine scolaire commune, avec la création d'équipements supplémentaires pour adapter les lieux aux nouvelles utilisations comme par exemple l'accueil du périscolaire.

Enfin, l'appel à projet tel qu'il a été défini par la commune pour le jury de concours précise et insiste

sur le fait que « Le projet devra s'intégrer dans son environnement et notamment l'intégration paysagère dans l'environnement du bas piton de Cabriès et compte tenu de la maison des arts qui est adjacente au site du projet. Le projet se situe dans le périmètre d'un site inscrit aux monuments historiques. L'insertion paysagère est un enjeu majeur et la compétence paysagiste de l'équipe de maîtrise d'œuvre devra assurer un traitement très efficace et esthétique d'insertion du groupe scolaire ».

- Modification du zonage du site de l'école de Cabriès ; la limite entre les zones UBe et Apr : « par ailleurs j'ai bien noté le fait que la voie constitue la limite entre le zonage Apr et le zonage UBe, ce qui est logique et possible dans le cadre de cette procédure en reclassant du zonage UBe en Apr mais impossible dans le cadre de celle-ci en reclassant de l'Apr en UBe. C'est ce que l'association STEEPES affirme et que le Maître d'Ouvrage n'a pas été en mesure d'infirmier aujourd'hui. Si tel était le cas j'émetts la réserve que la modification conserve en Apr ce qui était classé dans ce zonage ».

- La modification n°1 de Cabriès conservera en zone Apr la totalité de son périmètre initial. La réduction de la zone UB et l'extension du secteur Apr est garanti en prenant appui sur le projet de voie.

Il est proposé dans la notice de présentation de rajouter la phrase suivante : « Ainsi, il a été veillé à ce que la limite de la zone Apr à l'Est soit inchangé par rapport au PLU de 2017 tandis que la partie Ouest prenant la courbe de la voie augmente la zone Apr. »

Le commissaire enquêteur a émis 2 réserves sur les points objets suivants qu'il est proposé de supprimer de la modification n°1 de Cabriès :

- **Réserve n°1 sur une inscription « UB2a » repérée aux documents graphiques :**
 - Il s'agit d'une erreur matérielle. Il est donc proposé d'enlever le « a » dans la dénomination de la UB2 au niveau du quartier de la Reynardière sur les plans de zonage 4a et 4c.
- **Reserve n°2 sur le point objet de la création de l'emplacement réservé n°58 :**
 - « Je ne me prononce nullement sur l'utilité ou l'inutilité de cette voie, n'ayant pas les éléments suffisant pour le faire. Je constate cependant, comme en a pris acte d'ailleurs le Maître d'Ouvrage dans sa réponse à mon PV de synthèse, son inutilité à la faire figurer en tant qu'emplacement réservé dans le PLU. »
 - Le terrain d'emprise de l'emplacement réservé n°58 est déjà en cours de transfert entre les deux collectivités publiques (Département et Commune).

La création d'un emplacement réservé au bénéfice de la commune n'a donc pas d'utilité.

Il est donc proposé de supprimer la création de l'emplacement réservé n°58 dans le projet de modification n°1.

En fin de rapport le commissaire enquêteur recommande d'étudier les demandes déposées mais étrangères à la procédure de modification n°1. Elles pourront l'être dans le cadre d'une autre modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures dites de modifications des Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- L'arrêté n°1332/17 du Maire de Cabriès du 1^{er} décembre 2017 prescrivant la modification n°1 du PLU de la commune de Cabriès ;
- La délibération n°URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 prenant acte de l'accord de la Commune de Cabriès, exprimé par délibération n°104/17 de son Conseil Municipal du 8 décembre 2017, sur l'achèvement par la Métropole, pleinement compétente en la matière depuis le 1^{er} janvier 2018, de la procédure de modification n°1 de son PLU ;
- La décision n° CU-2019-2235 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale après examen au cas par cas du 12 juillet 2019 confirmant que le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Cabriès n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- L'arrêté n°19_CT2_038 de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix du 22 août 2019, prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°1 du PLU de la commune de Cabriès ;
- Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur sur le projet de

modification n° 1 du PLU de la commune de Cabriès du 18 novembre 2019 ;

- Le courrier du Territoire du Pays d'Aix en date du 18 octobre 2019 sollicitant l'avis de la commune sur le projet de modification n°1 du PLU de Cabriès ;
- L'avis favorable du conseil municipal en date du 2 décembre 2019 et la position du Maire qui s'est clairement engagé à ne pas rendre cette zone constructible ;
- Le PLU de la commune de Cabriès en vigueur et ses évolutions successives en vigueur.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable du commissaire enquêteur et la prise en compte de la totalité de ses recommandations et réserves par des amendements au projet de modification n°1 apportés à l'issue de l'enquête publique pour effectuer les corrections résultant de ses conclusions et avis ;
- Que le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Cabriès est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n°1 du PLU de la commune de Cabriès telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Conformément aux articles R.153-20, R.153-21 et R.153-22 du Code de l'Urbanisme :

•La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de Cabriès.

•De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.

•Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionnés à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

- Cette délibération fera l'objet de la mesure de publicité définie à l'article R.153-22 du Code de l'Urbanisme à savoir, d'une publication sur le Portail National de l'Urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 601

AVIS- Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peynier - Modification n°2 - Engagement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Le Conseil de la Métropole a défini, par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, la répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures dite de modification des documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Suite à son approbation par délibération du Conseil Municipal n°9/2017 du 21 mars 2017, le PLU de la commune de Peynier, a fait l'objet d'une modification simplifiée n°1, approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2017/108 le 27 décembre 2017. Depuis, la modification n°1 de ce PLU a été engagée par délibération n°URB 011-4170/18/CM du Conseil de la Métropole. Cette dernière procédure suit son cours.

Pour autant le Maire de Peynier a, par courrier du 16 septembre 2019, fait part à Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la nécessité d'engager une nouvelle procédure de modification du document d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la commune de Peynier.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier du Maire de la commune de Peynier du 16 septembre 2019 sollicitant le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU de Peynier ;
- Le PLU de la commune de Peynier et ses évolutions successives en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le maire de la commune de Peynier a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Peynier.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peynier.
Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 602

AVIS- Plan Local d'Urbanisme de la commune de Simiane Collongue - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme n°1 - Mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoles Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Simiane-Collongue a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 8 octobre 2013. Il a fait l'objet, par la suite, d'évolutions successives :

- Une modification n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 29 septembre 2015,
- Une modification n°2 approuvée par délibération du conseil municipal du 21 décembre 2016,
- Une mise à jour n°1 par arrêté du Maire du 1^{er} juin 2017,
- Une mise à jour n°2 par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 février 2019 des annexes du PLU relatives aux Servitudes d'Utilité Publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel, ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 12 décembre 2018,

Par délibération n°59/2018 du Conseil Municipal du 29 juin 2018, la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme a été initiée et menée par la commune de Simiane-Collongue.

Cette procédure est fondée sur l'article L300-6 du code de l'urbanisme.

Par délibération cadre n°URB 003-3561/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

La Métropole étant compétente en matière de PLU, devra, après que l'intérêt général du projet soit déclaré par la commune, mettre en compatibilité le PLU de la commune en fin de procédure.

La commune de Simiane-Collongue a prescrit une procédure de déclaration de projet en vue de la réalisation d'un projet de logements situé sur le secteur dit « des Frênes » par délibération du 29 juin 2018.

Il s'agit d'une opération mixte de 70 logements comportant 50% de logements locatifs sociaux. Le site inclura également un projet d'équipement public destiné à accueillir les nouveaux locaux de la police municipale ainsi qu'un centre de surveillance urbaine.

Afin de réaliser ce projet, le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Simiane-Collongue nécessite les adaptations, corrections et compléments suivants :

- Les terrains concernés, classés actuellement en zone UE du PLU, correspondant à des terrains spécialement aménagés en vue de recevoir des constructions ou installations à usage d'activités économiques, doivent être reclassés en zone résidentielle UD du PLU, comprenant un sous-secteur spécifique pour permettre une adaptation des règles d'urbanisme aux besoins de ce projet (adaptation des hauteurs, des emprises au sol...).
- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable a été ajusté dans la mesure où actuellement le secteur des Frênes est identifié en tant que secteur à vocation économique.

Par délibération du 27 septembre 2018, la commune a partiellement abrogé la délibération de lancement de la procédure pour fixer de nouvelles modalités de concertation.

Une concertation volontaire s'est déroulée du 15 octobre 2018 au 15 novembre 2018, organisée par la commune.

Un bilan de cette concertation a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 2018.

Au total 14 observations ont été formulées, rédigées directement sur le registre ou par courrier.

Les remarques formulées portent principalement sur :

- le nombre et le type de logements avec une demande de limitation à 70 logements, la commune

accepte cette demande qui sera prise en compte dans le règlement du PLU pour la zone UDa qui couvre le projet ;

- la circulation et le stationnement : accès séparé demandé, places de stationnement suffisantes à prévoir, demande d'aménagements piétons, la commune précise que ces éléments seront traités lors du dépôt du permis de construire ;
- les espaces verts, dont il est demandé un maintien suffisant, la commune précise que le projet comprend des espaces verts et des jardins privatifs ;
- les prospects (vis-à-vis), des inquiétudes sont formulées sur la hauteur et la localisation des constructions, la commune précise que le projet tient compte de ces préoccupations ;
- les nuisances générées par le chantier.

L'Autorité environnementale, saisie le 23 juillet 2018, a formulé son absence d'observation émise dans le délai imparti de 3 mois . Le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Une réunion d'examen conjoint par les personnes publiques associées a été organisée par la commune le 6 novembre 2018. Un procès verbal de synthèse a été rédigé le 06 novembre 2018,

Les observations ci dessous ont été émises :

- DDTM 13 : Pas d'observation sur le fond, elle rappelle la nécessité de disposer de l'avis de l'autorité environnementale.
- Métropole Aix-Marseille-Provence : La Métropole est favorable au projet sous réserve de l'ajout d'un pourcentage minimal d'espaces verts à maintenir, de reprise des dispositions relatives à la continuité des modes doux et à la sécurité des piétons, d'adaptation des hauteurs des constructions pour distinguer le logement individuel des logements locatifs sociaux.
- Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône : Il est favorable au projet, mais une convention entre le Département et le promoteur devra préciser les modalités de desserte et l'organisation des accès. Les modalités de connexion avec la route départementale devront être précisées.
- Commune de Bouc-Bel-Air : Elle est très attachée à la réalisation du centre mutualisé de vidéo-surveillance et de vidéo-protection.

Une réunion publique s'est tenue le 3 juillet 2019 en mairie de Simiane-Collongue. Les observations formulées recoupent exactement les points évoqués lors de la concertation préalable.

Par arrêté du 3 juin 2019, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision n° E19000072/13 du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 22 mai 2019 ; l'enquête s'est déroulée du 05 juillet 2019 au 05 août 2019 soit pendant 31 jours consécutifs.

Le commissaire enquêteur a tenu 5 permanences :

- vendredi 5 juillet de 9h à 12h
- mercredi 10 juillet de 14h à 17h
- vendredi 19 juillet de 9h à 12h
- lundi 29 juillet de 14h à 17h

- lundi 5 août de 14h à 17h

Pour la consultation du dossier d'enquête, le dossier était disponible sur le lieu de permanences de l'enquête à la mairie de Simiane-Collongue, un poste informatique a également été mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, aux heures et jours d'ouverture mentionnés dans l'arrêté d'enquête publique.

Pour s'exprimer, le public avait la possibilité de :

- consigner ses observations sur les registres papiers d'enquête situé au siège de l'enquête,
- adresser par voie postale un courrier à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur Hôtel de ville 13109 Simiane-Collongue,
- adresser des remarques, observations et propositions par courrier postal ou par messagerie à la Préfecture des Bouches-du-Rhône

Au total, 19 observations ont été déposées sur le registre dont 7 sont identiques.

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées le 8 août 2019.

Il a émis un avis favorable, avec les réserves et la recommandation suivantes :

- Réserve n°1 : que le règlement du PLU intègre dans sa modification relative à la zone UDa introduite, les dispositions sur lesquelles la commune s'est engagée lors de l'examen conjoint des personnes publiques associées, c'est-à-dire : ajout d'un pourcentage minimal d'espaces verts à maintenir, reprise des modalités relative à la continuité des modes doux et à la sécurité des piétons telles qu'en zone UD, modification de la hauteur des constructions admises au sein de la zone, cette hauteur ne devra pas excéder 7m à l'égout comme en zone UD.
- Réserve n°2 : que les dispositifs de circulation soient, le moment venu, arrêtés en accord avec le Conseil Départemental,
- Réserve n°3 : que les dispositifs d'écoulement hydrauliques soient, le moment venu, arrêtés en accord avec la Métropole ;
- Recommandation : que le chantier soit, le moment venu, conduit en portant une attention particulière à la limitation des nuisances pour les habitants actuels avec le traitement adapté de la construction contenant de l'amiante.

Le projet de mise en compatibilité n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Simiane-Collongue soumis au Conseil Métropolitain a pris en compte les résultats de l'enquête publique.

Le dossier a été modifié comme suit, postérieurement à l'enquête publique, pour être approuvé :

- Ajout d'un pourcentage d'espaces verts : « en zone Uda : 20 % de la superficie des terrains de l'opération ne doivent pas être imperméabilisés afin de maintenir les jardins, de favoriser le maintien des trames vertes et de la biodiversité existantes et de lutter contre l'imperméabilisation des sols ».
- Reprise de la mention relative à la sécurité des piétons et modes doux prévue en zone UD : la mention suivante sera reprise en secteur Uda « La sécurité des piétons doit être assurée par des aménagements adéquats. Toute opération doit assurer la continuité des liaisons piétonnes et cyclables existantes. »

L'intérêt général du projet est justifié par :

- La nécessité de production de logements dont des logements sociaux est au cœur des préoccupations communales. La part des logements sociaux sur le territoire reste faible alors même que la loi SRU impose un pourcentage de logements sociaux de 20% minimum.
- L'orientation stratégique n°1 du PADD fixe comme objectif n°1, la nécessité de développer une offre de logements sociaux et intermédiaires. L'avenir de Simiane-Collongue doit reposer sur un juste équilibre entre deux objectifs qui peuvent paraître contradictoires : préserver l'environnement de qualité de la commune, tout en assurant le développement nécessaire au maintien des équilibres sociaux de la commune.

Par délibération du 27 septembre 2019, la commune de Simiane-Collongue a déclaré l'intérêt général du projet et a validé le dossier.

La commune de Simiane-Collongue a saisi la Métropole par courrier, lui demandant de mettre en compatibilité son PLU suite à l'enquête publique.

Au regard des motifs ayant amené à déclarer le projet d'intérêt général, à savoir la nécessité de produire des logements dont des logements locatifs sociaux ainsi que le maintien d'un équilibre entre une offre de logements adaptée et un environnement de qualité, la Métropole considère que la mise en compatibilité du PLU de la Commune de Simiane-Collongue est justifiée et nécessaire afin que l'opération puisse se réaliser.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre n°URB 003-3561/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 a défini la Répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
 - Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la Commune de Simiane-Collongue en vigueur ;
 - Le procès-verbal de la réunion du 6 novembre 2018 relative à l'examen conjoint de la mise en compatibilité du PLU de Simiane-Collongue avec le projet de logements et d'équipement public du quartier des Frênes ;
 - L'arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône du 3 juin 2019 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU n°1 de la Commune de Simiane-Collongue ;
- L'avis favorable avec réserves du commissaire enquêteur en date du 8 août 2019 ;
- La délibération du Conseil Municipal de Simiane-Collongue du 27 septembre 2019 validant l'intérêt général de la déclaration de projet et validant le projet.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les enjeux du projet justifient l'intérêt général de l'opération.
- La déclaration d'intérêt général du projet.
- La nécessité de mettre en compatibilité le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Simiane-Collongue afin de permettre la réalisation du projet de logements et d'équipement public quartier des Frênes.
- L'avis favorable avec réserves du commissaire enquêteur.
- Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme qui est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Simiane-Collongue avec le dossier de déclaration de projet de logements et d'équipement public quartier des Frênes.

Article 2:

Conformément aux articles R.153-20, R.153-21 et R.153-22 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage public en A.V.A.P. (Avis de l'Architecte et du Patrimoine) dans la commune de Pertuis et dans la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Patrimoine diffusé dans le Département.
 - De plus, mention de cet affichage sera insérée dans le Patrimoine.
 - Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionnés à l'article R. 5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Cette délibération fera l'objet de la mesure de publicité définie par l'article 215 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, d'une publication dans le Journal Officiel de la République Française.

Article 310 :

Le dossier de mise en compatibilité n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Simiane-Collongue est tenu à la disposition du public au Service de l'Urbanisme de la commune de Simiane-Collongue, à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 603

AVIS- Renouvellement de la Commission Locale de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de la commune de Pertuis- Désignation des représentants

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement a institué en lieu et place des Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (Z.P.P.A.U.P.) les Aires de mises en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (A.V.A.P.).

Par délibération n°13.URBA.099 du 22 mai 2013, le Conseil Municipal de la commune de Pertuis a donc acté la transformation de la Z.P.P.A.U.P. existante sur le territoire communal en A.V.A.P. et a procédé à l'élection des membres composant la commission locale A.V.A.P. (Commission Locale de l'Architecture et du Patrimoine).

Cette commission locale a été renouvelée à la suite des élections municipales par délibération du Conseil Municipal de la commune de Pertuis n° 14.URBA.118 du 15 avril 2014.

La loi n°2015-925 du 7 juillet 2015 relative à la création de l'architecture et au patrimoine et son décret d'application n°2017-456 ont substitué à l'ensemble des périmètres de protection du patrimoine un outil unifié dénommé Site Patrimonial Remarquable (SPR).

Néanmoins, l'article 25 du décret susmentionné précise que les A.V.A.P. en cours de réalisation « sont instruits conformément aux dispositions réglementaires applicables antérieurement à cette date » permettant à la commission locale A.V.A.P. de la commune de Pertuis de perdurer.

Parallèlement, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce depuis le 1er janvier 2018, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires. Par délibération n°17-DU-390 du 5 décembre 2017, la commune de Pertuis a demandé la poursuite de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Par délibération n°014-URB-3572/18CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a acté la reprise de cette même procédure. Suite au décès d'une conseillère municipale de la commune de Pertuis, également membre de la commission locale A.V.A.P. de la commune, il convient donc de procéder au renouvellement de cette commission locale en tenant compte de la nouvelle répartition des compétences.

L'article 28 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et l'article 1 du décret n°2011-1903 du 19 décembre 2011 relatif aux A.V.A.P. organisent la composition de la commission locale autour de :

- Des représentants de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale intéressé ;
- Le Préfet ou son représentant ;
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant ;
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles ou son représentant ;
- Des personnes qualifiées, d'une part, au titre de la protection du patrimoine et, d'autre part, au titre des intérêts économiques concernés.

Outre les membres de droit de la commission locale A.V.A.P. (Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur de la DREAL et Monsieur le Directeur Régional de la DRAC) et en accord avec Monsieur le Maire de

Pertuis, Roger Pellenc, il est proposé de renouveler les membres élus de la commission locale de l'A.V.A.P. de Pertuis en adoptant la composition suivante :

- Monsieur Henri PONS, Vice-Président Délégué Stratégie et Aménagement du Territoire, SCOT et Schéma d'Urbanisme, Conseiller du Territoire du Pays Salonais, Maire d'Eyguières,
- Monsieur Guy ALBERT, Conseiller de la Métropole, Vice-Président du Territoire du Pays d'Aix, Maire de Jouques,
- Monsieur Philippe CHARRIN, Conseiller de la Métropole, Vice-Président du Territoire du Pays d'Aix, Maire de Vauvenargues,
- Monsieur Jean-François CORNO, Conseiller de la Métropole, Conseiller du Territoire du Pays d'Aix, Maire de Rognes,
- Monsieur Olivier FREGEAC, Conseiller de la Métropole, Vice-Président du Territoire du Pays d'Aix, Maire de Peyrolles-en-Provence,
- Monsieur Michel LEGIER, Conseiller de la Métropole, Conseiller du Territoire du Pays d'Aix, Maire du Tholonet,
- Monsieur Roger PELLENC, Conseiller de la Métropole, Vice-Président du Territoire du Pays d'Aix, Maire de Pertuis.

Par ailleurs, les personnalités qualifiées au titre de la protection du patrimoine :

- Monsieur Jean-Marie FRAISSET
- Madame Angèle MANENTI

et au titre des intérêts économiques, désignées par délibération n° 14.URBA.118 du Conseil Municipal de la commune de Pertuis du 15 avril 2014, restent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement notamment son article 28 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, de l'architecture et au patrimoine ;
- Le décret n°2011-1903 du 19 décembre 2011 relatif aux Aires de mises en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine notamment son article 1 ;
- Le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux

monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables notamment son article 25 ;

- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Pertuis n°2007-CTM-091 du 19 décembre 2007 approuvant la Z.P.P.A.U.P. ;
- La délibération n° 13.URBA.099 du Conseil Municipal de la commune de Pertuis du 22 mai 2013, actant la transformation de la Z.P.P.A.U.P. existante sur le territoire communal en A.V.A.P. et procédant à l'élection des membres composant la commission locale A.V.A.P. (CLAVAP) prévue par le Code du Patrimoine ;
- La délibération n° 14.URBA.118 du Conseil Municipal de la commune de Pertuis du 15 avril 2014 renouvelant la composition de la CLAVAP ;
- La délibération n°014-URB-3572/18CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, actant la poursuite de la procédure d'AVAP.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Commission Locale A.V.A.P. de la commune de Pertuis nécessite d'être renouvelée du fait du décès de l'un de ses membres.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce depuis le 1er janvier 2018, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le renouvellement de la commission locale A.V.A.P. de la commune de Pertuis.

Article 2 :

Il est pris acte que les représentants suivants sont désignés membres de la commission locale A.V.A.P. de Pertuis :

- Monsieur Henri PONS, Vice-Président Délégué Stratégie et Aménagement du Territoire, SCOT et Schéma d'Urbanisme, Conseiller du Territoire du Pays Salonais, Maire d'Eyguières,
- Monsieur Guy ALBERT, Conseiller de la Métropole, Vice-Président du Territoire du Pays d'Aix, Maire de Jouques,
- Monsieur Philippe CHARRIN, Conseiller de la Métropole, Vice-Président du Territoire du Pays d'Aix, Maire de Vauvenargues,
- Monsieur Jean-François CORNO, Conseiller de la Métropole, Conseiller du Territoire du Pays d'Aix, Maire de Rognes,
- Monsieur Olivier FREGEAC, Conseiller de la Métropole, Vice-Président du Territoire du Pays d'Aix, Maire de Peyrolles-en-Provence,

- Monsieur Michel LEGIER, Conseiller de la Métropole, Conseiller du Territoire du Pays d'Aix, Maire du Tholonet,
- Monsieur Roger PELLEN, Conseiller de la Métropole, Vice-Président du Territoire du Pays d'Aix, Maire de Pertuis.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 604

AVIS- Approbation de la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix Durance pour l'année 2020, relative à l'attribution d'une subvention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L121-3 du Code de l'Urbanisme pose le principe du partenariat de l'Etat avec les collectivités territoriales au sein des agences d'urbanisme dans la mesure où ces structures ont pour vocation de permettre la conduite en commun des politiques publiques dans un but d'intérêt général.

Les agences fournissent un cadre commun pour la réalisation d'études et la conduite de certaines missions par les collectivités compétentes :

- l'observation et l'analyse des évolutions urbaines,
- la préparation des projets d'agglomération, métropolitains et territoriaux,
- la contribution à la définition des politiques d'aménagement et de développement, ainsi que l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les Schémas de Cohérence Territoriale et les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux.

Pour ce faire, elles établissent un programme partenarial élaboré en associant l'ensemble des membres qui peuvent en utiliser les résultats. Ce programme répond à des enjeux intéressant directement ou indirectement l'ensemble des adhérents et à des besoins de connaissances partagées.

Il peut être élaboré pour une durée de trois ans et peut s'intégrer dans un projet d'agence. Les missions conduites en commun, noyau dur de l'activité de l'agence, justifient l'octroi de subventions de la part de l'Etat en accompagnement de celles accordées par chacune des autres collectivités et organismes publics membres.

La Métropole Aix-Marseille Provence, l'Etat et la Ville d'Aix-en Provence, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une Association loi 1901, l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun, dans l'esprit de l'article L.110 du Code de l'Urbanisme qui dit notamment : « Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). Les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

En effet, il est apparu indispensable pour l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de suivre les évolutions urbaines et de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement du territoire métropolitain.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA), a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en matière d'urbanisme réglementaire relative à la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres ;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Dans ce cadre et afin de poursuivre le travail engagé, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter pour l'année 2020 une aide 1 555 000 euros à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance sous la forme d'une subvention de fonctionnement et d'investissement.

Une démarche partenariale a été engagée par la Métropole Aix-Marseille Provence et les Agences d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) et de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) afin d'aboutir à la création d'une agence d'urbanisme Métropolitaine. La convention ci-annexée couvre l'année 2020, mais sera résiliée de plein droit lors de la création de l'agence d'urbanisme métropolitaine.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN - 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la subvention en totalité avant le 31 décembre 2020 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L121-3 et suivants,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM ;
- La délibération du 27 juillet 1994 relative à l'adhésion de la Communauté de Communes du Pays d'Aix à l'AUPA ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA).

Article 2 :

La subvention accordée à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA), au titre de l'exercice 2020 est de 1 555 000 euros sous réserve de

l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 3 :

Par dérogation au Règlement budgétaire et financier de la Métropole, le paiement interviendra sur demande de l'Agence selon les modalités suivantes

- 30% soit 466 500 euros, au cours de 1er trimestre 2020,
- 50% soit 777 500 euros, au cours du 2ème trimestre 2020,
- 20% soit 311 000 euros, au cours du 4ème trimestre 2020.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, sur les lignes budgétaires suivantes :

Budget Métropole : 532 551 euros - Nature 65748
Sous Politique C 110- Fonction 518
EST CT2 : - 208 000 euros - Nature 65748
- 814 449 euros Nature 4581 Opération D17 19 AP

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 605

AVIS- Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence – Engagement de la modification n°7

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution approuvées ou en cours d'élaboration.

Par courrier du Maire d'Aix-en-Provence du 15 octobre 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de la Présidente l'engagement d'une procédure de modification n°7 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence afin d'adapter l'Orientatation d'Aménagement et de Programmation n°2 Barida ainsi que le règlement du Plan Local d'Urbanisme aux évolutions du parti d'aménagement du secteur de Barida.

Les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification, conformément aux dispositions des articles L.153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;

- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier du Maire d'Aix-en-Provence du 15 octobre 2019 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification n°7 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Aix-en-Provence a sollicité l'engagement de la procédure de modification n°7 de son Plan Local d'Urbanisme pour adapter l'Orientatation d'Aménagement et de Programmation n°2 Barida ainsi que le règlement du Plan Local d'Urbanisme aux évolutions du parti d'aménagement du secteur de Barida.
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

L'engagement de la procédure de modification n°7 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est sollicité du Président de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69

Abstentions	4
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	65
Majorité absolue	33
Pour	65
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre
- LENFANT Gaëlle

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

de BUSSCHERE Charlotte

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 606

AVIS- Instauration d'un périmètre d'étude sur Les Jalassières à Eguilles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La zone d'activités d'Eguilles, forte de ses 230 entreprises, est une zone très attractive. En effet avec un taux de croissance annuel moyen de 5,5 % sur les 5 dernières années (+ 500 emplois en 5 ans), elle a le taux de croissance le plus élevé du bassin d'emploi (hors ZAE aixoises). Elle connaît néanmoins des difficultés en termes de trafic, de stationnement, de réseaux et d'organisation interne. Il convient de réfléchir sur l'aménagement global du secteur, sur les connexions à mettre en place avec les quartiers la jouxtant, et accompagner les secteurs en mutation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune et les services de l'Etat engagent une réflexion conjointe sur le secteur des Jalassières avec l'appui de l'agence d'urbanisme du Pays d'Aix et l'EPF. L'instauration d'un périmètre d'étude permettrait de maîtriser l'utilisation du droit des sols dans le secteur concerné par le projet.

En effet, l'article L424-1 du Code de l'Urbanisme permet de surseoir à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, des constructions ou des installations à réaliser lorsque ceux-ci sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution de travaux publics, dès lors que la mise à l'étude d'un projet a été prise en considération et les terrains affectés par ce projet ont été délimités.

Cette décision de prise en considération est valable 10 ans à compter de son entrée en vigueur.

Ainsi un sursis à statuer peut-être prononcé à chaque demande d'autorisation comprise dans le périmètre défini. Chaque décision doit être motivée et ne peut excéder deux ans. A l'expiration de ce délai l'autorité compétente rend sa décision. Si cette dernière aboutit à un refus d'autorisation de construire ou d'utiliser le sol, les propriétaires peuvent mettre en demeure la Métropole de procéder à l'acquisition de leur terrain.

Conformément à l'article R424-24 du Code de l'Urbanisme, la décision de prise en considération produit ses effets juridiques après exécution des mesures de publicités. En application des dispositions de l'article R151-52, le périmètre est à annexer au PLU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° URB 007-1225/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 décembre 2016 approuvant la convention d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation entre la Métropole, L'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune d'Eguilles sur le secteur des Jalassières d'une superficie de 72 hectares environ ;
- La délibération n° 035-2017 du 21 mars 2017 du Conseil municipal de la commune d'Eguilles approuvant son Plan local d'Urbanisme ;
- La délibération n°098/2017 du Conseil Municipal d'Eguilles du 14 décembre 2017 instaurant le droit de préemption urbain notamment sur le secteur des Jalassières ;
- La délibération n°FAG 129-3148/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant les conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Eguilles transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2018_CT2_515 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 Novembre 2018 instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur le secteur des Jalassières ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il peut être sursis à statuer sur la demande de permis ou, en cas d'opposition ou de prescriptions, sur la déclaration préalable lorsque des travaux, des constructions ou des installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution de travaux publics, dès lors que la mise à l'étude d'un projet de travaux publics a été prise en considération par l'autorité compétente et que les terrains affectés par ce projet ont été délimités.

Délibère

Article 1 :

Est prise en considération la mise à l'étude du projet de réaménagement du secteur des Jalassières à Eguilles.

Article 2 :

Le périmètre d'étude ayant pour objet le projet de réaménagement du secteur des Jalassières à Eguilles est délimité sur le document joint à la présente délibération.

Article 3 :

La décision de prise en considération de la mise à l'étude sera affichée au siège de la Métropole et en Mairie d'Eguilles. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le lieu où le dossier pourra être consulté.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toute mesure pour la réalisation et la mise en œuvre de ce projet.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 607

AVIS- Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet -Abrogation partielle de la délibération portant poursuite par la Métropole d'une procédure de Révision allégée n°1 du PLU engagée par la commune et engagement d'une procédure de Révision allégée n°1

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU° et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2 I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Compte tenu des transferts de compétence intervenus le 1er janvier 2018 et conformément à l'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme, la Métropole peut achever toute procédure d'évolution d'un Plan Local d'urbanisme en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Dans ce contexte, il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet a été approuvé lors du Conseil Municipal du 13 mars 2017.

La commune de Mimet avait prescrit avant le 1er janvier 2018, par délibération du Conseil Municipal n°2017/115 du 13 décembre 2017, une procédure de révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme.

Suite au transfert de la compétence en matière d'aménagement du territoire métropolitain à la

Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble du territoire de ses communes membres au 1er janvier 2018, le Conseil Municipal de Mimet par délibération n°2017/116 du 13 décembre 2017 a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1er janvier 2018.

En conséquence, par délibération n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, la Métropole a décidé de poursuivre la procédure ci-avant rappelée de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet. Il est à noter que cette délibération concerne la poursuite des procédures de révisions allégées engagées sur l'ensemble des communes du Pays d'Aix.

Le projet initial de la révision allégée n°1 nécessitait des corrections qui ne pouvaient être reprises au stade d'avancement de ladite procédure à savoir en phase d'arrêt du projet avec un bilan de concertation tiré au préalable. Ainsi, par courrier du Maire, la commune de Mimet a sollicité l'abrogation de la procédure révision allégée n°1 de son PLU.

Compte tenu de ces circonstances, il est nécessaire d'abroger partiellement la délibération précitée du Conseil de la Métropole URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 en ce qu'elle décidait la poursuite de la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Mimet, ainsi que toutes les autres délibérations afférentes.

Il est cependant nécessaire d'engager une nouvelle procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Mimet.

Le Conseil de la Métropole a défini, par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, la répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures dite de révision allégée des documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par courrier, le Maire de Mimet a fait part à Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la nécessité d'engager une nouvelle procédure de révision allégée n°1 du document d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la commune de Mimet.

Il s'agit en effet, de permettre l'installation d'activités commerciales de proximité, de services ou d'équipements publics, qui créent des emplois et apportent des services au quotidien pour les Mimétains.

Les zones dédiées à ces activités dans le PLU (UF) sont localisées aux Fabres et à la Tour au pied du Village. Ces secteurs sont totalement bâtis et offrent peu de foncier disponible pour favoriser l'implantation

de nouvelles entreprises commerciales de proximité, de services ou d'équipements.

Tout en respectant les objectifs et les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU, il s'agit de classer du foncier non bâti maîtrisé par la Commune dans le zonage urbain dédié aux commerces et services de proximité ainsi qu'aux équipements publics (UF).

Ce projet de révision concerne une partie des parcelles Section AC n°169, 182 et 184 situées Route du Puits Gérard à proximité du rond-point Sire Marin.

Conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme « *lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le Plan d'Aménagement et de Développement Durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'État, de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9* ».

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du PADD mais qu'elle réduit une zone naturelle et forestière, il convient de prescrire une révision dite « allégée ».

Dans le cadre de cette révision allégée, les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation doivent être définis, conformément aux articles L.103-2, L.103-3, L.153-33 du Code de l'Urbanisme.

- Les objectifs poursuivis par la révision allégée n°1 sont les suivants :

Permettre l'installation d'activités commerciales de proximité, de services ou d'équipements publics, et classer pour cela du foncier non bâti maîtrisé par la commune dans le zonage urbain dédié aux commerces, aux services de proximité et aux équipements publics (UF).

- Les modalités de concertation :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix et dans un journal diffusé dans le département,
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune de Mimet situé XXX, d'un registre papier destiné à recueillir les observations du public. Ce registre sera mis à disposition pendant une période d'au moins un mois conformément aux dates de

concertation définies dans l'avis de concertation,

- Mise à disposition d'un registre dématérialisé de concertation ainsi que d'une adresse électronique dédiée à recueillir les observations du public,
- Mise à disposition au service de la commune de Mimet situé XXX et sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix d'un dossier des études en cours, complété en fonction de l'état d'avancement des études, et ce, jusqu'à ce que le Conseil de Métropole tire le bilan de la concertation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Mimet du 13 mars 2017 approuvant le PLU de la commune ;
- La délibération du Conseil Municipal n°2017/115 du 13 décembre 2017 de la commune de Mimet prescrivant la procédure initiale de révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil Municipal n°2017/116 du 13 décembre 2017 la commune de Mimet donnant accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuive la procédure initiale de révision allégée n°1 ;
- La délibération n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, dans laquelle la Métropole décide de poursuivre la procédure la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet ;
- Le courrier du Maire de la commune de Mimet sollicitant de la Métropole l'abrogation de la procédure initiale de révision allégée n°1 de son PLU ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 sur la répartition des compétences à respecter dans le cadre des

procédures dite de révision allégée des documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- Le courrier du Maire de la commune de Mimet sollicitant de la Métropole l'engagement d'une nouvelle procédure de révision allégée n°1 de son PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 28 novembre 2019 donnant pouvoir au Président du Territoire de convoquer les conférences des maires dans le cadre de la procédure de révision allégée n°1 du PLU de Mimet ;
- La conférence des Maires du Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 au cours de laquelle ont été examinées les modalités de collaboration entre la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix et le maire de la commune de Mimet ;
- La délibération du Conseil de Territoire du 12 décembre 2019 relative à la définition des modalités de collaboration dans le cadre de la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Mimet ;
- L'avis du Conseil de Territoire du 12 décembre 2019 sur l'engagement de la procédure de révision allégée n°1 du PLU de Mimet ;
- Le PLU de la commune de Mimet et ses évolutions successives en vigueur.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Maire de la commune de Mimet a sollicité l'abrogation de la procédure initiale de révision allégée n°1 de son PLU.
- Que le maire de la commune de Mimet a sollicité l'engagement d'une nouvelle procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Mimet.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de révision allégée.

Délibère

Article 1 :

Il est pris acte de la demande formelle de la commune de Mimet exprimée par courrier de son maire sollicitant la renonciation de la Métropole Aix-

Marseille-Provence à poursuivre la procédure de révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme.

Article 2 :

Est approuvé l'arrêt de la procédure de révision allégée n°1 du Local d'Urbanisme de la commune de Mimet engagée par délibération n°2017/115 du Conseil Municipal de la commune de Mimet du 13 décembre 2017 et poursuivie par la Métropole Aix-Marseille-Provence en vertu de la délibération n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018.

Article 3 :

En conséquence, est abrogée la phrase relative à la poursuite des procédures, contenue dans l'article 2 de la délibération n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 à savoir :

« - Commune de Mimet : Révision Allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Mimet, engagée le 13 décembre 2017 par délibération du Conseil Municipal .

Article 4 :

Est prescrite la révision n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet selon la procédure de révision allégée conformément à l'article L. 153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 5 :

Sont fixés les objectifs de la révision allégée n°1 tels qu'exposés ci-dessus.

Article 6 :

Sont définies les modalités de concertation telles que présentées ci-dessus.

Article 7 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie de Mimet.
- mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le Département.
- publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 608

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet - Révision allégée n°1 - Définition des modalités de collaboration avec la commune

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la révision allégée des PLU et des POS entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

La commune de Mimet avait prescrit avant le 1^{er} janvier 2018, par délibération du Conseil Municipal n°2017/115 du 13 décembre 2017, une procédure initiale de révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme.

Suite au transfert de la compétence en matière d'aménagement du territoire métropolitain à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble du territoire de ses communes membres au 1^{er} janvier 2018, le Conseil Municipal de Mimet par délibération n°2017/116 du 13 décembre 2017 a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018.

En conséquence, par délibération n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, la Métropole a décidé de poursuivre la procédure ci-avant rappelée de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet. Il est à noter que cette délibération concerne la poursuite des procédures de révisions allégées engagées sur l'ensemble des communes du Pays d'Aix.

Toutefois, le Maire de la commune de Mimet a sollicité, par courrier, l'abrogation de la procédure initiale de révision allégée n°1 de son PLU.

Il est cependant nécessaire d'engager une nouvelle procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Mimet.

Conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme « *lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le Plan d'Aménagement et de Développement Durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'État, de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9* ».

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du PADD mais qu'elle réduit une zone naturelle et forestière, il convient de prescrire une révision dite « allégée ».

L'article L.134-13 du Code de l'Urbanisme prévoit que le « Conseil de Territoire est chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration et toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. Il prépare les actes de procédures nécessaires.

Par dérogation à l'article L.153-8, le Conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes...».

Une conférence intercommunale du Territoire doit donc ainsi être organisée et permettra l'examen des modalités à retenir pour la mise en œuvre de cette collaboration.

Au cours de cette conférence, les propositions formulées ont été examinées.

Les modalités de collaboration entre la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune de Mimet, débattues en conférence intercommunale, ont été finalisées comme suit :

Deux réunions ont été prévues afin d'examiner :

- 1- Les propositions de la traduction réglementaire du projet de révision allégée,
- 2- Les éventuelles adaptations du projet de révision allégée après enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier du Maire de la commune de Mimet sollicitant l'abrogation de la procédure initiale de révision allégée n°1 de son PLU et sollicitant l'engagement une nouvelle procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Mimet ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet et ses évolutions successives en vigueur ;
- L'avis de la commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme.
- Que le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution de document d'urbanisme.
- Que la commune de Mimet a sollicité, par courrier, l'engagement d'une nouvelle procédure de révision allégée n°1.
- Les modalités de collaboration entre la Métropole – le Territoire du Pays d'Aix et la commune de Mimet dans le cadre de la nouvelle procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Mimet.

Délibère

Article unique :

Sont arrêtées les modalités de collaboration entre la Métropole – le Territoire du Pays d'Aix et la commune de Mimet dans le cadre de la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Mimet telles que présentées ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 609

AVIS- EcoQuartier Ballon à Meyreuil - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) tripartite entre la Métropole, la Commune et Monsieur Carbonel

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 3 juillet 2017, le Conseil Municipal de Meyreuil a approuvé le dossier de Projet Urbain Partenarial PUP Ballon, actualisé par délibération du 12 décembre 2017.

Ce dossier comporte notamment le programme des équipements publics à mettre en place dans la zone 5AU de Ballon, afin de permettre le développement de son urbanisation. Conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le montant des participations du PUP a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité.

Ces participations sont adossées à la surface de plancher générée par chaque projet :

- 80€/m² de sdp pour les logements locatifs sociaux,
- 180€/m² pour les logements en accession en collectifs ;
- 200€/m² pour les maisons individuelles groupées en accession ;
- 250€/m² pour les lots à bâtir (120 m² de sdp par lot).

Par ailleurs, en vertu de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, la Commune a décidé d'exonérer de taxe d'aménagement, pendant 10 ans, les constructions édifiées dans le périmètre du PUP.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de

l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée à compter du 1er janvier 2018 à conclure des conventions de projet urbain partenariat en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 22 mars 2018, le Conseil de Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1er janvier 2018. Il a également été décidé de conclure des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Ces conventions ont pour objectif d'établir un interlocuteur unique en confiant aux communes à la fois la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des équipements publics situés dans le périmètre du PUP et la perception des participations versées par les constructeurs en les affectant à la réalisation de chaque catégorie d'équipements (ceux relevant de la compétence des communes et ceux relevant de la compétence de la Métropole).

La convention de TTMO relative au PUP de l'Ecoquartier Ballon a donc été approuvée par le Conseil de Métropole lors de cette même séance du 22 mars 2018, puis par la Commune lors du Conseil Municipal du 30 mars 2018.

Cette convention prévoit donc, dans son plan de financement les participations du PUP liées aux équipements relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ainsi que leur perception par la commune de Meyreuil.

Ce PUP, divisé en 7 îlots, est réalisé en deux phases. La première phase aujourd'hui terminée a fait l'objet de trois conventions. Elles concernaient des opérations de construction sur les îlots 1, 2 3 et 5. La deuxième phase du PUP a démarré sur les îlots 4, 6 et 7, avec une première convention signée pour la construction de 178 logements.

Aujourd'hui, le propriétaire de la partie nord de l'îlot 7, Monsieur Carbonnel, souhaite développer un projet de 8 villas individuelles pour une surface de plancher totale de 800 m² (100 m² par villa)

Conformément au plan de financement du PUP, la participation de l'opérateur s'élève à 200 000 € et sera versée directement à la commune de Meyreuil.

Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention tripartite PUP ci-jointe, qui détermine la participation du constructeur aux équipements publics rendus nécessaires par son programme de construction, et ainsi de poursuivre cette opération d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L332-11-3 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 001-3517/18/BM du Bureau de Métropole du 22 mars 2018, approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- La délibération URB 012-3646/18C/CM du Conseil de Métropole du 22 mars 2018 sur le Projet Urbain Partenarial PUP et la poursuite des opérations engagées par les communes ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La convention PUP ci-jointe.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération du PUP Eco quartier Ballon a été engagée avant le 1^{er} janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.
- Qu'une convention TTMO pour ces travaux a été signée entre la Métropole et la Commune de Meyreuil.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Meyreuil, et Monsieur Carbonnel pour la mise en œuvre de son programme sur la partie nord de l'îlot 7 de l'Ecoquartier Ballon.

Article 2 :

Sont exclues les constructions édifiées dans le périmètre du PUP du champ d'application de la taxe d'aménagement pour une durée de 10 ans.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention PUP ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 610

AVIS- Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont à Pertuis - Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation d'équipements nécessaires à l'opération

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC du Jas de Beaumont située sur la commune de Pertuis a été créée par le Conseil de la Métropole le 17 octobre 2016.

Ce projet d'aménagement de 14 hectares est situé sur un site plus important de 42 hectares déclaré d'intérêt communautaire par la Communauté du Pays d'Aix en 2014 et classé en ZAD au titre de l'accueil du projet Iler depuis 2007. A ce titre, il a fait l'objet d'une intervention foncière de l'EPF PACA par le biais de convention pour la constitution de réserves

foncières. Ce secteur est identifié comme stratégique pour le développement de l'habitat. Son urbanisation sera phasée dans le temps avec une première ZAC qui porte sur la réalisation d'un Eco Quartier d'environ 400 logements dont 40 % de logements locatifs sociaux, un parc urbain de 2 ha, des espaces publics et des commerces et services de proximité.

Par délibération du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a validé le principe du recours à la concession d'aménagement et a approuvé le lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement. La procédure est en cours et l'aménageur devrait démarrer ses études dans le courant de l'année 2020.

Ce projet d'aménagement s'intégrera pleinement dans son environnement. A ce titre, la Commune de Pertuis conduit actuellement un programme de requalification d'une partie de ses voiries, incluant le boulevard Jean Guigues, qui borde la ZAC du Jas de Beaumont au Sud.

La ZAC du Jas de Beaumont s'inscrit dans le cadre plus global du développement du quartier du Jas de Beaumont. Ce dernier nécessite, afin de garantir un fonctionnement fluide et sécurisé à long terme, la création d'un giratoire qui servira d'accès principal à la ZAC sur le boulevard Jean Guigues. Afin de garantir une homogénéité dans le traitement des espaces, mais aussi pour éviter les interactions entre les opérations, éviter d'intervenir ultérieurement sur des aménagements neufs et ne pas modifier en profondeur le projet de la Commune, il a été convenu que le giratoire d'accès à la ZAC serait réalisé par la Commune de Pertuis dans le cadre de son opération globale, par le biais d'une convention spécifique.

Cette convention, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtira la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO), fondée sur les dispositions de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de cette convention, la Commune assumera la maîtrise d'ouvrage de l'opération et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celle-ci.

Le montant estimé des travaux s'élève à 730 000€HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de la Commande Publique et notamment son article L2422-12 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 031-1111/16/CM du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 décidant la création de la ZAC du Jas de Beaumont ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Pertuis en date du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Pertuis portant sur l'opération de création d'un giratoire d'accès à la ZAC du Jas de Beaumont sur le boulevard Jean Guigues.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de TTMO ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix (06) en dépense d'investissement : opération budgétaire 4581162612 nature 204182, fonction 61, autorisation de programme DI6124AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire - Opérations d'aménagement

2019 CT2 611

AVIS - Quartier Ferrini à Aix en Provence - Approbation du périmètre de projet Urbain Partenarial (PUP) - Approbation du programme des équipements publics et de leur financement - Durée d'exonération de la taxe d'aménagement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le PLU de la Commune d'Aix-en-Provence, approuvé le 23 juillet 2015, a notamment pour objectif de limiter l'étalement urbain en privilégiant la mutation du tissu urbain existant, tout en diversifiant l'offre de logement pour répondre au besoin de mixité et ainsi relâcher la tension sur le marché du logement. En effet, le dynamisme économique et l'attractivité du territoire impliquent des difficultés de logement pour les actifs notamment, auxquelles il convient d'apporter les réponses appropriées. Ainsi, des zones UD (zone urbaine d'intensification douce) et UM (zone urbaine d'intensification maîtrisée) ont été définies notamment dans le secteur du Pont de l'Arc.

Ce secteur, situé en limite d'urbanisation Sud d'Aix-en-Provence, a connu un développement soutenu ces dernières années et est en pleine mutation. Il accueille notamment les nouveaux aménagements d'Aix-Marseille-Université (site de la Pauliane, campus regroupant les enseignements d'économie et de gestion ainsi que des logements étudiants) et l'Hôpital Privé de Provence y a ouvert ses portes au début de l'été 2019.

Aujourd'hui deux nouveaux projets immobiliers se développent à proximité, le long de l'avenue Fortuné Ferrini, projetant la réalisation au total de 118 logements, soit environ 8 300m² de surface de plancher et il est nécessaire de réaliser des travaux d'aménagement de voirie pour sécuriser les flux jusqu'aux principaux équipements situés à proximité. Il est proposé d'instaurer un périmètre de Projet Urbain Partenarial pour faire financer les équipements publics nécessaires à l'urbanisation du site par les différents propriétaires fonciers, lotisseurs, aménageurs ou constructeurs, en

application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, en respectant les principes de nécessité et de proportionnalité.

Le périmètre couvre une superficie d'environ 1,76 hectares, situé de part et d'autre de l'avenue Ferrini, et classé au PLU en partie en zone UM et en partie en zone UD. Une zone N est en partie entourée par le périmètre du projet, notamment autour d'une bastide existante. Ce périmètre est délimité par le plan annexé à la présente délibération, et comprend les parcelles suivantes : HX0121 (en partie), HX0122, EY0041, EY0042, EY0131 (en partie), EY0146, EY0153, EY0154, EY0175, EY0176 (en partie), EY0270 (en partie) et EY0272 (en partie).

Les aménagements de voirie sur ce secteur vont permettre de sécuriser les déplacements doux (piétons, cycles...) et les flux de véhicules le long de l'avenue Ferrini. Ils permettront donc aux futurs habitants des opérations projetées de bénéficier de bonnes conditions d'accès aux commerces et services situés à proximité immédiate.

Le programme des équipements publics destinés à répondre aux besoins des futurs habitants a été estimé à 2 500 000 € HT (soit 3 000 000 € TTC), y compris les frais afférents aux études et aux chantiers. Le détail de ce programme, la maîtrise d'ouvrage et son financement sont décrits dans le dossier annexé au présent rapport.

Sur ce projet, seule la Commune d'Aix-en-Provence est maître d'ouvrage du projet. Les études ont été conduites durant l'année 2019 et les travaux relevant de la première phase doivent être livrés dans le courant de l'année 2020. Toutefois, de part ses compétences, il revient à la Métropole de délibérer sur la création d'un périmètre de PUP.

Les opérateurs participeront au financement des équipements publics réalisés au prorata des besoins générés par leurs opérations, soit une quote-part fixée à 54 % de cette dépense. Le total des participations attendues s'élève donc à 1 350 000€.

Les projets menés par chacun des constructeurs au sein du périmètre du PUP QUARTIER FERRINI, feront chacun l'objet d'une convention de PUP spécifique qui fixera les conditions et les modalités de prise en charge financière des équipements publics. La participation de PUP de chaque opérateur est en effet modulée selon la typologie des logements et notamment la réalisation de logements sociaux.

De ce fait, l'opérateur du projet immobilier sur le tènement foncier situé au Nord de l'avenue Ferrini et qui ne réalise pas de logements sociaux, participe à hauteur de 370 000€, et l'opérateur du projet situé sur le tènement Sud qui réalise environ 40 % de LLS dans son programme immobilier participe pour sa part à hauteur de 980 000€.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans un périmètre de PUP sont exonérées de la taxe

d'aménagement. La durée d'exonération de la taxe d'aménagement concernant les constructions réalisées dans le périmètre du PUP est de 10 ans à compter du certificat d'affichage de la mention de la signature de la convention PUP établi par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de réaliser l'opération dite « PUP QUARTIER FERRINI » en vue de développer l'offre de logements sur la Commune d'Aix-en-Provence.
- La nécessité de réaliser les travaux d'équipements publics mentionnés ci-dessus qui vont bénéficier aux futurs habitants et usagers des programmes immobiliers.
- Que ces travaux seront financés via un PUP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le périmètre du PUP QUARTIER FERRINI, tel qu'il est annexé à la présente délibération, et couvre une superficie d'environ 1,76 hectares.

Article 2 :

Le programme des équipements publics à réaliser est approuvé selon le principe de nécessité et de proportionnalité entre les équipements publics et les besoins des futurs habitants et usagers des constructions à édifier, ainsi que le mode de répartition entre les différentes opérations de constructions successives.

Article 3 :

La durée d'exonération de la taxe d'aménagement est fixée à 10 ans à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 612

AVIS - Quartier Ferrini à Aix en Provence - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) tripartite entre la Métropole, la Commune et Kaufman and broad Méditerranée

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le PLU de la Commune d'Aix-en-Provence, approuvé le 23 juillet 2015, a notamment pour objectif de limiter l'étalement urbain en privilégiant la mutation du tissu urbain existant, tout en diversifiant l'offre de logement pour répondre au besoin de mixité et ainsi relâcher la tension sur le marché du logement. En effet, le dynamisme économique et l'attractivité du territoire impliquent des difficultés de logements pour les actifs notamment, auxquelles il convient d'apporter les réponses appropriées.

Par délibération du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019, il est décidé d'instaurer un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur une zone en partie UD et en partie UM, dit « PUP QUARTIER FERRINI », sur une surface d'environ 1,76 hectares. En effet, les aménagements de voirie sur ce secteur vont permettre de sécuriser les déplacements doux (piétons, cycles...) et les flux de véhicules le long de l'avenue Ferrini. Ils permettront donc aux futurs habitants des opérations projetées de bénéficier de bonnes conditions d'accès aux commerces et services situés à proximité immédiate.

Ainsi, il est décidé que l'ensemble des équipements publics rendus nécessaires par l'opération seront financés dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial. Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est de 2 500 000 € HT sur l'ensemble du périmètre de PUP. La quote-part des opérateurs privés est fixée à 54 % de cette dépense. Le total des participations attendues s'élève donc à 1 350 000€. En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux est réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité.

Sur le périmètre du PUP, deux programmes immobiliers représentant en totalité 118 logements dont 36 logements sociaux ont été élaborés. Ces projets développeront une surface de plancher prévisionnelle d'environ 8 300m² de surface de plancher.

Kaufman and Broad Méditerranée entend développer un programme d'environ 28 logements, soit environ 1 975 m² de surface de plancher, sans logements sociaux.

Ainsi, la participation totale de l'opérateur est de 370 000€. Il s'agit uniquement d'une participation en numéraire, calculée selon la surface de plancher générée par l'opération au regard de la surface de plancher totale développée dans le périmètre du PUP et de la typologie de logements.

La participation totale de l'opérateur est de l'ordre de 187€/m² de surface de plancher.

Le dossier de PUP présentant le programme des équipements publics, le programme prévisionnel des constructions et la répartition financière sont joints à la convention de PUP ci annexée.

L'autorité compétente pour signer la convention est la collectivité compétente en matière de PLU, soit la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, les équipements publics à réaliser sont sous maîtrise d'ouvrage de la Commune. Les études ont été conduites durant l'année 2019, et les travaux relevant de la première phase doivent être livrés dans le courant de l'année 2020. La convention de PUP prévoit donc que les participations seront directement perçues par la Commune.

La convention de PUP prévoit les modalités de versement de la participation.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à la convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe et ainsi engager la mise en œuvre de cette opération de construction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L332-11-3 et L332-11-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le périmètre de PUP, le programme des équipements publics et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement urbain de la commune.
- Qu'il nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics.
- Que ces travaux seront financés via un PUP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune d'Aix-en-Provence et Kaufman and Broad Méditerranée, ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, pour la mise en œuvre du projet « QUARTIER FERRINI » sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Article 3 :

Il est précisé qu'en application de l'article L. 332-11-4 du Code d'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage en mairie et au siège de la Métropole de la mention de la signature de la convention.

Vote sur le rapport

inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 613

AVIS - Quartier Ferrini à Aix en Provence - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) tripartite entre la Métropole, la Commune Bouygues Immobilier et Quartus

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le PLU de la Commune d'Aix-en-Provence, approuvé le 23 juillet 2015, a notamment pour objectif de limiter l'étalement urbain en privilégiant la mutation du tissu urbain existant, tout en diversifiant l'offre de logement pour répondre au besoin de mixité et ainsi relâcher la tension sur le marché du logement. En effet, le dynamisme économique et l'attractivité du territoire impliquent des difficultés de logements pour les actifs notamment, auxquelles il convient d'apporter les réponses appropriées.

Par délibération du conseil de Métropole du 19 décembre 2019, il est décidé d'instaurer un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur une zone en partie UD et en partie UM, dit « PUP QUARTIER FERRINI », sur une surface d'environ 1,76 hectares. En effet, les aménagements de voirie sur ce secteur vont permettre de sécuriser les déplacements doux (piétons, cycles...) et les flux de véhicules le long de l'avenue Ferrini. Ils permettront donc aux futurs habitants des opérations projetées de bénéficier de bonnes conditions d'accès aux commerces et services situés à proximité immédiate.

Ainsi, il est décidé que l'ensemble des équipements publics rendus nécessaires par l'opération seront financés dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial. Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est de 2 500 000 € HT sur

l'ensemble du périmètre de PUP. La quote-part des opérateurs privés est fixée à 54 % de cette dépense. Le total des participations attendues s'élève donc à 1 350 000€. En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux est réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité.

Sur le périmètre du PUP, deux programmes immobiliers représentant en totalité 118 logements dont 36 logements sociaux ont été élaborés. Ces projets développeront une surface de plancher prévisionnelle d'environ 8 300m² de surface de plancher.

Bouygues Immobilier et Quartus entendent développer un programme d'environ 90 logements dont 36 logements sociaux, soit environ 6 300 m² de surface de plancher.

Ainsi, la participation totale des opérateurs est de 980 000€. Il s'agit uniquement d'une participation en numéraire, calculée selon la surface de plancher générée par l'opération au regard de la surface de plancher totale développée dans le périmètre du PUP et de la typologie de logements.

La participation totale des opérateurs est de l'ordre de 155€/m² de surface de plancher.

Le dossier de PUP présentant le programme des équipements publics, le programme prévisionnel des constructions et la répartition financière sont joints à la convention de PUP ci-annexée.

L'autorité compétente pour signer la convention est la collectivité compétente en matière de PLU, soit la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, les équipements publics à réaliser sont sous maîtrise d'ouvrage de la Commune. Les études ont été conduites durant l'année 2019, et les travaux relevant de la première phase doivent être livrés dans le courant de l'année 2020. La convention de PUP prévoit donc que les participations seront directement perçues par la Commune.

La convention de PUP prévoit les modalités de versement de la participation.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à la convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe et ainsi engager la mise en œuvre de cette opération de constructions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L332-11-3 et L332-11-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-578/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le périmètre de PUP, le programme des équipements publics et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement.

•
**Où le rapport ci-dessus,
 Entendues les conclusions du Commissaire
 Rapporteur,**

Considérant

- Que le projet porté par les opérateurs répond aux enjeux de développement urbain de la commune.
- Qu'il nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics.
- Que ces travaux seront financés via un PUP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune d'Aix-en-Provence, Bouygues Immobilier et Quartus, ou toute personne physique ou morale que ces derniers se réservent de désigner, pour la mise en œuvre du projet « QUARTIER FERRINI » sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

La Présidente ou son représentant est autorisée à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Article 3 :

Il est précisé qu'en application de l'article L. 332-11-4 du Code d'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage en mairie et au siège de la Métropole de la mention de la signature de la convention.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 614

AVIS - Opération d'aménagement de Château Blanc à Ventabren – Acquisition des terrains ASF

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le projet d'aménagement du secteur de « Château-Blanc » avait été initié et piloté par la commune de Ventabren sur un tènement d'environ 13 hectares, divisé en deux tranches opérationnelles, délimité à l'Est par le Viaduc des « Pontails » qui surplombe le terrain et au Sud par l'autoroute A8.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole est en charge de la compétence portant sur la création, l'aménagement, et la gestion des zones d'activités sur l'ensemble de son territoire. Afin de préparer au mieux les conditions de transfert de l'opération, une convention de gestion avait été signée pour les exercices 2018 et 2019 entre la commune et la Métropole, avant la reprise de complète par la Métropole au 1^{er} janvier 2020.

Dès lors, dans le cadre de la réalisation de l'opération d'aménagement sur le secteur de Château-Blanc, des terrains concernés par le périmètre de cette future opération d'aménagement appartiennent à VINCI - Autoroutes du Sud de la France (ASF). Un compromis de vente avait été signé à cet effet en février 2018 entre la commune et les ASF. Il s'avère aujourd'hui que ce compromis est caduc et qu'il convient de relancer cette procédure d'acquisition.

Les parcelles concernées sont les suivantes, pour une superficie totale cadastrée de 30 411 m² :

BC n°156	11 088 m ²
BC n°162	590 m ²
BC n°167	2 438 m ²
BC n°200	16 295 m ²

Ces parcelles en friche, libres de toute occupation, sont situées en bordure du Chemin de Château-Blanc au pied du viaduc TGV, elles sont contiguës et forment un seul tenant.

Après accord des parties sur le montant de la cession, le prix de vente hors taxes sur la valeur ajoutée sur la marge s'élève à 214 000 €. Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée sur marge est de 33 760,39 €, soit un montant total de 247 760,39 € conformément à l'avis des services de France Domaine du 24 juillet 2019.

En contrepartie, la Métropole s'engage à permettre aux ASF de raccorder son aire d'autoroute sur le futur réseau d'eau potable et d'assainissement qui sera mis en œuvre dans le cadre de l'aménagement de la zone.

La Métropole prendra à sa charge les frais notariés inhérents à la signature de l'acte authentique.

Par conséquent, il est proposé que la Métropole procède à l'acquisition à titre onéreux des terrains appartenant à VINCI – ASF qui sont nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement de Château-Blanc à Ventabren.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-2 I ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n°2019-114V/1349 du 24 juillet 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Que l'acquisition des parcelles appartenant à VINCI – Autoroutes du Sud de la France est nécessaire pour la réalisation de la future opération d'aménagement de Château-Blanc sur la commune de Ventabren.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition auprès de VINCI - AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE des parcelles cadastrées BC n°156, 162, 167 et 200 d'une superficie totale de 30 411 m², pour un montant de 214 000 € hors taxes sur la valeur ajoutée sur marge, soit un montant total de 247 760,39 €.

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le compromis de vente et l'acte authentique relatif à cette acquisition, et tous documents nécessaires à cette acquisition.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix (03), en section de fonctionnement : Chapitre 011, Nature 6015, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 615

AVIS - Approbation du périmètre de projet Urbain Partenarial (PUP) pour le Quartier Saint Victor à Cabriès - Approbation du programme des équipements publics et de leur financement - Durée d'exonération de la taxe d'aménagement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le PLU de la Commune de Cabriès, approuvé le 23 mars 2017, a notamment pour ambitions de valoriser et conforter le tissu urbain existant tout en conservant le cadre naturel et agricole de la commune. En complément, il vise un développement ciblé d'opérations exemplaires en termes de mixité urbaine. Ainsi, la zone 1AU est une zone à urbaniser

destinée à l'accueil résidentiel ou d'équipement. Son urbanisation est conditionnée à la réalisation d'opération(s) d'aménagement, comprenant les programmes des équipements adéquats compte-tenu de leur insuffisance actuelle, et respectant les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui ont une valeur réglementaire. Ce zonage traduit aussi les objectifs du PADD et contribue de façon prioritaire à la production de logements sociaux.

Le secteur de Saint Victor est classé en partie 1AUa et en partie 1AUa-f1p (mesures spécifiques à l'aléa feu de forêt) et fait l'objet d'une OAP (OAP6 Saint-Victor), visant à créer environ 160 logements. De plus, il est concerné par des servitudes de mixité sociales (au titre de l'article L151-41 4ème du Code de l'Urbanisme) imposant entre 30 et 60 % de logements sociaux aux opérations selon leur implantation.

Il est proposé d'instaurer un périmètre de Projet Urbain Partenarial pour faire financer les équipements publics nécessaires à l'urbanisation du site par les différents propriétaires fonciers, lotisseurs, aménageurs ou constructeurs, en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, en respectant les principes de nécessité et de proportionnalité.

Le périmètre couvre une superficie d'environ 7,33 hectares, classé en zone 1AUe et 1AUe-f1p, situé entre le centre hippique et le poste de transformation de RTE et traversé par le Chemin de Saint Victor, divisant le secteur en deux tènements foncier. Le tènement foncier situé à l'Ouest du Chemin Saint Victor s'étend sur environ 6,15 hectares, le tènement Est environ 1,18 hectares. Il est situé à proximité du collège Marie Mauron et du complexe sportif. Ce périmètre est délimité par le plan annexé à la présente délibération, et comprend les parcelles suivantes : CY0008, CY0017, CY0018, CY0036, CY0037, CY0038, CY0054, CY0055, DC0097 et DC0098.

Les aménagements de voirie sur ce secteur vont permettre de sécuriser les déplacements doux (piétons, cycles...) et d'éviter de saturer la circulation devant le collège Marie Mauron en réaménageant le Chemin de Saint Victor et le débouché sur la RD60A. Le projet nécessite aussi le raccordement aux réseaux, d'une part par l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement et l'adaptation d'équipements existants, et d'autre part par l'extension du réseau électrique.

Le programme des équipements publics destinés à répondre aux besoins des futurs habitants a été estimé à 2 533 340 € HT (soit 3 040 008 € TTC), y compris les frais afférents aux études et aux chantiers. Le détail de ce programme, la maîtrise d'ouvrage et son financement sont décrits dans le dossier annexé au présent rapport. En effet, plusieurs maîtres d'ouvrage interviennent pour la réalisation des travaux d'équipements publics en fonction de la répartition des compétences :

- la Commune de Cabriès qui réalisera les travaux de voirie et réseaux secs ;
- la Métropole qui réalisera les travaux d'eau potable et d'assainissement.

Les opérateurs participeront au financement des équipements publics réalisés au prorata des besoins générés par leurs opérations, soit une quote-part fixée à environ 56,7 % de cette dépense globale. Le total des participations attendues s'élève donc à 1 430 00€. Il est précisé que la participation aux équipements d'eau et d'assainissement, exclusivement réalisés pour les besoins de l'opération, seront financés en totalité par les opérateurs. En effet, la nécessité d'étendre les réseaux d'eau et d'assainissement et d'adapter les équipements (requalification de la station de filtration) provient uniquement des besoins uniques et spécifiques des projets immobiliers.

La totalité des participations sera perçue par la Métropole. La participation pour les travaux d'eau et d'assainissement sera versée sur le budget annexe eau et assainissement du Pays d'Aix, la participation pour les travaux de voirie sera versée sur le budget général. Une convention de reversement pour la part communale sera présentée lors d'un prochain conseil de Métropole.

Les dépenses et les recettes liées à la réalisation des travaux d'eau et d'assainissement seront donc inscrites sur le budget annexe eau et assainissement du Pays d'Aix.

Les projets menés par chacun des constructeurs au sein du périmètre du PUP SAINT VICTOR feront chacun l'objet d'une convention de PUP spécifique qui fixera les conditions et les modalités de prise en charge financière des équipements publics.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans un périmètre de PUP sont exonérées de la taxe d'aménagement. La durée d'exonération de la taxe d'aménagement concernant les constructions réalisées dans le périmètre du PUP est de 10 ans à compter du certificat d'affichage de la mention de la signature de la convention de PUP établi par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En outre, en application de l'article L.332-6 du Code de l'Urbanisme, et selon le principe du non-cumul des participations d'urbanisme ayant le même objet, la Participation Financière pour l'Assainissement Collectif (PFAC) ne sera pas exigée des opérateurs puisque ceux-ci financent au travers du PUP les réseaux d'eaux usées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de réaliser l'opération dite « PUP QUARTIER SAINT VICTOR » en vue de développer l'offre de logements sur la Commune de Cabriès.
- La nécessité de réaliser les travaux d'équipements publics mentionnés ci-dessus permettant la viabilisation et l'accueil des projets de construction dans le périmètre précité, qui vont bénéficier aux futurs habitants et usagers des programmes immobiliers.
- Que ces travaux seront financés via un PUP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le périmètre du PUP QUARTIER SAINT VICTOR, tel qu'il est annexé à la présente délibération, couvrant une superficie d'environ 7,33 hectares.

Article 2 :

Est approuvé le programme des équipements publics à réaliser selon le principe de nécessité et de proportionnalité entre les équipements publics et les besoins des futurs habitants et usagers des constructions à édifier, ainsi que le mode de répartition entre les différentes opérations de constructions successives.

Article 3 :

La durée d'exonération de la taxe d'aménagement est fixée à 10 ans à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 616

AVIS - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec Bouygues Immobilier - Quartier Saint Victor à Cabriès

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le PLU de la Commune de Cabriès, approuvé le 23 mars 2017, a notamment pour ambitions de valoriser et conforter le tissu urbain existant tout en conservant le cadre naturel et agricole de la commune. En complément, il vise un développement ciblé d'opérations exemplaires en termes de mixité urbaine. Ainsi, la zone 1AU est une zone à urbaniser destinée à l'accueil résidentiel ou d'équipement. Son urbanisation est conditionnée à la réalisation d'opération(s) d'aménagement, comprenant les programmes des équipements adéquats compte-tenu de leur insuffisance actuelle, et respectant les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui ont une valeur réglementaire. Ce zonage traduit aussi les objectifs du PADD et contribue de façon prioritaire à la production de logements sociaux.

Par délibération du conseil de Métropole du 19 décembre 2019, il est décidé d'instaurer un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur une zone 1AUe et 1AUe-f1p, dit « PUP QUARTIER SAINT VICTOR », sur une surface d'environ 7,33 hectares. En effet, les aménagements de voirie sur ce secteur vont permettre de sécuriser les déplacements doux (piétons, cycles...) et d'éviter de saturer la circulation devant le collège Marie Mauron en réaménageant le Chemin de Saint Victor et le débouché sur la RD60A. Il est de plus nécessaire de réaliser le raccordement aux réseaux secs et humides, notamment par une extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement, et l'adaptation d'équipements existants du réseau d'eau potable.

Ainsi, il est décidé que l'ensemble des équipements publics rendus nécessaires par l'opération seront financés dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial. Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est de 2 533 340 € HT (soit 3 040 008 € TTC) sur l'ensemble du périmètre de PUP. La quote-part des opérateurs privés est fixée à 56,7 % de cette dépense. Le total des participations

attendues s'élève donc à 1 430 000€. En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux est réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité.

Sur le périmètre du PUP, l'OAP prévoit le développement d'environ 160 logements en totalité pour environ 14 733m² de surface de plancher, comprenant des logements sociaux. Bouygues Immobilier entend développer, sur le tènement foncier situé à l'Ouest du Chemin de Saint Victor, un programme d'environ 133 logements soit 12 433m² de surface de plancher, représentant 84 % de la surface de plancher prévisionnelle totale. Ainsi, la participation de l'opérateur s'élève à 1 200 000 €. Il s'agit uniquement d'une participation en numéraire, calculée selon la surface de plancher générée par l'opération au regard de la surface de plancher totale prévisionnelle développée dans le périmètre du PUP.

Il est précisé que la participation aux équipements d'eau et d'assainissement, exclusivement réalisés pour les besoins de l'opération, seront financés en totalité par les opérateurs. En effet, la nécessité d'étendre les réseaux d'eau et d'assainissement et d'adapter les équipements (requalification de la station de filtration) provient uniquement des besoins uniques et spécifiques des projets.

Le dossier de PUP présentant le programme des équipements publics, le programme prévisionnel des constructions et la répartition financière sont joints à la convention de PUP ci annexée.

L'autorité compétente pour signer la convention est la collectivité compétente en matière de PLU, soit la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, les équipements publics à réaliser sont de maîtrises d'ouvrage différentes, et relèvent pour la voirie et les réseaux secs de la compétence communale, et pour l'eau potable et l'assainissement de la compétence de la Métropole. La convention de PUP prévoit que les participations seront versées uniquement à la Métropole, qui se chargera du reversement à la Commune de la quote-part lui revenant. Une convention de reversement avec la Commune sera présentée lors d'un prochain conseil de Métropole.

Les dépenses et les recettes liées à la réalisation des travaux d'eau et d'assainissement seront donc inscrites sur le budget annexe eau et assainissement du Pays d'Aix.

La convention de PUP prévoit les modalités de versement de la participation.

En vertu de l'article L.332-11-4 du code de l'urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à la convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans. En outre, en application de l'article L.322-6 du Code de l'Urbanisme et du principe du non-cumul des participations d'urbanisme ayant le même objet, la Participation Financière pour l'Assainissement Collectif (PFAC) ne sera pas versée par l'opérateur, qui finance déjà via le PUP les travaux liés au réseau d'assainissement.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe et ainsi engager la mise en œuvre de cette opération de constructions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L332-11-3 et L332-11-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le périmètre de PUP, le programme des équipements publics et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement urbain de la commune.
- Qu'il nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics.
- Que ces travaux seront financés via un PUP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole et *Bouygues Immobilier*, ou toute personne physique ou morale que ce dernier se réserve de désigner, pour la mise en œuvre du projet « QUARTIER SAINT VICTOR » sur la commune de Cabriès

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Article 3 :

Il est précisé qu'en application de l'article L. 332-11-4 du code d'urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ

d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage en mairie et au siège de la Métropole de la mention de la signature de la convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe de l'Assainissement, Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : chapitre 21, nature 21532, fonction 10

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe de l'Eau, Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : chapitre 21, nature 21531, fonction 10

Article 5 :

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Annexe de l'Assainissement, Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : chapitre 13, nature 1318

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Annexe de l'Eau, Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : chapitre 13, nature 1318

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain, en section d'Investissement : chapitre 13, nature 1348, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi zones d'activités

2019 CT2 617

AVIS - Zone d'Aménagement Concerté du Quartier de L'Enfant à Aix en Provence – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires – Approbation de l'avenant n°1 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a confié à la SPLA "Pays d'Aix Territoires", par délibération du 25 février 2010, la réalisation et la commercialisation de la ZAC du Quartier de L'Enfant à Aix-en-Provence d'une surface totale de 36 hectares pour une durée de 10 ans afin d'aménager une extension du Pôle d'Activités vers le sud-est et d'accueillir des activités économiques sur les espaces encore non urbanisés.

Dans le cadre de cette concession, la SPLA a réalisé l'ensemble des ouvrages prévus dans le dossier de réalisation de ZAC (voiries, ouvrages de gestion des eaux pluviales, viabilisation des lots....) lors d'une première tranche en 2015 aujourd'hui achevée et d'une deuxième tranche en 2018 actuellement en cours de finition. En effet, des aménagements supplémentaires concernant la reprise de certains espaces verts et équipements publics doivent faire l'objet d'une mission complémentaire prévue pour 2020.

La commercialisation de la première tranche est aujourd'hui terminée et l'ensemble des lots de la deuxième tranche sous sous-compromis de vente ou déjà vendus. Toutefois, certains Permis de Construire sont encore à délivrer et des actes authentiques doivent toujours être signés.

Ainsi, afin de terminer la commercialisation de la tranche 2, de finaliser les derniers travaux d'aménagement, il est aujourd'hui nécessaire de prolonger la durée de la concession de deux années supplémentaires soit jusqu'au 22 mars 2022 et d'augmenter par voie de conséquence la rémunération de la SPLA Pays d'Aix Territoires de 60 000€. Cette augmentation est sans impact financier pour le concédant car elle sera absorbée par l'excédent de l'opération.

Ainsi, l'objet du présent avenant est de modifier :

- le 4ème paragraphe de l'article 7 du traité de concession fixant la durée de la concession afin de la proroger de 2 ans.
- l'article 33 du traité de concession fixant le montant de la rémunération du concessionnaire afin de l'augmenter de 60 000€ soit 998 000€ pour l'ensemble de la durée de la concession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2010_B026 du Bureau Communautaire de la CPA du 4 février 2010 confiant l'aménagement de la ZAC du Quartier de L'Enfant à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2012_A109 du Conseil Communautaire de la CPA du 12 juillet 2012 approuvant la modification du dossier de réalisation et le montant des participations aux équipements publics de la ZAC ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avenant n°1 ci-joint.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que compte tenu des derniers travaux à réaliser et de la commercialisation à finaliser, il est nécessaire de prolonger la durée de la concession de deux ans et d'augmenter la rémunération du concessionnaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 de la ZAC du Quartier de L'Enfant prolongeant la durée de la concession de deux ans soit jusqu'au 22 mars 2022.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant numéro 1 de la ZAC du Quartier de L'Enfant à Aix-en-Provence, ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 618

AVIS - Zone d'Aménagement Concertée de La Roque d'Anthéron 2 – Cession du lot 15

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation sont en cours s'étend sur 13ha et permettra de créer 10 hectares de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la zone d'activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la Métropole qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'implanter sur la zone d'activités dont l'entreprise MABP qui souhaite construire son siège social et ses ateliers. Il s'agit d'une entreprise familiale spécialisée dans la fabrication, la fourniture et la pose de menuiseries bois et aluminium.

Cette société répondant aux critères de commercialisation de la ZAC, le comité d'agrément du 1^{er} mars 2019 avait donné un avis favorable à cette implantation.

Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la ZAC, il avait été décidé de céder à la société « MABP » le lot n°22, d'une surface totale de 1 301m², au prix de 60€HT/m².

Le Bureau de la Métropole avait délibéré le 20 juin 2019 afin d'approuver cette cession.

Cependant, l'acquéreur s'est rendu compte que la surface du terrain ciblé n'était pas suffisamment grande pour accueillir toutes ses futures activités. Cette entreprise souhaite donc s'implanter sur un

autre lot disponible sur la ZAC qui correspondra plus à ses besoins.

Pour cette raison, le lot n°15 d'une superficie de 1 537 m² lui a été proposé, dans les mêmes conditions des prix en vigueur sur la ZAC (soit 60€/HT/m²).

Il est donc proposé d'établir une promesse de vente accompagnée de conditions suspensives relatives notamment à l'obtention du Permis de Construire purgé de tous recours.

Les frais notariés liées à cette vente seront à la charge de l'acquéreur

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n°2019-00000000.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de la société « MABP » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 1^{er} mars 2019.
- Que la cession du lot 22 avait été approuvée par le Bureau de la Métropole le 20 juin 2019.
- Que la société « MABP » souhaite désormais s'implanter sur un lot plus grand qui correspondrait plus à ses besoins.

Délibère

Article 1 :

La délibération du Bureau de Métropole n°URB 025-6130/19/BM du 20 juin 2019 est abrogée.

Article 2 :

Est approuvée la cession du lot 15 d'une superficie de 1 537 m² situé sur la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 92 220 € HT, soit 110 664 € TTC, à la société « MABP » ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisée à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession, et tous documents nécessaires à cette vente.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix (03), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61,

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 619

AVIS - Zone d'Aménagement Concertée de La Roque d'Anthéron 2 – Cession du lot 3S

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation sont en cours s'étend sur 13ha et permettra de créer 10ha de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la zone d'activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la Métropole qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'implanter sur la zone d'activités dont l'entreprise « BALIAN BETON » qui souhaite construire son siège social et ses ateliers. Il s'agit d'une entreprise spécialisée dans la fabrication sur mesure de mobilier en béton (vasque, évier, cheminée, dalle, parement, table...).

Cette société répondant aux critères de commercialisation de la ZAC, le comité d'agrément a donné un avis favorable à cette implantation. Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la ZAC, il est proposé de céder à la société « BALIAN BETON » le lot 3S, d'une surface totale de 1 166 m², au prix de 60€HT/m² conformément à la fiche de commercialisation de la ZAC.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

La société a confirmé, par courrier, son accord sur l'ensemble de ces conditions.

La société civile familiale dénommée « SCF Le Griffon Bleu » se portera acquéreur pour le compte de l'entreprise.

Il est donc proposé d'établir une promesse de vente accompagnée de conditions suspensives relatives notamment à l'obtention du Permis de Construire purgé de tous recours.

Les frais notariés liées à cette vente seront à la charge de l'acquéreur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2014_A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2
- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n°2019-084V0544 du 20 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de la société « BALIAN BETON » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité d'agrément.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession du lot 3S d'une superficie de 1 166 m² situé sur la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 69 960 € HT, soit 83 952 € TTC, à la « SCF Le Griffon Bleu », ou à toute personne physique ou morale que la société « BALIAN BETON » se réserve de désigner.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession, et tous documents nécessaires à cette vente.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix (03), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61,

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 620

AVIS - Opération d'aménagement de Coudourousse à Meyrargues - Approbation du périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) - Approbation du programme des équipements publics et de leur financement - Durée d'exonération de la taxe d'aménagement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune de Meyrargues a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU) le 5 juillet 2017. Parmi les différents secteurs de développement de l'urbanisation définis dans ce document figure la zone 1AUE-c sur le secteur de Coudourousse, située au Nord-Est de la commune et en bordure de la RD 96.

Le règlement du PLU définit la zone 1AUE-c comme une zone à Urbaniser à dominante d'activités économique, à caractère de commerce, artisanat et activités de services, insuffisamment équipée, dont l'urbanisation pourra se réaliser, soit par une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements.

La zone 1AUE-c fait par ailleurs l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP « secteur de la Coudourousse et de la gare ») indiquant les grands principes d'aménagement du secteur.

Ce site, aujourd'hui peu valorisé, présente un potentiel de développement le long de l'axe RD 96n avec notamment le projet de réalisation d'un pôle d'échange autour de la gare SNCF existante. Ainsi, un programme de travaux a été validé en Pays d'Aix, visant à restructurer et redimensionner les espaces publics et créer un pôle d'échanges. Par ailleurs, ce site constitue une zone d'activités économiques métropolitaine, la Métropole est donc le maître d'ouvrage des travaux qui seront réalisés dans le périmètre de la ZAE.

Afin de faire participer les différents promoteurs, constructeurs et propriétaires fonciers au financement des équipements publics nécessaires à l'aménagement du site, il est proposé d'instaurer un périmètre de PUP (Projet Urbain Partenarial) sur ce secteur, en application de l'article L.332-11-3 du code de l'Urbanisme. Le calcul des participations de chacun des opérateurs sera établi selon le principe de nécessité et de proportionnalité.

Le périmètre du PUP est délimité par le plan annexé à la présente délibération, ce périmètre comprend les parcelles suivantes : AP 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 185, 184, 108, 109, 110, 111, 137, 146, 116, 117, et 145 pour une surface totale d'environ 4,6 ha.

Le programme de travaux d'équipements publics destinés à répondre aux besoins du projet à vocation économique a été estimé à 1 651 000 € HT, y compris les frais afférents aux études et aux chantiers. Le détail de ce programme, ainsi que leur maîtrise d'ouvrage et leur financement sont décrits dans les annexes au présent rapport.

Le programme des travaux est prévu dans le cadre d'une autorisation de programme votée dans l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Les opérateurs participeront au financement des équipements publics réalisés par la Métropole au prorata des besoins générés par l'ensemble des projets. Ainsi, les prises en charge financières de ces travaux seront réparties de la façon suivante :

- 434 920 € HT à la charge de la Métropole, soit 20% du montant total des travaux,
- 1 216 080 € HT à la charge des opérateurs immobiliers, soit 80% du montant total des travaux.

Au regard de la surface de plancher potentielle sur le secteur, la participation s'élève à environ 61€/m². Chacun des projets menés par les constructeurs au sein du périmètre du PUP Coudourousse, fera l'objet d'une convention de PUP qui fixera les conditions et les modalités de prise en charge financière des équipements publics.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans un périmètre de PUP sont exonérées de la taxe d'aménagement. La durée d'exonération de la taxe d'aménagement concernant les constructions réalisées dans le périmètre du PUP est de 10 ans à compter du certificat d'affichage de la mention de la

signature de la convention PUP établi par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En outre, en application de l'article L.332-6 du Code de l'Urbanisme, et selon le principe du non-cumul des participations d'urbanisme ayant le même objet, la Participation Financière pour l'Assainissement Collectif (PFAC) ne sera pas exigée de l'opérateur puisque celui-ci finance au travers du PUP les réseaux d'eaux usées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de réhabiliter le site de Coudourousse conformément à l'OAP n° 2 du PLU en lien avec le projet de pôle d'échanges.
- la nécessité de réaliser les travaux d'équipements publics mentionnés ci-dessus permettant la desserte et l'accueil des activités économiques dans le périmètre précité, qui vont bénéficier aux futurs usagers des programmes immobiliers.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le périmètre de PUP de Coudourousse, tel qu'il est annexé à la présente délibération, et couvre une superficie d'environ 4,6 hectares.

Article 2 :

Le programme des équipements publics à réaliser est approuvé selon le principe de nécessité et de

proportionnalité entre les équipements publics et les besoins des futurs usagers des constructions à édifier ou réhabiliter, ainsi que le mode de répartition entre les différentes opérations de constructions successives.

Article 3 :

La durée d'exonération de la taxe d'aménagement est fixée à 10 ans à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 621

AVIS - Opération d'aménagement de Coudourousse à Meyrargues - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la SAS Nothen

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune de Meyrargues a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU) le 5 juillet 2017. Parmi les différents secteurs de développement de l'urbanisation définis dans ce document figure la zone 1AUE-c sur le secteur de Coudourousse, située au Nord-Est de la commune et en bordure de la RD 96. Le règlement du PLU définit la zone 1AUE-c comme une zone à Urbaniser à dominante d'activités économique, à caractère de commerce, artisanat et activités de services, insuffisamment équipée, dont l'urbanisation pourra se réaliser, soit par une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements.

La zone 1AUE-c fait par ailleurs l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP « secteur de la Coudourousse et de la gare ») indiquant les grands principes d'aménagement du secteur.

Ce site, aujourd'hui peu valorisé, présente un potentiel de développement le long de l'axe RD 96n avec notamment le projet de réalisation d'un pôle d'échange autour de la gare SNCF existante. Ainsi, un programme de travaux a été validé en Pays d'Aix, visant à restructurer et redimensionner les espaces publics et créer un pôle d'échanges. Par ailleurs, ce site constitue une zone d'activités économiques métropolitaine, la Métropole est donc le maître d'ouvrage des travaux qui seront réalisés dans le périmètre de la ZAE.

Par délibération du conseil de Métropole du 19 décembre 2019, il est décidé d'instaurer un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur une partie de la zone 1AUE-c, dit « Coudourousse » sur une surface d'environ 4,6 hectares, afin de faire participer les opérateurs au financement infrastructures nécessaires à la requalification de la zone.

Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est de 1 651 000 € HT sur l'ensemble du périmètre de PUP. En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux est réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité, soit une participation moyenne d'environ 80 % à la charge des opérateurs sur le montant total des travaux et 20 % à la charge de la Métropole. En fonction de la SDP potentielle du secteur, la participation des opérateurs sera de 61 €HT /m² de surface de plancher.

Les tableaux présentant le programme des équipements publics, les maîtrises d'ouvrage, leur répartition financière sont joints à la convention de PUP ci-annexée.

Un opérateur économique, la SAS Nothen, a présenté un projet commercial visant à réhabiliter les anciens entrepôts et hangars présents sur le site et à réaliser de nouvelles constructions sur des parcelles libres d'occupation. La surface de plancher développée par cet opérateur est de 10 176 m².

La participation totale de l'opérateur s'élève donc à 626 000 €, répartie de la manière suivante :

- participation en nature de 66.000 € HT, avec l'apport du foncier nécessaire à la réalisation de la voirie et des réseaux.
- participation en numéraire de 560 000 € HT .

L'autorité compétente pour signer la convention est la collectivité compétente en matière de PLU, soit la Métropole Aix-Marseille-Provence. Seul maître d'ouvrage de l'opération, la totalité des participations lui sera versée directement.

La convention de PUP prévoit les modalités de versement de la participation. Conformément au plan de financement, la participation pour la réalisation des réseaux d'eaux usées et eau potable sera versée au budget annexe de l'Eau et l'Assainissement.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à la convention de PUP sont

exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

En application de l'article L.332-6 du Code de l'Urbanisme et du principe de non-cumul des participations d'urbanisme ayant le même objet, la Participation Financière pour l'Assainissement Collectif (PFAC) ne sera pas versée par l'opérateur, qui finance déjà le renforcement des réseaux d'eaux usées.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe et ainsi engager la mise en œuvre de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L332-11-3 et L332-11-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 12 décembre 2019 approuvant le périmètre de PUP, le programme des équipements publics et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement urbain de la commune.
- Qu'il nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics.
- Que ces travaux seront financés via un PUP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole et la SAS Nothen, ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de

désigner pour la mise en œuvre du projet «Coudourousse» sur la commune de Meyrargues.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Article 3 :

Il est précisé qu'en application de l'article L. 332-11-4 du Code d'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage en mairie et au siège de la Métropole de la mention de la signature de la convention.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 622

AVIS - Projet d'extension de la Zone d'Activité Economique du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence – Bilan de la concertation préalable

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élaboration du projet d'extension de la Zone d'Activités Économiques du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence, une concertation publique a été menée auprès de la population, en vue de la création de la ZAC, et conformément au nouvel article L.103-2 du code de l'urbanisme.

I – Rappels des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation

La délibération n°URB 027-4645/18/CM du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018 a engagé la procédure de création de la ZAC et a défini les

objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de concertation préalable.

Les objectifs poursuivis par le projet d'extension de la ZAE lors du lancement de la procédure de ZAC étaient :

- Répondre aux objectifs du SCOT du Pays d'Aix et du PLU de la commune ;

- Accueillir des entreprises artisanales locales et industrielles génératrices d'emplois et d'apporter une réponse locale aux demandeurs d'emplois de la commune ;

- Proposer du foncier d'activités afin de favoriser l'ancrage de la filière énergie sur le territoire compte tenu de la proximité immédiate du CEA et du projet ITER ;

- Créer un espace économique s'inscrivant dans une démarche d'aménagement globale du secteur. En effet, l'opération de ZAC associée à une réflexion plus générale de requalification et de densification de la zone existante permettra de créer un ensemble urbanisé cohérent et plus efficient.

Les modalités de concertation du public définies lors du lancement de l'opération étaient les suivantes :

- Mise en place d'une exposition permanente à la Mairie de Peyrolles-en-Provence et au siège du Territoire du Pays d'Aix, accompagnée d'un registre permettant à la population d'y consigner ses observations ou ses propositions pendant toute la durée de la procédure de concertation.

- Publication d'articles dans les magazines de la commune pour informer la population de l'état d'avancement du projet, ainsi que des différentes manifestations liées au projet.

- Publication d'articles sur le site internet de la Métropole et de la commune.

- Mise à disposition du public d'un dossier de concertation comprenant un plan de situation et une notice explicative, ainsi que la présente délibération. Ce dossier sera consultable en Mairie et au siège du Territoire du Pays d'Aix.

- Présentation à la population des objectifs et du contenu du projet lors de deux réunions publiques.

- En complément une adresse de messagerie spécifique a été créée afin de pouvoir faire parvenir à la Métropole des questions et observations : concertation.aménagement-paysdaix@ampmetropole.fr

II – La mise en œuvre de la concertation

Une exposition permanente en mairie et au siège du Territoire du Pays d'Aix, accompagnée d'un registre :

Une exposition a été organisée et présentée à partir du 14 mai 2019 en Mairie de Peyrolles-en-Provence, ainsi qu'au siège du Territoire du Pays d'Aix à Aix-en-Provence.

A cet effet, des panneaux au format A0 ont permis d'exposer une synthèse des éléments de diagnostic et de contexte du projet (carte, schéma, données chiffrées...), ainsi qu'un schéma d'aménagement de principe reprenant les grandes orientations et objectifs présentés.

Les dates, lieux et heures de réception du public ont été précisés sur le site internet du Pays d'Aix et celui de la commune, dans les pages du magazine municipal et diffusés dans les pages de La Provence le 7 mai 2019 et le 25 juin 2019. Ces avis annonçaient également les deux réunions publiques.

Cette exposition était accompagnée d'un registre de concertation. Plusieurs remarques y ont été consignées en Mairie de Peyrolles-en-Provence, elles sont synthétisées dans le bilan de la concertation annexé au rapport.

Réunions publiques :

Deux réunions publiques ont été organisées dans la salle des fêtes de Peyrolles-en-Provence.

La première a eu lieu le 15 mai 2019 à 18h30, avec plus d'une cinquantaine de personnes présentes. Elle avait pour but de présenter le contexte du projet, ses objectifs, un diagnostic synthétique des études engagées ainsi que des intentions d'aménagement. Elle a permis d'engager un premier échange avec le public afin de recueillir leurs impressions. Les objectifs en termes de développement économique et du type d'entreprises à accueillir ont été annoncés et des éléments de calendrier ont permis de clôturer la présentation.

La deuxième réunion s'est tenue le 1er juillet 2019 à 18h30, avec la participation d'une vingtaine de personnes, elle avait comme objectifs de présenter un schéma d'aménagement de principe reprenant les observations faites lors de la première réunion de concertation et d'exposer de manière concrète les intentions d'aménagement (schéma viaire, le système de gestion des eaux pluviales, les principes paysagers, les cheminements doux etc...).

Les deux réunions ont attiré les riverains du site et les entreprises locales, elles se sont achevées par un débat avec les participants dont les questions et réponses apportées figurent en annexe - Bilan de la concertation. Les débats ont essentiellement porté sur la gestion et les aménagements prévus des terrains situés en limite des parcelles bâtis et de la desserte de la zone.

La mobilisation du public s'est faite non seulement par le biais des dispositifs décrits ci-dessus, mais également par une communication via les moyens

municipaux (affiches, panneaux lumineux, page facebook de la commune, etc....).

Diffusion de documents sur le site internet de la Métropole et de la commune :

Les documents présentés lors des deux réunions publiques ont été mis en ligne sur le site internet de la Métropole. Les dates et heures des réunions publiques ainsi que les modalités de la concertation ont été annoncées à la fois sur le site internet de la Métropole, mais aussi de la commune ainsi que sur ses réseaux sociaux.

Rencontre avec les riverains et les entreprises de la zone d'activités existante :

En parallèle, des présentations publiques, plusieurs réunions thématiques ont été organisées sur des aspects précis du projet.

Aussi, les représentants de l'association des entreprises de la zone existante du Val de Durance ont été rencontrés à deux reprises le 5 avril 2019 et le 1er juillet 2019 afin de leur présenter plus précisément les intentions du projet et de recueillir leurs premières impressions compte tenu de leur connaissance et de leur pratique de ce secteur au quotidien dans le cadre de leurs activités professionnelles.

La principale interrogation portait sur le positionnement de la future voie d'accès au projet et les possibilités de liaisons viaires entre les deux zones.

Par ailleurs, une société possédant un réserve foncière non bâtie située entre les deux zones a été contactée afin d'étudier et de négocier avec elle l'acquisition d'une petite partie de cette parcelle pour réaliser une voirie de liaison. Les négociations sont actuellement toujours en cours.

Les habitants inclus dans le projet de périmètre de ZAC ont également été rencontrés pour faire part de leurs interrogations et de leurs inquiétudes relatives au projet d'aménagement. Les discussions amiables doivent se poursuivre, mais le schéma d'aménagement proposé prend en compte les bâtis existants et prévoit, dans la mesure du possible, des espaces tampons entre les habitations et les futures activités. Il prévoit également de maintenir ou rétablir les accès.

Courriers et requêtes reçus :

Seul le registre mis à disposition du public à la commune de Peyrolles-en-Provence a reçu des observations. Aussi, six courriers ont été joints à ce registre principalement de la part des riverains de la zone.

L'association des entreprises de la zone d'activités du Val de Durance a également fait part de son souhait de modifier la liaison routière envisagée entre l'existant et la future extension.

Par ailleurs, la commune a transmis à la Métropole deux courriers émanant de propriétaires situés dans ou à proximité du futur périmètre de la ZAC qui souhaiteraient vendre leurs terrains.

III – Synthèse de la concertation

Le bilan complet de la concertation est annexé au présent rapport.

Les principales remarques et attentes ont porté sur les thématiques suivantes :

- Le maintien et le devenir des habitations situées dans le périmètre de la ZAC ;
- Les moyens mis en œuvre pour limiter l'impact de la future zone d'activités sur les habitations existantes ;
- La possibilité de modifier certains accès aux habitations ;
- Les méthodes de sélection des futures sociétés souhaitant s'implanter sur la zone ;
- L'accessibilité à la nouvelle zone, sa connexion avec l'existant ;
- Le coût pour la collectivité de cette opération ;
- Les ambitions environnementales du projet ;
- La superposition du projet de ZAC avec le projet de contournement routier à plus long terme.

Les principaux propriétaires des maisons situées dans le périmètre de ZAC et le long du chemin des Vieilles Iscles ont fait part de leur inquiétude concernant le projet de contournement routier de Peyrolles-en-Provence porté par le Département dont le calendrier n'est pas encore arrêté et qui impacte leurs habitations.

Ainsi, conformément à l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme et à la délibération du 18 octobre 2018, la collectivité a organisé la concertation pendant toute la durée d'élaboration du projet de ZAC.

Les moyens de concertation mis en œuvre ont permis d'informer et d'associer les habitants et acteurs du territoire. Ce dialogue a aussi permis une évolution du projet en répondant à certaines demandes exprimées au travers des échanges avec les citoyens durant la procédure d'élaboration de la ZAC. L'ensemble des remarques et des réponses figurent dans le bilan de la concertation.

L'ensemble des remarques émises a été pris en compte ; des réponses précises ont été apportées à la plupart d'entre elles et une attention particulière y sera portée dans la poursuite des études opérationnelles.

Il convient alors de dresser un bilan favorable de la concertation, préalable à la présentation du dossier de création de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L103-2 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° 2015_A332 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'extension de la zone d'activités du Val de Durance ;
- La délibération n°URB 027-4645/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 relative au lancement de la ZAC et définissant les modalités de la concertation préalable ;
- Le bilan de la concertation ci-annexé.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme et à la délibération du 18 octobre 2018, la collectivité a organisé la concertation pendant toute la durée d'élaboration des études préalables au projet de ZAC.
- Que les moyens de concertation mis en œuvre ont permis d'informer et d'associer les habitants et les acteurs du territoire.
- Que des réponses précises et concrètes ont été apportées suite aux remarques émises et qu'une attention particulière sera portée aux observations et questions posées dans la suite de la procédure.
- Qu'il convient alors de dresser un bilan favorable de la concertation.

Délibère

Article 1 :

Est constaté que les modalités de la concertation publique définies par la délibération n°URB 027-4645/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 ont bien été respectées.

Article 2 :

Le bilan de la concertation réalisée dans le cadre de la procédure de ZAC du Val de Durance 2 à Peyrolles-en-Provence, tel qu'exposé dans la présente délibération, est approuvé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à poursuivre la procédure de création de la ZAC du Val de Durance 2 à Peyrolles-en-Provence.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer, en temps opportun, tous les documents à intervenir dans le cadre de la présente procédure, notamment pour poursuivre la concertation avec les riverains et acteurs locaux concernés par le projet.

Article 5 :

Le bilan sera mis à disposition du public sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix pendant une durée minimum d'un mois.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 623

AVIS - Projet d'extension de la Zone d'Activité Economique du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence – Approbation du dossier de création – Création de la ZAC

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le projet d'extension de la zone d'activités économiques du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence, portant sur une superficie de 8,5 hectares a été déclaré d'intérêt communautaire le 17 décembre 2015. La procédure de Zone d'Aménagement Concerté a été engagée par délibération n°URB 027-4645/18/CM du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018.

Situé en prolongement direct de la zone d'activités existante aujourd'hui entièrement commercialisée, ce secteur est inscrit en zone 1AUE au PLU, avec une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) spécifique sur ce site. Il est également identifié dans le SCOT du Territoire du Pays d'Aix comme un espace d'activités de proximité à développer. Cette vocation économique est confirmée à une plus large échelle par le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'égalité des Territoires (SRADETT) qui présente ce secteur comme étant un espace économique à développer et optimiser afin de renouveler le foncier économique existant.

La Métropole ne possède actuellement aucun terrain sur le secteur composé de 72 parcelles appartenant à 26 propriétaires différents. Une convention signée avec l'Établissement Public Foncier de la Région PACA permettra l'acquisition progressive du foncier nécessaire à la mise en œuvre de l'opération d'aménagement.

Les objectifs de la ZAC en matière de développement économique et urbain sont les suivants :

- Répondre aux objectifs du SCOT du Pays d'Aix et du PLU de la commune de Peyrolles.
- Accueillir des entreprises artisanales locales et industrielles génératrices d'emplois, et apporter une réponse locale aux demandeurs d'emplois du territoire.
- Proposer du foncier d'activités afin de favoriser l'ancrage de la filière énergie sur le territoire compte tenu de la proximité immédiate du CEA et du projet ITER à Cadarache.
- Créer un espace économique s'inscrivant dans une démarche d'aménagement globale du secteur. En effet, l'opération de ZAC sera associée à une réflexion plus générale de requalification et de densification de la zone existante, permettant de créer un ensemble économique cohérent et homogène.

Ces orientations ont présidé à l'élaboration du dossier de création de la ZAC et la détermination de son périmètre.

Dans ce cadre, il y a lieu aujourd'hui de se prononcer sur le dossier de création de la ZAC, ainsi que sur la décision de création de la ZAC. Toutes les observations et les remarques émises à l'occasion de la concertation ont été prises en compte et ont permis de compléter le projet d'aménagement présenté dans le dossier de création de la ZAC.

RAPPELS DES ELEMENTS CONSTITUTIFS D'UN DOSSIER DE CREATION

Conformément à l'article R.311-2 du code de l'urbanisme, le dossier de création d'une ZAC doit comprendre :

a) Un rapport de présentation, qui expose notamment l'objet et la justification de l'opération, comporte une description de l'état du site et de son environnement, indique le programme global prévisionnel des constructions à édifier dans la zone, énonce les raisons pour lesquelles, au regard des dispositions d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la commune et de l'insertion dans l'environnement naturel ou urbain, le projet faisant l'objet du dossier de création a été retenu ;

b) Un plan de situation ;

c) Un plan de délimitation du ou des périmètres composant la zone ;

d) L'étude d'impact définie à l'article R.122-5 du code de l'environnement lorsque celle-ci est requise en application des articles R.122-2 et R.122-3 du même code ;

Le dossier précise également si la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement sera ou non exigible dans la zone.

Le dossier de création de la ZAC du Val de Durance 2 est joint en annexe à la présente délibération.

Dans ce cadre, il y a lieu de préciser notamment les éléments suivants, en vue de l'adoption du dossier de création et de la décision de création de la ZAC.

I Le périmètre

Le périmètre de la ZAC est circonscrit par la zone d'activités existante au Nord, la gravière exploitée par Durance Granulats à l'Ouest, le chemin des Veilles Iscles au Sud et la route départementale RD62a à l'Est. L'emprise foncière de la ZAC est de 8,5 hectares, et le secteur est classé en zone 1AUE au PLU de la commune.

Le périmètre de la ZAC figure en partie 3 du dossier de création joint en annexe.

II – LES CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DU PROJET

La ZAC du Val de Durance 2 s'inscrit dans les objectifs de développement des espaces économiques de proximité avec pour objectif majeur la création d'emplois.

Le schéma d'aménagement de la ZAC qui a été défini dans le présent dossier de création repose sur les grands principes d'aménagement suivants :

- Proposer une gamme de lots adaptée à la vocation de la zone, avec des terrains pour les PME/PMI et l'artisanat local, et des lots plus grands pour les projets d'immobiliers d'entreprises, de l'activité industrielle ou liées au développement d'ITER ;
- Assurer l'intégration paysagère du projet en respectant son environnement, avec

notamment : prise en compte des cônes de vue, des continuités paysagères, du passé agricole du site, gestion de l'épannelage des constructions, maintien des principaux végétaux présents sur le site et création d'alignements arborés le long des futures voies ;

- Créer des liens fonctionnels entre l'extension et la zone d'activités existante afin de ne former qu'un seul espace économique intégré et cohérent ;
- Assurer une accessibilité visible et sécurisée par la route départementale, et un maillage interne cohérent et adapté aux activités qui s'implanteront ;
- Assurer une gestion durable de l'eau, en limitant l'imperméabilisation et en aménageant des rétentions paysagères, qui garantiront un écran paysager supplémentaire ;
- Préserver au maximum les habitations existantes, implantées dans le périmètre, des nuisances potentielles créées par la future zone d'activités ;

Le schéma d'aménagement a été élaboré suite à la réalisation de plusieurs études préalables, et l'ensemble des contraintes techniques (circulatoires, hydrauliques, paysagères, risques, écologiques) ont ainsi été prises en compte.

III – LE PROGRAMME GLOBAL PREVISIONNEL DES CONSTRUCTIONS ET DES AMENAGEMENTS

La ZAC propose un programme d'aménagement visant à répondre aux objectifs décrits précédemment, et prévoit plus particulièrement :

- une surface cessible totale d'environ 6 hectares divisibles en plusieurs lots, sur les 8,5 hectares composant la ZAC, avec une surface de plancher d'environ 40 000 m² ;
- des voiries de desserte dimensionnées pour l'activité industrielle et permettant d'accueillir du stationnement, des déplacements piétons et cycles ;
- la création d'un accès sécurisé dédié à la zone ;
- des équipements hydrauliques sous forme de noue et d'un bassin de rétention ;
- des espaces paysagers qualitatifs ;

IV- REGIME FISCAL DE LA ZAC AU REGARD DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

Conformément aux articles L.331-7 et R.311-2, R.331-6 du code de l'urbanisme, les constructions et aménagements édifiés à l'intérieur de la zone seront exclus du champ d'application de la taxe d'aménagement, pour sa part intercommunale.

V – MESURES ENVIRONNEMENTALES

La Métropole a déposé pour ce projet une demande de « cas par cas » auprès de la DREAL

conformément à l'article R.122-3 du code de l'environnement afin de déterminer si cette opération était soumise à une étude d'impact. Dans son avis n°AE-F09317PO086 en date du 16/05/2017 les services de l'État ont indiqué qu'il n'était pas nécessaire de réaliser une étude environnementale spécifique sur ce site.

Toutefois, afin de répondre aux enjeux d'intégration environnementale, paysagère, de gestion efficiente et intégrée des eaux pluviales, de préservation de l'environnement, et de manière générale d'inscrire ce projet dans une démarche de développement durable, l'ensemble de ces aspects ont été étudiés et feront partie intégrante des différentes phases de conception et de mise en œuvre à venir de l'opération.

Par ailleurs, afin de compléter ces objectifs, la Métropole et la Commune souhaitent engager une démarche qualité afin d'appliquer concrètement des principes de durabilité à ce projet de ZAC, notamment par une certification de type « HQE AménagementTM » ou équivalent.

Enfin, une procédure de concertation préalable a été menée pour ce projet, conformément aux termes de la délibération du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018 qui en fixait les modalités. Le bilan de cette concertation a été réalisé et fait l'objet d'un rapport spécifique concomitant au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.311-1, R.311-2, L.331-7, R.311-2 et R.331-6 ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment son article R.122-14 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'extension de la zone d'activités du Val de Durance à Peyrolles ;
- La délibération n°URB 027-4645/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 relative au lancement de la procédure de ZAC et définissant les modalités de la concertation ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le bilan de la concertation.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que tous les dossiers et études qui concourent à la création de la ZAC ont été réalisés.
- Que les conclusions de la concertation publique ont été prises en compte dans le projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dossier de création de la ZAC du Val de Durance 2 sur la commune de Peyrolles-en-Provence, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 :

La ZAC du Val de Durance 2 est créée, selon les caractéristiques précédemment décrites et selon le périmètre figurant dans le dossier de création ci-annexé.

Article 3 :

La part intercommunale de la taxe d'aménagement ne sera pas exigible des constructions et aménagements à réaliser dans la ZAC dans les conditions définies par les articles L.331-7 et R.331-6 du Code de l'urbanisme.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R.311-5 du Code de l'urbanisme.

Article 5 :

Le dossier complet relatif à la création de la ZAC, avec notamment, les procédures de concertation et de mise à disposition du public seront tenues à la disposition du public au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi qu'au siège du Territoire du Pays d'Aix aux jours et heures habituelles d'ouverture.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 624

AVIS- Ouvertures, modifications, et affectations d'AE/CP - Budget Annexe de l'Aménagement - Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les articles L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales précisent que la section fonctionnement d'un budget peut comprendre des autorisations d'engagement.

Ces Autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des dépenses de fonctionnement. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

En vertu de l'article L311-5 du Code de l'Urbanisme, le Territoire du Pays d'Aix mène certaines opérations d'aménagement en régie. Pour des raisons comptables et fiscales, mais aussi afin de retracer les bilans à terminaison, ces opérations doivent s'exécuter dans le cadre du Budget Annexe de l'Aménagement.

Afin de garantir l'engagement des dépenses pour la réalisation de ces opérations d'aménagement, s'étalant sur plusieurs années, il est nécessaire d'ouvrir et affecter des autorisations d'engagement suivantes :

1- ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil

La ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil est une opération d'aménagement de zone d'activités économiques dont les travaux de viabilisation se sont achevés en 2011. Toutefois, afin de finaliser la commercialisation des derniers terrains de la zone des travaux de division et de viabilisation de nouveaux lots sont nécessaires, ainsi que des missions de conseil et d'ingénierie.

Il convient donc d'ouvrir et d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 100 000 €HT réparti selon l'échéancier suivant :

2 -Opération d'aménagement de Château Blanc à Ventabren

Le projet est situé sur la commune de Ventabren, à l'Ouest d'Aix-en-Provence, il est délimité à l'Est par le Viaduc des « Pontails » qui surplombe le terrain et au Sud par l'autoroute A8.

L'emprise de l'opération d'aménagement s'étend sur un tènement total de 12,2 ha environ. Des acquisitions foncières auprès d'ASF sont prévues dès 2020 et permettront de garantir la maîtrise publique foncière de l'opération.

Il convient donc d'ouvrir et d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 4 142 000 €HT réparti selon l'échéancier suivant :

	2020	2021	2022	2023	Total tous exercices
montant annuel	409 825,00	831 175,00	2 508 000,00	393 000,00	4 142 000,00

3 - Extension de la zones d'activités économiques de la Pile à Saint-Cannat

Située au Sud-Est de Saint-Cannat le long de la RD7n, la zone de « La Pile » créée en 1985 s'étend sur 32 ha et accueille aujourd'hui 140 entreprises et près de 600 emplois est. Aujourd'hui entièrement commercialisée, elle ne présente plus de disponibilité foncière alors que le développement endogène et exogène de la zone est réel.

Afin de permettre la poursuite du développement économique de la commune et du territoire, une extension de la zone existante est envisagée au Nord de la RD7n sur une superficie de 6,2 hectares. Facilement accessible grâce à une sortie en attente sur le giratoire existant de la RD7n, cette opération permettra de créer une vingtaine de lots de petites et moyennes tailles, conformément à la demande actuelle identifiée, soit environ 40 000 m² de surfaces cessibles.

La vocation de la zone sera à dominante artisanale. Les activités accueillies seront principalement destinées à l'artisanat et au commerce associé (activité de vente de produits artisanaux, matériaux...). Le commerce de détail sera exclu afin de ne pas concurrencer le commerce de proximité existant en centre-ville.

Cette opération nécessitera la maîtrise foncière de la plupart des terrains concernés, qui demeurent potentiellement négociables à l'amiable. Elle est inscrite en zone 1AUE au PLU de la commune exécutoire depuis janvier 2019 et fait l'objet d'une orientation d'aménagement (OAP).

Il convient donc d'ouvrir et d'affecter une autorisation

	2020	2021	2022	2023	2024	Total tous exercices
montant annuel	90 000,00	760 250,00	935 250,00	1 419 000,00	124 500,00	3 329 000,00

d'engagement d'un montant de 3 329 000 €HT réparti selon l'échéancier suivant :

Le montant total de ces autorisations d'engagement s'élève à 7 571 000 €HT. Les dépenses pour chacune de ces opérations seront financées en partie par des recettes issues de la cession des terrains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

• Qu'il convient de procéder aux créations et affectations des autorisations d'engagement pour les opérations d'aménagement suivantes :

- l'opération d'aménagement de Château Blanc à Ventabren, pour un montant de 4 142 000 €HT ;
- l'extension de la zone d'activités économiques de la Pile à Saint-Cannat pour un montant de 3 329 000 €HT ;
- la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil, pour un montant de 100 000 €HT ;

sur le Budget Annexe de l'Aménagement du Pays d'Aix afin de permettre leurs réalisations.

- que les crédits de paiement nécessaires seront inscrits sur les exercices budgétaires dès 2020.

	2020	2021	2022	2023	Total tous exercices
montant annuel	15 000,00	35 000,00	32 000,00	18 000,00	100 000,00

Délibère

Article 1 :

sont approuvées les ouvertures des autorisations d'engagement du budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix et leur affectation pour les opérations suivantes :

- opération d'aménagement de Château Blanc à Ventabren, pour un montant de 4 142 000 €HT ;
- extension de la zone d'activités économiques de la Pile à Saint Cannat pour un montant de 3 329 000 €HT ;
- ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil, pour un montant de 100 000 €HT ;

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le Budget Annexe de l'Aménagement du Pays d'Aix dès 2020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 625

AVIS- Approbation du Dispositif de Minoration Foncière en faveur de l'économie productive

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au titre de sa compétence aménagement de l'espace métropolitain et dans le cadre de sa stratégie en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération URB 002-1406/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 Décembre 2016 la mise en œuvre du Plan d'actions foncières du territoire de Marseille Provence dont l'ambition est :

- D'asseoir une stratégie foncière et positionner l'institution face aux partenaires
- De rassembler les informations éparées pour constituer un gisement foncier
- De définir des filières d'outils de mobilisation
- De clarifier la situation foncière de chaque site pour accélérer la prise de décision
- De proposer une organisation permettant la mise en œuvre du plan.

C'est dans ce cadre, et pour permettre le développement des activités productives et logistiques sur le territoire, que la Métropole a souhaité, en parallèle, lancer des études et démarches nécessaires à la constitution et à la mise en œuvre d'un fonds de minoration foncière partenarial.

Ce Dispositif de Minoration Foncière partenarial était défini, dans la délibération URB 002-1406/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 Décembre 2016, comme visant à « compenser le déséquilibre financier prévisionnel d'opérations d'aménagement à vocation d'activité, d'industrie ou d'entrepôt, afin de remettre sur le marché du foncier économique adapté à la demande, nécessaire à l'économie urbaine et à l'emploi local ».

Le projet de plan pluriannuel d'investissement, rappelé dans la délibération URB 002-1406/16/CM prévoyait également une enveloppe de 10 000 000 € affectés sur le fonds de minoration foncière.

Il est également rappelé que par délibération ECO 001-5077/18/CM du 1 décembre 2018, la Métropole a adopté le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière pour les activités productives pour les quinze prochaines années avec pour objectif de produire 1 450 hectares de foncier pour les entreprises.

Ainsi, les réflexions sur la mise en place d'un Dispositif de Minoration Foncière ont été étendus à l'ensemble du territoire métropolitain et doivent contribuer sur des sites stratégiques et selon des critères économiques à réaliser cet objectif.

Le territoire métropolitain souffre d'une carence en foncier dédié à l'économie productive (artisanat, industrie et logistique). Soumis à une forte concurrence, le foncier pour ce type de destination sort avec un prix élevé, souvent supérieur aux références acceptables pour les entreprises à vocation artisanale ou productive.

Dans ces conditions, l'impulsion publique est nécessaire pour proposer des terrains aménagés à des prix acceptables pour les entreprises productives (références de prix acceptables de l'ordre de 45 à 90 € par m² de terrain aménagé alors que les prix de marché sur des terrains privés sont très largement supérieurs, notamment sur des secteurs tendus).

Le dispositif proposé répond à plusieurs exigences :

- Il est adaptable en fonction des caractéristiques des sites identifiés et articule différents outils de l'aménagement; il peut se combiner par ailleurs avec les aides aux entreprises et certaines exonérations fiscales.
- Il est étroitement articulé avec le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière pour les activités productives et flèche des sites prioritaires de ce dernier. Il est ici précisé que certains sites en renouvellement urbain ou en friches, non identifiés dans le DOFIE, pourront être étudiés.
- Le Dispositif de Minoration Foncière doit contribuer à rationaliser l'effort porté par la Métropole en faveur de l'aménagement de foncier économique : en ce sens, il intègre des mécanismes déjà mis en œuvre (ex : la participation en ZAC) et des dispositions nouvelles ; l'objectif étant de disposer d'une vision territoriale de la contribution publique aux opérations

Il s'adosse à deux grandes natures d'outils :

Les outils impliquant la mobilisation de fonds publics

Les outils suivants peuvent être utilisés alternativement ou cumulativement pour abaisser le coût du foncier pour les entreprises productives :

- La non-répercussion des coûts de remise au propre du foncier (terrassement, décontamination, démolition, désamiantage, et viabilisation de terrains publics) : ce mécanisme peut être activé sur les terrains maîtrisés par la puissance publique (EPF, commune ou métropole en direct) ;
- La participation dans le bilan des ZAC : déjà pratiquée par la Métropole, la participation des collectivités locales aux opérations d'aménagement constitue un moyen de financer un déficit d'opération et donc, mécaniquement, d'abaisser le coût d'accès au foncier aménagé pour les entreprises qui s'implantent ; dans le cadre d'un comité de pilotage des critères de sélection et des grilles de prix peuvent être précisées avant commercialisation et participer ainsi à la régulation des prix.

- Le versement d'aides aux entreprises : aujourd'hui pratiqué par la Métropole, majoritairement sur des projets d'investissement sur des terrains privés, le versement d'aide aux entreprises peut s'appliquer sur des secteurs stratégiques avec un foncier maîtrisé par la puissance publique ;
- Les leviers fiscaux : de manière ciblée, des exonérations peuvent être pratiquées par la Métropole en matière de fiscalité locale notamment en matière de Cotisation Foncière des Entreprises pour les entreprises nouvelles.

Le levier fiscal n'est pas prioritaire au regard de son incidence pour l'entreprise (action en période d'exploitation et non en phase d'investissement) et pour la métropole.

Les outils n'impliquant pas la mobilisation de fonds publics :

En accompagnement ou en préalable des outils listés ci-dessus, des outils de régulation et garantissant la sécurité juridique de la minoration peuvent être mis en œuvre :

- La régulation des prix par la planification : zonage mais également emplacements réservés, orientations d'aménagement et de programmation ; et par la constitution de réserves foncières (ZAD)
- L'appel à projets qui permet la mise en concurrence d'acquéreurs-porteurs de projet en fonction de critères d'attribution. Il doit permettre de sélectionner des projets d'implantation économique répondant à des exigences d'impact économique pour le territoire et de bonne utilisation du foncier aménagé ;
- La cession avec charge : souvent pratiquée dans le cadre des appels à projet, la cession avec charge impose des conditions à l'acquéreur (durée de détention, clause de retour à bonne fortune) ;
- La cession à un prix inférieur au marché libre : la cession à un prix minoré est admise lorsque la cession est justifiée par des motifs d'intérêt général et moyennant des contreparties suffisantes (conditions cumulatives).

Le Dispositif doit répondre à un certain nombre de critères en lien avec :

- Le foncier : le site doit être localisé dans un secteur stratégique, notamment au vu du dispositif de production de l'offre foncière et immobilière pour les activités productives. Il peut également s'agir d'une opération de renouvellement urbain (résorption de friche) ou concerner des zones en déficit de potentiel de développement ainsi que des friches. Le foncier doit également être maîtrisé par la personne publique (AMP, commune, EPF...) ou en cours d'acquisition. En effet, le Dispositif de

Minoration Foncière n'a pas pour vocation à s'appliquer sur du foncier privé.

- La destination : le Dispositif de Minoration Foncière doit permettre de favoriser les opérations ayant pour destination des projets d'économie productive ; à savoir : Industrie, Artisanat, Logistique. Toutefois, cette définition n'exclut pas des opérations mixtes prévoyant à la marge des surfaces de tertiaire ou espaces de vente type show-room qui viennent alors en accompagnement des projets d'économie productive.
- Le projet : Ce critère permet de favoriser les projets qualitatifs et aboutis. Ainsi, pourront être pris en compte :
 - La densité du projet qui devra être optimisée, dans une logique de bonne utilisation du foncier aménagé ;
 - La qualité environnementale du projet, l'insertion paysagère et architecturale des projets.
- L'impact pour le territoire : Les opérations devront s'inscrire en cohérence avec les enjeux et les flux métropolitains. L'impact économique des projets évalués en fonction du nombre d'emplois créés, ainsi que de la fiscalité locale induite pour le territoire seront tout particulièrement pris en compte.

Piloté par la Métropole d'Aix Marseille Provence, le Dispositif de Minoration pourra associer d'autres partenaires (collectivités locales, EPF).

Il fera l'objet d'un comité de pilotage chargé de valider les projets donnant lieu à minoration foncière, de proposer les outils et les montants d'abondement à mettre en œuvre, et de suivre les projets, les enveloppes et plus généralement le pilotage des fonds mobilisés.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les objectifs poursuivis par le Dispositif de Minoration Foncière ainsi que son fonctionnement de principe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Impôts ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 007-489/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant l'instauration d'une politique métropolitaine d'exonération facultatives permanentes de cotisations foncières des entreprises ;
- La délibération FAG 008-490/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant l'instauration d'une politique métropolitaine d'exonérations facultatives temporaires de cotisations foncières des entreprises ;
- La délibération URB 002-1406/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 Décembre 2016 approuvant le Plan d'actions foncières du territoire de Marseille Provence et sa mise en œuvre
- La délibération ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, approuvant l'Agenda du Développement Economique Métropolitain,
- La délibération ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération ECO 001-5077/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018, relative à l'approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation économique sur le territoire de la Métropole (2018-2032).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que le développement économique et l'offre de foncier à vocation d'économie productive, artisanale et logistique constitue un enjeu majeur pour l'emploi local, le développement et le maintien de ces filières d'activité ;
- Que les enjeux et ambitions en termes de production de foncier à vocation d'économie productive doivent s'accompagner d'actions publiques volontaristes ;
- Que le Dispositif de Minoration Foncière tel qu'il est décrit a pour finalité de réduire le prix de revient du foncier à vocation d'économie productive, artisanale et logistique en actionnant et en coordonnant

divers leviers : planification urbaine, recyclage foncier, aides économiques...

- Que les critères d'application du Dispositif de Minoration Foncière s'inscrivent dans la politique métropolitaine en termes d'aménagement et de renouvellement urbain, de flux, de développement de l'emploi ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les objectifs poursuivis et les principes de fonctionnement du Dispositif de Minoration Foncière pour favoriser le développement économique du territoire.

Article 2:

Est approuvé le mode de gouvernance proposé pour le Dispositif de Minoration Foncière, à savoir la création d'un comité de pilotage en charge de valider les projets, outils à mettre en œuvre, montants à accorder.

Ce comité poursuivra la mobilisation des partenaires institutionnels qui pour l'heure ont techniquement participé à l'élaboration du dispositif : Région PACA, EPF et Banque de France...

Article 3 :

Est confirmée l'enveloppe globale de 10 000 000 euros affectés sur le fonds de minoration foncière. Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous-Politique C130 – Fonction 581 - Nature 2111 – opération 2016/02500.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 626

AVIS- Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole et la commune de Vitrolles pour la réhabilitation de l'impasse de Belgique de la ZA de l'Anjoly

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière de « création, aménagement et de gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires et aéroportuaires », à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2019, la Commune de Vitrolles a engagé la réhabilitation de la ZA de l'Anjoly avec la requalification complète de la rue d'Espagne. Pour poursuivre la réhabilitation du secteur, il est aujourd'hui proposé de travailler sur l'impasse de Belgique.

Comme pour la rue d'Espagne, la vétusté de l'impasse de Belgique ne permet plus aujourd'hui une desserte dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Par ailleurs, la voirie ne dispose pas de caractéristiques permettant le déplacement des modes doux (piétons, vélos).

Une étude de faisabilité a été réalisée par la commune qui souhaite aujourd'hui passer en phase opérationnelle.

Le programme des travaux de l'impasse de Belgique est le suivant :

La réhabilitation complète de la voie comprend :

- Décapage complet de la voirie
- Reprise en chaussée lourde de la voirie en conservant une emprise de 6m de large
- Reprise des avaloirs pluviaux
- Création d'un trottoir réglementaire et sécurisé (intégration d'une protection avec une bordure haute)
- Reprise de l'éclairage public
- Signalisation verticale et horizontale

La section du projet est une voie en impasse où l'on constate très peu de déplacements en vélo et qui ne dispose pas des emprises foncières nécessaires pour intégrer un cheminement dédié. Il est proposé de classer l'axe en zone 30 et de prévoir une voirie partagée.

Le coût des travaux est estimé à 440 000 € TTC auxquels il faut ajouter 20 000 € TTC d'études.

Ces aménagements sont à engager pour un montant global de 460 000 € TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée initiale au bénéfice de la Commune de Vitrolles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la réévaluation de l'autorisation de programme pour l'opération « Travaux ZAE toutes communes » (DI336AP) pour un montant de 1 000 000€ ;
- La délibération FAG 105-4546/18/CM du 18 octobre 2018 validant l'avenant N°1 à la convention de gestion N°17/1207 avec la commune de Vitrolles ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du 24 octobre 2019 validant l'avenant N°2 à la convention de gestion N°17/1207 avec la commune de Vitrolles.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée le programme de réhabilitation de l'impasse de Belgique sur la ZA de l'Anjoly pour un montant de 460 000 € TTC

Article 2 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux de l'impasse de Belgique sur la commune de Vitrolles pour un montant de 460 000 €TTC

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162331, nature 4581 fonction 61, autorisation de programme DI331AP « travaux ZAE toutes communes ».

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 627

AVIS- Acquisition foncière et prise de possession anticipée pour la réalisation d'un carrefour à l'entrée de la zone d'activités de Couderousse sur la commune de Meyrargues

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au titre de sa compétence en matière de « création, gestion et aménagement de zones d'activités économiques » la communauté du pays d'Aix avait déclaré en 2005 d'intérêt communautaire la ZAE de Coudourouse.

Cette zone d'activité est aujourd'hui partiellement en friche. Le long de la RD 96, le site est occupé par des hangars et entrepôts très dégradés, dont l'occupation n'est pas optimisée. Le site est traversé d'Est en Ouest par le chemin des Bouches du Rhône, qui n'est pas dimensionné pour accueillir de nouveaux projets économiques. Sur le côté Sud de la RD 96, l'ancienne usine de conserverie Barbier Dauphin a été réhabilitée et abrite aujourd'hui une moyenne surface commerciale de l'enseigne Leclerc. L'accès à cette zone d'activité se fait par un carrefour giratoire qui aujourd'hui n'est pas dimensionné pour assurer des trafics de Poids lourds ni pour absorber les trafics qui pourraient être induits par un réaménagement du secteur.

Un programme de réhabilitation est actuellement en cours pour d'une part réaménager le chemin du BDR qui serait l'axe principal de desserte des lots, et d'autre part créer un accès adapté à cette zone. Ce programme intègre la création d'un nouveau carrefour giratoire qui est aujourd'hui indispensable pour le développement de la zone.

Pour la réalisation de ce carrefour, il est nécessaire de procéder à des acquisitions foncières au sud de la RD96.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé un processus d'acquisition amiable des surfaces nécessaires aux travaux précités auprès de ALDIS ALPES DISTRIBUTION.

La Métropole doit se porter acquéreur d'une partie des parcelles cadastrées AP n° 176 , représentant une superficie approximative de 190m² (annexe 1), pour un prix de 18 euros/m² TTC, conformément à l'avis des domaine du 17 avril 2018 pris dans le cadre du projet d'acquisition sous DUP des emprises

foncières non bâties du Quartier « La Grange » et « La Coudourouse ».

Afin de faciliter la réalisation des travaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourrait signer une convention avec la société ALDIS ALPES DISTRIBUTION fixant les conditions de la prise de possession anticipée des emprises des parcelles susvisées. Le commencement des travaux sur cette emprise est prévu pour le second semestre 2020.

La prise de possession anticipée de la parcelle par la Métropole Aix-Marseille-Provence est consentie à titre gracieux.

Cette acquisition rend nécessaire la reconstitution des limites physiques entre le Domaine Public et le Domaine Privé.

Sur la surface de l'emprise concernée de la présente convention, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser les travaux énumérés ci-après et intégré au budget de l'opération :

- Réalisation d'un carrefour giratoire de 15m de rayon extérieur (8m d'ilot et 7 m d'anneau)
- Réalisation d'un cheminement piéton sur trottoir à l'extérieur de l'anneau .

La Métropole Aix-Marseille-Provence assumera la totalité des démarches administratives autorisant la réalisation de ce carrefour.

La totalité des crédits nécessaire à la réalisation de cet aménagement est intégrée dans l'Autorisation de programme n° DI610AP pour la réhabilitation de la zone de Meyrargues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A143 du Conseil Communautaire de la CPA du 24 juin 2005 déclarant d'intérêt communautaire la zone d'activité de Meyrargues;
- La délibération n°2006_A051 du Conseil Communautaire de la CPA du 3 février 2006 créant l'autorisation de programme du secteur de Meyrargues n°DI610AP pour un montant de 1 920 000€ ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis des domaines n°2017-059V2602 du 17 avril 2018 pris dans le cadre du projet d'acquisition sous DUP des emprises foncières non bâties du Quartier « La Grange » et « La Coudourouse ».

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une superficie approximative de 190m² à détacher des parcelles cadastrées section AP n° 176, conformément au plan joint en annexe, propriété de ALDIS ALPES DISTRIBUTION, et sise à Meyrargues, pour un prix de 18 euros/m² TTC, soit un prix estimatif avant bornage de 3420 euros TTC.

Article 2 :

Est autorisée la signature d'une convention de prise de possession anticipée d'emprise foncière sur les parcelles cadastrées section AP n° 176, propriétés de la société ALDIS ALPES DISTRIBUTION, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de la réalisation du carrefour giratoire sur la commune de Meyrargues.

Article 3 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention de prise de possession anticipée et tous les documents relatifs à cette acquisition.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget « Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix », en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162610, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI610AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi - Interventions économiques

2019 CT2 628

AVIS- Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée - Approbation tarification 2020 de l'immobilier et des activités sur le Technopôle

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée accueille au sein du Domaine du Petit Arbois 11 laboratoires de recherche, 3 centres d'enseignement supérieur, 70 entreprises innovantes et une dizaine de structures d'aide à l'innovation comme les Pôles de compétitivité.

Ainsi, près de 1 500 personnes travaillent chaque jour au sein d'un parc immobilier d'environ 38 000m² géré par la Direction du Technopôle de l'Arbois. Ce parc immobilier implanté au sein d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de 75 ha composée à 92 % d'espaces verts, comprend : 8 Hôtels d'Entreprises, une pépinière d'entreprises innovantes, 3 plateformes technologiques et 5 bâtiments dédiés au laboratoires de recherche.

Au delà de l'accompagnement de ces organismes dans leur développement et de l'entretien technique et patrimonial de la ZAC, la Direction du Technopôle de l'Arbois assure également la gestion locative de ces espaces.

Aussi, elle propose un certain nombre de services et de surfaces locatives qui sont facturés aux utilisateurs. Il s'agit en premier lieux de surfaces locatives (bureaux, ateliers, espaces de stockage), de participations aux frais de salles de réunion, à la mutualisation et refacturation de frais de gestion et d'entretien du Domaine du Petit Arbois ou à la proposition de services pour les « technopolitains » (activités sportives, food truck...).

Dans ce cadre, il convient de définir la tarification applicable pour les différents contrats locatifs des

biens immobiliers ou terrains mis à disposition à compter du 1^{er} janvier 2020.

Ne sont pas concernés les baux en cours qui disposent d'une clause d'indexation contractuelle, ainsi que les bâtiments occupés par Aix-Marseille Université (A.M.U) qui bénéficie, depuis l'origine, de conventions d'occupations à titre gratuit sur le loyer conformément aux délibérations du Comité Syndical du Syndicat Mixte de l'Arbois : n° 2002-449 (Villemin) du 21 mai 2002 - n° 2002-467 (chalet amagnétique) et n° 2002-470 (Laennec) du 27 juin 2002 - n° 2002-522 (Pasteur) - n° 2005-702 (Trocadéro) du 20 juin 2005 - n° 2006-776 (Aster) du 23 juin 2006.

Cette exonération ne concerne pas les charges générales du site auxquelles l'A.M.U participe.

La tarification proposée pour l'année 2020 concerne :

1/ Les loyers

Chaque bâtiment se voit attribuer un prix de location en fonction de ses caractéristiques. Pour être maintenue, l'attractivité du Technopôle doit tenir compte du prix de bureau médian en Pays d'Aix qui est de 130€ m²/an.

L'offre du Technopôle est comprise entre 85 € m²/an et 160 € m²/an.

- Tarification des bâtiments existants

Il est proposé de maintenir l'ensemble du parc locatif existant aux prix déjà délibérés pour l'année 2019.

Toutefois, les bâtiments dévolus à l'accueil d'activités économiques devant être assujettis à la TVA, il convient de voter les loyers des bâtiments suivants avec l'application de la TVA (au taux en vigueur à ce jour) :

- Bâtiment MARCONI
- Bâtiment MARTEL
- Bâtiment LAENNEC
- Villa ARDEVIE

L'application de la TVA sur les loyers des bâtiments mentionnés ci-dessus se fera uniquement sur les nouveaux contrats signés à compter du 1^{er} janvier 2020.

- Tarification nouvelles des loyers pour les parkings souterrains du bâtiment Le Rifkin :

Dans le nouveau bâtiment RIFKIN ouvert en Octobre 2019, le Technopôle dispose de 15 emplacements de parking intérieurs, situés au sous-sol du bâtiment qui seront proposés à la location.

Dès lors, il convient de fixer un tarif de location annuel à hauteur de 500€ HT/HC/an, représentant le coût de la location que la Métropole Aix-Marseille-Provence loue auprès du bailleur.

Par ailleurs, la nature de l'immobilier du Technopôle est pensée pour favoriser le développement des entreprises et laboratoires de recherche en proposant un parcours résidentiel depuis la création des projets, jusqu'à leur pré-industrialisation.

Ainsi, les entreprises technologiques doivent bénéficier d'espaces d'ateliers techniques ou de surfaces de stockage.

- **Les surfaces d'Ateliers :**

Dans tous les bâtiments du Technopôle : 90€ HT/HC/m²/an

- **Les surfaces de Stockage:**

Dans tous les bâtiments du Technopôle : 53€ HT/HC/m²/an

2/ Les provisions sur charges locatives

Des provisions au m² occupé sont appelées avec le loyer, puis liquidées au regard des dépenses réelles de l'année précédente.

Un tableau récapitulatif des dépenses est réalisé en fin d'exercice, et un prix réel au m² est établi.

Les charges se divisent en trois sous-sections.

a) Les charges liées au fonctionnement de la ZAC dans son ensemble :

La modernisation de la gestion de la sécurité actuellement en cours a permis d'installer un réseau de caméras sur l'ensemble de la ZAC.

Elle a permis aussi de sécuriser l'ensemble des bâtiments et des portes d'accès.

L'ensemble de ces mesures génère d'importantes économies ; elles permettent de ne plus renouveler le marché de sécurité par lequel une présence humaine était prévue 24h/24.

Outre la sécurité, sont principalement concernées les charges suivantes : l'entretien des espaces verts, l'entretien de la voirie et les consommations des fluides (éclairage public, consommation d'eau, fonctionnement des brumisateurs de sécurité incendie).

b) Les charges propres au fonctionnement de chaque bâtiment :

Sont principalement concernés le ménage des parties communes, les différents abonnements (eau, EDF, ascenseur) et l'entretien courant.

La répartition de ces charges se fait au prorata de la surface louée et reste spécifique à chaque bâtiment.

Il est proposé le maintien du montant des charges existantes au tarif déjà délibéré pour l'année 2019 pour les bâtiments ou espaces locatifs existants.

Toutefois, il convient de définir le niveau de charges pour de nouveaux espaces loués notamment pour les « Ateliers » (quel que soit le bâtiment) et la Halle CIRENE (mise à disposition de l'AMU).

Tarif : 26€ HT/m²/an

c) Les charges liées à la politique du tri sélectif :

La répartition de ces charges est calculée sur le nombre de salariés travaillant dans les locaux loués.

Il est proposé le maintien du montant des charges existantes au tarif déjà délibéré pour l'année 2019.

Ces charges représentent une facturation de 40€/salarié/an pour chaque organisme implanté sur le domaine du Petit Arbois.

3/ Les participations aux frais de gestion de l'espace de conférence dit « LE FORUM »

Outil de promotion du Technopôle, le Forum est un espace dédié à l'animation permettant aux structures technopolitaines et extérieures de réaliser leurs manifestations (colloques ou séminaires...).

Une tarification différenciée est proposée selon que l'utilisateur soit Résident/Partenaire/Extérieur qui s'échelonne entre 100€ et 400€ selon la capacité d'accueil et l'équipement des salles.

4/ Les redevances d'occupation de l'espace public :

Ces redevances sont de plusieurs ordres :

- **Mise à disposition de terrain nu donnant lieu à une convention précisant les modalités:**

- destiné à du stockage ou de l'expérimentation.

Tarif : 1€ m²/an

- destiné à accueillir un local d'activités (à charge du preneur)

Tarif : 12€ m²/an

- b) Mise à disposition d'espaces pour les opérateurs de téléphonie et internet (fourreaux et antennes relais) donnant lieu à une convention précisant les modalités:**

- Antennes relais installées sur le château d'eau

Tarif : 15 000€ /an

- Fourreaux

Tarif : 1€ mètre linéaire occupé/an

- **Droits de place pour les camions de type « Food Truck » :**

Afin de diversifier l'offre de restauration au sein du Technopôle, deux Food Truck viennent quotidiennement à l'heure du déjeuner.

Tarif : 15€/jour d'occupation

- d) Mise à disposition d'espaces dans les parties communes des immeubles pour l'installation de distributeurs automatiques de produits alimentaires.**

Redevance due par le distributeur : 2 % du chiffre d'affaire

- e) Mise à disposition d'espaces dans les parties communes des immeubles pour y installer des containers, récupérateurs de piles usagées, toners d'imprimante ou tout autre service permettant le recyclage de produits usagés, ou d'aide aux structures technopolitaines.**

Gratuité

- f) Mise à disposition d'espaces dans le cadre de tournage de film :**

Au regard des caractéristiques propres du site et de la place disponible nécessaire pour le stationnement des véhicules et matériels, le Technopôle peut accueillir ce type d'activité.

Tarifs : de 1 000€ à 1 500€ par jour selon le cadre de tournage

g) Mise à disposition d'espaces dédiés à des activités de développement personnel et de bien-être :

Ce service donne lieu à la mise à disposition de salle entre 12h et 14h et concerne des associations ou personnes exerçant en nom propre pour y dispenser des cours (Yoga, sophrologie, ...) ;

Tarifs : Gratuité pour les structures associatives

5€/ séances pour les structures non associatives

5/ Les badges d'accès au site et aux bâtiments

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une nouvelle sécurisation sur le Technopôle (bâtiments et des accès au site), des badges ont été remis aux locataires à titre gratuit.

Il est proposé qu'en cas de demande de renouvellement de nouveaux badges, une facturation à hauteur de 34€/badge puisse être appliquée.

Cette facturation sera également appliquée aux occupants du site (autres que les locataires directs de la Métropole) lors de leur implantation et en cas de renouvellement (perte, destruction...).

6/ Badges pour véhicules électriques

Les locataires du Technopôle peuvent bénéficier d'un badge de recharge aux bornes électriques pour les véhicules concernés.

Ce badge leur étant remis, il est proposé de facturer une participation annuelle à hauteur de 50€/an.

L'ensemble des tarifs 2020 est détaillé dans l'annexe ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de fixer les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au Technopôle à compter du 1^{er} janvier 2020.

Délibère

Article Unique :

Sont approuvés les différents tarifs pour la gestion locative du Technopôle de l'Arbois à compter du 1^{er} janvier 2020.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 629

AVIS- Capaix Connectic - Rapport du délégataire 2018 - Délégation de service public pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à Très Haut Débit sur le Territoire du Pays d'aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

1. Rappel du cadre juridique et des réalisations

Par délibération du 26 juin 2008, le Territoire du Pays d'Aix a attribué au groupement Eiffage/LD Collectivités, la Délégation de Service Public relative à l'Établissement et l'Exploitation d'un Réseau de Communications Électroniques à Très Haut Débit. D'une durée de 20 ans, ce contrat de concession a pour objet la construction et l'exploitation du premier réseau d'initiative publique à l'échelle du département. Son exécution a été confiée à la société dédiée CAPAIX CONNECTIC, issue du

groupement précité. Signé en septembre 2008, le contrat a été mis en œuvre à compter du mois de novembre de la même année.

Pour la réalisation de ce projet initial, d'un montant de 16,53 M€, le délégataire a bénéficié d'une première subvention publique à hauteur de 7,85 M€. Cette somme correspond au besoin de financement nécessaire pour compenser tout ou partie des surcoûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public mises à la charge du délégataire. Le coût pour la collectivité a été allégé grâce aux subventions de l'Europe (FEDER) et de l'État (FNADT), pour un montant total de 1 586 000 €.

Initialement limité au dégroupage de NRA et à la desserte des zones d'activités et sites publics du territoire, le contrat de DSP a notamment fait l'objet d'un premier avenant par délibération n°2015_A196 du 8 octobre 2015. Ainsi, le Territoire du Pays d'Aix a poursuivi son engagement de déploiement des technologies du numérique qui s'est traduit notamment par :

- la mise en place de capillarité au sein de 5 zones d'activités en ciblant les TPE et PME;
- la réalisation d'une opération de « Montée en Débit »

Cet avenant a fait l'objet d'une subvention complémentaire de 3 470 285€, soit 1 860 000€ pour les travaux de montée en débit et 1 610 285€ pour la réalisation de capillarité dans les zones d'activités ciblées.

De plus, en décembre 2018, la commission de la Métropole Aix-Marseille-Provence a validé un deuxième avenant pour la mise en capillarité de 13 nouvelles zones d'activités réparties sur 9 communes du périmètre d'intervention. Cette extension est prévue en deux phases jusqu'en février 2021.

Par ailleurs, en 2015 un protocole transactionnel a permis de régulariser les extensions et interventions complémentaires ayant eu lieu au cours des années 2012 et 2013.

2. L'activité 2018 de la DSP (détails en annexes)

CAPAIX CONNECTIC, en tant que délégataire en charge de la DSP Très Haut Débit, est soumis à des obligations tant légales que contractuelles en ce qui concerne la communication des rapports réguliers sur l'exécution du service public délégué ainsi que sur l'état du réseau.

Ces obligations sont définies d'une part au travers du contrat de concession et résultent d'autre part de l'application de l'article L1411-3 du CGTC.

2.1. Le périmètre du réseau

Au terme de 2018, un réseau de 510 km de fibre optique en liaison avec le réseau national via le Data Center Interxion de Marseille, a été mis en service et permet de raccorder 73 zones d'activités réparties sur l'ensemble du Territoire du Pays d'Aix. Le

Délégataire a également procédé à ce jour au dégroupage de 20 centraux téléphoniques, à la mise en capillarité du réseau au sein de 8 zones d'activités et à la réalisation d'un projet de Montée en Débit sur 10 PRM (Point de Raccordement Mutualisé). Quatre salles techniques ont été réalisées dans le cadre de cette concession. Trois extensions du réseau ont été réalisées courant de l'année 2018 dans la ZA du Puit Morandat à Gardanne, au Canet de Meyreuil et au Carreau de la Mine à Meyreuil.

2.2. État de la commercialisation des services proposés par le délégataire

Au cours de l'année de 2018, la commercialisation du DSL, à travers les centraux dégroupés (desserte Grand Public) s'est maintenue au-dessus du plan d'affaires initial. En effet, au terme de l'exercice 2018, en volume, le DSL (technologie à destination au Grand public) représente un total de 10264 abonnés issus du Territoire du Pays d'Aix auprès des opérateurs clients de CAPAIX CONNECTIC (soit 1829 abonnés de plus par rapport au Business Plan initial qui prévoyait 8435 abonnés en fin 2018).

L'année 2018 voit également le chiffre d'affaires lié aux services « actifs » en fibre optique destinée aux entreprises poursuivre sa progression.

L'année 2018 a vu son nombre de contrats progresser de 30 % par rapport à 2017. A fin 2018, CAPAIX CONNECTIC dispose de 308 contrats signés. Le BP initial prévoyait pour sa part un total de 270 contrats signés à fin 2018. Cette croissance a vocation à perdurer grâce à la mise en œuvre de l'avenant n°2. De plus, afin de rester attractif sur le territoire, CAPAIX CONNECTIC a établi une nouvelle grille tarifaire très compétitive qui doit permettre de soutenir cette commercialisation par les opérateurs locaux.

Le site Internet, indiquant le nombre d'opérateurs présents et la couverture disponible sur les 36 communes du Territoire du Pays d'Aix, a fait l'objet d'une refonte au dernier trimestre 2017. Il permet la mise en contact grâce à un formulaire en ligne et intègre une carte d'éligibilité développée par le Service Innovation et Développement des Entreprises du Territoire du Pays d'Aix.

Un flyer et une affiche ont été réalisés et seront distribués auprès des entreprises et dans les communes concernées dans les futures zones identifiées dans l'avenant N°2.

4. Résultats financiers (détails en annexes)

Sur le plan financier, comme en 2017, la DSP réalise un chiffre d'affaires positif depuis trois exercices consécutifs, il est en légère augmentation (+1,7%) par rapport à l'exercice précédent et on constate un résultat net positif avec +309K€ en 2018. Ses capitaux propres sont encore suffisamment dimensionnés (6,7M€ environ) ce qui permet de disposer d'une certaine visibilité pour les années à venir.

Ceci est le résultat d'une très bonne commercialisation des offres CECA (Core Ethernet

Capaïx Accés) et LAN to LAN (Local Area Network) poursuivie auprès des TPE et PME.

Le deuxième avenant d'extension de la capillarité dans de nouvelles zones activités devrait contribuer à conforter la commercialisation de l'offre CECA auprès de TPE/PME.

Néanmoins, des recettes supplémentaires pourraient être générées via la commercialisation d'IRU (location de longue durée de fibre optique noire) en direction des acteurs publics sous forme de GFU (Groupement Fermés d'Utilisateurs) permettant de relier numériquement les différents établissements publics.

Concernant les offres ADSL, le budget initial prévoyait pour 2018 un chiffre d'affaires de 2 043 000€, le chiffre d'affaires réalisé est de 2 479 000€, soit une augmentation correspondant à 21,35% de plus par rapport au prévisionnel.

5. Perspectives pour l'avenir

Le délégataire est en réflexion pour répondre aux besoins des opérateurs mobiles afin de faciliter l'extension de la couverture 4G/4G+ sur le territoire d'emprise de la DSP. Ainsi une nouvelle offre de location en fibre optique noire pourrait être adressée aux opérateurs mobiles et ce sans distinction de distance parcourue jusqu'au point de livraison.

Par ailleurs, des besoins apparaissent dans le transit de données entre Paris, Marseille et Nice, CAPAIX CONNECTIC réfléchit à la mise en œuvre d'une solution de trafic de transit au sein du Territoire du Pays d'Aix.

Le délégataire prévoit pour 2019, l'extension de l'offre CECA au sein des zones d'activités des communes d'Eguilles, de Gardanne, des Pennes-Mirabeau et de Saint-Cannat.

Des travaux relatifs au BHNS (Bus à Haut Niveau de Service) sont prévus.

Enfin, la continuité de raccordement en fibre optique des piscines du Territoire du Pays d'Aix sera poursuivie.

6. Commentaires sur le rapport

Globalement, le rapport annuel 2018 de CAPAIX CONNECTIC est positif et fait état de résultats satisfaisants sur le plan commercial avec une augmentation de 30 % de contrats signés sur l'année par rapport à 2017, toutefois compte tenu de la baisse tarifaire, l'évolution du chiffre d'affaires n'est pas proportionnelle à la croissance des contrats signés.

En effet, le nombre de contrats entreprises est conforme voire supérieur au prévisionnel, mais en

raison de la concurrence, le revenu moyen par lien de fibre optique a été fortement corrigé à la baisse.

Afin de compenser ces marges plus faibles, il apparaît nécessaire de poursuivre la capillarisation au sein des nouvelles zones d'activités rendues éligibles à l'offre CECA avec l'avenant n°2.

Par ailleurs, la promotion de la commercialisation d'IRU auprès d'acteurs publics sous forme de GFU pourrait générer des recettes supplémentaires.

- L'un des principaux enjeux porte sur la poursuite de la commercialisation de l'offre CECA dans les ZA du Territoire du Pays d'Aix éligibles à cette offre au titre des avenants 1 et 2.
- Le principal enjeu sur le segment grand public réside dans le maintien de la commercialisation des liens DSL par SFR.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 relatif au rapport annuel du délégataire de Service Public Local;
- La délibération n° 2008_A076 du Conseil Communautaire de la CPA du 26 juin 2008 relative au choix du délégataire;
- Le contrat de concession signé entre la « Communauté du Pays d'Aix » et le groupement d'entreprises composé par SFR Collectivités et Eiffage S.A. et notifié le 19 septembre 2008.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole approuve le rapport du délégataire 2018 et le rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels, produits au titre

de la Délégation de Service Public pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau Très Haut Débit sur le Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 630

AVIS- Approbation d'un avenant portant sur le rééchelonnement de la franchise de remboursement avec Thecamp

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Thecamp est un campus d'ambition internationale, d'innovation et de prospective dédié à la ville de demain. Il vise à réunir des talents du monde entier, étudiants, entrepreneurs, dirigeants et managers, experts et mentors, pour créer un écosystème fertile en rencontres, un lieu d'intelligence connecté d'échanges et de confrontation des idées, un espace tout entier voué à la création et à l'innovation, à l'instar des campus américains qui l'ont inspiré. Thecamp veut stimuler l'esprit entrepreneurial, promouvoir la culture de l'expérimentation, du design et de la transdisciplinarité, et accompagner les « créateurs du changement » qui inventeront les solutions pour rendre les métropoles plus durables, plus équitables, plus résilientes et plus humaines.

Visant à la fois l'éducation, l'accompagnement des projets entrepreneuriaux, la réflexion sur les enjeux de la ville du futur, Thecamp est un catalyseur qui a pour vocation de faire émerger les innovateurs et les leaders transformateurs du monde de demain.

L'ambition de Thecamp est de devenir le premier campus européen dédié à la « ville intelligente ». Compte-tenu de l'intérêt général de ce projet, unique en Europe, pour le développement économique du grand territoire et de son positionnement comme

territoire d'excellence et d'innovation dans le domaine de la « ville intelligente », les acteurs publics et notamment les collectivités, se sont engagés à le soutenir financièrement sous forme d'avances remboursables.

Ainsi, le Conseil Régional, le 20 février 2015, s'est prononcé en faveur d'un soutien financier sous forme d'avances remboursables à hauteur de 3M€ par an sur une durée de trois ans avec la possibilité d'octroyer deux millions supplémentaires sur les 2 années suivantes. Le 19 février 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a décidé d'apporter son soutien financier à hauteur de 5M€ sous forme d'avances remboursables.

Le 12 mars 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a validé son soutien financier sous forme d'avances remboursables à hauteur de 5M€ libérable sur cinq ans.

Thecamp a été inauguré le 28 septembre 2017.

Le 21 mars 2019, un premier comité de pilotage a été tenu afin de présenter le bilan 2018 et les perspectives 2019. L'année 2018 a permis d'évaluer les différents dispositifs et outils mis en place en adéquation avec le programme initial. Elle est considérée comme « année 1 », dédiée à l'expérimentation de toutes les idées fondatrices de Thecamp. Elle a permis de tester d'une part la partie fonctionnement du campus, c'est-à-dire l'offre de restauration et d'hôtellerie, et d'autre part d'évaluer la partie programmation, c'est-à-dire les différents projets et formats menés par l'équipe et par l'écosystème mobilisé, ainsi que l'accueil d'événements et de séminaires.

Le 19 juin 2019, un deuxième comité de pilotage a été organisé avec les partenaires fondateurs publics afin de discuter des nouveaux éléments budgétaires de Thecamp et de présenter la demande de rééchelonnement du remboursement de prêt. En effet, malgré un premier bilan faisant état d'un rapport d'activité particulièrement riche, plusieurs contraintes organisationnelles et contextuelles imposent de revoir le projet et son business plan. Les activités rémunératrices sont déjà en place mais Thecamp reste pour l'instant malgré tout déficitaire. Une rationalisation interne est déjà en cours à la fois sur le contenu, les aspects financiers et les process avec des évolutions importantes déjà effectives.

Des mesures ont été prises afin de simplifier et optimiser l'offre de services, de restructurer les coûts de fonctionnement et renforcer la Direction Générale. Ainsi, Thecamp transmet un Business Plan à 6 ans (2020 -2025), incluant le remboursement de l'avance remboursable à partir de 2023. Par ailleurs, une organisation de suivi et de comptes rendus réguliers a été mise en place entre les différents partenaires publics et Thecamp (dont le détail est joint dans l'avenant). Enfin en ce qui concerne le financement des pertes, sur la période 2018-2019, celui-ci a été assuré par la levée de fonds initiale et par un effort demandé aux banques sur le dernier trimestre 2019. Pour la période 2020-2023, Thecamp travaille sur

une nouvelle levée de fonds qui fait notamment appel aux banques actuellement partenaires de Thecamp. Dans cet objectif de recapitalisation, le soutien des institutions est un élément essentiel.

La nouvelle feuille de route 2020-2023 vise à rendre son autonomie financière à Thecamp à l'horizon 2023. Elle se décompose comme suit :

– Rationalisation de l'offre en se focalisant sur le cœur d'activité « contenu »

- Pôle « Séminaires et formation » destiné au public et au privé

Construction de séminaires et de formations inter ou intra organisation sur les thèmes de l'accompagnement vers les grands changements du monde, notamment à travers des méthodologies créatives et d'intelligence collective, d'accompagnement à la conduite de projet ou encore de formation au leadership à l'esprit d'entreprendre. En d'autres termes, cela correspond à la mise à disposition des infrastructures, des méthodologies et des experts de Thecamp à des organisations qui souhaitent opérer leur transformation digitale et/ou environnementale.

- Le pôle « Startup et innovation »

Mise en place d'un processus et mise à disposition de ressources permettant aux organisations de dépasser les freins à l'innovation (intégration d'une nouvelle unité innovante, agilité, tailles des structures impactent la capacité à innover...), afin de déployer l'expérimentation en projet viable et ainsi refermer le cercle vertueux « sensibilisation > formation > prototypage > expérimentations > mise en œuvre ».

– Ré-affirmation de l'ancrage local et de l'attractivité du campus pour le territoire

- Rendre accessible le campus au tissu économique local

Création d'une offre ACCESS destinée spécifiquement au PME et ETI, leur permettant de bénéficier des infrastructures, du réseau et de l'offre de formation suivant un système d'abonnement, et ouvrir l'accès au fablab de Thecamp afin de pousser les activités de prototypage/modélisation précoce auprès de ce type de public, peu habitué à cette méthode d'innovation.

- Renforcement des liens avec les acteurs culturels locaux

Mise en place d'un nouvel agenda événementiel ayant pour objectif principal de faire vivre ce site et de le rendre accessible au grand public à travers des événements réguliers (concerts, représentations, cours artistiques, conférences...), renforcement des partenariats actuels (CIAM, FIAL, Château Lacoste...) et élargissement des partenariats avec d'autres acteurs du territoire en vue de faire de Thecamp un lieu culturel de référence.

– Baisser les charges qui pèsent sur l'activité principale

Le plan d'action va permettre de baisser drastiquement le niveau des charges fixes et variabiliser les charges liées à la génération de chiffre d'affaires afin de maîtriser la marge de 2020 à 2023.

Les grandes lignes directrices de cet objectif sont :

- réduire le niveau de charges (cf annexe 2 tableau des économies réalisées et prévues)
- découper et filialiser chacune des activités pour une meilleure comptabilité analytique et un compte de résultat clair par filière
- externaliser les activités non stratégiques (hôtellerie, restauration...) auprès de prestataires et ainsi transformer ces postes de dépenses en sources de revenu pour Thecamp
- se concentrer sur le cœur d'activités à savoir la formation et l'accompagnement pour renforcer l'expertise et le positionnement du campus au niveau national et européen.

Thecamp sollicite aujourd'hui de l'ensemble des institutions publiques partenaires fondateurs un décalage de la franchise de remboursement de 3 ans selon les mêmes modalités que celles stipulées dans la convention initiale, avec des premiers remboursements à partir de 2023. Une renégociation du prêt est également en cours auprès des établissements financiers

Le nouvel échéancier prenant en compte ce décalage de la franchise de remboursement est le suivant :

	VENIMENT AVANCE REMBOURSABLE					REMBOURSEMENT DE L'AVANCE REMBOURSABLE									
MAP	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
Tranche 1	1 200 000 €					240 000 €	240 000 €	240 000 €	240 000 €	240 000 €					
Tranche 2		1 600 000 €					320 000 €	320 000 €	320 000 €	320 000 €	320 000 €				
Tranche 3			1 200 000 €					640 000 €	640 000 €	640 000 €	640 000 €	640 000 €			
Tranche 4				1 600 000 €					480 000 €	480 000 €	480 000 €	480 000 €	480 000 €		
Tranche 5					1 600 000 €					480 000 €	480 000 €	480 000 €	480 000 €	480 000 €	
TOTAL	1 200 000 €	1 600 000 €	1 200 000 €	1 600 000 €	1 600 000 €	240 000 €	560 000 €	1 200 000 €	1 600 000 €	2 000 000 €	1 760 000 €	1 440 000 €	800 000 €	400 000 €	
TOTAL CHIFFRE	1 200 000 €	1 600 000 €	1 200 000 €	1 600 000 €	1 600 000 €	240 000 €	560 000 €	1 200 000 €	1 600 000 €	2 000 000 €	1 760 000 €	1 440 000 €	800 000 €	400 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1511 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A268 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative au soutien du dossier « The Camp » ;
- La délibération n°14-1450 du Conseil Régional relative au soutien de principe du projet « Thecamp » ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 19 février 2015 relative au soutien du dossier « Thecamp » ;
- La délibération n°2015_A014 du Conseil communautaire de la CPA du 12 mars 2015 approuvant l'octroi d'une avance remboursable à la société d'exploitation de « Thecamp » et
- donnant délégation au Bureau de la Communauté pour l'approbation de cette convention de partenariat.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la nouvelle proposition de business plan est cohérente, rationnelle et raisonnable au regard des nouveaux positionnements et choix stratégiques de Thecamp.
- Que ces nouveaux choix stratégiques sont justifiés et vertueux au regard des premiers bilans émanant de l'évaluation de sa première année de lancement et qu'ils imposent un décalage de l'échéancier de

remboursement afin de permettre leur bonne mise en place.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le nouvel échéancier par la Métropole Aix-Marseille-Provence et qui remplace l'échéancier initial des remboursements.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant modifiant l'article 6 de la convention quadripartite initiale.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des documents, dont l'avenant modifiant la convention quadripartite initiale.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain, en section d'investissement : chapitre 27, nature 2745, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 631

AVIS- Présentation du rapport d'activités 2018 du Délégué de Service Public pour la construction et l'exploitation du complexe funéraire d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Ville d'Aix-en-Provence a délégué, par un contrat de concession, la construction et l'exploitation du complexe funéraire à la Société des Crématoriums de France. Ce contrat avait été conclu initialement

pour une durée de trente ans à compter du 1er mars 2001, prolongé de cinq ans et sept mois par un avenant du 13 décembre 2017, soit un terme fixé au 30 septembre 2036.

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce depuis le 1er janvier 2018 sur la totalité de son territoire la compétence relative à « la création, la gestion et l'extension des crématoriums ».

Dans ce cadre, le contrat de délégation de service public relatif à la construction et à l'exploitation du crématorium d'Aix-en-Provence a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2018.

Ce Complexe est constitué de trois types d'équipements funéraires distincts mais liés physiquement, fonctionnellement et contractuellement :

☐ ☐ Un crématorium métropolitain

☐ ☐ Un parc cinéraire et une chambre

funéraire dont la compétence est restée communale. En vertu de l'article L. 1411-3 du CGCT, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant.

Les informations ci-après présentent une analyse de l'exploitation du crématorium d'Aix-en-Provence courant du 1er janvier au 31 décembre 2018 réalisée sur la base du rapport remis par le délégataire.

D'après les éléments indiqués dans le rapport du délégataire, la société des Crématoriums de France, les services métropolitains ont relevé les éléments suivants :

Il est constaté une baisse de l'activité du crématorium en 2018 de 0,8 %, soit 2 424 crémations en 2018 contre 2 444 crémations en 2017, auxquels s'ajoutent les 105 crémations de pièces anatomiques et de restes humains exhumés.

Le chiffre d'affaires global du complexe funéraire a baissé de 4 %. Il représente 1767 k€ en 2018, alors qu'en 2017, il s'élevait à 1 839 k€.

Le total des produits d'exploitation atteint 1 776 k€ en 2018 contre 1843 k€ en 2017, soit une baisse de 3,65 %.

Malgré cette baisse d'activité, les charges d'exploitation ont connu une hausse de 7 %, soit 1 100 k€ contre 1028 k€ en 2017.

En 2018, les charges de personnel s'élèvent à 226 k€ contre 209 k€ en 2017, soit une progression de 8 %. Sept personnes concourent à temps plein à l'exploitation du site : Un directeur, son adjoint, 2 assistants funéraires, 2 agents de crémation et 1 maître de cérémonie.

Les charges comprennent également la redevance versée à la collectivité délégante qui représente 94 k€ en 2018.

Le résultat d'exploitation est donc en baisse de 17,08 % en 2018, soit 676K€ contre 815K€ en 2017.

En termes d'organisations, les horaires n'ont pas changé.

Les habilitations sont conformes et tous les suivis de conformité ont été réalisés.

Les tarifs ont été révisés et sont en augmentation de 1,67 %, conformément aux dispositions contractuelles.

Le rapport annuel du délégataire contient l'essentiel des données exigées par le contrat.

Au niveau de la qualité de service, le délégataire a reçu 866 questionnaires renseignés, soit un taux de retour de 37,8 %, en augmentation par rapport à 2017 et qui pour la majeure partie dressent un bilan très satisfaisant de l'équipement et des services proposés.

En termes financiers le résultat de l'exercice présente un bénéfice de 469 k€, soit une perte de 3,44 % par rapport à l'exercice précédent (485 k€).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2001.0150 du Conseil Municipal de la Ville d'Aix-en-Provence du 15 février 2001 approuvant le contrat de délégation de service public pour la construction et l'exploitation du complexe funéraire d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°DL.2017-559 du Conseil Municipal de la Ville d'Aix-en-Provence du 13 décembre 2017 portant approbation de l'avenant n°1 relatif à la prolongation de la durée du contrat de délégation de service public ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2018 a été remis par la Société des Crématoriums de France.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2018 ci-annexé, remis par la Société des Crématoriums de France, titulaire du contrat de délégation de service public relatif à la construction et l'exploitation du complexe funéraire d'Aix-en-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 632

AVIS- Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Présentation des missions de l'association PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT (PAD)

Créée en 1996 à l'initiative de la Communauté du Pays d'Aix, Pays d'Aix Développement (PAD) est un acteur majeur en matière de dynamique d'implantation des entreprises et de promotion économique du territoire.

Une action globale au service du développement économique du territoire

L'action de PAD est structurée autour de quatre axes essentiels :

- Une mission d'accueil des entreprises et de facilitation de leur implantation (mobilisation des aides financières, proposition de terrains et de locaux, problématique du recrutement et de la formation, suivi de l'implantation), qui s'est traduite par le suivi d'environ 400 à 450 dossiers par an.

- Une mission d'accompagnement au développement endogène des entreprises existantes (développement d'entreprises déjà présentes sur le territoire) et exogène des entreprises existantes (demandes d'entreprises émanant de l'extérieur en recherche d'implantations). Dans le cadre de sa mission de développement endogène, PAD apporte conseils et informations auprès des entreprises matures déjà implantées sur le territoire.

- Une mission de promotion du territoire et de prospection d'entreprises, afin d'attirer de nouvelles entreprises en Pays d'Aix. Pour ce faire, PAD utilise un large panel d'actions publicitaires de marketing territorial : affichage dans les aéroports, publicité presse, radio et internet, site internet PAD, réseaux sociaux, édition de plaquettes et magazine « Les Énergies de la Victoire », organisation des rencontres du Club Entreprises des Énergies de la Victoire, participation à des salons et colloques professionnels...,

- Une mission de soutien à la création d'entreprises innovantes et technologiques à travers la gestion du Dispositif d'Amorçage Provençal déployée sur l'ensemble du périmètre de la Métropole qui est devenu, suite à la délibération n° ECO 002-4587/18/CM en date du 18 octobre 2018, Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA)

Ce dispositif d'amorçage est destiné à financer les premiers besoins (études de marché, études techniques, prototypes...) d'un projet technologique ou innovant sous forme d'un prêt d'honneur plafonné à 40 000 € à taux zéro. Ces projets ont vocation à intégrer ultérieurement les pépinières et hôtels d'entreprise du territoire ou l'un des espaces économiques éligibles.

Historiquement, ce dispositif concernait uniquement les communes du bassin minier ; depuis 2012, suite à un premier abondement par la collectivité, ce dispositif est étendu à l'ensemble des communes du Pays d'Aix.

Depuis sa création, le dispositif d'amorçage comptabilise 2 845 566 € de subventions ayant abondé le dispositif, 123 projets propulsés, 94 entreprises créées, près de 551 emplois créés et pérennisés.

L'élargissement de ce dispositif à l'échelle de la Métropole depuis 2018 mobilise des moyens humains et financiers accrus qui justifient la participation financière complémentaire du Territoire de Marseille-Provence.

Le pré-bilan 2019 arrêté au 31 août 2019 fourni par PAD fait apparaître les éléments suivants :

- 368 dossiers suivis

- 123 implantations représentant 2.050 emplois, dont :

- 50 nouvelles entreprises implantées, soit 413 emplois créés ou transférés sur le territoire du Pays d'Aix
- 73 entreprises qui se sont développées de manière significative sur le territoire, soit 1965 emplois créés et maintenus.
- 30 dossiers ont été suivis en amont par PAD et 93 dossiers ont été suivis après la prise de décision d'implantation

Les implantations se répartissent de la façon suivante :

- 57 % dans le secteur des services,
- 15 % dans celui de l'industrie,
- 23 % dans le commerce,
- 3 % dans le juridique
- 2 % dans le transport et la logistique,

Transactions bureaux et locaux d'activités au 31 août 2019 : 51 527 m² placés.

Ces chiffres correspondent aux 123 implantations suivies par PAD et les commercialisateurs partenaires au 31 août 2019.

La commercialisation des terrains publics sur la ZAC de Lenfant (Aix), de La Bertoire II (Lambesc), du Parc d'activités Morandat (Gardanne), des Vergeras (St Estève Janson, de la Burlière (Trets), du Carreau de la Mine (Meyreuil) et La Roque d'Anthéron II, mais aussi les opérations initiées sur Vitrolles qui devraient permettre de maintenir un bon niveau de transactions dans les prochaines années. »

Afin de poursuivre en 2020 l'ensemble des missions engagées telles que précisées plus haut, le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant total de **498 000 €**, à l'association PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT, soit :

- pour le Territoire du Pays d'Aix (CT2)
- pour le Territoire Marseille Provence (CT1)

Ce montant représente 84.46 % du budget prévisionnel de fonctionnement de 589 631 €, et 51.34 % du budget global consolidé de 969 831 €.

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_189	PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT	CT1 Budget Principal Métropolitain	589 631 €	24 000 €	24 000 €	OUI
2020_190		CT2 Pays d'Aix		474 000 €	474 000 €	
TOTAL					498 000 €	

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, le Bureau de la Métropole, par délibération du 19 décembre 2019, a décidé d'attribuer à l'association, une subvention de 272 600 €, au titre du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 008-4739/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 relative au renouvellement de la convention cadre entre la Métropole et Pays d'Aix Développement.

Où le rapport ci-dessus,

474 000 €

24 000 €

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association sus-mentionnée une subvention de 498 000 € ; celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 474 000 € par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2)
- 24 000 € par le Conseil de Territoire Marseille-Provence (CT1)

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Pays d'Aix Développement.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget principal Métropolitain, en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67 (CT1)
- le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Est précisé : « La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020 ».

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 633

AVIS- Attribution d'une subvention à l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT pour l'abondement du dispositif "Aix-Marseille-Provence Amorçage " - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément aux objectifs énoncés dans son Agenda de Développement Économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé, par délibération n° ECO 002-4587/18/CM en date du 18 octobre 2018, de déployer le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA), jusqu'alors mis en œuvre au territoire du Pays d'Aix, sur l'ensemble du périmètre de la Métropole. Ce déploiement consiste à abonder un fonds d'un dispositif d'amorçage via une subvention annuelle à l'opérateur chargé dudit dispositif. En vertu de la délibération précitée c'est l'association PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT (PAD) qui, au regard de son objet statutaire et de son expertise, assurera la gestion et le fonctionnement du dispositif. Celui-ci intervient sous forme de prêt à taux zéro d'un montant maximum de 40 000 € versé en amont de la création d'une entreprise technologique ou innovante, permettant de financer notamment la réalisation de prototypes ou des dépenses de protection de l'innovation.

Dans la mesure où ce dispositif s'appuie, d'une part, sur des fonds de reconversion de l'ancien bassin minier et, d'autre part, sur des conventions de revitalisation gérées par la DIRECCTE, une convention cadre a été signée entre l'État, l'association PAD et la Métropole pour la mise en place, sur le périmètre métropolitain, du dispositif AMPA.

Les acteurs institutionnels participent, aux côtés d'un certain nombre d'experts, au comité de sélection et au comité d'engagement chargés de sélectionner les entreprises.

Conformément à ladite convention cadre, la Métropole abondera le fonds moyennant une subvention annuelle versée, à l'échelle de chaque territoire, à l'association qui s'est vu confier le rôle d'opérateur du dispositif. Le soutien de l'État se traduit par les fonds de revitalisation susceptibles d'être mobilisés. Enfin, le dispositif AMPA est également alimenté par les remboursements des prêts octroyés aux porteurs de projets et par des participations bancaires, le cas échéant.

A la date du 31 août 2019, le dispositif d'amorçage présente le bilan suivant, en prenant en compte les dossiers réalisés depuis 2003 à l'échelle du territoire du Pays d'Aix :

- 123 dossiers retenus propulsés (dont 6 entre le 01/01/19 et le 31/08/19)
- 551 emplois créés et pérennisés, 94 entreprises créées
- 256 dossiers examinés en comités de sélection (dont 17 entre le 01/01/19 et le 31/08/19)
- 12 échecs
- 1 276 769 € remboursés par les porteurs de projet (dont 71 488 € début 2019)
- 3 876 795 € engagés (dont 258 800 € début 2019)

En 2020, l'association prévoit d'examiner environ 80 dossiers pour déterminer l'éligibilité (41 dossiers reçus au 31 août 2019 ; 17 projets présentés en comité de sélection, 6 dossiers financés et 2 dossiers déjà retenus prévus au comité d'engagement en novembre 2019).

Aussi, il est proposé à chaque territoire, via les états spéciaux, de participer à ce dispositif en fonction de son « poids économique » lequel a été calculé pour chaque territoire en fonction du nombre d'entreprises, du nombre d'emplois et de la Contribution Économique Territoriale (CET) versée par les entreprises.

Pour le budget 2020, il est par conséquent proposé les participations suivantes :

- 138 000 € pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 100 000 € pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- 20 800 € pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile
- 13 800 € pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Soit au total, une participation financière de la Métropole à hauteur de **272 600 €** représentant 71.70 % du coût prévisionnel global de 380 200 € (cf. tableau ci-dessous)

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel action 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_193	PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT	CT1 Budget Principal Métropolitain	380 200 €	138 000 €	138 000 €	OUI
2020_194		CT2 Territoire du Pays d'Aix		100 000 €	100 000 €	
2020_195		CT4 Pays d'Aubagne et de l'étoile		20 800 €	20 800 €	
2020_197		CT6 Pays de Martigues		13 800 €	13 800 €	
TOTAL					272 600 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans la convention d'objectif, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % dès l'approbation de la subvention sur demande du bénéficiaire
- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix et le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaitent attribuer une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2020 d'un montant de 498 000 € (474 000 € pour le Territoire du Pays d'Aix et 24 000 € pour le Territoire Marseille Provence). Cette subvention fera l'objet d'une autre délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 002-4587/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 pour la mise en place du Fonds Aix-Marseille-Provence Amorçage pour le soutien aux entreprises innovantes – Approbation d'une convention cadre entre l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Pays d'Aix Développement ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que dans le cadre de la compétence développement économique, la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence est d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation afin d'établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considéré d'intérêt général dans ce domaine.
- Que conformément aux statuts de l'association Pays d'Aix Développement, celle-ci octroie des prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie aux porteurs de projet de création d'entreprises technologiques et innovantes.
- Que les prêts d'honneurs de cette association sont alimentés par un fonds dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage.
- L'ambition de la Métropole d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation en alimentant ce fonds.
- Que conformément à la convention cadre conclue entre l'État, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association, ce fonds

sera en outre alimenté par un abondement de la Métropole via une subvention annuelle par Conseil de Territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, à l'association « Pays d'Aix Développement » une subvention de 272 600 euros au titre de l'année 2020, répartie comme suit :

- 138 000 euros pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 100 000 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- 20 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile
- 13 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'octroi d'une subvention portant sur le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget de l'État Spécial de Territoire de Marseille-Provence en section de fonctionnement Sous-Politique B320 – Chapitre 65, nature 65748, fonction 61
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 60
- le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays de Martigues en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 62.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 634

AVIS- Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SCS - Approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en mars 2017..

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Présentation du Pôle SCS

Labellisé par l'État en 2005 « Pôle de compétitivité mondial » et « Pôle Régional d'Innovation et de Développement Économique et Solidaire » (PRIDES) en 2007 par la Région PACA, le Pôle SCS (Solutions Communicantes Sécurisées) regroupe en Région Sud les acteurs majeurs de la microélectronique, des logiciels, des télécommunications et du multimédia, autour des services et usages des Technologies de l'Information et de la Communication.

Au cœur d'une économie numérique en pleine croissance qui impacte aujourd'hui 80 % de l'économie globale, le Pôle SCS, a obtenu le renouvellement de son label dans le cadre de la phase 4.0 des Pôles de compétitivité, initiée par le gouvernement.

Plan d'actions 2020

L'ambition du pôle SCS est de développer le premier écosystème européen et l'un des trois plus grands au niveau mondial en s'appuyant sur ses 4 domaines stratégiques (la microélectronique, la sécurité numérique, les données massives et l'intelligence artificielle, l'internet des objets) correspondant à son positionnement dans le cadre de la phase 4.0 des pôles de compétitivité initiée par le Gouvernement. Le pôle se fixe pour 2020 les priorités ci-dessous :

- Générer des avancées technologiques dans 4 domaines stratégiques (Microélectronique, Sécurité numérique, Internet des Objets, Big Data et IA) ;
- Valoriser et déployer ces innovations technologiques dans les filières industrielles et les marchés cibles ;
- Contribuer aux politiques d'innovation et aux politiques industrielles en Europe, en France et en Région Sud ;
- Renforcer ses actions de soutien auprès des TPE/PME/ETI en les accompagnants sur l'ensemble de leurs problématiques depuis l'innovation jusqu'à la commercialisation et le client ;
- Être un cluster international de référence, visible et reconnu ;
- Développer un portefeuille de formations soutenant la compétitivité de son écosystème ;
- Contribuer à la création d'un écosystème approprié au développement régional du numérique.

Le programme 2020 du pôle SCS s'articule donc en support de ces éléments stratégiques sur les axes ci-dessous :

1. Le développement de la feuille de route de la phase 4.0 ;
2. le soutien à l'innovation sur les domaines stratégiques ;
3. L'animation du réseau et de la communauté des membres du pôle, en priorité les startups, les PME et ETI ;
4. Le développement à l'international, en particulier une montée en puissance à l'Europe ;
5. L'emploi et la formation.

Le Pôle s'engage à mettre en œuvre un plan d'action déclinant ces 5 axes et détaille en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à un montant total de 80.000 €, représentant 7,69 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 1 040 335 € et se décompose comme suit (cf. tableau ci-dessous) :

- 30 000 € pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 50 000 € pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)

N° GU	Association	Budget	Budget prévisionnel global 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_049	Pôle SCS	CT1 Budget Principal Métropolitain	1 040 335 €	30 000 €	30 000 €	oui
2020_050		CT2 EST du Pays d'Aix		50 000 €	50 000 €	
TOTAL					80 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 80 000€ au Pôle SCS sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 30 000 € sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 50 000 € sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2) .

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle SCS.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération, notamment la convention ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget principal Métropolitain 2020, en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- le budget 2020 de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 635

AVIS- Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SAFE et approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Présentation du Pôle SAFE

Issu de la fusion des Pôles de compétitivité PEGASE et RISQUES, le Pôle SAFE est dédié aux technologies et solutions de Sécurité. Il a ainsi vocation à rapprocher les usagers des fournisseurs de technologies.

Le Pôle SAFE anime un réseau de 450 adhérents dont 70 basés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence : 47 PME ou TPE, 3 grands groupes, 17 Académiques et 3 établissements publics utilisateurs finaux de solutions de sécurité (SDIS 13, ENSOSP, Sécurité Civile).

Comme tous les Pôles de compétitivité, le Pôle SAFE accompagne les entreprises adhérentes dans leur développement, notamment sur l'émergence de nouveaux marchés, l'effort d'innovation et les facteurs de croissance.

Sur le territoire métropolitain, plusieurs projets de développement local sont ciblés :

- Le développement du pôle aéronautique Istres-Etang de Berre ;
- le développement et l'implantation de la filière dirigeable sur le territoire de la Métropole ;
 - le développement d'actions liées aux problématiques environnementales sur le territoire d'Aix-en-Provence ;
 - l'instruction, en partenariat avec le Grand Port Maritime et les industriels de l'association

PIICTO, de projets de plateformes pour la démonstration de solutions de sécurité pour sites critiques.

Le champ d'action du Pôle SAFE couvre deux Domaines d'Activité Stratégique (DAS) :

- Les solutions et systèmes pour la sécurité et la protection de l'environnement ;
- L'aéronautique et le spatial.

Le rôle du pôle est de :

- développer des solutions renforçant la sécurité du citoyen contre tout risque d'agression : risque industriel, risque naturel et malveillance ;
- développer les solutions de transport et de travail aérien réduisant l'empreinte carbone et écoresponsables sur tous leurs cycles de vie.

Le Pôle SAFE s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes et détaillé en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SAFE, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 74 500 €, représentant 3,66 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 2.034.580 €

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45 000 € pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 25 000 € pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)
- 4 500 € pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire Ouest Provence (CT5)

N° GU	Association	Budget	Budget prévisionnel global 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs ou/non
2020_241	Pôle SAFE	CT1 Budget Principal Métropolitain	2 034 580 €	45 000 €	45 000 €	OUI
2020_242		CT2 Territoire du Pays d'Aix		25 000 €	25 000 €	
2020_243		CT5 Territoire Istres- ouest-Provence		4 500 €	4 500 €	
TOTAL				74 500 €		

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association POLE SAFE une subvention de 74 500 €, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 45 000 € par le budget principal Métropolitain (CT1)
- 25 000 € par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2)
- 4 500 € par le Conseil de Territoire Ouest Provence (CT5)

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle SAFE.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention annexée et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget principal Métropolitain (CT1), en section de fonctionnement, sous politique B370, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2), en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61
- le budget de l'État Spécial du Territoire Ouest Provence (CT5), en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 60.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 636

AVIS- Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle EUROBIOMED et approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de

premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Présentation du Pôle Eurobiomed

Créé en 2009, le Pôle de compétitivité Eurobiomed (issu du Pôle Orphème créé dès 2006) est orienté vers le développement de la filière Santé dans le sud de la France. Il propose à cet effet aux chercheurs, industriels et cliniciens de la filière les ressources et solutions nécessaires pour innover, trouver des financements et se développer, ce qui permet, in fine, d'améliorer la prise en charge et la vie des malades.

L'action du Pôle vise plus particulièrement la médecine personnalisée, les maladies chroniques, le vieillissement et les maladies rares. C'est le premier cluster à se positionner sur l'immunothérapie. Son action s'appuie sur plusieurs missions menées à l'échelle des Régions Sud et l'Occitanie :

- animation du réseau et expertise,
- support aux projets de R&D,
- soutien à la croissance des entreprises et aide à la levée de fonds.

Depuis 10 ans, Eurobiomed a développé ses activités aussi bien dans la région Sud PACA qu'en région Languedoc - Roussillon. CANCER BIO SANTÉ était quant à lui présent en Midi-Pyrénées. Une stratégie de fusion a été engagée entre les deux entités à l'occasion de la création de la nouvelle région Occitanie où les deux Pôles de compétitivités fléchés santé déployaient leurs actions sur un seul et même territoire.

Cette fusion s'est concrétisée lors de la candidature pour l'appel à projet de la phase IV des pôles et a reçu un avis favorable de l'État et des collectivités territoriales. Les deux pôles ont donc fusionné en septembre 2019 pour devenir l'un des plus grands réseaux d'acteurs de la santé en Europe.

Déjà reconnu sur le plan international, le cluster souhaite désormais transformer son organisation pour définitivement ancrer son rayonnement à l'échelle internationale et ainsi amplifier son impact dans la croissance des entreprises des régions Sud PACA et Occitanie.

D'ici à 2022, Eurobiomed s'est ainsi fixé pour objectifs :

- de développer significativement son réseau pour atteindre 500 membres et devenir le premier pôle Européen dédié à l'accompagnement des PME de la HealthTech (croissance de 30% par rapport au nombre actuel de membres) ;
- de générer un flux de projets très dense soit 90 projets reçus par an dont 20% financés sur les principaux guichets (croissance de 20 % par rapport au résultats actuels) ;
- d'organiser des événements d'envergure internationale pour renforcer l'attractivité de son territoire ;
- de poursuivre son implantation très décentralisée au cœur des territoires et des métropoles.

Le Pôle Eurobiomed s'engage à mettre en œuvre un plan d'action déclinant ces différents axes et détaillé

en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Eurobiomed, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 63 000 euros, représentant 4,50 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 1 398 522 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 58 000 € pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 5 000 € pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel global 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_201	Pôle EUROBIOMED	Budget Principal Métropolitain CT1	1 398 522 €	70 000 €	58 000 €	oui
2020_202		Territoire du Pays d'Aix CT2		5 000 €	5 000 €	
TOTAL					63 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre

d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Eurobiomed une subvention de 63 000 € sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 58 000 € sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 5 000 € sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle Eurobiomed.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget principal Métropolitain (CT1), en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 637

AVIS- Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle CAPENERGIES et approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Présentation du Pôle CAPENERGIES

I. Le programme d'action du Pôle

Le Pôle Capenergies réunit 530 membres, entreprises, centres de recherche, organismes de formation et financiers dont les activités s'inscrivent dans le développement économique des filières énergétiques.

Pour accélérer la transition énergétique, Capenergies réaffirme, pour la phase IV des Pôles de compétitivité, son positionnement sur l'ensemble du mix énergétique « décarboné » et sa stratégie volontariste en direction des réseaux faiblement interconnectés et insulaires.

Le Pôle a défini 3 Domaines d'Activité Stratégiques (DAS) :

- Décarboner les usages et en améliorer l'efficacité énergétique
- Optimiser les systèmes énergétiques multi-fluides et multi-services

- Produire de l'énergie décarbonée

Le programme d'action du Pôle se structure autour de plusieurs axes :

- Actions de gouvernance
- Actions d'animation de l'écosystème et de la communauté des membres
- Actions d'accompagnement des projets
- Développement à l'Europe et à l'international
- Emploi, formation RSE
- Le programme Flexgrid
- Le volet Hydrogène

Capenergies est également très impliqué dans le déploiement de l'OIR Energies de demain.

Enfin, le Pôle organise en 2020 la troisième édition du Colloque européen E4SM « Energy for Smart Mobility ».

Le Pôle d'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes et détaillé en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle CAPENERGIES, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence s'élèvera à 50 000 €, représentant 5,67 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 881 319 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 20 000 € seront pris en charge sur le budget principal métropolitain, Sous Politique B 370, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- 30 000 € seront pris en charge sur le budget de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2), en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61

Pour les actions menées au titre de Flexgrid, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence s'élèvera à 15 000 €, représentant 4,16 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 360 951 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 10 000 € seront pris en charge sur le budget principal métropolitain, Sous Politique B 370, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- 5 000 € seront pris en charge sur le budget de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2), en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61

Pour les actions menées au titre du volet Hydrogène, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 10 000 €,

représentant 9,75 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 102 612 € pris en charge sur le budget principal métropolitain, Sous Politique B 370 – Chapitre 65748 – Fonction 67 ;

Pour les actions menées au titre du Colloque européen, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence s'élèvera à 14 000 €, représentant 9,21 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 151 970 €, pris en charge sur le budget principal métropolitain, Sous Politique B 370 – Chapitre 65748 – Fonction 67 ;

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel global 2020	Budget prévisionnel action 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs ou/ou
2020-229	Pôle CAPENERGIES Gouvernance et animation du pôle	Budget principal métropolitain	2 427 257 €	881 319 €	20 000 €	20 000 €	oui
2020-230	Pôle CAPENERGIES Gouvernance et animation du pôle	CT2 Pays d'Aix	2 427 257 €	881 319 €	30 000 €	30 000 €	
2020-234	Pôle CAPENERGIES Programme Flexgrid	Budget principal métropolitain	2 427 257 €	360 951 €	10 000 €	10 000 €	
2020-238	Pôle CAPENERGIES Programme Flexgrid	CT2 Pays d'Aix	2 427 257 €	360 951 €	5 000 €	5 000 €	
2020-237	Pôle CAPENERGIES Volet Hydrogène	Budget principal métropolitain	2 427 257 €	102 612 €	10 000 €	10 000 €	
2020-164	Pôle CAPENERGIES Colloque E4SM	Budget principal métropolitain	2 427 257 €	151 970 €	14 000 €	14 000 €	
TOTAL					89 000 €		

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille Provence de soutenir un certain nombre

d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association CAPENERGIES, pour les actions spécifiques et celles menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle, une subvention totale de 89 000 € qui se répartit de la façon suivante sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020 :

- 54 000 € pris en charge sur le budget principal métropolitain
- 35 000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle CAPENERGIES.

Article 3 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération, notamment la convention ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget métropolitain principal métropolitain en section de fonctionnement – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 67
- le budget de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2), en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 638

AVIS- Attribution d'une subvention au Pôle de compétitivité OPTITEC et approbation de la convention d'objectifs

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en 2017/

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Présentation du Pôle Optitec :

Couvrant les filières Photonique et Imagerie, Pôle Optitec réunit près de 220 membres et est composé d'industriels, d'établissements de recherche et d'organismes de formation, qui comptabilisent près de 75 000 emplois. Le pôle Optitec couvre les deux grandes régions du sud de la France : Région Sud et Occitanie et s'attache à mener sur l'ensemble de son territoire une action de proximité avec ses adhérents et partenaires, à travers un programme d'animation et une action de terrain. Le pôle est implanté sur le technopôle de Château Gombert à Marseille et possède également une antenne dans la pépinière de Meyreuil.

Il est composé d'une équipe de 15 salariés, combinant une expertise de très haut niveau sur les technologies de la photonique et imagerie et des compétences fortes en matière de business développement.

Pour cela, le Pôle a identifié des défis majeurs qui constituent le socle de la phase IV des Pôles de compétitivité pour laquelle Optitec a obtenu le renouvellement de sa labellisation en janvier 2019 :

- identifier de nouveaux marchés,
- produire et commercialiser les produits à une échelle internationale,
- accéder aux projets de R&D européens (en position de partenaire ou de coordinateur),
- développer les technologies en soutien à l'activité économique,
- développer les compétences (à travers la formation notamment) et les ressources (moyennant la mutualisation et les plateformes technologiques),
- financer la R&D et le développement,
- intégration en 2020 d'un nouveau domaine à fort potentiel : agriculture de précision.

Le Pôle Optitec structure son action autour de quatre domaines d'application :

- Sécurité et défense, grands instruments scientifiques : imagerie hyperspectrale, réalité virtuelle ou augmentée, imagerie infrarouge, radars optiques...
- Santé et Sciences du Vivant : imagerie multimodale, optique adaptative, imagerie x, spectroscopie, ...
- Ville et mobilité intelligentes : LEDs, fibre optique, photovoltaïque...
- Industrie du futur : capteur, usinage laser, métrologie, contrôle en ligne...

Il couvre les domaines d'intervention traditionnels des Pôles de compétitivité : développement du réseau et animation de la communauté des membres – Innovation et R&D – Europe et International – Emploi et Formation.

En 2020, les missions et rôle des instances de gouvernance s'inscriront dans la continuité de l'année précédente avec une nouvelle approche stratégique de développement de son réseau.

Le plan d'action s'articulera autour de 3 axes prioritaires :

- Impulsion, accompagnement, labellisation et valorisation de projets R&D
- Animation de plateformes mutualisées
- Accompagnement à la croissance des entreprises

Le Pôle OPTITEC s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes et détaillé en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Optitec a l'ambition de développer davantage son réseau pour atteindre une taille critique plus importante, alignée sur celle des clusters des grandes régions photoniques européennes. Au-delà de l'extension du territoire d'intervention, il s'agit aussi d'élargir le périmètre technologique du Pôle.

En effet, les nouveaux défis passent par l'intégration de l'intelligence artificielle dans les systèmes, le traitement et l'analyse des données massives tirées des images produites ou encore la réalité virtuelle et augmentée. Optitec doit ainsi intégrer dans son périmètre technologique une dimension digitale plus marquée. D'ores et déjà, une trentaine d'entreprises adhérentes du Pôle sont identifiées comme offreurs ou intégrateurs de solutions d'IA.

Comme en 2019, Optitec s'attachera à renforcer la relation de proximité avec son réseau d'adhérents.

Les rencontres se feront sous plusieurs formes :

- Participation aux événements organisés par les partenaires du Pôle et les acteurs de l'écosystème territorial.
- Programme événementiel conçu et mis en œuvre par le Pôle, incluant des journées thématiques, associées à des rendez-vous « BtoB », ou des rencontres de proximité de type petit-déjeuner ou « Afterwork ».
- Des rencontres individuelles régulières seront l'occasion pour les chargés d'affaires du Pôle d'approfondir la connaissance des adhérents, d'identifier les attentes, de diagnostiquer les besoins et de proposer des solutions face aux problématiques spécifiques de développement.

La plate-forme mutualisée *Light2Share*, dédiée à la mise en relation entre offreurs et utilisateurs de biens ou de services devrait devenir une structure « annexe » d'Optitec, dénommée Programme d'Accélération de l'Investissement Photonique (PAIP). Elle vise à accélérer le processus de développement de produits innovants. Les offres présentées sur la plate-forme correspondent à des matériels représentant le plus souvent des investissements importants et non utilisés à 100% de leurs capacités au sein des entreprises qui les détiennent.

Enfin, Optitec est également très engagé dans les partenariats inter-clusters, qu'il s'agisse de conventions de partenariat avec d'autres Pôles de compétitivité ou de collaborations avec les pôles photoniques français ou européens.

2 - Innovation et R&D

Les actions du Pôle en 2020 se déclineront autour des différents axes ci-dessous :

- * Diffuser l'innovation technologique auprès des adhérents :
 - analyse stratégique du potentiel d'innovation ;
 - rencontres favorisant l'émergence de nouvelles collaborations ;

- déploiement d'une activité de veille technologique régulière et ciblée auprès du réseau via des logiciels dédiés en lien avec les nouveaux défis technologiques (systèmes embarqués, capteurs connectés, apprentissage intelligent, réalité augmentée....)
- organiser des journées thématiques autour d'application de technologies innovantes spécifiques des marchés (Afterwork)

* Approfondir et animer des liens entre les entreprises et les acteurs scientifiques : renforcer les dynamiques d'échange au sein de la gouvernance par l'organisation de groupes de travail impliquant les instances représentatives (comité stratégique, conseil d'administration, bureau)

* Faire émerger de nouveaux produits, procédés et services : déploiement de nouvelles technologies grâce aux « Lignes Pilotes Open Innovation ».

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Optitec, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 60 000 €, représentant 5,51 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 1 089 185 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45 000 € seront pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 15 000 € seront pris en charge sur l'état spécial du territoire (CT2)

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel global 2020	Budget prévisionnel action 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_244	Pôle OPTITEC	CT1 Budget Principal Métropolitain	2 371 239 €	1 089 185 €	65 000 €	45 000 €	oui
2020_245		CT2 Pays d'Aix			25 000 €	15 000 €	
TOTAL						60 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée au Pôle Optitec une subvention de 60 000 € sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 45 000 € sur le budget principal Métropolitain - CT1
- 15 000 € sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - CT2

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle Optitec.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ci-annexée et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget principal Métropolitain (CT1), en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 639

AVIS- Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

L'ADIE propose donc un accompagnement technique et financier aux porteurs d'un projet d'emploi, indépendant ou salarié n'ayant pas accès au crédit bancaire pour pouvoir le réaliser (notamment les demandeurs d'emploi et les allocataires des minimas sociaux).

La mission de l'ADIE est donc d'offrir la possibilité à un public en situation de précarité sociale et financière de créer ou de développer une entreprise grâce au microcrédit pour l'emploi indépendant ; ou bien de trouver ou se maintenir en emploi par le biais du microcrédit pour l'emploi salarié.

L'ADIE a financé sur le territoire de la Métropole, au 17 septembre 2019, 344 personnes dont 263 pour un projet d'entreprise et 81 pour un projet d'emploi salarié. En comparaison, en 2018 à la même date l'ADIE avait financé 309 personnes.

Les résultats sont ainsi ventilés par Conseil de Territoire (CT) :

	CT Marseille Provence	CT Pays d'Aix	CT Pays d'Aubagne et de l'Etoile	CT Pays Salonais	CT Istres Ouest Provence	CT Pays de Martigues	Total au 17/09/2019
Nombre total de personnes financées	243	44	14	15	7	21	344
Pour un projet d'entreprise	184	35	10	11	5	18	263
Pour un projet d'emploi salarié	59	9	4	4	2	3	81

L'implication de l'ADIE dans les projets de création ou de développement d'entreprises se fait par :

- Le microcrédit professionnel (pouvant être complété par un prêt d'honneur pour atteindre un plafond de financement à 10 000 euros)
- L'accompagnement avant, pendant et après la création de l'entreprise
- Le dispositif « Je deviens Entrepreneur » qui remplace la formation Créajeunes (ce nouveau dispositif est sans limitation d'âge et est destiné à tous porteurs d'un projet d'entreprise éligible à un microcrédit et qui nécessite d'approfondir le projet avant le démarrage de l'activité)
- La micro-assurance

L'implication de l'ADIE auprès des personnes recherchant un emploi salarié ou souhaitant s'y maintenir se fait par :

- Le microcrédit personnel pour l'emploi (jusqu'à 5 000 euros)
- Une offre de micro-assurance spécifique pour les véhicules achetés ou réparés grâce au microcrédit

La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour le projet de l'ADIE, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'octroyer à l'association ADIE une subvention de fonctionnement à hauteur de 68 000 euros au titre de l'année 2020 sous réserve de l'adoption du budget principal 2020. Cette subvention est décomposée comme suit :

- Territoire Marseille Provence : 40 000 euros
- Territoire du Pays d'Aix : 10 000 euros
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 6 000 euros

- Territoire Istres Ouest Provence : 5 000 euros
- Territoire du Pays Salonais : 2 000 euros
- Territoire du Pays de Martigues : 5 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'avis de la commission de cohérence et suivi des subventions aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises et l'inclusion professionnelle par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole Aix Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement pour l'animation de l'association ADIE pour un montant de 68 000 euros au titre de la compétence économique pour l'année 2020 sous réserve de l'adoption du

budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

La subvention sera répartie ainsi :

Territoire Marseille Provence : 40 000 euros
Territoire du Pays d'Aix : 10 000 euros
Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 6 000 euros
Territoire Istres Ouest Provence : 5 000 euros
Territoire du Pays Salonais : 2 000 euros
Territoire du Pays de Martigues : 5 000 euros

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée, relative à l'attribution d'une subvention à l'association ADIE.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 au Budget Principal de la Métropole – Sous Politique B320 - chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 et sur les Etats Spéciaux du Territoire chapitre 65 – article 65748

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 640

AVIS- Attribution d'une subvention à l'association COSENS et approbation de la convention d'objectifs

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

COSENS est un incubateur d'entreprises créé et développé en 1998 par des entrepreneurs marseillais. Cette association développe un écosystème favorable à la création et au développement d'entreprises responsables organisé autour de 3 pôles : couveuse, formation et co-working.

La couveuse COSENS permet aux porteurs de projet de création d'entreprise, de tester la viabilité économique de leur projet et leurs capacités au métier d'entrepreneur tout en conservant leurs droits sociaux (assurance chômage et sécurité sociale des salariés) et en bénéficiant d'un coaching individuel et de formations en entrepreneuriat.

Chaque porteur de projet contractualise sa relation avec la couveuse par le biais d'un Contrat d'Appui au Projet d'Entreprises (CAPE) d'une durée maximale de 36 mois. L'entrepreneur dispose alors du temps et des moyens nécessaires pour acquérir les savoirs, savoir-faire et savoir-être entrepreneuriaux.

Pour chacun des territoires concernés, l'objectif 2020 est le suivant :

Territoire du Pays d'Aix : 15 accompagnements en couveuse

Territoire du Pays Salonais : 10 accompagnements en couveuse

Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 10 accompagnements en couveuse

Territoire du Pays de Martigues : 5 accompagnements en couveuse

En complémentarité de la couveuse, COSENS dispose d'un véritable pôle formation ouvert à tous les entrepreneurs (y compris donc ceux non hébergés en couveuse) en amont et en aval de la création de leur entreprise.

De plus, COSENS s'est doté récemment d'un espace de co-working afin de répondre aux besoins des entrepreneurs en matière d'hébergement physique ponctuel de leurs activités.

COSENS est présent sur le Territoire du Pays d'Aix, sur le Territoire du Pays Salonais, sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et sur le Territoire du Pays de Martigues.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, COSENS sollicite de la Métropole Aix-

Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2020 à hauteur de 50 000 euros.

Pour les actions menées par COSENS en faveur des créateurs d'entreprise, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 36 500 euros.

Il sera réparti comme suit :

- 18 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 2 000 euros pour le Territoire du Pays Salonais
- 6 500 euros pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
- 10 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues

La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour l'association COSENS, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Cosens une subvention de 34 500 euros au titre de l'exercice 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, répartie ainsi :

- Territoire du Pays d'Aix : 18 000 euros
- Territoire du Pays Salonais : 2 000 euros
- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile : 6 500 euros
- Territoire du Pays de Martigues : 10 000 euros

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs avec Cosens ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- L'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61
- L'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748
- L'État Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 60
- L'État Spécial du Territoire du Pays de Martigues en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 62

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 641

AVIS- Attribution d'une subvention à l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'incubateur inter-universitaire de l'Académie d'Aix-Marseille, IMPULSE, a été créé dans le cadre de la loi sur l'innovation de 1999, par les universités l'académie d'Aix-Marseille et Avignon, rejointes par le CEA Cadarache, le CNRS, l'INSERM, l'IRD, l'INRA, l'École Centrale de Marseille, l'École des Mines de Saint Étienne et l'École d'arts et Métiers Paris Tech Campus d'Aix-en-Provence.

Il est soutenu financièrement par le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement et de la Recherche, par les Fonds Européens et par les collectivités locales.

Sa mission consiste en la valorisation des résultats de la recherche publique française en les transformant en entreprises innovantes. Cette structure apporte un soutien aux projets innovants et cherche à favoriser la création d'entreprises et d'emplois sur le territoire métropolitain.

Elle détecte et accompagne les projets de créations d'entreprises innovantes en liaison avec des laboratoires de recherche, portés par des chercheurs, des étudiants ou des entrepreneurs.

Elle sensibilise plus largement la communauté scientifique au transfert de technologie et à la création d'entreprise.

38 % des projets incubés par Impulse concernent les sciences de la vie et de la santé, 37 % sont issus des sciences et technologies de l'ingénieur, 20 % des sciences et technologies de l'information, de la communication et du numérique, et 5 % des sciences humaines et sociales.

L'incubateur peut affecter une aide financière sous forme d'avance remboursable de l'ordre de 30 000 à 40 000 euros sur les projets qu'il accompagne.

L'incubateur en quelques chiffres depuis sa création :

- 14 millions d'euros investis
- 193 projets accompagnés et financés donnant lieu à près de 159 entreprises innovantes créées
- 1500 emplois directs créés

Actuellement, son investissement est de l'ordre de 700 000 à 800 000 euros pour environ 10 à 12 nouveaux projets par an. Il est le premier incubateur à avoir été conventionné avec l'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle) et près de 53% des projets sont lauréats au concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes I-LAB, en émergence ou en création.

Il accueille deux types de projets :

- les projets portés par des personnels de recherche
- les projets d'entrepreneurs qui utilisent une technologie mise au point par un laboratoire

L'incubateur Impulse propose un accompagnement personnalisé durant 2 ans en interne avec ses propres équipes (certifié par un label Qualité ANFOR) et dispose également de services mutualisés tels que :

- un pool d'experts au service des porteurs de projet
- des formations à l'entrepreneuriat dédiées
- une mise à disposition de ressources et moyens

Il est un outil essentiel dans la chaîne de l'innovation au sein de la Métropole Aix-Marseille Provence. Situé en aval des laboratoires de recherche publics, il se positionne en lien avec le dispositif Pépinières développé sur la Métropole, tant avec Marseille Innovation sur les sciences pour l'ingénieur et le numérique qu'avec les pépinières innovantes du Pays d'Aix.

En 2019, les dossiers prévus en accompagnement ont permis la création de 7 nouvelles entreprises sur les 11 nouveaux projets incubés, et près de 100 d'emplois directs créés ou préservés. L'objectif fixé de 10-11 projets a été dépassé et déjà 4-5 nouveaux projets sont prévus pour une incubation sur l'année 2020.

En complément des animations réservées aux « incubés », (1/2 journée d'information une fois par mois, réunion du club des « incubés ») Impulse a pu déployer une série d'actions sur le territoire en faveur de l'émergence et de la consolidation de projets d'entreprises innovantes, mais également dans des logiques de sensibilisation, dont principalement :

- « Participation à la journée et au jury d'Innov'Actions »,
- « Accueil d'une délégation Japonaise d'une université de KYOTO »,
- « Participation au Flash parcours entrepreneuriat INRA »,
- « Participation à une journée de sensibilisation au sein de l'ENSAM à Aix-en-Provence »,
- « Participation au conseil d'Ecole de l'Ecole Polytech et au comité d'orientation stratégique »,
- « Participation à la 1ère rencontre Polytech Marseille Entreprises »,
- « Participation à une journée liée de sensibilisation dans la filière de la chimie et des matériaux »,
- « Participation au conseil de perfectionnement - Licence-Master Mécanique – AMU »,
- « Participation à une journée Inova Science dans le cadre de la fête des sciences »,
- « Participation à la Semaine AMU-Entreprise »,
- « Mise en place de la 12ème édition des Portes Ouvertes de l'incubateur Impulse »,
- « Participation à la formation Prestations intellectuelles & Création d'entreprise du CNRS »

L'incubateur a également participé de manière transversale :

- aux activités du Pôle Entreprendre d'AMU et du pôle PEPITE PACA OUEST,
- aux différentes assemblées des pôles de compétitivité partenaires,
- aux comités de sélection du (DAP) aujourd'hui renommé Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA),
- activités de la CISAM, en tenant des permanences régulières sur ce site,
- aux activités du consortium French Tech Seed, en étant labélisé apporteur d'affaires pour la BPI,
- aux activités de nombreux concours en étant prescripteur de ces derniers,
- etc.

Il est par ailleurs prescripteur de nombreux concours visant les entreprises innovantes en région parmi lesquels : « PME innovantes du numérique PACA 2018 », Entreprendre en Provence », « i-Lab » du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, « Tremplins de la Provence », « Solution Climat », etc...

Pour l'année 2020 au-delà de l'intégration de nouveaux projets de création d'entreprises et leur accompagnement (10 à 12), l'incubateur programmera une série de nouvelles actions et poursuivra l'accompagnement des projets intégrés en 2018 et 2019 – environ 25 - (action cofinancée avec le soutien de l'Europe) :

Programmation 2020 :

1 – Sélection, accompagnement et financement d'une dizaine de projets de création d'entreprises : au

fil des années, l'accompagnement de l'incubateur a su s'affiner et se professionnaliser : sélection, détection et incubation des projets candidats sur une durée de 24 mois ; chaque porteur de projet est suivi et accompagné quotidiennement par un chargé d'affaires ;

2 – Sensibilisation et information auprès des universités et établissements de recherche : participation au cycle de formation des universités et écoles associées pour sensibiliser très tôt les étudiants et doctorants à la création d'entreprises ; comme en 2019 , présence sur de nombreux séminaires ou événements : CNRS, INRA, fête de la science, Forum de Polytech

3 – Sensibilisation, formation et information auprès des porteurs de projet : réunions du Club des créateurs, demi-journées d'information thématiques, mise en place d'un cycle de formation spécialisé réservé aux porteurs de projets ; réunions ouvertes aux autres incubateurs de la région.

4 – Sensibilisation et information auprès d'un large public : mise en place d'une nouvelle grande journée autour des projets de l'incubateur, comme réalisé en 2019 ;

5 – Partenariats : poursuite de la stratégie de partenariats envers les pôles de compétitivité, les pépinières et la S.A.T.T. Sud Est afin de favoriser le mieux travailler ensemble et bénéficier d'une ouverture sur l'international pour faire rayonner les partenaires. Rapprochement avec l'Institut Paoli Calmettes en vue d'engager une action identique à celle menée avec l'INRA. Projet de convention de partenariat avec le CANCEROPOLE PACA.

Stratégie de l'Incubateur Impulse à court, moyen et long terme :

- Intégration de nouveaux membres associés tels que l'IPC, l'INRIA, etc.
- Poursuite des relations avec les différents partenaires et coordinations des actions avec la CISAM,
- Coordination avec la CCI Marseille Provence Métropole dans le cadre d'une convention,
- Rapprochement avec le CANCEROPOLE,
- Recherche de nouveaux partenaires financiers pour amplifier les actions,
- Maintien de la démarche « Qualité » en sa version 2015,

Pour ces actions spécifiques au titre de la valorisation de la recherche publique et de sa transformation en projet d'entreprise, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'Académie-d'Aix-Marseille s'élèvera à 50 000 €, représentant 10 % du budget prévisionnel 2020 de 500 000 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 30 000 € seront pris en charge par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1).
- 20 000 € seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

N° GU	Association	Budgets	Budget prévisionnel global 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_121	ASSOCIATION DE PRÉFIGURATION DE L'INCUBATEUR INTER-UNIVERSITAIRE IMPULSE	CT1 Marseille Provence	500 000 €	50 000 €	30 000 €	oui
2020_122		CT2 Territoire du Pays d'Aix		30 000€	20 000 €	
TOTAL					50 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de l'action de l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille pour la valorisation entrepreneuriale de la recherche universitaire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille, une subvention de 50 000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 30 000 € par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1)
- 20 000 € par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2)

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération, notamment la convention ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget principal Métropolitain, en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67 (CT1)
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61

Est précisé : « La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020 ».

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 642

AVIS- Attribution d'une subvention à l'association Ea Eco- Entreprises

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'Excellence.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir les pôles de compétitivité mais aussi d'autres clusters rassemblant entreprises et centres de recherche autour d'une filière stratégique.

Présentation de l'association Éa Eco-Entreprises :

Association créée en 1996, Éa Eco-entreprises a pour mission d'accompagner les éco-entreprises régionales dans les différentes étapes de leur parcours de croissance en favorisant notamment l'émergence de solutions et de services innovants visant à comprendre, mesurer, prévenir, limiter l'impact des activités humaines sur l'environnement.

Elle est composée d'un réseau d'acteurs qui rassemble entrepreneurs, scientifiques, chercheurs autour d'un objectif commun : accélérer la transition écologique et énergétique dans l'intérêt des générations futures en proposant une approche globale interdisciplinaire, propice au développement économique et à une vision systémique des problématiques de cette transition.

Le réseau constitue ainsi pour tout acteur public ou privé qui souhaite s'engager dans l'économie circulaire, un véritable centre de ressources des solutions concrètes et efficaces existantes.

Fort de ses 166 membres parmi lesquels l'on compte plus de 150 entreprises, Éa Eco-entreprises développe une approche multi-filières (eau, déchets, sites et sols pollués, énergies renouvelables, génie écologique,...) unique en région et positionne ainsi les éco-entreprises comme acteurs de l'économie circulaire.

Reconnue pour son expertise dans le domaine de l'eau, Éa Eco-entreprises porte la délégation régionale du pôle AQUAVALLEY depuis 2011, ce qui lui permet de mettre en œuvre différentes actions structurantes pour cette filière mais également pour les filières connexes telles que l'énergie, la biodiversité, les sites et sols pollués, au bénéfice de l'activité économique de l'ensemble.

Seul cluster à rassembler différentes filières dédiées au développement durable, Éa Eco-entreprises mènera en 2020 des actions d'appui technique visant à valoriser les solutions opérationnelles de ses membres auprès des Donneurs d'ordre Publics et privés.

Ces actions se déclineront par les leviers de compétitivité suivants :

1 - Développer et animer le Réseau

L'association développe depuis de nombreuses années des outils d'animation de son éco-système visant à mettre en relation l'ensemble de ses parties prenantes (entreprises, centres de recherche et de formation, collectivités, associations, organismes de développement économique, etc...) dans une triple perspective de développement de l'innovation, des courants d'affaires et donc de l'emploi, et de partage d'expériences.

Elle anime le réseau en s'appuyant sur les partenariats créés par l'association avec les autres acteurs régionaux, nationaux ou internationaux : information et sensibilisation sur des domaines réglementaires ou stratégiques, détection de besoins pouvant faire émerger des projets de R&D collaborative, identification de compétences complémentaires au sein du réseau (journées techniques, newsletter, groupes de travail, formation, ...).

A cet effet, Éa Eco-entreprises :

- rencontre régulièrement les adhérents pour évaluer leurs besoins spécifiques et propose un accompagnement ciblé ;
- intègre de nouveaux membres
- organise également « Éa Business Time » chez ses membres, deux fois par an

2 – Assurer la délégation régionale du Pôle AQUAVALLEY

Les actions proposées sont les suivantes :

- Assurer le suivi de projets initiés dans le cadre de l'action eau & énergies et animer la commission métrologie
- Organiser un événement sur le biseau salé et ses impacts (en partenariat avec la Région Sud, l'agence de l'Eau et la Métropole Aix-Marseille-Provence)
- Intervenir en tant que partenaire de la CCIMP dans l'Hydro Business meeting et le congrès international de UICN
- Organiser deux soirées Ea Rés'eau

3 - Valoriser et promouvoir les savoir-faire :

- Proposer une nouvelle version de son site internet, vitrine des éco-solutions en région Sud
- Participer au Salon Pollutec Lyon (18 membres intéressés) en partenariat avec les autres Pôles Ecotech régionaux
- Organiser avec la DREAL PACA, 2 événements de rencontres Donneurs d'Ordre / éco-PME : favoriser la mise en relation avec les DO privés et publics
- Co-organiser avec la CCIMP la rencontre business « solutions environnementales pour les DO publics et privés »
- Organiser à Aix-en-Provence un événement dédié au Photovoltaïque
- Organiser avec la DREAL PACA, la Région Sud et la Métropole Aix-Marseille-Provence, un groupe de travail et un événement axé sur des solutions fondées sur la nature.

4 - Orienter vers de nouveaux marchés

- Positionner les adhérents le plus efficacement possible vers de nouvelles opportunités
- Sujets retenus pour 2020 : les nano-matériaux (objet de travaux au sein du réseau depuis 2 ans)
- Affiner et mettre en œuvre l'offre NEC : suite à l'accélération réalisée par RISING Sud en 2019

5 - Accompagner les entreprises en termes de RH, trésorerie, investissement

- *Faisabilité technique du projet, réalisation du pré-diagnostic RSE de l'entreprise*
- *Mise en relation avec les membres du réseau experts et avec des potentiels financeurs*
- *Aide à la décision stratégique, conseil à la rédaction des dossiers, aide au pitch*

Ces dispositifs seront complétés en 2020 par l'organisation d'une matinée dédiée aux nouveaux outils mis en place par la Plateforme régionale des achats de l'État, et également par le relais auprès des entreprises membres des différents dispositifs relatifs au Fonds d'Investissement pour les Entreprises de la Région (FIER).

6 - Accompagner l'Innovation

Le dispositif encourage la culture de l'innovation au sens large et accompagne individuellement les entreprises : veille à la diffusion des appels à projets, à l'émergence des idées et la formalisation des projets, à la recherche de partenaires, de financements adaptés, de labellisation et de suivi des projets.

Éa Eco-entreprises étant la délégation régionale du Pôle de compétitivité de la filière Eau, les entreprises bénéficient pour cette filière, de l'expertise du Comité de labellisation du Pôle pour les projets de FUI.

7 - Promouvoir les éco-PME à l'International

Éa Eco-entreprises anime la thématique à travers son Club International : outil permettant de rassembler les éco-entreprises déjà ou potentiellement exportatrices sur des sessions de formation, debriefing de missions et échanges d'expériences.

L'enjeu principal consiste à accroître la culture de l'international dans les PME pour développer des parts de marché et valider leur capacité à exporter leurs savoir-faire ou leurs produits, via :

- La collecte et la diffusion de l'information stratégique auprès des adhérents, l'échange des informations, l'accompagnement et l'animation à travers son club international.
- L'échange des informations lors des réunions du Club-International organisées sur des thématiques précises répondant aux besoins et attentes des membres

8 - Former et développer l'emploi

Les formations proposées visent à aider les chefs d'entreprise à anticiper sur leurs compétences et celles de leurs salariés via une offre de formations spécifiques.

Pour 2020 l'association prévoit :

- Un accompagnement des membres sur les problématiques RH : relais des offres d'emplois, dossiers CEDRE, dispositif ARDAN, partenariat avec la mission locale d'Aix-en-Provence
- Animation du club RH : proposer aux entreprises des ateliers sur des sujets répondant à leurs besoins (identifiés par les appels à manifestation d'intérêt)

Pour mener à bien ces actions, Éa Eco-entreprises sollicite une subvention de 20 000 € auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Territoire du Pays d'Aix (CT2), correspondant à 3,23 % du budget prévisionnel d'un montant de 618 743 €.

La dépense se répartit de la façon suivante :

- 15 000 € sur le budget du Territoire du Pays d'Aix (CT2)
- 5 000 € sur le Budget Principal Métropolitain (CT1)

N° GU	Association	Budgets	Budget prévisionnel global 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_212	Ea Eco-Entreprises	CT1 Budget principal Métropolitain	618 743 €	5 000 €	5 000 €	NON
2020_213		CT2 Territoire du Pays d'Aix		15 000 €	15 000 €	
TOTAL					20 000 €	

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans les conventions d'objectifs s'il y a lieu, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % dès l'approbation de la subvention sur demande du bénéficiaire
- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité et autres clusters qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Éa Eco-entreprises une subvention de 20 000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 5 000 € sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 15 000 € sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget Principal Métropolitain, en section fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 67
- le Budget de l'État spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61

Est précisé : « La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020 ».

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 643

AVIS- Attribution d'une subvention à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech - Approbation de la convention d'objectifs

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La French Tech est un label lancé par le gouvernement en 2014, avec pour ambition de structurer l'écosystème numérique des territoires, de faire éclore des « Tech Champions », de promouvoir le savoir-faire français à l'international et d'attirer des investisseurs étrangers.

Porté conjointement dès sa création par les intercommunalités d'alors, Marseille Provence Métropole et CPA ainsi que la Ville de Marseille, la dynamique French Tech rayonne aujourd'hui sur tout le territoire métropolitain au bénéfice de l'innovation, du développement économique et de la création d'emplois.

Le changement de gouvernance de l'association Aix-Marseille Métropole French Tech dont la gouvernance a changé en 2018 structure l'écosystème numérique sur le territoire, avec un collectif d'entrepreneurs expérimentés qui cumulent à eux seuls la création de 40 entreprises, la levée de 467 M€ et la création de 2 370 emplois sur les 10 dernières années.

En avril 2019, l'association Aix-Marseille French Tech obtient le label « Capitale French Tech », validant ainsi la trajectoire stratégique et les moyens mis en œuvre par la nouvelle gouvernance.

Les ambitions de l'association pour 2020, en lien direct avec le territoire, visent à consolider et

amplifier les actions annoncées et amorcées en 2019.

Grâce à l'appui d'une équipe opérationnelle à temps plein, la feuille de route 2020 s'articule autour de 5 axes stratégiques :

- **Mobiliser l'écosystème vers l'hyper croissance.**

- Sourcer les pépites :

Il s'agit, avec l'appui des structures d'accompagnement, d'identifier une fois par trimestre un petit groupe de start-ups comme futur « Tech Champion » : des start-ups à haut potentiel pour lesquelles la French Tech Aix Marseille et le collectif mettront en commun leur réseau et des services négociés pour les aider et les accompagner dans leur chemin vers l'hyper croissance.

- Développer des opportunités business pour les start up :

- **Le Pacte PME :**

La French Tech Aix Marseille s'associe à la démarche Pacte PME initiée par Aix Marseille Métropole Provence et la CCIMP pour faire bénéficier les start up du territoire de tous les événements qui seront labélisés Pacte PME.

- **Connecting Days :**

La French Tech Aix Marseille organisera des rencontres entre grands groupes et start up. Les premiers présenteront un besoin ou une opportunité dont pourraient bénéficier les start up du territoire, et ces dernières présenteront leurs solutions.

- **Les clubs Tech Champions :**

Il existe d'ores et déjà des start up à gros potentiel identifiées sur le territoire (Pass French Tech) ; convaincues du rôle de premier de cordée qu'elles peuvent endosser auprès des plus jeunes entreprises, il est essentiel de les faire se rencontrer afin qu'elles puissent exercer un rôle de mentor et d'ambassadeur de l'écosystème Tech du territoire en France et à l'international.

- **Soutenir le financement vers les start up du territoire.**

- Rencontres avec les investisseurs :

Une étape du France Digitale Tour sera accueillie à Marseille en 2020.

- Les AfterWork Start up Invest :

Des afterworks décontractés pour parler financement et networker seront organisés à intervalles réguliers. L'objectif est d'accueillir les start up à différentes formes de financements.

- **Connecter le territoire à l'international.**

- Connecter notre écosystème avec des écosystèmes étrangers :

A travers la participation à plusieurs délégations aux Etats-Unis et au Canada (CES Las Vegas, Austin, Montréal, Toronto...), l'association construit des ponts avec des écosystèmes étrangers pour faciliter

la conquête de nouveaux marchés et l'implantation à l'étranger pour les entreprises innovantes.

- Promotion du French Tech Visa pour attirer les talents internationaux.

- Appuyer le territoire comme porte d'entrée des start up africaines vers le reste du monde :

L'association sera partenaire de l'événement « Emerging Valley » pour renforcer les liens existants entre notre territoire et l'Afrique et en faire un véritable sas d'innovation entre nos deux continents.

- **Multiplier les talents.**

- Sourcer des talents partout : renouvellement du French Tech tremplin :

Programme de la mission French Tech déployé dans toutes les capitales French Tech qui vise à détecter des porteurs de projets issus de milieux traditionnellement peu connectés du monde de la tech afin de les accompagner vers l'entrepreneuriat (public issu des quartiers prioritaires de la ville, réfugiés, étudiants boursiers, bénéficiaires des minimas sociaux...).

- Rapprocher les jeunes de la tech, des start up et de l'entrepreneuriat :

A travers plusieurs partenariats (IAE, Pépité, Rectorat Aix Marseille...), l'association œuvre au rapprochement des étudiants / jeunes et des start up pour faciliter le recrutement et la création d'entreprise.

- Promouvoir la tech auprès des jeunes et des femmes :

Les femmes de la tech et les femmes entrepreneures seront mises à l'honneur les valoriser et mettre en lumière leur activité pour que d'autres s'identifient et suivent le même parcours. Les interviews « AMT Women » seront reconduits en 2020.

- **Promouvoir la tech inclusive et durable pour renforcer les singularités du territoire.**

- Evènement « Le Grand Bain » :

Pour afficher la position de l'association comme hub de la tech inclusive et durable, une seconde édition du « Grand Bain » est programmée en 2020. L'objectif est de donner au sommet une dimension nationale en assurant la présence d'intervenants de renom.

- Promotion des industries culturelles et créatives :

- Conférences et think tank « Content for the Future » :

Suite des cercles de conférences Content for the Future qui réunissent les univers de la tech et la culture au travers d'une rencontre entre un ou une artiste de renom et une personnalité de la tech. L'objectif est de renforcer l'attractivité et la position du territoire sur la thématique.

- Partenariat avec le Mucem :

Poursuite du partenariat pour en faire un living lab pour les start up et rapprocher le monde de la culture traditionnelle et celui des industries créatives. Les start up se verront offrir la possibilité de présenter leur innovation lors du club des dirigeants du Mucem, à l'occasion des portes ouvertes des expositions ou encore au sein même des expositions.

L'ensemble de ses actions contribue à fédérer (cohésion des actions publiques et privées en faveur des start-up), semer (mise en place de dispositifs visant à faciliter l'éclosion de start-up), accélérer (aider au développement des entreprises innovantes à fort potentiel), internationaliser (accompagnement pour la conquête des marchés étrangers) et fixer (développement des entreprises sur le territoire pour développer l'emploi local) les start-up, conformément aux ambitions affichées par l'Agenda du développement économique métropolitain.

La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour le projet French Tech, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes ».

Pour les actions menées au titre du soutien au fonctionnement de l'association Aix-Marseille-Métropole French Tech du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, il est proposé l'attribution d'une subvention de 140 000 euros, représentant 23% du budget prévisionnel 2020 dont le montant s'élève à 604 580 euros (hors contributions volontaires).

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 70 000 euros pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence (CT1).
- 70 000 euros pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole de conforter les 6 filières d'excellence prioritaires du territoire dont celle des industries numériques et créatives.
- L'intérêt pour la Métropole de soutenir la dynamique French Tech qui rayonne aujourd'hui sur tout le territoire métropolitain.
- Les objectifs stratégiques de la Métropole en faveur d'un écosystème d'innovation et d'expérimentation.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech une subvention totale de 140 000 euros au titre de la gouvernance et du portage du label Aix-Marseille French Tech du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et de ses états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- Le budget Principal métropolitain 2020, sous-politique B370 chapitre 65 - nature 65748 - fonction 61
- L'état spécial du territoire, sur la ligne 3A 61/65/657381 qui présente les disponibilités nécessaires.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 644

AVIS- Attribution d'une subvention d'investissement au Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA) pour le financement de la phase 7 du projet de la Cité des Energies - Acquisition d'équipements scientifiques pour les plateformes technologiques du bâtiment dédié au Pôle Biosciences

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Rappel du contexte

L'objectif général de la Cité des Energies est de promouvoir l'excellence de la recherche et le transfert de technologies dans le domaine des énergies renouvelables. Il s'agit d'améliorer la compétitivité des entreprises locales et de favoriser le développement de nouvelles filières industrielles, par un rapprochement entre recherche fondamentale de niveau international et recherche finalisée, orientée vers le marché. Elle s'inscrit à la fois dans l'objectif

fixé au Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA) par le gouvernement, à savoir de travailler à la réindustrialisation du pays par le biais de l'innovation, et dans la stratégie régionale de l'innovation portée par la Région PACA.

Ce projet repose sur quatre grands axes de recherche et développement (R&D) :

- Axe 1 : Solaire (*photovoltaïque, à concentration et thermique*)
- Axe 2 : Efficience énergétique dans les bâtiments méditerranéens
- Axe 3 : Bioénergies (*tendre vers la production de biocarburants à partir d'algues (3G) ou tous types de déchets contenant du carbone (2G)*)
- Axe 4 : Réseau Electrique Intelligent (*combiner les technologies de l'énergie et du numérique afin de favoriser les économies d'énergie, mieux intégrer les énergies renouvelables sur le réseau, mieux piloter la consommation et donc réduire les factures électriques*)

Pour mener à bien ce projet qui se déroule sur plus de dix ans, un découpage en 7 phases a été défini en amont. Les phases 1 et 2 sont réalisées et les phases 3 et 4 seront finalisées en 2020, ont déjà fait l'objet de co-financements par les collectivités locales et le FEDER.

Il s'agit maintenant de réaliser la phase 7 de l'axe 3 « bioénergies ».

Phase	Participation CPA/MAMP	Programme	Axe
Phase 1	1200 k€, soldés	Vélibération du terrain	Axes 1, 2 et 3
Phase 2	2400 k€, soldés	Bâtiment CEA Tech dit de « prifugation », équipements mutualisés de R&D et bâtiment biomasse	Axes 1, 2 et 3
Phase 3	1500 k€ versés et 950 k€ soldés en 1 ^{er} trimestre 2020	Bâtiment de recherche (BR) pour les équipes du BIAM (Institut de biosciences et de biotechnologies d'Aix-Marseille, ex IBISE), d'une surface d'environ 5655 m ² shon. Outre les équipes de recherche, le bâtiment à usage de laboratoires de recherche permettra d'héberger également des plateformes dont la plateforme HiloBiolec	Axe 3
Phase 4		Bâtiment de Recherche et Développement (R&D) – Construction du hall technologique « microalgues et plantes » réunissant les équipements de photobioréacteurs pour la culture de microalgues (CEATech DPACA) et les plateformes de culture de plantes en conditions contrôlées (phytolec, Inaplant). Ce hall technologique sera ouvert aux collaborations avec les partenaires industriels	Axe 3
Phase 5	en cours	Bâtiment « méditerranéen »	Axe 2
Phase 6	167 k€, soldés	Megagrid (Fiesgrid) – Projet abandonné	Axe 4
Phase 7	650 k€ en 2020/2021 sur une assiette totale de 3 470 k€	Acquisition de grands équipements scientifiques et technologiques de R&D	Axe 3

• **Le BIAM (Institut de Biosciences et de Biotechnologies d'Aix-Marseille)**

Le BIAM Est une Unité Mixte de Recherche (UMR) composée de plus de 150 personnels issus de trois tutelles (CEA, CNRS et Aix-Marseille Université) et spécialistes de la caractérisation des mécanismes fondamentaux d'adaptation d'organismes modèles (plantes, algues et bactéries) à leurs ressources environnementales (lumière, eau, CO₂, nutriments, métaux essentiels) ou aux contraintes environnementales et anthropiques (sécheresse, pollution du sol, radionucléides).

Les recherches développées sont internationalement reconnues et visent à apporter des connaissances fondamentales tout en contribuant aux défis sociétaux dans le domaine des bioénergies et de la protection de l'environnement.

Au-delà de sa visibilité internationale, le BIAM est également un acteur majeur de la structuration régionale de la recherche et de l'innovation impulsée par l'Université d'Aix-Marseille : il est impliqué dans le futur Institut de site AMU regroupant des laboratoires spécialisés dans le domaine des bioénergies et participe activement à la future Ecole Universitaire de Recherche (EUR) regroupant les

masters de Microbiologie Moléculaire et le master Sciences et Technologie de l'Agriculture de l'Alimentation et de l'Environnement mis en place par ses enseignants chercheurs.

Les recherches sont basées sur des techniques innovantes telles que l'évolution dirigée des protéines pour des fonctions nouvelles ou améliorées, la microscopie à super résolution pour caractériser la dynamique des protéines au niveau cellulaire, la domestication de nouveaux organismes modèles de micro algues ou de bactéries pour des applications industrielles, l'application de nouvelles technologies telles que CRISPR-Cas9 pour l'édition du génome, la biologie synthétique, le criblage robotisé à haut débit des plantes et des microorganismes, la biophysique pour la caractérisation des procédés photosynthétiques et les outils bioinformatiques pour l'analyse des ensembles de données de séquençage.

En outre le BIAM bénéficie d'équipements uniques tels que :

- une plateforme européenne Hélobiotec dédiée au phénotypage des micro algues,
- une plateforme nationale Phytotech dédiée à la culture et au suivi de la croissance des plantes en conditions contrôlées,
- une plateforme Zoom dédiée à l'imagerie cellulaire,
- une plateforme Protein Tech dont l'objectif est de permettre la caractérisation moléculaire des protéines d'intérêt,
- l'ensemble étant hébergé dans un bâtiment de plus de 750 m² dont la livraison est prévue en avril 2020.
- **CEA Tech PACA**

La mission de cette unité composée d'une trentaine de salariés, est d'accompagner la démarche d'innovation et du transfert technologique vers les entreprises via des plateformes applicatives :

- la plateforme de R&D « Bioprocédés Micro algues », dédiée à l'étude des bioprocédés de production de biomasse de 3ème génération (algues et cyanobactéries photosynthétiques) est de :
 - réaliser du transfert d'innovation vers les entreprises productrices de micro algues, dont la majorité est située dans les régions du sud (La Région Sud, l'Occitanie, mais aussi l'Espagne, le Portugal, l'Italie et le Maghreb),
 - jouer un rôle d'interface envers les entreprises utilisatrices de micro algues, dans une logique de développement d'une filière,
- dynamiser la conversion du bassin de la zone industrialo portuaire d'Aix-Marseille Métropole, au travers de sa participation à des projets collaboratifs emblématiques comme Vasco2.

- **Association du BIAM et du CEA Tech PACA**

Cette association, sur le site de la Cité des Energies, représente une force unique dans le domaine des micro algues permettant de lever des verrous scientifiques liés à l'ingénierie de souches optimisées pour la production de composés à haute valeur ajoutée, tout en développant des approches de génie des procédés pour le développement de prototypes à grande échelle et en conditions préindustrielles.

Cette recherche qui recouvre l'ensemble de la chaîne de valeur, depuis les approches fondamentales jusqu'au pilote industriel, s'inscrit dans les domaines de la valorisation de la biomasse, la chimie verte, la bio-remédiation, la nutrition et les biocarburants.

Par ailleurs, pour créer les conditions favorables au développement d'un plateau de R&D et structurer des projets innovants conjoints, il a été décidé de construire un ensemble de bâtiments permettant d'assurer un continuum de recherche et innovation allant jusqu'à des TRL 5-7.

L'échelle des TRL (Technology Readiness Levels) est un outil structurant pour la gestion de l'innovation, notamment pour le financement public, pour lequel elle propose un référentiel commun entre le financeur et le financé. Ils constituent une échelle d'évaluation de la maturité d'une technologie, allant de 1 à 9. Pour franchir un nouveau TRL, des critères techniques doivent être respectés, et ce pour chaque niveau. Ils ont un intérêt pour le management de l'innovation, notamment pour la gestion de la R&D, le transfert technologique, le financement de l'innovation et les projets collaboratifs.

Ces bâtiments sont physiquement et scientifiquement positionnés pour promouvoir des interfaces entre les thématiques développées par les équipes de recherche fondamentale du BIAM et les projets collaboratifs menés par CEA Tech PACA impliquant des acteurs institutionnels et industriels en région.

L'exposé des motifs

L'investissement demandé par le CEA concerne l'acquisition d'équipements de R&D de haute technologie permettant de couvrir la recherche amont indispensable à la découverte d'éléments scientifiques de rupture et la recherche aval dédiée à l'exploitation de ces connaissances.

Ces équipements se répartissent selon les plateformes suivantes :

- Renforcement des plateformes d'analyse telles que définies dans le dossier FEDER :
 - Phytotech : installation dans le nouveau bâtiment de phytotrons dédiés à la culture des végétaux en conditions contrôlées,
 - Hélobiotec : achat de nouveaux photobioréacteurs de petits

volumes dédiés au phénotypage des souches ainsi que d'un spectromètre de masse de type Q-trap dédié à la lipidomique,

- ProteinTech : achat de deux systèmes robotisés dédiés à la compréhension des mécanismes et des voies métaboliques impliquées par la caractérisation moléculaire de protéines d'intérêt via une approche à moyen débit,
- ZOOM : montée en gamme et en résolution des systèmes d'imagerie confocale permettant la caractérisation des processus métaboliques étudiés via leur localisation.
- Renforcement de la Plateforme Bioprocédés Microalgues dans le cadre de l'Appel à Projets Recherche Régional déposé en février 2019 auprès du Conseil Régional avec l'extension de la serre et l'acquisition de nouveaux équipements sur les thématiques biorémédiation, économie circulaire, chimie biosourcée et jusqu'aux bioproduits nécessaires à la montée en puissance de l'activité au profit des partenaires industriels :

- Photobioréacteurs ouverts de type raceways, équipés de capteurs permettant de suivre en temps réel la croissance des microalgues et l'assimilation des nutriments,
- Centrifugeuse,
- Filtre à bande pressante,
- Pilote décanteur-aéroflottateur,
- Incubateurs
- Cellule de mesure de gaz et activité photosynthétique,
- Broyeur,
- Homogénéisateur,
- Chaines de chromatographie

• Le financement

Pour le financement de cette phase du projet sur 2019/2021 qui représente une assiette totale estimée à 3 470 000 €, le CEA sollicite une subvention d'investissement de 650 000 € auprès de la Métropole Aix-Marseille Provence / Territoire du Pays d'Aix.

Le reste des dépenses devrait être couvert par les cofinanceurs selon le tableau détaillé suivant :

Unités	Plateformes	Tri	Equipements	2019		2020		2021		TOTAL	
				Dde CEA	Financement	Dde CEA	Financement	Dde CEA	Financement	Dde CEA	Financement
BIAMOr	Hilobiotec	1 à 3	Spectro Q-TRAP	330	CPER 2015/2020					330	Région = 400 k€
	Hilobiotec		Fermenteurs					300		300	DRRT = 550 k€
	Phytotec		Phytotrons	980	Région = 400 k€ DRRT = 550 k€		MAMP = 360 K€			980	MAMP = 360 K€
	ProteinTEC		Système octet red 96			270	Autres financeurs = 520 k€		Autres financeurs = 700 k€	270	Autres financeurs = 1220k€
	ProteinTEC		Robot pipeteur			250				250	
	ZOOM		Imagerie laser					400		400	
Total BIAM				1 310	950	520	880	700	700	2 530	2530
CEATechOrt	Bioprocédés Micro Algues	3 à 5	Extension serre+Equipements tranche 1	320	150 k€ (sub Région AAP Recherche) + 170 k€ par le CD13		150 k€ (sub Région AAP Recherche) + 180 k€ par le CD13			320	Région = 300 k€ CD13 = 350 k€
			Equipements tranche 2			300	MAMP = 200 K€	320	MAMP = 90 K€	620	MAMP = 290 K€
Total CEATech				320	320	300	530	320	90	640	640
TOTAL				1640	1270	820	1410	1020	790	3470	3470

En résumé :

La Métropole Aix-Marseille Provence : 650 k€ soit 18,73 % qui se répartissent selon le calendrier suivant :

- 560 k€ pour 2020 sous réserve du vote du budget 2020 soit 16.14%
- 90 k€ pour 2021 sous réserve du vote du budget 2021 soit 2.59%

La Région Sud : 700 k€ soit 20,17 %

Le Conseil Départemental 13 : 350 k€ soit 10,08 %

DRRT : 550 k€ soit 15,85 %

Autres financeurs : 1220 k€ soit 35,15 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A070 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 relative à la délibération cadre pour les participations de la CPA aux opérations inscrites au CPER 2015-2020
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir le CEA dans la mise en œuvre du projet de la Cité des Energies, partie prenante de l'OIR « Energie de demain » et comme composante d'un projet structurant pour le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée au CEA une subvention d'investissement de 650 000 € conformément aux modalités prévues dans la convention annexée ci-joint et selon la répartition suivante :

- 560 000 euros (cinq cent soixante mille euros) pour l'année 2020
- 90 000 euros (quatre vingt dix mille euros) pour l'année 2021

pour l'acquisition d'équipements pour les plateformes Héliobiotec, Phytotec et Bioprocédés Micro Algues.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux modalités d'attribution de la subvention pour la phase 7.

Article 3:

Madame La Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Sous réserve du vote du budget 2020, les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162371 : nature 4581, fonction 61, Autorisation de Programme DI371AP2.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 645

AVIS- Approbation de subventions au bénéfice de deux projets immobiliers portés par des entreprises du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Mis en place par la Métropole Aix-Marseille-Provence en mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

- L'opération proposée par la société ONIS basée à Lambesc :

La société ONIS se positionne comme leader mondial sur un marché de niche : les obturateurs mécanisés. Il s'agit d'appareils conçus sur mesure, destinés à obturer des tuyauteries présentes dans les unités de production de pétrole et de gaz, dans les raffineries et les usines pétrochimiques. Ce dispositif qui empêche la fuite de gaz ou de liquides toxiques est spécifiquement requis lors des opérations de maintenance pour protéger les personnels de toute fuite d'hydrocarbure qui résulterait d'une vanne non étanche. La technologie brevetée d'ONIS a permis de mécaniser et de rendre plus sûr un système opéré auparavant manuellement. L'entreprise est reconnue internationalement pour la qualité et la fiabilité de ses produits. Les clients industriels se trouvent dans le monde entier. En effet, plus de 80 % du CA est réalisé à l'export. Son parc installé représente plus de 10.000 obturateurs en service sur les 5 continents.

ONIS compte aujourd'hui une trentaine de salariés (dont 23 sur le site de Lambesc) et réalise un chiffre d'affaires de plus de 5 M€. Ces dernières années, la société a accéléré son développement international en créant des bureaux en propre, favorisant ainsi la proximité client. Elle dispose en outre d'un réseau mondial de 25 agents distributeurs. Le second axe de croissance des activités ONIS est porté par les activités de R&D, avec un rythme de deux dépôts de brevets par an. Cette démarche d'innovation continue permet à ONIS de préserver une avance technologique vis-à-vis de ses concurrents.

L'accélération de la présence internationale s'est déjà traduite par une augmentation du chiffre d'affaires. Cette croissance est solide et va se poursuivre dans les années à venir. L'entreprise doit ainsi disposer de nouveaux moyens de production. C'est dans ce contexte que ONIS a décidé faire construire une nouvelle usine sur la zone d'activité Bertoire 2 à Lambesc.

Actuellement locataire d'un bâtiment situé sur la ZA de la Berthoire, l'entreprise a signé une promesse de vente avec la Société Publique Locale d'Aménagement au service du Pays d'Aix concernant un terrain de 6.863 m². Le permis de construire a été accordé le 4 juin dernier. La vente a eu lieu fin septembre 2019. Il est prévu la réalisation d'un atelier de production (920 m²) et l'aménagement de bureaux (415 m²). Une seconde tranche est envisageable. Les travaux doivent démarrer fin octobre/début novembre 2019.

Le montant total de l'investissement immobilier s'élève à 2.160.830 €, montant couvrant l'acquisition du terrain, les travaux, les études et les raccordements. S'agissant d'une opération de ZAC portée par la Métropole (et financièrement avantageuse pour l'acquéreur), le terrain ne fait pas partie des dépenses éligibles. L'assiette éligible comporte les travaux et les raccordements, chiffrés à un montant de 1.542.500 €.

Plusieurs dispositions ont été prises en faveur de la qualité environnementale du projet.

Sur les trois prochaines années, ONIS prévoit le recrutement d'une dizaine de personnes dont au moins huit en CDI sur le site de Lambesc.

Le financement est assuré par deux emprunts bancaires, auprès du CIC et de la Société Générale, pour un montant global de 2 M€. Ces crédits immobiliers sont souscrit par la S.C.I. BERTONIS qui assure le portage de ce projet immobilier.

La Métropole a été sollicitée par ONIS dès le 27 juillet 2018, en vue de l'attribution d'une aide à l'immobilier.

Sur cette base, il est proposé de cofinancer ce projet à hauteur de 140.000 €, soit 9,07 % de l'assiette éligible de 1.542.500 €. La subvention sera versée à la S.C.I. qui la répercutera sur le loyer payé par la société d'exploitation.

- L'opération proposée par la société La Compagnie Alimentaire basée aux Pennes Mirabeau :

La société La Compagnie Alimentaire, PME familiale créée en 1922, est spécialisée dans la torréfaction et transformation de fruits secs et la préparation de produits alimentaires haut de gamme, à destination essentiellement de l'hôtellerie de luxe (85 % de son chiffre d'affaires actuel, le reste concernant de la vente à des distributeurs : grossistes, industriels et artisans). Aujourd'hui située aux Pennes Mirabeau, l'entreprise compte une cinquantaine de salariés et a terminé l'année 2018 sur un chiffre d'affaires de 11,5 millions d'euros. La société se développe également à l'export, notamment en Italie, Autriche et Émirats arabes unis. Par ailleurs, une nouvelle gamme épicerie fine a été inaugurée en septembre 2018. Enfin, la Compagnie Alimentaire s'est investie depuis 10 ans dans la certification biologique d'une partie de sa production par Ecocert, multipliant ainsi ses ventes de produits biologiques par trois depuis 2009 pour atteindre aujourd'hui 10 % de son chiffre d'affaires.

L'entreprise occupe aujourd'hui des locaux de 4.700 m² situés sur la zone de l'Agavon. Dans le cadre de son projet de développement, elle doit procéder à une extension pour agrandir les locaux de production, aménager des bureaux supplémentaires, créer des locaux de R&D et mettre en place un show room. Cet agrandissement lié à la modernisation de l'outil de production conduira également l'entreprise à moderniser son ERP (Enterprise Resource Planning) en s'appuyant sur un ingénieur informatique qui vient d'être recruté.

Le projet d'extension immobilière porté par La Compagnie Alimentaire se décline en trois tranches: la première concerne le développement d'une surface supplémentaire de bureaux grâce à l'édification d'une extension de 280 m² dans le prolongement du bâtiment existant comprenant un rez-de-chaussée de 80 m² à usage de local et de garage et un étage de 200 m² à usage de bureaux. Une deuxième tranche de travaux concerne la construction d'un local de type industriel de 450 m² et

enfin une troisième tranche concernera la création d'un local de type industriel de 320 m² ainsi qu'un plateau de 380 m² composée de bureaux, d'une salle de réception et de locaux de services attenants.

Le montant total de l'investissement immobilier s'élève à 546.563€, montant couvrant les travaux en totalité.

Plusieurs dispositions ont été prises en faveur de la qualité environnementale du projet : isolation au Siporex, et conception du toit pensé pour pouvoir supporter le poids des panneaux solaires qui seront installés dans les mois à venir (permis déposé).

Sur les trois prochaines années, La Compagnie Alimentaire prévoit le recrutement de 3 postes en production, 1 en R&D et la future salle de restaurant/dégustation nécessitera également des embauches à long terme.

Le financement est assuré par deux emprunts bancaires (150.000€ et 450.000€) contractés auprès du Crédit Agricole, pour un montant global de 600.000€. Ces crédits immobiliers sont souscrits par la SAS SPIMEX qui assure le portage de ce projet immobilier.

La Métropole a été sollicitée par La Compagnie Alimentaire dès le 1^{er} mars 2019, en vue de l'attribution d'une aide à l'immobilier.

Sur cette base, il est proposé de cofinancer ce projet à hauteur de 50.000€, soit 9,15 % de l'assiette éligible. La subvention sera versée à la SAS SPIMEX qui la répercutera sur le loyer payé par la société d'exploitation : La Compagnie Alimentaire .

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014 – 2020 ;

- La délibération HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération ECO 002-1776/17/CM du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises,
- Que par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 ont été approuvés le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent,
- Que ce dispositif d'aide consiste à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités,
- Que l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20% pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone AFR, ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application,
- Que l'aide est conditionnée et plafonnée à 200 000 euros par entreprise,

- Que les entreprises ONIS et La Compagnie Alimentaire ont sollicité une aide,
- Que la Métropole entend y répondre favorablement,
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière ou autre société de portage, la subvention est, conformément au règlement d'attribution, versée à celles-ci.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées :

- une subvention d'aide à l'immobilier de 140.000 euros au bénéfice de la société ONIS basée à Lambesc (subvention versée à la S.C.I BERTONIS) ;
- une subvention d'aide à l'immobilier de 50.000 euros à la société La Compagnie Alimentaire basée aux Pennes Mirabeau (subvention versée à la SAS SPIMEX).

Article 2 :

Sont approuvées les conventions tripartites correspondantes, ci-annexées.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ainsi que tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162378, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI378AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 646

AVIS- Attribution d'une subvention à l'association "Les Entrepreneuriales en PACA"

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, elle accompagne l'action de l'association Les Entrepreneuriales en PACA. L'association agit pour la promotion de l'entrepreneuriat auprès des jeunes post-bac. Les Entrepreneuriales PACA, depuis sept ans, met en œuvre un programme d'accompagnement à l'entrepreneuriat innovant, gratuit, pédagogique, ouvert à tous les étudiants de l'université et des écoles d'ingénieurs et écoles privées de la Métropole.

En 2019, grâce à ce dispositif, 113 étudiants, contre 96 l'année précédente, ont pu expérimenter, gratuitement, hors les murs de l'école, dans le cadre d'une « formation terrain » les étapes de la création et le fonctionnement d'une entreprise.

Les bénéfices attendus pour les étudiants sont les suivants :

- Mieux connaître l'univers de l'entreprise, se découvrir des aptitudes entrepreneuriales
- Pour ceux qui ont déjà un projet, bénéficier d'un accompagnement gratuit, afin d'enrichir leur projet, le tester et le valider avec d'autres étudiants
- Gérer un projet en équipe pluridisciplinaire
- Se constituer un premier réseau professionnel
- Acquérir un bagage pour l'avenir
- Améliorer leur niveau d'employabilité
- Obtenir potentiellement un Certificat professionnel reconnu.

Pendant 5 mois, les étudiants entrepreneurs réunis en équipes pluridisciplinaires (parcours supérieur divers) de 3 à 5 personnes sont accompagnés par des professionnels pendant toutes les étapes de la création pour comprendre toutes les clés du fonctionnement d'une entreprise (étude de marché, BM Canevas, stratégie commerciale et marketing, chiffre d'affaires et compte de résultat, plan de financement...). A la fin du parcours, ils doivent rendre un business plan et un pitch vidéo de 30 secondes pour présenter leur projet.

L'objectif de l'association pour l'année scolaire 2020-2021 est d'accompagner 20 équipes sur le campus Aix Marseille, soit plus d'une centaine d'étudiants des territoires d'Aix et Marseille.

Chaque équipe aura pour coach un professionnel qui va les accompagner tout au long de son projet, développer l'idée vers le projet et ensuite à la création d'entreprise.

Les entreprises régionales seront les principales bénéficiaires, car elles pourront recruter des salariés

beaucoup plus formés, capables de travailler en équipe avec des compétences différentes et ayant déjà des connaissances sur le fonctionnement d'une entreprise qui contribueront ainsi à renforcer le dynamisme économique de la filière sur la région.

Concrètement, le programme d'accompagnement se déroulera sur l'année scolaire (2020-2021) et comme suit :

1) Interventions dans les universités et écoles pour recruter les futurs candidats à l'entrepreneuriat en septembre 2020.

2) Speed-dating en octobre réunissant les étudiants intéressés par le programme au cours duquel chaque porteur de projet sélectionné constituera son équipe.

3) Soirée de lancement en novembre au cours de laquelle les étudiants rencontreront leur coach qui les accompagnera pendant 5 mois jusqu'en mars 2021.

4) En mars 2021, lors de la soirée de clôture, chaque équipe devra passer devant un jury qui évaluera son niveau d'acquisition de la démarche de création d'entreprise à travers un Business Plan et une vidéo pitch de 30 secondes sur leur projet.

Chaque étudiant recevra une attestation de participation au programme reconnaissant son potentiel pour entreprendre demain.

De plus, depuis trois ans, l'association a mis en place un processus de certification permettant aux étudiants de valider six domaines de compétence, après leur participation au programme.

La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour le projet des Entrepreneuriales PACA, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Pour les actions menées par l'association dans le cadre de ce programme d'accompagnement, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 20.000 euros, représentant 26,8 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 74.500 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 10.000 euros seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- 10.000 euros seront pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 20 000 euros à l'association Les Entrepreneuriales en PACA au titre de l'exercice 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 10 000 euros par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- 10 000 euros par le Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée sur demande du bénéficiaire ;
- le solde (soit 20%) sera versé sur production des comptes annuels de l'organisme/du Compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget principal de la Métropole sous-politique B320/61/65748.
- le Budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 647

Attribution de subventions aux associations à caractère économique et approbation de conventions

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie des outils de développement économique retenus par le Pays d'Aix.

A ce titre, ce dernier propose de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique :

1. LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES,

Ces associations ont pour vocation de proposer une assistance et un accompagnement aux porteurs de projets. Elles proposent un éventail de dispositifs capables d'évaluer la faisabilité du projet, sa fiabilité, sa viabilité... et permettent ainsi de limiter les risques d'échecs.

Chaque association a sa spécificité et une bonne connaissance des acteurs leur permet de

cerner les besoins du porteur de projet et de le diriger jusqu'à son interlocuteur privilégié.

2. LE SOUTIEN A L'INNOVATION ET AUX FILIERES D'EXCELLENCE,

La politique de soutien aux filières d'excellence se caractérise par une politique d'accompagnement des pôles de compétitivité, structures créées par l'Etat. Mise en place en 2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectif de renforcer la compétitivité de l'économie française et de développer la croissance et l'emploi.

3. LE DEVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Ces associations ont pour vocation de tisser sur les zones principales d'activités des réseaux d'échanges et d'informations, de mutualiser les offres de services (déchets, transports, sécurité, emplois...). Elles sont indispensables au bon fonctionnement d'une zone.

4. ANIMATIONS, COMMUNICATION, EVENEMENTS A CARACTERE ECONOMIQUE

Il s'agit de permettre à certaines associations de maintenir des événements associant le monde économique et qui procèdent de façon indirecte au rayonnement du territoire.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **328 000 € aux deux associations suivantes :**

soit

INITIATIVE PAYS D'AIX / Fonctionnement 160 000 €

INITIATIVE PAYS D'AIX / Fonds de prêt d'honneur 60 000 €

INITIATIVE PAYS D'AIX / « Boutiques à l'essai » 12 000 €

ASSOCIATION DES ENTREPRISES DU POLE D'ACTIVITE D'AIX / Fonctionnement 96 000 €

n°gu	Association	Action subventionnée	Objet de l'action	Budget prév action	Subv sollicitée	Subv proposée	Conv oui / non
Axe 1 : La création et de développement des entreprises							
2020_399	INITIATIVE PAYS D'AIX	Fonctionnement	<ul style="list-style-type: none"> - Déceler et favoriser l'initiative créatrice d'emplois, d'activités de biens ou de services nouveaux par l'appui à la création, à la reprise ou au développement de TPE ou PME. - Apporter un soutien par l'octroi d'un prêt personnel sans garantie ni intérêt, et par un accompagnement des porteurs de projet, un parrainage et un suivi technique assurés par une équipe d'expérimentée. 	450 770 €	170 000 €	160 000 €	OUI

			<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer à la mobilisation d'autres dispositifs de soutien aux TPE et PME. - Assurer le soutien post-création par un suivi de gestion. 				
2020_403	INITIATIVE PAYS D'AIX	Abondement du fonds de prêt	<p>Renforcer les fonds propres des entrepreneurs afin de faciliter l'obtention de prêts bancaires par un meilleur ratio apport/prêt : octroi de prêt personnel à taux 0 % sans garantie ni frais de dossier ; prêt de 3k€ selon critères/ moyenne à 8 250 € ; toutes activités éligibles hors marchands de biens, activité de bourse, discothèques ; remboursable sur 50 mois maximum ; moyenne à 36 mois.</p> <p>Post 2020 : l'association prévoit de soutenir 170 dossiers. Cette action contribue à maintenir le vivier diversifié de TPE et utile également pour les services et commerces de proximité.</p>	1 465 500 €	60 000 €	60 000 €	OUI
2020_281	INITIATIVE PAYS D'AIX	Boutiques à l'essai	<p>Lutter contre la fermeture du commerce de proximité et redynamiser des territoires fragilisés. Utiliser des locaux commerciaux vacants. Permettre à des porteurs de projets de tester leurs idées de commerces au sein d'une boutique pilote, dans un cadre sécurisant et avec un bail dérogatoire de 6 mois renouvelable une fois.</p> <p>Poursuivre la mise en oeuvre du dispositif sur</p>	28 442 €	12 000 €	12 000 €	OUI

			les communes : Peyrolles, Vitrolles, Gardanne				
Axe 3 : Le Développement des zones d'activités économiques							
2020_100	ASSOCIATION DES ENTREPRISES DU POLE D'ACTIVITES D'AIX-EN- PROVENCE	Fonctionnement	Développer l'attractivité et valoriser le Pôle d'activités. Représenter et défendre les intérêts communs des entreprises adhérentes autour des axes principaux suivants : sécurité, accessibilité et déplacements, services aux entreprises, réhabilitation et entretien des réseaux, environnement et développement durable, gestion des déchets industriels banals, communication interne et externe, animation du pôle.	826 700 €	96 000 €	96 000 €	OUI
TOTAL						328 000 €	

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans les conventions d'objectifs s'il y a lieu, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % après signature de la convention et sur demande du bénéficiaire
- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010-A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 14 novembre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique,

Délibère

Article 1 :

Est attribué aux deux associations sus-mentionnées un montant total de subventions de 328 000 €, selon la répartition indiquée ci-dessus.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions d'objectifs à conclure avec Initiative Pays d'Aix et l'Association des Entreprises du Pôle d'activité d'Aix-en-Provence.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment les conventions ci-annexées.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur - l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Est précisé : « Les subventions sont attribuées sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020 ».

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi - Emploi et formation

2019 CT2 648

AVIS- Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Martigues à la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de

partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans le cadre de sa compétence en matière d'emploi, formation et insertion, le territoire du Pays de Martigues fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a soutenu depuis plusieurs années, la création et le renouvellement du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi.

Les protocoles 2018-2022 des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, signés par la Direccte Provence-Alpes-Côte d'Azur Service Europe pour le Fonds Social Européen, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, et le Conseil Départemental 13 constituent le cadre d'intervention de l'animation territoriale conduite dans le cadre de ces dispositifs.

Cofinancés par les partenaires signataires, les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi bénéficient de financements européens dans le cadre du Programme Opérationnel National 2014-2020 Emploi et Inclusion au titre de l'axe 3.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi s'inscrivent dans le Cadre de Référence Stratégique National de la France.

Ce cadre définit les orientations stratégiques pour contribuer à la politique de cohésion économique et sociale financée par les fonds structurels européens, dont le Fonds Social Européen.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi sont un des instruments inscrits dans l'orientation stratégique du soutien de l'emploi, de la valorisation du capital humain et de l'inclusion sociale.

Cinq des sept priorités de cette orientation stratégique concernent les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi :

– Contribuer à l'adaptation des travailleurs et des entreprises aux mutations économiques.

– Améliorer l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi.

– Renforcer la cohésion sociale et lutter contre les discriminations pour l'inclusion sociale.

– Investir dans le capital humain (formation et adaptation pédagogique aux publics du plan local pour l'insertion et l'emploi).

– Développer des partenariats et la mise en réseau pour l'emploi et l'inclusion.

La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions précise que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

A ce titre, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi a pour fonction non seulement d'être une plate-forme

partenariale au sein de laquelle se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi et d'insertion, mais aussi d'individualiser les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 81 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES PLIE DU PAYS DE MARTIGUES Mise en Œuvre suivi et clauses sociales d'insertion Mobilisation des entreprises dans les parcours d'insertion		TAUX	MONTANT
Financement externe			
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (PLIE DU PAYS DE MARTIGUES)		8.97 %	8 853 euros
Directe FSE « PLIE DU PAYS DE MARTIGUES »		50 %	49 351.77 euros
Conseil Régional PACA « PLIE DU PAYS DE MARTIGUES »		41.03 %	40 500 euros
Autofinancement			
Métropole Aix-Marseille-Provence		0 %	0 euros
TOTAL		100 %	98 704.77 euros

ORGANISMES PLIE DU PAYS D'AIX - Construction et animation des parcours, - Mobilisation de l'offre d'emploi et ingénierie économique, - Mise en œuvre et suivi des clauses d'insertion, - Développement et ingénierie de projet territorial		TAUX	MONTANT
Financement externe			
Directe FSE « PLIE DU PAYS D'AIX »		37 %	57 750 euros
Conseil Régional PACA « PLIE DU PAYS D'AIX »		26 %	40 500 euros
Autofinancement			
Métropole Aix-Marseille-Provence		37 %	57 750 euros
TOTAL		100 %	156 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Martigues à la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Martigues à la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2

La recette correspondante est constatée en section de fonctionnement sur le budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 7472 - Fonction 65 - Sous politique E120 - Code gestionnaire DSFCT6.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 649

Attribution de subventions à des opérateurs dans le cadre de la Programmation 2020 du PLIE du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, la politique soutenue dans le domaine de l'emploi et de l'insertion s'inscrit notamment dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) et repose sur une programmation commune bâtie avec les services de l'État, de la Région et le Département des Bouches-du-Rhône, sur les objectifs spécifiques de l'intervention du Fonds Social Européen (F.S.E.).

Ce Plan a pour objet la mise en cohérence des interventions publiques au niveau local pour le public ciblé, afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté. Cette démarche partenariale est destinée à coordonner, dynamiser et renforcer, sur le territoire du Pays d'Aix, la mobilisation des moyens de chacun des signataires, afin de permettre l'accès à l'emploi des femmes et des hommes confrontés à une exclusion durable du marché du travail.

Le PLIE assure une ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant à l'emploi des bénéficiaires puis au maintien de ceux-ci dans l'emploi pendant plus de 6 mois.

Le PLIE du Pays d'Aix en tant que « plate-forme de coordination », permettant la mobilisation des moyens de chaque partenaire, intervient selon 3 axes structurés autour :

- Du renforcement des structures qui accueillent, orientent et suivent les publics susceptibles d'intégrer les actions du PLIE
- Des structures d'insertion par l'activité économique, afin d'améliorer la qualification des participants,
- Des partenariats avec des entreprises et des organisations socioprofessionnelles de façon à ce que les participants puissent engager leur parcours d'insertion, en tenant compte de la réalité du marché local du travail.

Un bilan intermédiaire de la programmation 2019 confirme l'adéquation des actions conduites au regard des profils des demandeurs d'emploi suivis dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle.

L'année 2019 a été marquée par la liquidation de deux des quatre opérateurs intervenant dans le cadre du Marché Inclusion sociale. Ceci a fortement pénalisé l'activité du service PLIE puisque certains territoires n'ont plus pu bénéficier de l'offre de service proposée dans ce cadre – Accompagnement des demandeurs

d'emploi et actions d'insertion au bénéfice des participants du dispositif. Les associations dont les actions font partie de la programmation du PLIE ont dû s'adapter à ce nouvel environnement notamment en anticipant des actions prévues pour l'automne ou à contrario à décaler des actions afin de mobiliser un maximum de participants.

La coordination accrue mise en place entre les différentes instances (Conseil Régional, Conseil Départemental, Pôle d'insertion et Pôle Emploi) nous assure de la nécessité de la poursuite du dispositif du PLIE sur le territoire du Pays d'Aix aussi les membres du Comité de Pilotage ont validé l'internalisation des quatre accompagnateurs concernés par la liquidation de leur entreprise au sein de la Direction Insertion Emploi du Territoire du Pays d'Aix.

Suite à cette décision, un travail de collaboration a été conduit avec les opérateurs du PLIE afin d'optimiser le redémarrage du dispositif. Ces échanges ont conduit à la définition d'un certain nombre d'actions au bénéfice des participants du PLIE dès le premier trimestre 2020. Au cours de ces travaux il a également été demandé aux opérateurs de faire un effort financier compte tenu du contexte général de baisse de la dépense publique qui s'est traduit par une baisse des demandes de subvention par rapport à 2019. Une programmation complémentaire sera proposée lors du second semestre.

Suite à ces travaux cinq structures sollicitent la participation de la Métropole pour des aides financières destinées à la réalisation d'actions en direction des participants du PLIE du territoire du Pays d'Aix, dans le cadre de leur insertion socio-professionnelle.

Après avoir rencontré l'ensemble des opérateurs la planification des opérations a été validée afin que les accompagnateurs à l'emploi puissent positionner dans les meilleurs délais les participants du PLIE au regard de leur problématique particulière.

Cette programmation s'inscrit dans le droit fil des politiques soutenues par le Pays d'Aix dans le domaine de l'emploi et constitue une offre d'insertion et d'étapes de parcours complémentaires à celles mises en œuvre notamment par le service de l'Insertion par l'Activité Économique de la Direction de l'Insertion et de l'Emploi du Territoire du Pays d'Aix.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification d'attribution de la subvention ou notification de la convention attributive et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Proposition de subventions dans le cadre de la programmation 2020

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITÉE	SUBV° PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
2020-00563	JOB EXPERT	Coaching Emploi	25.200 €	44.320 €	25.200 €	25.200 €	OUI
2020_00564	COLLECTIF DES SENS	Jeu de rôles	19.060 €	23.375 €	13.920 €	13.920 €	NON
2020_00565	DPSY CONSULT	Diagnostic et soutien psychologique – Échanges de pratiques professionnelles	44.500 €	71.400 €	30.000 €	30.000 €	OUI
2020_00750	Pays d'Aix Université Club Handball PAUC	Action de retour à l'emploi et à la réinsertion sociale	40.000 €	64.900 €	30.000 €	30.000 €	OUI
Hors GU	AMEGORE	Action « Dynamic Emploi »	4.800 €	10.800 €	4.800 €	4.800 €	NON
TOTAL					103.920 €	103.920 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'établir une programmation au titre du PLIE en complémentarité avec les actions conduites par nos partenaires.

- La plus-value apportée par ces actions aux participants du PLIE.
- L'intérêt pour le territoire du Pays d'Aix d'offrir à ces demandeurs d'emploi une offre variée d'actions dans les domaines de l'emploi et de l'insertion.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions au titre de la programmation 2020 du PLIE du Pays d'Aix pour un montant total de 103.920 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif ci-dessus.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2020 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Est précisé : « La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020 ».

Article 3 :

Sont approuvées les conventions annuelles d'objectifs conclues avec les associations « Job Expert », « Pays d'Aix Université Club Handball » et « DPSY Consult ».

Article 4 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix est autorisé à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi - Agriculture

2019 CT2 650

Approbation d'un bail civil de location avec la SCI Les Rigon pour les Halles de producteurs "Terres de Provence" à Plan de Campagne

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Halle de producteurs « Terres de Provence » de Plan de Campagne dynamise fortement, depuis 10 ans, la vente directe de produits locaux sur le territoire.

Ce circuit court agricole a vu le jour en juin 2010 dans le cadre du projet européen « Rururbal », projet qui visait à rapprocher les producteurs et consommateurs afin de soutenir l'agriculture locale, réduire les nuisances pour l'environnement et proposer des produits du terroir de qualité, de saison à prix attractifs.

La forte fréquentation du marché (100 000 visiteurs en moyenne pour chaque édition), bénéficie tant aux producteurs locaux, qu'aux consommateurs et commerces de la zone durant les 6 mois de l'événement (ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 16 h 30 à 19 h).

La 1ère édition (action pilote du projet) a été mise en place sur la zone de Plan de Campagne afin de bénéficier de l'attractivité de la zone d'activités. De 2010 à 2013 inclus, l'événement s'est déroulé sur 3 sites différents de Plan de Campagne.

Depuis 2014, la Halle de producteurs est organisée sur un terrain unique dédié au territoire, prêté par le propriétaire la SCI Les Rigon (Groupe Barnéoud) : le site Fabemi Provence situé sur la commune des Pennes-Mirabeau.

La reconduction d'année en année de cette manifestation sur ce site vaste bénéficiant d'une visibilité et accessibilité à partir des grands axes routiers, n'est pas étrangère à son succès auprès du public.

D'abord envisagé à titre gracieux de 2014 à 2018, le prêt fait l'objet depuis 2019 d'un loyer dont le montant s'élève à 12 000 € TTC.

Parallèlement, la Métropole étudie l'implantation des Halles de producteurs « Terres de Provence » sur un site pérenne toujours localisé sur Plan de Campagne offrant les mêmes avantages de localisation et d'accessibilité. Cette étude ne pourra pas aboutir en 2020.

Aussi, la Métropole a décidé à nouveau de contacter la SCI Les Rigon pour prolonger la location afin de permettre d'accueillir la 11^e saison de la Halle. Le propriétaire a donné son accord.

Le bail civil de location débiterait le 01 janvier 2020 et prendrait fin le 31 décembre 2020 (durée nécessaire à la mise en place, au montage puis à la clôture de l'événement).

Le montant du loyer négocié proposé s'élève à 12 000 € TTC sur 12 mois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'assurer la 11^e édition de la Halle de producteurs sur le territoire dans le cadre d'un contrat de location avec la SCI Les Rigon.

Délibère

Article 1 :

Est attribué le montant du loyer de 12 000 € TTC annuel à la SCI Les Rigon pour l'année 2020 afin de contribuer à la reconduction des Halles de producteurs.

Article 2 :

Est approuvé le contrat de location à conclure entre la Métropole et la SCI Les Rigon.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement, chapitre 011, nature 6132, fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 651

Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association CREA- Approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux associations à caractère agricole dans le but de participer au développement de l'agriculture sur le territoire communautaire et de promouvoir les produits du terroir.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

L'association CREA a pour objet de permettre aux personnes à la recherche d'une autonomie économique, de se préparer et de tester la viabilité de leur projet avant de procéder à la création de leur entreprise.

Le projet de l'association pour 2020 est de poursuivre les actions menées dans le cadre de l'équipement de l'espace test agricole déployé depuis 2015 sur la commune de Pertuis autour de l'action CREAGRI Vaucluse. Il vise à permettre à trois porteurs de projets d'entreprises agricoles, dans le domaine du maraîchage, de tester leur activité avant de s'installer.

Les objectifs du test sont les suivants :

- Sécuriser le parcours de l'agriculteur à l'essai
- Permettre l'accession au foncier
- Vérifier la viabilité d'un projet économique dans un cadre légal
- Permettre l'acquisition des compétences nécessaires en gestion d'entreprise, techniques de production et de commercialisation
- Crédibiliser le projet au regard des organismes agricoles, réseau de producteurs, collectivités
- Favoriser la création d'emplois directs et indirects et pérenniser l'entreprise

Pour atteindre ces objectifs, l'association CREA poursuit son action d'accompagnement notamment :

- En prenant en charge la location d'une parcelle de 4 ha 39 et d'environ 500 m² de bâtiments (bureau et chambre froide) par convention avec la SAFER et la Métropole Aix-Marseille-Provence
- En assurant l'hébergement juridique de trois porteurs de projet signataires de CAPE (Contrat d'appui au projet d'entreprises, issu de la loi 2003-721 du 1^{er} août 2003, dite loi Dutreil, sur l'initiative économique, et décret 2005-505 du 19 mai 2005)

Ces actions permettent d'apporter des moyens matériels, financiers et pédagogiques aux porteurs de projets éligibles tels que :

- Mise à disposition de parcelle pour tester le projet en extérieur et sous serre
- Mise à disposition du bâtiment de stockage (chambre froide)
- Aide aux dépenses à effectuer par la couveuse d'entreprises pour son exploitation (entretien des parcelles, amendements organiques, réparations diverses, divers matériels agricoles)
- Tutorat de Serge Racine
- Accompagnement en gestion comptabilité, techniques agricoles et commercialisation (en partenariat avec la Chambre d'Agriculture du Vaucluse)

L'espace test de Pertuis peut accueillir trois agriculteurs à l'essai. Ils sont demandeurs d'emploi ou employés à temps partiel. Ils bénéficient du maintien du statut social des entrepreneurs (Pôle emploi, RSA, ASS,...) et de la couverture sociale, y compris en cas d'accident du travail.

Le financement sollicité permettra de contribuer à la partie du fonctionnement portant ce dispositif.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 33 100 € à l'association CREA, représentant 80,00% du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 41 376 €.

- Association CREA (Fonctionnement) 33 100 €

N° GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_454	CREA (Fonctionnement)	Exploitation d'un espace test agricole sur Pertuis	32 200 €	41 376 €	33 100 €	33 100 €	OUI
					TOTAL	33 100 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant total de 33 100 € à l'association CREA, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association CREA.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention ci-annexée

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire, en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 652

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine - Intervention sur les communes d'Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Fuveau, Jouques, Lambesc, des Pennes-Mirabeau, du Puy-Sainte-Réparate et Trets

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, votée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1^{er} janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (500 € HT), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant 10 ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Fuveau, Jouques, Lambesc, des Pennes-Mirabeau, du Puy-Sainte-Réparate et de Trets.

- Aix-en-Provence

□Parcelle(s) : Section ML N°8 ; Surface : 1 hectare 62 ares 00 centiare.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 50 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 36 700,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER

demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Bouc-Bel-Air

□Parcelle(s) : Section BS N°70 et N°86 ; Surface : 56 ares 65 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 50 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 18 100,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Cabriès

□Parcelle(s) : Section AO N°1, 2, 6, 7, 8, 10. ; Surface : 8 hectares 29 ares 04 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 510 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 358 540,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Fuveau

□Parcelle(s) : Section CO N°49 ; Surface : 23 ares 46 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 16 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 9 380,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Jouques

□Parcelle(s) : Section A N°228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 239, 248, 249, 278, 279, 280, 281, 282, 1646, 1173, 1174, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1220, 1221, 1223, 1224 ; Surface : 40 hectares 47 ares 57 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 700 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 400 025,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Lambesc

□Parcelle(s) : Section CL N°19 ; Surface : 43 ares 50 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 10 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 8 150,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Les Pennes-Mirabeau

□Parcelle(s) : Section BT N°44; Surface : 40 ares 45 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 50 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 28 180,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Le Puy-Sainte-Réparate

□Parcelle(s) : Section BB N°51(ex 920) ; Surface : 55 ares 16 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 12 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 11 150,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Parcelle(s) : Section BB N°84 (ex 71) ; Surface : 22 ares 59 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 26 500,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 3 420,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Trets

□Parcelle(s) : Section BZ N°13 ; Surface : 34 ares 50 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 51 750,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 20 200,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;
- L'avis de la Commission de Territoire du Développement économique, Emploi et Agriculture du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour la vente des parcelles sur les communes d'Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Fuveau, Jouques, Lambesc, des Pennes-Mirabeau, du Puy-Sainte-Réparate et de Trets.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des 10 préemptions en révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Fuveau, Jouques, Lambesc, des Pennes-Mirabeau, du Puy-Sainte-Réparate et de Trets dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

Article 2 :

La somme de 500 € HT sera versée à la SAFER pour ces préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 611, fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 653

Approbation d'une convention d'objectifs avec la Chambre d'agriculture de Vaucluse pour l'année 2020 en vue de la mise en œuvre du programme d'actions 2020

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Composante forte de l'économie locale, vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture, au-delà de son caractère technique, constitue un potentiel exceptionnel d'approvisionnement alimentaire et de rayonnement de la Métropole. Cependant, le territoire doit faire face à une raréfaction des terres agricoles et à une fragilisation de la profession.

La réponse à apporter à ces enjeux stratégiques nécessite une large mobilisation de l'ensemble des partenaires agricoles permettant de porter le programme d'actions concrètes, fixé par la Charte agricole du Pays d'Aix, déclinées en 7 objectifs :

Volet économique :

1. Faire connaître et reconnaître l'agriculture
2. Promouvoir l'agriculture
3. Améliorer la commercialisation des produits

Volet territorial et environnemental :

4. Favoriser l'accès au foncier pour les agriculteurs
5. Maintenir, de manière dynamique, les surfaces agricoles à leur niveau actuel
6. Développer le rôle de l'agriculture en faveur de l'environnement

Volet alimentation : en préparation

7. Alimentation, agroalimentaire et nutrition

La Chambre d'agriculture de Vaucluse constitue l'un des partenaires privilégiés de la Charte agricole et son expertise permet de répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture du territoire de Pertuis. Chaque année, elle sollicite l'aide financière de l'institution dans le cadre d'une convention d'objectifs.

Le Territoire du Pays d'Aix propose, une convention d'objectifs annuelle entre la Chambre d'agriculture de Vaucluse et la Métropole Aix-Marseille-Provence qui vise à mettre en commun les compétences de chacun au service d'actions agricoles porteuses pour le territoire. La Convention d'objectifs, jointe en annexe, détaille les projets et les budgets correspondants pour l'année 2020 :

- **Appui à la marque « Pomme de Terre de Pertuis » :**
cette action engagée depuis 2008 consiste à assurer l'animation et le suivi de la relance de la production de la pomme de terre de Pertuis. Cette structuration implique la mise en œuvre d'un appui technique (expérimentation variétale), d'un appui administratif et, en aval, d'un appui sur les modes de commercialisation (enquête commercialisation).

Le budget 2020 de l'appui technique s'élève à 25 344,00 € avec un appui financier du Territoire du Pays d'Aix s'élevant à 8 778,00 €.

- **Collecte et recyclage des plastiques agricoles :**
cette opération dont le lancement a été décidé en 2005 concerne l'environnement. Il s'agit de mettre en place une filière pérenne de récupération et de recyclage des plastiques agricoles usagers. Cette action fait suite à la réflexion, lancée en 2010, avec une convention entre ADIVALOR (en charge de la gestion des déchets agricoles), le GDA Sud Luberon et une entreprise de recyclage située à Pertuis.

Il est prévu, pour l'année 2020 deux collectes pour un tonnage d'environ 40 tonnes de plastiques agricoles usagés. Le gisement concerne Pertuis et les communes du Val de Durance situées à proximité de Meyrargues et du Puy Sainte Réparate mais aussi Villelaure et La Tour d'Aigues (avec une participation de la Communauté Territoriale Sud Luberon).

Le budget 2020 de cette action s'élève à 7 680,00 € avec un appui financier du Territoire du Pays d'Aix s'élevant à 3 072 €.

- **Mise en place et pilotage d'un Espace-Test Agricole (couveuse/pépinière)** sur la commune de Pertuis.

La Chambre d'agriculture de Vaucluse propose d'accompagner la Métropole sur la recherche et la sélection de nouveaux candidats à l'espace test ainsi que sur l'accompagnement technico-économique des couvées en activité.

1. Lancement d'appels à candidatures, recherche de candidats, sélection de candidats
2. Lancement de l'activité des couvées et accompagnement du démarrage de leur activité
3. Accompagnement technico-économique des couvées
4. Hébergement juridique
5. Mise à disposition d'un conseiller de la Chambre d'agriculture en charge du projet

Le budget 2020 de l'action s'élève à 32 870,00 € avec un appui financier du Territoire du Pays d'Aix s'élevant à 26 296,00 €.

Afin de réaliser les actions précitées, évaluées à 65 894 € la convention prévoit donc le versement d'un montant total de 38 146 € à la Chambre d'Agriculture de Vaucluse dont la répartition est la suivante :

Tableau récapitulatif des actions et subventions du Territoire du Pays d'Aix

N° DOSSIER GUICHET UNIQUE	ACTIONS		MONTANTS
2020_00423	1	SOUTIEN À LA MARQUE « POMME DE TERRE DE PERTUIS »	8 778 €
2020_00422	2	RÉFLEXION SUR LE TRAITEMENT DES PLASTIQUES AGRICOLES	3 072 €
2020_00421	3	COUVEUSE D'ENTREPRISE AGRICOLE	26 296 €
	TOTAL		38 146 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire du Développement économique, Emploi et Agriculture du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de poursuivre les actions engagées avec la Chambre d'Agriculture de Vaucluse dans le cadre d'une convention d'objectifs pour l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 38 146 € à la Chambre d'Agriculture de Vaucluse pour l'année 2020 afin de contribuer au financement des actions décrites préalablement.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et la Chambre d'Agriculture de Vaucluse.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Sous réserve du vote du budget 2020 : Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 657 382, fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 654

Approbation d'une convention d'objectifs avec la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône pour l'année 2020 en vue de la mise en œuvre du programme d'actions 2020

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Composante forte de l'économie locale, vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture, au-delà de son caractère technique, constitue un potentiel exceptionnel d'approvisionnement alimentaire et de rayonnement du territoire. Cependant, le territoire doit faire face à une raréfaction des terres agricoles, une fragilisation de la profession.

La réponse à apporter à ces axes stratégiques nécessite une large mobilisation de l'ensemble des partenaires agricoles permettant de porter le

programme d'actions concrètes, fixé par la Charte agricole du Pays d'Aix, déclinée en 7 objectifs :

Volet économique :

1. Faire connaître et reconnaître l'agriculture
2. Promouvoir l'agriculture
3. Améliorer la commercialisation des produits

Volet territorial et environnemental :

4. Favoriser l'accès au foncier pour les agriculteurs
5. Maintenir, de manière dynamique, les surfaces agricoles à leur niveau actuel
6. Développer le rôle de l'agriculture en faveur de l'environnement

Volet alimentation

7. Alimentation, agroalimentaire et nutrition

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône constitue l'un des partenaires de la Charte agricole et son expertise permet de répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture du territoire.

Chaque année, elle sollicite l'aide financière de l'institution dans le cadre d'une convention d'objectifs proposée par le Territoire du Pays d'Aix qui vise à mettre en commun les compétences de chacune au service d'actions agricoles porteuses pour le territoire.

Cette année 2020, le montant de la participation du Pays d'Aix à la convention d'objectifs s'élève à 123 000 € pour 5 actions agricoles.

La Convention d'objectifs, jointe en annexe, détaille chaque projet et budget correspondant.

Synthèse des actions et du soutien financier correspondant

1/ 11^e édition de la Halle de producteurs « Terres de Provence » à Plan de Campagne (commune des Pennes-Mirabeau) :

-Aide logistique et expertise agricole pour l'accompagnement de ce marché de vente de produits agricoles locaux en circuit court et en demi-gros.

-30 à 40 producteurs locaux présents (provenance : Bouches-du-Rhône).

-Fréquentation : 100 000 visiteurs en moyenne /an.

-Dates prévisionnelles d'ouverture : fin mai/ fin octobre 2020 (lundi, mercredi, vendredi de 17 h à 19 h).

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **35 000 €** (budget global de l'opération : 55 380 €).

2/ 22^e édition du « marché des 13 desserts » - Aix-en-Provence :

-Organisation du marché de vente de spécialités culinaires de fin d'année.

-40 exposants, agriculteurs et artisans locaux.

-Fréquentation attendue : 25 000 visiteurs.

-Dates prévisionnelles d'ouverture : 17/ 24 décembre 2019.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **45 000 €** (budget global de l'opération : 85 000 €).

3/ Restauration collective et approvisionnement local :

-Afin de développer l'approvisionnement local sur le territoire du Pays d'Aix, de poursuivre le diagnostic sur la restauration collective et de venir en appui aux communes impliquées, la Chambre d'agriculture propose de poursuivre :

-l'accompagnement des communes dans la transition vers un approvisionnement avec produits locaux

-l'animation, la sensibilisation de davantage de producteurs

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **15 000 €** (budget global de l'opération : 19 500 €).

4/ Projet ADAMOS : amélioration de la fertilité et de la vie des sols par l'apport de matières organiques - Haute Vallée de l'Arc

-Le projet ADAMOS (Appui au Développement des Apports de Matières Organiques pour les Sols) s'appuie sur un groupe d'une quarantaine d'agriculteurs dont l'objectif est de valoriser les composts et matières organiques utiles à la redynamisation de la vie du sol (face au constat du déficit des sols en matière organique). Il a reçu l'agrément de l'ADEME PACA.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **16 000 €** (budget global de l'opération : 54 600 €).

5/ Service Agro Eco² : services agronomiques, écologiques et économiques aux agriculteurs

-La chambre d'agriculture anime un observatoire agricole de la biodiversité (OAB) depuis 2013 sur le Département. Elle porte depuis 2019 le projet « Service Agro Eco² » en accompagnant plusieurs exploitations qui souhaitent favoriser et développer la biodiversité fonctionnelle sur leur parcellaire (diagnostic, suivi, réunions techniques). Elle propose pour 2020 de réaliser un suivi auprès des 10 exploitants accompagnés qui permettra d'évaluer les pratiques agro-écologiques adoptées.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **12 000 €** (budget global de l'opération : 15 600 €).

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier total de 123 000 € (pour un budget global des opérations qui s'élèvent à 230 080 €).

Sur les bases des actions définies à l'article 3, la participation du territoire du Pays d'Aix est évaluée à 123 000 € (cent vingt trois mille euros) répartis sur les 5 opérations.

N° dossier Guichet unique	ACTIONS	Montant
	Améliorer la commercialisation des produits : développement du marché local	
2020_00446	Développer la vente directe sur le Pays d'Aix : Halle de producteurs « Terres de Provence »	35 000 €
	Promouvoir l'agriculture du Pays d'Aix	
2020_00448	Organisation et mise en synergie des événements sur le Pays d'Aix : Organisation et mise en cohérence des événements agricoles existants ou nouveaux : « marché des 13 desserts »	45 000 €
2020_00449	Restauration collective : vers un approvisionnement local/Pays d'Aix	15 000 €
	Développer le rôle de l'agriculture en faveur de l'environnement	
2020_00451	Projet ADAMOS : améliorer la fertilité et la vie des sols en agriculture par l'apport de Matières Organiques sur la Haute Vallée de l'Arc	16 000 €
2020_00450	Services Agro Eco ² : des services agronomiques, écologiques et économiques apportés aux agriculteurs du Pays d'Aix	12 000 €
	TOTAL prévisionnel	123 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 14 novembre 2019.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de poursuivre les actions engagées avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône dans le cadre d'une convention d'objectifs pour l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 123 000 € à la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône pour l'année 2020 afin de contribuer au financement des actions décrites préalablement.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Sous réserve du vote du budget 2020 : les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 657 382, fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi - Commerce et artisanat

2019 CT2 655

Attribution de subventions aux associations de commerçants et artisans de proximité

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de subventions mise en place depuis 2006 par le Pays d'Aix pour favoriser l'activité commerciale et artisanale de proximité, des associations de commerces de proximité, initiatrices de projets de dynamisation des centres-villes ou villages, font appel à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A ce titre, le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de 4 200 € pour l' "Association la Tuilerie Bossy – Métiers d'Art." pour trois actions :

- les Journées Européennes du Patrimoine (19 et 20 septembre 2020) pour un montant de : 1 300 €

- la fête de l'hiver (5 et 6 décembre 2020) pour un montant de : 2 000 €

- la participation aux journées européennes des métiers d'art (du 3 au 6 avril 2020) pour un montant de : 900 €

La demande a été examinée au regard des critères adoptés par le Conseil Communautaire du Pays d'Aix du 15 décembre 2011 (délibération n°2011_A195).

La subvention présentée tient compte de l'impact de son action sur le territoire, mais aussi des enveloppes budgétaires disponibles.

Cette association a pour vocation :

- la promotion de la notoriété du site et de l'esprit de création dans tous les domaines artistiques auprès de personnes morales ou physiques partageant la même passion pour l'artisanat d'art

- l'étude et la diffusion de la connaissance du patrimoine industriel historique de la ville de Gardanne.

- l'insertion dans la vie sociale de la commune avec les autres associations impliquées.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **4 200 € à l'association : « la Tuilerie Bossy- Métiers d'Art » pour les trois actions suivantes :**

JOURNÉES EUROPÉENNES DU PATRIMOINE 1 300 €

FÊTE DE L'HIVER 2 000 €

JOURNÉES EUROPÉENNES DES MÉTIERS D'ART
900 €

n°gu	Association	Action subventionnée	Objet de l'action	Budget prév action	Subv sollicitée	Subv proposée	Conv oui / non
2020_660	LA TUILERIE BOSSY - MÉTIERS D'ART	Journées Européennes du Patrimoine 19 /20 septembre 2020	-Préparation des ateliers, démonstrations etc - communication par presse, flyers, réseaux sociaux - Animations sur le site - Food trucks, lieu de restauration - Location de matériel (éclairage, chauffage, etc ...) - Animation tout public	3 422 €	1 300 €	1 300 €	Non
2020_661	LA TUILERIE BOSSY - MÉTIERS D'ART	Fête de l'hiver 05 /06 décembre 2020	- Proposer au public la visite des ateliers - Recevoir des exposants externe à la tuilerie, dans le domaine des métiers d'art - Proposer au public des animations en lien avec les métiers d'art - Soirée festive ouverte au public	5 072 €	2 000 €	2 000 €	Non
2020_663	LA TUILERIE BOSSY - MÉTIERS D'ART	Journées Européennes des Métiers d'Art 03/04 avril 2020	- Stand sur le lieu de la manifestation de la Métropole Pays d'Aix, avec exposition des œuvres, démonstration des savoir faire, espace de partage. - Ouverture des ateliers à la tuilerie, avec visites, animations, démonstration (2 jours)	4 772 €	1 800 €	900 €	Non
TOTAL						4 200 €	

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi - Tourisme et promotion du territoire

2019 CT2 660

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron pour la promotion et le développement de la filière Loisirs de Pleine Nature

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tourisme est un pilier de l'économie de la Métropole et du Territoire Pays d'Aix. C'est l'un des principaux leviers de croissance définis dans le cadre de l'Agenda du Développement Économique métropolitain et la filière d'excellence « art de vivre et tourisme » est l'une des six filières qui participent

activement à l'attractivité et la compétitivité de la Métropole.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a attribué aux métropoles des compétences en matière de tourisme et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié le Code du Tourisme, d'une part, en réaffirmant et précisant les compétences des métropoles en matière de tourisme (article L.134-1 du Code du Tourisme) et, d'autre part, en leur permettant de créer ou maintenir un ou plusieurs offices de tourisme sur tout ou partie de leur territoire (article L.134-2).

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence « **promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme** », jusqu'alors communale, est transférée à la Métropole. Cette compétence a été déléguée aux territoires par délibération du conseil de la Métropole du 28 avril 2016 (HN088-291 /16/CM) et réaffirmée lors de la délibération de cadrage du 19 octobre 2017 sur les « Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ».

Il doit être rappelé que, n'étant pas dotée d'une compétence tourisme transférée, la Communauté du Pays d'Aix s'était attachée, depuis 2010, dans le cadre du développement économique, à mettre en place des actions en faveur du développement touristique. Elle s'appuyait à cet effet sur les acteurs touristiques, bénéficiant de leur professionnalisme et de leur savoir-faire.

Ainsi, le Pays d'Aix a défini, dans le cadre de la mise en place d'un Schéma de Développement Touristique (SDT) 2012-2016, des actions en faveur du développement touristique structurées autour de quatre filières principales : la culture, l'agritourisme (dont l'oénotourisme), les activités de pleine nature et le tourisme industriel. L'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron est l'un des Offices pilier sur lequel s'est appuyé le développement de ce schéma.

De plus, depuis 2017, l'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron s'est lancé dans une stratégie de classement « Qualité Tourisme » qui va permettre d'accentuer considérablement son attractivité et ainsi celle du territoire.

L'Office a déjà recruté une personne supplémentaire entièrement dédiée au programme « qualité » et un accompagnement en matière de communication mais il lui faut aller plus loin afin de pouvoir répondre à de nouveaux enjeux territoriaux et métropolitains.

Depuis plusieurs années, l'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron est le chef de file de la filière Loisirs de Pleine Nature sur le territoire du Pays d'Aix et par extension sur tout le territoire de la Métropole.

Le positionnement de cet office de tourisme a fait ses preuves puisqu'il a permis le développement d'un outil touristique (parcours permanents des marches FFSP : une vingtaine à ce jour) commercialisable en répondant à la demande grandissante de la clientèle. Il a également permis de créer une synergie entre le réseau des acteurs du tourisme du territoire.

L'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron (OT) constitue un outil ressource et un socle technique essentiel pour la valorisation et le rayonnement du territoire du Pays d'Aix sur la filière des Activités de Pleine Nature. Le déploiement des outils et du savoir-faire sur les volets animation, communication, promotion et commercialisation permet de développer une politique globale pour un positionnement stratégique de destination.

I. Animation

Cette action concerne la mise en place d'une structure d'appui sur le territoire qui permet l'accompagnement des projets à l'échelle du territoire.

1. L'animation du réseau des offices de tourisme/syndicats d'initiative de la Provence aixoise (OTSI) et des professionnels du tourisme pour le développement des activités de pleine nature :

Concernant le réseau des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative (OTSI) du territoire, il s'agit de proposer par le biais de réunions ou commissions de travail une synthèse sur l'avancée des projets respectifs ainsi qu'un point sur les orientations stratégiques bilans, marchés cibles pour la commercialisation, outils de communications, développement des filières. Véritable chef de projet, l'OT mobilise les différents acteurs sur des projets de la filière (la Via Durancia, le circuit de l'eau, le tour du Territoire du Pays d'Aix à Vélo, l'animation des Marches Populaires IVV-France ...)

2. L'alimentation d'une boîte à outils accessible à tous les OTSI et professionnels du tourisme partenaires afin de faciliter l'accès aux démarches et projets en cours, comptes rendus, news et tendances des marchés dans le cadre des programmes locaux de développement et du développement des Marches Populaires IVV-France.

II. Suivi du Réseau IVV Sud

L'OT de la Roque d'Anthéron est à l'origine de la création des itinéraires de la FFSP. Il propose un accompagnement technique aux communes qui souhaitent créer des parcours permanents ; à ce jour le nombre de parcours permanents s'élève à 17 et sera vraisemblablement à 20 en 2020.

III. Restructuration du Réseau du fait de son développement

Accompagnement des nouveaux sites métropolitains : l'OT va procéder à la mise en place d'une équipe qualité et d'une équipe Communication-Promotion par territoire.

A ce jour plusieurs projets sont en cours de réalisation : la Route de l'Eau (futur GR de Pays), Tour du Pays d'Aix à Vélo, ...etc

Pour réaliser ces actions dans les meilleures conditions, l'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron sollicite, pour l'année 2020, le soutien financier du Territoire à hauteur de 100 000 € sur un budget prévisionnel de fonctionnement de 317 060 €.

N° GU	association	Subvention attribuée en 2019	Budget prévisionnel 2020	Montant sollicité 2020	Montant proposé par la commission pour 2020	Taux de couverture
2020-00147	EPIC Office de Tourisme La Roque d'Anthéron	90 000 €	317 060 €	100 000 €	70 000 €	22,08 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération TVP 001-4231/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sur le maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme » ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 14 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de développer et promouvoir la filière Loisirs de Pleine Nature.
- L'expertise de l'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron dans cette filière.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 70 000 € à l'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron

Article 3 :

Madame Le Président du Territoire du pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 657382, fonction 633, sous réserve du vote du budget 2020.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Environnement

2019 CT2 661

AVIS- Attribution d'une subvention à l'association Atelier de l'environnement CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) du Pays d'Aix pour 2020 - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives,

Les questions de protection de l'atmosphère et de la qualité de l'air, constituent un des enjeux de la compétence Mobilité, Déplacements et Accessibilité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser les actions en faveur des mobilités durables, par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations œuvrant à la mise en place d'outils de conseil et d'orientation favorisant le report modal par l'angle de la protection environnementale, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » pour développer ou promouvoir les mobilités durables.

L'association Atelier de l'Environnement – labellisée CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) du Pays d'Aix -, créée en 1997, a pour objectif d'initier et développer des projets contribuant à la préservation de l'environnement, à l'aménagement et au développement durable du territoire sur le périmètre du précédent Territoire du Pays d'Aix qui l'entoure,

L'association assure entre autres :

- L'élaboration et la coordination de programmes pédagogiques, ainsi que l'animation en milieu scolaire, para et extrascolaire.
- Des opérations de sensibilisation et formation à l'environnement et aux écogestes.
- La conception et réalisation d'outils pédagogiques et d'événements, ainsi que l'assistance à la réalisation de projets pédagogiques.
- L'initiation et accompagnement de projets de développement durable, de communication environnementale, d'écomobilité, de biodiversité, d'aménagement du territoire...

- L'accompagnement de communes du territoire métropolitain à la mise en œuvre de PDES, (Plans de Déplacement d'Établissements Scolaires), soit à ce jour 4 groupes scolaires représentant 8 écoles sur les communes de Grans et Aix-en-Provence.

Dans le cadre de son objet, la promotion des activités liées à la protection de l'environnement et du cadre de vie, l'Association prévoit en 2020 de programmer deux actions spécifiques dans le domaine de la Mobilité.

La première est le déploiement de la « boîte à outils Mobilité Durable » Declic'Ecomobil, qui après deux années de conception et d'expérimentation auprès de différents publics, doit faire évoluer certains supports, nécessitant un développement supplémentaire pour les rendre accessibles à l'échelle métropolitaine :

- Déployer et adapter à l'échelle métropolitaine le plateau de jeu interactif qui accompagne le changement de comportement de mobilité, par la prise de conscience, la connaissance et la mise en situation,
- Développer la web application que propose la boîte à outils comme un outil d'aide à la décision et de prise de conscience (impact coûts/émission CO2),
- Coordonner les actions et rendre compte de l'avancement et du développement du projet aux partenaires en vue de garantir la pertinence de la démarche, d'améliorer le dispositif, de le dupliquer et de l'inscrire dans la durée.

La seconde porte sur le déploiement de Plans de Déplacement d'Établissement Scolaires (PDES) à travers l'accompagnement de 3 nouveaux établissements sur des communes volontaires par appel à candidatures :

- Aider la commune à définir ses objectifs et à structurer son projet
- Conseiller la commune dans l'élaboration du diagnostic,
- Constituer l'équipe projet avec les différents partenaires, l'accompagner dans la conception du plan d'actions et leur mise en œuvre technique,
- Accompagner l'équipe projet dans la mise en place d'un plan de communication
- Organiser et co-animer la concertation avec les parties prenantes et animer des actions pédagogiques avec les élèves.

A cette fin, l'association a déposé une demande de subvention auprès de la Métropole à hauteur de 30 000 euros pour l'axe Mobilité :

- 6000 euros portant sur l'action liée au déploiement de la « boîte à outils Mobilité Durable » Declic'Ecomobil ;
- 9000 euros portant sur l'action liée au déploiement de Plans de Déplacement d'Etablissement Scolaires

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées du développement et de la promotion des mobilités durables, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 15 000 euros à l'association sous la forme d'une subvention de fonctionnement par le biais d'une convention annuelle, pour la réalisation de ces actions.

La subvention accordée se décompose ainsi :

- Renouvellement d'une action liée au déploiement de la « boîte à outils Mobilité Durable » Declic'Ecomobil : 6000 €, soit 22.10 % du budget prévisionnel de l'action évalué à 27 140 euros.
- action liée au déploiement des Plans de Déplacement d'Etablissement Scolaires : 9000 €, soit 24 % du budget prévisionnel de l'action évalué à 37 500 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de l'amélioration de l'environnement de ses habitants et de la promotion des mobilités durables.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique de 15 000 euros à l'association Atelier de l'Environnement CPIE du Pays d'Aix pour les actions spécifiques liées au déploiement de la « boîte à outils Mobilité Durable et au déploiement de Plans de Déplacement d'Etablissement Scolaires, sous réserve de l'adoption du budget annexe Transport de la Métropole pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention conclue avec l'Atelier de l'Environnement CPIE du Pays d'Aix ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention d'objectifs.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits à la section fonctionnement du budget annexe transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 662

Attribution d'une subvention au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix pour l'animation et le développement

du label "Commerce Engagé" en Pays d'Aix - Approbation d'une convention annuelle d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les commerces de proximité jouent un rôle fondamental dans la dynamique et l'animation d'une ville, d'un village. Le Plan Climat et la Charte vers un Développement Durable ont identifié les acteurs de ce secteur comme une cible particulière vers qui engager des actions spécifiques, notamment en matière de réduction et de tri des déchets, d'économie d'énergie, d'utilisation de produits locaux, etc.

Le label « Commerce Engagé® », d'intérêt public et conduit à l'échelle d'un territoire, accompagne la mutation nécessaire dans nos habitudes de consommation. Au travers de ce label, chacun peut identifier les commerçants qui s'inscrivent dans une perspective de responsabilité écologique, économique et sociale.

Le label « Commerce Engagé® » permet à chacun d'identifier les commerçants et producteurs inscrits dans une perspective de changement de paradigme, vers un projet de société soutenable, inscrit dans le temps et mu par des intérêts collectifs.

Depuis 5 ans, le CPIE du Pays d'Aix et Ecoscience Provence développent cette démarche sur le Pays d'Aix avec le soutien de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix. Aujourd'hui, 8 communes du territoire sont inscrites dans le dispositif : Rousset, Fuveau, Vitrolles, Les Pennes Mirabeau, Venelles, Gréasque, Cabriès et Aix-en-Provence.

La labellisation active (depuis avril 2015) a permis à plus de 200 commerçants de s'engager concrètement en faveur du Développement Durable.

Après une première année d'expérimentation, le CPIE du Pays d'Aix porte et anime le dispositif car sa connaissance des acteurs de terrain, sa capacité d'animation et son implication de longue date sur le territoire, constituent une référence et apporte une compétence précieuse pour cette initiative.

Le CPIE du Pays d'Aix travaille pour mobiliser et accompagner les commerçants dans l'évolution de leurs pratiques (tri des déchets, suppression des sacs plastiques, économie d'énergie, proposition de produits locaux...).

L'essaimage du Commerce Engagé sur le territoire du Pays d'Aix, depuis 2014, a permis la réalisation du diagnostic initial, de deux cahiers des charges (2015-2017 et 2018-2020) et du déploiement de la labellisation (2015-2019).

- Des événements publics de communication avec articles de presse dans chaque commune partenaire
- La dynamisation des associations de commerçants au travers de la démarche.

L'année 2019 a permis :

- de pérenniser le dispositif dans les 8 communes du Pays d'Aix
- de développer des actions concrètes mobilisant les commerçants
- d'assurer le suivi et l'accompagnement des commerces labellisés
- d'assurer le suivi des indicateurs d'évaluation
- de redévelopper le label sur la commune de Vitrolles
- de communiquer autour du dispositif (articles de presse, site internet du Commerce Engagé, réseaux sociaux, événements...)
- de mettre en place le « Comité de suivi » des labellisations.

Pour l'année 2020, le CPIE du Pays d'Aix propose :

- de continuer l'accompagnement individuel des commerçants, dans les 8 communes du Pays d'Aix (conseils aux commerçants, cahier des charges spécifique à chaque activité, proposition de solutions opérationnelles, actions exemplaires, communication, événements...)
- de réaliser un diagnostic initial des pratiques existantes en restauration afin de développer un label « Restaurant Engagé ». Ce diagnostic sera réalisé sur quelques communes volontaires où le Commerce Engagé est déjà présent.

4- Coût de l'action et participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Oui/non
2020-00610	Commerce engagé	CPIE	Environnement	48 000 €	55 425 €	48 000 €	48 000 €	Oui

- 115 commerçants labellisés à ce jour

Le CPIE du Pays d'Aix sollicite, pour la réalisation de cette action, un montant de subvention de 49.000 €.

Il est proposé d'attribuer, au CPIE du Pays d'Aix, pour 2020, le montant sollicité, c'est à dire 49.000 €. Le montant de la subvention est partagé avec la Direction du Développement Économique du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier
- La délibération du n°MET 16/1623/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 fixant les modalités et les principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie métropolitain ;
- L'avis de la Commission Environnement Déchets du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendu les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'atteinte des objectifs et les résultats obtenus les années précédentes et l'intérêt pour le territoire de maintenir ce dispositif.

Délibère

Article 1:

Sous réserve de l'adoption du budget Principal métropolitain et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, est attribuée une subvention à

l'Association CPIE du Pays d'Aix (Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement) - Atelier de l'Environnement d'un montant total de 49.000 € pour l'animation et le développement du dispositif « commerce engagé ».

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs entre la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix et l'association Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention d'objectifs susvisées et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, Chapitre 65, nature 65748, fonction 74.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Forêt

2019 CT2 663

Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Réseau des Grands Sites de France et paiement de la cotisation 2020

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le réseau des Grands Sites de France est une association qui regroupe plus de 40 membres, collectivités gestionnaires de Grands Sites de France déjà labellisés ou en projet.

Force de proposition dans la réflexion nationale et internationale sur le devenir de hauts-lieux patrimoniaux, confrontés au défi de leur protection face à une pression touristique et urbaine croissante, il représente les collectivités gestionnaires de Grands Sites de France déjà labellisés et en projet.

A ce titre, il est consulté par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire dans le cadre de l'instruction de demandes de label, comme cela a été le cas pour le renouvellement du label pour le massif Concors Sainte-Victoire.

Il apporte à ses membres un appui technique et des compétences pluridisciplinaires en matière de préservation, de gestion et de mise en valeur des paysages remarquables : ateliers de travail sur site, missions d'expertise, banques de données et d'expériences, publications, formations, rencontres nationales ...

A titre d'exemple, les rencontres nationales 2016 se sont déroulées sur le territoire du Grand Site Sainte-Victoire. Elles ont accueilli 250 personnes, tous les Grands Sites de France étant représentés, sur le thème des « outils de la gestion paysagère ».

Le réseau s'attache à valoriser et promouvoir les Grands Sites de France et leurs initiatives. Il développe des outils communs de découverte et de communication. Il contribue à l'attractivité de la destination France et agit à l'international au travers du Pôle international francophone de formation et d'échanges qu'il anime.

Le Grand Site Sainte-Victoire fait partie des fondateurs du Réseau des Grands Sites de France créé en 2000.

L'adhésion au Réseau est soumise au paiement d'une cotisation annuelle comprenant une part variable en fonction du budget annuel de la structure adhérente et une cotisation complémentaire à destination des membres actifs pour « l'année de renouvellement de label » :

Le barème des cotisations à partir de 2020 a été fixé par l'Assemblée Générale du 28 mai 2019 du Réseau des Grands Sites. Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, structure adhérente considérée « membre actif collège 1 », la cotisation annuelle s'élève à 5 400 € ;

Il est proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au réseau des Grands Sites de France et de payer la cotisation correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire et relative aux modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire et relative aux modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion au Réseau des Grands Sites de France afin de disposer d'un appui technique et de compétences pluridisciplinaires en matière de préservation, de gestion et de mise en valeur des paysages remarquables.

Délibère

Article 1:

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association du Réseau des Grands Sites de France et le règlement de la cotisation annuelle de 5 400 €.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 6281, fonction 76, sous réserve de l'adoption du budget principal métropolitain et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 664

Demande de subvention de fonctionnement pour 2020 auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur - Garde Régionale Forestière Grand Site Sainte-Victoire

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, développe sur le Grand Site Sainte-Victoire une politique d'accueil du public spécifique et de surveillance en saison estivale, du 1^{er} juin au 30 septembre.

Il s'agit d'informer et de faire respecter la réglementation préfectorale relative à l'accès aux massifs forestiers, qui interdit la circulation dans certaines conditions de danger météorologique d'incendie. L'harmonisation des codes couleurs des

niveaux de restriction d'accès avec les départements limitrophes a débuté sa mise en place avec l'arrêté préfectoral du 28 mai 2018. La sensibilisation du public à cette nouvelle codification a, comme en 2018, été à nouveau indispensable et a demandé un travail de pédagogie assidu.

De juin à août 2019, malgré les chaleurs caniculaires, l'absence de vent a permis que les massifs Concors et Sainte-Victoire ne connaissent que deux jours de fermeture durant cette saison estivale. La vigilance a cependant dû être particulièrement renforcée début septembre avec la reprise du mistral.

L'équipe des gardes nature réalise des patrouilles de surveillance quotidiennes ainsi qu'un affichage spécifique et des points d'information fixes et itinérants en risque de niveau rouge. L'étendue du territoire à parcourir et les contraintes liées à la surveillance particulière des points d'entrée dans les massifs exigent une importante présence sur le terrain, d'au minimum 3 patrouilles quotidiennes. L'effectif permanent de 8 gardes-nature ne permet pas de répondre à ce besoin, malgré un planning, sur cette période, exclusivement consacré aux patrouilles et une restriction des congés.

L'information relative à la réglementation estivale est également diffusée au travers de la Maison du Grand Site de Vauvenargues et du kiosque d'accueil de Bimont à Saint-Marc-Jaumegarde, tenus cette année par 3 agents. Sur l'ensemble de la saison touristique, d'avril à fin octobre, ces structures ont accueilli plus de 10 000 visiteurs.

Prenant la suite du dispositif des Assistants Prévention Sensibilisation Incendies de Forêts existant depuis 2004, l'opération estivale de la Garde Régionale Forestière, mesure phare de la nouvelle politique forestière, dite dispositif « Guerre du Feu » de la Région Sud, mise en place en mars 2017, fait partie intégrante du « Plan Climat pour une COP d'avance ». Son but est de renforcer les capacités des acteurs régionaux (collectivités et organismes agréés du dispositif de surveillance incendie) dans la prévention des feux et la protection des personnes. Composée de plus de 110 jeunes de 18 à 25 ans, elle a ainsi pour mission de :

- sensibiliser au risque incendie la population locale ou passagère qui fréquente les massifs forestiers ;
- renforcer les équipes de professionnels en surveillance du risque incendie aux abords des espaces naturels et forestiers du 1^{er} juillet au 31 août, période où le risque incendie est le plus sévère ;
- venir en appui des dispositifs de surveillance des massifs existants.

Au fil des années, l'aide de la Région pour le recrutement de saisonniers dédiés à la prévention du risque incendie, a permis de développer puis de maintenir la capacité de surveillance et de sensibilisation des usagers sur et autour des massifs Concors et Sainte-Victoire.

Au vu du succès de l'opération et de ce besoin toujours essentiel en information, il est à nouveau

proposé de procéder au recrutement de Gardes Régionaux Forestiers afin de renforcer les équipes permanentes pendant la saison estivale.

Ainsi, six Gardes Régionaux Forestiers seront intégrés aux patrouilles quotidiennes de terrain les mois de juillet et août 2020. Ce nombre validé depuis 2016 permet de poursuivre les efforts de présence dans les zones fréquentées et sensibles, telles que les versants nord (jusqu'au Prieuré) et sud Sainte-Victoire et le secteur Bibémus-Zola-Bimont. Au besoin, les patrouilles pourront intervenir sur d'autres sites géographiques en fonction des nécessités.

Et, trois Gardes Régionaux Forestiers viendront renforcer pendant la saison estivale les équipes d'accueil du Grand Site Sainte Victoire et orienteront les visiteurs, assureront leur sensibilisation au kiosque d'accueil de Bimont à Saint-Marc-Jaumegarde, porte d'entrée et point de vue incontournable de la montagne Sainte-Victoire, ainsi qu'à la Maison du Grand Site de Vauvenargues, en versant nord. Ils assureront leur mission sur 4 mois, de juin à septembre

Pour ce faire, des documents d'information du public sont chaque année édités pour présenter pédagogiquement la réglementation de l'accès aux espaces naturels.

Les dépenses prévisionnelles éligibles au titre de ce programme sont les suivantes :

- salaires et charges, titres restaurant : 58 000 euros
- impression de documents d'information : 2 000 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Région SUD Provence Alpes Côte d'Azur pour la Garde Régionale Forestière 2020 et à autoriser la signature de tout document y afférent.

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Région SUD Provence Alpes Côte d'Azur Dispositif « Guerre du Feu »	80 %	48 000 €
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	12 000 €
TOTAL TTC		60 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV-004-1135/16/CM du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV-001-1443/16/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire et modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole – abrogation de la délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de réaliser l'opération suivante : Garde Régionale Forestière Grand Site Sainte-Victoire

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter une aide financière de 48 000 euros auprès de la Région SUD Provence Alpes Côte d'Azur dans le cadre de son dispositif « Guerre du Feu » pour le recrutement de 9 Gardes Régionaux Forestiers sur la saison estivale 2020, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 01 budget principal métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 012, nature charges de personnel, fonction 76.

La recette correspondante sera constatée sur le budget 01 budget principal métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 74, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 665

Approbation de la constitution d'un groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la réalisation d'une étude de fréquentation des espaces naturels du Grand Site Concors Sainte-Victoire

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Grand Site Concors Sainte-Victoire, espace naturel de 48 904 hectares dont 5 339 dans le Var, est un territoire emblématique fortement protégé avec deux sites classés (23 476 hectares) au titre de la loi de 1930. La richesse de ses milieux naturels a justifié son inscription au réseau européen Natura 2000. Labellisé 'Grand Site de France' depuis 2004, cet espace naturel est soumis à une forte fréquentation (1 million de visiteurs/an, avec une augmentation de 2%/an).

Grâce à une politique active d'acquisition foncière, le Département des Bouches-du-Rhône est propriétaire de 17 000 hectares d'espaces naturels sensibles sur l'ensemble du Département, dont 3 100 hectares sur le périmètre du Grand Site Concors Sainte-Victoire.

Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) sont établis à l'initiative des Départements. Ils ont pour objectifs de protéger un patrimoine naturel, paysager et géologique, menacé ou vulnérable par l'urbanisation, le développement d'activités etc. Ils ont également pour fonctions l'accueil du public et la sensibilisation au patrimoine naturel.

L'observatoire de la fréquentation

Depuis le début des années 2000, la Direction du Grand Site Concors Sainte-Victoire (Métropole) et la Direction de la Forêt et des Espaces Naturels (Département des Bouches-du-Rhône) ont développé et renforcé sur le territoire du Grand Site un observatoire de la fréquentation avec l'installation de 24 points de comptages automatiques (piétons et routiers) pour suivre annuellement l'évolution de la fréquentation.

Construit autour d'études de fréquentation et de l'analyse des données issues des compteurs, l'observatoire de la fréquentation est devenu un outil fondamental d'aide à la gestion des aménagements pour l'accueil des publics.

Les objectifs globaux de cet observatoire sont les suivants :

- adapter la fréquentation aux nécessités environnementales liées aux caractéristiques naturelles du site (risque incendie, richesses écologiques, etc.),
- proposer un espace d'accueil de qualité offrant notamment toutes les garanties en terme de sécurité,
- assurer une cohérence avec les autres activités qui s'exercent sur le site (exploitation forestière, chasse, pastoralisme, les différentes activités de pleine nature etc.),
- suivre les modalités de cette fréquentation et son évolution.

Les précédentes études de fréquentation

En complément de l'analyse des données des éco-compteurs (dispositifs de comptages automatiques), des études de fréquentation sont réalisées tous les 10 ans auprès des publics qui utilisent ces espaces naturels.

L'étude de 1995

Une première étude sur la fréquentation touristique et récréative de la montagne Sainte-Victoire a été réalisée en 1995 sous le pilotage de l'Université de Provence et de l'Université de Méditerranée. Cette première étude avait estimé à 700 000 le nombre de visiteurs la fréquentation de la montagne Sainte-Victoire.

Les études de 2010

En 2010 deux études ont été réalisées simultanément sur le site de la montagne Sainte-Victoire : l'une portée par la Direction du Grand Site Concors Sainte-Victoire et l'autre par la Direction de la Forêt et des Espaces Naturels sur ses propriétés (ENS).

Les méthodologies mises en œuvre ont permis de disposer de données complémentaires pour estimer la fréquentation du territoire.

Ces études ont estimé la fréquentation annuelle de la montagne Sainte-Victoire à 927 000 visiteurs. En 2010 une augmentation de 28% sur une période de 15 ans avait été observée, soit une moyenne d'un peu moins de 2% par an.

Bien qu'ayant des protocoles différents (nombre de relevés, période, nombre d'enquêteurs.), les études de 1995 et de 2010 ont intégré un volet qualitatif avec la réalisation d'enquêtes auprès du public (origine des visiteurs, type d'activité pratiquée, connaissance du site, satisfaction des aménagements, qualité du balisage, attentes en terme d'aménagements...).

L'étude de fréquentation de 2020

En 2020 une nouvelle étude de fréquentation va être lancée avec une ambition multiple :

- estimer la fréquentation de la montagne Sainte-Victoire,
- évaluer celle sur le massif de Concors,
- intégrer une évaluation de la fréquentation sur la partie varoise du territoire en lien avec

le Syndicat Mixte Pays Provence Verte, la Communauté de Communes Provence Verdon, la Communauté d'Agglomération Provence Verte, et le Département du Var.

Cette étude répondant aux besoins communs de la Métropole Aix Marseille Provence (Direction du Grand Site Concors Sainte-Victoire) et du Département des Bouches-du-Rhône (Direction de la Forêt et des Espaces Naturels), il est proposé la réalisation d'un groupement de commandes pour la partie de l'étude portant sur les Espaces Naturels Sensibles (ENS) et les parkings en propriété du Département.

Ce groupement de commandes entre la Métropole et le Conseil Départemental permettra de passer et d'exécuter le marché ayant pour objet la prestation d'étude de fréquentation des espaces naturels et de leurs parkings pour leurs Directions respectives.

La Métropole, coordonnateur du groupement, portera la procédure de lancement du marché pour l'étude dont le coût global est estimé à 140 000 € HT supporté à 50 % (soit 70 000 € HT) par le Conseil Départemental.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n° ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire et relative aux modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n° ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire et relative aux modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- Le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la présente constitution d'un groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental permet de passer le marché commun ayant pour objet la prestation d'une étude de fréquentation des Espaces Naturels et de leurs parkings pour leurs besoins respectifs.
- Que ce groupement permet d'améliorer l'efficacité de l'étude, ainsi que la performance achat du marché concerné.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention constitutive d'un groupement de commandes, coordonné par la Métropole Aix-Marseille-Provence, permettant de passer le marché commun ayant pour objet la réalisation d'une étude de fréquentation des Espaces Naturels et de leurs parkings;

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention constitutive du groupement de commandes et tous les documents afférents à la passation et l'exécution du marché passé dans le cadre du présent groupement de commandes.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06-Etat spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 617, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 666

Modification de la délibération ENV 004-4794/18/BM du 13 décembre 2018 - Demande de subvention Opération Grand Site (OGS) 2019 auprès de la DREAL PACA pour le Grand Site Sainte-Victoire

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Opération Grand Site (OGS) est la démarche proposée par l'État aux collectivités territoriales, portée localement par la DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, pour répondre aux difficultés que posent l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété soumis à une forte fréquentation.

Elle poursuit trois objectifs : restaurer et protéger la qualité paysagère, naturelle et culturelle du site, améliorer la qualité de la visite et favoriser le développement socio-économique dans le respect des habitants.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix a sollicité pour l'année 2019, une subvention Opération Grand Site afin de mener prioritairement :

- Le traitement et la valorisation paysagère des points noirs paysagers
- La définition de préconisations pour l'aménagement des aires d'accueil en site classé et dans le territoire labellisé Grand Site.

Le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération ENV 004-4794/18/BM du 13 décembre 2018, la demande de subvention OGS 2019 auprès de la DREAL PACA telle que détaillée ci-après (cf plan de financement) :

	Valorisation paysagère – croisement D17 / D46		Préconisations pour l'aménagement des aires d'accueil en site classé et dans le territoire labellisé Grand Site	
	Taux	Montant (HT)	Taux	Montant (HT)
Subvention Etat OGS	40	40.000 €	50	20.000 €
Participation MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	60	100.000 €	50	20.000 €
Total	100	140.000 €	100	40.000 €

Cependant des ajustements doivent être apportés à ce plan de financement et aux opérations susceptibles de bénéficier de financements.

Le plan de financement prévisionnel modifié de ces opérations est le suivant :

		Valorisation paysagère – croisement D17 / D46		Aménager l'espace pour gérer la fréquentation des massifs		Suppression d'une ancienne serre	
		Taux	Montant (HT)	Taux	Montant (HT)	Taux	Montant (HT)
Subvention OGS	Etat	80	10.000 €	40	12 640 €	80	12.000 €
Participation MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE		20	2.500 €	60	18 960 €	20	3.000 €
Total		100	12.500 €	100	31 600 €	100	15.000 €

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention modifiée pour le programme OGS 2019 auprès de la DREAL PACA pour un montant de 34 640 euros et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de ces opérations est estimé à 59 100 euros HT soit 70 920 euros TTC.

Descriptif des opérations concernées :**Valorisation paysagère du croisement D17 / D46**

L'étude paysagère du piémont sud de Sainte-Victoire réalisée en 2016 a identifié un certain nombre de lieux pouvant bénéficier d'un programme d'amélioration paysagère.

Dans ce cadre, il est proposé une opération de requalification du croisement des routes D17 et D46 situé sur la commune de Beaurecueil. En particulier, il s'agit de l'intégration paysagère d'un délaissé routier avec restauration de restanque et valorisation du patrimoine de type fontaine et oratoire.

Aménager l'espace pour gérer la fréquentation des massifs

Sainte-Victoire accueille près d'un million de visiteurs/an (étude de fréquentation 2011). Ce million de visiteurs occasionne une pression importante sur les milieux naturels mais aussi sur les itinéraires de randonnée nécessitant une reprise et une amélioration de la qualité des aménagements des aires de stationnement et de départs de randonnée : mobiliers bois d'information du public, tables de pique-nique, bancs, habillage bois de containers à poubelles, systèmes de contention bois...etc

Suppression d'une ancienne serre (commune de Venelles)

L'opération consiste à évacuer une ancienne serre désaffectée identifiée dans l'inventaire des sites dégradés. Située dans le site classé « Concors », elle se compose d'une dalle bétonnée sur laquelle repose une armature métallique et une toiture plastique. L'ensemble des éléments seront mis en décharge et le site requalifié pour permettre le retour de la végétation naturelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La circulaire NOR:DEVL1027436C du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire ;
- La délibération n° ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n° FAG 062-3081/17/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération DI2471 Syndicat Sainte Victoire Valorisation Territoire ;
- La délibération n° ENV 004-4794/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018, approuvant la demande de subvention pour le programme OGS 2019 ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à des ajustements de la demande de subvention OGS 2019 adoptée par délibération ENV 004-4794/18/BM en date du 13 décembre 2018 et déposée auprès de la DREAL.
- Qu'il est proposé la réalisation des opérations suivantes : Valorisation paysagère du croisement de la route

paysagère D17 et de la route D46, aménagement de l'espace pour mieux gérer la fréquentation des massifs et la réhabilitation du site dégradé de l'ancienne serre de Venelles.

- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à ces opérations, et en particulier l'État, dans le cadre du programme Opération Grand Site.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter une aide financière de 34 640 euros auprès des services de l'État (DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), dans le cadre du programme Opération Grand Site, au titre de l'année 2019, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2473AP.

La recette correspondante sera constatée sur le budget 01, Budget Principal Métropolitain, en section d'Investissement : nature 1321, fonction 76, autorisation de programme RI2471.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 667

Demande de subvention de fonctionnement relative à l'Opération Grand Site (OGS) 2020 pour le Grand Site Sainte-Victoire

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'Opération Grand Site (OGS) est la démarche proposée par l'État aux collectivités territoriales, portée localement par la DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, pour répondre aux difficultés que posent l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété soumis à une forte fréquentation.

Elle poursuit trois objectifs : restaurer et protéger la qualité paysagère, naturelle et culturelle du site, améliorer la qualité de la visite et favoriser le développement socio-économique dans le respect des habitants. Et elle a pour finalité d'accompagner le territoire vers l'obtention du label Grand Site de France.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille Provence, Territoire du Pays d'Aix sollicite pour l'année 2020, une subvention de Fonctionnement Opération Grand Site (OGS) afin de mener prioritairement :

- Une étude de fréquentation des espaces naturels du Grand Site Concors Sainte-Victoire,
- Une étude de faisabilité pour la valorisation de l'aqueduc de Parrouvier,
- Le suivi de l'Observatoire Photographique du Paysage du Grand Site Sainte-Victoire,
- La mise en place d'une charte des équipements de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI).

Ces opérations consisteront en :

Étude de fréquentation des espaces naturels du Grand Site Concors Sainte-Victoire

Le Grand Site Concors Sainte-Victoire, espace naturel de 48 904 hectares dont 5 339 dans le Var, est un territoire emblématique fortement protégé avec deux sites classés (23 476 hectares) au titre de la loi de 1930. La richesse de ses milieux naturels a justifié son inscription au réseau européen Natura 2000. Labellisé 'Grand Site de France' depuis 2004, cet espace naturel est soumis à une forte fréquentation (1 million de visiteurs/an d'après l'étude de 2007, avec une augmentation de 2%/an).

Dans le cadre du renouvellement du Label Grand Site de France, il est envisagé d'évaluer à nouveau la fréquentation de la montagne Sainte-Victoire mais aussi de confirmer les données obtenues en 2007 notamment en forêts départementales et d'identifier

la fréquentation, à ce jour méconnue, du massif de Concors.

Compte tenu de cette ambition, le Département et la Métropole ont décidé de s'associer pour porter ensemble la future étude.

La proposition de création d'un Groupement de commande pour l'occasion permettra de renforcer encore les liens entre la Direction de la Forêt et des Espaces Naturels (DFEN) du Département et la Direction du Grand Site Concors Sainte-Victoire et des espaces naturels de la Métropole.

Les objectifs de la nouvelle étude de fréquentation seront :

- d'estimer la fréquentation de la montagne Sainte-Victoire,
- d'évaluer celle sur le massif de Concors,
- d'intégrer une évaluation de la fréquentation sur la partie varoise du territoire en lien avec le Syndicat Mixte Pays Provence Verte, la Communauté de Communes Provence Verdon, la Communauté d'Agglomération Provence Verte, et le Département du Var.

Le coût prévisionnel de cette étude est estimé à 168 000 euros TTC. Chaque membre du groupement procédera au paiement du montant des prestations selon une répartition à part égale soit 50% du montant total pour la Métropole (84 000 € TTC).

Le planning prévisionnel d'exécution des prestations est fixé de 2020 à 2022.

Etude faisabilité valorisation aqueduc de Parrouvier – Ancien canal du Verdon

Le canal du Verdon a servi dès 1875 à alimenter la ville d'Aix-en-Provence en eau. Après 10 ans de construction (1865 -1875) et une centaine d'années de service, il est progressivement remplacé par le canal de Provence et mis hors d'eau.

Cet ouvrage traverse 11 communes entre les Alpes de Haute-Provence, le Var et les Bouches-du-Rhône (80 kilomètres), dont 5 communes du Grand Site Sainte-Victoire (Jouques, Peyrolles-en-Provence, Meyrargues, Venelles et Aix-en-Provence).

Entre 2017 et 2019, le Grand Site Sainte-Victoire (GSSV) et la Société du Canal de Provence (SCP) propriétaire du canal, ont mené un projet de sauvegarde et de valorisation de cet ancien canal sur la commune de Peyrolles-en-Provence où le canal présente de nombreux ouvrages hydrauliques remarquables ainsi qu'un enjeu important pour la conservation des chiroptères sur le site Natura 2000 « Montagne Sainte-Victoire ». Au final, près de 6 kilomètres de sentier le long de cet ancien canal ont été confortés, aménagés et valorisés.

En 2020, le Grand Site lancera une étude afin de déterminer la faisabilité d'un prolongement de cet itinéraire sur la commune voisine de Meyrargues afin de valoriser l'aqueduc de Parrouvier, aqueduc remarquable du site classé « Concors » mais présentant à ce jour d'importantes dégradations.

Le coût prévisionnel de cette étude est de 15 000 € TTC.

Le suivi de l'Observatoire Photographique du Paysage du Grand Site Sainte-Victoire

Depuis 2006, le Grand Site Sainte-Victoire s'est doté d'un outil d'évaluation du paysage à travers l'Observatoire Photographique du Paysage.

L'approche paysagère de cet observatoire comprend deux volets :

- Les sites cézanniens :

Les évolutions paysagères de quelques sites cézanniens témoins de cet espace et du regard de l'artiste sont suivies au travers de 9 tableaux emblématiques de Cézanne ;

- Les unités paysagères des massifs Concors et Sainte-Victoire :

L'analyse paysagère du site a permis d'identifier 11 unités paysagères traduisant les valeurs esthétiques du site, sa visibilité, sa vulnérabilité, sa richesse et ses enjeux. Au total, 26 sites ont été photographiés et sont suivis dans le temps.

La dernière campagne datant de 2016 et le pas de reconduction de l'Observatoire étant de 5 ans entre deux prises de vues, il est proposé de lancer une nouvelle campagne en 2020 - 2021.

Le coût prévisionnel de l'opération est de 9 600 € TTC.

La charte des équipements DFCI

Depuis bientôt 30 ans, des équipements de prévention des incendies sont installés sur le territoire par différents maîtres d'ouvrage (barrières, pistes, citernes, etc.). Chacun, en fonction du contexte local, préconise des mesures particulières du point de vue de leur insertion paysagère. Dans ce contexte et compte tenu de l'intégration des communes de Pourrières et de Rians dans le territoire labellisé du Grand Site Sainte-Victoire, une harmonisation de l'ensemble de ces équipements permettrait d'uniformiser la qualité des aménagements réalisés.

Il est donc proposé de réaliser une étude dont l'objectif sera d'édicter des règles communes à l'ensemble du territoire, à l'attention de tous les maîtres d'ouvrages (Métropole Aix-Marseille-Provence, Département des Bouches-du-Rhône, communes, etc.), pour la mise en place des équipements de prévention des feux de forêt, en veillant à leur intégration paysagère (pour mémoire : Concors et Sainte-Victoire détiennent plus de 30 000 ha classés au titre des paysages – Loi de 1930)

Le coût prévisionnel de cette étude est estimé à 25 000 euros TTC.

L'exécution des prestations aura lieu courant 2020.

Le plan de financement prévisionnel de ces opérations est le suivant :

ORGANISMES	Etude de fréquentation des espaces naturels du Grand Site Concors Sainte-Victoire		Etude faisabilité valorisation aqueduc de Parrouvier		Suivi de l'Observatoire Photographique du Paysage du Grand Site Sainte-Victoire		Charte des Equipements DFCI	
	Taux	Montant TTC	Taux	Montant TTC	Taux	Montant TTC	Taux	Montant TTC
Financement externe								
Subvention État Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) - Opération Grand Site (OGS 2020)	50%	42 000 €	50%	7 500 €	50%	4 800 €	50%	12 500 €
Autofinancement								
Métropole Aix-Marseille-Provence	50%	42 000 €	50%	7 500 €	50%	4 800 €	50%	12 500 €
TOTAL	100%	84 000 €	100%	15 000 €	100%	9 600 €	100%	25 000 €

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention pour le programme OGS 2020 auprès de la DREAL PACA pour un montant de 66 800 euros et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de ces opérations est estimé à 133 600 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La circulaire NOR:DEVL1027436C du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n° ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des opérations suivantes : une étude de fréquentation des espaces naturels du Grand Site Concors Sainte-Victoire, une étude faisabilité valorisation aqueduc de Parrouvier, le suivi de l'Observatoire Photographique du Paysage du Grand Site Sainte-Victoire, une charte des équipements de Défense des Forêts Contre l'Incendie.
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à ces opérations, et en particulier l'État, dans le cadre du programme Opération Grand Site, au titre de l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter une aide financière de 66 800 euros auprès de l'Etat dans le cadre du programme Opération Grand Site, au titre de l'année 2020, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits en section de fonctionnement sur l'état spécial du territoire du Pays d'Aix, chapitre 011, fonction 76, sous réserve de l'adoption du Budget Principal Métropolitain et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La recette correspondante sera constatée en section de fonctionnement sur le Budget Principal Métropolitain – Nature 74718 – Fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 668

Demande de subvention d'investissement relative à l'Opération Grand Site (OGS) 2020 pour le Grand Site Sainte-Victoire

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'Opération Grand Site (OGS) est la démarche proposée par l'État aux collectivités territoriales, portée localement par la DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, pour répondre aux difficultés que posent l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété soumis à une forte fréquentation.

Elle poursuit trois objectifs : restaurer et protéger la qualité paysagère, naturelle et culturelle du site, améliorer la qualité de la visite et favoriser le développement socio-économique dans le respect des habitants. Et elle a pour finalité d'accompagner le territoire vers l'obtention du label Grand Site de France.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille Provence, Territoire du Pays d'Aix sollicite pour l'année 2020, une subvention Opération Grand Site afin de mener prioritairement sur le territoire du Grand Site-Sainte-Victoire une étude sur les préconisations des aménagements de parkings en site classé.

Etude sur les préconisations des aménagements des parkings en site classé

Les aires d'accueil constituent les sites d'accès majeurs du public dans le Grand Site et à ce titre leur aménagement, réalisé dans les plus strictes règles du développement durable, doit être le reflet des valeurs du Label : exigence de qualité, sobriété, respect de la biodiversité.

Si certaines aires doivent être aujourd'hui réhabilitées, d'autres restent entièrement à concevoir. Il apparaît donc intéressant, dans le cadre de l'unité paysagère et d'aménagement portée par le nouveau projet de label Grand Site de France, de lancer une étude en collaboration avec l'inspection des sites et les architectes des bâtiments de France ainsi que le département des Bouches-du-Rhône pour définir les principes d'aménagement de ces aires, en termes d'architecture, matériaux, accessibilité, plantations, équipements... L'objectif étant que les préconisations ainsi définies soient adoptées en Commission Départementale de la Nature des Sites et Paysages, afin de faciliter la mise en œuvre des travaux sur le site par les maîtres d'ouvrage concernés.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 33 300 euros HT soit 39 960 euros TTC.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

Etude sur les préconisations des aménagements des parkings en site classé		
	Taux	Montant (HT)
Financement externe		
Subvention Etat OGS	50 %	16 650 €
Autofinancement		
Participation MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	50 %	16 650 €
TOTAL	100 %	33 300 €

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention pour le programme OGS 2020 auprès de la DREAL PACA pour un montant de 16 650 euros et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire NOR:DEVL1027436C du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n° ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte d départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire ;
- La délibération n° ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération DI2471 Syndicat Sainte Victoire Valorisation Territoire ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : une étude sur les préconisations des aménagements de parkings en site classé.
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à ces opérations, et en particulier l'État, dans le cadre du programme Opération Grand Site.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter une aide financière de 16 650 € auprès de l'Etat (DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2473AP.

La recette correspondante sera constatée sur le budget 01, Budget Principal Métropolitain, en section d'investissement : nature 1321, fonction 76, autorisation de programme RI2471.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 669

Organisation d'un séminaire avec le Réseau des Grands Sites de France portant sur : "50 000 hectares de ruralité labellisés Grand Site de France : un enjeu pour la Métropole" - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Grand Site Sainte-Victoire a été labellisé Grand Site de France en 2004 puis en 2010. Un dossier de renouvellement de cette distinction a été déposé au ministère de la Transition Ecologique et Solidaire. Entre autres exigences, le Ministre en charge de cette fonction pose l'incontournable condition d'un projet de territoire.

L'accompagnement d'initiatives autour d'un développement harmonieux et naturel, dans une métropole de près de 2 millions d'habitants est l'une des ambitions du projet de territoire du Grand Site Sainte-Victoire.

Concors – Sainte-Victoire est aussi le seul espace naturel intégralement administré par une Métropole à la différence des parcs nationaux et régionaux présents sur son territoire.

Pour pouvoir poser un socle commun de langage avec les parties prenantes (élus, professionnels de l'agriculture, de l'élevage, de la forêt, de l'apiculture ou du tourisme, propriétaires, résidents, usagers, ...), il est important de qualifier et développer les éléments de ce sentiment d'appartenance à ce territoire, distingué par deux fois pour sa gestion. Il s'agit d'amener les acteurs locaux à partager et

porter ces valeurs car ils seront les meilleurs garants et les meilleurs ambassadeurs du Grand Site Sainte-Victoire Grand Site de France.

Ce sont eux qui porteront l'image de qualité et « l'Esprit des Lieux ». Ce sont eux qui incarneront cette distinction d'excellence décernée par l'État pour un espace de nature préservée, le plus vaste du département des Bouches-du-Rhône, ils seront les passeurs de cette identité Provence à la charnière des univers de Pagnol et de Giono et donneront vie au précepte « l'audace par nature ».

Ce séminaire, qui nécessite un financement de 6.000 euros maximum, concernera jusqu'à une centaine de personnes réparties dans des groupes de 25 participants. Le travail en commun, qui sera interactif, permettra une meilleure appréhension voire une appropriation de valeurs qui sont constitutives d'un Grand Site de France et sont essentielles dans sa labellisation par l'État.

Il se déroulera par sessions d'une demi-journée et le nombre des inscrits déterminera le montant final engagé et qui n'excédera pas le montant cité plus haut.

Il convient de préciser que seul le Réseau des Grands Sites de France est à même de dispenser ce type de formation autour d'un séminaire. Une convention précise les modalités d'organisation de ce séminaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire NOR : DEVL1027436C du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites ;
- La délibération n°HN 021-049/16/BM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et

Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;

- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n° ENV 014-5662/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 relative à l'adhésion de la Métropole au Réseau des Grands Sites de France pour le Grand Site Sainte-Victoire et paiement de la cotisation 2019 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence sera la seule en France à administrer un Grand Site de France selon un projet de territoire animé autour des valeurs de ces sites d'exception.
- Qu'en cette période de renouvellement par l'État du label Grand Site de France pour le Grand Site Sainte-Victoire, il est indispensable de sensibiliser les acteurs locaux à un socle commun de références sur les fondamentaux d'un Grand Site de France et les caractères propres au territoire Concors Sainte-Victoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation à l'organisation du séminaire avec le Réseau des Grands Sites de France pour un montant de 6 000€ TTC.

Article 2 :

Est approuvée la convention avec le Réseau des Grands Sites de France pour l'organisation d'un séminaire « 50 000 hectares de ruralité labellisés Grand Site de France : un enjeu pour la Métropole ».

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et les pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 611, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 670

Attribution d'une subvention à l'association Citoyens de la Terre pour qualifier les acteurs socio-professionnels engagés dans le projet EMbleMatiC - année 2020

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence participe au programme européen Interreg-Med « Emblematic Mediterranean Mountains as Coastal destination of excellence », qui a permis de créer sur chacune des 9 montagnes concernées (Gransasso et Etna en Italie, Pedraforca et Serra de Tramuntana en Espagne, Cika en Albanie, Olympe et Idà en Grèce, Canigou et Sainte-Victoire en France) un éco-itinéraire valorisant les savoir-faire locaux des restaurateurs, hébergeurs, artisans et producteurs engagés dans une démarche durable. Une des obligations de ce projet a été de garantir une gestion écoresponsable par les socio-professionnels mis en avant dans ce programme.

Le projet porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans ce cadre est la réalisation d'un itinéraire en balcon sur les communes de Trets - Peynier - Fuveau - Gréasque - Mimet - Gardanne - Meyreuil permettant de découvrir Sainte-Victoire face sud et s'appuyant sur le sentier Provence Mines d'énergies, GR® de Pays.

Les labels qualifiants adaptés étant quasiment absents du territoire, il a été impératif de construire les outils pour évaluer la performance environnementale des socio-professionnels impliqués dans le projet, et en particulier des restaurateurs.

Aujourd'hui, au-delà du repérage et de l'identification de ces premiers partenaires, il convient, pour la réussite du projet dans la durée, d'accompagner les partenaires déjà identifiés et de développer de nouveaux partenariats qui rattacheront davantage d'acteurs socio-économiques au projet Emblematic, en collaboration avec l'Office de Tourisme de Fuveau, qui en assure l'animation.

L'association Citoyens de la Terre (association loi 1901 à but non lucratif) basée à Marseille, agréée en qualité « d'Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale » au sens de l'article L 3332-17-1 du Code du Travail propose de poursuivre son intervention dans le cadre du projet Emblematic afin de participer à la partie de projet consacrée aux relations avec le monde économique local.

Cette association, qui existe depuis 2000, travaille sur la citoyenneté, l'entrepreneuriat responsable, le tourisme durable et l'éco-développement des territoires en France et à l'étranger.

Elle conçoit, met en œuvre et anime des actions et projets de terrain, au travers d'une stratégie facilitant l'émergence d'une intelligence territoriale et citoyenne. Elle a développé des compétences, des outils et des expériences innovantes valorisés par la recherche en sciences du management.

Dans le projet Territoires en Vie, qu'elle pilote depuis 2015, Citoyens de la Terre accompagne les entreprises touristiques et solidaires du territoire pour mettre en œuvre des pratiques innovantes d'économie circulaire et de tourisme responsable. C'est une démarche d'intelligence écologique territoriale, lauréate de deux appels à projets ADEME-Région ces dernières années.

La proposition développée par l'association Citoyens de la Terre est, l'outil de monitoring de la performance environnementale à partir d'indicateurs (le patrimoine naturel et culturel, les déchets, l'eau, l'énergie, les transports, la politique d'achat...), ayant déjà été co-construit avec la Direction Grand Site Sainte-Victoire, de :

- poursuivre les collaborations avec le projet Emblematic.
- diagnostiquer une vingtaine d'acteurs socio-économiques sur l'itinéraire Emblematic,
- mettre en place un plan d'action et de qualification auprès de ces mêmes acteurs,

Pour ce faire, l'association sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'attribution d'une

subvention afin de participer au développement de ce projet.

Le montant demandé est de 10 000 euros, soit 80% d'un montant total du budget de l'action de 12 500 euros pour l'année 2020.

N°GU	Manifestation Action	Collectivité	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectif Qualiton
2020_004 09	Co-construction d'un outil d'évaluation et de qualification, réalisation de diagnostic	Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix	Entrepreneuriat responsable Eco-développement	12 000 euros	12 500 euros	10 000 euros	10 000 euros	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n° 2016/23 du Comité Syndical du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire du 15 décembre 2016 portant Adoption du Programme EMbleMatC – Réseau des montagnes méditerranéennes emblématiques ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de poursuivre la qualification de manière objective des acteurs du tourisme contribuant au projet EMbleMatiC.
- Les compétences développées par l'association Citoyens de la Terre en matière d'entrepreneuriat responsable, de tourisme durable et d'éco-développement.
- Le projet de l'association de mesure de la performance environnementale d'une vingtaine d'acteurs professionnels, puis son application et enfin la création d'un plan d'action adapté à chacun.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10.000 euros à l'association Citoyens de la Terre pour la réalisation de diagnostics auprès d'une vingtaine d'acteurs impliqués dans le projet EMbleMatiC puis la proposition de plans d'action, selon les outils développés dans la phase de création de ce dernier, et en collaboration avec l'Office de Tourisme de Fuveau.

Article 2 :

Est approuvée la convention 2020, ci-annexée, entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association Citoyens de la Terre pour la réalisation de ladite action.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et les pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 76. La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 671

Attribution d'une subvention à l'association d'insertion Aix Multi Services (AMS) - Approbation d'une convention d'objectifs pour l'année 2020

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Aix Multi Services a souhaité développer un projet dans la cadre de l'insertion et de l'emploi pour contribuer à la mise en œuvre de chantiers en espace naturel. Il s'agit d'intervenir sur certains habitats naturels pour lutter contre la dynamique d'embroussaillage avec comme objectif le maintien d'une mosaïque de milieux ouverts (pelouses naturelles, cultures, etc. en cours de colonisation par la forêt) et fermés (garrigues et boisements, vieux peuplements) et ainsi favoriser le maintien en nombre et en espèces de la biodiversité.

Les actions proposées intègrent complètement la mission de préservation du patrimoine naturel menée par le Grand Site Sainte-Victoire à ce jour.

Par le passé, cette association a développé un savoir-faire en assurant la réalisation de plusieurs chantiers d'entretien des milieux naturels par exemple sur les secteurs de la Tête du Marquis à Vauvenargues, du Rocher Pointu à Beaurecueil, de la ripisylve du Bayon à Saint-Antonin-sur-Bayon, des pelouses naturelles d'Imoucha à Saint-Marc-Jaumegarde ou encore, des zones humides du Réal sur la commune de Jouques.

Dans la plupart des cas, il s'agit d'actions méticuleuses (accessibilités complexes, contraintes écologiques fortes, surfaces faibles, etc.) qui nécessitent des interventions manuelles et la présence du personnel d'encadrement de l'Association AMS.

Dans certains cas, il pourra être fait appel à l'animateur Natura 2000 ou des Gardes nature du Grand Site Sainte-Victoire, spécialisés dans le domaine de la biodiversité.

L'expérience montre que ces chantiers d'insertion en milieux naturels, tout en répondant aux contraintes techniques très spécifiques, constituent un cadre d'apprentissage et de travail très favorables aux problématiques d'insertion.

Pour 2020, l'Association Aix Multi Services propose un programme d'actions répondant aux caractéristiques du site naturel préservé du Grand Site Sainte-Victoire pour une participation de 30 000 €.

Il est donc proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention.

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Ouilhon
2020_00461	Chantiers d'insertion	Aix Multi Services	Insertion des publics en difficulté	30 000 €	64 167 €	30 000 €	30 000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°ENV004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 30 000 € à l'association Aix Multi Services pour la participation à la réalisation de chantiers d'entretien des milieux naturels du Grand Site Sainte-Victoire.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs annuelle 2020 ci-annexée entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association Aix Multi Service (AMS) pour la réalisation de chantiers d'entretien des milieux naturels du Grand Site Sainte-Victoire.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et les pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 76.

La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 672

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de Fuveau pour l'animation de l'itinéraire éco-touristique réalisé dans le cadre du projet européen EMbleMatC - année 2020

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix s'est impliquée dans le projet d'envergure EMbleMatiC qui, au sein du programme européen Interreg-MED, visait à qualifier « les montagnes emblématiques méditerranéennes comme des destinations côtières d'excellence ».

Ce projet a bénéficié, sur la période novembre 2016 – octobre 2019, de financements FEDER (Fonds Européen de Développement Economique Régional) à hauteur de 85 % (salaires, frais administratifs, déplacements, expertises externes, travaux...).

Pour le Grand Site Sainte-Victoire, ce programme a constitué un moyen de répondre à la demande de paysage et de randonnée tout en valorisant la périphérie de la montagne qui, elle, est en demande de fréquentation, l'image de Sainte-Victoire étayant l'argumentation, « un paysage est plus beau quand on prend du recul. »

Le produit éco-touristique conçu dans ce cadre, s'est appuyé sur un sentier existant, le GR de Pays Provence, Mines d'Energies, porté par l'Office de Tourisme de Fuveau. Autour de thématiques diverses (le paysage, la vigne, l'apiculture,...), il invite les visiteurs à découvrir une Sainte-Victoire inattendue en vivant une expérience unique, centrée autour du partage des productions et traditions du territoire et la rencontre de ceux qui le font vivre. Ce produit, basé sur les principes du développement durable, s'appuie donc sur la participation et l'implication forte des acteurs locaux qui ont été fortement mobilisés pour sa création.

L'Office de Tourisme de Fuveau, constamment en lien avec les producteurs, restaurateurs et artisans locaux, et dont le site internet diffuse les informations consacrées au projet EMbleMatiC, constitue donc le partenaire le plus à même de porter cette animation.

La pérennisation de l'itinéraire éco-touristique EMbleMatiC passe par le maintien d'une animation de ses acteurs ainsi que la mise à jour en continu et la diffusion ciblée de tous les documents d'information réalisés, y compris la page internet dédiée. Pour cette mission, un montant forfaitaire de 7500 euros sera versé à l'Office de Tourisme de Fuveau au titre de l'année 2020.

Cette animation fait l'objet d'une convention avec l'Office de Tourisme de la Ville de Fuveau pour en organiser les aspects administratifs, financiers, techniques et opérationnels. A ce titre, il convient donc de la soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire.

Il faut noter que l'Office de Tourisme de la Ville de Fuveau, dans le cadre du développement et de l'animation de la filière Slow Tourisme et de la Destination Provence Mines d'Energies, sollicite la

Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2020, pour deux subventions détaillées comme suit :

- 20 000 € pour le développement filière agritourisme ; n° dossier GU 2020_00145,

- 20 000 € pour l'animation de la destination Provence mines d'énergies, n° dossier GU 2020_00146.

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Ouïen
2020_00145	Animation de l'itinéraire éco-touristique	Office de Tourisme de Fuveau	Accompagnement projet européen EMbleMatiC		18 000 €	7 500 €	7 500 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération 2016-23 du 15 décembre 2016 du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire relative au programme EMbleMatiC, adoptant le contenu et le plan de financement du projet, et autorisant la Présidente à signer tout document relatif à ce sujet ;
- La délibération n° ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n° ENV001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'organisation

pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'au regard du besoin lié au maintien de l'éco-itinéraire touristique réalisé dans le cadre du projet européen EMbleMatiC, un suivi et une animation de terrain ciblées sont indispensables.
- Que l'Office de Tourisme de la Ville de Fuveau dispose de la parfaite connaissance du terrain, des acteurs locaux et des dispositifs de communication et d'information liés au projet.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 7 500 € à l'Office de Tourisme de Fuveau pour l'animation de l'itinéraire éco-touristique réalisé dans le cadre du projet européen EmbleMatic.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée, à conclure entre l'Office de Tourisme de la Ville de Fuveau et le Territoire du Pays d'Aix, concernant l'animation de l'itinéraire éco-touristique réalisé dans le cadre du projet européen EMbleMatiC.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 76. La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32

Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 673

Attribution d'une subvention à l'association IE 13 pour la mise en œuvre de chantiers forestiers d'insertion sur le Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2020 et approbation d'une convention

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par Délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix avait décidé de soutenir la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux. Dans la continuité de cette démarche, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix a décidé de poursuivre la réalisation de ces chantiers d'insertion en faveur des demandeurs d'emploi en grande difficulté sociale et économique.

Le chantier d'insertion par l'activité est un outil qui est utilisé pour des personnes éloignées de l'emploi et qui concentrent différentes problématiques (difficultés d'ordre social, économique, professionnel ou de santé), afin de leur permettre de s'insérer dans le monde du travail. L'objectif du chantier d'insertion économique par l'activité est de substituer à la détresse provoquée par le chômage prolongé, une situation de travail et de formation conduisant à rétablir un sentiment de confiance et constituant une préparation efficace à un futur accès au marché du travail.

Le support proposé pour ces chantiers d'insertion est constitué de travaux forestiers dans le cadre de la Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI). Il convient d'ajouter qu'il est souhaitable qu'ils présentent une utilité particulière afin de les rendre encore plus enrichissants et motivants pour le public en insertion.

Cet intérêt peut concerner la protection du patrimoine (débroussailler les abords d'une ancienne chapelle, dégager des remparts ou des restanques...), le développement d'activités pédagogiques ou de loisirs (circuit VTT, sentier pédagogique...), l'aménagement de zones pouvant accueillir du public en toute sécurité ou la mise en valeur du paysage.

Dans ce cadre, l'association « Insertion et Emploi 13 » (IE 13) s'est proposée d'être le porteur de cette action visant à valoriser le patrimoine communal et à protéger les massifs forestiers contre les feux de forêts. Les chantiers sont réalisés par des équipes constituées de 8 personnes dont un encadrant. L'IE 13 a la responsabilité du recrutement, de la rémunération, de la formation et du suivi des personnes en insertion. C'est l'IE 13 qui a en charge tous les aspects organisationnel et fonctionnel des chantiers d'insertion.

Durant l'année 2019, 11 chantiers ont été réalisés ou sont en cours de réalisation sur les communes de Ventabren, Fuveau, Peynier, Saint-Estève Janson, Mimet, Le Puy-Sainte-Réparate, Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Saint-Cannat, Vauvenargues et Meyrargues.

Plus de 864 contrats ont été signés par les personnels en insertion à l'IE 13 depuis le lancement de cette initiative et 146 chantiers ont été réalisés pour 28 communes bénéficiaires.

Pour l'année 2020, dans la continuité des années précédentes, l'IE 13 sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, pour une subvention d'un montant de 142.000 €. Ce montant va permettre de faire intervenir trois équipes pour la réalisation de travaux forestiers sur le territoire du Pays d'Aix.

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Ouïdon
2020_004_81	Chantiers d'insertion	IE 13	Forêt	142.000 €	1 020 913.00 €	142.000 €	142.000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A128 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2001 engageant la Communauté du Pays d'Aix à soutenir les chantiers d'insertion ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du Territoire du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que cette action répond aux objectifs de création d'emploi par l'insertion et de protection des milieux naturels.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'IE 13 une subvention de 142 000 € pour la réalisation de chantiers forestiers d'insertion en 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et l'association IE13 pour la réalisation de chantiers forestiers d'insertion sur le Territoire du Pays d'Aix.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et les pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 76 sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 674

Attribution d'une subvention au CERPAM pour l'aide à la mise en œuvre de projets pastoraux dans les massifs forestiers du Pays d'Aix pour l'année 2020

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le CERPAM (Centre d'Études et de Réalisations Pastorales Alpes Méditerranée) sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention annuelle de 8.000 € afin d'assurer une animation pastorale sur le territoire.

Depuis plusieurs années, le CERPAM travaille en collaboration étroite avec le service forêt du Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre d'opérations sylvopastorales. Depuis 2011, cinq mesures agro-environnementales à objectif de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) ont été contractualisées sur les massifs forestiers dont la gestion et l'animation sont effectuées par le service forêt du Territoire du Pays d'Aix, dans le but d'entretenir des aménagements DFCI, de favoriser et pérenniser l'ouverture des milieux forestiers, et de participer à la diminution de leur combustibilité par le pâturage.

L'entretien des travaux forestiers par le pastoralisme permet de diminuer les coûts d'entretien des zones de travaux en réduisant la fréquence du broyage mécanique, de diversifier les modes d'entretien avec une gestion plus écologique et permet également à l'éleveur de pouvoir disposer de secteurs supplémentaires pour faire pâturer son troupeau. Le pâturage génère donc emploi et revenus à plusieurs personnes sur le Pays d'Aix tout en alimentant les filières viande et fromage au niveau local et national.

Dans le cadre d'une Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC) DFCI, le contrat mis en œuvre répond à un cahier des charges strict dans le cadre d'un plan de gestion pastoral. L'éleveur est tenu à une obligation de résultat : un « état de végétation objectif » à atteindre est défini suivant l'importance DFCI de chaque zone. En contre-partie, l'éleveur bénéficie d'une aide financière annuelle (Département, Région, FEADER) pour une durée de 5 ans.

Le CERPAM propose de prendre en charge :

- L'élaboration des priorités d'actions avec les services de la Métropole,
- L'analyse et l'appui à l'émergence de projets pastoraux,
- L'établissement de relations contractuelles entre éleveurs et propriétaires,

- L'aide à la recherche de financements d'investissement pour ces projets,
- La mise en place de l'utilisation des sites,
- La formalisation des relations éleveurs – collectivités,
- La présentation d'un bilan annuel (rapport annuel) d'exécution récapitulant les différentes interventions réalisées durant l'année 2020 sur le territoire du Pays d'Aix.

Modalités de paiement :

- Un acompte de 80 % sera versé au moment de la notification de la subvention sur demande du bénéficiaire.
- Le solde de 20 % sera versé sur présentation du compte-rendu financier et du rapport des opérations (certifié par le Président et le Trésorier du CERPAM). Ce compte-rendu financier peut-être provisoire. Le versement du solde doit être demandé durant l'année N, et ceci avant les opérations de clôture de l'exercice budgétaire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix se réserve le droit, avant d'accorder le versement du solde, de demander une copie des factures afférentes dans la limite des dépenses réelles retracées dans le bilan de l'opération.

La contribution financière sera créditée au compte de l'Association communiqué lors de la demande de subvention, selon les procédures comptables en vigueur.

Le règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence précise que, dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention attribuée sera révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fera alors l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Métropole en cas de trop perçu.

Renseignements administratifs :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activité	Subvention n-1	Budget global de la manifestation	Subvent en subsidie	Subvent en propre	Convention d'objectifs Oui/non
2020_00521	Partenariat pastoralisme	CERPAM	PIDAF	8 000 €	11 756 €	8 000 €	8 000 €	non

La Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre du Territoire du Pays d'Aix, entend poursuivre sa collaboration avec le CERPAM afin de développer le pastoralisme dans les espaces boisés, source de protection des espaces forestiers par diminution de la biomasse combustible mais aussi, et surtout, source d'économie et d'emplois dans les territoires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les éléments exprimés ci-dessus.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 8 000 € au CERPAM pour l'année 2020.

Article 2 :

Madame le Président du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 76.

La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Collecte et traitement des déchets

2019 CT2 675

Demande de subvention d'investissement pour les travaux de requalification de la déchèterie et du centre de transfert de Rousset et abrogation de la délibération n°DEA 003-2991/17/BM

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Le projet porte sur la modernisation du site de Rousset. Ce projet a déjà fait l'objet d'une délibération le 14 décembre 2017 (n°DEA 003-2991/17/BM) qui doit être actualisée. Cette délibération abroge la précédente.

Le site regroupe une déchèterie et un centre de transfert :

La déchèterie comprend 10 quais et réceptionne plus de 11.000 tonnes de déchets par an pour environ 70.000 visites. La configuration du site, en cul de sac, rend la circulation difficile et les manœuvres délicates.

La construction d'une plate-forme de réception et broyage des déchets végétaux permettra de détourner près de 30 % des apporteurs et de limiter l'encombrement des quais de la déchèterie. Cette plate-forme de déchets verts sera la sixième réalisée sur le territoire du Pays d'Aix après celles de Venelles, Bouc-Bel-Air, Saint-Cannat, Les Pennes-Mirabeau et Pertuis.

Depuis l'année dernière, pour la mise à disposition de compost aux particuliers et très probablement pour les années à venir sur d'autres thématiques, ces plate-formes de réception et broyage peuvent être considérées comme des outils de communication et de sensibilisation des ménages à la politique de prévention des déchets verts du Territoire du Pays d'Aix. Elles devraient permettre par la démonstration ou la mise à disposition de broyat et/ou de compost de sensibiliser et d'éduquer les ménages à la prévention par l'utilisation de la matière en paillage ou en apports agronomique pour les cultures.

En parallèle, des travaux d'élargissement de la plate-forme haute de la déchèterie permettront d'améliorer la circulation des usagers, de libérer de l'espace et de mettre en place un « caisson réemploi ».

Le centre de transfert accueille les déchets (les ordures ménagères, les emballages ménagers recyclables) collectés sur le secteur sud-est du Pays d'Aix.

Cette installation est destinée à optimiser les charges (et pollutions) induites par le transport des déchets jusqu'à leur lieu d'élimination. Le principe de fonctionnement consiste à transvider des bennes de « petites » capacités dans des gros porteurs. Ainsi, annuellement c'est plus de 9.000 tonnes de déchets qui transitent par cette installation.

Le centre de transfert est équipé d'un compacteur à translation vétuste et coûteux en maintenance et réparation.

Aussi, afin d'optimiser le fonctionnement du site et donc les charges associées, il est proposé d'adapter la structure du centre de transfert afin d'aménager des postes de déchargement pour semi-remorque à Fond Mouvant Alternatif (FMA).

Cette technologie éprouvée présente les avantages suivants :

- Accroissement des volumes de déchets transportés,
- Souplesse et rusticité du dispositif : ce process, ne nécessitant pas de re-compaction des déchets, n'est pas soumis à des arrêts techniques bloquant.

Actuellement, les voies d'accès sont communes aux deux installations. Les travaux consistent à créer une voie d'accès spécifique pour les poids lourds du Centre de Transfert et ainsi les séparer des flux des particuliers vers la déchèterie.

Les grandes lignes du programme technique des travaux sont les suivants :

- démantèlement du compacteur existant ;
- aménagement de nouveaux postes de déchargement (trémie) ;
- adaptation de la plate-forme haute aux contraintes d'accès et de dépotage des véhicules ;
- création d'une plate-forme de déchargement des déchets verts ;
- reprise et création de voirie pour séparer la circulation des usagers (VL) et des transporteurs (PL) ;
- Élargissement de la plate-forme haute de la déchèterie ;

Les travaux programmés ont fait l'objet d'une estimation par un bureau d'étude au stade « Projet » qui devrait servir également pour le lancement de la consultation travaux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 900 000 €HT, décliné comme suit :

- Travaux de requalification sur la déchèterie : 240 000 €HT.
- Travaux de requalification du centre de transfert : 560 000 €HT

Le plan de financement global prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS HT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Plan Partenarial Métropolitain »	50 %	450 000 euros
Ademe	8 %	72 000 euros
Région PACA	8 %	72 000 euros
Programme Européen Life	8 %	72 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	26 %	234 000 euros
TOTAL HT	100 %	900 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 003-2991/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 concernant la demande de subvention d'investissement concernant l'opération « Requalification de la déchèterie et du centre de Transfert de Rousset » ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'abroger la délibération n°DEA 003-2991/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Requalification de la déchèterie et du Centre de Transfert de Rousset.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n°DEA 003-2991/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Service Prévention Élimination des Déchets Territoire du Pays d'Aix Autorisation de programme (AP)173 – Fonction 7213 – Nature : imputations multiples

Les recettes d'investissement correspondantes seront constatées sur Budget Annexe du Service Public d'Élimination des Déchets Territoire du Pays d'Aix – Fonction : 7213 - Nature :132

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 676

Demande de subvention d'investissement pour les travaux de requalification des déchèteries d'Eguilles et de Meyreuil

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Le réseau actuel des déchèteries du Territoire du Pays d'Aix est important et offre aux habitants du territoire, un Service Public de collecte des déchets encombrants de qualité.

Plusieurs sites ont été rénovés ces dernières années (Aix-en-Provence, Pertuis, les Pennes Mirabeau...). Cependant, la fréquentation augmente chaque année et certaines déchèteries connaissent aujourd'hui des problèmes d'encombrement liés en particulier à la difficulté de circuler à l'intérieur des sites. C'est le cas des déchèteries d'Eguilles et de Meyreuil qu'il est nécessaire de moderniser

En effet, avec plus de 10.000 tonnes de déchets collectés par an, la déchèterie d'Eguilles a une entrée et sortie commune et une plate forme de déchargement étroite, en cul de sac.
De la même manière avec près de 5.000 tonnes de déchets collectés par an, la déchèterie de Meyreuil a la même configuration, qui est impactante pour la fluidité des apports et donc pour l'encombrement du site.

L'objectif principal des travaux dans les deux cas consiste donc à créer un flux traversant, à sens

unique, avec entrée et sortie différenciées afin de faciliter la circulation des usagers.

Le programme de travaux de chacune des deux déchèteries a été validé par délibérations n°2019_CT2_331 et 332 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 Juin 2019. Il doit permettre de créer des équipements accueillants et dimensionnés au regard de la fréquentation rencontrée et dans le respect des exigences réglementaires.

Les grandes lignes des programmes techniques de travaux pour les deux déchèteries sont :

- Réalisation d'une nouvelle voie d'accès à la déchèterie avec entrée au bout de la plate forme de déchargement,
- Création d'une dalle béton pour recevoir les caissons réemploi, D3E et DDS, sur un nouvel emplacement,
- Mise en place de clôtures et portails,
- Création d'un bassin de rétention,
- Aménagement et extension du réseau de récupération des eaux pluviales et du réseau d'eaux usées,
- Aménagement de l'éclairage extérieur.

Auxquelles se rajoute pour la déchèterie d'Eguilles :

- La construction d'un quai supplémentaire en bout de plate forme pour permettre la mise en place d'une benne mobilier,
- La mise en place d'un abri modulaire pour l'agent au niveau de la nouvelle entrée avec raccordement au réseau électrique.

Les estimations relatives à la réalisation des travaux de requalification de la déchèterie de Meyreuil s'élèvent à 200.000€HT. Celles relatives à la réalisation des travaux de requalification de la déchèterie d'Eguilles s'élèvent à 380.000€HT.

Au total, la mise en œuvre du programme de travaux sur les 2 déchèteries s'élève à 580 000 €HT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 580 000 euros HT. **Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :**

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS HT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Plan Partenarial »	60 %	348 000. euros
Ademe	10 %	58 000. euros
Région PACA	10 %	58 000. euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	116 000 euros
TOTAL HT	100 %	580 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 063-3082/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouverture du volume d'autorisation de programme relative aux opérations de modernisation et de mise en sécurité des Centres d'Apport Volontaire et Centres de Transfert ;
- La délibération n°2019_CT2_331 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 relative à la validation des programmes de travaux de rénovation et d'extension de la déchèterie de Meyreuil ;
- La délibération n°2019_CT2_331 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 relative à la validation des programmes de travaux de rénovation et d'extension de la déchèterie d'Eguilles.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Travaux de requalification sur les déchèteries de Meyreuil et d'Eguilles.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Service Prévention Élimination des Déchets Territoire du Pays d'Aix - Autorisation de programme 173 – Fonction 7213 – Nature : imputations multiples.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe Service Élimination des Déchets - Territoire du Pays d'Aix - Fonction 7213 - Nature 1321 1322 et 1323.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 677

Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental, pour la réalisation d'un accès routier en vue de la construction d'une déchèterie professionnelle située sur la commune de Bouc-Bel-Air sur le domaine public du CD13 et pour une occupation temporaire partielle du domaine privé du Département

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'application de la réglementation en matière de gestion des déchets rend inéluctable l'évolution de la prise en compte des déchets des professionnels dans le cadre du service public d'élimination des déchets. En effet, en application des dispositions arrêtées dans la délibération n°2018_CT2_445 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018, les évolutions proposées permettront au Territoire du Pays d'Aix de répondre aux exigences réglementaires fortes que sont la limitation des quantités de déchets pris en charge par le service public ou encore l'augmentation des performances de tri et de valorisation de la collectivité.

Afin de permettre aux apporteurs professionnels de disposer d'un exutoire adapté à leurs besoins pour leurs déchets d'activité et d'éviter une prolifération des dépôts sauvages, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend parallèlement favoriser l'émergence sur son territoire d'unités de proximité réservées aux déchets professionnels.

Face à une carence d'initiative privée sur le sud du territoire, il a été décidé la construction d'une telle installation sur la Commune de Bouc-Bel-Air - quartier des Chabauds.

Les parcelles sur lesquelles la déchèterie sera construite étant enclavées et dans le but d'assurer un flux cohérent des entrées et sorties de Véhicules Lourds débouchant sur la contre-allée de la RD6, sans perturber le fonctionnement général du réseau routier local, il est nécessaire d'intervenir sur le domaine public routier départemental afin de créer une voie de stockage délimitée, mettre en place une signalisation verticale et horizontale, soigner le réseau d'éclairage et assurer l'efficacité de la gestion des eaux pluviales.

Ce projet nécessite par conséquent la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage afin d'autoriser la Métropole Aix-Marseille-Provence à intervenir sur le domaine public routier pour réaliser les aménagements nécessaires à l'accès de la future déchèterie et de définir les modalités d'entretien et d'exploitation des équipements.

Les travaux relatifs à la réalisation d'un accès à la future déchèterie sont estimés à 200.000€TTC.

La desserte depuis la RD6 nécessitant de traverser la parcelle CD305 propriété du domaine privé du Conseil Départemental, un droit de passage et d'utilisation de cet accès seront discutés et établis avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône sur cette parcelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2018_CT2_445 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018 relative à l'approbation de la feuille de route pour l'établissement d'un règlement de collecte pour la gestion des Déchets d'Activité Économique ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de signer avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, d'entretien et d'exploitation partiels du domaine public routier départemental, en vue de réaliser l'aménagement d'un accès à la future déchèterie professionnelle, débouchant sur la contre-allée de la RD6.
- Qu'il convient d'acter avec le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône une servitude d'utilisation de la parcelle CD 205 afin d'assurer l'accès à la future déchèterie professionnelle.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, d'entretien et d'exploitation partiels du domaine public routier départemental, en vue de réaliser l'aménagement d'un accès à la future déchèterie professionnelle, débouchant sur la contre-allée de la RD6.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention, les actes juridiques relatifs aux servitudes d'utilisation des parcelles et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

La dépense sera constatée sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération budgétaire 173, nature 21351 fonction 7213, autorisation de programme D1173AP

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 678

Attribution d'un bail emphytéotique administratif pour la construction et l'exploitation d'une déchèterie professionnelle sur la commune de Bouc-Bel-Air

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'application de la réglementation en matière de gestion des déchets (Loi de transition Énergétique) rend inéluctable l'évolution de la prise en compte des déchets des professionnels dans le cadre du Service Public d'Élimination des Déchets. En effet, en application des dispositions arrêtées dans la délibération du Conseil du Territoire du Pays d'Aix n° 2018-CT2-445 du 11 octobre 2018, les évolutions proposées permettront à la Métropole de répondre aux exigences réglementaires fortes que sont la limitation des quantités de déchets pris en charge par le Service Public ou encore l'augmentation des performances de tri et de valorisation de la collectivité.

L'article L. 2224-14 du CGCT applicable aux établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés n'impose pas que soient pris en charge, au titre de cette compétence, les déchets des activités économiques qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, entraînent des sujétions techniques particulières.

Si cet article n'interdit pas aux EPCI d'assurer cette prise en charge, notamment par l'accueil de ces déchets au sein des déchèteries publiques, cette mission ne relève pas cependant de l'activité de

service public dont la Métropole est responsable en vertu de la loi.

Ainsi, afin de permettre aux apporteurs professionnels de disposer d'un exutoire adapté à leurs besoins pour leurs déchets d'activité et d'éviter une prolifération des dépôts sauvages, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend parallèlement favoriser l'émergence sur son territoire d'unités de proximité réservées aux déchets professionnels.

Le sud du Territoire du Pays d'Aix présente à ce sujet une carence d'initiative privée que la Métropole entend corriger par un dispositif incitant l'émergence d'une offre de collecte et traitement des déchets des professionnels.

Le principe est de mailler finement le Territoire du Pays d'Aix avec des centres dédiés exploités par des opérateurs privés spécialisés.

A cet effet, l'alinéa 1er de l'article L. 1311-2 du code général des collectivités territoriales permet qu'un bien immobilier appartenant à un établissement public de coopération intercommunale puisse faire l'objet d'un bail emphytéotique prévu à l'article L. 451-1 du code rural et de la pêche maritime en vue de la réalisation d'une opération d'intérêt général relevant de sa compétence, dénommé bail emphytéotique administratif.

Le législateur permet ainsi aux personnes publiques, par une même opération, de valoriser les biens de leur domaine tout en permettant la réalisation d'une opération d'intérêt général, étant ici précisé que le bail emphytéotique administratif ne relève pas de la commande publique dès lors qu'aucun besoin propre n'est exprimé par le bailleur.

Il est ainsi proposé de donner à bail emphytéotique administratif les parcelles n°CD 306, 307 et 310 sises sur la Commune de Bouc-Bel-Air - quartier des Chabauds relevant du domaine privé de la Métropole.

Ce bail est conclu en vue de permettre à un opérateur de construire et d'exploiter, sous sa responsabilité et dans les conditions qu'il détermine, une installation de déchèterie destinée aux apporteurs professionnels.

A cette fin, la Métropole a lancé un appel à manifestation d'intérêt afin de sélectionner un opérateur pour l'attribution de ce bail en fixant deux critères de sélection, le premier portant sur le montant de redevance proposé et le second sur les perspectives de valorisation de la parcelle au regard du projet proposé par l'opérateur.

A la suite de la publicité de l'avis d'appel à manifestation d'intérêt le 21 juin 2018, la Métropole a réceptionné dans les délais prévus deux offres.

La procédure de sélection a permis de retenir le projet de la société MAT'ILD, filiale du groupe EUROVIA spécialisée dans la gestion des déchets, le second candidat, la société VALSUD, s'étant désistée en cours de procédure.

La société MAT'ILD propose un projet complet et en totale cohérence avec les orientations de la Métropole et prévoit la construction d'une déchèterie à plat avec 11 boxes de tri, l'installation d'un pont bascule et d'un local ainsi que l'aménagement d'un espace réservé à l'activité privée de vente de granulats et de gestion de big bag.
Le montant estimé des travaux s'élève à 500 000 euros hors taxes.

Le projet de bail d'une durée de 20 ans, prévoit un montant de redevance de l'ordre de 13 000 euros par an, composé d'une part fixe d'un montant de 6 000 euros et d'une part variable, calculée sur le tonnage de déchets reçu, qui s'élèverait à 6 815 euros (pour un tonnage raisonnablement estimé à 18 000 tonnes de déchets annuelles).

Ce type d'initiative privée n'a jusque là pas pu se développer sur le Territoire du Pays d'Aix du fait de la « concurrence » avec les déchèteries publiques acceptant gratuitement les déchets des apporteurs professionnels.

Le bail est donc conclu sous la condition résolutoire de la fermeture aux apporteurs professionnels des déchèteries publiques de Bouc-Bel-Air, Gardanne et des Pennes-Mirabeau.

Le projet de bail emphytéotique administratif a été soumis à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État conformément aux dispositions de l'article L. 2241-1 du code général des collectivités territoriales.

Cet avis a été rendu le 7 novembre 2019 et estime le montant de redevance annuelle à 28 180 euros hors taxes.

Cette estimation est calculée selon la méthode dite de « l'apport net » qui se base sur l'écart entre la valeur des terrains donnés à bail par la Métropole et le montant des travaux réalisés par l'opérateur, écart auquel est appliqué un taux de rendement non-communicé par la Direction de l'Immobilier de l'État.

L'estimation de la Direction de l'Immobilier de l'État ne prend donc pas en considération la dimension incitative de l'opération puisque son calcul vise uniquement à identifier les retombées économiques du bail pour la Métropole.

Cette estimation ne peut, en tout état de cause, prendre en considération l'intérêt général satisfait au travers de cette opération qui permet à la Métropole de se désengager progressivement d'une compétence facultative coûteuse tout en maîtrisant le risque d'augmentation des dépôts sauvages du fait de la fermeture des déchèteries aux professionnels.

Le montant de redevance initialement obtenu à l'issue de la procédure de sélection de l'emphytéote a donc été maintenu dans le projet soumis à l'approbation du Bureau car il participe à la cohérence d'ensemble de l'opération projetée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2018_CT2_445 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018 relative à l'approbation de la feuille de route pour l'établissement d'un règlement de collecte pour la gestion des Déchets d'Activité Économique ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État du 7 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'un bail emphytéotique administratif permettant à un opérateur privé de construire et exploiter une déchèterie réservée aux apporteurs professionnels sur la commune de Bouc-Bel-Air.

Délibère

Article 1 :

La conclusion d'un bail emphytéotique administratif en vue de permettre à la Société MAT'ILD de construire et exploiter une déchèterie réservée aux apporteurs professionnels sur les parcelles CD 306, 307 et 310 à Bouc-Bel-Air est approuvée.

Les éléments essentiels du contrat de bail sont mentionnés en annexe de la présente délibération.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces nécessaires à la conclusion du Bail Emphytéotique Administratif.

Article 3 :

Pour l'application de ce contrat, la mise en place de restriction d'accès aux déchèteries publiques de Bouc-Bel-Air, Gardanne et des Pennes-Mirabeau devra être effective à compter de la mise en service de cette déchèterie destinée aux professionnels.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 70, nature 752, fonction 7213.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 679

Approbation du bilan général technique et financier de la convention fixant les conditions particulières d'intervention de la SPLA pour l'ex-Communauté du Pays d'Aix dans le cadre de l'opération ayant pour objet la sauvegarde et la mise en valeur des espaces naturels de son territoire ayant servi de centre d'enfouissement de déchets ménagers

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Seize décharges brutes du Territoire du Pays d'Aix ont été identifiées comme devant faire l'objet d'une requalification.

Sur ces seize sites, douze d'entre eux ont fait l'objet d'un conventionnement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires par délibération n°2010_B380 du Bureau communautaire de la CPA en date du 22 juillet 2010, faisant suite à un programme d'actions approuvé par délibération n°2009_B394 du Bureau communautaire de la CPA en date du 23 octobre 2009, le financement de ce plan d'actions étant assuré par l'Autorisation de Programme n°2005/6 amendée des montants nécessaires par délibération n°2009_A251 du Conseil communautaire de la CPA en date du 11 décembre 2009.

La compétence requalification des décharges brutes, portée par la Communauté du Pays d'Aix depuis le

1^{er} janvier 2003, s'inscrit entièrement dans une logique d'opérations d'aménagement en vue de restaurer des parties significatives des territoires communaux et de lutter contre l'insalubrité. Ces actions s'inscrivent dans un cadre d'intérêt général présentant un caractère de protection de l'environnement, par la limitation des impacts des rejets liquides aussi bien que des rejets gazeux entrant dans la limitation des Gaz à Effets de Serre.

À ce jour, toutes les décharges ont fait l'objet de travaux de requalification :

- Meyrargues en 2010,
- Pertuis et le Puy-Sainte-Réparate de 2010 à 2012
- Éguilles en 2014
- Saint-Paul-lez-Durance, la Roque d'Anthéron, Peyrolles-en-Provence, Jouques en 2015
- Lambesc et Simiane-Collongue de 2015 à 2016

Les aménagements prévus en 2015 pour la décharge de Saint-Cannat ont dû être retardés afin de régler un problème de propriété foncière des terrains impactés.

Les aménagements de la décharge de Vitrolles rentrent dans une logique plus générale et complexe du fait de l'implantation du site sur un ancien crassier de boues rouges. Dès lors, après avoir étudié la globalisation de la réhabilitation des deux sites contigus, il a été décidé conjointement avec la Ville de Vitrolles et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » de ne réaliser les travaux que sur la décharge mais en prenant en compte les problématiques hydrauliques de l'ensemble, ceci venant complexifier la teneur des travaux. Les modifications des dispositions financières relatives à ce changement de programme ont fait l'objet d'un avenant n°1 à la convention.

Les difficultés rencontrées ont généré des délais complémentaires imprévisibles qu'il convenait d'intégrer à la convention. Le réajustement du délai d'exécution pour les décharges de Saint-Cannat et Vitrolles a été intégré dans un avenant n°2 approuvé par le Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.

Les travaux de la décharge de Saint-Cannat ont finalement été réceptionnés le 26 avril 2019. Quant à ceux de Vitrolles, ils l'ont été le 21 septembre 2018. Concernant ces derniers, la garantie de parfait achèvement a été déclenchée afin de réparer des désordres survenus à l'été 2019 (fossés béton affaissés, ravines importantes de talus, revêtement en monocouche insuffisant) et les travaux sont en cours d'achèvement.

L'opération s'achève donc et c'est pourquoi il convient, conformément à l'article 8.05 de la convention, de valider le bilan général technique et financier qui donnera lieu à la régularisation du solde des comptes financiers entre les parties dans un délai de 30 jours et permettra d'en établir le quitus.

Le dernier décompte provisoire fait état d'un solde positif s'élevant à 97.794,28€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_B380 du Bureau communautaire de la CPA du 22 juillet 2010 approuvant le conventionnement d'aménagement avec la SPLA ;
- La délibération n°2015_B761 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 portant approbation de l'avenant n°1 ;
- La délibération n°DEA 007-1264/16/BM du Bureau de la Métropole en date du 15 décembre 2016 portant approbation de l'avenant n°2.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de valider le bilan général technique et financier ci-annexé afin de solder l'opération et la convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires et établir le quitus financier.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan général technique et financier, ci-annexé, en vue de solder l'opération et la convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces nécessaires au solde de l'opération et de la convention avec la SPLA qui fera l'objet d'un quitus financier.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en

section investissement : opération : 144, Fonction : 812, Nature : 2318

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 680

Ajustement du projet de reconstruction du centre opérationnel de collecte des ordures ménagères du secteur centre du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis 2003, date du transfert de compétence, les moyens des services de collecte des Déchets Ménagers du Territoire du Pays d'Aix affectés au secteur d'Aix-en-Provence, le Tholonet et Saint-Marc-Jaumegarde sont basés à la Parade, sur des surfaces de terrains et de locaux partiels mis à disposition par la ville d'Aix-en-Provence.

Ces locaux, dits de la Parade, se sont révélés rapidement problématiques au regard des exigences en termes de conformité au Code du Travail pour les locaux du personnel, mais également en termes de fonctionnalité et de sécurité eu égard aux nombreuses co-activités existantes sur ce site, avec les locaux de certains services municipaux imbriqués. Les divers aménagements réalisés avec notamment la mise en place de bâtiments préfabriqués, la rénovation intérieure des vestiaires/sanitaires et autres interventions toujours limitées par manque de surfaces n'ont pas suffi à rendre conformes les locaux du personnel et à améliorer sensiblement les conditions d'accueil et de sécurité des agents.

Au regard de ce constat, le Territoire du Pays d'Aix a mené, de 2006 à 2010, un travail important avec les services de la ville centre dans le cadre d'un projet

d'aménagement global des locaux sur le site de la Parade, sans que cette démarche n'aboutisse à une solution satisfaisante pour répondre tant aux besoins du Territoire qu'à ceux de la ville d'Aix-en-Provence en maintenant une répartition des espaces et une affectation des bâtiments proche de l'état actuel.

Il a alors été envisagé des solutions externes pour une délocalisation des moyens de collecte basés actuellement à la Parade et pour la construction d'un nouveau centre propre aux services territoriaux. Le terrain recherché était d'une surface de l'ordre de 2Ha pour pouvoir accueillir les 175 agents répartis en 4 équipes constituant le service de collecte, les 45 bennes à ordures ménagères à mettre en hors d'eau et hors gel, les aires de stationnement pour les véhicules de services et des agents ainsi que les espaces de stockage (en particulier pour les bacs de pré-collecte).

De 2010 à 2014, la Communauté d'Agglomération a mené un travail important avec les services de la ville d'Aix-en-Provence dans la recherche d'un terrain adapté.

Après l'échec de plusieurs projets et afin d'inscrire à minima une solution à long terme, le Territoire a formalisé, à l'occasion des travaux du PLU de la ville d'Aix-en-Provence, dans sa délibération du Conseil du 6 juin 2013, la demande de mise en place d'un Emplacement Réservé pour la relocalisation des services de collectes.

Cette demande n'a pu se concrétiser dans la formalisation du document d'urbanisme définitif.

Fort de ce constat et de la nécessité absolue de trouver des solutions au règlement de cette situation problématique sans attendre plus longtemps, une étude de faisabilité a été engagée en 2015 pour évaluer les conditions de réalisation d'un projet de recomposition de l'ensemble du site de la Parade, locaux municipaux compris, afin de permettre l'intégration d'un centre opérationnel des collectes conforme, fonctionnel et répondant de manière satisfaisante aux besoins du Territoire.

Cette étude de faisabilité avait démontré que l'aboutissement de ce projet n'était possible qu'en intégrant le déplacement en un autre lieu des locaux du service de la manutention de la ville pour un coût d'investissement estimé par la ville à environ 2M€ TTC à ajouter au coût de l'opération sur le site de la Parade de l'ordre de 8M€ TTC, soit un total de 10M€ TTC.

Par délibération n°2015_A352, le Territoire du Pays d'Aix avait validé le principe et décidé de lancer les études de programmation afin d'avancer sur la concrétisation de ce projet d'un montant global de 10M€ financé dans le cadre d'une Autorisation de Programme spécifique (DI4532AP).

Les premiers résultats de l'étude de programmation ont permis d'établir les projets d'aménagements ainsi que les besoins d'espaces à mettre à disposition par la ville au Territoire du Pays d'Aix.

Les contraintes techniques intrinsèques au projet ont rapidement abouti à un besoin d'augmentation très significatif du montant de l'opération qui passait à 18,5 M€.

Par la suite, aux cours d'échanges avec la ville d'Aix-en-Provence sur les contraintes techniques et administratives, il s'est avéré que les besoins de réaménagement pour la ville d'Aix-en-Provence risquaient d'être supérieurs aux montants initialement prévus, qu'au regard des zones non utilisables de la station service et du garage municipal le projet allait aggraver fortement les croisements de flux entre Véhicules Légers, Poids Lourds et piétons, impliquant de ce fait une augmentation du risque d'accidentologie, avec également des contraintes supplémentaires sur le nouveau bâtiment induites par la proximité de cuves GPL.

De façon concrète, le projet dit de la « Manutention » se résumait à avoir un projet non satisfaisant en terme de fonctionnement quotidien et induisant en particulier une augmentation significative des risques en terme de sécurité, pour un coût global avoisinant 20 M€.

Devant ce constat, il a été décidé de relancer les démarches auprès de la ville d'Aix-en-Provence afin de pouvoir identifier des terrains potentiels sur la commune permettant d'accueillir le projet.

Au cours de ces démarches, un terrain appartenant à la commune (sur la parcelle MV 54), situé au rond-point de Lignane, s'est avéré pouvoir répondre au besoin avec une superficie utile de 5Ha avec de plus des atouts indéniables en terme de logistique, d'accès routiers, et un très faible nombre de riverains qui sont de plus protégés de toute nuisance par une végétation importante.

Au cours des réflexions, étant données les superficies disponibles, il a été identifié que ce terrain pouvait également répondre à des besoins complémentaires des services déchets du territoire, étant donné que la reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte ne nécessite qu'un total d'environ 2Ha.

D'une part, depuis plus de 10 ans, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix cherche à construire un à deux Centres d'Apport Volontaire supplémentaires sur le secteur centre qui ne dispose que d'un équipement pour 140.000 habitants, ce qui provoque la saturation de la seule déchetterie existante et ne permet pas d'apporter aux habitants un service de qualité. De plus, les habitants du secteur de la Calade, à proximité du terrain identifié, ont remonté à plusieurs reprises leur demande de bénéficier d'un Centre d'Apport Volontaire à proximité. Il a donc été jugé pertinent de pouvoir construire cet équipement de valorisation des déchets à destination des habitants sur le terrain supra, pour une emprise de 5.000 m².

D'autre part, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix loue des locaux afin d'accueillir les agents des

directions déchets du Pôle Services à la Population, impactant la section de fonctionnement du budget annexe déchets d'environ 300.000 €/an. Il est toujours pertinent d'investir dans de nouveaux locaux pour ainsi réduire de ce montant les charges de fonctionnement pesant sur budget annexe. Les 4.500m² permettant la réalisation des locaux nécessaires peuvent donc également être identifiés dans les surfaces restant disponibles.

D'un point de vue urbanistique, une analyse de faisabilité a été faite en lien avec les services compétents confirmant la possibilité d'implanter des équipements de service public bien que ces terrains soient classés en zone agricole. Néanmoins des enjeux importants en terme d'intégration paysagère et environnementale ont pu être identifiés.

Au regard des éléments ci-avant, la Métropole décidait en décembre 2018 par délibération n° DEA 007-5227/18/CM d'ajuster le programme de reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte du secteur centre pour créer les 3 équipements supra sur la parcelle n°MV 54 à acquérir.

Suite à cette décision, lors de réunions organisées avec des associations de riverains par la commune d'Aix-en-Provence, et en particulier une réunion qui s'est tenue le 9 juillet 2019, les représentants des habitants ont fait part de leurs inquiétudes quant à ce projet situé sur une zone agricole. Dans les discussions, la commune s'est engagée à rechercher des terrains alternatifs qui pourrait permettre de répondre à tous les attendus des différentes parties.

Ces recherches se sont révélées fructueuse et la commune a pu exposer les possibilités foncières ci-après qui peuvent être qualifiées d'intéressantes.

Concernant le Centre Opérationnel de collecte, la commune a proposé de positionner cet équipement au sein du périmètre de la ZAC Barida, dont le concessionnaire est la SPLA Pays d'Aix Territoire. Après étude des différentes possibilités, il s'est avéré qu'un terrain d'assiette d'environ 1,75 Ha pouvait être identifié sur les parcelles IA75, IA104, IA105, IA106, IA17, IA18 et IA28 pour parties, certaines de maîtrise foncière publique et d'autres privées. Les premières analyses confirment l'intérêt pour le service de ce terrain au regard principalement de son positionnement logistique idéal tant en terme de proximité avec le Centre de Transfert de déchets de la Parade, qui constitue le lieu de vidage des camions bennes, que de sa position barycentrique par rapport aux circuits de collecte limitant de ce fait les phases de haut le pied non productives.

Il a donc été demandé au concessionnaire de réserver ces terrains au sein de la future ZAC pour l'implantation du Centre Opérationnel de Collecte. Afin de renforcer cette réservation, il convient également de positionner un Emplacement Réserve sur ce terrain d'assiette lors de la prochaine modification utile du PLU sur la ville d'Aix-en-Provence. Il conviendra par la suite de finaliser la maîtrise foncière des terrains pour un tarif estimé à ce jour à 60 €/m² hors frais, pour un calendrier

prévisionnel entre mi 2021 et mi 2023 en fonction de la nécessité ou pas d'expropriation suite à la DUP.

En complément de ce terrain qui accueillera le Centre Opérationnel de Collecte, et pour pouvoir répondre au besoin d'une déchèterie publique sur le secteur, la commune a proposé au sein de la Zone d'Activité de la Calade un terrain lui appartenant constitué par la parcelle n°OC 181. Cette parcelle, qui présente une surface disponible de 11.000 m², permet sans ambiguïté d'accueillir cet équipement d'intérêt général. De plus, le positionnement du terrain est, d'un point de vue logistique et facilité d'accès pour les usagers, une alternative crédible au terrain dit de Lignane. En ce qui concerne les accès nécessaires, ils sont d'ores et déjà intégrés dans les réflexions menées par les équipes de la Métropole en charge de l'Aménagement de cette zone d'activité.

Pour établir la maîtrise foncière de ce terrain par la Métropole, au regard du bénéfice attendu pour les habitants de la commune qui bénéficieront d'un équipement d'intérêt général dans le cadre du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers, il est proposé de procéder à une acquisition à l'euro symbolique auprès de la ville d'Aix-en-Provence en accord avec la décision du Conseil d'État n°351416 du 15 mai 2012.

Ainsi, au regard des éléments ci-avant, il est proposé de repositionner le projet de Centre Opérationnel de Collecte sur la future ZAC Barida et le projet de déchèterie Aix Nord sur la ZAC de la Calade sur les terrains présentés dans les documents cartographiques en annexe.

A noter que ces deux projets restent financés dans le cadre du Budget Annexe équilibré du SPED du Territoire du Pays d'Aix par l'Autorisation de Programme n°DI4532AP d'un montant de 20 M€ qui ne nécessite pas d'ajustement à ce stade.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 007-5227/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à l'ajustement du projet de reconstruction du centre opérationnel de collecte des ordures ménagères du secteur centre du Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de repositionner le projet de Centre Opérationnel de Collecte du secteur Centre sur la future ZAC Barida et le projet de déchèterie Aix Nord sur la Zone d'Activité de la Calade, tous deux sur la commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est décidé de repositionner le projet de Centre Opérationnel de Collecte du secteur Centre sur la future ZAC Barida et le projet de déchèterie Aix Nord sur la ZAC de la Calade, tous deux sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Est décidé de demander un Emplacement Réserve correspondant au terrain d'assise nécessaire au sein de la future ZAC Barida lors de la prochaine révision utile du PLU d'Aix-en-Provence,

Article 3 :

Est décidé de lancer les opérations de maîtrise foncière au terrain d'assise nécessaire à la construction du Centre Opérationnel de Collecte, sur les parcelles IA75, IA104, IA105, IA106, IA17, IA18 et IA28 pour parties, au sein de la future ZAC Barida.

Article 4 :

Est décidé de lancer les opérations de maîtrise foncière à l'euro symbolique auprès de la commune d'Aix-en-Provence pour le terrain d'assise, constitué par la parcelle n°OC 181, nécessaire à la construction de la déchèterie Aix Nord au sein de la Zone d'Activité de la Calade.

Article 5 :

Est décidé de lancer les études de programmation relatives à ces équipements.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

Article 7 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Annexe service public d'élimination des déchets du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire DI453 chapitre 20 nature 2031, fonction 7212, opération : bat parade DI4532 AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 681

AVIS- Validation du projet d'extension du bassin n°2 de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois située sur la commune d'Aix-en-Provence et lancement des démarches administratives d'autorisation associées

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix exploite depuis le 1^{er} janvier 1997 l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois située sur la commune d'Aix-en-Provence. Cette installation joue un rôle essentiel dans l'exercice de la compétence gestion des déchets du territoire. En effet, plus de 90% des déchets non dangereux ultimes des ménages y sont éliminés par enfouissement.

La fin de validité de l'Arrêté Préfectoral autorisant l'exploitation du site étant fixé à fin 2023, au regard des délais administratifs et techniques nécessaires à l'instruction préfectorale du renouvellement de l'autorisation et la construction des ouvrages associés, il est important d'engager dès à présent les démarches d'extension du site.

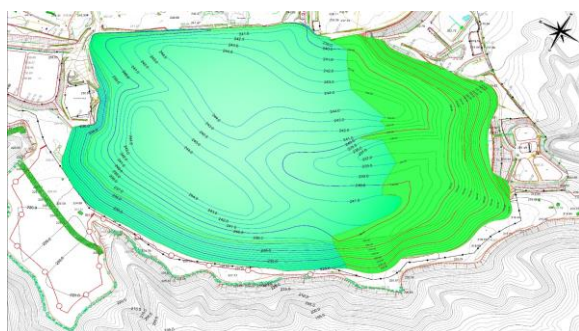
L'extension envisagée consiste en la réhausse du casier B2 dont l'exploitation est terminée depuis 2006. Ce scénario, basé sur l'optimisation des ouvrages existants, présente entre autre intérêt de rester dans les emprises existantes, évite donc de consommer des espaces naturels vierges, et de permettre une insertion paysagère globale soignée du site.



Afin d'optimiser la volumétrie des ouvrages, le projet intègre un agrandissement des limites de l'installation vers le Nord-Ouest. Le nouveau casier de déchets s'appuiera à la fois sur l'ancienne décharge sud et le casier B3 actuellement en exploitation. Les ouvrages seront en partie implantés sur le terrain naturel et en partie sur le casier B2.



Afin d'assurer une insertion paysagère soignée de l'ensemble du site, le modelé final du casier respectera les principes arrêtés dans le cadre de la rehausse du bassin n°3, à savoir la reproduction des formes de talwegs non réguliers en bordure de cuesta et un plateau sommital.



La rehausse du casier B2 ainsi imaginée permettra de dégager un volume dédié au stockage de déchets estimé à 1 350 000 m³.

Le projet d'extension intégrera également l'ensemble des mesures de protection de l'environnement inhérentes à de telles installations, compte tenu du contexte du projet, une attention toute particulière sera apportée :

- à la reconstitution de barrière d'étanchéité performante sur l'ensemble de la zone ;
- et à la mise en cohérence des ouvrages de gestion des Eaux Pluviales dimensionnés au regard des contraintes

environnementales propres à la protection du milieu naturel.

Après validation par les services de l'Etat de l'avant projet et des éléments techniques clés pour la poursuite du projet, des études complémentaires vont être engagées afin de pouvoir établir le dossier réglementaire de Demande d'Autorisation d'Exploitation (DDAE).

Une fois ce dossier constitué et validé par les différents services de l'État concernés, le projet sera soumis à l'enquête publique, à compter de septembre 2020.

Au terme des phases de consultation des services de l'état et de l'enquête publique, il conviendra, sous réserve de l'attribution d'un arrêté préfectoral d'extension du site, d'engager la programmation de l'opération de travaux d'extension du site et de rehausse du casier.

La mission de maîtrise d'œuvre, pour la réalisation des travaux de rehausse et d'extension, porte sur :

- La rehausse du casier et notamment sur les points suivants :
 - Phasage des travaux et de l'exploitation.
 - Nature et quantité de matériaux mis en œuvre et stabilité des digues.
 - Mise en œuvre et déplacement des dispositifs anti envol sur la digue périphérique.
 - Suivi et insertion paysagère du casier.
- Mise en œuvre des complexes étanches :
 - Sécurité active : détermination du profil des talus afin d'assurer la stabilité du complexe étanche.
 - Sécurité passive : définir et proposer l'aménagement du complexe d'étanchéité passive au droit de la zone d'extension.
- Ouvrages de gestion des eaux pluviales : dimensionner et optimiser les ouvrages de gestion des eaux pluviales au regard des nouvelles contraintes du site.
- Les missions d'ingénierie traditionnelle nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.
- L'accompagnement des services Communautaires pour le montage, l'analyse et l'attribution des missions SPS et contrôle technique des ouvrages réalisés.

Les travaux d'aménagement porteront notamment sur :

- La réalisation de terrassement en masse afin d'ériger les digues nécessaires à la tenue des déchets ;
- La reconstitution d'un complexe étanche conforme à la réglementation ;
- Le déplacement et redimensionnement des réseaux secs et humides présent sur la zone d'extension ;
- La création et requalification des ouvrages de gestion des eaux pluviales ;

- La réalisation des aménagements paysagers ;
- L'implantation des dispositifs pare-envols ;
- La réalisation des pistes de circulation ;
- La réalisation des ouvrages de clôture et portail du site.

Sur la base des coûts de réalisation des ouvrages précédents réalisés et de l'étude d'avant projet en cours, les dépenses de réalisation de cette opération peuvent être estimées de la façon suivante :

- Études préliminaires (avant projet, études de tassement, étude faune flore, études d'impact...) : 100.000€HT ;
- Réalisation du dossier de demande d'autorisation d'exploiter (y compris accompagnement en phase d'enquête publique) : 100.000€HT
- Maîtrise d'œuvre et études d'ingénierie associées : 800.000€HT (évaluée à 4% du montant des travaux).
- Travaux d'aménagement du site (y compris déplacement des réseaux, insertion paysagère, reconstitution de l'étanchéité et mise en conformité du réseau d'Eaux Pluviales) : 20.000.000€HT.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Réalisation des études préliminaires et validation de l'avant projet : Fin 2019
- Établissement du DDAE : Mi 2020 ;
- Lancement de l'enquête Publique : Septembre 2020 ;
- Réception du nouvel Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'exploiter l'ISDnD : Fin 2021 ;
- Début de la Mission de Maîtrise d'œuvre : 1^{er} trimestre 2022
- Démarrage des travaux : 3^{ème} Trimestre 2023
- Fin des travaux : début 2024.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder aux travaux d'extension de l'ISDnD de l'Arbois afin de pérenniser l'activité de stockage de déchets sur le site.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'extension de l'ISDnD de l'Arbois et le programme de travaux d'aménagement associé estimé à 20.000.000€ HT.

Article 2 :

Est validé le principe de réalisation des études complémentaires indispensables à la caractérisation du milieu et à la constitution de Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploitation.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à lancer une enquête publique, une fois les études d'avant projet arrêtées et les études préliminaires réalisées.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant valide le lancement de l'ensemble des procédures marchés publics et la signature de toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à lancer les demandes de subventions associées aux opérations.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : nature 2128 fonction 7213 opération à créer (voir délibération 12940).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 682

AVIS- Approbation du Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 la Métropole Aix-Marseille-Provence a pour compétence la gestion des Déchets Ménagers et Assimilés. L'exercice de cette compétence est assuré par chacun des six territoires constituant la Métropole.

Le 19 octobre 2017 par délibération n° DEA 018-2836/17/CM, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé son Schéma de gestion des déchets qui fixe les axes prioritaires et les futures orientations d'une politique de gestion des déchets concertée et partagée par les six Territoires pour les dix prochaines années.

Il vise à constituer une réponse cohérente et concrète aux objectifs très ambitieux définis par la loi n°2015-992 « Transition énergétique pour la croissance verte » du 17 août 2015. Pour ce faire, il prévoit de revisiter les grands principes de la gestion des déchets en agissant sur la réduction des quantités tout en augmentant significativement le taux de valorisation Matière et Organique.

Le Schéma métropolitain s'inscrit dans le Plan régional de prévention et gestion des déchets, instauré par la Loi NOTRe et délibéré par la Région en juin 2019, qui fixe les moyens de réduction des déchets, de recyclage matière et organique et de traitement des déchets résiduels à l'échelle régionale aux horizons 2025 et 2031, conformément à l'article R. 541-16 du Code de l'Environnement. Le Plan met notamment en exergue le risque de saturation des installations de stockage des déchets non dangereux dès 2019.

En complément du Schéma métropolitain, comme prévu à l'article L541-15-1 du Code de l'Environnement, la Métropole doit définir un programme de prévention des déchets ménagers et assimilés indiquant les objectifs quantitatifs de réduction et les mesures mises en place pour les atteindre, ce qui constitue le principal objet de la présente délibération.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'Agenda environnemental lancé conjointement par le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Tous les Conseils de Territoires ont mis en place des actions de réduction à la source des déchets avec des démarches plus ou moins structurées.

L'objectif du Plan métropolitain est de définir un socle commun à tous les territoires, les objectifs, actions et moyens à déployer pour réduire les déchets produits sur la Métropole, pour les années 2019-2025, en accord avec les axes prioritaires du Schéma métropolitain et du Plan régional.

Ce plan s'inscrit dans un contexte régional sous tension pour le traitement des déchets avec un risque fort de saturation des installations régionales de stockage des déchets dès 2019 et une hausse programmée de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes, notamment sur le stockage, sur les prochaines années. La réduction des déchets induite par les actions prévues permettra d'apporter une première réponse à cette tension.

Le plan Métropolitain participe également à l'enjeu national à savoir, rompre le lien entre croissance économique et production des déchets, et à l'atteinte de l'objectif de la loi de transition énergétique pour la croissance verte de réduction de 10 % du ratio de déchets ménagers et assimilés.

Une évaluation des gisements concernés au sein des déchets ménagers et assimilés met en exergue l'importance de travailler sur :

- Les déchets d'activités économiques, qui ne relèvent pas directement du service public de gestion des déchets, et qui représentent à minima 350 000 tonnes par an. Par ailleurs les professionnels sont soumis à plusieurs obligations de tri de leurs déchets.
- Les biodéchets estimés à 230 000 tonnes par an et constitués de matières valorisables.
- Les mobiliers, équipements électriques et électroniques, textiles qui représentent environ 100 000 tonnes par an.

Au terme d'une démarche structurée entre les territoires, et en accord avec le décret n°2015-662 du 10 juin 2015 relatif aux programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés, le plan se structure autour de quatre axes stratégiques, déclinés en fiches actions avec les objectifs suivants :

- Sensibiliser à la réduction des déchets afin de faire évoluer les comportements et ainsi réduire les déchets produits.

Il est proposé d'ici 2025 de :

- Réaliser des campagnes de communication, et des animations de proximité, auprès du public chaque année sur les bons gestes permettant de réduire les déchets.
- Distribuer des autocollants stop pub pour équiper des boîtes aux lettres du territoire.
- Développer l'éco-exemplarité de nos structures (Métropole, communes) afin de porter en interne les bons gestes promus auprès des habitants.

- Etablir un niveau de services aux professionnels coordonné sur le territoire. Le niveau de service proposé actuellement aux professionnels est extrêmement fluctuant et seul deux territoires ont mis en place la redevance spéciale qui permet de faire payer aux professionnels (dont les administrations qui sont exonérées de Taxe Enlèvement Ordures Ménagères) le prix réel de leurs déchets.

Il est donc proposé de recentrer les moyens de la collectivité sur les déchets des ménages d'ici 2021 en :

- Interdisant l'accès des déchèteries publiques aux professionnels lorsqu'il y a une solution privée de remplacement;
- Limitant les déchets d'activités économiques, dont les déchets des établissements publics, pris en charge par le service public avec notamment l'arrêt de collecte des zones d'activités économique, mise en œuvre de la redevance spéciale forfaitaire avec plafonnement des volumes collectés ;
- Accompagnant les services techniques des Mairies et associations de professionnels.

- Valoriser la ressource biodéchets et lutter contre le gaspillage alimentaire en proposant des solutions de proximité qui permettront aux habitants d'adopter de nouveaux comportements.

Il est proposé d'ici 2025 de :

- Promouvoir le compostage de proximité auprès des habitants ;
- Lutter contre le gaspillage alimentaire en restauration collective et auprès des habitants ;
- Accompagner les habitants dans une gestion autonome de leurs déchets verts par le broyage et paillage.

- Donner une seconde vie aux produits et objets grâce à l'accompagnement de solutions locales de proximité.

Il est proposé d'ici 2025 de :

- Mailler le territoire avec des points de réemploi/réutilisation ce qui facilitera ces nouvelles pratiques pour les habitants ;
- Promouvoir la réparation en lien avec le label répar'acteurs développé par la chambre de Métiers et de l'Artisanat ;
- Densifier les points de récupération des textiles et promouvoir les solutions de valorisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-992 « transition énergétique pour la croissance verte » du 17 août 2015 ;
- La délibération HN 021-07/04/16CM du Conseil de Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 018-2836/17/CM du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la réduction des déchets ménagers et assimilés est un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment dans le contexte de saturation des exutoires de traitement des déchets et d'augmentation des coûts.
- Qu'il convient d'approuver le Plan Métropolitain.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025, ci annexé, avec les 4 axes prioritaires de travail suivants :

- Sensibiliser à la réduction des déchets ;
- Etablir un niveau de services aux professionnels coordonné ;
- Valoriser la ressource biodéchets et lutter contre le gaspillage alimentaire ;
- Donner une seconde vie aux produits et objets.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019_CT2_683

Attribution d'une subvention à la ressourcerie Valtri pour l'année 2020

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets.

Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fonds de subvention spécifique et une convention cadre sur la base de laquelle sont versées ces subventions.

Cette convention cadre a été approuvée lors du Bureau Communautaire de la CPA du 26 septembre

2013, ajustée par délibérations des Bureaux communautaires des 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par délibération du Conseil de Territoire du 23 mars 2017. A titre informatif la convention cadre est annexée au présent rapport.

La convention cadre a été signée avec l'association VALTRI en 2015, pour une durée de cinq ans.

En 2019 VALTRI a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 32.000€ correspondant à un tonnage estimé réemployé de 391 tonnes et un taux de valorisation supérieur à 75%

Pour l'année 2020, période de novembre 2019 à octobre 2020, l'association VALTRI sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention de 32.000€ estimée sur la base des tonnages prévisionnels 2020.

Pour rappel, outre l'activité développée sur son site « Histoire sans fin » situé sur la commune de Venelles, l'association collecte des déchets potentiellement valorisables (meubles usagés, livres, objets...) sur des déchèteries du Territoire du Pays d'Aix : Venelles, Eguilles, les Pennes-Mirabeau et Aix-en-Provence.

Il est donc proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Oui/non
2020_00467	Ressourceries	VALTRI	Insertion	32.000 €	€	32.000 €	32.000 €	Non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_B433 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre

2013 approuvant la création d'un fonds de subvention à destination des structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;

- La délibération n°2015_B367 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'évolution du dispositif d'aides aux structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération 2015_B543 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant l'établissement d'une convention d'objectifs ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et

n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°2017_CT2_142 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 approuvant un avenant à la convention cadre du dispositif d'aides aux ressourceries ;
- La délibération n°2019_CT2_057 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 attribuant une subvention à l'association Valtri pour l'année 2019 et ajustement 2018 ;
- L'avis de la commission de Territoire Environnement Déchets du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'attribuer à l'association VALTRI une subvention d'un montant de 32.000€ pour l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association VALTRI de 32.000€ pour l'année 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires de 2020.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets - Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 7211.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 684

Attribution d'une subvention à la ressourcerie Elan Jouques pour l'année 2020

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets.

Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fonds de subvention spécifique et une convention cadre.

Cette convention cadre a été décidée au Bureau Communautaire du 26 septembre 2013, ajustée par délibération des Bureaux Communautaires des 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par délibération du Conseil de Territoire du 23 mars 2017.

La convention cadre a été signée avec l'association ELAN JOUQUES en 2017 pour une durée de cinq ans (à titre informatif la convention cadre est annexée au présent rapport).

En 2018 Elan Jouques a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 6.888€ pour un montant réalisé de 5.510€ correspondant à un tonnage réemployé de 5,10 tonnes et un taux de valorisation de 80 %.

En 2019 Elan Jouques a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 5.800€ pour un correspondant à un tonnage estimé réemployé de 8 tonnes et un taux de valorisation supérieur à 75%.

Pour l'année 2020, période de novembre 2019 à octobre 2020, l'association ELAN JOUQUES sollicite le Territoire du Pays d'Aix, pour l'attribution d'une subvention de 6.500€ estimée sur la base des tonnages prévisionnels 2020.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Oui/non
2020/00466	Ressourceries	ELAN JOUQUES	Insertion	5.800 €	€	6.500 €	6.500 €	Non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération 2013_B433 du Bureau Communautaire du 26 septembre 2013 approuvant la création d'un fonds de subvention à destination des structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération 2015_B367 du Bureau Communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'évolution du dispositif d'aides aux structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération 2017_CT2_142 du Conseil de Territoire du 23 mars 2017 approuvant l'évolution de la convention cadre du dispositif d'aides aux ressourceries positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération 2017_CT2_239 du Conseil de Territoire du 11 mai 2017 attribuant une subvention à l'association ELAN-JOUQUES pour l'année 2017 et approuvant la convention d'objectif;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'attribuer à l'association Elan Jouques une subvention de 6.500€ pour l'année 2020.

Délibère

Article 1:

Est attribuée une subvention à l'association Elan Jouques de 6.500€ pour l'année 2020 sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires de 2020.

Article 2 :

Madame le Président du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et toutes pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget annexe du Service Public d'Élimination des Déchets - Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 7211.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 685

Attribution d'une subvention à la ressourcerie De Fil en Aiguille pour l'année 2020

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets.

Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fond de subvention spécifique et une convention cadre.

Cette convention cadre a été décidée au Bureau Communautaire de la CPA du 26 septembre 2013, ajustée par délibération des Bureaux Communautaires des 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par délibération du Conseil de

Territoire du 23 mars 2017 (à titre informatif la convention cadre est annexée au présent rapport).

La convention cadre a été signée avec l'association de Fil en Aiguille en 2019 pour une durée de cinq ans.

En 2019, de Fil en Aiguille a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour un montant d'aide au démarrage de 3.000€ et d'aide au réemploi de 20.000€ correspondant à un tonnage estimé réemployé de 200 tonnes et un taux de valorisation supérieur à 75 %.

Pour l'année 2020, de novembre 2019 à octobre 2020, l'association de Fil en Aiguille sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention de 20.000€ estimée sur la base des tonnages prévisionnels 2020, estimé réemployé de 200 tonnes et un taux de valorisation supérieur à 75 %.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Quinon
2020/00630	Ressourceries	DE FIL EN AIGUILLES	Insertion	20.000 €	€	20.000 €	20.000 €	Non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération 2013_B433 du Bureau Communautaire du 26 septembre 2013 approuvant la création d'un fonds de subvention à destination des structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération 2015_B367 du Bureau Communautaire du 10 juillet 2015 approuvant l'évolution du dispositif d'aides aux structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération 2017_CT2_142 du Conseil de Territoire du 23 mars 2017 approuvant l'évolution de la convention cadre du dispositif d'aides aux ressourceries positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2019_CT2_138 du Conseil de Territoire du 21 mars 2019 et la délibération n°DEA 015-5684/19/BM du bureau de la Métropole du 28 mars 2019 approuvant la convention d'objectif et attribuant une subvention à l'association de Fil en Aiguille pour l'année 2019 et convention d'objectif;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'attribuer à l'association De Fil en Aiguille une subvention de 20.000€ pour l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association De Fil en Aiguille de 20.000€ pour l'année 2020 sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires de 2020 ;

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et toutes pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe du Service Public d'Élimination des déchets - Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 7211.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 686

Attribution de subvention à l'association Fédération Départementale des Foyers Ruraux pour l'année 2020

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets. Le développement du compostage et l'accompagnement dans cette pratique sont des actions importantes du futur Programme Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône souhaitent mettre en œuvre des actions de compostage sur leur site Croq'jardin à la Roque d'Anthéron. Pour l'année 2020, l'association sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, pour l'obtention d'une subvention d'un montant de 8.000 € pour sa plate-forme de compostage de proximité et l'acquisition d'un petit fermenteur.

1 – PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION DES FOYERS RURAUX DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Présentation générale

La Fédération d'animation et d'éducation populaire en milieu rural fédère 27 associations d'animations et de développement du milieu rural, soit près de 5 900 adhérents pour 50 communes rurales des Bouches-du-Rhône. La Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône (FDFR 13) mène depuis 70 ans une mission de « Tête de réseau » pour et avec les associations villageoises en développant les axes suivants :

- Développer des actions de partenariat avec les partenaires locaux et territoriaux,
- Créer au sein des villages un service de proximité de soutien aux projets de développement d'activités et d'emplois associatifs,
- Aider les structures associatives implantées en milieu rural à se professionnaliser, afin de développer de nouveaux services, de maintenir et pérenniser l'emploi.
- Favoriser les échanges entre des associations et des porteurs de projets locaux, favoriser la mutualisation des moyens et des ressources (techniques, humaines...).
- Contribuer à rendre le territoire rural attractif à travers le développement de services économiques, sociaux et culturels, dans un souci de meilleure adéquation avec les besoins des nouvelles populations.

Le budget prévisionnel général de l'association en intégrant les contributions volontaires est de 283.652 € pour l'année 2020.

Le site de Croq'jardin

La Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône a créé le site de croq'jardin il

y a une quinzaine d'années sur un espace d'un hectare sur la commune de la Roque d'Anthéron. L'association a développé en 2012 une plate-forme de compostage de proximité afin de valoriser les bio-déchets de producteurs locaux (habitants, commerçants, cuisines collectives de la Roque d'Anthéron).

Elle permet actuellement de traiter **19,5 tonnes de bio-déchets (données 2018) et 6 tonnes de déchets verts** d'agriculteurs en compost de qualité

biologique. Cette installation accueille du public pour des **ateliers de sensibilisation aux techniques de compostage et au jardinage écologique**. D'autre part, elle forme les **porteurs de projets et les référents de sites** souhaitant mettre en place des opérations de compostage sur leurs quartiers, sur leurs communes ou dans leurs établissements.

2 – DESCRIPTION DU PROJET 2020

Objectifs	Moyens humains	Moyens techniques	Calendrier	Résultats attendus
1/ Assurer la collecte et le traitement des points actuels de compostage	Un référent + services civiques	- Collecte 3 fois par semaine - Un véhicule de collecte - 8 bacs de 1000 litres « made in Croq'Jardin »	Toute l'année 52 semaines	19,5 tonnes de déchets compostés. Le compost produit est utilisé en amendement sur le jardin pédagogique
2/ Assurer le broyage des déchets verts de la commune et des agriculteurs partenaires	Un référent + services civiques	Location broyeur + aire de compostage méthode « Jean Pain »	Broyage d'automne et de printemps	- Éviter la mise à feu des branchages et des résidus de cultures - Valoriser en circuit court les déchets verts en compost - Faire la démonstration de l'utilité du compost de déchets verts - Pour améliorer la qualité physique du sol
3/ Développer les formations professionnelles	Un formateur certifié maître composteur	Un site parfaitement équipé	Plusieurs modules à programmer sur l'année	Formation d'agents de collectivités sur le Territoire de la Métropole et du département pour améliorer leurs compétences en terme de gestion

				intégrée des déchets verts et technique de compostage des biodéchets
4/ Accueillir et informer le public (500 personnes/an) les porteurs de projets (environ 50 personnes /an) sur les techniques de compostage sur l'aire pédagogique de compostage- mise en place d'un petit fermenteur de 3,4 m³ pour une production de biogaz qui alimentera la cuisinière de la table d'hôte	Cent jours comptabilisés pour l'accueil et l'information sur les techniques de compostage et le jardinage biologique	Un jardin productif entièrement équipé et entretenu selon les techniques agro-écologiques	De mars à novembre (ouverture du jardin au public) Plusieurs week end portes ouvertes et animations	Apporter une information de qualité aux personnes et aux porteurs de projets pour démarrer ou améliorer leurs techniques ou opérations de compostage. Le petit fermenteur pédagogique permettra d'expliquer comment produire du biogaz à partir de déchets fermentescibles.

3 - PLAN DE FINANCEMENT

DÉPENSES		RECETTES	
Charges directes		Ressources propres	
Achats - 60		Vente formations	408 €
Achat matières et fournitures action : - Fournitures entretien et équipement	3.000 €		
Autres fournitures : carburant jardin	200 €		
Services extérieurs - 61			
Location terrain et garage Croq jardin	1.200 €		
Assurances	232 €		
Autres Services extérieurs - 62		Département	4.000 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	5.000 €		
Services bancaires, autres	141 €	Métropole Aix Marseille Provence Territoire du Pays d'Aix	8.000 €
Charges indirectes			
Fournitures administratives	25 €		
Location copieur	131 €		
Eau Energie	95 €		
Location siège FD	80 €		
Crédit bail standard	42 €		
Entretien des locaux	35 €		

Assurances locaux	35 €		
Personnel extérieur	1.728 €		
Honoraires C.A.C / Expert comptable	210 €		
Déplacements Elus FD	40 €		
Mission Réception – CA/Bureaux/AG	105 €		
Téléphone / Internet	81 €		
Affranchissement	15 €		
Services bancaires	13 €		
TOTAL CHARGES	12.408 €	TOTAL RECETTES	12.408 €

Emplois des contributions volontaires en nature	2.000	Contributions volontaires en nature	2.000
---	-------	-------------------------------------	-------

L'association de La Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention de 8.000 €.

4 - MODALITÉ DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande de l'association ;
- le solde (soit 20%) sera versé sur production des comptes annuels de l'association.

Les comptes annuels comportent la signature du représentant de l'association.

Le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'association et par le comptable public qui

certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier précité : En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention. En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

Il est donc proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention n° N-1	Budget global de l'action	Subvention n° sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Ouhon
2020-00478	Prévention des déchets : compostage	Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône	Compostage	7.000 €	12.400€	8.000€	8.000 €	non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole,
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'attribuer une subvention à l'association ZERO WASTE PROVENCE pour l'année 2020 au titre de l'action n°2 « mon marché sans déchets » et de l'action n°3 « Mise en place d'une vaisselle consignée et partagée pour des événements ».

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association Fédération Départementale des Foyers ruraux des Bouches-du-Rhône d'un montant de 8.000 € pour l'année 2020, sous réserve de l'adoption du budget

principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires de 2020.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre : 65, nature : 65 748, fonction : 72 11.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 687

Attribution d'une subvention à l'association Zéro Waste Provence pour l'année 2020

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole a approuvé les axes principaux du schéma métropolitain de gestion des déchets dans une délibération lors du conseil du 19 octobre 2017. Ce schéma intègre les 4 axes ci-dessous pour la prévention & économie circulaire :

1. Établir un niveau de service aux professionnels coordonné sur l'ensemble des territoires avec mise en place de la redevance spéciale;
2. Favoriser la gestion de proximité des biodéchets;
3. Développer le réemploi, la réparation et la réutilisation;
4. Sensibiliser à la réduction des déchets, à l'économie circulaire et accompagner des démarches transversales et innovantes.

Le Plan National de Prévention des Déchets (PNPD) fixe les objectifs et les mesures en matière de prévention des déchets sur la période 2014-2020 et plus précisément en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire. Ce plan est renforcé par la loi n°2015-992 « transition énergétique pour la croissance verte » du 17 août 2015. En complément, le gouvernement a signé le 24 avril 2017 le deuxième Pacte National de Lutte contre le gaspillage alimentaire, pour une durée de 3 ans (2017-2020). L'objectif de ce dernier étant de réduire de moitié au niveau national le gaspillage à horizon 2025.

Afin de répondre aux enjeux de lutte contre le gaspillage alimentaire, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé également par délibération n°2017_CT2_517 du Conseil de Territoire du 29 novembre 2017 dans un plan d'actions.

L'association « Zéro Waste Provence » a pour objet, à l'échelle territoriale des Bouches-du-Rhône de promouvoir par tous les moyens la démarche zéro déchet et zéro gaspillage alimentaire.

L'ensemble de ses actions vise à prévenir et réduire la quantité et la toxicité des déchets de toutes sortes.

Fin 2018, le Territoire du Pays d'Aix a attribué une subvention de 1.000 euros ainsi que 75 cabas (don en nature), à Zéro Waste Provence afin de les accompagner dans le lancement d'une double action visant à réduire les déchets :

- 1/ Sensibiliser les commerçants « maraîchers et forains » à la démarche « zéro déchets » dans le cadre de leur activité commerciale.
- 2/ Sensibiliser la clientèle à l'achat en vrac dans leurs propres contenants (cabas, sacs à vrac et bocaux).

Par ailleurs, l'association a mis en place une cartographie des commerçants du pays d'Aix œuvrant à l'accueil « zéro déchets » des clients. Zéro Waste Provence souhaite développer cette cartographie (

<http://zerowasteprovence.wixsite.com/zerowasteprovence/cartographie>)

Pour se faire, l'association est allée à la rencontre des maraîchers, des forains et des clients des marchés d'Aix-en-Provence. Les bénévoles ont sensibilisé à plusieurs reprises les commerçants et les clients à la réduction des déchets et à la lutte contre le gaspillage alimentaire.

A titre d'exemples : Février 2019 stand sur le marché d'Aix-en-Provence, le 25 mai 2019-organisation d'un stand sur le marché du Jas de Bouffan avec un flashmob, ou encore un apéro « zéro déchets » au café culturel et citoyen en juin 2019.

Pour l'année 2020, l'association sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'organisation de 3 actions :

Action n°1 : « zéro déchets-zéro gaspillage » sur 16 écoles du pays d'Aix :

Sensibiliser et initier les enfants de ces écoles en proposant des ateliers d'activités ludiques et informatives sur les déchets et la prévention des déchets.

Action n°2 : Développer l'action « mon marché sans déchets » sur les marchés d'Encagnane et du centre ville d'Aix-en-Provence.

Pour appuyer l'action mise en place sur 2019, en 2020, l'association souhaite renforcer sa démarche auprès des forains avec la signature d'une charte d'engagement vers une démarche « zéro déchets, zéro gaspillage » en se basant sur 5 marchands pilotes pour chaque marché. Un accompagnement individualisé sur la réduction des déchets, comportant 3 visites, sera réalisé avec ces pilotes. Ce suivi permettra de mettre en évidence, les besoins, les contraintes, les nécessités de stockage, des préconisations. Un bilan sera effectué après 3 semaines de mise en place. Les clients seront également à nouveau sensibilisés sur l'achat éco-responsable et à la lutte contre le gaspillage alimentaire lors de la tenue de stands avec la distribution de kits comprenant, un cabas, deux bocaux, 2 sacs à vrac en tissus fabriqués en Provence.

Action n°3 : Mise en place d'une vaisselle consignée et partagée pour des événements festifs « zéro déchets, zéro gaspillage » en Pays d'Aix.

L'objectif de cette action est la constitution d'un lot de vaisselle (assiettes, verres, couverts acquis auprès des ressourceries) qui sera à disposition des particuliers, associations adhérents de « zéro waste Provence » lors de leurs manifestations. Le but est de faciliter la transition vers une vaisselle réutilisable lors de l'interdiction en 2020 de l'utilisation de la vaisselle à usage unique.

Afin de réaliser ces 3 opérations l'association sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour une subvention d'un montant total de 5.485 €.

Par ailleurs dans le cadre de la réalisation de l'action n°2, l'association sollicite d'obtention de 100 cabas

en toile de jute de la part du Territoire du Pays d'Aix (équivalant à un montant de 240 € TTC).

Concernant l'action n°1 : « zéro déchets-zéro gaspillage » sur 16 écoles du pays d'Aix

N° GU	Manifestation/ action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global l'action	Subvention de sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2020_00584	Sensibilisation auprès des écoles	Zéro Waste Provence	Réduction des déchets	-	3 309 €	2 269 €	0	Non

Centre Permanent d'Initiative à l'Environnement du Pays d'Aix (CPIE). Une aide ne peut donc être attribuée sur cette thématique.

Il est proposé de ne pas répondre favorablement à cette demande de subvention. En effet, l'éducation à l'environnement est une compétence pilotée par le Territoire du pays d'Aix. A ce titre un marché d'éducation à l'environnement est en cours avec le

Concernant l'action n°2 : « mon marché sans déchets »

N° GU	Manifestation/ action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global l'action	Subvention de sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2020_00585	Sensibilisation auprès des forains des marchés et des clients	Zéro Waste Provence	Réduction des déchets	1 000	3 780	2 900	2 900	Non

demande en nature de 100 cabas en toile de jute correspondant à un montant de 240 €.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention. En complément il est proposé également de répondre favorablement à la

Concernant l'action n°3 : Mise en place d'une vaisselle consignée et partagée pour des événements festifs

N° GU	Manifestation/ action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global l'action	Subvention de sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2020_00586	Sensibilisation auprès des forains des marchés et des clients	Zéro Waste Provence	Réduction des déchets	-	416	316	316	Non

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention.

Par ailleurs, l'association sollicite une aide d'investissement de 500€ pour l'acquisition d'un ordinateur et d'un vidéo projecteur reconditionnés.

N° GU	Manifestation/ action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global l'action	Subvention de sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs ouïhon
	Sensibilisation auprès des forains des marchés et des clients	Zéro Waste Provence	Réduction des déchets	—	700	500	0	Non

Il est proposé de ne pas répondre favorablement à cette demande de subvention. En effet, cette demande n'entre pas dans le champ de compétence de la politique « déchets » du Territoire du Pays d'Aix.

Modalités de versement :

La subvention d'un montant inférieure à 5 000 € fera l'objet d'un versement unique avec un contrôle à posteriori. L'association sera tenue de produire le compte rendu financier et un bilan de l'action dès son achèvement. Dans le cas contraire l'association devra reverser à la Métropole le montant de la subvention obtenue.

Le règlement budgétaire et financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence précise que, dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention attribuée sera révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fera alors l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Métropole en cas de trop-perçu.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2019.

Ouï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'attribuer une subvention à l'association ZERO WASTE PROVENCE pour l'année 2020 au titre de l'action n°2 « mon marché sans déchets » et de l'action n°3 « Mise en place d'une vaisselle consignée et partagée pour des événements ».

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 3.216 € à l'association ZERO WASTE PROVENCE pour l'année 2020 au titre de l'action n°2 « mon marché sans déchets » (2 900 € complété par un don de 100 cabas) et de l'action n°3 « Mise en place d'une vaisselle consignée et partagée pour des événements » (316 €), sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires 2020.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets - Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : Chapitre 65, nature 65 748, fonction 7211.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 688

Attribution d'une subvention à la ressourcerie Evolio pour l'année 2020

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets.

Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur

émergence en mettant en place un fond de subvention spécifique et une convention cadre, sur la base de laquelle sont versées ces subventions.

Cette convention cadre a été approuvée lors du Bureau Communautaire du 26 septembre 2013, ajustée par délibérations des Bureaux communautaires des 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par délibération du Conseil de Territoire du 23 mars 2017. A titre informatif la convention cadre est annexée au présent rapport.

La convention cadre a été signée avec l'association EVOLIO en 2015 pour une durée de cinq ans.

En 2019, EVOLIO a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 7.000 € sur la base d'un prévisionnel de 20 tonnes réemployées et valorisées (sup à 75%)

Pour l'année 2020, correspondant à la période de novembre 2019 à octobre 2020, l'association EVOLIO sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention de 10.000 € estimée sur la base des tonnages prévisionnels 2020, réemployés (50 tonnes) et valorisés (sup à 75%).

Il est proposé au titre du Territoire du Pays d'Aix de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Ouïnon
2020/00648	Ressourceries	EVOLIO	Insertion	7.000€	€	10.000 €	10.000 €	Non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 2013_B433 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 approuvant la création d'un fonds de subvention à destination des structures de

réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;

- La délibération 2015_B367 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'évolution du dispositif d'aides aux structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix
- La délibération 2015_B544 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant l'établissement d'une convention d'objectifs ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°2017_CT2_142 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 approuvant l'évolution de la convention cadre du dispositif d'aides aux ressourceries positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2019_CT2_058 du 27 février 2019 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix attribuant une subvention à l'association Evolio pour l'année 2019 ;
- L'avis de la commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'attribuer à l'association EVOLIO une subvention de 10.000€ pour l'activité 2020.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association EVOLIO de 10.000€ pour l'année 2020 sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires de 2020.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget annexe du Service Public d'Élimination des Déchets - Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 7211.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 689

Renouvellement des conventions de mise à disposition de locaux communaux et de réalisation de prestations associées à la compétence collecte des déchets ménagers entre le Territoire du Pays d'Aix et les communes de Bouc-Bel-Air, Gardanne, Gréasque, Meyrargues, Mimet, Peynier, Rousset, Simiane-Collongue et Vauvenargues

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le présent rapport concerne le renouvellement des conventions relatives à la réalisation de prestations associées à la compétence collecte des déchets ménagers entre la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix et les communes de Bouc-Bel-Air, Gardanne, Gréasque, Meyrargues, Mimet, Peynier, Rousset, Simiane-Collongue, Vauvenargues et à la mise à disposition de locaux communaux de la commune de Gréasque pour les équipes de la régie de collecte.

Les conventions de gestion ont pour objet de permettre la rémunération des communes assurant certaines prestations annexes au service de collecte des déchets ménagers à la place du Territoire du Pays d'Aix.

Les communes de concernées sont Bouc-Bel-Air, Gardanne, Gréasque, Meyrargues, Mimet, Peynier, Rousset, Simiane-Collongue et Vauvenargues. À noter que pour la commune de Gréasque, deux conventions distinctes sont identifiées, une pour les prestataires et une pour la mise à disposition de locaux.

Pour la compétence des déchets et les prestations annexes à la collecte des déchets ménagers, ces prestations peuvent couvrir les domaines suivants :

- Distribution de sacs poubelles et sacs déchets verts,
- Collecte des déchets encombrants,
- Évacuation des déchets des marchés,
- Mise à disposition de locaux communaux pour les équipes de la régie de collecte.

Les conventions actuelles, conclues pour une durée maximale de trois années, arrivent à leur terme le 31 décembre 2019.

Il est proposé en accord avec les communes concernées de renouveler les conventions de gestion pour Bouc-Bel-Air, Gardanne, Gréasque, Meyrargues, Mimet, Peynier, Rousset, Simiane-Collongue et Vauvenargues à compter du 1^{er} janvier 2020 pour une durée d'un an renouvelable deux fois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2016_CT2_259 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 novembre 2016, approuvant le renouvellement des conventions de gestion pour les communes de Bouc-Bel-Air, Gardanne, Gréasque, Meyrargues, Mimet, Peynier, Rousset, Simiane-Collongue et Vauvenargues ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir des conventions de gestion relatives à la réalisation de prestations associées à la compétence collecte des déchets ménagers pour le compte du Territoire du Pays d'Aix par les communes de Bouc-Bel-Air, Gardanne, Gréasque, Meyrargues, Mimet, Peynier, Rousset, Simiane-Collongue, Vauvenargues et à la mise à disposition de locaux communaux par la commune de Gréasque pour les équipes de la régie de collecte du Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Il est décidé de procéder au renouvellement des conventions relatives à la réalisation de prestations associées à la compétence collecte des déchets ménagers entre le Territoire du Pays d'Aix et les communes de Bouc-Bel-Air, Gardanne, Gréasque, Meyrargues, Mimet, Peynier, Rousset, Simiane-Collongue, Vauvenargues et à la mise à disposition de locaux communaux par la commune de Gréasque pour les équipes de la régie de collecte du Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Sont approuvés les termes des conventions ci-annexées.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 62875, fonction 7212.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 690

Convention de partenariat entre le Territoire du Pays d'Aix et la société Pellenc ST pour l'expérimentation d'un dispositif de collecte innovante pour le tri sélectif

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La collecte sélective des emballages et papiers est un axe de travail important de la compétence Prévention et Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés.

Chaque année, ce sont de l'ordre de 20.000 tonnes (environ 50kg/hab/an) d'emballages et de papiers qui sont collectées auprès des habitants du Territoire du Pays d'Aix.

Pour améliorer la performance des collectes sélectives et obtenir ces résultats, un ensemble d'actions a été mené afin d'améliorer la desserte des foyers (développement des circuits de collecte), de fournir aux foyers les outils nécessaires au tri (dotation en bacs, colonnes, supports d'information) d'accompagner les habitants en terme d'information (campagne d'information, création d'application smartphone, participation à certaines manifestations,...).

Les derniers objectifs réglementaires en matière de valorisation, repris dans le cadre du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets et mis à jour dans la Loi pour l'Économie Circulaire, nous poussent à améliorer encore ces résultats.

Au-delà de la simplification du geste de tri et l'extension des consignes de tri sur de nouvelles matières plastiques (qui pourra se mettre en place dès que nous aurons accès à un centre de tri adapté) ; la loi et le Plan Régional incitent au développement de systèmes de collecte innovants permettant de mobiliser les usagers au-delà du geste effectué aujourd'hui.

La consigne (pour recyclage et valorisation et non pour réemploi) est un des leviers envisagé par le législateur afin de motiver les usagers au recyclage des emballages.

Le principe, à priori simple, est de récompenser l'utilisateur apportant ses déchets d'emballages au point de collecte pour recyclage.

Différents systèmes de collecte incitatifs sont en cours de test sur le Territoire National.

Le principe retenu en général est la mise à disposition d'une machine, par un entrepreneur privé ; sur un supermarché, par exemple. L'utilisateur apportant ses emballages est alors « récompensé », le plus souvent, en bon d'achat utilisables dans le supermarché.

Le point positif d'un tel système est de rechercher à motiver les usagers au bon geste et donc à réduire la quantité de déchets recyclables résiduels dans les ordures ménagères et donc enfouis sur le site de l'Arbois.

Le point de vigilance est le risque d'incitation à une surconsommation d'emballages mais également de déséquilibre à venir entre les quantités apportées « contre rémunération » sur ces dispositifs privés (B to B) et les quantités apportées « sans rémunération » dans les bacs et colonnes mis en place et collectés par le service public.

En effet, il faut rappeler que les équilibres financiers du budget annexe des déchets tient compte de la

rémunération sur les performances de tri et de recettes des ventes des emballages et des papiers. Priver la collectivité de ces recettes et retirer les tonnages correspondants risquent de déséquilibrer tant l'organisation des collectes que les équilibres financiers actuels.

La loi imposant la mise en œuvre de tels dispositifs dits de « consigne », l'intérêt pour notre Territoire est d'anticiper et de pouvoir expérimenter, tant les avantages que les points de vigilance sur de tels process.

Par ailleurs, la Société PELLENC ST, disposant d'un savoir faire reconnu dans le domaine du tri intelligent et connecté pour le traitement des déchets et l'industrie du recyclage, titulaire de plusieurs brevets, a développé un prototype d'automate de consignes.

Ce prototype et son expérimentation, portés par l'entreprise PELLENC ST ont été retenus par CITEO (éco-organisme des papiers et des emballages) dans le cadre d'un AMI (Appel à Manifestation d'Intérêt) le 20 juin 2019.

Pour permettre d'expérimenter son prototype, la Société PELLENC ST s'est rapprochée du Pays d'Aix afin d'établir une convention permettant de coordonner les actions des différentes parties intéressées.

L'objet de la présente délibération est de valider la convention de partenariat entre le Territoire et PELLENC ST pour lancer cette expérimentation.

La présente convention reprend les obligations de chaque partie et fixe les conditions de la participation du Territoire. La participation financière du Territoire à l'expérimentation concernera les services de transport et de stockage et s'élèvent à 400 €/HT/tonne recyclée. De ce montant, seront déduits les recettes de vente des matériaux triés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de partenariat entre le Territoire du Pays d'Aix et PELLENC ST.

Délibère

Article 1 :

Acte du principe de l'expérimentation d'un dispositif de collecte innovante sur le Territoire du Pays d'Aix et de la mise en œuvre du prototype développé par la société PELLENC ST retenu dans le cadre de l'AMI lancé par CITEO.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 011, imputation 611, fonction 7212.

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 70, imputation 70688, fonction 7212.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	63
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	63
Majorité absolue	32
Pour	63
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Risques majeurs

2019 CT2 691

Attribution d'une subvention à l'association Commission Locale d'Information de Cadarache pour une action de communication en 2020 et approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de la circulaire du 15 décembre 1981, des Commissions Locales d'Information ont été mises en place, à l'initiative des Conseils Généraux, autour de la plupart des installations nucléaires.

La loi du 13 juin 2006, relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, a conforté l'existence de ces CLI départementales en leur donnant un statut législatif. Ces Commissions Locales d'Information sont chargées d'une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière de sécurité nucléaire, de radioprotection et d'impact des activités nucléaires sur les personnes et l'environnement pour ce qui concerne les installations des sites. Les Commissions Locales d'Information doivent assurer une large diffusion des résultats de leurs travaux sous une forme accessible au plus grand nombre.

La loi confirme que la création des CLI incombe au Président du Conseil Départemental. Les Commissions Locales d'Information comprennent, entre autres, des représentants des Conseils Départementaux, des Conseils Municipaux et ou des Assemblées délibérantes des groupements de communes ainsi que des personnes qualifiées, des représentants d'associations de protection de l'environnement, de syndicats de professions médicales et des intérêts économiques.

La CLI Cadarache a été instituée pour représenter les établissements du CEA de Cadarache (sis sur la commune de Saint Paul-Lez-Durance), d'ITER, à la suite de la fusion avec la CLI ITER en 2014 (sis sur la commune de Saint Paul-Lez-Durance) et de Gammaster (sis sur la commune de Marseille).

La CLI, comme elle le fait depuis 2009 auprès des Établissements Publics qui accueillent sur leur territoire les installations dont elle a le suivi, sollicite au titre de l'année 2020 une subvention de 10.000€ auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant prévisionnel de l'action de 84.000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2006-286 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire notamment son article 22 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux Commissions Locales d'Information auprès des Installations Nucléaires de Base ; l'arrêté pris par le Conseil Général des Bouches du Rhône du 30 avril 2009 portant modification de la CLI Cadarache ;
- La circulaire du 15 décembre 1981 relative à la mise en place des Commissions Locales d'information ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de transparence et d'information autour des installations nucléaires auprès des institutions et de la population.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10.000 € (dix mille euros), répartie comme suit :

- 8.000 euros sur le budget État spécial du Territoire du Pays d'Aix (n° GU 2020_00116),
- 2.000 euros sur le budget État spécial du Territoire de Marseille Provence (n° GU 2020_00115).

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'attribution de la subvention à la CLI Cadarache.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention jointe et tout document y afférent.

Article 4 :

Sous réserve de l'adoption du budget principal métropolitain et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, les crédits nécessaires sont inscrits
- pour 8.000 € sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix 2020 en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748 - fonction 020 ;
- pour 2.000 € sur l'État Spécial du Territoire de Marseille Provence 2020 en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 692

AVIS- Approbation d'une convention cadre relative aux modalités de rétrocession d'un point d'eau incendie privé en vue de son intégration dans le service public de défense extérieure contre l'incendie sur le territoire métropolitain

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) depuis le 1er janvier 2016.

Le transfert de cette compétence initialement détenue par les communes a été accompagné du transfert d'un grand nombre d'équipements

notamment les Point d'Eaux Incendie (PEI) et leurs branchements.

Les Points d'Eau Incendie sont constitués d'ouvrages publics ou privés utilisables en permanence par les services d'incendie et de secours.

Le parc d'équipements est amené à évoluer en fonction de l'urbanisation, de sa densification et de l'usage des sols dès lors qu'un nouveau bâtiment est construit.

La Métropole assure majoritairement la gestion du parc des PEI présents sur son territoire. Cependant, certains PEI appartiennent à des propriétaires privés. Afin d'optimiser leur gestion, de favoriser la mutualisation des équipements et d'améliorer le service public DECI, il convient de conclure une convention de rétrocession des PEI afin d'intégrer ces équipements dans le service public DECI.

Cependant, cette rétrocession ne peut être envisagée que si le PEI et son branchement sont implantés sur le domaine public, ce qui limite notablement le nombre de cas où cette procédure peut être appliquée. La rétrocession du point d'eau incendie, du branchement et, le cas échéant, du tréfonds supportant l'équipement rétrocedé, est accordée à titre gracieux. Après rétrocession, la Métropole assure la gestion de cet équipement au même titre que les autres PEI

- Propriété et statut des PEI :

Nature de l'équipement :

Un équipement DECI doit être considéré dans sa globalité avec :

- Le Point d'Eau Incendie (PEI) qui désigne de façon générique, un poteau incendie, une bouche incendie ou plus rarement, un ouvrage de stockage ou de puisage d'eau. Il s'agit de la partie visible de l'équipement pouvant être installée sur le domaine public ou privé ;
- Le branchement qui désigne la partie de réseau reliant le réseau d'eau (public ou privé) et le PEI. Il s'agit d'une partie non visible pouvant être installée sous le domaine public ou privé.

Propriété et statut d'un équipement

La qualification de PEI privé ou de PEI public n'est pas systématiquement liée :

- à sa localisation : un PEI public peut être localisé sur un terrain privé ;
- à son propriétaire : des ouvrages privés peuvent être intégrés aux PEI publics sans perdre la qualification de leur propriété. Ils sont pris en charge par le service public de la DECI pour ce qui relève de l'utilisation de ce point d'eau à cette fin. Cette qualification modifie la charge des dépenses et les responsabilités afférentes et non l'usage.

Suivant sa fonction, le statut d'un PEI peut être :

Public (intégré au service public de DECI), lorsqu'il permet la desserte en eau d'extinction

d'incendie de bâtiments (publics ou privés) accessibles directement depuis le domaine public ;

Privé, lorsqu'il permet la desserte en eau d'extinction d'incendie :

- de bâtiments privés, le PEI étant implanté au sein d'un périmètre privé ;
- de bâtiments ou d'ouvrages privés (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, bâtiment agricole) ;
- d'ouvrages particuliers (quais, tunnels).

Le parc d'équipements présents sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé d'environ 24.000 PEI.

Celui-ci est majoritairement géré par la Métropole dont le parc d'équipements est de l'ordre de 21.000 PEI de statut public.

En complément, les 3000 PEI sont gérés par des propriétaires privés avec un statut privé.

- Modification du mode de gestion des PEI privés :

Objectif d'une convention-cadre :

Afin d'améliorer localement la couverture du service public DECI, il peut être envisagé de modifier le mode de gestion d'un PEI privé.

Sous réserve de conditions administratives et techniques, il est envisageable qu'un PEI soit financé par une personne privée, puis rétrocedé dans le parc d'équipements métropolitains en vue de son intégration dans le service public DECI ;

Chaque modification du mode de gestion d'un PEI nécessite une délibération. Aussi, afin d'alléger les procédures administratives, raccourcir le délai d'instruction d'une demande et établir un cadre clair sur les différentes procédures, une convention-cadre a été envisagée.

Ledit projet de convention-cadre a pour finalité d'établir un cadre administratif permettant de simplifier les modifications de gestion de ces équipements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver une convention cadre relative à la rétrocession de Points d'Eau Incendie privés en vue de l'intégration de ces équipements dans le service public DECI.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre, ci-annexée, relative à la rétrocession de Points d'Eau Incendie privés en vue de l'intégration de ces équipements dans le service public DECI.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets des six Conseils de Territoire :

Conseil de Territoire	Programme	Opération	Autorisation Programme	Estimation
Marseille Provence	18	2019103200	191183 BP	6 000 euros
Pays d'Aix	19	DI908	DI909	4 500 euros
Pays Salonais	18	2018301600	183180 BP	3 000 euros
Pays d'Aubagne	18	2019401700	184183 BP	3 000 euros
Istres Ouest Provence	18	2018500500	185183 BP	3 000 euros
Pays de Martigues	18	2018610300	186183 BP	3 000 euros

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	0
Contre	62
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

L'assemblée à l'unanimité

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

L'assemblée à l'unanimité

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis défavorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Eau et assainissement

2019 CT2 693

Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/1002 pour la réalisation par la commune de Peynier d'équipements en matière d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales relatifs au projet urbain partenarial Sainte-Anne

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeureront de la compétence de la commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé le 28 juin 2018, par délibération n°FAG 001-3879/18/BM, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Peynier portant sur l'opération de réalisation des équipements en matière d'eau potable, d'assainissement et de pluvial relatifs au projet urbain partenarial (PUP) Sainte-Anne. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 229.400,00€HT, soit 275.280,00€TTC répartis comme suit :

- pour la compétence eau potable, 47.000,00€HT, soit 56.400,00€TTC,
- pour la compétence assainissement, 71.200,00€HT, soit 85.440,00€TTC,
- pour la compétence eaux pluviales, 111.200,00€HT, soit 133.440,00€TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage initiale au bénéfice de la Commune de Peynier.

En effet, les évolutions du projet ont entraîné des modifications conséquentes sur les réseaux d'eau potable, d'assainissement et d'eaux pluviales à réaliser :

- concernant l'eau potable, les diagnostics préalables des réseaux existants ont conduit la collectivité à prévoir le renouvellement d'un linéaire plus important ;
- concernant les réseaux d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales une recherche de fiabilité d'exploitation a amené à approfondir les réseaux pour collecter les eaux usées uniquement de façon gravitaire, et à préconiser un tracé qui passe uniquement en domaine public.

Enfin, cet avenant permet aussi de corriger une erreur matérielle d'affectation des montants concernant la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI), initialement imputées sur l'enveloppe eau potable.

L'enveloppe globale de la convention est ainsi portée de 229.400€HT à 413.226€HT, soit une augmentation globale de 80%, répartis comme suit :

- une augmentation de 51% pour la compétence eau potable, portée à 71.045€HT, soit 85.254,00€TTC,
- une augmentation de 105% pour la compétence assainissement, portée à 145.863€HT, soit 175.035,60€TTC,
- une augmentation de 71% pour la compétence eaux pluviales, portée à 190.218€HT, soit 228.261,60€TTC,

- une enveloppe portée à 6.100€HT, soit 7.320,00€TTC pour la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 001-3879/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 portant approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Peynier ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/1002 pour la réalisation, par la commune de Peynier, d'équipements en matière d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales relatifs au projet urbain partenarial Sainte-Anne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/1002 pour la réalisation, par la commune de Peynier, d'équipements en matière d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales relatifs au projet urbain partenarial Sainte-Anne,

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour les exercices 2019 et 2020 sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909,
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI908.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 694

Approbation de l'avenant n°3 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° 18/0062 pour la réalisation d'opérations de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des

opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations dont la maîtrise d'œuvre était engagée dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau, de l'assainissement des eaux usées et de l'assainissement pluvial, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage portant sur diverses opérations de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 1.611.146,69€HT, soit 1.633.376,03€TTC sans précision sur la répartition entre les différentes compétences.

Ensuite, par délibération n°FAG 022-4726/18/BM du 13 décembre 2018, le Bureau Métropolitain a approuvé un premier avenant à cette convention afin de mettre à jour les opérations réellement concernées par le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ainsi que d'établir la répartition des dépenses entre les compétences : Eau potable, Assainissement et Pluvial. Ce premier avenant portait l'enveloppe globale des travaux à :

- 64.535€HT, soit 77.442,00€TTC pour la compétence eau potable,
- 612.804,00€HT, soit 735.364,80€TTC pour la compétence assainissement,
- 144.502,00€HT, soit 173.402,40€TTC pour la compétence eaux pluviales.

Enfin, par délibération n° DEA 004-6179/19/BM du 20 juin 2019, le Bureau Métropolitain a approuvé un deuxième avenant à cette convention afin de corriger une erreur matérielle sur l'opération de travaux n°3 portant sur les extensions des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur la RD368. Cet avenant a modifié uniquement l'enveloppe des travaux du budget assainissement :

- le montant affecté à cette compétence assainissement fut ainsi porté de 612.804,00€HT, soit 735.364,80€TTC à 658.828,00€HT, soit 790.593,60€TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un nouvel avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'opération de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau.

En effet, concernant l'opération n°2 portant sur la phase de l'extension du réseau d'assainissement des eaux usées Chemin du Pas de la Mue, l'enveloppe indiquée dans la convention avait été établie en phase avant-projet et omettait certaines prestations connexes : les essais d'étanchéité et de compactage préalables à la réception des réseaux, la coordination Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs.

Il convient donc d'adapter l'enveloppe de la convention pour prendre en compte :

- le montant du marché de travaux, notifié à un montant supérieur à l'estimation initiale,
- les prestations connexes manquantes : essais d'étanchéité et de compactage préalables à la réception des réseaux et coordination Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs.

L'enveloppe globale de la convention est ainsi portée de 867.865,00€HT, soit 1.041.438,00€TTC à 895.938,00€HT, soit 1.075.125,60€TTC, soit une augmentation globale de 3,2%, impactant uniquement l'enveloppe de la compétence assainissement :

- le montant affecté à la compétence assainissement est porté de 658.828,00€HT, soit 790.593,60€TTC à 686.901,00€HT, soit 824.281,20€TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération n°FAG 017-3020/17/BM du Bureau de Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°FAG 022-4726/18/BM du Bureau de Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'opérations de travaux dans le domaine de l'eau et l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEA 004-6179/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation de l'avenant n°2 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'opération de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant n°3 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0062 pour la réalisation d'opération de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3, ci annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0062 pour la réalisation d'opération de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits, pour l'exercice 2020, sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531 ;
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 695

Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°17/1419 pour la réalisation par la commune de Trets de travaux pour l'extension, la réfection ou l'aménagement d'infrastructures d'eau et d'assainissement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux demeurant de la compétence de la Commune, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens

de l'article L2422-1 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 a approuvé par une délibération n° FAG 017-3020/17/BM une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la commune de Trets, de travaux pour l'extension, la réfection ou l'aménagement d'infrastructures d'eau et d'assainissement.

Cette convention porte sur quatre opérations dont les opérations 1 et 2 sont directement liées au programme de travaux de voirie de la commune. La convention initiale était basée sur une programmation prévisionnelle tenant compte des éléments connus à sa date d'établissement. La Commune a fait évoluer cette programmation pour l'adapter aux contraintes rencontrées en cours de chantier.

Il convient donc d'ajuster la répartition des montants entre les compétences eau et assainissement afin de les mettre en cohérence avec les besoins liés à cette programmation.

Cet avenant est sans effet sur l'enveloppe globale à la charge de la Métropole, qui demeure à 1.018.346,67€HT, soit 1.222.016,00€TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 017-3020/19/BM du 14 décembre 2017 portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la commune de Trets, de travaux pour l'extension, la réfection ou l'aménagement d'infrastructures d'eau et d'assainissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la commune de Trets, de travaux pour l'extension, la réfection ou l'aménagement d'infrastructures d'eau et d'assainissement.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, en section d'investissement : opération budgétaire 10, nature 21531 ;
- le Budget annexe de l'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 696

Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée n°18/0852 pour la réalisation par la commune de Beaurecueil de travaux de réfection du réseau d'eau potable et la reprise de branchements Chemin de la Calotte

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations dont la maîtrise d'œuvre était engagée dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-5 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par délibération n° FAG 002-3665/18/BM du 18 mai 2018, une convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée (MOD) avec la commune de Beaurecueil, fondée sur les dispositions de l'article L2422-5 du Code de la Commande Publique relatif à l'organisation de la maîtrise d'ouvrage.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour objet d'ajuster l'enveloppe affectée à l'opération en modifiant l'annexe financière à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°18/0852 pour la réalisation par la commune de Beaurecueil de travaux de réfection

du réseau d'eau potable et la reprise de branchements chemin de la Calotte.

En effet, la convention initiale était basée sur une estimation de coût au stade avant-projet du maître d'œuvre. Le marché de travaux a été notifié à un coût légèrement supérieur à l'estimation.

Il convient donc d'ajuster l'enveloppe aux dépenses réellement constatées, déduction faite des coûts supportés par la Commune avant le transfert de la compétence Eau potable.

L'enveloppe de l'opération est ainsi portée de 48.286€HT, soit 57.943,20€TTC à 54.701,60€HT, soit 65.641,92€TTC, représentant une augmentation de 13,3% par rapport à la convention initiale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 portant approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant n°1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée n°18/0852 pour la réalisation par la commune de Beaucueil de travaux de réfection du réseau d'eau potable et la

reprise des branchements chemin de la Calotte.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée n°18/0852 pour la réalisation par la commune de Beaucueil de travaux de réfection du réseau d'eau potable et la reprise des branchements Chemin de la Calotte.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 697

Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° 19/0281 relative à la réhabilitation par la commune du Tholonet des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre des travaux de l'entrée de ville RD17

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière

d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par délibération n° DEA 005-5674/19/BM du 28 mars 2019 une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réhabilitation, par la commune du Tholonet, des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'aménagement de l'entrée de ville Est – RD17.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour seul objet de modifier l'annexe financière à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°19/0281 pour la réhabilitation, par la commune du Tholonet, des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'aménagement de l'entrée de ville Est – RD17.

En effet, il convient d'ajuster la répartition des montants entre les compétences eau et assainissement afin de les mettre en cohérence avec les coûts résultant du marché de travaux attribué.

Cet avenant est sans effet sur le coût global de l'opération à la charge de la Métropole, qui demeure à 253.000€HT, soit 303.600€TTC, répartis comme suit :

- +19% sur l'enveloppe eau potable,
- -16% sur l'enveloppe assainissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 005-5674/19/BM portant approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage relative à la réhabilitation, par la commune du Tholonet, des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'aménagement de l'Entrée de ville Est – RD17 ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réhabilitation, par la commune du Tholonet, des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'aménagement de l'Entrée de ville Est – RD17.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réhabilitation, par la commune du Tholonet, des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'aménagement de l'Entrée de ville Est – RD17.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- au Budget annexe de l'Eau du Pays d'Aix et d'Aubagne, en section d'investissement : opération budgétaire 10, nature 21531 ;
- au Budget annexe de l'Assainissement du Pays d'Aix, en section d'investissement ; opération 10, nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 698

Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° 18/0853 relative à la réalisation par la commune de Pertuis du réseau pluvial à proximité du parking de la piscine

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique la réalisation de travaux demeurant de la compétence de la Commune, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise

d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention. Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n° FAG 002-3665/18/BM du 18 mai 2018, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Pertuis pour la réalisation du réseau de collecte des eaux pluviales à proximité du parking de la piscine de Pertuis, fondée sur les dispositions de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique, relatif à l'organisation de la maîtrise d'ouvrage.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour objet d'ajuster l'enveloppe affectée à l'opération en modifiant l'annexe financière à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0853 pour la réalisation par la commune de Pertuis du réseau de collecte des eaux pluviales à proximité du parking de la piscine.

En effet, la convention initiale était basée sur une estimation de coût au stade avant-projet du maître d'œuvre. Le marché de travaux a été notifié à un coût légèrement supérieur à l'estimation.

Il convient d'ajuster l'enveloppe aux dépenses réellement constatées, tenant compte des évolutions du projet dans sa phase de réalisation.

L'enveloppe de l'opération est ainsi portée de 22.249,00€HT, soit 26.698,80€TTC à 27.018,02€HT, soit 32.421,62€TTC, représentant une augmentation de 21,4% par rapport à la convention initiale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 portant approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant n° 1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n° 18/0853 pour la réalisation par la commune de Pertuis du réseau de collecte des eaux pluviales à proximité du parking de la piscine.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n° 18/0853 pour la réalisation par la commune de Pertuis du réseau de collecte des eaux pluviales à proximité du parking de la piscine.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur les Budgets 2019 et 2020 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 699

Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° 18/0227 pour l'aménagement par la commune de Bouc-Bel-Air des réseaux humides

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations dont la maîtrise d'œuvre était engagée dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau, de l'assainissement des eaux usées et de l'assainissement pluvial, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celle-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de la dite convention.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 001-3517/18/BM du 22 mars 2018, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage portant trois opérations d'aménagement des réseaux humides à Bouc-Bel-Air. Cette convention portait sur une

enveloppe globale de travaux de 2.238.932,50€HT, soit 2.686.719,00€TTC alloués sur les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement.

En effet, cette convention porte sur trois opérations pour lesquelles l'enveloppe affectée nécessite d'être ajustée.

Concernant l'opération n°1 de rénovation du collecteur d'assainissement dans le quartier La Salle, cette opération a connu un commencement d'exécution en 2017. Il convient d'ajuster son enveloppe au montant exposé par la Commune ouvrant droit à remboursement de la Métropole, en déduisant les dépenses supportées par la Commune avant le transfert de compétence.

Le montant de l'opération, qui ne concerne que le budget annexe de l'Assainissement, est ainsi porté de 1.459.567,50€HT à 1.325.000€HT, soit une réduction de 9,2%.

Concernant l'opération n°2 de rénovation du réseau d'eau potable dans le secteur Pin Porte Rouge, il convient de compléter l'enveloppe affectée à l'opération des prestations connexes indispensables à la réalisation des travaux : Coordination Sécurité et Protection de la Santé et essais préalables à la réception.

Le montant de l'opération, qui ne concerne que le budget annexe de l'eau potable, est ainsi porté de 779.365€HT à 810.000€HT, soit une augmentation de 3,9%.

Concernant l'opération n°3 de renforcement du réseau d'eau et de réhabilitation et d'extension du réseau d'assainissement, il convient de :

- corriger une erreur matérielle de la convention initiale où les montants affectés aux compétences eau et assainissement avaient été inversés ;
- compléter l'enveloppe affectée à l'opération des prestations connexes indispensables à la réalisation des travaux : Coordination Sécurité et Protection de la Santé et essais préalables à la réception, ainsi que d'un avenant à la mission de maîtrise d'œuvre intervenu en cours d'exécution de la mission.

Le montant de l'opération, qui porte sur les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement, est ainsi porté de 1.839.693€HT à 1.920.000€HT, soit une augmentation de 4,4%.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations d'aménagement des réseaux humides à Bouc-Bel-Air.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-3517/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 portant approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver un avenant n°1 à la convention n° 18/0227 de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement, par la commune de Bouc-Bel-Air, des réseaux humides.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention n° 18/0227 de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement par la commune de Bouc-Bel-Air, pour les opérations d'aménagement des réseaux humides.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits, pour les exercices 2019 et 2020, sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531 ;
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 700

Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation par la commune des Pennes-Mirabeau de travaux sur les réseaux humides dans le cadre de l'aménagement de la Place des Tabors

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeureront de la compétence de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens

de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

La commune des Pennes-Mirabeau souhaite engager prochainement l'aménagement de la Place des Tabors et du Chemin de Val Sec. Dans ce cadre, il y a lieu de procéder à des travaux d'aménagements sur les réseaux humides nécessaires à la bonne réalisation du projet.

Compte-tenu de la multiplicité des interventions sur le périmètre du projet et du planning de réalisation souhaité par la commune, il est préférable de confier temporairement la maîtrise d'ouvrage à la commune pour les travaux de réseaux humides nécessaires à cette opération.

Les travaux projetés sur les réseaux humides dans le secteur Place des Tabors/Chemin de Val Sec porteront sur :

- Renouvellement de plusieurs tronçons du réseau de collecte des eaux usées amianteciment (collecteurs et branchements),
- Aménagement de collecteurs pluviaux en béton armé y compris branchements,
- Restructuration du réseau de distribution d'eau potable pour renforcement de la défense extérieure contre l'incendie et création d'un point d'eau d'incendie et son branchement dédié,
- Aménagements divers du réseau de distribution d'eau potable.

Les études et travaux sur les réseaux humides pour cette opération ont été estimés à :

- pour la compétence eau potable : 20.000€HT
- pour la compétence défense extérieure contre l'incendie : 80.000€HT
- pour la compétence eaux usées : 70.000€HT
- pour la compétence eaux pluviales : 220.000€HT

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation de ces aménagements, sur les réseaux humides de la Place des Tabors située sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la commune des Pennes-Mirabeau, de l'aménagement de réseaux humides de la Place des Tabors.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation par la commune des Pennes-Mirabeau de l'aménagement de réseaux humides de la Place des Tabors.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits, pour l'exercice 2020, sur :

- le budget Annexe Service Public d'Eau potable – Territoire du Pays d'Aix et Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget Annexe Service Public d'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909,

- sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI908.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 701

Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation par la commune de Cabriès de l'aménagement de réseaux humides de la traversée de Calas au niveau de la place Albert Florens et ses abords

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeureront de la compétence de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la

Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

La commune de Cabriès va engager prochainement un projet d'aménagement et de réfection de voiries au niveau de la traversée de Calas.

La présente délibération est relative à l'amélioration de la collecte des eaux pluviales, la réhabilitation et le renforcement du réseau de distribution d'eau potable de la place Albert Florens et ses abords.

Ces aménagements de réseaux humides ont été estimés à :

- pour la compétence eau potable : 65.700€HT
- pour la compétence eaux usées : 2.800€HT
- pour la compétence eaux pluviales : 30.500€HT

Ces travaux d'aménagements des réseaux humides au niveau de la place Albert Florens et ses abords seront cofinancés avec le Département des Bouches-Du-Rhône.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour l'aménagement de réseaux humides au niveau de la place Albert Florens et ses abords, commune de Cabriès, dans le cadre des aménagements de voirie projetés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation par la commune de Cabriès de l'aménagement de réseaux humides de la traversée de Calas au niveau de la place Albert Florens et ses abords.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation par la commune de Cabriès de l'aménagement de réseaux humides de la traversée de Calas au niveau de la place Albert Florens et ses abords.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget Annexe Service Public d'Eau potable – Territoire du Pays d'Aix et Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget Annexe Service Public d'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- pour la compétence Pluvial, le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 702

Demande de subvention d'investissement relative à la réfection et l'extension du réseau d'eau potable et DECI des secteurs centre-ville et Félicité sur la commune de La Roque d'Anthéron

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Les travaux proposés qui s'étendent du centre-ville au quartier de la Félicité situé sur la commune de la Roque d'Anthéron vont permettre l'alimentation en

eau potable des habitants du quartier Félicité (potentiel de 21 parcelles) et des points d'eau d'incendie aux conditions de pression et de débit exigées par les services d'incendie, sur le bas de la voie Sainte Anne de Goiron. Ces travaux de Défense Extérieure Contre l'Incendie participeront également au renouvellement patrimonial de la canalisation existante, objet du renforcement projeté.

Les travaux vont consister à :

- Dilater (en diamètre DN150) un réseau d'AEP (diamètre DN100 – Fonte grise) existant sur un linéaire d'environ 1 200 ml environ,
- Créer un réseau AEP de diamètre DN100 sur un linéaire de 1 100 ml environ,
- Créer un poste de rechloration en amont de cette extension pour assurer une sécurisation sanitaire en bout de réseau (quartier La Félicité).

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 757.000€HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS HT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	80%	605.600 €
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	151.400 €
TOTAL HT	100 %	757.000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : réfection et extension du réseau d'eau potable et DECI des secteurs centre-ville et Félicité sur la commune de La Roque d'Anthéron.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'eau potable (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'eau potable. Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement :

- sur le budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531.
- sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI908.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement :

- sur le budget Annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix et Aubagne : opération 10, nature 1313
- sur le budget Principal Métropolitain, fonction 731, nature 1313

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 703

Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage relative à la réfection du réseau pluvial sur le Chemin de la Reille sur la Commune de Venelles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurerait de la compétence de la commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de cette convention, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est ainsi qu'en 2016, la commune de Venelles a engagé des études en vue du réaménagement du chemin de la Reille dans son intégralité soit un linéaire de 700 m. Cette opération concerne la réfection de la voirie et les travaux d'aménagements urbains dans le but notamment d'améliorer l'accessibilité et la sécurisation des piétons.

La mise en œuvre de ces aménagements nécessite, préalablement, la réfection du réseau d'eau pluviale existant. En effet, ce réseau est en grande partie composé de fossés sous-dimensionnés dont l'emprise sera utilisée pour l'implantation des trottoirs. La canalisation du réseau pluvial est donc nécessaire sur l'intégralité du linéaire aménagé. De plus, le réseau du Chemin de la Reille se rejette dans le réseau de la rue Eugène Bertrand qui devra être également dilaté sur un linéaire de 520 m dans le cadre de la mise à niveau du réseau pluvial du chemin de la Reille.

Ces travaux du réseau d'eau pluviale sont estimés à 760.000,00€HT soit 912.000,00€TTC.

Il est donc aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réfection du réseau pluvial sur chemin de la Reille sur la commune de Venelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réfection du réseau d'eau pluviale du chemin de la Reille et d'une partie de la rue Eugène Bertrand dans le cadre du réaménagement du chemin de la Reille sur la commune de Venelles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la nouvelle convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réfection du réseau pluvial sur le Chemin de la Reille sur la commune de Venelles.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme 909.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 704

Demande de subvention d'investissement relative à la réalisation de travaux de réfection du réseau pluvial du Chemin de la Reille situé sur la commune de Venelles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

En 2016, la commune de Venelles a engagé des études en vue du réaménagement du Chemin de la Reille dans son intégralité, soit un linéaire de 700 m. Cette opération concerne la réfection de la voirie et les aménagements urbains dans le but notamment de l'amélioration de l'accessibilité et de la sécurisation des piétons.

La mise en œuvre de ces aménagements nécessite, préalablement, la réfection du réseau d'eau pluviale existant. En effet, ce réseau est en grande partie composé de fossés sous-dimensionnés dont l'emprise sera utilisée pour l'implantation des trottoirs. La canalisation du réseau pluvial est donc nécessaire sur l'intégralité du linéaire aménagé. De plus, le réseau du chemin de la Reille se rejette dans le réseau de la rue Eugène Bertrand qui devra être

également dilaté sur un linéaire de 520 m dans le cadre de la mise à niveau du réseau pluvial du chemin de la Reille.

Ces travaux du réseau d'eau pluviale sont estimés à 760.000,00€HT soit 912.000,00€TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS € HT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	80%	608 000
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	152 000
TOTAL HT	100%	760.000

Considérant

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG030-1079/18/CM du 28 juin 2018 portant ouvertures, modifications et affectations d'AP/CP sur le Budget Principal Métropolitain - Territoire du Pays d'Aix

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : réfection du réseau pluvial du Chemin de la Reille situé sur la commune de Venelles.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisée à solliciter une aide financière auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909,

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget Principal Métropole, en section d'Investissement, nature 1313, fonction 734.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 705

Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée du 16 mai 2019 pour la réalisation par la commune d'Aix-en-Provence de travaux pluviaux

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

En application de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°DEA 003-5910/19/BM du 16 mai 2019, une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence. Cette convention porte sur une enveloppe initiale globale d'opération de 908.333,34€HT, soit 1.090.000,00€TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée initiale au bénéfice de la Commune d'Aix-en-Provence.

En effet, la convention initiale était basée sur des estimations de coût avant étude détaillée. Il convient d'ajuster l'enveloppe financières aux dépenses réellement constatées et en tenant compte de la révision de prix.

De plus, une opération avenue des Espérantistes – Avenue Jean Moulin non intégrée initialement aux opérations 2019 a dû être réalisée afin de tenir compte de contraintes d'autorisation de voirie et de la programmation de requalification de l'avenue Jean Moulin par la Direction Voirie de la ville d'Aix-en-Provence en 2020.

Les montants de la convention doivent être ainsi adaptés et la convention doit être portée de 908.333,34€HT, soit 1.090.000,00€TTC à un montant global de 1.158.333,32€HT, soit 1.390.000,00€TTC, soit une augmentation globale de 27%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEA 003-5910/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019 portant approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant n°1 à la convention n°Z190901COV de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention n° Z190901COV de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 706

Approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune d'Aix-en-Provence de travaux pluviaux à compter de l'année 2020

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de

compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurerait de la compétence de la commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-5 du Code de la Commande Publique. En application de la convention maîtrise d'ouvrage déléguée, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2020, la Commune d'Aix-en-Provence va engager des travaux de réfection de galeries pluviales, de création, de dilatation ou d'extension de réseaux pluviaux localisés dans différentes rues de la commune en lien avec des aménagements programmés dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales ou dans le cadre de réfections de voirie. Le détail de ces travaux est repris dans la convention jointe à ce présent rapport.

Ces aménagements sont à engager pour un montant de 1.001.437,50€HT, soit 1.201.725,00€ETTC.

Ainsi, il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la Commune d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune d'Aix-en-Provence de travaux pluviaux à compter de l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, relative à la réalisation de travaux pluviaux par la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable

sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 707

AVIS- Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage relative à des travaux réalisés par la commune de Peyrolles-en-Provence sur les réseaux d'eau pluviale chemin du Bès, chemin Loubatas et rue de la Gare

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations dont la maîtrise d'œuvre était engagée dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau, de l'assainissement des eaux usées et de l'assainissement pluvial, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage déléguée, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Ainsi, la commune de Peyrolles-en-Provence souhaite réaliser des aménagements de voirie sur 3 sites distincts : rue de la Gare, chemin du Bès et chemin du Loubatas.

Ces opérations concernent la réfection de la voirie pour la rue de la Gare et des aménagements urbains dans le but notamment de l'amélioration de l'accessibilité et de la sécurisation des piétons pour les chemins du Bès et du Loubatas.

La mise en œuvre de ces aménagements nécessite, préalablement, la réfection du réseau d'eau pluviale existant. En effet, pour les chemins du Bès et du Loubatas, ce réseau est composé de fossés dont l'emprise sera utilisée pour l'implantation du

cheminement piéton. La canalisation du réseau pluvial est donc nécessaire sur l'intégralité du linéaire aménagé. Concernant les travaux projetés sur la rue de la Gare, une extension du réseau d'eau pluviale permettra d'assainir complètement la voirie.

Ces travaux du réseau d'eau pluviale sont estimés à 165.000,00€HT, soit 198.000,00€TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à des travaux réalisés par la commune de Peyrolles-en-Provence sur les réseaux d'eau pluviale chemin du Bès, chemin du Loubatas et rue de la Gare. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à des travaux réalisés par la commune de Peyrolles-en-Provence sur les réseaux d'eau pluviale chemin du Bès, chemin du Loubatas et rue de la Gare dans le cadre de l'aménagement de ces voiries.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la nouvelle convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à des travaux réalisés par la commune de Peyrolles-en-Provence sur les réseaux d'eau pluviale chemin du Bès, chemin du Loubatas et rue de la Gare.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 708

AVIS- Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation par la commune de Gardanne de l'opération PUP Font de Garach

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeureront de la compétence de la commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la

commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique. En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage déléguée ou de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Par délibération n°URB 008-5603/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019, il a été décidé d'instaurer un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur la zone AUH2, dit « PUP Font de Garach 2 ».

Ainsi, la société Cogedim Provence entend développer un programme d'environ 96 logements dont 29 logements sociaux, soit environ 7 348 m² de surface de plancher. La commune réalisera l'ensemble des aménagements de l'espace public (voirie, réseaux secs, création des réseaux d'eaux, d'assainissement des eaux usées et eaux pluviales).

La participation totale de l'opérateur est de 625.994,00€HT.

La réalisation du réseau de collecte des eaux pluviales de la voirie et de l'ouvrage de rétention s'élève à un montant de 170.000,00€HT soit 204.000,00€TTC pour la compétence pluviale. La participation aux équipements d'eau pluviale (réseaux de collecte des eaux pluviales et ouvrage de rétention), équipements exclusivement réalisés pour les besoins de l'opération, seront financés en totalité par l'opérateur et réalisés par la commune de Gardanne.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec la commune de Gardanne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 008-5603/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 portant approbation du périmètre de Projet Urbain Partenarial pour le Font de Garach 2 à Gardanne.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la commune de Gardanne, de l'opération PUP Font de Garach 2 qui comprend pour la compétence pluviale, la réalisation des équipements d'eau pluviale : réseaux de collecte des eaux pluviales et ouvrage de rétention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation, par la commune de Gardanne, de l'opération PUP Font de Garach 2.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 709

Approbation d'une convention avec le Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc sur le suivi de la qualité de l'eau de l'Arc et de ses affluents

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure depuis le 1^{er} janvier 2018 la compétence assainissement sur le Territoire du Pays d'Aix. A ce titre, elle est maître d'ouvrage de stations d'épurations dont les rejets d'eaux traitées ont lieu dans le milieu naturel et plus particulièrement sur le bassin de l'Arc.

Par ses statuts révisés et entrés en vigueur par arrêté préfectoral, le Syndicat d'Aménagement du bassin de l'Arc, le SABA, a pour objet de contribuer à la mise en œuvre et au développement d'une gestion intégrée des enjeux de l'eau et participe à la prévention des inondations ainsi qu'à la préservation et à la restauration du bon état écologique des cours d'eau et des milieux aquatiques sur le bassin versant de l'Arc.

Ainsi, le SABA pilote un suivi de la qualité des cours d'eau depuis 2009. Ce programme a pour objet de suivre l'évolution des milieux récepteurs sur l'Arc et les principaux affluents avec une entrée « milieux », qui positionne les stations de mesures et de prélèvements aux exutoires de sous-bassins ou de tronçons homogènes.

Le SABA a également vocation à réaliser ou se voir confier, par ses membres, sur ce périmètre et par convention, la réalisation de toutes études et de toutes prestations de services.

Par ailleurs, la Métropole souhaite connaître l'impact des rejets de stations d'épuration situées sur le territoire du Pays d'Aix. Pour ce faire, il est nécessaire de réaliser un suivi du cours d'eau amont-aval du point de rejet des eaux usées traitées.

Ainsi, dans un souci de cohérence technique et calendaire, et dans un esprit de mutualisation de moyens entre collectivités, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite confier au SABA pour le territoire qui le concerne, une mission de suivi de la qualité des eaux sous le mode de quasi régie.

La mission, d'une durée de 3 ans (2020 à 2022), se fera sur 6 points de prélèvement et permettra de suivre l'impact de 4 stations d'épurations qui se rejettent dans l'Arc et le Grand Vallat au travers de 4 campagnes de prélèvement par an.

Le montant prévisionnel des campagnes d'analyses est estimé à 9.000€HT par an, hors subventions, soit un total de 27.000€HT pour la durée de la convention.

Le SABA aura en charge :

- l'organisation, la planification et la mise en œuvre du suivi de la qualité des cours d'eau,
- la restitution d'un rapport annuel d'interprétation sur l'ensemble des stations et paramètres de suivi,
- la recherche de financements auprès des partenaires.

La Métropole Aix-Marseille-Provence prendra en charge le coût des campagnes d'analyses. Si des recettes pour le financement des missions décrites dans la convention de quasi régie sont perçues par le Syndicat, elles seront reversées à la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de quasi régie avec le Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc pour le

suivi de l'impact de stations d'épurations du Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre le Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc et la Métropole.

Article 2 :

Sont approuvés les montants financiers détaillés dans la convention : coût annuel prévisionnel de 9.000€HT hors subventions, soit 27.000€HT pour la durée totale de la convention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe Assainissement Territoire du Pays d'Aix, en section d'exploitation: chapitre 011, nature 617.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 710

Demande de subvention d'investissement pour les travaux réalisés sur les réseaux d'eau pluviale chemin du Bès, chemin Loubatas et rue de la Gare sur la commune de Peyrolles-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de

ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La commune de Peyrolles-en-Provence souhaite réaliser des aménagements de voirie sur 3 sites distincts, rue de la Gare, chemin du Bès et chemin du Loubatas,

Ces opérations concernent la réfection de la voirie pour la rue de la Gare et des aménagements urbains dans le but notamment d'améliorer l'accessibilité et de sécuriser les piétons pour les chemins du Bès et du Loubatas.

La mise en œuvre de ces aménagements nécessite préalablement la réfection du réseau d'eau pluviale existant. En effet, pour les chemins du Bès et du Loubatas, ce réseau est composé de fossés dont l'emprise sera utilisée pour l'implantation du cheminement piéton. La canalisation du réseau pluvial est donc nécessaire sur l'intégralité du linéaire aménagé.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 165.000€HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS HT
Financement externe		
Conseil Départemental de Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	80 %	132.000€
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	33.000€
TOTAL HT	100 %	165.000€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : réalisation de travaux sur les réseaux d'eau pluviale du Chemin du Bès, chemin du Loubatas et rue de la Gare à Peyrolles-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'eau potable (études et travaux) selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'eau potable. Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 458182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909 ;

La recette correspondante sera constatée sur le budget Principal Métropole, en section d'investissement : fonction 734 nature 1313

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62

Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 711

Demande de subvention pour la réalisation de travaux sur les réseaux humides de la Place des Tabors située sur la commune des Pennes-Mirabeau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La commune des Pennes-Mirabeau souhaite engager prochainement l'aménagement de la Place des Tabors et du Chemin de Val Sec. Dans ce cadre, il y a lieu de procéder à des travaux d'aménagements sur les réseaux humides nécessaires à la bonne réalisation du projet.

Les travaux projetés sur les réseaux humides dans le secteur Place des Tabors/Chemin de Val Sec porteront sur :

- Le renouvellement de plusieurs tronçons du réseau de collecte des eaux usées amianté-ciment (collecteurs et branchements),
- l'aménagement de collecteurs pluviaux en béton armé y compris branchements,
- la restructuration du réseau de distribution d'eau potable pour renforcement de la défense extérieure contre l'incendie et création d'un point d'eau d'incendie et son branchement dédié.
- Les aménagements divers réseau de distribution d'eau potable.

Les études et travaux sur les réseaux humides pour cette opération ont été estimés à :

- pour la compétence eau potable : 20.000,00 €HT
- pour la compétence défense extérieure contre l'incendie : 80.000,00 €HT
- pour la compétence eaux usées : 70.000,00 €HT
- pour la compétence eaux pluviales : 220.000,00 €HT

La présente délibération visa à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches du Rhône afin qu'il soit susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel global de cette opération est estimé à 390.000 €HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS HT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	80 %	312.000 €
Autofinancement		
Métropole Marseille-Provence	Aix 20 %	78.000 €
TOTAL HT	100 %	390.000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG030-1079/18/CM du 28 juin 2018 portant ouvertures, modifications et affectations d'AP/CP sur le Budget

Principal Métropolitain - Territoire du Pays d'Aix

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de à l'opération suivante : réalisation de travaux sur les réseaux humides de la Place des Tabors située sur la commune Les Pennes Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement pour l'exercice 2020 sur :

- le budget Annexe Eau- Territoire du Pays d' Aix et Aubagne : opération 10 nature 21531 ;
- le budget Annexe Assainissement- Territoire du Pays d' Aix : opération 10, nature 21532 ;
- le budget État Spécial Territoire du Pays d' Aix : opération 4581182909, nature 4581 fonction 734 autorisation de programme DI 909
- le budget État Spécial Territoire du Pays d' Aix, opération 4581182508, nature 4581 fonction 76, autorisation de programme DI 908

Les recettes correspondantes seront constatées en section d'investissement pour l'exercice 2020 sur :

- le budget Annexe de l'Assainissement – Territoire du Pays d' Aix en section d' investissement : opération 10, nature 1313 ;
- le budget Annexe de l'Eau – Territoire du pays d' Aix et Aubagne en section d' investissement : opération 10, nature 1313 ;
- le budget Principal Métropole, fonction 734 nature1313

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 712

Demande de subvention d'investissement pour la réalisation de travaux sur les réseaux pluviaux situés la commune d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°DEA 003-5910/19/BM du 16 mai 2019, une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée initiale au bénéfice de la commune d'Aix-en-Provence. Cette convention porte sur une enveloppe globale d'opération de 908 333,34€ HT.

Cette enveloppe initiale étant basée sur des estimations de coût, avant étude détaillée, a été ajustée par un avenant permettant de constater les dépenses réelles en tenant compte des révisions de prix.

En annexe 1 de l'avenant n°1 de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée initiale, un descriptif détaillé des travaux d'aménagement de réseaux pluviaux permet d'identifier la nature et la localisation des travaux à réaliser sur la commune d'Aix-en-Provence.

Les montants des travaux sont ainsi adaptés et l'estimation des dits travaux est portée de 908.333,34€ HT à un montant global de 1.168.583,32€ HT.

De plus, en 2020, la commune d'Aix-en-Provence va engager des travaux de réfection de galeries pluviales, de création, de dilatation ou d'extension de réseaux pluviaux localisés dans différentes rues de la commune en lien avec des aménagements programmés dans le cadre du schéma directeur

d'assainissement des eaux pluviales ou dans le cadre de réfections de voirie.

Le montant total de ces aménagements programmés pour 2020 est estimé à 1.001.437,50€HT.

Le coût prévisionnel total de cette opération est estimé à 2.170.020,82€HT

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS HT
Financement externe		
Conseil Départemental de Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	80 %	1.736.016,66€
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	434.004,16€
TOTAL HT	100 %	2.170.020,82€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 003-5910/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019 portant approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Réalisation de travaux sur les réseaux pluviaux situés sur la commune d' Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix et Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget Principal Métropole, en section d'investissement, nature 1313, fonction 734.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 713

Demande de subvention d'investissement pour la réalisation de travaux sur les réseaux pluviaux situés sur la commune de Gardanne

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'opération concernée par la présente délibération est un ensemble de travaux liés à la réfection, la création et l'aménagement du réseau ou d'équipements pluviaux localisés dans les différentes rues de la commune de Gardanne : Avenue Sainte Victoire au quartier la Palun, Avenue de Nice et Petit Chemin d'Aix, dans le cadre d'aménagement de voiries ou de lutte contre les inondations.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 200.000 €HT soit 240 000 €TTC.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS HT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	80 %	160.000€HT
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	40.000€HT
TOTAL HT	100 %	200.000€HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Travaux sur les réseaux pluviaux situés sur la commune de Gardanne.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix , en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909. La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget Principal Métropole, en section d'investissement, nature 1313, fonction 734.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 714

Approbation d'une convention de transfert temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation par la commune de Rousset de l'aménagement des réseaux humides rue du Farageon

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurerait de la compétence de la commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de ces opérations, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

La commune de Rousset souhaite engager prochainement l'aménagement de la rue du Farageon. Dans ce cadre, il y a lieu de procéder à des travaux d'aménagements sur les réseaux humides nécessaires à la bonne réalisation du projet.

Compte-tenu de la multiplicité des interventions sur le périmètre du projet et du planning de réalisation souhaité par la commune, il est préférable de confier

temporairement la maîtrise d'ouvrage à la commune pour les travaux de réseaux humides nécessaires à cette opération.

Les travaux projetés sur les réseaux humides de la rue du Farageon porteront sur :

- Le renouvellement/ la réhabilitation des réseaux publics de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées (canalisations et branchements).

Les études et travaux sur les réseaux humides pour cette opération ont été estimés à :

- pour la compétence eau potable : 130.000€HT
- pour la compétence eaux usées : 137.500€HT

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation de ces aménagements, sur les réseaux humides de la rue du Farageon située sur la commune de Rousset.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une nouvelle convention de transfert temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation par la commune de Rousset de l'aménagement des réseaux humides rue du Farageon.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la nouvelle convention, ci-annexée, de transfert temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation par la commune de Rousset de l'aménagement des réseaux humides rue du Farageon.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget Annexe Service Public d'Eau potable – Territoire du Pays d'Aix et Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,

- le budget Annexe Service Public d'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 715

Demande de subvention d'investissement relative à l'aménagement des réseaux humides rue du Farageon sur la commune de Rousset

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur

participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La commune de Rousset souhaite engager prochainement l'aménagement de la rue du Farageon. Dans ce cadre, il y a lieu de procéder à des travaux d'aménagements sur les réseaux humides nécessaires à la bonne réalisation du projet.

Compte-tenu de la multiplicité des interventions sur le périmètre du projet et du planning de réalisation souhaité par la commune, il est préférable de confier temporairement la maîtrise d'ouvrage à la commune pour les travaux de réseaux humides nécessaires à cette opération.

Les travaux projetés sur les réseaux humides de la rue du Farageon porteront sur :

- renouvellement/réhabilitation des réseaux publics de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées (canalisations et branchements).

Les études et travaux sur les réseaux humides pour cette opération ont été estimés à :

- pour la compétence eau potable : 130.000€HT
- pour la compétence eaux usées : 137.500€HT

Le coût prévisionnel global de cette opération est estimé à 267.500€HT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS HT
Financement externe		
Conseil Départemental de Bouches-du-Rhône « Partenaria Métropolitain »	80 %	214.000€
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	53.500€
TOTAL HT	100 %	267.500€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : réalisation de l'aménagement des réseaux humides rue du Farageon sur la commune de Rousset.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter une aide financière auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur :

- le budget Annexe Eau- Territoire du Pays d' Aix et Aubagne : opération 10 nature 21531, autorisation programme DI10 ;
- le budget Annexe Assainissement- Territoire du Pays d' Aix : opération 10, nature 21532, autorisation programme DI10.

Les recettes correspondantes seront constatées en section d'investissement sur :

- le budget Annexe de l' Eau – Territoire du Pays d' Aix et Aubagne en section d' investissement : opération 10, nature 1313, autorisation programme RI101 ;
- le budget Annexe de l' Assainissement – Territoire du Pays d' Aix en section d' investissement : opération 10, nature 1313, autorisation programme RI101.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 716

Approbation de l'avenant n°1 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation du service eau potable de la commune de Coudoux

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération en date du 29 JUIN 2015, la commune de Coudoux a délégué par affermage son service de distribution d'eau potable.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la Convention de Délégation de Service Public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 8 ans, avec prise d'effet au 1er juillet 2015.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1er janvier 2018.

A la signature du contrat de délégation de service public, il était prévu qu'une nouvelle station de potabilisation soit construite et livrée en 2020, pour remplacer l'actuelle station qui alimente les communes de Coudoux et de La Fare les Oliviers, via une convention de fourniture d'eau

Aussi, le contrat a été signé dans cette perspective, en ne prévoyant plus de renouvellement de matériel dans la station au-delà de 2020. Le contrat prévoyait de conclure un avenant pour adapter le renouvellement à la technologie de la nouvelle station. Cependant, cette dernière ne sera pas opérationnelle à la date initialement pressentie. La poursuite du contrat jusqu'en juin 2023 nécessite la

mise en place d'une provision pour le renouvellement technique de l'actuelle station qui restera en fonction.

Le présent avenant a dès lors pour objet d'intégrer des charges de renouvellement de matériel et des travaux de mise en conformité pour la station de production d'eau potable. L'avenant prévoit également une précision à apporter au contrat pour la protection des données informatiques personnelles des abonnés.

Ces modifications apportées au contrat ont pour conséquence, à compter du 1^{er} janvier 2020 et jusqu' à la fin du contrat, le 30 juin 2023, une augmentation de la part délégataire du prix de l'eau, pour compenser les nouvelles charges d'exploitation. L'augmentation ne porte que sur la part « traitement d'eau » dans l'usine de la Bastide Neuve. Étant entendu que le prix de l'eau comporte également une part « distribution », qui elle, n'est pas impactée par l'avenant.

- Pour les abonnements domestiques, la part proportionnelle aux volumes consommés correspondante au traitement de l'eau au niveau de l'usine de la Bastide Neuve passe de : 0,0834 € HT/m³ à 0,1001 € HT/m³.

Impact sur une facture d'eau potable de 120 m³

Avant avenant : 383,62 € TTC

Après avenant : 385,82 € TTC. Soit une augmentation de 2,20 €. + 0,57%

- Pour les abonnements à usage d'irrigation d'agrément, la part proportionnelle aux volumes consommés correspondante au traitement de l'eau au niveau de l'usine de la Bastide Neuve passe de : 0,0834 € HT/m³ à 0,1101 € HT/m³

Impact sur une facture d'eau potable de 120 m³

Avant avenant : 293,17 € TTC

Après avenant : 296,69 € TTC. Soit une augmentation de 3,52 €. + 1,20 %

- Pour la vente d'eau en gros sur la commune de la Fare les Oliviers, le prix au m³, compris production et redevance transport, passe de 0,1017 € HT/m³ à 0,1184 € HT/m³

Le Compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens.

L'évolution des charges et du prix de l'eau ont pour incidence financière une augmentation des produits du contrat de 1,86 %.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 29/05/2015 approuvant le choix du délégataire du service d'eau potable sur la commune de Coudoux, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public d'eau potable- Commune de Coudoux ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public du 3 décembre 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte des charges d'exploitation supplémentaires et les recettes correspondantes jusqu'à la fin du contrat pour assurer le renouvellement du matériel défaillant et effectuer des mises en conformité.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de délégation du service de l'eau potable sur la commune de Coudoux

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'Eau Potable. Commune de Coudoux et son annexe Compte d'Exploitation Prévisionnel.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 717

Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) et paiement de la cotisation 2020

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires. L'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE), reconnue d'utilité publique, a pour objet l'étude de toutes les questions qui relèvent de l'assainissement, de l'environnement et de la gestion des ressources en eau. Elle rassemble des experts chercheurs, ainsi que des représentants d'organismes publics et privés et de ministères qui interviennent dans le domaine de l'environnement, celui-ci entendu dans son acception la plus large possible. A ce titre, elle est régulièrement sollicitée pour avis sur les projets de textes réglementaires. Elle participe par ailleurs par ses actions et ses informations à la protection durable de l'environnement.

Ouverte à toute personne physique ou morale, cette association a pour but de :

- Faciliter et encourager les études, recherches, les formations et les travaux se rapportant aux questions précitées.
- Tenir informés les membres des progrès réalisés en France et à l'étranger sur les points les plus intéressants.
- Favoriser les échanges d'information entre les pays.
- Collaborer avec le législateur et les pouvoirs publics en apportant son expertise sur les progrès et les améliorations à poursuivre pour la rédaction des lois et règlements relatifs à l'hygiène publique, la gestion de l'environnement.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et d'assainissement et de l'évolution du droit sur l'eau, l'adhésion à cette association permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

La Métropole a ainsi adhéré à cette association par délibération DEA 009-892/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 et a renouvelé son adhésion au titre des années 2017, 2018 et 2019.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'ASTEE, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole à cette association pour l'année 2020 et d'approuver le versement de la cotisation correspondante, d'un montant total de 3 460 euros TTC incluant le montant de l'abonnement à l'offre numérique multi-services.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération DEA 009-892/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) et paiement de la cotisation 2016 ;
- La délibération nAG 021-8718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE), reconnue d'utilité publique, a pour objet l'étude de toutes les questions qui relèvent de l'assainissement, de l'environnement et de la gestion des ressources en eau.

- Que face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et d'assainissement et de l'évolution du droit sur l'eau, l'adhésion à cette association permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.
- Que compte tenu de l'intérêt que présente l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association, il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2020 et d'approuver le montant de la cotisation correspondant.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) pour l'année 2020, ainsi que le paiement de la cotisation correspondante d'un montant de 2 140 euros TTC, réparti au prorata du nombre de participants de chaque Conseil de Territoire, et le paiement de l'abonnement à l'offre numérique multiservices d'un montant de 1 320 euros TTC.

Article 2 :

Le montant de la cotisation sera réparti comme suit :

- Conseil de Territoire de Marseille Provence : Les crédits nécessaires (1 959 euros TTC dont adhésion 639 euros TTC et abonnement à l'offre numérique multi-services 1 320 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'eau sous-politique F170 – nature 6281 – 3DEAE et au budget annexe de l'assainissement sous politique F110 – nature 6281 – 3DEAA.

- Conseil de Territoire du Pays d'Aix : Les crédits nécessaires (395 euros TTC) sont inscrits au budget Annexe de l'assainissement non collectif ligne 5003 – chapitre 011 – nature 618.

- Conseil de Territoire du Pays Salonais : Les crédits nécessaires (316 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'eau chapitre 011 – nature 6281.

- Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : Les crédits nécessaires (79 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'assainissement au chapitre 011 – nature 6281.

- Conseil de Territoire de Istres-Ouest-Provence : Les crédits nécessaires (553 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'eau et au budget annexe de l'assainissement Section de fonctionnement – nature 6281.

- Conseil de Territoire du Pays de Martigues : Les crédits nécessaires (158 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'eau de la Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues – section de fonctionnement – nature 6288.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2019 CT2 718

Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Médiation de l'Eau et paiement de la cotisation 2020

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le but de favoriser le règlement amiable des litiges entre les Collectivités et les usagers des services publics de l'eau et de l'assainissement, la loi du 17 mars 2014 relative à la consommation a précisé (article L133-4 du Code de la Consommation) que tout consommateur est informé par le professionnel de la possibilité qui lui est offerte de recourir à une médiation conventionnelle ou à tout autre mode alternatif de règlement des différends.

La Médiation de l'Eau a pour but de favoriser le règlement amiable des litiges qui peuvent survenir entre les consommateurs et les services publics d'eau et d'assainissement. Elle intervient sur les différends portant sur la bonne exécution du service, et lorsqu'aucune solution n'a pu être trouvée entre les parties prenantes.

Le Médiateur de l'Eau est à l'écoute des consommateurs, il est chargé de rapprocher les points de vue pour ouvrir la voie à une solution amiable. La Médiation permet ainsi d'éviter de recourir à un tribunal.

Au-delà du traitement des litiges individuels, le Médiateur de l'Eau établit un rapport annuel de son activité qui permet de dégager les axes d'amélioration des services rendus aux consommateurs, mais aussi les actions envisageables pour éviter les litiges futurs.

La Métropole a adhéré à la Médiation de l'Eau par délibération DEA 002-1455/16/CM du 15 décembre 2016, il convient donc de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation au titre de l'année 2020 pour les communes gérées en régies sur son territoire (Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts sur le Territoire du Pays de Martigues) ; les usagers des communes du territoire métropolitain délégué bénéficiant du recours à la Médiation de l'Eau par l'intermédiaire de l'adhésion des délégataires.

Par ailleurs, le nombre total d'abonnés en eau et en assainissement collectif et non collectif du territoire du Pays de Martigues étant de 36 505, le montant de l'abonnement annuel est de 638,06 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Consommation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° DEA 004-1261/16/BM du 15 décembre 2016 relative à l'approbation de deux conventions de partenariat entre l'association de la Médiation de l'Eau et la Métropole Aix- Marseille-Provence (Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues et les Régies de l'eau de Plan-de-Cuques et Gémenos) ;
- La délibération n° DEA 002-1455/16/CM du 15 décembre 2016 portant adhésion à la Médiation de l'eau ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire que la Métropole renouvelle son adhésion pour les communes gérées en régies sur son territoire, à la Médiation de l'Eau au titre de l'année 2020 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à la Médiation de l'Eau et le paiement de la cotisation pour l'année 2020 d'un montant de 638,06 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau du Territoire du Pays de Martigues - Nature 6288.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2019 CT2 719

Validation du programme de travaux de réfection et d'extension du réseau d'eau potable et DECI des secteurs centre-ville et Felicité sur la commune de la Roque d'Anthéron

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix prévoit des travaux de réfection et d'extension du réseau de distribution d'eau potable des secteurs du centre-ville et de la Félicité sur la commune de la Roque d'Anthéron.

Les habitants du quartier de la Félicité, secteur éloigné du cœur de la ville et non desservi par le réseau public de distribution d'eau potable, disposaient jusqu'à présent d'une alimentation par forages et unités de potabilisation individuels. Suite à des problèmes rencontrés sur la quantité et la qualité des eaux prélevées (pollution au gypse), ces alimentations telles qu'elles existaient sont devenues inopérantes.

Par ailleurs, dans le cadre du développement urbain du secteur du bas de la voie de Sainte-Anne de Goiron, un renforcement de la desserte en Défense Extérieure Contre l'Incendie sur ce quartier est nécessaire.

Les travaux proposés qui s'étendent du centre ville au quartier de la Félicité vont permettre l'alimentation en eau potable des habitants du quartier Félicité (potentiel de 21 parcelles) et des points d'eau d'incendie aux conditions de pression et de débit exigées par les services d'incendie, sur le bas de la voie Sainte Anne de Goiron. Ces travaux de Défense Extérieure Contre l'Incendie participeront également au renouvellement patrimonial de la canalisation existante, objet du renforcement projeté.

Les travaux vont consister à :

- Dilater (en diamètre DN150) un réseau d'AEP (diamètre DN100 – Fonte grise) existant sur un linéaire d'environ 1 200 ml environ,
- Créer un réseau AEP de diamètre DN100 sur un linéaire de 1 100 ml environ,
- Créer un poste de rechloration en amont de cette extension pour assurer une sécurisation sanitaire en bout de réseau (quartier La Félicité).

Le montant de l'opération s'élève à 757.000€HT.

Le Territoire du Pays d'Aix lancera une consultation pour la réalisation des travaux nécessaires à cette opération.

Le démarrage prévisionnel des travaux est prévu fin 2021 et les travaux se termineront fin 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de réaliser les travaux de réfection et d'extension du réseau d'eau potable et DECI des secteurs centre-ville et Félicité sur la commune de la Roque d'Anthéron.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme des travaux de réfection et d'extension du réseau d'eau potable et DECI des secteurs centre-ville et Félicité sur la commune de la Roque d'Anthéron détaillé ci-dessus,

Article 2:

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- sur le budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531.

- sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI908.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive Sports -

2019 CT2 720

Motion relative à la politique sportive

Trois années et demie après la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, un cycle de politique sportive s'achève et de nouvelles perspectives se font jour.

Rappelons que notre exécutif métropolitain s'est engagé, dès le départ, dans un maintien de la compétence sport au niveau des territoires. Parallèlement, un diagnostic étendu des pratiques sportives de chacun des six territoires a été réalisé dans le but de définir, à terme, les contours d'une compétence sportive métropolitaine.

Depuis lors, chacun de nos territoires a pu, malgré l'exercice obligé de la rigueur budgétaire, maintenir une politique volontariste.

Comme d'autres territoires, le Pays d'Aix a pu poursuivre son programme d'investissements structurants au moyen de son « État spécial » : aménagements nord du stade Maurice David, reconstruction de la piscine Yves Blanc... Ce programme a été réalisé tout en pérennisant le soutien au sport de haut niveau collectif et individuel, mais également au programme « PRODAS » en liaison avec la politique de la Ville.

Le sport en Pays d'Aix se porte bien, en témoignent les résultats dans chacune des disciplines grâce notamment à l'engagement sans faille des acteurs de terrain, dirigeants de Club, responsables de fédération ou associations sportives et sportifs eux-mêmes. Cependant ces mêmes acteurs ne manquent pas de faire remonter leurs inquiétudes devant le manque de lisibilité sur l'inscription dans la durée de cette politique sportive des territoires au sein de la Métropole.

Alors que le transfert de la compétence sportive arrivera à échéance le 31 décembre 2019, nous

proposons comme pistes de réflexion les deux grands axes suivants :

1. Les territoires demeurent le lieu privilégié pour l'exercice d'une compétence sportive supra communale par exemple pour le haut niveau. Ces politiques sportives étant elles-mêmes issues des communes, elles sont insécables des territoires et donc difficilement exportables. Il est donc important de conserver la diversité des politiques sportives territoriales, afin que notre Métropole puisse construire sa propre politique sportive.

2. La Métropole doit s'affirmer dans le paysage sportif en investissant de nouveaux champs de développement. Nous pouvons INVENTER une politique sportive métropolitaine nouvelle à côté de celle des territoires avec un contenu innovant, différent de ceux des territoires. Il s'agira de définir ensemble, à terme, une compétence supra territoriale, anticipant une politique sportive métropolitaine, visant à titre d'exemple au rayonnement international, au soutien du sport féminin, des activités de pleine nature ou aux nouvelles pratiques permises par l'eSport.

La définition en amont de cette nouvelle politique sportive, ambitieuse et réaliste est nécessaire.

Elle doit pouvoir s'articuler avec l'existant faute de quoi l'Histoire du sport que nous avons écrite dans nos territoires sera à réécrire dans celle de la Métropole. Nous proposons donc, à l'instar de ce qui a nourri nos réflexions sur le partage des compétences entre nos communes, nos territoires et la Métropole, de concevoir une compétence sportive articulée entre l'ensemble de ces deux niveaux.

Au cœur du prochain mandat, nous accueillerons les JO 2024, grande fête populaire mais avant tout symbole d'excellence, faisons en sorte qu'ensemble nous soyons à la hauteur de cette ambition collective et partagée.

Vote sur la motion

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité la motion ci-jointe et la transforme en délibération.

2019 CT2 721**Demande de subvention dans le cadre de l'opération d'aménagement du complexe sportif Maurice David sur le site du Jas de Bouffan à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans ce cadre, la présente délibération a pour objet d'autoriser la Présidente de la Métropole à solliciter des aides financières pour la requalification du stade Maurice David dans le cadre d'une opération d'aménagement du site du Jas de Bouffan à Aix-en-Provence.

1. Nature de l'opération

Le Conseil de Communauté du Pays d'Aix du 19 décembre 2013 a déclaré d'intérêt communautaire le projet de requalification du stade Maurice David à Aix-en-Provence avec une première tranche d'extension au moyen de la construction des tribunes Est et Nord et du parvis d'accès, ainsi qu'une convention fixant les conditions d'intervention de la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires dans le cadre de cette opération.

Lors du Comité de Pilotage du stade Maurice David du 19 juillet 2019, il a été proposé de finaliser cette opération d'aménagement dans le cadre d'une seconde tranche avec, en phase 1, la construction d'une tribune Sud de 2.700 places portant la capacité totale du stade à 8.400 places, puis, en phase 2, la transformation de la tribune Ouest existante permettant de porter à terme la capacité totale du stade à plus de 10.000 spectateurs. Cette jauge correspond aux exigences de la Ligue nationale de rugby pour évoluer en TOP 14.

Un avenant n°3 à la convention d'aménagement avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » dans le cadre de l'opération d'aménagement du complexe sportif Maurice David sur le site du Jas de Bouffan à Aix-en-Provence, validé par le Bureau de la Métropole du 24

octobre 2019, délibération n°CSGE 006-7035/19/BM, intègre les réalisations suivantes : construction de la tribune sud (6.500.000 euros TTC), requalification de la tribune ouest (12.000.000 euros TTC), équipements et aléas divers (1.500.000 euros TTC), ce qui porte la totalité du coût de l'opération à 20.000.000 euros TTC.

2. Déroulement de l'opération

Compte tenu du phasage des travaux évoqué ci-dessus et notamment de l'incertitude relative à l'accession du club en top 14 et donc du lancement des travaux de la phase 2, la présente délibération vise à approuver une première demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière dans le cadre de la réalisation de la phase 1 : construction d'une nouvelle tribune Sud, et à signer tous les documents y afférents.

Le montant prévisionnel de la phase 1, construction de la tribune Sud, est estimé à 6,5 millions d'euros TTC, dont 5 millions de travaux HT.

3. Le plan de financement prévisionnel de la phase 1 :

Organismes sollicités	Taux	Montants sollicités HT
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	1,5 million d'euros
Financement externe		
Etat - CNDS	30 %	1,5 million d'euros
Conseil Régional PACA	20 %	1 million d'euros
Conseil Départemental des Bouches du Rhône	20 %	1 million d'euros
TOTAL	100 %	5 million d'euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°205-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2013_A300 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le programme d'aménagement du stade et une convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour la construction du Grand Stade du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015_A095 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant l'avenant n°1 à la convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°2015_A266 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'avenant n°2 à la convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°CSGE 003-7158/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant la revalorisation de l'Autorisation de Programme pour l'opération d'aménagement du complexe sportif Maurice David à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°CSGE 006-7035/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant l'avenant n°3 à la convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : aménagement du complexe sportif Maurice David sur le site du Jas de Bouffan à Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1:

Pour la réalisation de cette opération, Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'État, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute

convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain, en section d'Investissement : nature 1311 pour l'Etat, 1312 pour le Conseil Régional PACA, 1313 pour le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, fonction 322.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 722

Soutien au sport de haut niveau 2020 - Attribution de subventions aux clubs éligibles de sports collectifs et individuels, et au dispositif « Ecole Sport Entreprendre du Pays d'Aix » - Approbation de conventions d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a engagé à partir de 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Plusieurs dispositifs ont été délibérés afin de mieux répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelle autour notamment des axes suivants :

1- Soutenir le sport de compétition de niveau national pour les sports collectifs comme pour les sports individuels.

2- Renforcer le développement de ces pratiques sportives grâce à un programme d'accompagnement scolaire de 354 jeunes sportifs âgés de 15 à 20 ans intégrés dans les équipes cadettes et juniors des clubs de sports collectifs et de sports individuels de haut niveau du Pays d'Aix : le dispositif « Ecole Sport Entreprendre du Pays d'Aix ».

Il est proposé d'approuver les attributions de subventions et les conventions afférentes ci après :

1/ Soutien aux clubs de sports collectifs de haut niveau :

Au regard du niveau où ces clubs évoluent pour la saison 2019/2020 et des résultats obtenus en fin de saison sportive, ils peuvent être éligibles en 2020 aux aides suivantes **pour un montant total de 1.085.000 €** (hors marchés de prestations de services) :

Clubs en 2020	Catégorie Division	BP 2020	Total (n-1) Saison 2018/2019	Subv sollicitée	Subv Proposée Saison 2019/2020	Prestation de service	Total subventions proposées 2020	Convention
EUSRL PAUCH (GU n°00024)	1ère division (LNH)	5.672.965 €	870.000 €	/	/	Min: 740.000 € Maxi : 1.000.000 €*	/	Marché
	Centre de formation		300.000 €	300.000 €	300.000 €	/	300.000 €	Oui
SASP PROVENCE RUGBY	2e division PRO D2	8.423.250 €	450.000 €	/	/	Min: 450.000 € Maxi : 650.000 €*	/	Marché
Association PROVENCE RUGBY (GU n°00056)	Centre de formation	1.020.150 €	150.000 €	150.000 €	150.000 €	/	150.000 €	Oui
Pays d'Aix Natation Water Polo (GU n°00028)	1ère division (PRO A)	1.977.500 €	175.000 €	215.000 €	175.000 €	/	175.000 €	Oui
Asso PA/VB (GU n°00017)	1ère division (Ligue AF)	1.070.000 €	410.000 €	445.000 €	410.000 €	/	410.000 €	Oui
Basket Métropole Aix Venelles (GU n°00060)	Nationale 2	245.000 €	50.000 €	50.000 €	50.000 €	/	50.000 €	Oui
TOTAL							1.085.000 €	

* Les montants indiqués pour les marchés de prestation de service le sont à titre indicatif et représentent le plafond maximum qui pourra être revu à la baisse au regard de l'art. L.113-3 du Code du sport.

Il convient de rappeler que la Société Anonyme Sportive Professionnelle Provence Rugby est liée par convention à son association d'origine qui bénéficie d'une subvention au titre du fonctionnement de son centre de formation. Il est rappelé à ce titre que la subvention versée à l'association ne peut être reversée à la société à quelque titre ou sous quelque forme que ce soit.

Il convient de rappeler également que le Conseil de Territoire du 21 mars 2019 a validé, par délibération n°2019_CT2_144, l'élargissement des conventions pluriannuelles avec le Pays d'Aix Venelles Volley-Ball et le Pays d'Aix Natation section water-polo ainsi que le montant des subventions prévisionnelles afférents

aux saisons 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021 dans le cadre du soutien aux sports collectifs de haut niveau.

2/ Soutien aux clubs de sports individuels de haut niveau :

Cette politique de soutien à certaines disciplines de sports individuels évoluant en niveau national vise à mettre en valeur leur pratique et à valoriser les résultats obtenus par les clubs afin de permettre d'augmenter le nombre de licenciés.

Au regard du niveau où ces clubs de sports individuels évoluent pour la saison 2019/2020 et des résultats obtenus en fin de saison sportive, ils peuvent être éligibles en 2020 aux aides suivantes **pour un montant total de 491.500 €** :

Clubs (Guichet Unique 2020)	BP 2020	Subvention sollicitée 2020	Subv n-1	Barème d'attribution	Subvention proposée 2020	Conven- tions
Gymnastique du Pays d'Aix (GU n°00002)	354.210 €	35.000 €	27.000 €	30.000 €	27.000 €	Oui
Pays d'Aix Natation Natation synchronisée (GU n°00029)	1.977.500 €	73.000 €	74.000 €	63.000 €	73.000 €	Oui
Aix Athlétisme Provence (GU n°00021)	514.000 €	67.000 €	60.000 €	67.000 €	60.000 €	Oui
Escrime du Pays d'Aix (GU n°00006)	286.200 €	72.000 €	72.000 €	60.000 €	72.000 €	Oui
Amical Vélodrome Aixois (GU n°00025)	578.000 €	153.000 €	153.000 €	170.000 €	153.000 €	Oui
AUC Badminton (GU n°00035)	309.810 €	60.000 €	54.000 €	60.000 €	54.000 €	Oui
AUC Taekwondo (GU n°00036)	87.500 €	13.500 €	13.500 €	15.000 €	13.500 €	Non
Aix Handisport (GU n°00019)	22.100 €	5.000 €	5.000 €	5.000 €	5.000 €	Non
Squash Passion (GU n°00022)	54.200 €	20.000 €	20.000 €	30.000 €	20.000 €	Non
Club Handisport Aixois (GU n°00020)	95.000 €	10.000 €	10.000 €	10.000 €	10.000 €	Non
BMX Les Pennes Mirabeau (GU n°00094)	101.400 €	4.000 €	4.500 €	5.000 €	4.000 €	Non
TOTAL					491.500 €	

Il convient de rappeler que l'association Pays d'Aix Natation bénéficie également d'une subvention pour le fonctionnement de sa section de water-polo en 2020 correspondant à un montant de 175.000 €, ce qui porte la totalité des subventions à allouer au Pays d'Aix Natation pour ses deux sections water-polo et natation synchronisée à 248.000 €.

Par ailleurs, le Projet PRODAS (PROjet de Développement des Activités Sportives) dans les quartiers prioritaires visés par les services « Politique de la Ville » des communes d'Aix-en-Provence, Vitrolles, Pertuis et Gardanne bénéficie de la participation des clubs de niveau national bénéficiaires d'une subvention de fonctionnement au titre du dispositif de soutien au sport de haut niveau, liés par une convention d'objectifs avec le Pays d'Aix.

3/ Soutien au dispositif « Ecole Sports Entreprendre du Pays d'Aix » (ESE):

Le partenariat Sport/Entreprise mis en place par la Communauté du Pays d'Aix au travers de ce dispositif validé par la délibération n°2005_A340 du Conseil communautaire du 8 décembre 2005 a permis de créer une dynamique nouvelle entre les différents acteurs sportifs du territoire, et en particulier les jeunes sportifs évoluant en niveau national dans leur intégration sociale et professionnelle future.

Ce dispositif concerne aujourd'hui 354 jeunes sportifs de 15 à 20 ans constituant les espoirs cadets et juniors des clubs de sports collectifs et individuels de haut niveau du Pays d'Aix dans les disciplines

suivantes : natation (4 disciplines), handball, basket, volley-ball, athlétisme, gymnastique, triathlon, BMX, taekwondo, cyclisme, judo, pentathlon, escrime, tennis.

Le Territoire du Pays d'Aix, aux côtés des clubs de haut niveau de son territoire, a décidé de soutenir ce programme original depuis plusieurs années visant à créer les meilleures conditions possibles d'accompagnement et de soutien éducatif, scolaire et professionnel de jeunes sportifs.

Ce dispositif interactif permet aussi de mutualiser certains aspects logistiques : transports, restaurations adaptées, tutorat scolaire, préparation physique, en regroupant les bénéficiaires du programme.

En complémentarité de ce dispositif, une cellule opérationnelle prend en compte les sportifs adultes afin de les accompagner dans leur formation post sportive et leur insertion dans le monde du travail.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé de valider les termes de la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association "Ecole Sport Entreprendre (ESE) du Pays d'Aix", composée aujourd'hui de 7 salariés, de 15 contrats de vacataires et de 9 services civiques, et de valider l'attribution d'une subvention de 80.000 € à l'association "ESE Pays d'Aix" en 2020, telle que décrite dans le tableau ci-dessous :

Club	N° Guichet Unique 2020	Budget prévisionnel 2020	Subvention N-1	Subvention sollicitée	Total subventions proposées 2020	Convention
ESE Pays d'Aix	00027	157.000 €	80.000 €	80.000 €	80.000 €	Oui

4/ Rappel des dispositions du code du sport :

Il convient de noter qu'au-delà de 23.000 €, une convention annuelle type entre l'association sportive et le Territoire du Pays d'Aix permettra de verser ces aides à chaque club.

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

- un acompte de 80% sera versé au club après signature de la convention correspondante et ce pour l'ensemble des subventions.

- le solde de 20% sera versé à la fin de l'année sur présentation avant le 1er novembre 2019:

- d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire accompagné dès lors du compte de résultat définitif de l'année n-1, signés du Président et du Trésorier de l'association, s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

La délibération cadre modificative de la politique sportive de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix au titre du sport de haut niveau présentée en séance de Conseil communautaire du 11 décembre 2014 a rappelé les conditions et critères du Code du sport relatifs à l'attribution de subventions ou d'achat de prestations de services aux clubs sportifs selon qu'ils étaient gérés sous la forme d'associations ou de sociétés professionnelles :

- Concernant l'attribution de subventions, l'article L.113-2 du Code du Sport indique que les associations sportives, ou les sociétés qu'elles constituent, peuvent recevoir des subventions publiques pour des missions d'intérêt général. Ces subventions font l'objet de conventions conclues, d'une part, entre les collectivités territoriales et leurs groupements et, d'autre part, les associations sportives ou les sociétés qu'elles constituent. Le montant maximum des subventions versées par l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'association sportive et à la société qu'elle constitue ne peuvent excéder 2,3 millions d'euros pour chaque saison sportive de la discipline concernée.

- Concernant l'achat de prestations de service, l'article L 113-3 du Code du Sport indique que les sommes versées par les collectivités territoriales ou

leurs groupements aux sociétés en exécution de contrats de prestation de services, ou de toute convention dont l'objet n'entre pas dans le cadre des missions d'intérêt général visées à l'article L 113-2, ne peuvent excéder 30% du total des produits du compte de résultat de l'année précédente, dans la limite de 1,6 millions d'euros.

Il convient de noter que les subventions sont attribuées sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A340 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 relative au dispositif de formation des jeunes sportifs des clubs de haut niveau ;
- La délibération cadre n°2012_A006 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°2015_B767 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative au soutien au sport de haut niveau et à l'approbation de conventions d'objectifs pluriannuelles pour le soutien aux clubs Pays d'Aix Venelles Volley Ball et Pays d'Aix Natation ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2019_CT2_144 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 relatif à l'élargissement des conventions d'objectifs pluriannuelles avec le Pays d'Aix

Venelles Volley-Ball et le Pays d'Aix Natation section water-polo dans le cadre du soutien aux sports collectifs de haut niveau ;

- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions telles que décrites dans les tableaux ci-dessus pour un montant total de 1.656.500 €, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Sont approuvées les deux conventions à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les deux clubs de haut niveau collectif, l'EUSRL Pays d'Aix Université Club Handball et l'association Provence Rugby.

Article 3 :

Sont approuvées les deux conventions à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les deux clubs de haut niveau collectif, l'association Pays d'Aix Venelles Volley-Ball et l'association Basket Métropole Aix Venelles.

Article 4 :

Est approuvée la convention type à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les clubs de haut niveau individuel.

Article 5 :

Est approuvée la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association École Sport Entreprendre du Pays d'Aix.

Article 6 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 7 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2020 en section de fonctionnement : Chapitre 65 / Fonction 30 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 723

Événements sportifs sur le Territoire du Pays d'Aix en 2020 – Open Pays d'Aix Cepac et Ironman 70.3 du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien de la Communauté du Pays d'Aix à des épreuves sportives internationales a permis d'attester de l'ambition d'une politique sportive au service du plus grand nombre.

Celle-ci s'appuie sur des manifestations sportives d'exception qui suscitent tout autant l'engouement des spectateurs que l'envie des jeunes de découvrir ces disciplines sportives.

Le Territoire du Pays d'Aix souhaite participer en 2020 au soutien de deux événements sportifs majeurs : l'Open Pays d'Aix Cepac et l'Ironman 70.3 du Pays d'Aix.

L'Open Pays d'Aix Cepac :

La 7ème édition de l'Open Pays d'Aix Cepac est un tournoi de tennis de niveau international classé ATP Challenger 125 qui se déroulera du 4 au 10 mai 2020. Il constitue une excellente préparation des joueurs, 15 jours avant Roland Garros.

En 2020, il sera doté d'un prix de 137.500 € (cent trente-cinq mille cinq cents euros) + hébergements, et sera en mesure d'attirer des joueurs classés à partir de la 50ème et jusqu'à la 200ème place au classement mondiale.

Il sera organisé, par la société sportive AB2M, au Country Club Aixois, qui possède les installations suffisantes pour accueillir cette compétition de haut niveau dans le respect des contraintes de la Fédération Française de Tennis (FFT) et mener une opération très aboutie de relations publiques.

Quelques chiffres :

- 40 juges de lignes, 50 ramasseurs de balles, 5 arbitres de chaises, 48 joueurs de simple, 16 équipes de double, 10 personnes dédiées à l'entretien des courts en terre battue ;

- 2700 places assises sur le court central (tribunes gratuites et places de loges VIP);

- 350 nuitées réservées pour l'accueil des joueurs et des officiels, 3 sites de restauration ;

- un village VIP de 500 m², une zone commerciale de 150 m².

Par son nom « Open Pays d'Aix Cepac » et son logo, ce tournoi est très étroitement associé à l'image du Territoire du Pays d'Aix et le succès des six premières éditions l'encourage à poursuivre des actions de communication liée à cet événement.

Le succès de cette rencontre sportive dépend très largement de son audience dans les médias classiques, presses écrite et audiovisuelle. AB2M mettra en place un plan média important :

- programme officiel, gazettes, flyers, affichage sur les réseaux Muppy et Decaux de la ville d'Aix-en-Provence, sur les bus de la ville, les Diablines, chez les commerçants et dans les clubs de tennis de la Ligue et dans les parkings de la ville.

- pour ce qui concerne la presse écrite locale, un partenariat sera conclu avec la Provence, partenaire officiel et pour la presse spécialisée avec Grand Chelem, Tennis Info (FFT), Tennis Magazine, TOUTMA,

- pour les radios, ce sont Nostalgie, Radio Star, NRJ, Chéri FM et France Bleu, pour assurer la promotion en amont et couvrir la compétition,

- en ce qui concerne la TV, diffusion dans le monde entier des matchs en direct avec la chaîne de live streaming, en partenariat avec l'ATP Tour. Au niveau local, les chaînes France 3 et Azur TV couvriront l'événement,

- pour l'internet avec le développement du site : www.opendupaysdaix.com,

- réseaux sociaux : Facebook, Twitter, Instagram.

L'Ironman 70.3 du Pays d'Aix :

La Communauté du Pays d'Aix, puis le Territoire du Pays d'Aix, ont déjà soutenu les neuf premières éditions de l'«Ironman 70.3 du Pays d'Aix» et de «l'Ironkids du Pays d'Aix» entre 2011 et 2019.

La société Ironman France organisera le 17 mai 2020 la dixième édition de «l'Ironman 70.3 du Pays d'Aix», qui est une épreuve de niveau international,

au même titre que d'autres triathlons Ironman organisés en France.

Quelques chiffres de l'édition 2019 permettent de constater l'impact de cette manifestation sur le territoire :

- 2336 athlètes inscrits (86% d'athlètes hommes et 14% d'athlètes femmes), 50 équipes relais,

- 50 nationalités représentées (France, Royaume-Uni, Suisse, Italie, Allemagne, Belgique...),

- 266 enfants au départ des différentes épreuves de l'Ironkids,

- 350 m² d'espace sportif dans le Village Expo Ironman (12 exposants) sur le Cours Mirabeau pendant 3 jours et 7.500 visiteurs,

- plus de 1000 volontaires assurant le succès de l'événement,

Les retombées médiatiques :

- 31 journalistes ou photographes accrédités pour 11 médias différents ;

- Presse écrite : parutions dans La Provence, parutions dans la presse spécialisée Trimag, Trimax, Triathlete Magazine et l'Equipe ;

- Presse web : Facebook (471.247 personnes atteintes), parution dans la presse spécialisée Trimax Hebdo, Trimag, Triathlete Magazine, Trimes, Blog d'athlètes sous forme de communiqué de presse ou de récit de course ;

- TV : 26 minutes sur la chaîne l'Equipe ;

Les retombées touristiques :

- 35% des athlètes ont été à l'hôtel, soit 817 athlètes ;

- la dépense moyenne par athlète s'élève à 96 € ce qui induit un impact économique en terme de logement de 723.456 € ;

- 35% des athlètes sont restés 3 nuits, 29% 2 nuits, 7% une nuit et 29% 4 nuits ou plus ;

- 25% des athlètes sont venus seuls, 22% avec une personne, 15% avec deux accompagnants, 11% avec trois accompagnants, 26% sont venus à quatre ou plus ;

- 96% des athlètes sont satisfaits de la ville d'Aix-en-Provence.

L'Ironman 70.3 du Pays d'Aix en 2020 se déroulera de la façon suivante :

- une épreuve de natation (1,9 km) sur le lac de Peyrolles-en-Provence,

- une épreuve de cyclisme (90 km) permettant aux athlètes de traverser plusieurs communes du Territoire du Pays d'Aix avec une arrivée à Aix-en-Provence,

- une épreuve de course à pied (21,1 km) qui s'achèvera à la Rotonde à Aix-en-Provence.

Dans le cadre de cette manifestation, la société Ironman France souhaite organiser et promouvoir le 8^{ème} «Ironkids du Pays d'Aix» qui se déroulera le samedi 16 mai 2020 à Aix-en-Provence. L'Ironkids a pour objectif de fédérer les enfants de 5 à 13 ans autour d'une épreuve sportive de type courses à pied de différentes distances selon l'âge des participants.

A l'issue des deux événements, les organisateurs s'engagent à fournir au Territoire du Pays d'Aix un bilan de l'organisation et des retombées médiatiques, touristiques et économiques sur le territoire.

Au regard de la promotion du territoire, des retombées économiques, et de la valorisation du sport de haut niveau qu'apportent ces deux grandes manifestations, le Territoire du Pays d'Aix souhaite poursuivre son soutien à leurs organisations en passant des marchés à procédure adaptée de prestations de services en 2020 pour des montants prévisionnels estimés à : 60.000 € TTC pour l'Ironman 70.3 du Pays d'Aix et 135.000 € TTC pour l'Open Pays d'Aix Cepac.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant

délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'organisation des manifestations Ironman 70.3 du Pays d'Aix et Open Pays d'Aix Cepac en 2020 sur le Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvé le lancement de marchés à procédure adaptée de prestations de services en 2020 pour des montants prévisionnels estimés à : 60.000 € TTC pour l'Ironman 70.3 du Pays d'Aix et 135.000 € TTC pour l'Open Pays d'Aix Cepac.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2020 en section de fonctionnement : Chapitre 011 / Nature 611/ Fonction 326 .

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 724

PRODAS 2020 – Attribution de subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en ZUS (Zone Urbaine Sensible).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif Prodass a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif Prodass a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quatre communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec de nombreuses associations.

En 2019, ce dispositif a été lauréat de la 16ème édition du concours « Fais-nous rêver » organisé par l'Agence Pour l'Education Par le Sport (APELS) de Provence Alpes Côte d'Azur permettant de reconnaître des projets labellisés d'éducation par le sport.

L'APELS est une association loi 1901 nationale et indépendante. Depuis 20 ans, l'APELS est un acteur de l'innovation sociale qui construit des programmes pour insérer et éduquer les jeunes par le sport. Grâce à un réseau de 1.000 associations repérées sur l'ensemble du territoire français, elle a accompagné plus de 100.000 jeunes talents éloignés de l'emploi ou décrocheurs scolaires.

Le dispositif PRODAS permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix de subventionner 100% des actions de ces associations sur la base de projets qui mutualisent sur le terrain les différents acteurs concernés.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste

et le calendrier sont joints au dossier de demande de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

Les neuf subventions proposées sont détaillées dans le tableau ci-joint pour un montant total de 55.500 €.

Concernant les modalités de paiement de la subvention, un acompte de 80% est versé à l'association dès que la délibération est exécutoire et le solde de 20% est versé avant la fin de l'année, sur présentation avant la fin octobre d'un budget réalisé provisoire ou définitif de la manifestation signé du Président et du Trésorier de l'association.

L'article 12.3 du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence précise que, dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention attribuée sera révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fera alors l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Métropole en cas de trop-perçu.

La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- La délibération n°2019_CT2_064 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février

2019 relative à l'attribution de subventions de fonctionnement aux « grands opérateurs » et à des associations culturelles du Pays d'Aix ;

- La délibération n°2019_CT2_145 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 relative à l'attribution de subventions de fonctionnement aux « grands opérateurs » et à des associations culturelles du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées neuf subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODA telles que décrites dans le tableau ci-joint pour un montant total de 55.500 €, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2020 en section fonctionnement - Chapitre 65 / Nature 65748 / Fonction 326.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 725

Approbation d'un avenant à la convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2013_A150 du Conseil communautaire du 18 juillet 2013, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a confié une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan.

Au vu du résultat de cette étude, la CPA a déclaré, par la délibération n°2013_A300 du Conseil communautaire du 19 décembre 2013, le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confié à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération.

Par la délibération n°2019_CT2_347, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 a adopté une convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la Société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP) Provence Rugby pour les trois saisons sportives 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022.

La dite convention a pour objet de préciser les conditions de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David, sis 20 avenue Marcel Pagnol, 13090, Aix-en-Provence, au profit de la SASP Provence Rugby afin de permettre à son équipe professionnelle d'évoluer en championnat de France de Pro D2 (2ème division nationale).

Dans le cadre de ses activités professionnelles, la SASP Provence Rugby est co-organisateur d'un match France/Italie U20 le 7 février 2020 à 21h00 au stade Maurice David avec la Fédération Française de Rugby, accompagnée de la Ligue Sud.

A ce titre, la SASP Provence Rugby souhaite pouvoir utiliser le stade dans les mêmes conditions que lors des rencontres programmées de l'équipe professionnelle de ProD2 : terrain, vestiaires, réceptifs notamment.

Recevoir l'équipe de France U20, double championne du monde en titre (dont certains joueurs feront partie de l'équipe de France A lors de la coupe du monde 2023 en France), est un privilège qui s'inscrit dans la continuité de l'accueil de l'équipe de France A en 2018.

Le Territoire du Pays d'Aix réaffirme son soutien au développement d'une politique sportive ambitieuse au service du plus grand nombre en autorisant, par

un avenant joint au présent rapport, la SASP Provence Rugby à utiliser les installations sportives et les locaux du stade Maurice David afin d'accueillir cette rencontre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_A150 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 confiant une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan ;
- La délibération n°2013_A300 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013, déclarant le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confiant à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération ;
- La délibération n°2014_B394 du Bureau communautaire de la CPA du 25 septembre 2014 adoptant un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du territoire, et notamment la convention de mise à disposition des équipements du stade Maurice David au profit de la SASP le PARC, renommée depuis SASP Provence Rugby ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2019_CT2_347 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 relative à l'approbation d'une convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby pour les saisons sportives 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et de certains locaux du stade Maurice David au profit de la Société Anonyme Sportive Professionnelle Provence Rugby, jointe en annexe du présent rapport, pour accueillir le match France / Italie U20 du 7 février 2020.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer l'avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive - Culture

2019 CT2 726

Attribution d'une subvention d'investissement au titre de la restauration du patrimoine privé inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En matière de mise en valeur du territoire, l'attention portée à la conservation des paysages et des monuments historiques est un axe important du développement durable. Il s'agit de maintenir et

dynamiser la conservation de ces édifices et sites qui ont souvent marqué le paysage actuel du territoire. Ils sont par ailleurs particulièrement précieux pour l'identification du territoire par ses habitants, la valorisation d'un tourisme responsable et de fait, son développement.

Ces enjeux ont conduit la Communauté du Pays d'Aix à mettre en œuvre en 2010 une politique nouvelle pour aider la rénovation du patrimoine public qu'il soit mobilier ou immobilier, protégé ou non, appartenant aux 36 communes qui la composent. Cependant, force est de constater que 60% des monuments protégés appartiennent à des propriétaires privés. Il a donc semblé opportun d'étendre ces aides à ces sites et monuments privés.

A cet effet, la Communauté du Pays d'Aix a souhaité adosser son aide à celle de l'État au titre des édifices, jardins, et parcs classés et inscrits au titre des monuments historiques afin d'aider les propriétaires à les conserver et les restaurer. De son côté le Ministère de la Culture aide ces propriétaires dans le cadre des programmations pluriannuelles pour les études et travaux sur les monuments historiques.

Par délibération n° 2015_B212 du Bureau communautaire du 23 avril 2015, la Communauté du Pays d'Aix a approuvé une aide de 23 141 € au titre des travaux de restauration d'urgence de la charpente et réfection des couvertures du troisième tiers de l'aile ouest et de l'aile nord-ouest du château de Lenfant appartenant à Monsieur Emmanuel de Saboulin Bollena, propriétaire du château sis au lieu-dit « Lenfant » à Aix-les-Milles (13290), répertorié au cadastre section HP sous le N°38, immeuble classé/inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 16 mars 1982. Cette aide s'adosse sur une convention entre l'État et la Communauté du Pays d'Aix pour la restauration du patrimoine privé au titre des monuments historiques. Cette première phase de travaux est soldée.

Dans le cadre de la continuité des travaux déjà aidés, le présent rapport propose d'apporter une aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux travaux de mise hors d'eau et mise hors d'air et de consolidation du gros œuvre de l'aile ouest du château de Lenfant (aile des communs).

Les modalités de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence demeurent identiques et sont plafonnées à 20% du montant TTC des Travaux.

La demande de subvention est présentée aux instances délibératives de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la condition expresse de la production de l'arrêté portant attribution d'une subvention de l'État.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à verser à la propriétaire, Madame Laure de Saboulin Bollena sous forme de subvention, une aide financière de 16 655,90 €, soit 20% du montant TTC des travaux qui se dérouleront en une tranche, pour un montant total de 83 279,52 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Organismes sollicités	Montants sollicités	Taux
Etat, Ministère de la Culture	18 327,95€	10 %
Métropole Aix-Marseille-Territoire du Pays d'Aix	16 655,90€	20 %
Conseil Départemental 13	16 655,90€	20 %
Fonds propres	41 639,77€	50 %
Montant total des travaux en TTC	83 279,52€	100 %

Le propriétaire s'engage à ce que les travaux soient achevés au plus tard dans les deux ans qui suivent la signature de la convention.

Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes :

- 50% d'acompte sur production des devis signés par le représentant légal bénéficiaire de la subvention à la signature de la convention.

- Versement du solde, après réalisation des travaux sur production des pièces suivantes: un décompte général des travaux réalisés certifié conforme et signé par le représentant légal bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes.

La présente convention est conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le propriétaire privé pour une durée de 2 ans, à compter de sa signature et pourra être prolongée par voie d'avenant. Cette convention précise en particulier les objets du financement, le plan de financement de l'opération, les délais d'exécution et les modalités de paiement.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

Si le montant des travaux varie à la baisse, le montant de l'aide versée est recalculé au prorata des dépenses effectivement réalisées, selon le pourcentage que la subvention de la Métropole représente dans le financement des acquisitions. (Article 11.4.4 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B212 du Bureau communautaire de la CPA du 23 avril 2015 portant attribution d'une aide de 23 141 € au titre des travaux de restauration d'urgence du château de Lenfant ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole-Aix-Marseille-Provence souhaite aider la conservation, la rénovation et la valorisation du patrimoine sur son territoire.
- Que la demande de subvention est présentée aux instances délibératives de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la condition expresse de la production de l'arrêté portant attribution d'une subvention de l'État.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention en investissement de 16 655,90 € à la propriétaire du château de Lenfant, Madame Laure de Saboulin Bollena.

Article 2 :

Est approuvée la convention à conclure avec la propriétaire du château de Lenfant, Madame Laure de Saboulin Bollena.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, sous réserve du vote du budget 2020, en section d'investissement: opération budgétaire 4581162485, nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI485AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 727

Attribution de subventions de fonctionnement aux grands opérateurs culturels- Approbation de conventions avec le Festival International d'Art Lyrique et l'Académie Européenne de Musique d'Aix-en-Provence, le Centre Chorégraphique National Ballet Preljocaj et le Théâtre du Jeu de Paume

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du d'agglomération du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 par la délibération n°2003_A081. Cette politique culturelle poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Les grands opérateurs

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a choisi de devenir dès 2003 un partenaire privilégié d'opérateurs culturels participant au rayonnement culturel du Pays d'Aix avec comme objectif de contribuer à l'éducation et au rapprochement des générations par la facilitation de l'accès à la culture (délibération N°2003_A285 du 12 décembre 2003).

Sur la base des principes de déclaration de l'intérêt communautaire, il est possible de dégager un groupe d'opérateurs répondant aux critères suivants :

- un rayonnement national ou international
- un caractère unique sur le Territoire
- une reconnaissance de l'État (Ministère de la Culture).

Ces grands opérateurs, dont le Festival International d'Art Lyrique (FIAL), le Ballet Preljocaj (CCN- Ballet Preljocaj) et le Théâtre du Jeu de Paume (TJP) bénéficient d'une subvention de fonctionnement dans le cadre d'une convention triennale avec des objectifs partagés.

La convention du Ballet Preljocaj pour la période 2019-2021 a été présentée au vote du Conseil de Territoire du 17 octobre 2019, celle du TJP pour la

période 2020-2022 est présentée au vote du Conseil de Territoire du 12 décembre 2019, tandis que la convention du FIAL est en cours de renouvellement. Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire et affirmant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations d'excellence accessibles au plus grand nombre.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 3 subventions de fonctionnement aux trois grands opérateurs susnommés, le FIAL, le Ballet Preljocaj et le TJP, pour un montant total de 1 800 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver les conventions d'objectifs et de moyens annexées au présent rapport.

N° GU	Nom Association	Objet social	Manifestation	Subvention N.1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	Montant proposé
2020_00227	FIAL (Festival International d'Art Lyrique)	Programmer et organiser le Festival d'Art Lyrique, l'Académie de Musique et les Tournées pour l'année 2020	Fonctionnement Général	1 080 000 €	24 460 000 €	1 230 000 €	Aix-en-Provence 1 035 000 €	930 000 €
2020_00102	Ballet Preljocaj (Centre Chorégraphique National - Ballet Preljocaj)	Création et diffusion de spectacles chorégraphiques	Fonctionnement Général	600 000 €	7 082 560 €	600 000 €	Aix-en-Provence 375 000 €	600 000 €
2020_00001	TJP (Théâtre du jeu de paume)	Production, exploitation ou diffusion de spectacles vivants	Fonctionnement Général	260 000 €	2 073 471 €	270 000 €	Aix-en-Provence 95 000 €	270 000 €

Total : 1 800 000 €

A titre d'information, le Ballet Preljocaj a déposé un autre dossier de demande de subvention sollicitant la Métropole à hauteur de 20 000 € pour le projet de sensibilisation et de pratique artistique dans les écoles maternelles et élémentaires de la Métropole (GU N°2020_00419) sur l'exercice 2020.

L'attribution de subvention en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions. Les conventions bilatérales annexées à la présente délibération sont élaborées pour le versement des subventions au titre de l'exercice 2020.

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix,

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

80 % de la subvention à la date de signature de la convention par les deux parties,

Dans le cadre du financement d'une action, le solde de la subvention (20%) sera versé sur présentation du rapport d'activité et du compte-rendu financier de l'opération subventionnée.

Dans le cadre du financement du fonctionnement général : le solde de la subvention (20%) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier et du compte de résultat de l'association. S'ils sont provisoires, les documents définitifs devront être fournis au plus tard le 31 mars de l'exercice N+1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°2003_A285 du Conseil communautaire de la CPA du 12 décembre 2003 déterminant les grands opérateurs culturels ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 13 novembre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées, sous réserve du vote du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, trois subventions en fonctionnement pour un montant total de 1 800 000 €, telles que présentées dans le tableau ci-dessus.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions d'objectif et de moyens à conclure entre la Métropole Aix – Marseille Provence - Territoire du Pays d'Aix et le Festival International d'Art Lyrique, le Ballet Preljocaj et le Théâtre du Jeu de Paume.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial du Territoire du Pays d'Aix 2020, en section de fonctionnement chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 728

Attribution de subventions de fonctionnement aux grands opérateurs culturels -Approbation de conventions avec le Centre International des Arts en Mouvement, le Festival International de Piano et l'Atelier de la langue française

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du d'agglomération du Pays d'Aix décidait de la

création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 par la délibération n°2003_A081. Cette politique culturelle poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Les grands opérateurs

Dès 2003, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a choisi de devenir un partenaire privilégié d'opérateurs culturels participant au rayonnement culturel du Pays d'Aix avec comme objectif de contribuer à l'éducation et au rapprochement des générations par la facilitation de l'accès à la culture par la délibération N°2003_A285 du 12 décembre 2003).

Sur la base des principes de déclaration de l'intérêt communautaire, il est possible de dégager un groupe d'opérateurs culturels répondant aux critères suivants:

- un rayonnement est manifestement national ou international
- un caractère unique sur le territoire

- une reconnaissance de l'État (Ministère de la Culture).

Ces grands opérateurs, dont le Centre International des Arts en Mouvement (CIAM) et l'Atelier de la langue française bénéficient d'une subvention de fonctionnement dans le cadre d'une convention triennale avec des objectifs partagés.

Par délibération n°2018_CT2_072, le Conseil du Territoire du 8 février 2018 a approuvé la convention du CIAM pour la période 2018-2020. La convention de l'Atelier de la langue française pour la période 2020-2022 est présentée au vote du Conseil de Territoire du 12 décembre 2019.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et affirmant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de quatre subventions de fonctionnement au Centre International des Arts en Mouvement pour le fonctionnement et pour le projet de Festival Jours et nuits de cirques, au Festival International de Piano et à l'Atelier de la langue française pour un montant total de 530 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver les conventions d'objectifs et de moyens annexées au présent rapport.

N° GU	Non Association	Objet social	Manifestation	Lieu	Dates	Subvention N°1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	Montant proposé
2020_00501	CIAM	Promotion/formation cirque	Fonctionnement général	Pays d'Aix Région Europe	Année 2020	100 000 €	1 124 000 €	100 000 €	Aix-en-Provence 200 000 €	100 000 €
2020_00502	CIAM	Promotion/formation cirque	Festival Jours et nuits de cirques	Aix-en-Provence	Du 19 au 27 Septembre 2020	100 000 €	430 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €
2020_00503	Festival International de Piano de la Roque d'Anthéron	Organisation de Festival	46ème édition du Festival International de Piano de la Roque d'Anthéron	La Roque d'Anthéron	Du 15 juillet au 15 août 2020	200 000 €	3 373 400 €	200 000 €	La Roque d'Anthéron 40 000 € Lambesc 10 000 € Rognes + Gordes 5 000 €	200 000 €
2020_00504	Atelier de la langue française	Promotion de l'art oratoire sous toutes ses formes	Nouvelle édition du Festival les Journées De l'éloquence et les 7 péchés Capiaux	Aix et territoire Métropole	Du 18 mai au 23 mai 2020	70 000 €	200 000 €	60 000 €	Aix-en-Provence 50 000 €	60 000 €

Total : 530 000 €

A titre d'information

- le CIAM a déposé un autre dossier de demande de subvention dans le cadre du PRODAS sollicitant la Direction des Sports du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 4 500 € pour le projet Animation et découverte du cirque (GU N°2020_00135) sur l'exercice 2020.

- le Festival International de Piano a déposé un autre dossier de demande de subvention sollicitant la Direction de la Culture du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 30 000 € pour le projet d'anniversaire de l'association intitulé 40 ans - 40 pianos (GU N°2020_00503) sur l'exercice 2020.

- l'Atelier de la langue française a déposé un autre dossier de demande de subvention et sollicite la Métropole à hauteur de 10 000 € pour le

fonctionnement général (GU N°2020_00084) sur l'exercice 2020.

L'attribution de subvention en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions. Les conventions bilatérales annexées à la présente délibération sont élaborées pour le versement des subventions sur l'exercice 2020.

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

80 % de la subvention à la date de signature de la convention par les deux parties,

Dans le cadre du financement d'une action, le solde de la subvention (20%) sera versé sur présentation du rapport d'activité et du compte-rendu financier de l'opération subventionnée.

Dans le cadre du financement du fonctionnement général : le solde de la subvention (20%) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier et du compte de résultat de l'association. S'ils sont provisoires, les documents définitifs devront être fournis au plus tard le 31 mars de l'exercice N+1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°2003_A285 du Conseil communautaire de la CPA du 12 décembre 2003 déterminant les grands opérateurs culturels ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2018_CT2_072 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018 approuvant la convention triennale du CIAM pour la période 2020-2022,
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées quatre subventions en fonctionnement, sous réserve du vote du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, pour un montant total de 530 000 €, telles que présentées dans le tableau ci-dessus.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions d'objectif et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et le Centre International des Arts en Mouvement, le Festival International de Piano et l'Atelier de la langue française.

Article 3 :

La demande exceptionnelle du Festival International de Piano (GU N°2020_00503) sera inscrite à l'ordre du jour du Conseil de Territoire du mois de mai 2020.

Article 4 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial du Territoire du Pays d'Aix 2020, en section de fonctionnement chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 729

Attribution de subventions de fonctionnement à des opérateurs culturels conventionnés avec l'Etat - Approbation de conventions avec l'association Les Lumières et le Groupe et compagnie Grenade -Josette Baïz

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 par la délibération n°2003_A081. Cette politique culturelle poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a choisi de devenir dès 2003 un partenaire privilégié d'opérateurs culturels participant au rayonnement culturel du Pays d'Aix avec comme objectif de contribuer à l'éducation et au rapprochement des générations par la facilitation de l'accès à la culture par la délibération N°2003_A285 du 12 décembre 2003).

Sur la base des principes de déclaration de l'intérêt communautaire, il est possible de dégager un groupe d'opérateurs répondant aux critères suivants:

- un rayonnement est manifestement national ou international
- un caractère unique sur le territoire
- une reconnaissance de l'État (Ministère de la Culture).

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et affirmant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 2 subventions de fonctionnement à l'association Les Lumières et au Groupe et compagnie Grenade-Josette Baïz pour un montant total de 63 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver les conventions d'objectifs et de moyens annexées au présent rapport.

N° GU	Non Association	Objet social	Manifestation	Lieu	Subvention N-1	Total Budget prévisionnel	Subvention Sollicitée	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	Montant proposé
2020_00344	Les lumières (Café Zimmermann)	Favoriser le développement et le rayonnement de la musique baroque	Concerts et actions culturelles pour 2020	Métropole	30 000 €	94 807 €	70 000 €	40 000 €	Aix-en-Provence 5 000 €	40 000 €
2020_00519	Groupe et compagnie Grenade-Josette BALZ	L'association a pour mission, la promotion de l'expression artistique notamment chorégraphique auprès des jeunes et des adultes par la sensibilisation, la formation, la création, la production et la diffusion de spectacles.	Fonctionnement Général	Aix-en-Provence Marseille Département Intercommunal	21 000 €	708 600 €	120 000 €	30 000 €	Aix-en-Provence 74 810 € Marseille 30 000 € Politique de la ville 30 000 €	23 000 €

Total : 63 000 €

A titre d'information, pour l'exercice 2020, l'association Les Lumières a déposé un autre dossier de demande de subvention en fonctionnement général (N°GU2020_00519) sollicitant le Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 5 000 €.

L'attribution de subventions en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions. Les conventions bilatérales annexées à la présente délibération sont élaborées pour le versement des subventions sur l'exercice 2020.

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de

subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

80 % de la subvention à la date de signature de la convention par les deux parties,

Dans le cadre du financement d'une action, le solde de la subvention (20%) sera versé sur présentation du rapport d'activité et du compte-rendu financier de l'opération subventionnée.

Dans le cadre du financement du fonctionnement général : le solde de la subvention (20%) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier et du compte de résultat de l'association. S'ils sont provisoires, les documents définitifs devront être fournis au plus tard le 31 mars de l'exercice N+1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°2003_A285 du Conseil communautaire de la CPA du 12 décembre 2003 déterminant les grands opérateurs culturels ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées, sous réserve du vote du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, deux subventions en fonctionnement pour un montant total de 63 000 €, telles que présentées dans le tableau ci-dessus,

Article 2 :

Sont approuvées les conventions d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et l'association Les Lumières et le Groupe et compagnie Grenade-Josette Baiz.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial du Territoire du Pays d'Aix 2020, en section de fonctionnement chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 730

Attribution d'une subvention de fonctionnement au titre des actions de préfiguration du Puits de Sciences, Centre de culture scientifique, technologique et industrielle à Gardanne - CCSTI -Approbation d'une convention

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

1. Le contexte du puits Morandat

La Ville de Gardanne a racheté le site du puits Morandat en 2004 pour y développer un projet économique, énergétique et culturel à même de redynamiser son territoire. Cet ancien carreau de mine de 14 ha a été inscrit dans une dynamique nouvelle, avec la création d'un parc d'activités pour des TPE/PME innovantes dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. 1000 emplois vont être créés avec plusieurs centaines d'emplois induits. C'est au cœur des bâtiments patrimoniaux du Pôle Yvon Morandat que se situera, sur 4000 m², un centre de diffusion de la culture scientifique, technique et industriel (CCSTI). Ce « Puits de Sciences » offrira à ses visiteurs et utilisateurs des expériences de découverte des sciences et des techniques.

2. Le projet de création du CCSTI

Il a été acté lors du Comité de pilotage du 11 juin 2019, co-présidé par le préfet de région et le maire de Gardanne, par l'ensemble des collectivités concernées le principe d'un soutien au projet du « Puits de Sciences » avec un coût en investissement fixé à 14,7 M€ HT et le plan pluriannuel de financement établi sur trois exercices suivants :

Type	Montant HT	N	N+1	N+2	Taux
Ville de Gardanne	2 940 000 €	400 000 €	1 400 000 €	1 140 000 €	20 %
Etat	1 000 000 €	500 000 €	500 000 €		7 %
Région	4 410 000 €	1 650 000 €	2 000 000 €	760 000 €	30 %
Département	3 410 000 €	800 000 €	1 800 000 €	810 000 €	23 %
Métropole-Territoire d'Aix	2 940 000 €	800 000 €	1 400 000 €	740 000 €	20 %
Total	14 700 000 €	4 000 000 €	7 000 000 €	3 450 000 €	100 %

La Ville de Gardanne a validé le principe d'en assurer la maîtrise d'ouvrage. Elle missionnera un mandataire pour en assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée. Elle garantira la totalité de la dépense au moyen des contributions des collectivités et de l'État. Elle financera cet équipement à hauteur de 2 940 000 €. La dévolution du marché de maîtrise d'œuvre de cette opération a d'ores et déjà été initiée en 2019, avec un budget CRET, sous la forme d'un dialogue compétitif et 5 équipes de grande notoriété ont été retenues pour y participer.

Un rapport présenté lors du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019 (délibération N°2019_CT2_367) et du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 (délibération N°CSGE 007-7162/19/CM) a validé la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 2.940.000 €. Elle se fera au moyen d'un fonds de concours égal à la participation de la commune, créé et affecté au titre de la compétence culture du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

La livraison du bâtiment est prévue en septembre 2022 et l'ouverture du CCSTI au public est prévue en janvier 2023

Pour ce qui concerne son fonctionnement, l'objectif pour début 2024, un an après l'ouverture au public en 2023, est de disposer d'une structure de plein exercice dédiée au « Puits de Sciences » qui soit adaptable en fonction des évolutions du projet. A l'instar des autres CCSTI, c'est son caractère éducatif, novateur, ludique et interactif qui doit permettre au « Puits de Sciences » de trouver le succès auprès du grand public afin d'atteindre un équilibre en fonctionnement hors subventions. A cet effet le « Puits de Sciences » vise à moyen terme une fréquentation de 100 000 visiteurs par an, ce qui le placerait dans la moyenne des CCSTI français.

L'attractivité du CCSTI s'étend à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le sujet des transitions, énergétiques, écologiques, des territoires constitue sa ligne éditoriale spécifique en termes d'offres pédagogiques et d'expositions.

3. La phase de préfiguration 2020/2022

La période de préfiguration est de trois ans de janvier 2020 à décembre 2022. Pour pouvoir ouvrir au public début 2023, il faut pouvoir procéder à :

- la mise en place de la structure définitive de gestion;
- la mise en place du conseil d'orientation et scientifique;
- la recherche des financements privés et publics ;
- la réalisation des expositions permanentes et temporaires pour son ouverture au public en 2023 ;
- la réalisation d'actions de préfiguration du « Puits de Sciences » via des actions hors les murs ou sur le site même.

Lors du comité de pilotage du projet du 11 juin 2019, il a été présenté aux collectivités et à l'État un projet de protocole d'accord au titre du financement en fonctionnement de cette période de préfiguration : (montants révisés lors du comité de pilotage du 30/10/2019)

Financements publics (en K€)	2020	2021	2022	Commentaires
État	20	40	80	Au titre de la recherche
Région	40	80	120	Au titre de la compétence Culture scientifique
Conseil Départemental ¹³	40	60	100	Au titre de l'activité CCSTI dans les collèges
Métropole-Territoire du Pays d'Aix	40	60	120	A parité avec le CR au titre du territoire métropolitain
Ville de Gardanne	20	20	20	Au titre d'activités de la Ville (fête de la science)
Total	160	260	440	

Pour ce qui concerne le budget prévisionnel de la première année d'exploitation en 2023 porté par la future structure de gestion du Puits de Sciences, il fera l'objet, au bénéfice de la structure de gestion choisie, d'une convention multi partenariale et triennale afin de consolider les financements publics 2022 à savoir 440 000 €, auxquels se rajouteront 360 000 € de ressources propres et 170 000 € de mécénat d'entreprise, pour un budget total de fonctionnement établi à 970 000 €

La structure définitive de gestion n'étant pas encore opérationnelle, la ville de Gardanne a décidé de confier par convention à L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Étienne, via son centre de culture scientifique « La Rotonde », la mission de porter pour 2020 les actions de préfiguration du futur CCSTI.

Cette décision est motivée par la présence active dans le projet de l'antenne de l'École des Mines de Saint-Étienne – Campus Georges Charpak Provence à Gardanne- et par le fait que le CCSTI « la Rotonde » qui est une structure « in house » de l'École des Mines est reconnu à ce titre au niveau national et par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

La Ville de Gardanne a délégué par convention à l'École de Mines, la mission de déposer des demandes de subventions au titre de la période de préfiguration 2020. Cette mission de préfiguration pourra, selon les besoins, être prolongée par la Ville de Gardanne jusqu'en 2022 et faire l'objet d'avenants. Elle a pour objectifs principaux :

- d'installer et animer l'association Puits de Sciences,
- d'installer et animer le comité d'orientation scientifique attaché au Puits de Sciences,
- de concevoir et/ou accompagner la conception des premières expositions et animations proposées par le Puits de Sciences à partir de 2022, en lien, entre autres, avec l'équipe de scénographie, muséographie et médiation scientifique du groupement qui assurera la maîtrise d'œuvre des travaux de création du Puits de Sciences,
- d'arrêter une première liste de fiches de postes en vue des recrutements nécessaires au fonctionnement optimal de l'équipement dès son ouverture,
- Apporter une aide technique, juridique et administrative à la mise au point de la convention d'occupation du bâtiment propriété de la Ville de Gardanne.

A cet effet, l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Étienne sollicite des subventions auprès de collectivités publiques partenaires dont une

subvention de fonctionnement à hauteur de 40 000 € auprès de la Métropole -Territoire du Pays d'Aix (N°GU2020_739) au regard du tableau de financement ci-après :

Budget prévisionnel pour la période 2020 de préfiguration du CCSTI de Gardanne			
Charges		Produits	
Sous-traitance générale	30 000 €	Ville d Gardanne	20 000 €
Prog Scientifique et culturel.)	35 000 €	Métropole T.F Aix	40 000 €
Publicité, information	20 000 €	CD13	40 000 €
Déplacements, missions	2 000 €	CR PACA	40 000 €
Rémunération des personnels	113 000 €	Etat	20 000 €
		Mécénat	40 000 €
Total	200 000 €		200 000 €

A titre d'information l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Étienne sollicite la Direction de l'Enseignement Supérieur de la Métropole à hauteur de 8 650 € pour le financement de son projet intitulé Inov'Action 2020 (N°GU2020_00625).

L'attribution de subvention en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions. La convention bilatérale annexée à la présente délibération est élaborée pour le versement des subventions sur l'exercice 2020.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

80 % de la subvention à la date de signature de la convention par les deux parties,

Le solde de la subvention (20%) sera versé selon les modalités suivantes :

- sur présentation des comptes annuels signés ou du compte administratif approuvé.

- Le rapport d'activité, le cas échéant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil de communauté du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.
- La délibération n°2003_A081 du Conseil de communauté du 16 mai 2003 actant une politique culturelle.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération N°CSGE 007-7162/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 attribuant un fonds de concours d'un montant de 2.940.000 € à la Ville de Gardanne ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des opérateurs culturels qui participent au rayonnement du territoire, démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve du vote du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une subvention-d'un montant total de 40 000 € à l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Étienne.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix et l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Étienne.

Article 3

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant, est autorisé à signer la convention

et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2020, en section de fonctionnement chapitre 65, nature 657382, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 731

Attribution d'une subvention à l'Office municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence dans le cadre des Rencontres du 9ème Art - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A081). Cette politique culturelle aujourd'hui mise en œuvre par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et affirmant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention de 50 000 € à l'Office municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations pour l'organisation de la 17ème édition des Rencontres du 9ème art – Festival de la bande dessinée et autres arts associés et d'approuver la convention d'objectifs et de moyens annexée au rapport.

Le Festival proposera un parcours d'expositions gratuites du 4 avril au 31 mai 2020, dans différents lieux, à Aix-en-Provence et dans d'autres communes du Pays d'Aix. (Bibliothèques, Musées, galeries, écoles d'Art et un panel de boutiques en ville).

Pour l'occasion, l'événement s'éloignera du « traditionnel salon » de bande dessinée pour devenir un calendrier de rendez-vous pendant lequel les artistes internationaux invités rencontreront le public (En 2019, 40 000 visites et plus de 1 000 élèves en médiation culturelle).

Ce festival s'appuie sur des partenariats avec La Cité du Livre, la bibliothèque Méjanès, la bibliothèque des deux Ormes, la bibliothèque de la Halle aux Grains, la bibliothèque Li Campaneto, la Médiathèque Les Carmes à Pertuis, la bibliothèque de Fuveau et la Médiathèque La Passerelle de Vitrolles.

N° GU	Nom Association	Objet social	Manifestation	Dates	Subvention N-1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	Subvention sollicitée ville	Montant proposé
2020_2021	Office municipal du tourisme d'Aix-en-Provence	Développer le tourisme, promouvoir le territoire et animer le territoire par l'action culturelle	17ème édition des rencontres du 9ème art, Festival de la bande dessinée et autres arts associés	Avril et mai 2020	50 000 €	219 473 €	50 000 €	Office Tourisme Aix 113 673 €	50 000 €

Total : 50 000 €

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article

12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

80 % de la subvention à la date de signature de la convention par les deux parties,

Dans le cadre du financement d'une action, le solde de la subvention (20%) sera versé sur présentation du rapport d'activité et du compte-rendu financier de l'opération subventionnée.

Dans le cadre du financement du fonctionnement général : le solde de la subvention (20%) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier et du compte de résultat de l'association. S'ils sont provisoires, les documents définitifs devront être fournis au plus tard le 31 mars de l'exercice N+1.

L'attribution des subventions en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions. La convention bilatérale annexée à la présente délibération est élaborée pour le versement de la subvention sur l'exercice 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
-
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations et des EPIC qui participent au rayonnement culturel du territoire, démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve du vote du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une subvention de fonctionnement d'un montant total de 50 000 €, telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix et l'Office municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2020, en section de fonctionnement chapitre 65, nature 657381, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 732

Approbation de conventions pluriannuelles d'objectifs avec le Théâtre du Jeu de Paume et l'Atelier de la langue française

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a choisi de devenir dès 2003, un partenaire privilégié d'opérateurs culturels participant au rayonnement culturel du pays d'Aix dans l'objectif de contribuer à l'éducation et au rapprochement des générations par la facilitation de l'accès à la culture (délibération N°2003_A285 du 12 décembre 2003).

Cette politique s'exerce en complémentarité avec le fonds d'intervention à destination des associations et témoigne de la volonté du Pays d'Aix d'irriguer son territoire avec des actions culturelles originales, éducatives et diversifiées, qui restent accessibles au plus grand nombre.

Dans le but d'accompagner davantage certaines structures culturelles existantes sur son territoire, le Pays d'Aix formalise son engagement en établissant des conventions pluriannuelles d'objectifs avec d'autres collectivités.

Ces conventions comprennent les engagements financiers des différents partenaires et permettent ainsi aux opérateurs de mener à bien leurs projets artistiques sur la base de leurs programmations et leurs budgets prévisionnels. Une évaluation est effectuée régulièrement par l'ensemble des partenaires concernés sur la base d'objectifs concrets.

Ce partenariat répond aux objectifs généraux de la politique culturelle de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix tels que définis dans la délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire du 16 mai 2003.

Par ailleurs, pour certaines structures comme le Théâtre du jeu de Paume depuis 2004, ces conventions permettent le renouvellement du label « scène conventionnée » délivré par la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

1° Convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2022 avec le Théâtre du Jeu de Paume.

a) Projet artistique et culturel

Par la présente convention, l'association du Théâtre du Jeu de Paume s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

- Un lieu de création ouvert aux acteurs et aux metteurs en scène : le Théâtre du Jeu de Paume est une structure d'accompagnement d'œuvres novatrices tout à la fois pour de jeunes metteurs en scène ou pour des talents confirmés,
- Un lieu de promotion pour de jeunes talents : le Théâtre du Jeu de Paume participe à l'émergence de jeunes compagnies issues notamment de la région,

- Un lieu de production ou de coproduction : le Théâtre du Jeu de Paume s'inscrit dans le réseau des grandes institutions et permet aux artistes, en leur ouvrant son plateau, de bénéficier d'une logistique adaptée,

- Un lieu de diffusion : le Théâtre du Jeu de Paume inscrit dans la mesure du possible les spectacles dans la durée afin de multiplier les rencontres avec les différents intervenants culturels et favoriser la venue de nouveaux publics.

Le développement des publics repose plus largement sur le pari Aix-Marseille en associant dans une même démarche les théâtres du Gymnase à Marseille et du Théâtre du Jeu de Paume à Aix-en-Provence.

b) Financements

Les orientations, la programmation, les budgets prévisionnels 2020,2021,2022, le budget 2019, parties intégrantes de la convention, sont annexés à la présente délibération.

Pour permettre au Théâtre du Jeu de Paume de réaliser son projet et d'atteindre les objectifs énoncés dans la convention 2019-2022, les partenaires s'engagent à financer l'association Théâtre du Jeu de Paume sur la base du budget annexé et selon la répartition suivante :

Charges du projet : 8 707 000 euros

Subventions de l'État – Ministère de la Culture – DRAC PACA : 200 000 euros (50 000 euros/an)

Ville d'Aix-en-Provence : 3 740 000 euros (935 000 euros/an)

Région Sud : 400 000 euros (100 000 euros/an)

Territoire du Pays d'Aix : 1 080 000 euros (270 000 euros/an)

Au titre de l'année 2019, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2) du 27 février 2019 par délibération n°2019_CT2_064, a attribué une subvention en fonctionnement de 270 000 € au Théâtre du Jeu de Paume et a approuvé une convention bilatérale.

Par ailleurs, le Théâtre du Jeu de Paume a déposé un autre dossier de demande de subvention complémentaire en fonctionnement et une subvention a été attribuée lors du Conseil de Territoire du 17 octobre 2019.

Pour les années 2019, 2020, 2021 et 2022 la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix s'efforcera de maintenir son financement au montant de l'année 2019, sous réserve de la disponibilité des crédits au budget de l'exercice concerné et du respect des règles de l'annualité budgétaire.

Chaque année, le Théâtre du Jeu de Paume déposera une demande de subvention spécifique auprès de la Métropole Aix-Marseille Provence Territoire du Pays d'Aix et fera l'objet d'une convention financière bilatérale permettant ainsi de préciser les modalités de paiement.

c) Durée de la convention

La présente convention pluriannuelle d'objectifs est conclue pour une durée de quatre ans, soit de 2019 à 2022. Elle entrera en vigueur à compter de sa notification, après signature des parties.

2° Convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2021 avec l'Atelier de la Langue Française

a) Projet artistique et culturel

L'Atelier de la langue française est né du souhait de faire grandir et vivre, tout au long de l'année, le précieux patrimoine culturel immatériel que constitue la langue française.

L'ambition de l'Atelier est d'œuvrer auprès de tous les publics, à la célébration de la langue française comme héritage commun, comme socle de la culture et de la démocratie, ainsi que promouvoir auprès du plus grand nombre l'usage d'une langue vivante, qui contient en elle le potentiel illimité de découvertes et d'engagements perpétués dans la littérature, la philosophie et les grands discours qui ont fait l'Histoire. L'Atelier se veut ainsi un lieu d'accueil et de transmission, mais aussi d'expérimentation, de dialogue et de partage; un lieu de réunion et de rencontre. À ce titre, l'Atelier porte déjà plusieurs projets, tous ancrés sur le territoire.

Le volet artistique

Les Journées de l'éloquence rassemblent sur une semaine (mois de mai/juin) environ 5 000 spectateurs sur le territoire métropolitain. Depuis 2015, le festival développe des conférences, des scènes de théâtre, des lectures, des spectacles, et le concours national d'éloquence dédié aux amoureux des joutes verbales. Ainsi, langue française et patrimoine architectural se mettent mutuellement en valeur (cf Annexe - Rapports d'activités des saisons passées).

Les Journées du livre, sont construites selon un modèle ouvert et itinérant. Destinées à tous les publics dans les médiathèques des communes où elles sont organisées, elles participent à faire rayonner la vie littéraire dans les départements des Bouches-du-Rhône, du Var, et du Vaucluse. Elles consistent à mettre en place des activités diverses et modulables autour de la lecture et de l'écriture sur une journée entière, comme des ateliers d'écriture, ou des scènes de théâtre mises en scène et jouées par des comédiens professionnels.

Au cœur des animations, différentes propositions sont organisées :

- des « rallyes-lecture » (anecdotes ou informations à trouver dans une sélection d'ouvrages dans un temps imparti),
- des épreuves dites « du calligramme » (adapter une série de textes aux formes du sujet dont elles traitent : l'arbre, la fleur, la feuille, le fruit, le printemps, la pluie, etc.)
- des « questions pour un champion littéraire » (adaptation, axée sur les thèmes de la littérature)
- ou encore « une image, une histoire » (invention d'une intrigue à partir d'une image donnée).

b) Financements

Pour permettre à l'Atelier de la Langue Française de réaliser son projet et d'atteindre les objectifs énoncés dans la convention 2019-2021, les partenaires s'engagent à financer l'association l'Atelier de la Langue Française sur la base du budget annexé et selon la répartition suivante :

Charges du projet : 840 000 euros

Subventions de l'État – Ministère de la Culture – DRAC PACA : En fonction des projets.

Ville d'Aix-en-Provence : 150 000 euros (50 000 euros/an)

Territoire du Pays d'Aix : 240 000 euros (80 000 euros/an)

Au titre de l'année 2019, par délibération n°2019_CT2_064 le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019, a attribué une subvention en fonctionnement de 70 000 € à l'Atelier de la Langue Française et a approuvé une convention bilatérale.

Par ailleurs, l'Atelier de la Langue Française a déposé un autre dossier de demande de subvention complémentaire en fonctionnement et a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 8 592 € (N°GU 2019_01381). Cette demande a reçu un avis favorable de la Commission Culture en date du 2 octobre 2019 et a été votée au Conseil de Territoire du 17 octobre 2019.

Pour les années 2020 et 2021 la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix s'efforcera de maintenir son financement au montant de 80 000 €, sous réserve de la disponibilité des crédits au budget de l'exercice concerné et du respect des règles de l'annualité budgétaire.

Chaque année, l'Atelier de la Langue Française déposera une demande de subvention spécifique auprès de la Métropole Aix-Marseille Provence Territoire du Pays d'Aix et fera l'objet d'une convention financière bilatérale permettant ainsi de préciser les modalités de paiement.

c) Durée de la convention

La présente convention pluriannuelle d'objectifs entre en vigueur à compter de sa notification, après signature des parties. Elle est conclue au titre de l'année 2019 pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021.

Il est donc proposé d'approuver la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2022 avec le Théâtre du Jeu de Paume et la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2021 avec l'Atelier de la langue française annexées au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence - Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.
- Que la Métropole Aix-Marseille Provence - Territoire du Pays d'Aix s'efforcera de maintenir son financement au montant de l'année 2019, sous réserve de la disponibilité des crédits au budget de l'exercice concerné, du vote des subventions correspondantes par les instances délibérantes et du respect des règles de l'annualité budgétaire.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et le Théâtre du Jeu de Paume et l'Atelier de la langue française.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant, est autorisé à signer les deux conventions annexées et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 733

Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix avec conventions d'objectifs et de moyens

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du d'agglomération du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A081). Cette politique culturelle aujourd'hui mise en œuvre par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et affirmant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 14 subventions de fonctionnement pour un montant total de 914 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver les conventions types d'objectifs et de moyens annexées au présent rapport.

N° GU	Nom Association	Objet social	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Subvention N-1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	Montant proposé
2020_00096	Le relais des possibles	favoriser l'accès à la culture, à la santé et au numérique des familles isolées, femmes, enfants, parents	2e Bus	Aix-en-Provence	Année 2020	34 000 €	107 000 €	42 000 €	Politique de la ville 21 000 €	34 000 €
2020_00096	Seconde Nature	Création, médiation, production et diffusion d'actions culturelles en faveur des cultures électroniques et des arts numériques	Fonctionnement Général	Aix-en-Provence	Année 2020	135 000 €	667 000 €	150 000 €	Aix-en-Provence 109 000 €	135 000 €
2020_00091	Les films du Delta	Création audiovisuelle par la réalisation, la production et la présentation de films ainsi que l'organisation de manifestations.	Les rencontres des films du Delta	Rousset Trets Aix-en-Provence	Nouveau Monde du 20 au 25/03/2020 Courts-bouillon en octobre 2020	50 000 €	142 000 €	50 000 €	Rousset 75 000 €	50 000 €
2020_00636	Anonymat	Association d'animation territoriale et de médiation sociale et culturelle via l'outil audiovisuel et les technologies de l'information et de la communication	Fonctionnement général	Métropole	Année 2020	43 000 €	367 500 €	50 000 €	Aix-en-Provence 25 000 € Miramas 5 000 €	43 000 €
2020_00641	Les écrivains en Provence	Organisation de Salons Littéraires	31ème édition « Les écrivains en Provence »	Fuveau	3 au 6 septembre 2020	38 000 €	104 500 €	40 000 €	Fuveau 12 000 €	38 000 €
2020_00644	Rencontre Cinématographique d'Aix-en-Provence	Organisation d'un festival international de courts métrages	36ème Festival Tous Courts	Métropole	Du 23/11/2020 au 05/12/2020	50 000 €	257 750 €	50 000 €	Aix-en-Provence 50 350 €	50 000 €
2020_00640	Charlie Free	Promotion, mise en avant et diffusion des musiques Jazz	23ème édition de Charlie Jazz Festival 2020	Vitrolles	03/07/20	48 000 €	320 200 €	60 000 €	Vitrolles 40 000 €	48 000 €

N° GU	Nom Association	Objet social	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Subvention N-1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	Montant proposé
2020_00636	Image de ville image de vie	Mettre en relation le monde de l'architecture, de l'aménagement et de l'environnement, des arts plastiques et le monde du cinéma et de l'audiovisuel à travers la création d'événements.	16ème édition Festival Image de ville	Marseille, Pays d'Aix, Martigues, Port-de-Bouc Métropole	Novembre 2020	60 000 €	160 500 €	60 000 €	Aix-en-Provence 47 000 € Marseille 8 000 €	60 000 €
2020_00634	Caïé Musique la Fonderie	Promouvoir la création artistique sous toutes ses formes dans le cadre d'une action incluant la création, la production, la diffusion et la formation plus spécialement dans le domaine des spectacles musicaux et scénographiques.	23ème édition du Festival ZA Zac	Aix-en-Provence	17/18/19 juillet 2020	120 000 €	288 500 €	120 000 €	Aix-en-Provence 70 000 €	120 000 €
2020_00603	Aix qui	Favoriser et promouvoir la création, la diffusion culturelle et l'expression artistique des jeunes	Triumph Classics Eurock 2020	Pays d'Aix	01/01/2020 au 31/10/2020	45 000 €	212 974 €	45 000 €	Aix-en-Provence 35 585 €	45 000 €
2020_00604	Aix qui	Favoriser et promouvoir la création, la diffusion culturelle et l'expression artistique des jeunes	Tour du Pays d'Aix 2020	Pays d'Aix	13/11/2020 au 21/11/2020	100 000 €	124 001 €	100 000 €	0 €	100 000 €
2020_00648	Opening Nights	Développer des territoires par le spectacle vivant	14ème édition Par les villages – Temps forts et lectures	Aix-en-Provence et Pays d'Aix	Année 2020	112 000 €	125 800 €	117 000 €	Aix-en-Provence 4 800 €	112 000 €
2020_00652	Saints ton Karos	Développer et promouvoir les pratiques artistiques et notamment la musique et les liens entre amateurs et professionnels	Stages et tournée de concerts en Pays d'Aix de l'OPPA Junior	Métropole	20/04 au 24/04 24/06 au 28/06 19/10 au 23/10	39 000 €	130 606 €	50 000 €	0 €	39 000 €
2020_00649	Musiques échanges	Réalisation d'événements musicaux de haut niveau impliquant de jeunes artistes et des artistes confirmés.	26ème édition Les nuits pianistiques	Ville d'Aix-en-Provence et sa région	27/07/2019 au 29/08/2020	40 000 €	220 000 €	45 000 €	Aix-en-Provence 40 000 €	40 000 €

Total : 914 000 €

pour son projet de médiation numérique sur l'exercice 2020,

A titre d'information,

- l'association Anonymal a déposé un autre dossier de demande de subvention (N°GU 2020_00638) sollicitant la Direction des interventions économiques du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 22 000 €

- l'association Image de ville image de vie a déposé un autre dossier de demande de subvention (N°GU 2020_00666) sollicitant la Direction de la Stratégie Environnementale du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 20 000 € pour son projet de web(s) documentaire, et un autre dossier (N°GU 2020_00667) auprès de la Direction de l'Agriculture et Forêts du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 20

000 € pour un projet de web(s) documentaire également, sur l'exercice 2020,

- l'association Opening nights a déposé un autre dossier de demande de subvention (N°GU 2020_00647) sollicitant le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile à hauteur de 11 000 € pour un projet de spectacle sur l'exercice 2020,

- l'association Saisis ton kairos a déposé deux autres dossiers de demande de subvention sollicitant la Métropole à hauteur de 10 000 € pour un complément au projet de la tournée de concerts de l'Orchestre philharmonique du Pays d'Aix (N°GU 2020_00654) et pour le projet de la 3ème édition des Orchestrales Marseille Provence au Palais Pharo (N°GU 2020_00655), l'association sollicite la Métropole à hauteur de 11 000 € sur l'exercice 2020,

L'attribution des subventions en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions. Les conventions types annexées à la présente délibération sont élaborées pour le versement des subventions sur l'exercice 2020.

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération

n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

80% de la subvention à la date de signature de la convention par les deux parties,

Dans le cadre du financement d'une action, le solde de la subvention (20%) est versé sur présentation du rapport d'activité et du compte-rendu financier de l'opération subventionnée.

Dans le cadre du financement du fonctionnement général, le solde de la subvention (20%) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier et du compte de résultat de l'association. S'ils sont provisoires, les documents définitifs devront être fournis au plus tard le 31 mars de l'exercice N+1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées, sous réserve du vote du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, 14 subventions en fonctionnement pour un montant total de 914 000 €, telles que présentées dans le tableau ci-dessus.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions types d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix – Marseille Provence - Territoire du Pays d'Aix et les associations.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial du Territoire du Pays d'Aix 2020, en section de fonctionnement chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 734

Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix sans convention d'objectifs et de moyens

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du d'agglomération du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A081). Cette politique culturelle aujourd'hui mise en œuvre par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et affirmant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 8 subventions de fonctionnement pour un montant total de 122 500 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

N° OU	Nom Association	Objet social	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Subvention N+1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	Montant proposé
2020_00609	Centre Franco Allemand de Provence	Promotion de la langue et de la culture allemande	Manifestations franco- allemandes et euro- méditerranéennes	Région Département Métropole Pays d'Aix Aix-en-Provence	Année 2020	18 000 €	124 500 €	20 000 €	Aix-en- Provence 30 000 €	18 000 €
2020_00642	Les écritures croisées	Organisation de manifestations littéraires publiques en liaison avec les professionnels du livre, littéraires, éditeurs au sein de la cité du livre à Aix-en- Provence	33ème Née du livre	Aix-en-Provence	Du 10/10/20 au 14/10/20	18 000 €	150 000 €	20 000 €	Aix-en- Provence 60 000 €	18 000 €
2020_00669	Enf-Aide- 360°	Favoriser la rencontre entre psychiatres, l'art et la cité	Fonctionnement Général	Aix-en-Provence Métropole France	Année 2020	22 000 €	401 800 €	25 000 €	Aix-en- Provence 68 000 €	22 000 €
2020_00661	M2F Créations	Promotion d'événements artistiques et culturels / Favoriser les échanges culturels / Gérer un lieu de travail et diffusion d'activités artistiques et culturelles	Festival International Gomex 10 à résidences artistiques	Aix-en-Provence	Novembre 2020	18 000 €	85 220 €	18 000 €	Aix-en- Provence 20 000 €	18 000 €

N°OU	Nom Association	Objet social	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Subvention N+1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	Montant proposé
2020_00657	Patrimoine art et culture	Promotion de l'Abbaye de Silvacane et un musée	Promouvoir le patrimoine culturel de la commune. Abbaye de Silvacane et galérie-musée de la Roque d'Anthéron	La Roque d'Anthéron	Année 2020	20 500 €	49 950 €	23 000 €	La Roque d'Anthéron 14 500 €	20 500 €
2020_00659	Cultures du coeur 13	Favoriser l'accès à l'art et à la culture des personnes en situation de grande précarité sur le territoire du Pays d'Aix	Accès à la Culture par le travail de sorties et actions de médiation	Pays d'Aix	Année 2020	12 000 €	63 382 €	13 000 €	Aix-en- Provence 12 000 €	12 000 €
2020_00663	Le syndicat des mouettes	Développer tout type d'expression artistique. Proposer un partenariat logistique à des structures privées ou publiques.	Festival Oh la la 2020	Gardanne	15 au 29/11/2020	10 000 €	27 150 €	20 000 €	Gardanne 3 000 €	10 000 €
2020_00726	Gardanne Action Cinéma	Gestion cinéma	Festival cinématograp- hique	Gardanne	Automne 2020	10 000 €	66 000 €	10 000 €	Gardanne 18 000 €	9 000 €

Total : 122 500 €

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,

- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,

- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

80% de la subvention à la date de signature de la convention par les deux parties,

Dans le cadre du financement d'une action, le solde de la subvention (20%) sera versé sur présentation du rapport d'activité et du compte-rendu financier de l'opération subventionnée.

Dans le cadre du financement du fonctionnement général, le solde de la subvention (20%) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier et du compte de résultat de l'association. S'ils sont provisoires, les documents définitifs devront être fournis au plus tard le 31 mars de l'exercice N+1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de

métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 13 novembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées, sous réserve du vote du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, 8 subventions en fonctionnement pour un montant total de 122 500 €, telles que présentées dans le tableau ci-dessus.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial du Territoire du Pays d'Aix 2020, en section de fonctionnement chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2019 CT2 735

Dénomination de la Salle de Musiques Actuelles située sur le site de la Constance à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A081). Aujourd'hui mise en œuvre par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix, elle poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

La Métropole Aix-Marseille-Provence -Territoire du Pays d'Aix a confié la maîtrise d'ouvrage à la SPLA pour la construction de la Salle des musiques Actuelles (SMAC). La SMAC, en service courant 2020, constitue un équipement public majeur du Pôle numérique labellisé French Tech de la future ZAC de la Constance à Aix-en-Provence. Elle s'inscrit dans le cadre d'une opération publique d'aménagement comptant des logements et des activités tertiaires développées sur 100 ha environ.

Pour assurer la gestion de cet équipement, une procédure de consultation en vue de l'attribution d'un contrat de délégation de service public a été lancée le 9 juin 2015.

Par délibération N°CSGE 00466519/19/CM du 20 juin 2019, le contrat de délégation de service public (DSP/19/05) a été conclu avec la SCIC IRIS SARL. Jusqu'alors, cet équipement avait été désigné sous le terme générique de Salle des Musiques Actuelles (SMAC).

Afin de donner une identité propre à cet équipement dans le secteur des musiques actuelles pour le public et les professionnels, il convient de dénommer cet équipement.

Dans le cadre de la DSP, l'article 11 du contrat précise :

« La personne publique conserve seule la possibilité de donner une dénomination à la SMAC, le cas échéant sur proposition du Déléataire ...Dans l'hypothèse d'une dénomination proposée et mise en œuvre par le Déléataire, avec l'accord de la Personne Publique, le Déléataire assurera la protection de la dénomination et cédera ou fera en sorte que soient cédés à la Personne Publique, à l'expiration du contrat, les droits et titres de propriété industrielle (marque, logos... ».

Après consultation du délégataire, il est proposé de dénommer la Salle de Musiques Actuelles de la Constance : Le 6Mic, se prononçant « Sismic ».

Un artifice graphique sur le logo contribuera à sa lisibilité et sa prononciation.

Ce nom évoque l'architecture audacieuse du bâtiment qui apparaît comme une émergence rocheuse dans le paysage, telle une formation magmatique. Le 6Mic renvoie par ailleurs au mouvement, celui qui animera ce cocon « volcanique », Ce nom fait é

galement référence au micro et donc à la musique amplifiée qui est la vocation de ce nouvel outil culturel qui vient enrichir l'offre du territoire.

Enfin, le 6Mic suggère par son nom son offre plurielle : deux salles de spectacle et des studios de répétition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2003-A081 du Conseil de communauté du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°CSGE 001 3395/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 définissant l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels et socio-éducatifs. (En annexe1, liste des équipements) ;
- La délibération n°CSGE 004-6519/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant le choix du délégataire de service public relatif à l'exploitation et la gestion de la salle musiques actuelles ;
- Le contrat de Délégation de Service Public – 19/05, chapitre V dénomination de la SMAC.

Où il est dit ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

. Qu'il convient de donner un nouveau nom à la Salle des Musiques Actuelles du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le nom de la salle des musiques actuelles: le « **6Mic** »

Article 2 :

Conformément à l'article 11 du contrat de Délégation de Service Public, le délégataire SCIC SARL IRIS est autorisé à déposer le nom de « **6Mic** » auprès de l'INPI (Institut National de la Propriété Intellectuelle) et sera cédé gracieusement à la personne publique à l'expiration du contrat soit le 3 juin 2026.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	62
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	62
Majorité absolue	32
Pour	62
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.